

Présentation

Comme l'écrivent Nicolas Lebourg et Jean-Yves Camus, «(...) *lors de l'abandon de franges entières de la population à la violence économique, en l'absence à gauche d'un mouvement social apte à produire une "conscience de classe" produisant une identité collective, ou, en l'absence, à droite, d'un mouvement idéologique apte à légitimer la hiérarchisation sociale, c'est la rationalisation raciale qui prend le dessus et divise le corps social selon ses critères*¹». Ce que ces auteurs écrivent à propos des groupuscules fascistes du Pouvoir blanc dans différents pays s'applique parfaitement à la période actuelle et aux nostalgies identitaires qui s'expriment, à gauche comme à droite, et donnent lieu à de multiples manipulations politiques.

Pour poser le contexte économique et social de ces mouvements identitaires, ce numéro s'ouvre sur un texte du groupe allemand *Wildcat* analysant l'évolution de «la classe ouvrière mondiale» depuis les années 1970. En effet, «*contrairement aux sophismes trop répandus la classe ouvrière est en expansion permanente*», comme l'annonçait le titre d'un livre de Simon Rubak paru aux Editions Spartacus en 1972. Il est utile de rappeler cette «vérité» élémentaire en une période où l'on ne parle plus que d'«identité», qu'elle soit ethnique, religieuse, sexuelle, nationale, de «genre», etc. – quand les militants d'extrême gauche ou anarchistes ne tombent pas dans l'apologie délétère de la race, prétendument «sociale».

Deux articles de *La voix des sans papiers* exposent leur position sur le faux débat autour des prétendues différences entre (mauvais) migrants économiques et (bons) réfugiés politiques. Un long dialogue s'instaure ensuite avec Nad autour de l'articulation possible entre antiracisme et lutte de classe, en évoquant notamment les positions catastrophiques du groupuscule identitaire qu'est le PIR et celles de la mouvance plus large, surtout universitaire mais aussi militante, dans laquelle il évolue.

¹ Souligné par nous et extrait de *Les droites extrêmes en Europe*, Seuil, 2015, p. 132. Ces deux universitaires sont parfois beaucoup trop complaisants dans leur exposé «objectif» des thèses et du rôle de la Nouvelle Droite, qu'elle soit fasciste ou fascisante, tout comme Pierre-André Taguieff l'avait été avant eux dans *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, 1994. Leur indulgence marquée s'exprime particulièrement par rapport à Alain de Benoît mais aussi à d'autres intellectuels fascistes «étrangers», qui ne méritent aucun égard particulier, aussi cultivés fussent-ils. Ces réserves faites, l'ouvrage est utile pour connaître le foisonnement des groupes et idéologies d'extrême droite en Europe.

Plusieurs textes dénoncent avec virulence la Marche pour la dignité et contre le racisme qui s'est tenue le 31 octobre 2015. Ces critiques sont parfois justes mais restent très insuffisantes, car elles ignorent les sources d'inspiration des identitaires de gauche et surtout elles ne proposent ni analyses ni actions alternatives contre le racisme.

Nous abordons ensuite la question du social-chauvinisme, de ses porte-parole intellectuels (Ariès, Lordon, Michéa, Todd, etc.) et médiatiques (*Le monde diplomatique*, *Politis*, *Marianne*, etc.) qui diffusent ce qu'il faut bien appeler la **peste identitaire gauloise-républicaine** qui ne vaut pas mieux que la **peste identitaire tiers-mondiste dopée au postmodernisme**.

Le problème de l'antisémitisme de gauche¹ est ensuite analysé, notamment sous l'angle, sous-estimé, de son utilité politique et symbolique.

Temps critiques nous expose ce que ce groupe-revue appelle «l'angle mort du 13 novembre» 2015.

Nous revenons sur quelques idées préconçues et clichés fort répandus sur le Front National ainsi que sur la réalité de son implantation en milieu ouvrier.

Un camarade néerlandais nous décrit la récente vague de mobilisation raciste orchestrée par Geert Wilders (le copain de Marine Le Pen) contre les réfugiés aux Pays-Bas et les tentatives militantes de l'enrayer. Généralement la «Hollande», bien qu'elle soit absente des références internationales habituelles des militants français, nous indique le pire de ce qui nous attend en matière de régression sociale et politique² (traitement du chômage, généralisation du temps partiel, réformes de l'éducation et de la fonction publique, privatisation des services publics, diffusion de l'idéologie national-populiste, racisme antimusulmans, etc.), en particulier parce que le mouvement ouvrier est faible dans ce pays.

Enfin une camarade nous fait découvrir, à travers la critique d'un livre paru en anglais, ce qu'a été la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires de Détroit, dans les années 1970, organisation dont les positions étaient à des années-lumière, malgré ses limites, de la bouillie identitaire-de-gauche actuelle.

Bonne lecture !

¹ Cf. notamment «Sur les sources de l'antisémitisme de l'antisémitisme de gauche, anticapitaliste et/ou anti-impérialiste» *NPNF* n° 44-45, septembre 2014 et «Multiplicité des formes de l'antisémitisme mondialisé et "antisémitisme mondialisé" actuel», *NPNF* n° 46-47, octobre 2014.

² Cf. «Pays-Bas, un modèle pour Sarkozy et la droite gauloise ?» *NPNF* n° 33-34-35, juin 2011.

Wildcat : Sur la classe ouvrière mondiale

[Cet article sur le développement de la lutte de classe au cours des dernières années a été publié par la revue allemande *Wildcat* dans son numéro 98, en été 2015, traduit en anglais par des camarades, puis de l'anglais en français par nos soins. *NPNF*]

Soulèvement ou lutte de classe?

Le concept de classe est à nouveau populaire. Après la dernière crise économique mondiale, même les journaux bourgeois ont commencé à se demander : «Après tout, Marx n'avait-il pas raison ?» Durant les deux dernières années, le livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XX^e siècle*, a figuré sur la liste des best-sellers – cet ouvrage décrit de façon détaillée comment le processus d'accumulation capitaliste a historiquement abouti à une concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité de détenteurs de capitaux.

Dans les démocraties occidentales aussi, des inégalités importantes ont conduit à une augmentation de la crainte de soulèvements sociaux. Ce spectre a hanté le monde au cours des dernières années – des émeutes à Athènes, Londres et Baltimore jusqu'aux révoltes en Afrique du Nord, qui, parfois, ont renversé des gouvernements. Comme d'habitude, pendant ces périodes de «troubles», alors qu'une faction de la classe dirigeante appelait à une répression armée, une autre soulevait la «question sociale», qu'elle prétendait vouloir résoudre en mettant en œuvre des réformes ou des politiques de redistribution,.

La crise mondiale a délégitimé le capitalisme; la politique des dirigeants et des gouvernements – qui consiste à faire payer la crise aux travailleurs et aux pauvres – a alimenté la colère et le désespoir. Qui peut encore contester le fait que nous vivions dans une «société de classe» ? Mais que signifie en réalité cette expression ?

Les «classes», au sens le plus étroit du mot, émergent seulement avec le capitalisme – mais l'expropriation des moyens de production sur laquelle repose la condition des prolétaires qui ne possèdent rien ne se réduit pas à un événement historique unique. L'expropriation se répète, se reproduit, tous les jours au sein du processus de production lui-même : les travailleurs produisent, mais le produit de leur travail ne leur appartient pas. Ils ne reçoivent que ce dont ils ont besoin pour reproduire leur force de travail, ou bien ils bénéficient du niveau de vie qu'ils ont réussi à atteindre en luttant.

En principe, les sociétés de classe ne reconnaissent aucun privilège fondé sur la naissance, et la propriété de l'argent est censée déterminer la

position sociale de chacun d'entre nous. En théorie, le capitalisme permet de démarrer sa carrière en tant que plongeur dans un restaurant pour finir spéculateur boursier (ou au moins petit entrepreneur, objectif de nombreux immigrés). Dans le même temps, les membres de la petite bourgeoisie et les artisans peuvent chuter dans les rangs des prolétaires. Grimper l'échelle sociale est rarement le résultat de son propre travail, cela dépend plutôt de la capacité à devenir un capitaliste et à s'approprier le travail d'autres personnes. (La mafia, par exemple, possède cette capacité.)

En réalité, un processus de polarisation de classe se met en place – Marx et Engels avaient déjà compris qu'il s'agissait d'une force explosive et d'une condition préalable à la révolution. «*Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité*» (*Manifeste du Parti communiste*). Selon Immanuel Wallerstein, la thèse de Marx sur la polarisation de classe serait sa thèse la plus radicale, thèse qui – une fois liée au système mondial – s'est vérifiée. La polarisation signifie, d'un côté, la prolétarianisation, de l'autre l'embourgeoisement.

Le Capital n'est pas simplement de la richesse qui s'accumule entre les mains de quelques-uns. Il est la condition préalable et le résultat du processus de la production capitaliste, au cours duquel le travail vivant crée de la valeur appropriée par d'autres. En effet, le capitalisme ne se caractérise pas par l'«exploitation» d'un travailleur par son maître artisan, mais par celle d'une grande masse de travailleurs rassemblés dans une usine. Ce mode de production repose sur le fait que des millions de gens travaillent ensemble, bien qu'ils ne se connaissent pas. Ils produisent de la valeur ensemble, mais, ensemble, ils peuvent aussi refuser ce travail et remettre en question la division sociale du travail. En tant que force de travail, les travailleurs font partie du capital; en tant que classe ouvrière, ils représentent le plus grand ennemi intérieur du Capital.

Des générations de chercheurs spécialisés dans la «gestion scientifique» du travail ont essayé de s'approprier les connaissances des ouvriers sur leur façon de produire, afin que le Capital puisse devenir indépendant du Travail. Ils ont créé des unités de production parallèles afin de continuer la production en cas de grève. Ils ont fermé des usines et les ont déplacées afin d'augmenter l'exploitation de ces nouveaux groupes de travailleurs et de mieux les contrôler. Mais ils ne sont pas en mesure d'exorciser le spectre.

Pendant les vagues de grèves de 2010, pour la première fois, ce spectre a hanté toutes les parties de la planète en même temps. Ces luttes sont actuellement en train de changer ce monde. Même les universitaires en ont pris conscience et, après une longue période d'oubli, la classe ouvrière est à nouveau l'objet de leurs recherches – comme en témoignent de nombreux articles, de nouvelles publications et pages web, grâce auxquelles des

spécialistes de gauche des sciences sociales essaient de créer des liens entre les travailleurs des différents continents.

En Allemagne, durant les vingt-cinq dernières années, les travailleurs ont dû combattre seuls – mais désormais, dans ce pays, les mouvements sociaux et les intellectuels ont recommencé aussi à se référer à eux.

Rétrospective 1978 – la classe ouvrière à l’apogée de sa puissance

Jusqu’en 1989, nous pouvions expliquer ce qui se passait dans ce monde, ou plutôt, les luttes de classes pouvaient nous l’expliquer. Le réveil révolutionnaire qui s’est produit autour de l’année 1968 a conduit à une nouvelle vague de luttes ouvrières dans la plupart des pays, et il a fait émerger une critique globale du système et de la culture de travail soutenus par les syndicats dans les grandes métropoles. À la fin des années 1970, la classe ouvrière était à l’apogée de sa puissance. Salaires et revenus étaient garantis par des négociations collectives ; un emploi permanent et relativement sûr était encore la norme. Dans les pays industrialisés, les conditions matérielles des travailleurs (si l’on tient compte de leur salaire social total) étaient parvenues à un niveau jamais atteint auparavant dans l’histoire. Et, dans les secteurs industriels fondamentaux, leurs luttes imposaient de meilleures conditions pour tout le monde.

Dès la crise de 1973-1974, leur pouvoir en tant que producteurs a commencé à être miné par la délocalisation de la production de masse à forte intensité de main-d’œuvre vers l’Asie du Sud-Est et par la restructuration au sein des usines. Le Capital voulait se débarrasser des travailleurs qui étaient devenus combattifs et confiants en leur force. Le coup d’Etat au Chili en 1973 et l’ascension des «Chicago Boys¹» ont indiqué la direction qu’allait prendre la contre-révolution des années 1979-1980. Cette contre-révolution s’est identifiée avec les noms de Thatcher et Reagan, et a conduit à des défaites historiques de ce qui était, jusqu’alors, les noyaux centraux de la classe ouvrière (la défaite à la FIAT² en 1980 ; le coup d’Etat militaire en Turquie ; en 1979-1981, la contre-révolution en Iran après que les conseils de travailleurs³ eurent été écrasés ; le régime

¹ *Chicago Boys* : surnom attribué à un groupe d’économistes chiliens formés à l’université de Chicago et influencés par Milton Friedman. Ils mirent leurs compétences économiques au service de la dictature chilienne (Note de NPNF).

² Fiat : sur l’importance des luttes à la Fiat on pourra lire notamment le livre de Diego Giachetti et Marco Scavino *La Fiat aux mains des ouvriers*, Les Nuits rouges ; et deux articles de Marco Revelli sur la défaite de 1980 : <http://ablogm.com/cats/2013/01/05/la-defaite-a-la-fiat-italie-1980/> et : <http://www.multitudes.net/Fiat-apres-Fiat/> (Note de NPNF).

³ Sur les conseils ouvriers en Iran on pourra ce court article en anglais de Chris Goodey <http://www.merip.org/mer/mer88/workers-councils->

militaire en Pologne à la fin de 1981 ; la défaite des mineurs anglais en 1985, etc.). Les attaques directes sous la forme de licenciements massifs et la segmentation de la main-d'œuvre ont suivi.

Dans chaque Etat-nation, la classe ouvrière s'est barricadée à l'intérieur de ses lieux de travail et a pu – mais avec de grandes différences selon les pays – combattre la détérioration directe des conditions de travail durant une période de temps importante.

Pour les travailleurs et travailleuses qui ont connu cette époque, les années 1980 en Europe occidentale étaient parfois contradictoires: d'un côté, ils subissaient des attaques massives, de l'autre, ils assistaient à l'éclosion de mouvements sociaux radicaux. Mais, si on analyse cette période en partant de notre point de vue actuel, il s'est agi d'une décennie de défaites dramatiques. Les politiques d'austérité ont conduit à un démantèlement des prestations sociales et /ou l'attribution de celles-ci a été plus étroitement conditionnée à la recherche active d'un emploi. Aux États-Unis, de longues files d'attente de chômeurs se formaient devant les agences pour l'emploi ; cette situation illustre bien la nouvelle dimension de l'appauvrissement de la classe ouvrière américaine – auparavant extrêmement puissante.

En Allemagne, au milieu des années 1980, les mobilisations syndicales en vue de réduire le temps de travail (pour lutter contre le chômage !) ont marqué un tournant décisif, parce qu'elles ont abouti, en échange, à l'acceptation de la flexibilisation et de la précarisation de celles et ceux qui détenaient des CDI «normaux».

Les années 1980 ont vu l'avènement d'un certain nombre de dictatures militaires et le déclin économique dans plusieurs pays d'Amérique latine, la faillite de l'Etat au Mexique, la crise de la dette et les dictats du FMI qui imposait des «programmes d'ajustement structurel».

Depuis le milieu des années 1980, les taux élevés de croissance économique des quatre jeunes «Tigres», Hong Kong, Singapour, Taïwan et la Corée du Sud, ont remis totalement en cause les hypothèses des théories de la dépendance¹. Les mouvements de grève massifs de 1984 ont attiré l'attention générale sur la Corée du Sud. Sous la domination d'une dictature

iranian-factories, ce texte plus long de Mostafa Saber <https://libcom.org/library/working-class-iran-some-background-class-struggles-1979-1989-mostafa-saber> et le livre d'Asef Bayat, *Workers and Revolution in Iran: A Third World Experience of Workers' Control* (Zed Press, 1987). (Note de NPNF)

¹ Théorie de la dépendance : théorie très critique vis-à-vis du colonialisme et du néocolonialisme qui influença à la fois des universitaires de gauche, des hauts fonctionnaires et des ministres de tendances diverses mais aussi des partis ou des groupes d'extrême gauche (Note de NPNF).

imposant un développement pro-occidental, et qui avait écrasé un soulèvement des travailleurs seulement sept années plus tôt, une classe ouvrière était apparue qui contestait le Capital en Corée du Sud¹ et sa discipline d'usine en inventant des formes radicales de lutte. Grâce aux augmentations élevées qu'ils obtinrent, en l'espace de quelques années, les travailleurs coréens purent rattraper leurs homologues occidentaux.

À la fin des années 1980, en Europe, également, une nouvelle composition de classe semblait se développer dans le cadre d'une série de luttes (le mouvement des infirmières, les grèves dans les crèches, les luttes des conducteurs de train en Italie et en France, des chauffeurs de camion en France, la grève sauvage chez Volkswagen), mais alors une crise et une guerre sont arrivées, ainsi qu'un massacre qui a changé le monde...

Crise et flambée de la prolétarianisation dans les années 1990

En juin 1989, l'armée a ouvert le feu sur la place Tian-an-men principalement parce que des masses de travailleurs venaient soutenir les étudiants. Ce ne sont pas en priorité des étudiants, mais les dirigeants des travailleurs qui furent condamnés à mort ou à de longues peines de prison. Les syndicats non officiels furent immédiatement déclarés illégaux et leurs dirigeants jetés en prison.

Cet exemple ne s'est pas répété à Berlin ou Leipzig. En Allemagne de l'Est, le régime a capitulé. Lorsque le mur tomba en 1989, *Wildcat* considéra avec optimisme l'effondrement du «socialisme réel»². En 1988-1989, les luttes de classe s'intensifièrent en Allemagne de l'Ouest et, au cours du changement de régime à l'Est, des débats de masse se déroulèrent sur les lieux de travail et dans les rues, débats qui portaient sur un avenir possible au-delà du capitalisme et du socialisme à la sauce de la RDA –

¹ Sur la Corée du Sud on pourra lire notamment l'article de Loren Goldner «La classe ouvrière coréenne : de la grève de masse à la précarisation et au reflux, 1987-2007» sur le site mondialisme.org et reproduit aussi dans l'anthologie *Nous vivrons la révolution* publiée par nos soins en 2008 (Note de *NPNF*).

² *Socialisme réel* : terme utilisé dans les années 70 par les dissidents du bloc de l'Est pour engager prudemment une discussion sur les réformes nécessaires dans ces pays sans heurter de front les bureaucraties capitalistes au pouvoir. Ce concept a de fait surtout servi à dissimuler les crimes du stalinisme et le caractère capitaliste de l'URSS, des démocraties populaires, de la Chine, du Vietnam et de Cuba, et à semer une confusion politique et théorique qui perdure encore en 2015 dans les milieux de gauche, altermondialistes, Indignés, etc. Cette expression est devenue quasiment un label officiel aujourd'hui chez les universitaires. L'emploi de cette expression à la fois journalistique et «politiquement correcte» par les camarades de *Wildcat* est assez surprenant (Note de *NPNF*).

débats totalement oubliés, aujourd'hui. Au départ, la dévastation économique de l'ex-RDA déclencha un large mouvement de lutte contre les fermetures d'usines et la détérioration des services sociaux.

Après les massacres de la guerre du Golfe en 1991 et le début de la crise économique (qui fut retardée en Allemagne en raison du boom qui suivit la réunification, mais frappa le pays encore plus violemment en 1993), les conditions existant dans la métallurgie de l'ancienne Allemagne de l'Ouest se détériorèrent massivement. Les syndicats se démenèrent pour sauver l'Allemagne et son statut de «nation exportatrice» ; par exemple, en 1994, l'IG Metall (syndicat de la métallurgie) accepta l'intensification du travail et la flexibilisation massive des horaires en signant l'«accord de Pforzheim». En outre, les prestations sociales furent attaquées dans tous les secteurs.

Les luttes dont nous espérons l'éclosion – principalement dans les usines qui étaient en train d'être démantelées dans l'ancienne Allemagne de l'Est – ne se matérialisèrent pas à grande échelle. La migration des travailleurs hautement qualifiés, de l'est à l'ouest de l'Allemagne, fonctionna comme une soupape de sécurité pour la pression sociale et entraîna, à l'Ouest, une baisse des salaires, pour la première fois depuis l'après-guerre. Le chômage de masse à l'Est fut contenu par divers moyens : par exemple, les entreprises envoyèrent systématiquement les travailleurs suivre des programmes de formation parce qu'il n'y avait pas de travail, les horaires furent réduits, parfois jusqu'à zéro heure, etc.

Dans le même temps, quand nous soulignons que le collègue travaillant à côté de nous gagnait deux fois plus en effectuant le même travail que nous, nous entendions soudainement fleurir dans les ateliers des commentaires du type : «Le principal est d'avoir un emploi.»

L'«armée industrielle de réserve» était de retour ! Dès lors, les gestionnaires réussirent de plus en plus à diviser les travailleurs dans les entreprises grâce à l'utilisation massive de l'intérim et des CDD.

En Allemagne de l'Ouest, dans les années 1970, nous avons appris que, dans une grande mesure, la pression de «l'armée de réserve» des chômeurs sur les travailleurs salariés fonctionnait de moins en moins: tant que vous pouviez trouver facilement un emploi, vous profitiez des allocations chômage comme d'une pause bienvenue. Par conséquent, nous faisons attention à ne pas utiliser des termes comme l'«armée de réserve» et, surtout, nous mettions en garde contre une capitulation prématurée. Les conditions pour les chômeurs se sont ensuite rapidement détériorées. Les lois Hartz (qui réformèrent les allocations chômage en 2004-2005) aboutirent à une baisse de revenus beaucoup plus importante pour les chômeurs de longue durée.

La dissolution du «bloc de l'Est» représenta également une rupture, si l'on analyse la progression de la prolétarianisation de la population mondiale.

Pendant ce temps, dans les pays d'Europe orientale, une forme d'«accumulation primitive» se mit en place sous la direction des anciens responsables politiques qui volèrent et amassèrent une énorme richesse financière par le biais des privatisations sauvages et du fait que les travailleurs perdirent leurs droits à la terre, au logement et aux retraites, droits auparavant contrôlés par l'Etat socialiste. À l'échelle mondiale, tous les régimes adoptèrent le «néolibéralisme», sans compter l'augmentation des scénarios de guerre – et pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale aussi en Europe elle-même.

Retour de la condition prolétarienne

Lorsque l'image menaçante de la «mondialisation» fut fabriquée en Allemagne au début des années 1990 (après la diffusion de la «lean production¹» et du «toyotisme» pendant les années précédentes), *Wildcat* tenta, d'un côté, de souligner que les travailleurs disposaient encore d'un atout important («[les patrons] ont besoin des connaissances des travailleurs», «ils sont confrontés à des coûts élevés pour les transports et les transactions»), et, de l'autre, nous analysâmes les possibilités ouvertes par la socialisation de la production. Si le monde entier est devenu capitaliste, alors il n'existe plus aucun secteur non capitaliste disponible qui pourrait fournir des capitaux et une réserve de main-d'œuvre nouvelle, ce qui signifie qu'à un moment donné le Capital devra affronter une classe ouvrière mondiale.

«Au lieu de consolider le mirage de la puissance et de la domination du Capital et de l'asservissement des travailleurs, nous devons nous demander où sont les nouveaux points de dépendance du Capital envers la classe ouvrière (...) et [nous devons nous demander] si le fait que les travailleurs des différents continents sont amenés à collaborer entre eux offre de nouvelles possibilités pour combattre le Capital à l'échelle mondiale².»

De même, nous ne considérons pas que la formation de l'UE allait immédiatement et automatiquement entraîner une détérioration des possibilités de luttes. Peu de gens, à l'époque, voulaient partager de telles réflexions. Notre proposition de mener une recherche militante, à l'échelle européenne, sur différents thèmes et secteurs (industrie automobile, hôpitaux, migration, précarisation) ne suscita guère d'intérêt. La plupart des militants de la gauche avaient d'autres priorités : la fin du «bloc socialiste», la nouvelle vague de nationalisme et de racisme; les travailleurs immigrés ; la création de syndicats alternatifs, etc.

¹ Cette méthode de gestion vise à être au plus près de la demande du client et à éviter tout gaspillage. On l'appelle parfois «production maigre» ou «allégée» (Note de *NPNF*).

² «Vom Klassenkampf zur 'sozialen Frage'» [De la lutte de classe à la question sociale], *Wildcat Zirkular* 40/41.

En publiant *Die Wiederkehr der Proletarität und die Angst der Linken* (Le retour de la condition prolétarienne et la peur (ou l'angoisse) des Gauches) en 1993, Karl-Heinz Roth appela la gauche à reprendre la question du «travail». Critiquant les apologues d'une société postmoderne, il décela une «tendance à la constitution d'"un" nouveau prolétariat dans "un" monde capitaliste» et une «homogénéisation des relations de travail grâce à la précarisation, au développement des CDD et de l'auto-entreprenariat "dépendant"». Roth pensait que les milieux de gauche, soumis à la précarisation, seraient poussés à conduire une recherche militante sur les rapports de classe, mais il se trompait pour deux raisons:

– d'un côté, les (infra)structures de la gauche étaient en train de se dissoudre et la tendance à l'individualisation avait déjà considérablement progressé ;

– et, de l'autre, les universitaires de gauche pouvaient encore compter sur le soutien financier des universités ou des fondations de recherche.

La gauche traditionnelle critiqua Roth d'une manière plutôt sévère et dogmatique, parce qu'il avait, selon elle, négligé et abandonné prématurément des fractions centrales de la classe ouvrière ; sa vision de «cercles prolétariens» comme de futurs noyaux pour l'organisation fut rejetée comme sectaire.

Pourtant, ses prophéties de 1993 sont étonnamment précises si on les rapporte aux conditions d'aujourd'hui. Ceci en dépit du fait que, à l'époque, les changements qu'il évoquait à propos de la «mondialisation de la production» commençaient seulement à devenir visibles et que l'accès à Internet et aux moyens de communication électroniques n'était pas généralisé. De nombreux espoirs concernant une expansion des révoltes sociales ont depuis été déçus et de nombreuses propositions préliminaires de Roth – formulées principalement en réponse à ses détracteurs –, notamment celle de former des associations internationales n'ont pas été reprises ou plutôt attendent toujours d'être appliquées. La principale raison pour laquelle ces propositions ne furent pas accueillies favorablement et davantage soutenues tient au fait que les années 1990, en Europe, furent une décennie de défaites, intériorisées par la gauche, de façon préventive, en acceptant les théories postmodernes et poststructuralistes et leur quête identitaire. Toutes les tentatives de généralisation ont été détruites de l'intérieur.

Depuis son origine, *Wildcat* s'est fixé pour tâche de faire connaître les luttes de classe à travers le monde dans son environnement local, mais, après la dissolution du bloc de l'Est, cela ne fonctionna plus. Face à la victoire déclarée du capitalisme, beaucoup de lecteurs s'éloignèrent de nous. *Wildcat* ne voulut pas continuer à brandir le drapeau en ignorant ce qui se passait. En 1995, le collectif de rédaction décida d'arrêter la

publication de la revue pendant plusieurs années et poursuit le débat sous la forme de la *Wildcat-Zirkular*.

Le mouvement altermondialiste

L'émergence de l'EZLN dans la forêt lacandone, pendant le début de l'application des accords de l'ALENA en 1994, remet la révolution à l'ordre du jour¹ et ouvrit la voie à des discours complètement nouveaux et à de grands espoirs. D'autant plus lorsque le «mouvement altermondialiste» s'unit au mouvement ouvrier organisé en réponse à la conférence de l'OMC à Seattle en 1999.

Des luttes radicales semblaient se dérouler dans les «pays du Sud» et dans les campagnes, sous la forme de luttes contre les «enclosures²» et la «valorisation», plutôt que dans les usines. Dans les usines, les salariés subissaient une immense pression, de nombreux postes étaient supprimés, ils étaient censés travailler davantage, etc., puis lire des journaux qui leur expliquaient pourquoi les choses étaient comme elles étaient: «*La mondialisation entraîne une concurrence accrue et nos entreprises ne pourront continuer à fonctionner que si elles baissent vos salaires. Cela semble logique, non ?*» En fin de compte, toutes ces hypothèses nous réduisent au rôle de victimes de processus qui nous dépassent.

Nous nous sommes efforcés de critiquer la notion de la mondialisation et la propagande qui l'accompagnait: le débat sur la «mondialisation» tente, «*sur le plan idéologique, avons-nous écrit, de nous présenter une phase de trente ans de stagnation du capitalisme mondial comme une série triomphale de victoires³*».

Au lieu d'utiliser des termes comme «mondialisation», ou «néolibéralisme», nous avons continué à décrire comment opérait le capitalisme et cité ses développements tumultueux en Asie.

– Asie : la lutte de classe «c'est chaud»...

Le terme de «classe ouvrière mondiale» («*Weltarbeiterklasse*») est apparu pour la première fois dans *Wildcat Zirkular* n° 25 en avril 1996.

¹ Cette analyse est exagérément optimiste, et pour le moins étonnante vingt ans plus tard ! Cf. les articles («Des altermondialistes aux Indignés. Bilan provisoire») du numéro 38-39 de la revue (Note de *NPNF*).

² Terme venant de l'anglais (en français on parle parfois de «renclôture»). L'accapement de terres traditionnellement à usage collectif, par des personnes disposant de capitaux, aboutit à la constitution de propriétés plus grandes, composées de champs enclos par des haies et qui sont loués à des fermiers, et provoque donc l'exode rural des paysans ruinés par ce processus (Note de *NPNF*).

³ «*Vom schwierigen Versuch, die kapitalistische Krise zu bemeistern*» [Efforts et difficultés pour comprendre la crise capitaliste], *Wildcat Zirkular* n° 56/57, mai 2000.

L'article qui s'intitulait «Le monde subit un bouleversement radical¹» décrivait le processus de prolétarianisation du Bangladesh à l'Indonésie en passant par la Chine, processus accompagné par des luttes intenses, des émeutes et l'émergence d'une nouvelle main-d'œuvre migrant des campagnes vers les villes : notamment des jeunes femmes, qui préféraient travailler en usine plutôt que de subir la domination patriarcale dans les villages. Nous présentions ces jeunes travailleurs comme une avant-garde dans la création d'une nouvelle classe ouvrière, ce qui renforçait nos espoirs. L'article supposait qu'une «**explosion des besoins et des désirs**» formait la base matérielle du «néolibéralisme» ; celui-ci dissolvait la rigidité des travailleurs dans les vieilles nations industrielles et désormais amorçait une transformation des rapports de classe à l'échelle mondiale, en partant de l'Asie. Les travailleurs des anciens centres industriels ne seraient bientôt plus les seuls ouvriers capables de fabriquer des voitures. Notre revue appelait à enquêter sur ces changements en Asie, en Amérique latine et en Afrique – et à un réexamen de notre «ballast» théorique, par exemple des théories sur «les nouvelles enclosures» ou la «fin du développement».

Ce texte provoqua un débat intense dans *Wildcat Zirkular*, notamment sur la validité de toutes ces dépêches d'agence apparemment très claires sur l'agitation ouvrière et l'importance de la classe ouvrière en Asie orientale. Une partie des membres du collectif de rédaction niaient la «crise du capital» et plaçaient tous leurs espoirs de révolution dans la «nouvelle» classe ouvrière en Asie:

«Quel est le fait important que nous voulons souligner ? La classe ouvrière mondiale se recompose à une échelle et une vitesse sans précédent. Cela a deux aspects et tous deux augmentent le potentiel pour le communisme.

1. Le prolétariat est devenu la majorité quantitative de la population mondiale ou, autrement dit: le départ des masses à la recherche d'un sort meilleur parachève² l'évolution du capitalisme développé. C'est seulement maintenant que se vérifie totalement le schéma postulé par Marx et Engels il y a cent cinquante ans dans le Manifeste du Parti communiste.

2. On mesurait l'influence de l'«ancienne» classe ouvrière à celle de la social-démocratie, des syndicats, des partis communistes, quand ce n'était pas au nombre de ses salopettes bleues, à sa conscience professionnelle, ou à son attachement aux intérêts de l'entreprise. L'importance de cette classe ouvrière a considérablement diminué dans le monde entier parce qu'elle

¹ «*Umwälzung*», en allemand, signifie à la fois transformation, changement et bouleversement radical (Note de la traduction de l'allemand vers l'anglais).

² «*Voll-Endung*» signifie, en allemand, à la fois l'achèvement, l'accomplissement et la fin (*idem*).

s'est dissoute de trois façons différentes : en fuyant les usines ; en étant expulsée des lieux de production ; et en s'épuisant dans des luttes défensives.

En principe, ce processus devrait être le même ici [en Europe] que, par exemple, en Chine. Mais à son tour, émerge une nouvelle classe ouvrière composée de jeunes travailleurs, et, surtout, la première génération de travailleuses. Et il est tout à fait inutile d'expliquer pourquoi une jeune fille de dix-sept ans incarne davantage l'espoir révolutionnaire qu'un père de famille de trente-cinq ans¹.»

Une autre partie du collectif de rédaction ne voyait dans ce processus qu'une répétition historique – la création de nouvelles masses ouvrières –, mais aucun changement qualitatif, et elle insistait sur la notion théorique fondamentale de «classe ouvrière mondiale» :

«L'émergence d'une "classe ouvrière mondiale" repose sur la question de savoir si une véritable socialisation a lieu grâce à une coopération productive mondiale, c'est-à-dire si la production mondialisée du capital ouvre la possibilité du communisme. [...] Pour répondre à cette question, nous devons d'abord comprendre les connexions internes qui relient les personnes exploitées dans le monde entier, à savoir, qu'elles produisent déjà ce monde (absurde, qui fonctionne à l'envers) – et qu'elles sont donc en mesure de le changer².»

«L'un des principaux problèmes de la politique révolutionnaire aujourd'hui réside dans son incapacité à critiquer théoriquement et pratiquement le processus de la production mondiale et d'arriver à le démythifier radicalement³.»

Prolétarianisation mondiale et choc de l'offre

En janvier 1998, Karl-Heinz Roth, lui aussi, affirma que, cent cinquante ans après le *Manifeste du Parti communiste*, le prolétariat s'était constitué lui-même, pour la première fois, objectivement, à l'échelle mondiale – et que, contrairement à l'hypothèse de Rosa Luxemburg, les secteurs non capitalistes avaient été complètement intégrés, eux aussi. «*Pour la première fois dans l'histoire, ceux qui ne possèdent rien, et qui doivent offrir leur force de travail pour vivre, constituent la majorité quantitative de la population mondiale*⁴.»

¹ «-Globalize it!3», préface à *Wildcat-Zirkular* n° 38, juillet 1997.

² «Asien und wir» [L'Asie et nous], *Wildcat-Zirkular* n° 39, août 1997.

³ «Open letter to John Holloway» [Lettre ouverte à John Holloway], *Wildcat-Zirkular* n° 39, août 1997, http://www.wildcat-www.de/en/zirkular/39/z39e_hol.htm.

⁴ «Die neuen Arbeitsverhältnisse und die Perspektive der Linken» [Les nouvelles relations de travail et la perspective des gauches], *Wildcat-Zirkular* n° 42/43, mars 1998.

Cette hypothèse soulève au moins deux types de questions : Ce processus est-il une première étape dans la constitution d'une classe privée de moyens de subsistance, qui sera suivie par une deuxième étape où les prolétaires sans terre deviendront des travailleurs salariés ? Ou un nouvel univers, fondé sur des rapports d'exploitation différents, est-il en train de naître ? Quelles en sont les conséquences pour le développement des luttes¹ ?

Tout au long des années 1980, la gauche autonome en Allemagne s'est davantage intéressée à l'économie de subsistance (ou à ce qu'elle percevait comme telle) et aux émeutes menées par celles et ceux qui avaient été exclus du processus de production capitaliste qu'aux «travailleurs et travailleuses salariés». En 1983, Wallerstein avait déjà souligné que la grande majorité de la population mondiale travaillait plus durement, plus longtemps et pour moins de revenus qu'il y avait quatre cents ans. Ce processus de dépendance croissante envers les revenus salariaux, c'est ce que nous pourrions appeler, au sens marxien, la «prolétarisation». Cela signifie une augmentation du pouvoir d'achat réel ; ce processus satisfait donc l'intérêt à long terme du Capital, mais, par contre, il ne correspond pas aux intérêts des capitalistes individuels qui, eux, veulent que les coûts de reproduction de leurs travailleurs restent bas ; ils sont donc intéressés par une «semi-prolétarisation»: une économie domestique fondée sur des revenus provenant de différentes sources et une économie de subsistance ou reposant sur le travail à domicile².

En revanche, ce sont plutôt les prolétaires qui souhaitent une prolétarisation complète (le fait qu'à la fois le mari et la femme soient des travailleurs salariés libres et puissent acheter la totalité de leurs moyens de subsistance). Une prolétarisation complète nécessite l'existence d'un «État-providence», qui transfère un revenu à ceux qui ne travaillent pas. L'Allemagne de l'Est constituait un exemple modèle de «prolétarisation complète» qui résolvait ses problèmes de pénurie de main-d'œuvre en important des travailleurs du Vietnam et du Mozambique. Reprenant la thèse de Rosa Luxembourg selon laquelle le capitalisme est incapable de reproduire la force de travail qu'il exploite, Wallerstein démontra que de grandes parties de la population mondiale ne parviennent jamais à être complètement prolétarisées, et que les ménages restent donc tributaires de la production de subsistance et de toutes sortes d'activités non salariées informelles.

¹ «Chiapas und die globale Proletarisierung» [Le Chiapas et la prolétarisation mondiale], *Wildcat-Zirkular* n° 45, juin 1998.

² *Le capitalisme historique*, Immanuel Wallerstein, 1983, La Découverte [1985, nouvelle édition française, 2002].

Forces of Labour de Beverly Silver

Wildcat souligna la vulnérabilité des nouvelles chaînes de transport dans le nouveau paysage mondial, processus qui étaient par ailleurs difficiles à saisir, en raison de la rapidité des changements et des modifications. Nous concentrâmes alors notre attention sur les nouveaux lieux de production – pendant les années 1990, des usines d’automobiles apparurent non seulement en Asie, mais aussi en Europe de l’Est.

A cet égard, le livre de Beverly Silver, *Forces of Labour*, nous fut très utile parce que, dans le cadre de l’analyse des systèmes-monde, l’auteure plaçait les luttes de la classe ouvrière au centre de sa recherche. Beverly réussit à montrer que, historiquement, les luttes suivaient toujours l’itinéraire du Capital: en réaction aux révoltes ouvrières des années 1970, le Capital a construit de nouvelles usines automobiles en Afrique du Sud et au Brésil – et ainsi déclenché une nouvelle dynamique puissante de luttes ouvrières. Pendant les années 1980, l’industrie automobile s’est épanouie en Corée du Sud – ce qui a poussé une nouvelle génération de travailleurs à mener des combats similaires de grande ampleur.

Beverly Silver observait le monde entier et soulignait que les «corrections» stratégiques ne faisaient que réparer temporairement les défauts du système et que le Capital devait sans cesse faire face à la résistance de la classe ouvrière, parce que les conflits du travail sont endémiques au capitalisme. Même si sa division schématique entre luttes «marxistes» et «polanyiennes»¹ nous semblait moins utile.

Beverly Silver supposait que l’affaiblissement du «pouvoir de négociation» des travailleurs dans les pays du Nord ne serait que temporaire. Au départ, elle avait collecté des données empiriques jusqu’en 1990, puis elle étendit ses recherches jusqu’en 1996 – et l’on peut dire aujourd’hui que, jusqu’en 1990, son analyse correspondait à la réalité.

En Europe de l’Est, cependant, les salaires étaient, et sont encore, nettement plus faibles qu’en Europe de l’Ouest. Les travailleurs de l’automobile ont cessé d’être les ouvriers les mieux payés – du moins ce n’est plus vrai dans tous les pays de la planète. Beverly Silver défend une vision cyclique du monde : pour elle, la crise est toujours cyclique, toujours suivie par des phases de développement et d’expansion. De son point de vue, une grande crise signifierait que des transformations fondamentales, une instabilité durable et une nouvelle force hégémonique émergeraient dans le système mondial. Beverly ne se pose pas la question de savoir comment les luttes des travailleurs pourraient conduire au communisme et elle n’a «pas remarqué» la longue phase durant laquelle les travailleurs

¹ Allusion à l’économiste hongrois Karol Polanyi, auteur de *La Grande Transformation*, Gallimard 1983 (Note de *NPNF*).

d'Asie du Sud-Est n'ont pas représenté une menace révolutionnaire contre le capitalisme.

Aujourd'hui, Beverly Silver explique que la crise profonde du mouvement ouvrier mondial serait due au fait que la «solution financière» a été combinée avec une «déstructuration» des anciennes classes ouvrières. Le Capital s'est retiré de la production, son côté destructeur domine désormais. Néanmoins, elle affirme que l'efficacité du correctif financier n'a été que temporaire et a également déplacé la crise dans une autre aire géographique – ce qui a finalement conduit à une nouvelle crise profonde de légitimation du capitalisme¹.

Et il est vrai qu'il n'y a pratiquement jamais eu autant de résistance organisée contre les projets de construction d'infrastructures, de barrages, de centrales électriques, etc., – en particulier dans les pays les plus récemment industrialisés comme l'Inde, l'Indonésie ou la Chine. Que nous les analysions comme des luttes contre la «marchandisation» [du monde], ou tout simplement des luttes contre la destruction de la base des moyens de subsistance, désormais nous savons, à l'échelle mondiale, que le «progrès technique» ne conduit pas automatiquement au «développement», mais s'accompagne de destructions – et que nous pouvons nous organiser contre ce fléau.

Ceci contraste avec le fait que, au cours d'un processus d'industrialisation, le Capital n'a jamais rencontré si peu de résistance des travailleurs que pendant la phase comprise entre 1990 et 2005. Le Capital a pu détériorer les conditions des travailleurs, de façon continue, sans être sérieusement menacé par leur résistance collective. Le remplacement des emplois industriels par des emplois de services de haute qualité s'est avéré une prédiction fantaisiste. Pendant cette période, les luttes ouvrières à l'échelle mondiale – en Chine, aussi – ont eu un caractère essentiellement défensif ; ce sont les anciennes «classes ouvrières» qui ont combattu les fermetures d'entreprises ou les délocalisations. (Cela explique aussi pourquoi, au cours de la même période, la gauche a jeté par-dessus bord la notion de classe.)

L'ouverture des marchés du travail en Inde et en Chine pendant les années 1990 a conduit à un «choc de l'offre»: presque du jour au lendemain, la force de travail disponible a doublé. La Chine comptait deux fois plus de travailleurs employés dans l'industrie que dans tous les pays du G7 réunis. Elle est devenue «l'atelier du monde» et le principal lieu d'exportation des biens de consommation fabriqués industriellement, en particulier ceux produits en grande quantité.

¹ *Forces of Labor – Workers' movements and globalization since 1870*, Beverly Silver, Cambridge University Press, 2003, disponible en anglais sur le site Libcom.

Les conséquences pour une partie de la classe ouvrière mondiale furent –comme c’était prévisible – catastrophiques: l’industrie de la confection quitta le Mexique et se déplaça vers l’Asie. La Chine adhéra à l’OMC en 2002 et l’Accord multifibres de 2005 était censé représenter l’apogée de ce développement – mais ensuite les choses changèrent: en Chine, les travailleurs des nouvelles usines commencèrent à se battre et leurs luttes s’étendirent...

Ce qui a changé durant les quarante dernières années

Depuis la «crise du pétrole» de 1973, plusieurs changements ont eu un impact à long terme: aujourd’hui, plus de sept milliards de personnes vivent sur cette planète. Entre 1950 et 1970, le taux de croissance annuel de la population mondiale était de 2% ; depuis lors, ce taux de croissance a ralenti, en particulier dans les zones où la prolétarisation a eu lieu.

Dans les «pays en développement», la population active a augmenté de 2% ; la population active mondiale a doublé en trente ans, tandis qu’en Europe ce processus a pris quatre-vingt-dix ans. La prolétarisation se déroule à un rythme beaucoup plus rapide que celui que peut absorber l’économie capitaliste : beaucoup d’hommes et de femmes ne trouvent pas un travail salarié suffisant pour vivre. Un grand nombre de prolétaires finissent dans le secteur informel. La part des femmes dans la population active augmente. Les taux de chômage sont élevés, en particulier parmi les jeunes, encore plus élevés parmi les migrants et les migrantes, ou plutôt, les minorités. (Cela aggrave, chez la classe dirigeante, la peur mentionnée précédemment : il existe une corrélation entre des niveaux élevés de chômage chez les jeunes hommes et la fréquence des «troubles sociaux» ; ces derniers ont augmenté brutalement après 2009, avec une augmentation de 10 % des «incidents» enregistrés – principalement au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, mais aussi en Europe du Sud, dans l’ancien bloc de l’Est et un peu moins en Asie du Sud).

Dans l’agriculture, l’emploi a diminué de façon spectaculaire; c’est seulement dans les régions les plus pauvres que plus de la moitié de la population travaille encore dans les champs. Le processus de concentration dans le secteur agro-industriel continue et les paysans se transforment en ouvriers agricoles, dont certains vivent dans les villes plutôt qu’à la campagne. En Asie orientale, l’exode rural renforce directement, dans une large mesure, le secteur industriel, tandis qu’en Amérique latine et en Afrique, c’est principalement le secteur des services qui croît. Depuis 2007 (plus de) la moitié de la population mondiale vit dans les zones urbaines. Dans les pays en développement, en particulier, la taille des mégalopoles croît, mais 80 % des habitants vivent dans des bidonvilles. Les bidonvilles expriment le fait que les gens veulent intégrer la classe ouvrière mondiale. Ils sont des points de départ et de transit pour une vie meilleure – dans le pays d’origine ou dans un autre, partout où l’on a besoin de travailleurs.

Dans le processus mondial de prolétarianisation, le «travail mobile» (ou le «travail migrant») est devenu la forme la plus générale du travail, tant dans la forme des migrations vers un autre pays (par exemple, l'Union européenne) que dans les migrations internes (par exemple, en Chine, où le gouvernement estime qu'il y a 130 millions de travailleurs migrants, dont 80 millions ont migré des régions les plus pauvres de l'intérieur vers les villes côtières). Le nombre de migrants internationaux aujourd'hui (2013) est plus élevé que jamais: 232 millions (en 2000, ils étaient 175 millions), dont 20 à 30 millions sont sans papiers. Leur part dans le cadre de la population totale a augmenté entre 2000 et 2013 de 2,9 à 3,3 %. La grande majorité d'entre eux sont des travailleurs migrants, pas des réfugiés ni des demandeurs d'asile.

Il faut souligner un phénomène notable : l'augmentation d'un prolétariat de travailleurs émigrés, qui, par l'intermédiaire des agences internationales de recrutement, effectuent des tâches non qualifiées dans différents pays pour de bas salaires, mais ne sont pas censés s'y installer: ces ouvriers de la construction venant d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, travaillent sur les grands chantiers de construction dans les États du Golfe et vivent dans des camps-dortoirs ; leur situation collective a souvent donné lieu à des grèves et des révoltes, durement réprimées. Des millions de travailleurs domestiques originaires des Philippines ou d'Indonésie, etc., sont employés chez des ménages riches ou aisés dans les États du Golfe, mais aussi à Hong Kong. Des auxiliaires de vie pour les personnes âgées émigrent d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest, afin de travailler pour des ménages qui n'ont pas les moyens d'embaucher du personnel au tarif local. De plus en plus de travailleurs industriels sont recrutés pour trimer dans de lointaines «zones franches de production», afin de saper les conditions de la classe ouvrière locale.

Les conditions de vie des gens sont largement déterminées par l'endroit où ils vivent – mais les conditions de travail des salariés non spécialisés dans les pays du Nord et du Sud se ressemblent de plus en plus d'un point de vue structurel. Dans les usines d'assemblage pour la production de biens de consommation de masse complexes en Chine et en Inde, aussi, on utilise des machines ultramodernes. On trouve des travailleurs manuels non spécialisés aux marges de la chaîne d'approvisionnement, dans les cours des bidonvilles, mais aussi dans les entrepôts des centres de distribution au cœur de l'Europe ou aux États-Unis. Plus-value absolue et plus-value relative se combinent dans les mêmes chaînes de valeur.

Jusqu'à la crise de 1973-1974, la croissance économique persistante avait plus que compensé l'augmentation de la productivité et la réussite de la «rationalisation» ; en effet, le taux d'emploi n'avait pas diminué et l'État-providence avait élargi son champ d'intervention. Depuis lors, la

croissance de la production industrielle a stagné – elle est actuellement d'environ 3% et, dans un avenir proche, risque de tomber à environ 1,5%.

L'emploi dans l'industrie manufacturière (y compris la construction) a augmenté à l'échelle mondiale, mais les taux d'industrialisation comme ceux d'il y a 50 ou 100 ans ne sont plus atteints nulle part: le Capital quitte les lieux où il s'implante beaucoup plus rapidement que dans le passé ; il relocalise la production vers des zones «meilleur marché», ou bien il la transforme localement dans des «services» – voire arrête totalement d'investir. Dans la plupart des pays nouvellement industrialisés, la part des travailleurs de l'industrie a déjà atteint son apogée en représentant 20 % de l'effectif total.

Dans les vieilles nations industrielles, un processus de désindustrialisation s'est mis en place – même si nous devons souligner des différences majeures: aux États-Unis, 11 % des salariés travaillent dans l'industrie, tandis que l'Allemagne figure en tête de la liste des pays de l'Union européenne avec 22 % (2007) d'emplois dans l'industrie. En 1970, les travailleurs de l'industrie représentaient encore 37 % (alors qu'aujourd'hui les tâches confiées à des «prestataires de services liés à l'industrie» ne comptent plus comme du travail industriel¹).

La mondialisation a provoqué une nouvelle polarisation entre les emplois les plus qualifiés et les moins qualifiés. Dans les vieilles nations industrielles, on réduit le nombre des emplois qui exigent un niveau moyen de qualification, et les nouveaux emplois ont tendance à être temporaires et moins bien payés. Le «secteur des services» se développe à l'échelle mondiale – et cette polarisation s'y manifeste également : on assiste à l'augmentation, d'un côté des tâches dites «simples», ou non qualifiées (nettoyage, soins à la personne), et, de l'autre, des tâches «non routinières» qui exigent des niveaux de qualification plus élevés, alors que diminuent les tâches routinières nécessitant un niveau moyen de qualification (comptables, employés de bureau): l'introduction des ordinateurs a fait que de nombreux aspects de ce travail ont pu être simplifiés, ou alors on l'a délocalisé plus facilement. Ceci est l'une des raisons pour lesquelles l'écart salarial s'élargit entre les secteurs d'activité.

Des revenus inégaux

C'est au XIX^e et au XX^e siècles que les différences de revenus entre les différents pays ont été les plus prononcées. Au fil des années, ces différences ont diminué en raison des luttes de la classe ouvrière. Au cours des vingt dernières années, cette tendance à l'égalisation des niveaux de revenus a de nouveau changé: alors que les conditions de vie entre les

¹ Peter Dicken, *Global Shift, Mapping the changing contours of the world economy*, 6^e édition, 2011.

différentes nations devenaient de plus en plus semblables, les différences de revenus au sein de chaque pays ont radicalement augmenté.

Dans les pays nouvellement industrialisés, l'écart salarial est aussi élevé qu'en Europe il y a cent ans. Aux-Etats-Unis, c'est durant la période 1950-1970 que les différences de salaires ont été les moins importantes – au cours des années 1960, elles étaient moins prononcées qu'en France, par exemple, où c'est seulement après 1968 que les niveaux de revenu inférieurs ont pu rattraper leur retard.

Depuis la contre-révolution néolibérale, la disparité des revenus a explosé, et le phénomène s'est encore aggravé depuis la crise mondiale – en particulier si l'on considère les salaires nets, une fois déduits les impôts et les transferts sociaux. Entre 1970 et 2010, la valeur moyenne des actifs privés en termes monétaires a augmenté de manière significative, en particulier au Japon et en Europe. Cette augmentation du «taux d'épargne» s'est traduite par une diminution de la croissance – les entreprises ont cessé d'investir. Les actifs financiers détenus par l'Etat-nation ont diminué et la dette de l'État a augmenté. Dans les anciens pays capitalistes d'État (mais aussi dans d'autres nations), le pillage et l'accumulation d'actifs entre des mains privées ont eu lieu pendant le processus de privatisation¹.

– Des secteurs différents – des conditions de lutte différentes

Mines: Autrefois, les mineurs et leurs familles vivaient à proximité des puits, leurs villages étaient aussi des communautés de lutte. Un important processus de restructuration est en train de se dérouler, en particulier pour les mines à ciel ouvert: désormais, les mineurs sont souvent employés avec des contrats à durée limitée et ils vivent dans des campements de conteneurs (ou d'autres formes de logement organisé) loin de leurs familles.

Textile/Confection/Industrie de la chaussure: Ce sont les secteurs les plus importants dans les pays en développement. Ce sont principalement des jeunes femmes qui y travaillent – comme c'était le cas en Europe au XIX^e siècle. La «nouvelle division internationale du travail» a commencé dans ces secteurs durant les années 1970. Il est plus facile d'en délocaliser les usines ou les ateliers, les machines ne sont pas particulièrement coûteuses. Ce secteur est composé de petites et moyennes entreprises, et les marges de profit y sont faibles. Les entreprises dépendent en grande partie de contrats signés avec de grandes marques de mode ou des chaînes de vente au détail. La conception et (parfois) la coupe sont séparées des structures de production à forte intensité de main-d'œuvre (externalisée). En 2005 et 2008, les barrières à l'importation censées protéger les industries locales ont été abolies. Aujourd'hui, la Chine (ou plutôt : «les

¹ Goeran Therborn, «Class in the 21st Century», *New Left Review* n° 78, 2012 (disponible en anglais sur le Net).

entreprises en Chine») est le plus grand fabricant au monde dans ces secteurs et emploie 2,7 millions de personnes. Des sociétés ayant leur siège social à Taiwan gèrent des entreprises au Mexique et au Nicaragua ; des sociétés basées en Chine ouvrent de nouvelles usines en Afrique.

L'automobile reste le bien de consommation le plus complexe. Quelques sociétés automobiles transnationales dominent le secteur : elles planifient à long terme l'activité des unités de production locales et ont des exigences élevées en matière d'infrastructure. Le secteur dépend massivement des subventions de l'Etat. Les usines modernes utilisent des machines coûteuses et emploient de plus en plus uniquement des travailleurs qualifiés.. La main-d'œuvre est segmentée entre les salariés permanents, ceux ayant des contrats temporaires, les intérimaires et les salariés des sous-traitants. De plus, des différences salariales importantes les divisent. Ceci est un phénomène mondial.

Électronique grand public: il s'agit d'un travail partiellement qualifié, mais il mobilise aussi de nombreux travailleurs formés sur le tas. Les niveaux de qualité exigés de ces produits sont élevés, parce qu'ils ont tendance à être coûteux. En raison des machines utilisées, il s'agit d'investissements à long terme qui impliquent un choix longuement pesé du lieu de production. La production en sous-traitance pour différentes marques dans des méga-usines, surtout en Chine, est devenue courante (Foxconn, etc.): leur capacité de production est suffisamment développée pour produire des téléphones mobiles en direction de l'ensemble de la planète.

Construction: Au cours des dernières décennies, ce secteur a joué un rôle de plus en plus important, en raison du fait que les projets immobiliers et les projets de construction gigantesque étaient un moyen de gonfler les bulles spéculatives. Les chantiers de construction emploient principalement des migrants, surtout masculins, venus de la campagne ou de l'étranger. Les grands projets de construction sont souvent développés en dehors des zones urbaines, ce qui signifie que les travailleurs sont placés dans des camps.

Logistique: A côté de la relocalisation mondiale de la production, la quantité de travail dans le transport a augmenté de façon spectaculaire, alors que les coûts baissaient de façon significative. Outre quelques groupes de professionnels spécialisés très bien payés, ce secteur fait appel surtout à des travailleurs manuels non spécialisés, souvent des migrants employés dans des conditions semi-légales. Dans les centres de distribution, partout dans le monde, de nouvelles concentrations importantes de travailleurs font leur apparition.

Services : ce terme englobe tout ce qui n'est pas l'agriculture, l'exploitation minière ou la fabrication directe. Alors qu'autrefois les services étaient effectués sur place, aujourd'hui, une grande partie du

travail de bureau, tels que les services administratifs et logistiques («back-office», comptabilité, centres d'appel, etc.) peut être effectuée n'importe où, tant que l'on dispose d'une connexion Internet.

La segmentation des travailleurs à travers différentes relations de travail représente un grand défi pour les luttes communes, les vieilles formules habituelles sont devenues inefficaces. (Après les grèves du début des années 1970, les *Gastarbeiter*¹ ont lutté pour trouver leur place dans les syndicats et sont devenus une base fiable pour toutes les mobilisations futures. Le statut des nouveaux immigrés est différent puisqu'ils sont pour la plupart contractuels ou intérimaires.)

Seuls les idéologues staliniens ou sociaux-démocrates prétendent que la classe ouvrière constituait autrefois un bloc homogène. En réalité, elle était déjà très hétérogène au XIX^e siècle ou en 1920 – et pas seulement en raison des divisions entre travailleurs masculins et féminins ou autochtones et immigrés. La classe ouvrière ne se réduit pas aux travailleurs de l'industrie ! Même en Angleterre, au XIX^e siècle, la moitié de la population active était employée à l'extérieur des usines. Et il existait aussi des différences de salaire de 300 % entre les ouvriers allemands eux-mêmes. Historiquement, la classe ouvrière a appris maintes et maintes fois à lutter (ensemble) dans de telles circonstances.

La fin de la question paysanne ?

En automne 2008, *Wildcat* publia, dans son numéro 82, un article présentant de façon plutôt romantique le rôle de la paysannerie dans le mouvement altermondialiste. Ce texte affirmait qu'aujourd'hui la «question paysanne» ne se posait plus de manière distincte et qu'il fallait l'englober désormais dans la recomposition de la classe ouvrière mondiale par en bas.

«Au cours des premières phases de l'histoire, les êtres humains produisaient leurs moyens de subsistance dans de petites communautés et ils étaient tributaires des fluctuations naturelles de la production. Contrairement à ce processus, le capitalisme a créé le marché mondial dès le début, et sa principale force productive (les machines) est elle-même un produit du travail humain. L'existence d'une société mondiale devient la condition de base de notre vie et de notre reproduction (une “seconde nature” en quelque sorte) et, en ce sens, elle est la communauté humaine réelle. C'est seulement depuis que les moyens d'existence de l'humanité dépendent du travail social plutôt que du travail individuel, que nous sommes en mesure de soulever la question de l'appropriation collective des

¹ *Gastarbeiter* signifie «travailleurs invités» : à partir du début des années 60, l'Etat allemand fit venir des centaines de milliers de travailleurs, principalement turcs, parce que le pays manquait de main-d'œuvre industrielle. Ces salariés étaient appelés «invités» parce qu'ils étaient censés retourner au pays (Note de *NPNF*).

moyens de production – et, de nos jours, elle se pose effectivement au niveau mondial¹ !»

Cette analyse s'oppose à celle d'intellectuels comme Samir Amin² qui continue de défendre une position anti-impérialiste classique. Il divise encore le monde entre la triade (Union européenne, Japon, Etats-Unis) et la périphérie, où vivent 80 % de la population mondiale, dont la moitié à la campagne. Si l'on ne trouve pas une solution pour ces personnes, aucun «autre monde» ne serait possible. Samir Amin estime que la «mondialisation» ne correspond en réalité qu'à l'implosion en cours du système impérialiste. Selon lui, l'idée du mouvement altermondialiste selon laquelle on pourrait «changer le monde sans prendre» le pouvoir est naïve – aussi naïve que celle d'un compromis écologique avec le Capital. Pour Samir Amin, la «rente impérialiste» dont bénéficient les classes moyennes du Nord fait obstacle à une lutte commune. Afin d'établir le socialisme ou le communisme, les travailleurs et les peuples doivent définir des stratégies offensives sur trois niveaux, déjà indiqués par Mao: le peuple, l'Etat et la nation. Un retour au modèle keynésien d'après-guerre est impossible – l'histoire ne peut faire marche arrière. Mais, selon Samir Amin, la question

¹ «Beyond the peasant international» (Au-delà de l'Internationale paysanne), *Wildcat* n° 82, automne 2008

http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/82/w82_bauern_en.html

² Rappelons que Samir Amin avant de devenir enseignant et d'atteindre le statut d'icône altermondialiste a pendant treize ans été un haut fonctionnaire de la bourgeoisie : conseiller du ministre du développement au Mali entre 1960 et 1963 ; puis directeur (1970-1980) de l'Institut africain de développement économique et de planification (qui dépend de l'ONU et dont la fonction est, selon le site de cette organisation, est «*d'accompagner les gouvernements africains dans leurs efforts de formation et de renforcement des capacités dans les domaines de la gestion économique et de la planification. Pour ce faire, il travaille en étroite collaboration avec les Etats-membres africains pour évaluer leurs besoins et développer des cours généraux, spécialisés et sur mesure pour leurs cadres de niveaux supérieur et intermédiaire. L'IDEP travaille aussi avec les différents ministères concernés par le développement socio-économique de l'Afrique*». Soulignons aussi que Samir Amin a soutenu le coup d'Etat du maréchal al-Sissi : http://www.pcfbassin.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=11612:l-oui-morsi-et-les-freres-musulmans-allaient-ceder-40-du-sinai-r&catid=5:moyen-orient&Itemid=8

Pouvons-nous nous fier à des hauts fonctionnaires et à des conseillers ministériels pour changer le monde actuel ou même seulement pour l'interpréter ? (*Note de NPNF*)

paysanne est toujours centrale: l'accès à la terre pour tous les paysans et le développement d'une agriculture plus productive. Il ne s'agit pas de maintenir un folklore paysan, mais de construire l'industrie et développer les forces de production.

Ces propositions politiques sont aussi archaïques que son analyse coincée dans le passé: aujourd'hui, en Chine, la troisième génération de travailleurs migrants travaille dans des usines qui alimentent le marché mondial. Durant l'exode de millions de paysans déracinés des zones rurales, une classe ouvrière industrielle s'est formée, selon un processus classique qui n'a pas aboli la division entre populations urbaines et rurales, mais les anciens villageois ont largement dissous leurs liens avec la terre et, surtout, ils ne veulent absolument pas y retourner travailler !

Samir Amin avance un argument plus intéressant lorsqu'il critique l'idée que les pays en développement dans les «marchés émergents» (par exemple, les nouveaux «Tigres», le Brésil, la Turquie, etc.) pourraient devenir les nouveaux centres du capitalisme: selon lui, les «soupapes de sécurité» nécessaires pour que cela se produise n'existent pas dans ces régions. Au XVIII^e siècle, la prolétarisation en Europe avait une soupape de sécurité: l'émigration vers l'Amérique. Aujourd'hui, il faudrait l'équivalent de plusieurs Amériques pour que des processus similaires d'industrialisation se produisent dans les pays des «marchés émergents». Par conséquent, ils n'ont aucune chance de rattraper les pays les plus avancés.

Cet argument doit être encore affiné pour approfondir l'analyse: Qu'arrivera-t-il aux processus réels et actuels de l'industrialisation si les luttes ne peuvent être canalisées par la social-démocratie d'une part, ou par les migrations de masse, de l'autre ?

La prolétarisation débouche sur la lutte de classe

Souvent, nous ne nous rendons compte d'une évolution que de façon rétrospective et après qu'un changement qualitatif a eu lieu. Le premier «embouteillage mondial» se produisit en 2004. Les grèves dans le delta chinois de la rivière des Perles, en 2004, à l'apogée du boom, marquèrent le premier grand cycle de luttes dans les «nouvelles usines». En menant des luttes offensives, ils obtinrent des augmentations de salaire significatives qui eurent un impact sur la situation dans les usines de l'ensemble de l'Asie orientale. Au Vietnam, au Cambodge, au Bangladesh, au Bahreïn, des grèves ouvrières éclatèrent et, en Iran, en 2006, les chauffeurs de bus menèrent la première grève importante depuis 1979 ! Une vague mondiale de luttes ouvrières déferla à partir de 2006 avant, donc, le crash économique mondial.

Ce mouvement puissant se transforma en une vague qui atteignit son apogée en 2010, lorsque les grèves eurent lieu dans presque tous les pays du monde, et elle ouvrit la voie aux révolutions politiques et aux

mouvements de protestation dans les rues qui allaient suivre. Ces derniers événements attirèrent davantage l'attention des médias, mais, sans les grèves dans l'industrie du phosphate en Tunisie et les grèves de masse dans l'industrie du textile de Mahalla en Egypte entre 2006 et 2008, les soulèvements dans ces pays n'auraient pas eu lieu.

Les vagues de protestations de 2006 à 2013

Les années 2006-2013 ont été marquées par une vague de protestations de masse dans les rues, des grèves et des soulèvements à une échelle sans précédent. Selon la Friedrich-Ebert-Stiftung de New York¹, cette vague est seulement comparable aux bouleversements révolutionnaires de 1848, 1917 ou 1968 – le think tank a analysé 843 mouvements de protestation au total entre 2006 et 2013, dans 87 pays, ce qui couvre 90 % de la population mondiale : protestations de toutes sortes (contre l'injustice sociale, la guerre et la corruption ; pour une véritable démocratie) ; émeutes contre la hausse des prix des denrées alimentaires ; grèves contre les employeurs ; grèves générales contre l'austérité. (Signalons un point moins positif : les mobilisations religieuses contre l'avortement en Pologne.)

Il convient de souligner que la majorité de ces mouvements se sont déroulés dans des pays «à revenu élevé» et que 48 % des manifestations violentes ont eu lieu dans les pays à faible revenu ; dans la plupart des cas, elles visaient à protester contre des prix alimentaires et énergétiques trop élevés. Quarante-neuf manifestations exigeaient une réforme agraire, 488 dénonçaient des politiques d'austérité et exigeaient la justice sociale, tandis que 376 manifestations incluaient une «véritable démocratie» parmi leurs objectifs. Beaucoup de manifestations étaient l'expression d'une perte totale de confiance dans la «Politique». Néanmoins, dans la plupart des cas, les manifestants adressaient leurs revendications à l'Etat : les responsables politiques étaient censés agir. Souvent, les formes de luttes sont allées au-delà des manifestations ou des grèves traditionnelles et étaient des actes de «désobéissance civile», tels que les barrages de rues et de routes et les occupations. En particulier, les occupations de places publiques et l'organisation commune de la vie quotidienne comme une forme de lutte ont eu des répercussions sur l'ensemble de la région méditerranéenne et aux États-Unis.

La comparaison avec «1968» brouille les cartes plus qu'elle ne permet de clarifier l'analyse : «1968» a été un mouvement révolutionnaire mondial, mais l'année 1968 elle-même n'a pas représenté l'apogée des grèves – au

¹ Isabel Ortiz, Sara Burke, Mohamed Berrada, Hernan Cortes, *World Protests 2006-2013*, FES New York Office 2013. Téléchargeable en anglais sur Internet : http://www.fes-globalization.org/new_york/wp-content/uploads/2014/03/World-Protests-2006-2013-Complete-and-Final.pdf

contraire, celles-ci ont commencé dans les années 1960 et ont seulement culminé entre le milieu et la fin des années 1970.

La vague de luttes depuis 2005 se caractérise par des aspects très différents :

– *Les émeutes de la faim*

Depuis le début de la crise économique mondiale spéculative, le Capital a fui vers les actifs «sûrs», comme les matières premières, les aliments de base et les terres agricoles et, par conséquent, dans un court laps de temps, il a déclenché une hausse massive des prix des denrées alimentaires de base; ces prix ont atteint des sommets historiques d'abord en décembre 2007, puis à nouveau en 2010. Entre l'automne 2007 et l'été 2008, dans de grandes parties de l'Afrique et la Chine, les prolétaires ont réagi en organisant des grèves et des soulèvements et ils ont forcé leurs gouvernements ou leurs patrons à continuer à subventionner les denrées alimentaires de base.

– *Le mouvement d'occupation des places*

Sur les «places», les groupes et les tendances révolutionnaires étaient actifs mais ne représentaient qu'une minorité. La plupart des participants descendaient dans les rues pour la première fois et ont démontré une capacité considérable d'organiser eux-mêmes la vie et la reproduction quotidiennes – mais ce n'étaient pas des «militants politiques». L'image médiatique de ces mouvements a été largement influencée par les classes moyennes, peut-être parce que les journalistes sont beaucoup plus à l'aise pour communiquer avec des individus issus de leur propre milieu social. De plus, une manifestation de masse dans la capitale est toujours plus visible qu'une grève dans une ville de province. Pour cette raison, la participation des prolétaires a été largement sous-estimée, bien que beaucoup d'entre eux aient pris part aux mouvements et aient combattu les flics en première ligne. Mais ces mouvements étaient, dans la plupart des cas, dirigés contre les gouvernements en place et la corruption ; ils réclamaient la mise en place d'une «démocratie réelle» et ne défendaient pas spécifiquement la «cause des travailleurs¹». Le mouvement avait en apparence une dimension mondiale mais il est resté emprisonné au sein de chaque Etat-nation. Beaucoup de ces mouvements avaient «deux âmes»: d'un côté, les prolétaires les plus pauvres et les migrants qui avaient perdu leur emploi ; de l'autre, les universitaires précaires qui considéraient un emploi bien rémunéré comme un droit humain. Les classes moyennes ont été

¹ On comparera cette analyse avec celle de Mouvement Communiste: «La jeunesse scolarisée secoue le joug de Pékin et de l'oligarchie hongkongaise» (<http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1439%20FRvG.pdf>)

particulièrement touchées par les politiques fondées sur des taux d'intérêt élevés, les dettes de l'Etat et les mesures d'austérité – ce qui a poussé un certain nombre de gens à devenir plus radicaux et à agir. Certains ont fait le saut et sont entrés dans le jeu politique et la participation au pouvoir grâce aux élections – comme Podemos en Espagne.

Une vague de grèves mondiale

Dans son numéro 90, *Wildcat* a publié un texte de Steven Colatrella, «In Our Hands is Placed a Power» (Un pouvoir réside entre nos mains) : cet article soulignait que les luttes ont formé une vague de grèves mondiale pendant le dernier tiers de l'année 2010. En 2010, les grèves atteignirent une ampleur géographique et quantitative sans précédent dans l'histoire. Il attribue ce fait à la fin du néolibéralisme et à la reconstitution de la classe ouvrière. Selon Colatrella, l'expansion des «grèves traditionnelles» peut fournir aux luttes un pouvoir et une direction qui aideront à surmonter les faiblesses des «émeutes contre le FMI».

«Mais le déplacement de la production à l'échelle mondiale n'a pas vraiment produit de nouvelles classes ouvrières, [...] ce déplacement mondial a plutôt créé un nouveau pouvoir structurel pour de larges secteurs de travailleurs qui avaient rarement disposé d'un tel pouvoir, sauf peut-être au niveau strictement national¹.»

Les travailleurs du textile, de la chaussure, de l'automobile ou d'autres secteurs industriels étaient maintenant en mesure d'attaquer l'économie mondiale à la fois au niveau national et international. L'intégration plus étroite dans l'économie mondiale et les attaques menées simultanément contre leur niveau de vie à travers les mécanismes de la crise capitaliste ont augmenté à la fois leur pouvoir structurel et organisationnel. La vague de grèves fait partie de la formation de la classe, elle relie et politise les luttes contre la mondialisation capitaliste. Les travailleurs qui défendent leurs intérêts économiques sont directement confrontés au pouvoir politique. Leurs luttes sont donc politiques.

Colatrella caractérise la vague mondiale de grèves depuis 2007 comme des «grèves contre la gouvernance mondiale», comme une action menée dans le monde entier et simultanément par les travailleurs de nombreux pays contre le même ennemi. Mais la simultanéité ne crée pas automatiquement de véritables points communs et un ennemi commun ne crée pas nécessairement de liens entre ceux qui luttent.

¹ *Wildcat* n° 90, été 2011 :

http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/90/w90_in_our_hands_en.htm

BRICS et MINTS¹ – les points chauds de la vague de grèves

Face à la stagnation des taux de croissance dans les anciens pays du Nord, le Capital a centré ses espoirs sur les BRICS où réside 40 % de la population mondiale (cette appellation été inventée par la banque d'investissement américaine Goldman Sachs en 2001). En dehors de la Russie, les BRICS bénéficient d'une main-d'œuvre industrielle jeune, en expansion, qui réclame une vie meilleure. Le président du Brésil a promis à chacun de ses compatriotes une promotion dans la «classe moyenne». Initialement, il a semblé que les BRICS n'étaient pas affectés par la crise mondiale et que les économies contrôlées par l'Etat comme la Chine semblaient «immunisées» contre elle. Les capitaux inexploités se sont précipités vers ces régions ; au départ, les taux de croissance ont continué à augmenter, mais plus lentement qu'au cours des années précédentes. C'est en particulier dans ces pays capitalistes «exemplaires» que les travailleurs ont réussi à appliquer des augmentations de salaire considérables en menant des luttes dures.

Leurs grèves ont beaucoup de points communs: elles se produisent principalement dans les secteurs centraux de l'économie ; les entreprises concernées opèrent au niveau multinational ; dans leurs luttes, les travailleurs entrent en confrontation avec les syndicats existants ; ils cherchent à former ou adhérer à des syndicats alternatifs, ou ils inventent leurs propres formes d'organisation. Dans de nombreux cas, l'Etat attaque violemment les grévistes, et, dans le même temps, les travailleurs utilisent la violence contre les cadres ou les briseurs de grève².

¹ BRICS : acronyme anglais désignant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. MINTS : acronyme désignant le Mexique, l'Indonésie, le Nigeria et la Turquie (*NdT*).

² Joerg Nowak, «Fruehling der globalen Arbeiterklasse. Neue Streikwelle in den BRICS-Staaten» [Printemps de la classe ouvrière mondiale. Nouvelle vague de grèves dans les BRICS], *Sozialismus*, 6-2014],

https://www.academia.edu/7273018/Fr%C3%BChling_der_globalen_Arbeiterklasse_Neue_Streikwelle_in_den_BRIC-Staaten

«Massenstreiks und Strassenproteste in Indien und Brasilien» [Grèves de masse et manifestations de rues en Inde et au Brésil], *Peripherie* n° 137, 2015 (<http://www.linksnet.de/de/artikel/32468>)

«Massenstreiks in der globalen Krise» [Grèves de masse dans la crise mondiale], *Standpunkte* 10/2015, disponible sur rosalux.de

Torsten Bewernitz, «Globale Krise – globale Streikwelle? Zwischen den oekonomischen und demokratischen politischen Protesten herrscht keine zufaellige Gleichzeitigkeit» [Crise mondiale – vague de grèves mondiale ?

En 2014, ces grèves ont continué, bien que, dans le cas de l'Inde, elles se produisirent dans le contexte d'une dévaluation massive de la monnaie locale et d'une diminution des ventes dans le secteur de l'automobile. Depuis 2013, beaucoup de capitaux ont été retirés des BRICS et transférés aux MINTS – ces États abritent également une population importante et très jeune ; et au moins certains d'entre eux ont connu d'immenses mouvements de protestation au cours des dernières années. En juin 2013, un soulèvement populaire a eu lieu en Turquie («les protestations du parc Gezi») et, en mai 2015, tout le secteur de l'automobile a été secoué par une vague de grèves, au cours de laquelle les travailleurs ont chassé leurs anciens syndicats.

En Iran, 2014 a été l'année qui a connu le plus grand nombre de conflits du travail et de manifestations des travailleurs. Le moment le plus intense a été la grève de 5 000 salariés dans les mines de minerai de fer de Bafgh où les ouvriers ont réussi à empêcher la privatisation. Ils ont fait grève pendant près de 40 jours jusqu'à ce que le dernier ouvrier arrêté ait été libéré – il s'est agi du plus long conflit depuis la révolution en 1979.

Dans les pays nouvellement industrialisés, des mouvements de travailleurs sensiblement similaires ont émergé, en dépit d'environnements culturellement et politiquement très différents – et ces mouvements ont imposé des augmentations de salaires considérables en l'espace de quelques années¹. Les travailleurs se sont servi de leur position dans les

Il n'existe pas de coïncidence aléatoire entre les luttes économiques et celles pour la démocratie politique], *Prokla* n° 177, 12/2014

Dorothea Schmidt, «Mythen und Erfahrungen, die Einheit der deutschen Arbeiterklasse um 1900» [Mythes et expériences, l'unité de la classe ouvrière allemande autour de 1900], *Prokla* n° 175, 6/2014

¹ Beverly Silver considère que les vagues de lutte en 2010 ont confirmé sa thèse: la délocalisation des capitaux vers la Chine a créé une nouvelle classe ouvrière combative et en expansion. Elle pense encore en termes de mouvements pendulaires: créer – détruire – recréer une classe ouvrière, et pour elle, actuellement, le balancier recule. Selon Beverly Silver, dans une telle période historique, il n'est ni possible, ni souhaitable, que le Capital réponde à ces luttes en mettant en place un partenariat social de type keynésien.

Beverly Silver, «Theorising the working class in twenty-first-century global capitalism», in *Workers and labour in a globalised capitalism* [Travailleurs et mouvement ouvrier dans un capitalisme mondialisé] (Palgrave Macmillan), sous la direction de Maurizio Atzeni (2014), <http://krieger.jhu.edu/arrighi/wp-content/uploads/sites/29/2012/08/Silver-2014-Theorising-the-Working-Class.pdf>

chaînes de production internationales, par exemple au cours de la grève chez Honda en Chine¹.

Dans de nombreuses luttes, des revendications égalitaires ont été mises en avant pour agir contre la segmentation de la force de travail, segmentation que les employeurs tentent aujourd'hui d'imposer, à l'échelle internationale, dans toutes les entreprises incluant une part plus élevée de travailleurs qualifiés (cf. par exemple les travailleurs de l'automobile en Inde et les mineurs en Afrique du Sud)².

Les travailleurs et l'État

Comment les luttes ouvrières deviennent-elles révolutionnaires ? La révolution s'attaque de front aux conditions objectives, et elle ne les évite pas. Si, dans une société caractérisée par des relations patriarcales, les travailleuses luttent collectivement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, si elles prennent des risques en se battant, traversent les frontières, découvrent de nouvelles possibilités de lutte et veulent mieux comprendre et connaître ce monde, alors ce processus est probablement «révolutionnaire». Dans un pays où les capitalistes sont organisés au sein d'un Parti communiste, quelle vision les travailleurs peuvent-ils avoir du «communisme» ? Ils devront développer des idées nouvelles au cours de la lutte. Ce processus ne commencera certainement pas uniquement dans les usines, il faudra qu'interviennent des impulsions externes, comme par exemple les mouvements de jeunesse qui remettent en question tout et n'importe quoi.

Le concept de «classe ouvrière mondiale» s'oppose à celui de «classe ouvrière nationale». Il suppose qu'un mouvement ouvrier (social-démocrate) ne puisse plus intégrer la classe ouvrière dans l'Etat. En 1848, les travailleurs ne disposaient pas encore d'une «patrie», un artisan prolétaire ne se souciait pas de travailler à Cologne, Paris ou Bruxelles. Seuls l'Etat providence et les partis ouvriers décidés à «lutter contre l'Etat au sein même de celui-ci» ont enchaîné les travailleurs à la nation. Depuis 1968, il se met en place une vaste réorientation à long terme des mouvements prolétariens et une séparation progressive vis-à-vis de l'Etat – et des conceptions de l'Etat. Depuis les années 1980, le démantèlement de l'Etat-providence a causé une certaine «aliénation» (un certain éloignement) d'une part importante de la société par rapport à l'Etat, mais, pour le «noyau central de la classe ouvrière», l'Etat fonctionne encore: il

¹ Voir l'article en allemand sur la Chine dans le numéro 98 de *Wildcat*, été 2015.

² En Allemagne, seuls les travailleurs de Daimler, à Bremen, essayèrent de réagir face aux plans de la direction qui voulait externaliser la production à des «fournisseurs de services». Leur grève sauvage échoua à stopper la manœuvre du patron.

suffit de considérer les interventions publiques massives depuis 2008 pour sauver l'industrie automobile en l'Allemagne, aux États-Unis et en France. La gauche traditionnelle prétend changer le système capitaliste en intervenant dans le champ politique, ou plutôt, elle affirme pouvoir «maîtriser» ses pires conséquences.

Historiquement, et depuis le début, le Capital est une relation globale, médiée par le marché mondial. Mais sans l'Etat, (les institutions qui appliquent) les lois et les marchés nationaux du travail, le Capital n'aurait pu ni survivre ni se développer. L'État-providence garantit certaines conditions sociales seulement pour sa propre population, transformant ainsi les prolétaires en «citoyens». Mais le Capital n'a réussi à croître qu'en ayant accès à une armée industrielle de réserve composée d'ouvriers agricoles, de paysans, de prolétaires sous-employés dans d'autres pays. Aujourd'hui, dans presque tous les pays industrialisés, il existe des classes ouvrières multinationales qui n'entretiennent pas des liens profonds avec l'Etat sous la domination duquel ils vivent – tandis que les travailleurs «locaux» et «naturalisés», ainsi que les classes moyennes en voie de déclassement, s'accrochent à l'Etat et exigent de lui une protection spéciale.

Au cours des vingt dernières années, l'ennemi de classe a démantelé les structures de l'Etat partout où il n'a pas été en mesure de faire face à la lutte de classe, en laissant s'installer des armées privées, la mafia et la guerre civile. Cette destruction des systèmes qui assuraient une certaine sécurité à la société a provoqué des migrations à grande échelle. Dans de telles situations menaçantes, des «Etats forts» ou des «démocraties contrôlées» (Russie, Chine) deviennent plus attrayantes pour le Capital car ils apparaissent comme des îlots de stabilité. Où la classe ouvrière profite-t-elle l'absence de l'Etat pour construire ses propres structures ? Quel est le bilan de la mondialisation-par-en-bas ?

Des processus d'apprentissage mondiaux

Aujourd'hui, les travailleurs peuvent nouer des contacts directs entre eux à travers les frontières, même lorsque de longues distances les séparent, sans faire appel à des intermédiaires professionnels. Grâce aux réseaux numériques, il est devenu beaucoup plus facile, même dans des régions éloignées, de savoir ce qui se passe dans le monde, si l'on compare la situation avec celle existant il y a trois ou quatre décennies. Les luttes deviennent contagieuses si les travailleurs d'une entreprise voient que d'autres salariés prennent des risques et que leur lutte est couronnée de succès – comme par exemple la grève de 40 000 ouvriers dans les usines de chaussures de Yue Yuen en 2014. En 2015, environ 90 000 travailleurs de la même entreprise ont fait grève au Vietnam, tandis que simultanément 6 000 travailleurs se sont à nouveau mis en lutte en Chine. Depuis le conflit de 2014, pas un mois ne passe en Chine sans qu'au moins une usine de

chaussures soit touchée par des mouvements des ouvriers. Les travailleurs s'intéressent aux différentes luttes, y compris au-delà des frontières nationales – même s'ils ne nouent pas de contacts organisationnels visibles. Les salariés de différentes usines décrivent leurs conditions et en discutent entre eux, par exemple sur les forums internet.

– *Les travailleurs immigrés*

Les liens les plus évidents entre les prolétaires de tous les pays sont entretenus par les immigrés. A certains moments de l'histoire, des masses de militants ouvriers ont quitté leurs pays respectifs pour éviter la répression – comme l'Espagne et la Grèce dans les années 1970, ou la Turquie dans les années 1980 – et ils ont apporté avec eux leurs expériences des luttes et de la façon de s'organiser. Dans les grèves des usines en Allemagne, ils sont souvent devenus l'avant-garde. Un autre exemple est celui des émigrés en provenance du Mexique, venus travailler dans l'agriculture aux États-Unis, et qui y ont organisé des grèves. (Tous les travailleurs immigrés ne sont pas ou ne restent pas prolétaires – l'auto-emploi est souvent le seul moyen de sortir de la misère et le réseau de leurs compatriotes un moyen de s'organiser dans ce but). Les immigrés appartiennent souvent à ces groupes de personnes qui veulent progresser et obtenir des conditions de vie meilleures, quoi qu'il arrive, et sont en mesure de mobiliser un réservoir de main-d'œuvre mal payée au sein même de leurs communautés pour atteindre cet objectif. Par conséquent, ces réseaux ne sont guère utiles pour organiser la lutte de classe.)

«Le prolétariat semble donc disparaître au moment même où la condition prolétarienne se généralise» (Samir Amin).

Pendant quatre décennies, la vitesse des mouvements de la classe ouvrière n'a pu correspondre à la vitesse avec laquelle le Capital parcourait le globe à la recherche d'une force de travail valorisable. Désormais, la situation s'est inversée. En Egypte, en Chine, au Bangladesh, au Mexique, en Afrique du Sud, etc., les travailleurs font usage des nouvelles possibilités techniques pour défendre leurs propres intérêts ; leurs luttes acquièrent rapidement une audience mondiale. Pour la première fois apparaît une classe ouvrière mondiale qui a la capacité d'organiser la production et la reproduction mondiales – et peut donc transformer ce monde. Dans les pays du Nord, cette «nouvelle condition» est plus difficile à détecter ; en effet, depuis les années 1980, le Capital utilise la menace de la délocalisation pour exercer un chantage sur les salariés. (Alors que, dans le même temps, une petite partie de la classe ouvrière – ses «couches moyennes» – ont réussi à gagner de l'argent en profitant de la financiarisation et de la spéculation au moins temporairement, parfois davantage qu'en travaillant.)

Le rôle de la gauche

Quel rôle peuvent jouer les militants ou les universitaires de gauche ? Depuis la grande vague de grèves en 2010, des spécialistes de gauche des sciences sociales ont redécouvert la classe ouvrière et entamé des recherches sur les mouvements sociaux dans le monde entier. Mais quand des sociologues interviewent des travailleurs individuellement, ils sont souvent frustrés, parce que ces hommes et ces femmes ne pensent qu'à eux-mêmes et à leurs familles. Constituent-ils «un type différent de l'espèce humaine» une fois qu'ils sont au travail ou lorsqu'ils luttent ensemble ? E.P. Thompson expliquait déjà en 1963 que si vous arrêtez l'histoire sociale à un moment donné, vous ne trouverez que des individus. La «classe», en revanche, définit des personnes qui vivent leur propre histoire – il faut donc analyser une période historique suffisamment longue. *La formation de la classe ouvrière en Angleterre* nous plonge à la fois dans l'histoire politique et culturelle et dans l'histoire économique. «*La classe ouvrière s'est fabriquée elle-même tout autant qu'elle a été fabriquée*»¹

Et de toute façon pourquoi les travailleurs devraient-ils se confier aux spécialistes des sciences sociales ?

Dans *Junge Welt*², le philosophe hongrois Gaspar Miklos Tamas a récemment déclaré que, pour la première fois dans l'histoire, nous vivons une situation grotesque : il existe une intelligentsia marxiste mais pas de mouvement marxiste. Ce phénomène comporte deux dangers : d'un côté, l'avant-gardisme des militants qui prétendent parler au nom d'un prolétariat «passif» – ce prolétariat, cependant, ignore que certains prennent la parole à sa place ; il ne partage pas les valeurs de l'avant-garde qui lui explique ce qu'il est censé sentir, penser et faire. Ce sont principalement les petits groupes de la gauche radicale qui encourent ce type de danger. L'autre danger est que la gauche radicale fusionne avec les mouvements démocratiques, antifascistes et égalitaires – ce qui entraînerait la disparition de la critique marxiste.

On peut observer ces deux tendances dans les nouvelles luttes de classe. Certains veulent fonder une «nouvelle Internationale» dès aujourd'hui – alors qu'il y en a déjà tellement ! D'autres refusent de critiquer la classe ouvrière et souhaitent seulement soutenir les travailleurs dans leurs luttes. Ils veulent utiliser les réseaux décentralisés organisés par des ONG, ou former, ou renforcer tout de suite les syndicats. Des conférences internationales discutent pour savoir comment les travailleurs peuvent

¹ E.P. Thompson, *The making of the English working-class*, 1963 [*La formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, 1988 ; Points, 2012].

² *Global Labour Journal* www.escarpmentpress.org/globalabour
Global Labour Institute www.globallabour.info
Global Dialogue www.isa-global-dialogue.net/volume-4-issue1/

entrer en contact au niveau mondial. En outre, «l'internationalisme ouvrier» traditionnel perdure avec son organisation centralisée et hiérarchique qui laisse peu de place aux débats ouverts. Lors des conférences internationales, des délégués prétendent qu'il existe, partout dans le monde, des ouvriers et des employés bénéficiant d'un emploi à vie dans la même entreprise, et que leurs syndicats ou leurs partis réussissent encore à obtenir qu'ils reçoivent une part de la richesse en expansion permanente.

Mais des militants de gauche, critiques par rapport aux syndicats, essaient aussi d'organiser des contacts entre les différents sites des multinationales – bien qu'il soit très difficile d'aller au-delà des rencontres mutuelles et de réellement lutter ensemble ou d'organiser des grèves de solidarité.

Au cours des cinq dernières années, une autre partie de la gauche radicale qui veut abolir l'Etat a placé ses espoirs dans les soulèvements populaires. Le «mouvement des places» en 2011 a rattrapé et dépassé le débat sur «l'insurrection qui vient». La Grèce en 2008, les Indignados en Espagne, l'occupation du parc de Gezi, Stuttgart21, Hong Kong, etc., ont regroupé des centaines de milliers de participants – mais, en fin de compte, ils n'ont pas été en mesure d'imposer quoi que ce soit ! Ces mouvements ont rendu visibles le potentiel de ces soulèvements simultanés à l'échelle mondiale – mais ils ont aussi démontré brutalement leurs limites, par exemple lors du passage de la commune de Tahrir à la dictature militaire. Les nombreux mouvements qui ont eu lieu depuis Seattle, les révoltes de masse en Argentine en 2001 et récemment Occupy Wall Street, etc., ont clairement montré qu'un renversement de l'ordre social existant n'est possible que si les travailleurs se joignent à un soulèvement populaire en tant que travailleurs. S'ils ne font pas grève, leur participation à des manifestations n'a guère d'impact. Sous le capitalisme, la grève est l'arme ultime, où le pouvoir réel se développe et où les sujets collectifs se forment.

Même le Comité Invisible, qui jusqu'à présent ne se souciait guère des travailleurs, a commencé à s'en préoccuper (au moins sur le papier¹) – et il

¹ Comité Invisible, *A nos amis* (La Fabrique, 2014, p. 96 et 97): «*Pour dire cela platement: tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'Etat continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture, ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé (...). Ce qui fait l'ouvrier, ce n'est pas son exploitation par un patron, qu'il partage avec n'importe quel autre salarié. Ce qui fait positivement l'ouvrier, c'est sa maîtrise technique, incarnée, d'un monde de production particulier. Il y a là une inclination à la fois*

s'agit d'une évolution intéressante: parce que tout homme ou toute femme qui veut abolir l'Etat, qui souhaite faire la révolution, sera incapable d'atteindre ces objectifs sans les travailleurs ! Les prolétaires constituent la grande majorité de la population et leurs luttes font avancer les choses. Néanmoins la plupart des gauchistes n'analysent toujours pas de façon critique les luttes qui ont effectivement lieu ; mus par une sorte de réflexe, ils préfèrent soulever immédiatement la question de la «conscience de classe». Ils imaginent un prolétariat organisé dans un parti et un syndicat, situation que l'on n'a pas connue depuis les années 1950. «Qu'attendons-nous d'autre ?» nous demandions-nous dans un article polémique paru dans *Wildcat-Zirkular* n° 65. «*L'émergence d'organisations mondiales prolétariennes ? Des grèves de solidarité ? Des clones des mouvements passés ? Un mouvement politique international ? En ce qui concerne la révolution mondiale, nous sommes devant un phénomène nouveau et intéressant : personne ne détient les paramètres, les critères ou même des réponses pour aborder cette question. L'un des critères pourrait être de savoir si des communautés se développent au cours des différentes luttes – jusqu'à maintenant cela ne semble pas être le cas. Les luttes des travailleurs, alors ? Mais ils ne luttent pas ensemble... On observe plutôt le phénomène contraire: ils se battent uniquement pour eux-mêmes et ne se reposent que sur leurs propres forces. Ils ne comptent même pas sur leurs collègues de l'entreprise voisine*¹.»

Les travailleurs ignorent les vieilles organisations et les vieux partis ; quant aux nouveaux partis et organisations ils ne sont pas encore visibles. Les masses n'ont pas encore la moindre idée de que pourrait être une société nouvelle. Dans les luttes elles-mêmes, nous pouvons cependant déceler quelques développements intéressants. En Asie et au-delà, des

savante et populaire, une connaissance passionnée qui faisait la richesse propre du monde ouvrier avant que le Capital, s'avisant du danger contenu là et non sans avoir préalablement sucé toute cette connaissance, ne décide de faire des ouvriers des opérateurs, des surveillants et des agents d'entretien des machines. Mais même là, la puissance ouvrière demeure: qui sait faire fonctionner un système sait aussi le saboter efficacement. Or nul ne peut individuellement maîtriser l'ensemble des techniques qui permettent au système actuel de se reproduire. Cela, seule une force collective le peut. (...) En d'autres termes: il nous faut reprendre un travail méticuleux d'enquête. Il nous faut aller à la rencontre, dans tous les secteurs, sur tous les territoires où nous habitons, de ceux qui disposent des savoirs techniques stratégiques. C'est seulement à partir de là que des mouvements oseront véritablement "tout bloquer".»

¹ «Das Ende der Entwicklungsdiktaturen» [La fin des dictatures développementalistes], *Wildcat-Zirkular* n° 65, février 2003]

travailleurs ont prouvé leurs capacités extraordinaires à organiser leurs luttes et les coordonner au-delà des frontières. Ils ont compris qu'ils ne peuvent gagner que collectivement. Ils avancent des revendications égalitaires contre les divisions introduites par le Capital. Ils ne laissent pas les syndicats les empêcher de se battre, quand ceux-ci veulent les contrôler. Ils ne craignent pas de participer à de durs affrontements. Ils abordent et créent des problèmes pour lesquels le système n'a pas de solution.

Dans leurs luttes, ils entrent en conflit avec un système social, qui n'a rien à offrir à la grande majorité des salariés en dehors des politiques d'austérité – ce système n'est plus capable de transformer les luttes pour garantir un «développement» économique. Ce système social s'oriente vers son prochain crash, sous la direction de sa «dernière superpuissance» ; il lutte contre sa disparition économique et politique en déployant tous les moyens nécessaires. La plus forte puissance militaire dans le monde est devenue incapable de gagner des guerres, encore moins de créer de nouveaux Etats stables ; elle n'est capable que de détruire. Elle sape ainsi davantage la légitimité de cet ordre mondial et mobilise de plus en plus de gens contre elle-même.

Qui façonnera les confrontations sociales à venir ? Les classes moyennes mondiales qui suivent les mobilisations nationalistes parce qu'elles craignent de perdre leurs acquis sociaux ? Ou le prolétariat mondial, dont le travail leur assure richesse et pouvoir ? L'intelligence collective du prolétariat rebelle dépasse de loin celle des experts bornés des institutions ; sa capacité à organiser la production et à s'auto-organiser peut garantir la fourniture des biens et des services nécessaires à tous les peuples – les différents «mouvements des places» et contre les grands projets d'infrastructure l'ont prouvé. Ils représentent la seule force capable de s'opposer à la puissance destructrice du capital.

Dans notre revue *Wildcat*, nous avons souvent exprimé l'espoir d'une «rencontre du mouvement ouvrier et du mouvement social» – afin de définir le rôle de la gauche sociale révolutionnaire. Comme s'il s'agissait seulement d'additionner des forces, sans causer de tort à personne, et d'assurer une présence «côte-à-côte» sur les «places», dans un climat d'indifférence mutuelle. Nous devons prendre ces questions à bras le corps – si nous voulons vraiment faire bouger les choses.

Un nouveau sujet révolutionnaire ne sera pas seulement le résultat d'un processus d'«homogénéisation» (encore moins d'une «alliance!»), mais plutôt de processus de polarisation – et de division – au sein de la classe ouvrière. Les discussions et les pratiques politiques de la gauche doivent affronter ces questions.

Wildcat

Proposition de Charte mondiale des migrants (2011)

Extrait du site <http://charte-migrants.net/charte-mondiale-des-migrants/>

Parce que nous appartenons à la Terre toute personne doit pouvoir circuler et s'installer dans n'importe quelle partie de cette terre.

Toute personne doit pouvoir se déplacer librement de la campagne vers la ville, de la ville vers la campagne, d'une province vers une autre, et pouvoir quitter n'importe quel pays pour l'étranger.

Les lois relatives aux visas, laissez-passer, et autorisations, ainsi que toutes autres lois limitant la liberté de circulation et d'installation doivent être abrogées.

Les migrants du monde entier doivent jouir des mêmes droits que les groupes nationaux et assumer les mêmes responsabilités dans tous les domaines essentiels de la vie économique, politique, culturel et sociale. Ils doivent avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif.

Les migrants doivent avoir le droit de parler et partager leur langue maternelle, de développer et faire connaître leurs cultures et leurs coutumes traditionnelles, et de pratiquer leurs religions.

Les migrantes et migrants doivent jouir du même droit d'exercer un commerce là où elles et ils le désirent, de se livrer à l'industrie ou d'adopter un métier, manuel ou non, comme toute profession permise pour les groupes nationaux de façon à leurs permettre d'assumer leur part de responsabilité dans la production des richesses nécessaires au développement et l'épanouissement de tous.

La terre doit être partagée entre ceux qui la travaillent. Les restrictions à la propriété foncière imposées pour des raisons d'ordre ethnique et/ou national doivent être abolies au profit d'une nouvelle vision d'une relation responsable entre les humains et la terre.

Les personnes migrantes au même titre que les groupes nationaux doivent être égales devant la loi. Nul ne doit être emprisonné, déporté ou voir sa liberté restreinte sans que sa cause ait été équitablement entendue et défendue.

Toute loi qui prévoit une distinction fondée sur l'origine nationale, la situation matrimoniale et/ou juridique ainsi sur les convictions doit être abrogée.

Les droits humains sont inaliénables et indivisibles et doivent être les mêmes pour tous. La loi doit garantir à toutes les personnes migrantes le droit à la liberté d'expression, le droit de s'organiser, le droit à la liberté de réunion, le droit de publier, de pratiquer le culte et aussi de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix.

Le travail et la sécurité doivent être assurés à toutes les personnes migrantes. Quiconque travaille doit être libre de fonder avec d'autres des syndicats. Les migrantes et migrants doivent recevoir un salaire égal à travail égal et doivent avoir la possibilité de transférer le fruit de leur travail, sans aucune restriction de quelque sorte qu'elle soit, tout en contribuant au système de solidarité nécessaire de la société de résidence.

L'accès à l'éducation et à l'instruction doit être garanti aux personnes migrantes et à leurs enfants. L'instruction doit être gratuite, universelle et égale pour tous les enfants. Les études supérieures et la formation technique doivent être accessibles à tous dans une nouvelle vision du dialogue et de partage des cultures. Dans la vie culturelle, dans les sports et dans l'éducation, toute distinction fondée sur l'origine nationale doit être abolie.

Les personnes migrantes doivent avoir droit au logement. Toute personne doit avoir le droit d'habiter dans l'endroit de son choix d'être décemment logée et de maintenir sa famille dans le confort et la sécurité au même titre que les groupes nationaux. Les personnes migrantes ambitionnent d'avoir l'opportunité et la responsabilité au même titre que les groupes nationaux, de faire face ensemble aux défis actuels (logement, alimentation, santé, épanouissement...).

L'objectif des principes énoncés dans la charte mondiale des migrants est de contribuer à la disparition de tout système ségrégationniste et à l'avènement d'un monde pluriel, responsable et solidaire.

La lutte des réfugiés de la Chapelle : Demandeurs d'asile ou sans-papiers ?

Jeudi 10 septembre 2015

On ne compte plus, au gré de la mobilisation sécuritaire et répressive et de la barbarie civilisée des pouvoirs et organes d'État, les expulsions qu'ont subies les réfugiés érythréens et soudanais (et somaliens, syriens et autres...) depuis l'évacuation de leur campement métro la Chapelle, à Paris, le 2 juin. Demba, du mouvement des sans-papiers, a été dans la lutte au jour le jour depuis le commencement. Pour donner une idée de l'enfer d'errance parisienne que traversent ces gens dénués de tout, écoutons son témoignage. Il posera en même temps la question centrale de l'unité de lutte, qu'abordera ensuite Sissoko, porte-parole CSP75 et CISPM.

«...Quinze jours au jardin Bois Dormoy ; ensuite, on a essayé d'occuper Saint-Bernard, mais le désaccord entre soutiens a donné aux CRS le temps d'arriver... On a dormi à la salle en face de l'église, une nuit. Le lendemain, on est allés à Pajol, puis, quelques jours après, évacuation... on est allés à la caserne des pompiers... virés après quelques heures. De là, au jardin d'Éole... ré-évacuation, et retour à Pajol. Cette fois on y est restés un mois et quelque, jusqu'à la nouvelle évacuation du 29 juillet... Le 30, chez Ni putes ni soumises : s'il vous plaît ! laissez-nous votre local pendant vos vacances... on y a passé une nuit. Le lendemain, occupation du lycée [désaffecté] Jean-Quarré, place des Fêtes... pour l'heure la mairie ne demande pas l'évacuation...»

Mais le premier adjoint a déclaré, en conférence de presse [Libération.fr, 3 août], que *«la mairie attend que les migrants lui livrent une liste de noms distinguant les sans-papiers des demandeurs d'asile...»*

«C'est ça, toujours, depuis le commencement. Associations, partis, autorités, tous d'accord, ils jouent la carte de la division. Les réfugiés qui arrivent aujourd'hui et nous les sans-papiers qui sommes là depuis dix ans, pour moi on est les mêmes, même combat pour les papiers. Au jardin d'Éole, quand le chef de cabinet [du maire] est venu parler aux migrants, l'interprète m'a demandé qui je suis. Je réponds je suis là par solidarité avec mes camarades, je suis un sans-papiers, nous connaissons le même

chemin d'émigration, même si c'est pour d'autres raisons que la guerre. Il m'a dit de sortir, j'ai dit non. Puis les réfugiés me l'ont demandé aussi, alors j'ai dit oui, je suis sorti. À la caserne des pompiers, il y avait des élus, des partis : les Verts, Parti de gauche, NPA... dans la cour, discussion pour décider quoi faire, j'ai voulu participer, on m'a fait sortir. Même chose chez Ni putes ni soumises, une adhérente de France terre d'asile m'a dit de sortir, alors que les réfugiés étaient d'accord que j'entre. J'ai préféré rester dehors pour ne pas compromettre les chances d'avoir le local. Je déplore cette difficulté d'avoir un bon rapport entre sans-papiers et réfugiés, c'est la volonté des soutiens de nous en éloigner. Il y en a qui seraient d'accord, mais ils n'osent pas aller contre la volonté dominante des autres. Je vois des associations qui sont là pour leurs intérêts propres, je vois des soutiens qui vous disent qu'ils étaient là avant vous, qu'ils sont plus légitimes que vous pour soutenir...»

C'est le réflexe propriétaire : du premier qui arrive et qui déclare : ça c'est à moi, propriété exclusive !... C'est bien d'ici, et ça remonte très loin. Les réfugiés c'est leur chose.

«Le fait est qu'au début, ces migrants ne connaissent rien d'ici, ils viennent d'arriver, ne savent pas à qui ils ont affaire : soutiens, associations, préfecture, partis politiques, autorités nationales, locales... On a beau dire que ce sont les migrants qui décident la conduite de la lutte, comment le pourraient-ils si tout ça leur échappe ? Alors je me rapproche d'eux, je les rejoins tous les jours après mon travail jusqu'à tard le soir. J'essaie de leur expliquer qui est là, associations financées par l'État, groupes de volontaires, collectifs de sans-papiers... qu'il y a aussi des gens comme nous, migrants et sans-papiers de la CSP75 qui avons accumulé, depuis 15, 20 ans qu'on lutte ici, un savoir-faire (aux guichets de la préfecture, par exemple) qui pourrait leur être utile, leur apporter de l'expérience et des idées. Eh bien non, ça ne passe pas, les soutiens s'y opposent : Ouste ! les sans-papiers, vous n'avez rien à faire ici. Cela dit, les soutiens font aussi du bon travail, les cours de français ça marche. Mais pour l'organisation de la lutte, on en est toujours aux petits groupes : côté soutiens, et côté migrants, chacun isolé dans son coin. Et pourtant on est tous pareils ici, la lutte est la même, et l'union fait la force. Dans les assemblées, les réunions, les conversations, pas de discussion de fond : comment obtenir les papiers, un lieu de lutte, comment traiter les problèmes de santé, d'avenir pour chacun, rarement de tels sujets sont abordés. Alors que c'est précisément de cela que les migrants ont besoin.»

Pourtant, 700 personnes hébergées, leurs dossiers en cours d'examen...

«Les hébergements, c'est de la supercherie, du provisoire pour en faire accroire. Trois jours, une semaine, parfois dès le lendemain on te pousse dehors. Sinon, c'est très loin, à Creil, Beauvais, un ticket restau de 4 euros par jour et pas de titre de transport... Te voilà coincé là-bas, sans moyen

de faire avancer ton dossier. Normal que les gens préfèrent revenir sur le pavé à Paris. Pour l'asile, c'est pareil : un 20% d'élus, et le reste – dégagez ! Un piège pour la plupart, face à un résultat minime.»

Sissoko : «Demba a très bien dit : un piège. Moi je me méfie surtout de la présence quotidienne de certaines associations. France terre d'asile, par exemple, est partenaire de l'OFII [Office français de l'immigration et de l'intégration], dont le rôle est d'expulser. Quand on entend dire que l'OFII aide les migrants à régler leurs problèmes, il faut d'abord regarder les résultats. C'est moins d'un sur 4 des demandeurs d'asile à obtenir le statut de réfugié politique. Mettons que dans le contexte actuel ça va monter à 30%. Et le 70% restant ? et tous les futurs déboutés du droit d'asile ?... Je n'appelle pas ça de l'aide aux migrants, j'appelle ça aider l'État à identifier les gens pour les contrôles à venir. Ces associations font le service minimum d'aide aux migrants, et l'OFII c'est tout simple : c'est l'"aide au retour".

«Quand tu viens d'un pays en guerre, c'est pas que tu es obligé de demander l'asile, tu peux demander ta régularisation en préfecture comme n'importe qui. L'asile n'est pas plus facile à obtenir que cette régularisation-là, au contraire. Avec l'asile, le problème c'est qu'une fois débouté de ta demande, tu peux être beaucoup plus facilement expulsé, et même si tu arrives à rester ici, tu seras un sans-papiers pendant plus longtemps.

«Nous disons que la lutte des réfugiés de la Chapelle est notre lutte commune à tous. Pourquoi ? CSP75, CISPM : si notre implication a été constante dès le début, c'est que le combat des demandeurs d'asile nous concerne au premier chef. La CISPM est présente dans d'autres pays européens, où la plupart de nos camarades sont des réfugiés demandeurs d'asile : le soutien et la participation à leur lutte sont partie intégrante de notre plateforme de revendications, de notre propre lutte. Nous n'avons aucune position préconçue : nous donnons l'information, puis c'est à chacun de décider ce qu'il veut faire. S'il préfère demander l'asile, on l'accompagne ; et s'il veut régulariser sa situation en préfecture, on l'accompagne pareil. Personnellement, bien que la procédure en préfecture soit plus longue, je la préfère. Le nombre de régularisations, dans une lutte collective, est normalement bien plus élevé. C'est la volonté politique de lutte qui fait alors la différence. Dans le cas des réfugiés, rien ne défend au préfet de régulariser celui qui vient d'un pays en guerre : cet argument, soutenu par un mouvement uni et fort, pourra être entendu par le gouvernement, si tout le monde reste ferme là-dessus, d'un commun accord et d'une commune lutte. Quant à la CISPM, cela rentre dans notre revendication de régularisation de tous les migrants, réfugiés ou sans-papiers qui sont sur le sol français et européen.

«Or ce qui se passe en ce moment, c'est grave. On pousse tout le monde à demander l'asile politique. Même les ressortissants de pays africains qui ne sont ni le Soudan, ni l'Erythrée, ni la Somalie, même ces migrants-là ont tous rendez-vous avec France terre d'asile, ils ont des convocations pour demander le statut de réfugiés. Mais c'est les envoyer à l'abattoir, les Sénégalais, Guinéens, Maliens, Centrafricains !... Alors tu vois pourquoi on nous déteste, nous de la CSP75, à France terre d'asile, par exemple : pourquoi on fait tout pour nous tenir à l'écart. Car ces saloperies-là qui jouent avec la vie des gens, nous les dénonçons ; car on fait de la vraie information, on se bat pour l'unité de la lutte. On ne leur tient pas des discours de récupération aux réfugiés, on leur dit une chose et une seule : il faut s'organiser. On cherche toujours à faire passer ce message : la base, c'est vous, c'est à vous de prendre les décisions et d'agir, il faut que la base s'organise de manière autonome. Mais ces associations financées par l'État, elles ne peuvent régner sur les gens que si les gens sont faibles parce que divisés et désinformés.»

Là derrière, il doit bien y avoir une logique à l'œuvre. Sais-tu laquelle ?

«La logique, c'est l'expulsion des indésirables : plus courte, facile et sûre avec la procédure d'asile.»

Et sans doute aussi, l'aide à l'État et à son «immigration choisie», seule acceptable.

«Je voudrais dire encore un mot sur la question de la base. Notre idée que nous cherchons à faire passer, c'est que chacun connaît la manière de s'organiser là-bas, où il est né, c'est cette manière-là qu'il faut faire prévaloir ici aussi. C'est le cœur du problème : car cette compréhension spontanée du comment on s'organise vient même avant la compréhension du comment on lutte pour avoir des papiers, un logement, comment on négocie avec les institutions... La base, c'est encore ça, d'abord : comprendre comment trouver à manger, des couvertures, etc., et l'organisation du partage, sans mécontenter personne, et les règles de fonctionnement prioritaire, et aussi savoir trouver toujours davantage de soutiens... Ces choses-là bien comprises, c'est alors qu'on peut devenir autonome dans son combat en se constituant en collectif... Quand j'ai expliqué cela (à la première occupation de Pajol, et puis aussi d'autres fois), et que j'ai cherché à transmettre à ces nouveaux arrivants d'ex-colonies non francophones notre savoir pratique, acquis à travers notre expérience de 15 années de lutte et de situations semblables à la leur, j'ai été plutôt surpris par les réactions... Des fois j'ai entendu : mais de quoi parlez-vous là ! ce n'est pas la même lutte !... Je pense que la difficulté, elle ne vient pas de la langue (même s'ils parlent arabe ou anglais, on traduit), l'incompréhension vient surtout du fait qu'ils nous voient comme eux, des Noirs sans pouvoir qui ne peuvent pas être une solution pour eux. Seuls des Français, des Blancs, peuvent les aider, donc c'est eux qu'ils écoutent.»

C'est une explication, mais on pourrait, à titre d'hypothèse, en avancer aussi une deuxième. *L'Anticapitaliste hebdo* (NPA) a publié le 23 juillet l'interview d'un migrant soudanais journaliste, qui se présente comme le porte-parole du mouvement des réfugiés. Par rapport aux sans-papiers, il dit qu'il y a «une spécificité» de la démarche d'asile des Soudanais et des Érythréens, que leurs «situations» et les «populations» auxquelles ils s'adressent «ne sont pas les mêmes». On serait tenté de penser aussi à d'autres spécificités : en Afrique comme ailleurs se sont multipliées de nouvelles couches, plus ou moins consciemment moyennes («individualistes-urbaines»), auxquelles le continent n'offre pas de débouchés. Il se pourrait que parmi les réfugiés il y en ait qui, se sentant en possession de savoirs et de compétences modernes, par la voie de l'asile s'offrent sur le marché de l'«immigration choisie» européenne. Si c'était ainsi, l'unité de la lutte dont vous parlez pourrait bien ne jamais être souhaitable pour ces personnes en rupture de classe.

Extrait de *La voix des sans-papiers* n° 13

Nous sommes tous des réfugiés économiques !

Jeudi 10 septembre 2015

C'est le cri d'alarme et d'indignation des migrants sans-papiers subsahariens, de ceux du moins venus des pays francophones d'Afrique.

Cri d'alarme parce que, parmi les migrants noyés en Méditerranée, morts dans le désert libyen, il y a souvent leurs frères, arrivant des mêmes familles, villages, régions. Eux-mêmes sont souvent passés par d'inimaginables épreuves, et ils essaient depuis des années de faire entendre leurs voix à une France officielle incapable d'écouter leurs appels et leurs raisons. Pour en appeler à la plus haute autorité de l'État, la CSP75 et la CISPM avaient demandé, il y a un an, à être reçues à l'Élysée – sans même mériter une réponse. *La Voix des sans-papiers* avait cherché à tirer la sonnette d'alarme, dans son numéro du 12 novembre 2014, en montrant qu'«à chaque clôture rajoutée à leurs frontières, les pays européens signent l'arrêt de mort de milliers de personnes». Et les collectifs et groupes de sans-papiers et réfugiés réunis dans la CISPM (présents dans dix pays européens et cinq africains) en avril dernier ont écrit le courrier publié page 2. À ce courrier, les plus hautes autorités européennes ont fait des réponses pleines d'autosatisfaction, n'évoquant même pas l'éventualité d'une rencontre, et au contenu qu'on verra brièvement ci-après.

Cri d'indignation devant l'hypocrisie des politiciens d'ici, ne jurant, d'un côté, dans leurs pays, que par l'«économie mondiale» et sa domination sur les choix politiques, pour justifier soit leurs applaudissements ou échecs soit leurs réprobations, et qui, de l'autre, séparent nettement, «à des fins humanitaires», migrants politiques («réfugiés») et économiques venant des pays du Sud du monde. Comme si les derniers n'avaient pas, au fil des ans, payé le plus lourd tribut de vies humaines aux requins de la Méditerranée. Indignation pour le cynisme social et l'iniquité institutionnalisée de l'État français et de l'Europe – pour la ligne française d'«immigration choisie» devenue programme officiel européen : accueil d'un nombre fermé d'individus à compétences et de «réfugiés politiques», refoulement et renvoi de tous les autres. Comme si mourir de pauvreté n'était pas aussi lamentable que mourir pour cause de guerre ; comme si la faim n'en faisait pas autant, en ruinant de fond en comble le tissu social et économique d'un peuple affamé ; comme si les

enfants noirs subsahariens n'étaient pas des enfants ; comme si risquer sa vie pour fuir la mort par la faim n'était pas, humainement, à plaindre ; comme si l'«immigration choisie» n'était pas une continuation et aggravation du pillage du tiers-monde ; comme si cette ligne n'était pas, aujourd'hui, la mise à mort et physique et sociale des damnés du Sud du monde : des migrants économiques comme de leurs familles restées dans la souffrance au pays, dans l'attente des transferts d'argent de leurs enfants venus trimer (quand ils réussissent) «à la sueur de leur front» au paradis terrestre nordique.

Au courrier qu'a écrit la commission européenne (27 mai) au nom de son président, sont joints différents textes. Nous ne retiendrons que quelques lignes de l'Agenda européen en matière de migration (13 mai).

Ce document a le mérite de mettre les choses au clair dès le début : *«La synthèse des différentes mesures que l'Union européenne doit prendre dès maintenant, et dans les années à venir (...) [c'est] de tirer avantage des migrations et de remédier aux problèmes qu'elles posent.»* Et le mérite aussi de poursuivre en ajoutant ceci : *«Une lutte résolue contre l'immigration clandestine (...) la sécurisation des frontières extérieures de l'Europe (...) doivent aller de pair avec une politique commune solide en matière d'asile et une nouvelle politique européenne de migration légale (...) Sur son marché du travail [celui de l'UE], on ne trouve pas toujours immédiatement les travailleurs possédant les compétences nécessaires à une économie dynamique (...) l'acquisition de ces compétences prend du temps. Les migrants (...) légalement admis (...) [doivent] recevoir toute l'aide nécessaire pour intégrer la société du pays d'accueil.»* Par contre : *«Pour les personnes n'ayant pas besoin d'une protection, Frontex aidera les États membres à coordonner le retour des migrants en situation irrégulière.»* Ces personnes sont : *«Les demandeurs d'asile déboutés qui tentent d'éviter d'être renvoyés là d'où ils viennent, les titulaires de visa qui dépassent la durée de séjour autorisée, et les migrants en constante situation irrégulière.»*

Le lien étroit entre «tirer avantage des migrations», «politique en matière d'asile», «nouvelle politique de migration légale», «marché du travail européen», «acquisition de compétences modernes qui prend du temps», ce lien n'aura pas échappé à l'attention du lecteur. La politique européenne d'immigration ne peut plus négliger les guerres en cours dans des pays (comme la Syrie) où d'importantes couches sociales moyennes, modernes et dynamiques, se sont formées. En accueillant ces gens en fuite, l'Europe fera coup double : d'une part, aux yeux du monde, elle fera figure de continent ouvert et fidèle à ses valeurs d'humanité (thème récurrent de l'Agenda), et de l'autre elle pourra en tirer profit sur son marché du travail en manque d'hommes et femmes à compétences ; de plus, leur longue et coûteuse formation n'aura pas été à sa charge. On peut parier que la

possession de telle ou telle compétence sera un critère préférentiel pour l'octroi du statut de «réfugié politique». (On remarquera aussi que ce document a été présenté à l'Europe en mai dernier, avant le grand afflux de migrants demandeurs d'asile de l'été.)

À ce pragmatisme européen mêlé d'appels aux «valeurs» européennes d'accueil, adressés aux États membres, a fait pendant (17 juin) une perle en matière de déni des droits des migrants : le plan gouvernemental français titré «Répondre au défi des migrations, respecter les droits, faire respecter le droit». On peut y lire de belles pensées ministérielles de grande valeur, de la valeur de celle-ci : *«L'Union européenne a vocation à accueillir ceux qui fuient les persécutions ou les conflits. Elle ne pourra toutefois le faire dignement que si elle s'en donne les moyens, notamment en mettant en place une politique de retours ferme et ambitieuse.»* Qu'est-ce à dire ? C'est-à-dire que pour accueillir avec humanité les uns, il faudra se débarrasser de toute humanité envers les autres, les repousser et expulser sauvagement, un point c'est tout.

On verra, en fin d'année, à combien s'élèvera l'augmentation du nombre effectif de «réfugiés politiques» en Europe et en France. Mais d'ores et déjà il est apparent que l'État français (avec la collaboration active des associations «d'aide» financées par lui) a obtenu un résultat certain : la division du mouvement des migrants entre demandeurs d'asile et migrants économiques.

Hypocrisie pure et simple, avons-nous dit, la séparation officielle, programmatique, entre réfugiés politiques et migrants économiques : les premiers *«ayant droit à une protection»* (Déclaration du conseil européen, 23 avril), et les seconds ayant *«vocation à être éloignés du territoire»* («Répondre au défi...», cité), d'après le barbarisme et contresens en usage dans le français ministériel.

Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique historique et idéologique de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés (1951) ; mais penser résoudre la «crise migratoire» (ou «des réfugiés») actuelle, avec un instrument déjà impuissant à sa naissance au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec les législations et institutions nationales consécutives sur le droit d'asile (là où elles existent, comme en France, mais fondées la plupart sur l'arbitraire et conçues avant tout pour exclure, comme en France), ou encore (là où elles n'existent pas) par l'entremise du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, cela est dérisoire, la montagne accouche de la proverbiale souris. Vu l'ouverture annoncée par l'Allemagne, il se pourra qu'une solution soit trouvée pour une partie des réfugiés syriens, mais pour tous les autres migrants au désespoir ? mais pour les années à venir, quand l'exode à partir des pays du Sud s'accroîtra ? Tout se passe comme si les dirigeants européens et français ne voulaient pas saisir la portée des événements en cours, ni comprendre en

face de quoi ils se trouvent : non pas une conjoncture imprévue et passagère, mais un phénomène structurel de fond, lié aux modifications de l'économie mondiale et aux conséquences sur la vie de populations entières, réduites à la limite de la survie. Puisque, sans la moindre volonté d'abandonner leur politique de l'autruche malgré l'évidence des nombres de jour en jour croissants, ils en sont par contre venus à officiellement déclarer la guerre sociale européenne aux migrants, et que les réfugiés politiques en question viennent de pays en guerre, il nous reste à dire un mot là-dessus.

Dans la plupart des cas, les guerres d'aujourd'hui n'apparaissent pas comme des conflits armés internationaux, alors même qu'elles sont le produit (celles notamment des régions d'importance «géostratégique») d'un vaste et complexe réseau d'intérêts rivaux, «géopolitiques», de concurrences économiques régionales et mondiales. C'est le résultat de ce que les généraux de l'armée française, confrontés dans l'après-guerre aux insurrections dans les colonies, mais supportés par une économie métropolitaine faible, ont appelé la «guerre révolutionnaire» (et psychologique) : tout un arsenal de pratiques (enseignées plus tard à d'autres armées) d'infiltration chez l'ennemi, de fabrication sur le terrain de son propre «ennemi», ou de l'ennemi de son ennemi... Bref, les agents internationaux sont présents et actifs aux côtés des acteurs locaux, mais sous de fausses apparences. En encore plus bref, on peut avancer une formule : le temps de guerre est la continuation de la guerre économique du temps de paix.

Cette paix (parfois sous le nom d'«aide au développement») est un des faits majeurs de notre époque, et elle est sans merci. Là où elle règne, elle s'abat sur les populations locales comme un fléau du ciel. Étant de tous les jours, et sans fin, elle arrive à causer bien davantage de pertes humaines qu'un conflit armé. *La Voix des sans-papiers* a documenté, dans son numéro 6 («L'or de Kéniéba», 26 octobre 2011), les dégâts causés par la paix économique d'Occident (importée avec la bénédiction de la corruption d'État locale et internationale) aux populations d'où viennent en plus grand nombre les migrants maliens de France. Quand on parle de migrants et de réfugiés, ignorer les guerres économiques innombrables menées entre acteurs en concurrence contre les peuples du Sud, c'est participer à la guerre sociale qui ravage ces peuples partout dans le monde, sous les ordres de Sa Majesté l'«économie».

Sait-on ce que c'est que la «science économique» contemporaine, adoptée par les universités, credo et guide des hommes d'État d'Occident et d'ailleurs ? Pour résumer en quelques lignes plus de deux siècles de théorie économique dans sa lignée principale, disons que, de théorie sociale d'ensemble (à juste titre appelée économie politique par ses théoriciens, car conception sociale du «progrès» de la société tout entière), elle est devenue

une science «pure», donc abstraite, basée, à l’instar des sciences pures modernes, sur les mathématiques – et partielle. Concernée par les nombres et les quantités : donc, dans sa sphère spécifique, par la «maximisation» des résultats (profits) aux moindres coûts. La société en tant que telle reste en dehors de son domaine (c’est celui de l’État), l’homme l’intéresse en tant qu’acteur de l’offre et surtout de la demande.

Rien d’étonnant si, armée de ces principes, l’économie capitaliste représente aujourd’hui, et de loin, le summum de la violence sociale, si elle a accentué fortement les inégalités partout dans le monde, et si, en particulier, elle a exclu les populations pauvres du Sud de son modèle économique (puisque impuissantes à représenter une demande dynamique d’un quelconque intérêt), les renfermant dans un modèle de stagnation. Les classes moyennes avec leurs pouvoirs d’achat, ce sont elles, et elles seules, qui intéressent globalement l’économie et sa théorie et son État.

Voilà quelques raisons qui font que les sans-papiers de la CSP75 et de la CISPM affirment que même les réfugiés en fuite des pays en guerre sont en réalité des réfugiés économiques, et ils précisent, quant à eux, que, dans ce contexte, le mot réfugiés n’implique aucune forme d’assistanat, mais bien la liberté de déplacement et de travail, conformément à la tendance la plus générale du monde actuel, et à la résolution 45/158 du 18/12/1990 de l’ONU (Haut commissariat aux droits de l’homme), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003 : Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Extrait de *La voix des sans-papiers* n° 13

Dialogue autour du PIR : articulation entre antiracisme et lutte de classe

L'interview ci-dessus s'est déroulée en trois temps : Eric Krebbers (du groupe néerlandais Doorbraak nous a envoyé une liste de questions ; Nad a répondu aux deux premières puis Yves aux neuf suivantes. Enfin, Nad a écrit un texte que nous plaçons en avant-propos qui précise ses positions tant par rapport aux questions d'Eric qu'aux réponses de Yves.

Avant-propos de **Nad**

1. Sur les origines et l'évolution des Indigènes de la République (**Nad**)
 2. Le PIR partage et propage l'idéologie identitaire dominante (Yves)
 3. Critiques violentes contre la gauche mais propositions politiques très modérées (Yves)
 4. Le PIR est une organisation nationaliste qui invente ou glorifie les identités ethnico-religieuses... (Yves)
 - 5.... et qui voudrait jouer le rôle d'un think tank «décolonial» (Yves)
 6. Les contorsions du PIR face à l'homophobie et au sexisme (Yves)
 7. Le PIR minimise et manipule l'antisémitisme (Yves)
 8. Le PIR défend les obscurantismes religieux (Yves)
 9. Le PIR soutient l'islam politique (Yves)
 10. Le PIR essaie de «marcher sur deux jambes» mais promeut le corporatisme ethnique et religieux (Yves)
 11. Le PIR a-t-il un avenir ? (Yves)
- Annexe** : Sur la lutte contre l'antisémitisme en France (Yves)

Avant-propos de Nad

Quand ces questions sur Les Indigènes de la République m'ont été posées, j'ai accepté d'y répondre dans un cadre concret : elles émanaient d'un groupe de camarades non francophones, luttant depuis des années sur le double terrain de la précarité et de l'antiracisme, compris dans une optique très large, incluant la lutte pour l'ouverture des frontières et la régularisation des sans-papiers.

Déjà à l'époque, je n'aurais pas accepté de le faire dans un autre cadre. Depuis, les attentats de janvier 2015 et surtout les conséquences sociales de ces attentats ont rendu cette position encore plus ferme. On ne peut pas faire de critique hors-sol sur tel ou tel sujet, en se drapant dans une «objectivité» personnelle, et de nobles motifs qui nous exonéreraient de l'analyse globale des rapports de forces et de ce qu'il adviendra concrètement de notre critique.

Or, la critique du PIR est devenue quelque chose de très important pour le racisme de gauche et d'extrême gauche, un point central de l'éternelle thèse de la tyrannie des minorités : à bien des égards, le PIR joue aujourd'hui le rôle fantasmatique incarné par la LDJ dans l'école antisémite de gauche et d'extrême gauche. Il cristallise une haine dont l'objet n'est pas l'organisation politique en elle-même, mais bien la minorité qu'elle est censée incarner, et la critique du PIR est désormais un des moyens pour exprimer cette haine sous couvert respectable.

La présentation du PIR que l'on peut retrouver dans de multiples textes émanant tout aussi bien de proches de la social-démocratie que de groupes communistes ou anarchistes a pour ces derniers un avantage supplémentaire : en présentant le PIR comme une «organisation extérieure au mouvement ouvrier et à la gauche radicale», qui aurait influencé celle-ci à la manière d'un corps étranger, beaucoup de militants et militantes effacent, notamment sur la question antisémite, dix ans de dérives assumées, de collusions théoriques et pratiques avec l'antisémitisme d'extrême droite. Un phénomène dans lequel les Indigènes n'ont absolument pas été un moteur, car le NPA, le Front de Gauche, *Le Monde Libertaire*, et bien d'autres n'avaient besoin de personne pour récupérer un héritage ancré dans nos histoires politiques.

Reconnaître ce fait fondamental aurait des conséquences même pour celles et ceux qui n'ont pas participé à l'offensive antisémite, mais ont laissé faire ou protesté mollement sans jamais remettre en cause leurs alliances : très clairement, il est beaucoup plus simple pour tout le monde dans la gauche radicale, de faire front sur une exigence d'exclusion du PIR des initiatives de lutte, que se retrouver à attaquer des camarades et des orgas avec lesquelles on bosse au quotidien.

Par exemple, il est beaucoup plus simple de mettre sur le dos des «islamistes du PIR», les événements antisémites survenus dans certaines manifestations dites de soutien aux Palestiniens à l'été 2014, que d'incriminer l'ensemble des organisateurs, ceux avec qui on signe localement et toute l'année divers appels sur toutes les questions.

Ce calcul politique très visible amenait déjà forcément à s'interroger sur le sens même et sur l'utilité réelle d'une critique des Indigènes dès lors qu'on souhaite en tirer des conséquences progressistes.

Après janvier, ce qui était en germe a explosé.

J'avoue très sincèrement que Les Indigènes de la République sont vraiment le dernier de mes soucis politiques depuis des mois. Dans un an et demi, la probabilité que la droite extrême et l'extrême droite prennent le pouvoir est immense et cela donnera une force énorme à tous les mouvements racistes et antisémites extra-légaux, en sus du reste. Ça va être terrible et très dur à mon avis, et donc aujourd'hui ; en tant que précaire communiste, c'est cela qui me préoccupe vraiment. Et voir qu'une partie de l'extrême gauche passe son temps à s'occuper du PIR pendant que l'autre s'occupe des «sionistes», m'éloigne de plus en plus de mon courant d'origine.

Parce que justement, la question sociale est ma priorité, et qu'aujourd'hui avec ses obsessions racistes et antisémites, la gauche radicale dont fait partie le PIR, mais dont font partie aussi celles et ceux qui assimilent lutte autonome des issus de l'immigration et «racialisation», ne fait que détruire et pas construire.

En terme d'antisémitisme, les Indigènes ne sont que les diffuseurs modestes dans des milieux finalement restreints de thèses popularisées par des courants beaucoup plus puissants et novateurs.

L'antisémitisme des Indigènes est bien, lui, un antisémitisme de gauche se voulant universaliste : même dans un texte sur le prétendu «philosémitisme», on trouve l'affirmation selon laquelle ce qui est dit et proposé serait une bonne chose pour les personnes juives, la seule manière de les protéger vraiment. On est malgré tout dans une prétention universaliste qui est typique de la gauche française. Celle qui prétend par exemple opprimer les femmes voilées «pour leur bien», et «pour les libérer». Les mouvements de gauche n'assument jamais leurs pulsions de domination, leur racisme ou leur antisémitisme, parce qu'évidemment, c'est contradictoire avec leur philosophie affirmée.

Simultanément, la vague raciste et islamophobe qui touche tout le champ politique français et la vie quotidienne de tous les racisés est un événement historique incontournable. Depuis janvier, des personnes atteintes de pathologies mentales, des SDF ivres au moment des faits, des salariés dénoncés par des collègues, des voisins dénoncés par d'autres voisins ont pour certains écopé de plusieurs années de prison pour

«apologie du terrorisme» lors d'audiences de comparutions immédiates. D'autres voyaient débarquer une armada de policiers surarmés à leur domicile suite à une dénonciation calomnieuse.

D'aucuns estiment que les statistiques sur les actes islamophobes sont gonflées par les «communautaristes» : mais au quotidien, c'est en réalité une infime partie des personnes concernées qui a signalé les insultes dans les transports ou dans la rue, sur le lieu de travail, à la sortie des écoles. La parole d'enfants de six ou huit ans a été considérée comme le signe, soit d'une radicalisation de ces enfants, soit de celle de leurs parents.

Dans les mairies FN, mais également dans celles de droite, l'inventivité en termes de persécution quotidienne s'est développée à une vitesse fulgurante : les élus se creusent la tête pour trouver sans arrêt de nouvelles manières de faire chier les musulmans et les Arabes où qu'ils soient et de les désigner à la vindicte, eux et les «collabos» qui les soutiennent. D'aucuns imposent le porc à la cantine, d'autres s'attaquent au malheureux couplet en arabe d'une chanson de fête de fin d'année, d'autres édictent des circulaires interdisant aux salariés de parler arabe même entre eux, on traque les femmes voilées à Wissous Plage comme dans les sorties scolaires ou dans les facs de droit.

Qu'a répondu la gauche «universaliste» à la terreur raciste ? Rien, car une grande partie était occupée à traquer l'islamisation partout au nom de la prétendue défense de la laïcité. Après janvier, et alors que beaucoup prétendaient que la mobilisation de plusieurs millions de Français le 11 janvier était de «gauche» et «antiraciste», il n'y eu aucune tentative des laïques pour capitaliser cet antiracisme. Aucun appel à manifester contre les agressions ou les incendies de mosquées, aucune mobilisation contre le délit d'«apologie du terrorisme» et ce qu'il a suscité.

Or concrètement, c'était bien une mobilisation de ce type qui aurait pu rendre crédible la critique de l'alliance de quelques groupes de gauche radicale avec l'UOIF et les Indigènes dans le cadre d'un meeting contre l'islamophobie au début du printemps. En son absence, il était particulièrement culotté et imbécile à la fois d'aller incriminer les premiers concernés, fussent-ils réactionnaires, de faire quelque chose qui ne soit pas ce qu'on aurait voulu. Et évidemment, cette initiative ne pouvait que drainer une partie de celles et ceux qui considéraient à juste titre qu'une réaction à l'offensive raciste était nécessaire.

Cette «critique» rappelait celle faite sur des manifestations contre l'antisémitisme, où effectivement, on trouve des réactionnaires, des nationalistes pro-israéliens de droite et des discours racistes. Seulement voilà, là aussi, et même après l'attentat à l'Hypercashier, il n'y avait pas le choix entre une manifestation de gauche et une manifestation de droite contre l'antisémitisme. Il n'y a eu que celles appelées par des organisations se définissant comme «juives», de droite ou de gauche, où des

universalistes de différents courants politiques se sont retrouvés, parce que c'était ça ou rien, et qu'ils trouvaient nécessaire d'être même symboliquement dans la rue pour rendre hommage aux victimes.

Dans ce contexte, la critique du PIR sert de commode dérivatif à une analyse des échecs propres et des renoncements des gauches dans leur ensemble.

C'est très valable aussi lorsqu'il s'agit de critiquer le PIR sous l'angle de la lutte des classes. Certes le PIR considère que la classe sociale n'est pas le critère premier de la division de la société. Grand bien leur fasse. Mais le PS non plus, une partie des anarchistes non plus, le Front de Gauche non plus, lui qui met désormais la France au-dessus de tout.

Or toutes ces forces, contrairement au PIR, s'adressent à l'ensemble de la population. Le PIR ne conseille une réserve face à la lutte des classes qu'à l'ensemble fort minoritaire quantitativement qu'il définit comme Indigène. Donc pourquoi un tel intérêt et une telle focalisation sur ses positions ? Parce que la «gauche universaliste» éprouve un intérêt particulier pour les personnes racisées et a envie qu'elles s'intègrent pleinement dans ses organisations ?

Je n'ai aucunement cette impression. Bien au contraire, le racisme dans les syndicats, ou l'islamophobie à gauche sont très bien tolérées. La porte-parole d'Oser le Féminisme déclarait récemment que pour elle «islam et féminisme étaient incompatibles», et qu'une féministe musulmane et voilée lui posait donc problème. C'est son droit, mais dans ce cas, qu'on ne se plaigne pas que les femmes voilées ayant envie de mener des combats féministes le fassent ailleurs.

De la même manière, les cris d'orfraie devant le concept de «blanc sociologique» développé par les Indigènes mais qui me convient dans une certaine mesure me semblent assez démesurés, notamment lorsqu'ils sont dénoncés comme une atteinte aux «petits Blancs» racistes et précaires.

Je n'ai jamais vu personne se faire écartier d'une lutte parce qu'il était franco-français. Par contre, au fur et à mesure que montait la vague raciste, j'ai vu de plus en plus de chômeurs et de précaires franco-français tenir des discours offensants pour les précaires racisés, refuser de s'allier à ces précaires, considérer que ceux-ci ne devraient pas être défendus par nos organisations.

Dans un contexte de montée du FN, les salariés racisés doivent pour beaucoup faire face au racisme conjugué des supérieurs ET des collègues. Et ce ne sont pas les thèses des Indigènes qui dissuadent tel ou tel de faire alliance de classe, mais bien la persécution et le préjugé raciste. Préjugé raciste évidemment soutenu par les patrons.

Pour résumer, le PIR n'a pas l'importance qu'on lui donne. Même à mon avis dans l'Université française, et plus globalement dans le champ intellectuel.

D'abord parce que l'Université n'est plus ce qu'elle était : elle n'est plus un lieu de formation des cadres dirigeants de la société actuelle, elle n'est plus non plus un lieu de brassage culturel si massif que cela. Aujourd'hui, la majorité des étudiants travaillent pour financer ses études, et ont donc un temps restreint pour se socialiser politiquement et culturellement sur son lieu d'études. D'où une diminution énorme des effectifs militants étudiants des diverses organisations et une perte d'influence très grande. Ensuite, oui, des chercheurs mènent ce qu'on appelle des études postcoloniales. Pas tant que ça, et il suffit d'aller ensuite dans les bibliothèques municipales pour se rendre compte que peu d'entre elles sont ensuite diffusées à grande échelle. Au niveau médiatique c'est encore plus flagrant : un seul passage des Indigènes de La République à une émission de télé peut déclencher des années de polémique. Mais quel que soit le contenu de ce passage, on ne peut pas évaluer son importance sans le comparer à l'audience des adversaires : par exemple, Caroline Fourest a quand même des chroniques régulières à la radio, une émission de télé sur LCP qui passe au moins tous les mois, et ça, c'est dans les périodes pauvres.

Par conséquent, les thèses «postcoloniales» sont en réalité très peu connues.

En ce qui concerne la diffusion du logiciel antisémite sous couvert d'antisionisme, depuis dix ans, son essor s'est fait de la manière suivante : développé au départ au sein de l'extrême gauche, des milieux altermondialistes, il a ensuite été amplifié et diffusé à très grande échelle par la mouvance dieudonniste et soraliennne. C'est cette mouvance qui a été le cœur de l'offensive qui a contaminé à une très grande échelle une partie des gens de ce pays, qu'ils soient ou non issus de l'immigration. Comme d'autres, les Indigènes ont couvé et encensé Dieudonné avant que celui-ci ne passe officiellement à l'extrême droite ; plus franchement que d'autres, ils ont continué à lui trouver des raisons et à applaudir une partie de son discours même après. Mais Dieudonné comme Soral sont bien des militants issus de la gauche française dans son ensemble, et pas spécifiquement de mouvements anticoloniaux d'issus de l'immigration.

L'influence des thèses développées par les Indigènes est donc pour moi assez restreinte socialement et touche essentiellement une catégorie socio-professionnelle et militante assez modeste : une partie des classes moyennes supérieures ayant fait des études en sciences humaines assez longues ou étant en cours d'études, et investie dans quelques mouvements de gauche radicale. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger cette influence, d'autant plus, lorsque soi-même, on évolue à l'extrême gauche et qu'on y est donc confronté concrètement. Mais il faut toujours garder à l'esprit

l'amplitude exacte d'un phénomène même si on le subit, sans quoi on se condamne à des contre-sens.

C'est pour les mêmes raisons que je ne partage pas l'assimilation entre les mouvements identitaires liés à l'extrême droite française et ce qu'on peut regrouper sous le nom de «communautarismes». Car les communautarismes minoritaires ont deux caractéristiques.

Un, ils sont minoritaires : je ne parle pas seulement au sens numérique, mais aussi au sens politique. Un exemple très simple : qui peut penser qu'une loi imposera en France le port du voile dans les prochaines années ? Par contre qui peut exclure, à coup sûr, qu'un gouvernement de droite ne va pas étendre les interdictions existantes dans l'espace public ?

De la même manière, beaucoup de gens se scandalisent que dans certains quartiers, les boucheries sont halal (en oubliant généralement de mentionner que la majorité du flux commercial concerne les grandes surfaces installées à proximité, et que les boucheries traditionnelles françaises ont fermé à cause de leurs prix inaccessibles aux prolos qui vivent dans ces quartiers). Mais personne ne se scandalise qu'il n'y ait pas de boucherie halal dans certains villages ou bourgs, même s'il y a des musulmans. Ça a l'air bête de dire ça, mais ça a l'air bête, parce que dans la tête de tout le monde, il n'est pas exactement «naturel», d'être habitant de ce pays, né dans ce pays et musulman, pour tout le monde, les concernés doivent se contenter de l'existant, du «normal» qui est pourtant une tradition spécifique, culturellement et socialement.

C'est cela être minoritaire, et lorsque tu veux juste la normalité, on va te traiter de communautariste : ainsi, si tu es de gauche, mais que tu considères comme important que les gens aient des lieux de culte s'ils le souhaitent, on va mettre en cause ton athéisme, et te traiter d'«islamophile», ou d'«identitaire». Or moi, je défends simplement l'égalité, et défendre l'égalité, oui, c'est aussi défendre le droit de tous à choisir d'être progressistes....ou pas.

Et ça c'est un truc qu'une bonne partie de l'extrême gauche a toujours eu du mal à comprendre : j'ai été «dressée» en milieu anarchiste et donc pendant des années, je me suis dit que je n'avais pas à défendre le droit de vote des étrangers, parce que le vote c'était mal, et que c'était un droit qui ne servait à rien. J'ai mis pas mal de temps à mesurer l'arrogance de cette position, à quel point elle exprimait un sentiment de supériorité : moi qui ai tous les droits, et les ai testés, je décide lesquels sont nécessaires ou pas pour les autres.

Donc, les mouvements qu'Yves appelle «communautaristes» ou «identitaires» m'ont fait énormément de bien, idéologiquement parlant. Et les Indigènes ne me posent pas problème pour cette dimension de leur engagement. Au sens où j'estime que ce qui est appelé «communautarisme» est aussi une auto-défense à certains égards et pas du

tout incompatible avec la lutte des classes. C'est le deuxième point sur lequel je ne suis pas d'accord pour parler d'«identitaires» en général.

Parce que les identitaires franco-français ne se défendent pas, ils attaquent. Ils ne sont pas victimes d'un racisme soutenu par le capitalisme en France. Ils ne subissent pas la discrimination, à l'école, au travail, dans la rue. Ils ne sont pas, par un étrange hasard, sur-représentés dans tous les secteurs les plus pourris de la production : nettoyage, bâtiment, restauration rapide, aide à la personne. Ils ne sont pas du tout menacés dans leur culture par les minorités, même si certains en sont vraiment persuadés. Ce n'est pas du tout le même processus politique et psychologique.

La menace raciste, antisémite ou homophobe, elle, est réelle. Et tellement puissante qu'aujourd'hui, en France, elle est également incarnée par des gens qui sont pourtant, factuellement, menacés par la domination globale des oppresseurs.

Et c'est cela que je combats chez les Indigènes d'ailleurs : pas du tout qu'ils soient «communautaristes», mais qu'ils aillent eux aussi manger à la gamelle de l'antisémitisme et de l'homophobie bien française.

Parce que là-dessus, on peut plaquer toute la rhétorique nationaliste arabe ou celle de l'islam politique, on reste ce qu'on fait. Pour ma part, le peu de fois où j'ai parlé avec des gens qui sont réellement des tenants de ces courants, c'était tout à fait différent du discours des Indigènes : c'est-à-dire qu'ils assumaient parfaitement de combattre à mort l'ensemble des Israéliens et des nationalistes Juifs et de leur attribuer une volonté hégémonique militaire et diplomatique....qu'ils opposent à une autre volonté hégémonique, la leur. Dans ce cadre, toutes les armes sont bonnes à prendre et tous les alliés, aussi, antisémites européens compris. Et de la même manière, pour les militants de l'islam politique, il n'y a aucune honte à assumer de rêver d'un monde entièrement musulman et converti, et à défaut de la plus vaste sphère d'influence possible....exactement comme nous rêvons d'un monde communiste, d'ailleurs.

Eric : Pardonne-moi mais je ne comprends pas bien ton parallèle entre communisme et islam.

Nad : Leur point commun par rapport à d'autres grandes idéologies qui ont entraîné les foules est l'universalisme du propos: tout le monde ne pouvait pas devenir nazi, car il y avait des critères raciaux. Certaines religions ne sont pas prosélytes. L'islam comme le christianisme comme le communisme sont ouverts à toute l'humanité dès lors qu'elle accepte les principes du mouvement. Bien sûr ce n'est que de la théorie, dans les faits, ça se passe différemment, mais il y a cette caractéristique, qui s'accompagne d'une dimension prophétique sur l'avènement d'un monde nouveau qui concernera TOUT le monde, d'une volonté d'expansion du mouvement parfaitement assumée.

Pour le reste, je ne sais pas si chaque personne se prétendant communiste l'est. Au regard de quoi ? La vérité, c'est que chacun aura ses critères: d'aucuns te diront que le stalinisme étant ce qui a rassemblé le plus de monde et dirigé des pays est bien le communisme réel. D'autres que le communisme réel est celui de telle ou telle interprétation de Marx ou de tels héritiers mais pas de tels autres. D'autres encore te diront que le vrai communisme est celui de la lutte des classes pures et non des partis.

Nul ne peut départager tout ça d'un point de vue extérieur et objectif, et surtout pas nous, qui comme d'autres, pensons être dans le droit chemin. C'est la même chose pour l'islam, tant que le Prophète ne sera pas revenu, on ne saura pas s'il aurait choisi Daesh ou l'imam de Drancy comme respectant la parole de Dieu.

Le communisme est ce qu'il a été concrètement, du très bon et du terrible n'ayant rien à envier à l'intégrisme religieux. Et pour aller plus loin, je pense qu'il faut toujours garder à l'esprit que l'idéologie n'est pas tout dans un mouvement politique: de même que Staline, bien évidemment, a été irrigué et inspiré par bien d'autres modèles politiques que ceux dont il se revendiquait, aujourd'hui ce n'est évidemment pas le Coran qui inspire Daesh par exemple. Et si on n'analyse pas les choses en terme de classe, de conditions socio-économiques on tombe dans l'abstrait.

Oui, Staline était issu du mouvement communiste, mais il n'était pas QUE cela, et même à partir du moment où il prend le pouvoir, il est concrètement de moins en moins cela.

De la même manière, ce qui régit un mouvement comme Daesh a de moins en moins à voir avec ce qui régit la simple pratique religieuse de millions de croyants.

En conclusion, dans la période actuelle, les Indigènes de la République me paraissent un épiphénomène et/ou une émanation parmi d'autres de ce qu'est une grande partie de la gauche radicale aujourd'hui. Une gauche qui a sombré dans la facilité, qui a vraiment renoué avec ses vieilles tares et qui est devenue incapable de construire des mobilisations et une culture antagoniste au fascisme et au capitalisme. Une gauche, qui finalement adopte les mécanismes dominants de pensée sur la «tyrannie des minorités»: il n'y a qu'à voir quantitativement les sujets des analyses. Les textes consacrés aux «sionistes» et aux «islamistes» dépassent de loin les textes consacrés au MEDEF.

Aujourd'hui, c'est cela qui paralyse la pensée émancipatrice: on l'a vu notamment avec les révolutions arabes. Pour beaucoup de militantes et militants, très vite, les thèses conspirationnistes ont été une explication commode et satisfaisante. Qu'il s'agisse de dire qu'on était en face de manigances du genre «révolution orange», ou qu'il s'agissait de la poussée de mouvements islamistes tenus en sous main par le Qatar ou les Frères Musulmans. Si la révolution tunisienne a suscité un élan de solidarité, il n'a

pas du tout existé pour la Lybie ou pour la Syrie, où les analyses anti-impérialistes ont pris le dessus.

C'est pour ça que les analyses tendant à présenter les Indigènes comme des suppôts de tel ou tel islam politique sont ridicules : car les courants se réclamant de l'islam ont soutenu la révolution syrienne, et c'est tout à leur crédit. En France, la solidarité avec les victimes syriennes ne se confond pas du tout avec l'attrait pour Daesh dans les milieux musulmans, bien au contraire. C'est réellement une exigence de démocratie et l'horreur face aux massacres commis par Assad qui ont mobilisé beaucoup de jeunes gens notamment sur le soutien humanitaire, mais pas seulement.

Eric : Peux-tu préciser la différence entre la démarche des associations musulmanes et celle des Indigènes ?

Nad : Je pense que les Indigènes comme beaucoup d'autres groupes se donnent une filiation: celle du nationalisme arabe, celle de certains courants de l'islam politique à certains moments, car ils sont très fluctuants là dessus.

Déjà, on est face à deux choses très différentes et en opposition concrète depuis des dizaines d'années, en concurrence permanente dans les pays concernés. Ce sont des courants très différents et on le voit notamment en Egypte ou en Algérie où cela va jusqu'à l'affrontement à mort.

Or, en France, dans les analyses politiques, tout est complètement simplifié, c'est limite si le simple fait qu'un chef d'Etat soit musulman ne règle pas le débat.

Et les Indigènes aussi sont dans cette simplification permanente: leur histoire de la décolonisation et de la post-colonisation, c'est vraiment tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tous ensemble, tous ensemble. L'inverse du discours raciste «Ils sont tous méchants.»

Quand je les lis, je lis surtout la rhétorique anti-impérialiste classique: dès lors qu'un mouvement ou un Etat s'oppose à l'impérialisme américanisationniste, on soutient. Vraiment le B.A BA du gauchiste ordinaire, qui s'est complètement cassé la gueule avec les révolutions arabes et la révolution syrienne. Tant qu'il s'agissait de la Tunisie et de l'Egypte, c'était tenable: Moubarak comme Ben Ali étaient des «suppôts» de l'impérialisme, donc on soutenait la révolution.

Mais avec Assad et Kadhafi, le problème s'est posé très différemment: parce que là, on était en face de héros antisionistes et anti-impérialistes selon le catéchisme en vigueur. Et ça été encore pire quand les super-héros du Hezbollah sont venus massacrer en Syrie pour le compte du régime. Et ne parlons même pas du récent mouvement de classe au Liban qui a concerné toutes les communautés.

Cette irruption de revendications démocratiques et la répression qui a suivi en Syrie, où l'on en est au stade des crimes contre l'humanité a totalement déstabilisé cette mouvance et l'ensemble de la gauche radicale anti-impérialiste.

Les Indigènes, mus par l'anti-impérialisme et l'antisémitisme étaient affreusement emmerdés par cette révolution : car Assad était censé être le représentant des «damnés de la terre», et que les damnés de la terre ne soient pas du même avis était très ennuyeux pour la cohérence de l'analyse anti-impérialiste. De la même manière, les Indigènes ont toujours soutenu Nasrallah et le Hezbollah comme sublimes étendards de la résistance à l'américano-sionisme, donc quand le sublime étendard a commencé à massacrer aux côtés des troupes d'Assad en Syrie, le malaise était palpable...mais tout comme il l'a été dans l'ensemble de la gauche radicale. Seul le NPA a réellement pris des positions pour la révolution syrienne et encore, très précautionneuses. Dans le même temps, PCF et Front de Gauche invitaient des représentants du régime syrien à la Fête de l'Huma.

Notons qu'au moins les Indigènes ne sont pas allés jusqu'au soutien à Assad et Poutine qu'a adopté de fait le Front de Gauche.

En tout cas c'est une différence absolument fondamentale avec les mouvements religieux musulmans en France, qui n'avaient pas du tout cette contradiction, n'ayant pas une vision anti-impérialiste. La solidarité avec les Syriens anti-régime et avec la population civile syrienne se manifeste sans trêve depuis quatre ans dans ces sphères-là. C'est même devenu quasiment aussi important que les appels aux dons pour la Palestine.

Si on ne comprend pas cette différence (et la comprendre ne signifie pas dire que les raisons de soutenir la population syrienne sont forcément les nôtres), on se condamne tout bêtement à ne rien comprendre de ce qui se passe non seulement là-bas mais ici.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période historique mondiale, toutes les lignes sont en train de bouger et travaillent les sociétés, toutes les sociétés, car le progrès technologique crée des phénomènes absolument jamais vus en terme de communication, de savoir sur ce qui se passe à l'autre bout du monde et donc de réappropriation.

Lire les choses avec des grilles datées de quarante ans peut donc parfois être très dangereux.

Pour revenir au PIR, je pense donc qu'il a aussi peu à voir avec l'islam politique qui était celui des Frères Musulmans au milieu du XX^e siècle ou avec le nationalisme arabe de cette époque....que nous avec Lénine ou avec Staline. Revendiquer un héritage ne suffit pas, il faut confronter les pratiques et les positionnements réels.

Pour moi, le PIR est un groupe issu de la gauche radicale, irrigué par des mémoires contradictoires et complexes, dont le projet de société est tout bêtement celui d'une démocratie représentative où ils auraient un rôle de représentation des issus de l'immigration. Rôle qu'ils cherchent à conquérir en faisant feu de tout bois pour rallier un maximum de gens, invoquant en vrac Angela Davis et Nasrallah, Malcolm X et le Hezbollah. Tour à tour panafricanistes puis invoquant la Oumma et son unicité. Ce

bordel idéologique ne signifie pas que ça ne marchera pas, bien au contraire, quand tu veux représenter, il faut à la fois provoquer et qu'on parle de toi et être consensuel, et inscrit dans la logique représentative.

Donc tu invoques des partisans de la lutte armée, mais tu recrutes des conseillers municipaux. Tu te réclames de la plus grande des radicalités, mais finalement tu fais une manif et un concert de fin.

En conclusion, puisque, au départ, ces questions étaient mues par l'émergence d'un groupe inspiré des Indigènes en Hollande, que serait le conseil que je puisse donner ?

Et bien je dirais que les camarades devraient continuer comme ils ont toujours fait, en mêlant lutte des classes et antiracisme, ce qu'ils ont réussi jusqu'ici bien mieux que nous. Et en se tenant à l'écart des émanations de la gauche radicale, altermondialiste, anti-impérialiste, antisioniste, tout en la critiquant vertement. Puisqu'ils font partie des groupes qui ont dénoncé l'antisémitisme de gauche dès le début des années 2000, ils ont déjà tous les outils pour faire face à ce qui est à mes yeux un épiphénomène.

De toute façon, cette gauche européenne-là est à bout de souffle. Il est fort probable qu'une nouvelle génération se forme actuellement dans les luttes de solidarité avec les migrants notamment, et aussi sur le terrain, dans les micro-luttes de classes. C'est-là dessus qu'il faut compter.

1. SUR LES ORIGINES ET L'EVOLUTION DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE

Eric : Peux-nous parler des origines des Indigènes de la République ? Comment ont-ils commencé ? Dans quel contexte politique ?

Nad : L'appel initial des Indigènes de la République est lancé en janvier 2005. Le contexte de l'époque est très problématique pour la gauche, l'extrême gauche et les luttes sociales en général. En 2002, une abstention massive, créée en partie par la politique antisociale désespérante de la gauche au pouvoir et par son orientation sécuritaire accentuée après le 11 septembre, a amené l'extrême droite au second tour de la présidentielle, puis la droite dure au pouvoir. En 2003, le mouvement contre une réforme des retraites subit une défaite cinglante : cette défaite diminue beaucoup le crédit des syndicats, notamment parce que leurs bureaucraties ont refusé de lancer une lutte commune public/privé, et ont même freiné les mobilisations unitaires à l'intérieur du service public.

L'amertume, la démobilisation et le défaitisme sont au rendez-vous dans les rangs du mouvement social : or, dans le même temps, la vague antimusulmane post-11 septembre a créé une réaction défensive chez beaucoup de jeunes, issus de l'immigration et de culture musulmane, et généré un attachement identitaire nouveau pour cette religion ; ses structures culturelles et culturelles sont aussi une alternative de socialisation dans un contexte où l'Etat se désengage socialement, et où l'extrême gauche ne cesse de perdre du terrain au niveau local, d'autant que cette dimension a été totalement désertée à cause de la mode altermondialiste.

Dans ce contexte, une énième affaire du «voile» secoue un lycée où des professeurs décident de se mobiliser contre des élèves qui le portent. A la différence de ce qui se passait dans les années 80 et 90, la gauche socialiste mais aussi une grande partie des voix d'extrême gauche et libertaires prennent une position d'exigence d'une loi d'exclusion des filles voilées de l'école publique. En réaction, des collectifs se constituent qui mêlent militants religieux et militants d'extrême gauche pour combattre cette loi, mais aussi toute mise en cause de la réaction religieuse, pour beaucoup.

En novembre-décembre 2005, des émeutes éclatent suite à la mort de deux jeunes habitants des quartiers populaires et issus de l'immigration, elles s'étendent dans toute la France. Le pouvoir proclame l'état d'urgence hérité de la guerre d'Algérie.

L'extrême gauche n'a absolument aucun rôle, aucune prise directe sur les événements, et ses militants et militantes en sont réduits au rôle de commentateurs, le plus souvent sur la base de témoignages indirects ou de ce qu'on voit à la télé. Les fantasmes vont donc bon train : certains y voient

le prélude d'une révolution, d'autres une manipulation islamiste ou la main des «voyous du Lumpen» ; d'autres écrivent des poésies inspirées sur l'incendie des «symboles de l'Etat», même lorsqu'il s'agit d'écoles maternelles ; d'autres crient au scandale pour chaque voiture brûlée.

Mais qu'il s'agisse de la critiquer ou de l'encenser, la dimension ethnique de l'interprétation prédomine sur celle de classe : alors même que les arrestations témoignent d'une représentation assez équilibrée des Franco-Français et des personnes issues de l'immigration dans les quartiers où cette mixité existe encore, alors même que l'immense majorité des interpellés ont en commun avant tout leur statut de chômeurs, de précaires ou d'ouvriers, c'est uniquement sous l'angle de la réaction au racisme des «anciens colonisés» que les choses sont abordées.

C'est dans ce contexte qu'est lancé l'appel des «Indigènes», qui reprend un vocable issu du monde juridique et politique colonial, alors que le vocabulaire dominant dans la décennie précédente était «issus de l'immigration». C'est une impression personnelle, mais je pense que le succès de cet appel tient beaucoup à l'impression de la gauche radicale de ne plus être du tout partie prenante de ce qui se passait dans les quartiers populaires et chez la jeunesse issue de l'immigration : pour beaucoup, un appel revendiqué «Indigènes», c'était aussi un moyen simple de se sentir «en phase» avec la banlieue.

L'appel en lui-même est très radical, évoque les discriminations au travail aussi bien que celles dans l'accès au monde politique et dénonce globalement des réalités racistes flagrantes : mais il reste très vague, ce qui permet un afflux de signatures. Notamment celles de pontes du PCF et des Verts dont les partis ont exercé le pouvoir moins de cinq ans auparavant et cautionné la répression des luttes sociales, d'élus en poste dans des villes de banlieue ou à Paris qui mènent dans ces villes des politiques d'exclusion et de refus des droits sociaux. Bref, cet appel s'inscrit surtout dans la ligne des centaines d'autres qui fleurissent quand la droite est au pouvoir, et que signent des deux mains les responsables de la gauche radicale, tant que ça ne les engage à rien. Bien loin d'être «islamistes», comme la légende construite par nombre de racistes de gauche le proclamera, ses initiateurs sont, certes, issus de l'immigration pour la plupart, mais tous évoluant jusque-là dans les diverses chapelles associatives, politiques ou syndicales de cette gauche radicale. Un mois plus tard, la signature de Tariq Ramadan fera certes événement....sauf qu'il y a à l'époque déjà quelques années que Ramadan est régulièrement invité aux forums sociaux de l'altermondialisme, où il est considéré comme un Monseigneur Gaillot musulman, la gauche radicale ayant une tradition de promotion de certains dignitaires religieux.

Eric : Comment ce mouvement s'est-il développé ? Compte-t-il de nombreux membres ? Quel genre de gens sont attirés par les Indigènes ?

Nad : L'appel initial se donne pour objectif l'organisation d'«Assises de l'anticolonialisme». En France, dans la gauche radicale, beaucoup d'appels sont lancés régulièrement sur tous les sujets (du chômage au féminisme en passant par l'écodéveloppement) proposant toujours des assises unitaires ; puis, lorsque ces assises sont organisées, chaque chapelle politique cherche évidemment à imposer ses vues et à se réapproprier l'initiative, et en général, après polémiques et accusations réciproques, une petite partie des appelants initiaux crée une organisation réduite.

C'est aussi ce qui va se passer pour l'appel des Indigènes : l'appel va finalement se transformer en la création d'une association, plus restreinte et orientée de manière beaucoup plus spécifique. D'une part, l'organisation d'événements anticolonialistes avec d'autres collectifs, d'autre part, l'élaboration d'un discours théorique qui va évoluer dans le sens d'un affrontement avec l'analyse de classe. On partait d'un appel qui parlait d'un cumul des oppressions sans forcément les hiérarchiser, mais ensuite, un discours très offensif va se développer, selon lequel l'hypothèse de classe servirait à masquer la domination majeure, celle du néocolonialisme, au sein de la gauche française. Ce qui est assez anachronique, puisque, en réalité, l'analyse de classe est assez peu présente dans une gauche, radicale ou pas, où l'on parle de plus en plus d'antilibéralisme et d'antimondialisme, et de moins en moins d'anticapitalisme, et où dix ans de discours «altermondialiste» ont conduit à un abandon assez clair des discours contre le salariat pour s'orienter vers la défense du «commerce équitable» contre la «multinationale», du «petit entrepreneur honnête» contre les grands groupes.

Donc, les Indigènes ne révolutionnent rien en entonnant à leur tour le refrain sur la lutte des classes qui ne correspondrait pas à la réalité. D'ailleurs, ils ne révolutionnent rien en général : par exemple, leur évolution vers une perpétuelle remise en cause de l'antisémitisme, vers la dénonciation de la «religion civile de la Shoah», vers une opposition entre le combat contre le racisme et le combat contre l'antisémitisme est exactement similaire à celle de nombreux autres groupes de la gauche radicale depuis le début des années 2000. Il en va de même pour leur rapport à Dieudonné, qui suit celui d'une certaine gauche en général : du soutien au «soutien critique» à la condamnation toujours assortie de réserves, condamnation assez formelle, puisqu'elle se conclut toujours sur l'injustice de la répression à son égard.

De même, ils ne sont pas plus nombreux que l'ensemble des organisations de la gauche radicale et il s'agit plutôt d'une courbe descendante avec les années. Il ne suffit pas de donner une coloration

religieuse de plus en plus ostensible à un discours pour concurrencer les organisations religieuses, par exemple. Or, dans la seconde moitié des années 2000, une partie de la jeunesse qui s'engage le fait en fonction de sa religion et/ou de sa communauté : c'est une réalité présente aussi bien chez les juifs, les chrétiens et les musulmans. Qu'il s'agisse de s'investir dans l'humanitaire, dans la création de médias d'information, ou en politique, c'est beaucoup par ce biais-là que l'engagement collectif va prendre forme, et souvent évidemment sous une forme réactionnaire, même si ce n'est pas toute la réalité, loin de là.

Dans le même temps, la montée de l'extrême droite touche aussi l'ensemble du corps social, et les fascistes ont su faire une révolution culturelle qui leur permet de toucher absolument tout le monde, même les minorités victimes des agissements fascistes.

Eric : Veux-tu dire que l'extrême droite pousse les gens à penser en termes de culture plutôt que de classe ?

Nad : Ca va plus loin que ça, l'extrême droite joue un rôle conscient de destruction de la lutte des classes, c'est un des fondamentaux de ce courant politique dont on ne doit jamais oublier qu'il naît à la fois en réaction aux révolutions démocratiques, à la modernité capitaliste ET au socialisme, pas le socialisme utopique mais le marxisme, le matérialisme historique, et le mouvement ouvrier.

En France, cela prend deux visages complémentaires : d'un côté une critique de l'existant qui prend appui sur le malheur de toutes les couches sociales qui perdent un statut du fait de l'évolution inexorable des conditions de production, elles-mêmes déterminées en partie par les évolutions technologiques et en partie par le fait que le capitalisme empêche ces évolutions de profiter à tous.

Ainsi, la révolution numérique, l'évolution extraordinaire de la biologie, de la physique appliquée, sont mises au service de l'exploitation capitaliste au lieu d'être au service de l'humanité. Et dans ce grand bouleversement, le capitalisme se débarrasse des populations «surnuméraires», ou dégrade le niveau de leur salaire et leur statut. La «crise actuelle», avant d'être celle des subprimes est surtout celle de ce qu'on a appelé la classe moyenne occidentale, des cadres, des professions intellectuelles qui sont désormais soumises à la destruction de leurs statuts sociaux et à l'intense dévaluation de leur niveau de vie, de leurs perspectives de carrière et d'ascension sociale.

Cela pourrait les rapprocher du prolétariat du bas, mais les choses ne sont jamais automatiques : en France depuis quinze ans, le discours et la pratique fasciste ont réussi à imposer une autre direction à la colère et à l'angoisse de ces couches sociales dont il faut bien réaliser qu'elles avaient globalement un niveau d'adhésion au système politique et économique précédent assez élevé. Les fascistes ont donc réussi à les amener à la

défense de l'ordre ancien, la Nation prétendument protectrice opposée au «nouvel ordre mondial », au «mauvais capitalisme» qui impose les bouleversements : et bien sûr, dans ce contexte, la structure de pensée antisémite est une nouvelle fois l'alliée du fascisme.

Je dis bien la structure de pensée, car s'il y a bien un vaste courant d'opinion qui désigne clairement «les Juifs» (notamment toutes celles et ceux, et ils sont très nombreux, qui ont clairement adhéré au dieudonnisme), la vision inspirée par l'antisémitisme va bien au delà : ce que dit le FN, par exemple, qui ne critique jamais LA bourgeoisie, et le rapport social induit par le capitalisme salarial et post salarial, c'est : il y a une «oligarchie», il y a des «élites mondialisées», opposées aux bons patrons, aux bonnes élites nationalistes qui remettraient en place un «bon capitalisme».

Les Indigènes là dedans ? Eh bien il se trouve d'abord que CE discours malheureusement émane aussi de toute la gauche radicale, qui a révélé dans ces quinze dernières années des «trésors» de réaction sur tous les sujets : nationalisme échevelé, technophobie, discours anti-scientifique, apologie des sociétés précapitalistes et des ordres anciens.

Il suffit de lire Khiari et ses délires sur les sociétés précoloniales, l'apologie de la tradition, le rejet du progressisme pour voir que ça s'inscrit là-dedans. Et en termes de composition socio-professionnelle, les leaders Indigènes ne sont pas des prolos du bas, évidemment, mais des membres de ces catégories professionnelles dont nous avons parlé plus haut, donc évidemment susceptibles d'être influencés effectivement par les idéologies dont nous parlons.

De manière plus globale, alors que tout le monde parle de la prétendue «non-intégration» des issus de l'immigration, je pense que le succès de Dieudonné ou Soral, comme la victoire de la droite dure dans de nombreux quartiers populaires comme le retour du religieux montrent tout bêtement qu'au contraire l'intégration a très bien fonctionné : il n'y a pas de différence majeure entre l'évolution politique des issus de l'immigration et le reste de la population, la différence est simplement due à des traditions, des us et coutumes qui divergent en apparence. Le retour du religieux réactionnaire reste le même qu'il soit incarné par l'adhésion à une pratique musulmane ou catholique, et on a bien vu avec le public de Dieudonné ou Soral qu'il attirait absolument tout le monde.

Et aujourd'hui, des phénomènes de lutte armée violente au service d'idéologies démentes touchent tout le monde : il y a bien les départs vers Daesh d'un côté et le néonazisme terroriste de l'autre.

La lutte des classes, la question sociale en général est invisible aux yeux de la classe qui la mène, et dévalorisée culturellement, ça aussi, c'est la victoire du fascisme : si tu fais une manifestation contre les musulmans à

200, tu seras relayé médiatiquement, valorisé par toute l'extrême droite nationale, si tu fais une manif syndicale à 500, tu seras content si tu as une minute au journal régional.

Désormais, le fascisme est au centre du débat politique : même les forces qui prétendent s'opposer à lui ne font que chercher de manière absurde à donner les «bonnes réponses» à ses «mauvaises questions» au lieu de développer leurs questions.

Le «problème musulman» est évidemment le meilleur exemple : TOUTES les forces politiques se sentent obligées de reconnaître ce problème, d'ailleurs nous-mêmes en parlant du PIR que faisons nous ? En partie nous souscrivons à cela. Pendant que nous parlons de ça, nous ne parlons pas d'autre chose, et le fait de ne pas en parler l'empêche en partie d'advenir.

Dans ce contexte très difficile, de nombreuses composantes de la gauche radicale et du mouvement social sombrent dans le brun ou tout au moins dans la collusion idéologique avec une partie du camp fasciste.

Le symptôme le plus évident est la quasi-hégémonie de la «concurrence des mémoires», du «deux poids deux mesures», qui sert de base à beaucoup d'analyses : dès le milieu des années 2000, les luttes des diverses minorités se comparent d'abord au statut des autres minorités et en premier lieu à celui des Juifs. En France, la reconnaissance de la spécificité du génocide commis contre les Juifs, mais également de la participation pleine et entière de l'Etat français n'a vraiment émergé qu'au début des années 80, après d'immenses combats antiracistes. Mais moins de trente ans après, ces combats disparaissent de la mémoire collective et les fascistes imposent une mémoire tronquée où les Juifs seraient, depuis la Libération, des «privilegiés» de l'antiracisme étatique. Toutes les victoires obtenues, au niveau de la reconnaissance historique comme de l'enseignement du génocide dans les écoles sont transformées en «problèmes», en «symptômes» de soutien à l'Etat d'Israël, ou en tentatives de masquer les autres formes de racisme.

Il y a, dans ce discours, un parfum de défaitisme et de rancœur qui rappelle à beaucoup d'égards ce qui se passe dans le même temps au niveau de la lutte des classes, sous l'influence directe des discours de droite et d'extrême droite : là aussi, les victoires et les acquis sociaux, par exemple, les statuts des fonctionnaires ou les droits sociaux en cas de chômage sont présentés et perçus comme les privilèges insupportables d'une «minorité sociale», que jalouent les autres parties du prolétariat.

Dans les deux cas, la fonction du discours est la même et ses effets aussi : division et rancœur compromettent toute possibilité de vaste unité et surtout exonèrent les véritables responsables de la colère légitime des opprimés qui, en conséquence, se retournent contre d'autres opprimés.

Les Indigènes ne sont pas les seuls sur ce terrain-là, mais ils ont un rôle particulier, du fait de ce qu'ils prétendent représenter : souvent quand des groupes ou des individus franco-français ont envie d'entonner leur petit refrain contre la lutte contre l'antisémitisme, ils vont citer les «Indigènes», manière de dire : «Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les Arabes, qui sont eux-mêmes victimes du racisme.»

Leur influence me semble surtout importante à ce niveau-là : elle est renforcée également par la publicité négative qui leur est faite par les racistes de gauche comme de droite. Ainsi en 2008, une grande offensive médiatique et politique les dénonce comme exemples typiques du prétendu «racisme anti-Blancs» : leur porte-parole a en effet parlé des «souchiens» pour qualifier les Franco-Français, répondant sur le mode ironique à la banalisation du terme «français de souche» par l'extrême droite et la droite, et mettant en lumière une réalité indéniable : en France, on qualifie sans problème une partie des Français selon les origines de leurs parents ou de leurs grands-parents, et les seuls Français «tout court» sont celles et ceux qui correspondent à la norme culturelle dominante.

Eric : Ce que tu viens de dire me semble un peu bizarre.

Nad : Mais en France, tout est un peu bizarre à ce niveau-là. Par exemple, le débat politique sur les «issus de l'immigration» est central depuis au moins trente ans, j'ai toujours été un sujet de débat ou plutôt un objet depuis que je suis née. Dès que tu as conscience du monde qui t'entoure, tu apprends que tu es jugée, évaluée, attendue en fonction de ce critère-là. Personnellement, je ne parle pas arabe, je suis de la troisième génération, je ne suis jamais allée en Algérie, mes parents étaient athées....mais mon seul nom a fait de moi une Arabe, au sens où il a toujours joué un rôle dans ma vie sociale. Non seulement j'ai subi le racisme ordinaire, mais j'ai également subi, et de manière encore plus forte, ce racisme qui ne dit pas son nom, celui qui consiste à t'imposer une identité même positive contre ton gré : à l'école, j'étais la bonne élève «d'autant plus méritante au vu de ses origines» ; en politique, on m'a présenté mille et mille fois comme l'issue de l'immigration anarchiste face à ce qu'Yves appelle les identitaires de gauche. J'ai appris pendant toute ma jeunesse par les médias que j'étais l'exemple d'une intégration réussie, parce que j'aime Zola et Balzac et que je mange du cochon.

Donc tu es jugée à partir de critères génétiques, et forcément ce jugement te construit sociologiquement. Mais si toi, tu retournes le jugement, et que sociologiquement tu caractérisés ceux qui culturellement ne sont pas l'objet de ce jugement, ceux qui te jugent et qui ne sont pas seulement les membres de la bourgeoisie, mais aussi le prof, le collègue de taf, le camarade, alors tu fais de la «racialisation».

Pour l'anecdote, j'ai appris qu'Yves était noir bien avant de le connaître, par exemple. Tout simplement, parce qu'un jour, alors que je critiquais je

ne sais plus quel texte en disant sur un point précis qu'il s'agissait à mon avis d'une erreur assez commune dans la gauche française, on m'a répondu, sur un forum anarchiste «mais Yves Coleman est un métis noir».

Donc quand Yves me demande ce que j'ai appris de ceux qu'il appelle les «identitaires de gauche», eh bien je dirais qu'ils m'ont appris à me défendre, sur certains points. A retourner le stigmaté, à déstabiliser ton interlocuteur, à l'attaquer là où ça fait mal pour lui faire prendre conscience du mal politique qu'il fait, lui.

C'est là où je trouve le concept de «Blanc sociologique» très utile. Dans mon expérience militante au sein de la gauche radicale universaliste, j'ai subi longtemps du racisme sans savoir comment le dénoncer efficacement. Par exemple, dans la lutte des classes, beaucoup de camarades sont persuadés qu'il faut discuter paternellement avec le prolo raciste ou antisémite, lui expliquer son erreur, ne pas le rejeter d'emblée. Mais pas un instant, ils ne perçoivent à quel point ça peut être humiliant et éprouvant pour les personnes racisées d'avoir à endurer cela, et bien souvent on ne pose même pas la question «Et si on lui disait d'aller se faire voir ?». Ce problème-là quand tu l'exposes objectivement, on te prêche la patience, la nécessité de ne pas rejeter les gens, et tout ça. Mais quand tu dis le mot magique, «C'est facile pour toi qui es blanc», bon au moins ça crée le malaise chez les camarades, ça crée de la colère et ça ouvre le débat même par la confrontation.

C'est pour ça que je parle de norme, il faut rendre visible la norme sous-entendue, exactement comme en matière de genre. Je trouve essentiel qu'une partie des gens intériorisent qu'ils sont «hétéros», pas juste «normaux», hétéros comme d'autres sont homos, lesbiennes, ou transgenre.

L'égalité, c'est quand tout le monde est nommé ou que personne ne l'est.

C'est un peu la même chose qui se produit à l'été 2014 lorsque des attaques antisémites éclatent autour de manifestations appelées par l'ensemble de la gauche radicale : une partie des commentateurs pointe essentiellement les Indigènes de la République, voire les désigne comme la bête noire à exclure d'un mouvement de gauche prétendument vierge sur l'antisémitisme. Les accusations les plus idiotes circulent, comme celles d'un soutien à Daesh. Cela permet commodément la désignation de boucs émissaires, plus ou moins étrangers, qui évacue totalement la question globale de l'antisémitisme de gauche.

Eric : Participant-ils à des luttes concrètes contre le racisme, par exemple ? Que font-ils pratiquement, à part mener des recherches et écrire des articles ? Exercent-ils une réelle influence, ou sont-ils un groupe marginal ?

Nad : Oui, ils participent à certaines initiatives et en initient d'autres: en décembre 2014, ils ont par exemple été une partie importante du

mouvement contre une exposition «artistique» [Exhibit B] se voulant antiraciste...et qui reproduisait des zoos humains. Et s'ils ont été une partie importante de ce mouvement, c'est notamment parce que la plupart des organisations antiracistes connues défendaient cette exposition envers et contre tout, sans se soucier un seul instant de l'avis des personnes concernées et blessées.

De la même manière, ils font partie de toutes les initiatives pro-palestiniennes et agrègent énormément de monde dès qu'une offensive militaire israélienne a lieu.

Mais dans ces deux cas, le vrai problème n'est pas seulement que les gens choisissent une mobilisation et des pratiques toujours biaisées, toujours empreintes d'un anti-impérialisme qui dissimule mal un soutien aux forces et aux gouvernements réactionnaires, voire fascistes issus de l'islam politique, toujours fondées sur la prétendue «concurrence des mémoires» (ainsi le communiqué commun¹ entre le Parti des Indigènes de la République et la Brigade antinéophobie sur l'exposition «Exhibit B» fait référence à l'affaire Dieudonné en le présentant encore comme une victime). Le problème est aussi l'absence d'un front antiraciste universaliste et, pire, les positions empreintes de racisme et de paternalisme de ceux qui se prétendent universalistes.

Ce problème est clair quand on s'intéresse aux positions prises dans les affaires de prétendu racisme anti-Blancs comme dans celle d'Exhibit B : dans les deux cas, les organisations antiracistes universalistes ont été en dessous de tout.

Ainsi une partie des organisations antiracistes, notamment le MRAP et la LICRA valident-elles la notion de racisme anti-Blancs allant jusqu'à soutenir des personnes qui s'en prétendent victimes.

Dans l'affaire Exhibit B, plusieurs organisations antiracistes ont défendu cette performance et traité les gens qui la dénonçaient de «communautaristes», de pourfendeurs de la liberté d'expression. Concernant cette exposition par exemple, il n'y avait pas de choix de mobilisation alternatif.

Et en été 2014, lors de l'offensive israélienne sur Gaza, il n'y avait pas d'espace de terrain où manifester à la fois contre les massacres commis au nom de la guerre contre le terrorisme, et contre l'antisémitisme, pas d'espace où revendiquer l'unité de toutes les victimes des nationalistes, alors même qu'en Israël, cet espace existait, notamment à l'initiative de familles de victimes juives et palestiniennes.

¹ <http://indigenes-republique.fr/exhibit-b-les-points-sur-les-i/>

2. LE PIR PARTAGE ET PROPAGE L'IDEOLOGIE IDENTITAIRE¹ DOMINANTE

Eric : Aux Pays-Bas, les sympathisants du mouvement DTM (Decolonize the Mind, Décolonisons les esprits) sont surtout actifs dans le milieu universitaire pour le moment ; ils plaident pour une augmentation des subventions et plus de liberté pour les chercheuses et chercheurs non occidentaux sur l'esclavage, le colonialisme, le racisme et des domaines similaires. Ils veulent se débarrasser du biais eurocentrique qui affecte l'orientation générale des programmes. En quoi consiste exactement l'intervention des Indigènes de la République dans les universités françaises?

Yves : Pour commencer, je dois dire que j'approuve les critiques qu'exprime Nad sur la politique du Parti des Indigènes de la République. Il faut signaler au passage que ce qui était au départ un appel signé par trois cents personnes (majoritairement des universitaires, des cadres et des membres de la petite bourgeoisie salariée, dont un fort pourcentage de sympathisants du PCF et de personnes d'origine maghrébine) est devenu ensuite un mouvement (MIR) puis, en 2010, un Parti (PIR)... du moins en théorie. En pratique, il s'agit d'un petit groupe² qui ne mobilise pas grand-

¹ Le terme d'identitaires (en dehors de son aspect provocateur puisqu'il existe en France un Bloc identitaire et des Jeunesses identitaires qui sont d'extrême droite) est à mon avis adapté dans la mesure où le PIR et les théoriciens postmodernes et multiculturalistes anglo-saxons dont ils s'inspirent sont des adeptes de l'«*identity politics*» (de la «politique de l'identité»), expression qui n'est pas du tout péjorative pour ces gens-là. Les Identitaires de gauche français veulent nous faire croire que le terme de «race» utilisé par les racistes depuis deux siècles serait un terme innocent, purement sociologique, une «construction sociale»; je ne vois pas donc pourquoi celui d'identitaires serait diffamatoire puisque leurs amis vantent les mérites de l'identité dans le monde entier !

² Comme le reconnaît Houria Bouteldja : *«il ne faut pas oublier que nous restons une petite organisation avec très peu de moyens»* (<http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>). Et dans cette autre interview : *«En même temps, il faut être honnête : nous ne pouvons revendiquer une forte base sociale.»* Ou cette autre citation : *«Nous n'avons pas pénétré les «quartiers» [populaires] (...). Mais nous*

monde derrière ses banderoles dans les manifestations de rue. Son influence se rapproche davantage de celle d'un réseau que d'une organisation politique structurée avec un journal paraissant régulièrement, des cadres formés et une direction élue... ou pas.

Je voudrais juste ajouter quelques remarques à propos de l'histoire de l'antisémitisme dans la gauche française et internationale, en particulier dans les années 1960 et 1970 pour nuancer un peu l'analyse de Nad. (*Voir l'annexe à la fin de l'interview page 114*).

Pour répondre à ta question : oui, les Indigènes, ou en tout cas leur mouvance au sens large, sont « influents » à l'université, dans certaines maisons d'édition (La Fabrique, La Découverte, Editions Amsterdam), et leurs sympathisants peuvent publier des articles ou des tribunes dans les principaux médias bourgeois-libéraux comme *Le Monde* et *Libération*, et même dans des revues ayant pignon sur rue. L'intelligentsia de gauche prend leurs thèses au sérieux, même si, de fait, le discours du PIR n'est qu'un mélange hybride entre

- les thèses identitaires (*identity politics*) qui se sont développées aux Etats-Unis dans les années 60,
- de vieilles théories tiers-mondistes prônées à la fois par des intellectuels (Samir Amin, Frantz Fanon), des dirigeants de guérillas (Amilcar Cabral, Che Guevara) et des militants politiques (Malcolm X)
- et des discours postmodernes¹ et multiculturalistes² plus récents.

avons pénétré les cœurs et les têtes.»
(<http://www.vacarme.org/article2738.html>)

¹ Cf. l'article de Loren Goldner «Multiculturalisme et culture mondiale» dans son livre *Demain la Révolution, Revolution in our lifetime*, volume 1, publié aux éditions *NPNF* en 2008 ; «Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme», *De Fabel van de illegaal* n° 62, janvier-février 2004 et «Féminisme et multiculturalisme» d'Inge van de Velde reproduits dans la *compil' n° 3* publié par *NPNF* en 2008.

² Cf. «Combattre l'influence néfaste des sous-produits politiques du postmodernisme, du postcolonialisme et des “études subalternes”» dans «Dix points de clivage et sources d'interrogation après les 17 exécutions djihadistes des 7, 8 et 9 janvier 2015», *NPNF* n° 48-49, mars 2015 ; Janine Booth (2005) : «Les différences culturelles peuvent-elles excuser le sexisme ?» (*Compil NPNF* n° 6) ; «Recodifier le féminisme à partir de la “race” ? Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*» (F. Schoumacher et C. Beuvain, *Dissidences*) ; «L'essentialisme et le problème des politiques identitaires» (Ravage Editions) ; «Thèses préliminaires pour une discussion plus approfondie sur l'essentialisme et le problème des politiques identitaires» (Lawrence Jarach) ; «Le post-modernisme, nouvel

L'objectif principal du PIR est de «*décoloniser la République*» française et de se distinguer radicalement de ce qu'ils appellent «*la gauche blanche*» ; ils prétendent que les minorités nationales, ethniques ou religieuses issues des ex-colonies subissent toujours un régime (post)colonial en France (d'où le nom d'«Indigènes») ; comme l'explique Sadri Khiari : «*il y a un problème au cœur même de la république qui se prétend ce qu'elle n'est pas – c'est-à-dire égalitaire et qui se fonde sur une conception de la nation excluante et discriminante*¹» ; et ils veulent imposer le concept d'«islamophobie» dans le champ politique. En effet, le PIR, mais aussi de nombreux universitaires de gauche et militants d'extrême gauche ou anarchistes, croit (ou plutôt fait semblant de croire) que la «judéophobie» aurait été remplacée par l'«islamophobie» et que cette dernière pourrait jouer, voire joue, le même rôle en Occident aujourd'hui que l'antisémitisme dans les années 1930.

Eric : Se battent-ils pour davantage de liberté d'expression pour leurs idées dans les universités ? Comment coexistent-ils avec les universitaires «pro-israéliens» ?

Yves. Ils n'ont nullement besoin de lutter pour davantage de «liberté d'expression» parce qu'ils prônent ou partagent des idées (postmodernes, multiculturalistes, tiersmondistes) qui dominent dans l'Université française, du moins dans le secteur de l'histoire et des sciences humaines (sociologie, ethnologie, anthropologie).

On se trouve aujourd'hui dans la même situation que lors de la mode du structuralisme qui, dans les années 60 et 70, avait envahi les mêmes disciplines et exerçait une sorte d'hégémonie intellectuelle difficilement contestable. D'ailleurs, le point de départ de la critique (les «études littéraires» et les «études culturelles») est en partie le même.

Une bonne proportion des théoriciens du postcolonialisme, ou ceux qui les ont inspirés, viennent des départements d'études littéraires : Edward Said enseigna toute sa vie la littérature anglaise et la littérature comparée ; Stuart Hall est un sociologue spécialisé dans les «études culturelles» et a dirigé l'Institut des arts visuels ; Gayatri Chakravorty Spivak est une théoricienne de la littérature et une critique littéraire ; Homi Bhaba a fait des études littéraires, et a écrit sur l'art, la littérature et la photographie, etc.

Quant aux universitaires «pro-israéliens» réactionnaires, ils adoptent généralement un profil bas dans les facultés. Ils donnent des conférences devant des institutions juives, publient dans des revues conservatrices ou

âge de l'obscurantisme» (CNT-AIT), ces quatre derniers textes étant reproduits dans le n° 50-51, juin 2015, de *NPNF*.

¹ «L'Appel des Indigènes a deux ans», *L'Indigène de la République* n° 4, p. 2, février 2007 [Dans les notes suivantes, le titre du journal du PIR est abrégé en *L'IR*].

très «modérées», ils organisent des colloques en marge de l'Université : en France, la recherche sur l'antisémitisme et l'histoire des communautés juives est marginale. Ils ne sont pas très actifs dans les principaux médias de gauche ou maisons d'édition de gauche.

Quelques intellectuels français au lointain passé maoïste ou de gauche (B.H. Lévy, A. Glucksman, A. Finkielkraut, P. Bruckner) s'agitent parfois dans les médias contre le «nouvel antisémitisme», «la nouvelle judéophobie» ou un mytique «racisme anti-Blancs¹», mais ce ne sont pas des historiens sérieux et appréciés du Moyen-Orient, du Proche-Orient, de l'Afrique, ou des questions coloniales, pas même des sociologues unanimement reconnus pour la qualité de leurs travaux.

En France, les «intellectuels» ont un statut très particulier, unique en Europe et même dans le monde. Ce statut est lié aux origines du système universitaire napoléonien, comme l'a souligné Heinz Wissman. Au début du XIX^e siècle, les intellectuels invités à intervenir dans les universités créées par Napoléon étaient recrutés pour leurs capacités à bien discourir devant un public cultivé et restreint, pas pour la qualité et le caractère innovant de leurs recherches ; à la même époque, en Allemagne, on choisissait les professeurs d'université parmi ceux qui menaient des recherches indépendantes et non pas parmi les «chouchous» du pouvoir en place.

Le philosophe stalinien Louis Althusser, quant à lui, proposait une autre explication à ce statut particulier des intellectuels en France. Il considérait que l'Etat avait toujours bien payé les universitaires par rapport à leurs collègues des autres pays d'Europe, surtout ceux d'Europe du Sud.

Les deux explications ne sont d'ailleurs pas contradictoires.

¹ Sadri Khiari démonte justement cet épouvantail brandi par la droite et la gauche : *«Quand un Arabe dit : “Les Blancs sont tous des salauds”, on considère ça comme du racisme au même titre qu'un Blanc qui dirait : “Tous les Arabes sont des salauds.” Cette mise en parallèle montre à quel point la hiérarchisation entre Blancs et non-Blancs est occultée. Évidemment, ils ne sont pas du tout égaux car l'un a la puissance politique de l'État avec lui, et l'autre n'a que la force de ses petites résistances et de ses colères. C'est pour cela qu'il ne peut pas exister de racisme anti-Blancs. C'est un concept creux. Cette tentative de populariser cette notion a justement pour fonction de mettre sur le même plan ceux qui sont aujourd'hui victimes du racisme et ceux qui tirent un privilège d'une société raciste. Elle vise aussi à faire porter la responsabilité de la situation actuelle en France aux Noirs, aux Arabes et aux musulmans qui résistent.»* <http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>.

Quoi qu'il en soit, cette tradition de l'intellectuel «multicartes», qui se présente comme une grande «conscience morale de la Nation» ou du «peuple», qui s'exprime sur tous les sujets (**et surtout ceux qu'il ne maîtrise pas**), s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui en France.

Les intellectuels «sionistes» (qui ont généralement des sympathies pour la droite ou pour la social-démocratie) sont la plupart du temps des avocats, des journalistes et des philosophes. Peu d'historiens «sionistes» ont accès aux principaux médias lus par les militants de gauche (*Le Monde*, *Libération*, *Politis*, *Le Monde Diplomatique* ou des sites comme Rue 89 ou Mediapart).

Les intellectuels «antisionistes» ou qui sont appréciés par les «antisionistes», sont la plupart du temps des historiens, des spécialistes chevronnés du Moyen-Orient, même si, parmi eux, on compte aussi des journalistes comme ceux du *Monde Diplomatique* qui ne brillent ni par leur rigueur¹ ni par leur honnêteté intellectuelle.

Ainsi, les Indigènes de la République, sur une question comme Israël, ou même concernant les crimes du colonialisme et du racisme, n'ont guère de difficultés dans les milieux universitaires ou les médias de gauche.

Ils sont attaqués par la presse de droite et les politiciens de droite – ce qui conforte leur réputation «radicale». Ou alors par des sociologues ou des démographes de la gauche laïque-social-chauvine² (M. Tribalat, H. Lagrange, P.A. Taguieff, C. Guilly), hostiles à l'immigration, dont les critiques ne peuvent que les mettre en valeur aux yeux d'un public de gauche.

¹ Cf. «Judéocide : Dominique Vidal, un “historien critique” du *Monde diplomatique* qui croit à la fable de la “solution territoriale”» !, *NPNF* n° 46-47, octobre 2014.

² «Laïque» signifiant ici, dans ce contexte particulier, «raciste antimusulmans» et non pas «favorable à une séparation radicale entre les Eglises et l'Etat», ce qui est la définition de la laïcité. Cf. «Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme», *NPNF*, 2004, *Compil* n° 6.

3. DES CRITIQUES VIOLENTES CONTRE LA GAUCHE MAIS DES PROPOSITIONS POLITIQUES TRES MODEREES

Eric : Quelles sont leurs relations avec les différents courants de la gauche, avec les anarchistes, etc. ? Le mouvement DTM aux Pays-Bas a surtout dressé un portrait caricatural de ces courants, de la social-démocratie à l'anarchisme, dans le seul but, il me semble, d'attaquer leur image progressiste.

Yves : Une partie des trotskistes du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) travaillent en collaboration avec le PIR comme en témoigne un livre qu'ils ont préparé ensemble¹, la coopération dans des mouvements locaux comme Mamans Toutes Egales, par exemple contre l'exclusion des mères portant le hijab durant des activités périscolaires, et leurs positions communes dans le mouvement BDS. Cette aile du NPA est en contact, ou au moins en accord politique, avec le SWP britannique qui a joué un rôle –hélas – précurseur dans la promotion d'alliances entre, d'un côté, les islamistes (comme les Frères musulmans en Egypte et en Grande-Bretagne²) et, de l'autre, l'extrême gauche³.

Certains anarchistes, voire même quelques marxistes libertaires ou ultragauches, sont influencés par les idées post-modernes que partagent les Indigènes de la République, comme toute la gauche, d'ailleurs.

La plupart de ces idéologies (post-modernisme, études postcoloniales, études subalternes et études de genre) ne croient pas en la nécessité d'une révolution sociale menée par les travailleurs, quels que soient leur genre, leur orientation sexuelle, leur appartenance, nationale, ethnique ou religieuse. Pour ces courants, aujourd'hui, on ne peut plus envisager de révolution sociale, de lutte de classe, ce sont des idées «ringardes», émanant du cerveau de «mâles occidentaux blancs hétérosexuels» du XIX^e siècle. De surcroît, il serait possible de «changer le monde sans prendre le pouvoir», de créer des zones ou des entreprises temporairement libérées du capitalisme, d'introduire des monnaies alternatives, et autres billevesées réformistes que l'on trouvait déjà chez les socialistes utopiques du XIX^e

¹ *Les filles voilées parlent*, La Fabrique, 2008.

² Voir Sacha Ismaïl, «Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ?», 15 mars 2007 (*NPNF* n° 3). Et, à propos de la montée de l'islam politique un article de Workers Liberty utile en anglais: «The rise of political islam» sur le site de l'AWL.

³ Chris Harman, «Le Prophète et le prolétariat» (1994), cf. marxists.org.

siècle... Mais comme plus personne ne connaît et donc ne lit les écrits des socialistes utopiques, leurs idées peuvent être présentées sous un nouvel emballage (au choix : altermondialiste, radical, décroissant, autonome, postmoderne, etc.), sans que l'on s'aperçoive de la supercherie.

Tous ces courants modernistes ont balancé dans les poubelles de l'histoire les acquis du mouvement ouvrier révolutionnaire (marxiste et anarchiste) au nom d'une critique virulente de ses lacunes : cécité voire complaisance face au racisme, au sexisme, au colonialisme.

Et en partant de ses tares évidentes, qu'il ne faut évidemment pas nier, ils prétendent inventer des stratégies politiques entièrement nouvelles¹. Ces stratégies s'avèrent, en réalité, aussi «vieillottes» que celles des marxistes ou des anarchistes du XIX^e siècle qu'ils critiquent explicitement pour leur «classisme» : la lutte pour des réformes en faveur de catégories spécifiques de la population ; la participation aux élections ; la prise de responsabilités au sein de l'Etat et des institutions municipales ou gouvernementales ; le tout accompagné d'un langage «radical» en faveur des «minorités», toutes classes confondues.

Pour illustrer le caractère finalement très respectable du PIR, il suffit de lire ce qu'écrit Sadri Khiari à propos des municipalités : *«Au sein des quartiers populaires, il y a notamment la volonté d'une représentation, surtout à l'échelle municipale : c'est le signe d'un retournement positif de situation après les révoltes de 2005 et les mouvements qui ont suivi dans certains quartiers»*². On peut aussi prendre connaissance des propositions des Indigènes³ : leurs «exigences» sont extrêmement modérées et contrastent avec la violence de leurs dénonciations du racisme structurel de l'Etat français et de la situation des «postcoloniaux» (on remarquera d'ailleurs que ceux-ci ne sont jamais qualifiés de «prolétaires» ni même de «travailleurs» dans les discours des Indigènes : au mieux ce sont des «dominés», au pire des individus définis par leur appartenance «raciale» ou religieuse).

Quant aux adversaires de ces «dominés», ce ne sont pas des bourgeois, des capitalistes ou des bureaucrates, mais des «dominants». Ce concept est d'autant plus flou qu'un «métis» est considéré par le PIR à la fois comme

¹ *«Nous ne nous référons ni à Marx, ni aux Lumières, ni aux valeurs de la République. Nous avons voulu développer une pensée politique à partir de nous-mêmes, ancrée dans l'histoire des luttes de l'immigration, des luttes anticoloniales : pas dans le clivage historique gauche /droite.»* «Revendiquer un monde décolonial, Houria Bouteldja, *Vacarme* n° 71, avril 2015.

² «Un juste retour de bâton», interviews de Bouteldja et Khiari dans *Contretemps*.

³ *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 9 et 10.

un «dominé» et un «dominant» qui se livrent une lutte titanesque au sein du corps du même individu. Pour ses militants, le métissage est une «*idéologie raciste*¹» (Bok Ikeni, «Nos corps otages», *L'IR* n° 5, p. 9, février 2007).

Le PIR se propose même de réécrire le texte de la Constitution, en tout cas son prologue², et ses propositions pourraient être incluses dans n'importe quelle résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU – d'ailleurs elles s'y trouvent déjà !

Enfin, une dernière citation puisée dans un article d'Alfred Melanine dont le titre est déjà révélateur : «L'influence des mouvements noirs américains sur les mouvements noirs français. Une autre idée de la nation». L'auteur conclut son texte ainsi : «*La diaspora suggère une communauté parallèle à l'idée de race, mais décalée ; une autre idée de la Nation, une "internation", un espace invisible duquel on peut faire entendre sa voix. L'idée n'est pas nécessairement une menace contre l'Etat, même si elle révèle fatalement les carences de celui-ci. On suggère plutôt une réévaluation de l'idée nationale française, clairement inadaptée à sa population.*» (Passages soulignés par nous.)

Au niveau des conceptions géopolitiques, ces courants postmodernes (dont l'altermondialisme est l'expression la plus répandue) prônent le soutien aux mouvements nationalistes et aux Etats du Sud contre ce qu'ils appellent «l'impérialisme». Cette notion exclut évidemment, pour eux, des puissances comme la Russie ou la Chine, ou les puissances émergentes comme la Turquie ou l'Iran. Cette position est, elle aussi, totalement «ringarde», car c'est celle que défendaient l'Internationale communiste stalinienne et l'URSS dès le milieu des années 20, il y a presque un siècle...

Mais qui se soucie d'effectuer ce rappel historique élémentaire à des cerveaux endormis par la lecture du *Monde diplomatique* ou de la presse gauchiste ?

Eric : Peux-tu préciser quelles sont les principales critiques du PIR à l'égard de la gauche ?

Yves : Le PIR ne se livre pas vraiment à une critique détaillée, plutôt à des polémiques virulentes mais peu étayées : il lui suffit de se draper dans sa «non-blanchitude», de condamner toute la gauche comme «blanche» et «occidentale», d'adopter une attitude dénonciatrice, de «rupture» à des fins tactiques et stratégiques évidentes.

Les «Indigènes» affirment que les «premières victimes de l'exclusion sociale» seraient les *personnes issues des colonies (...) et de l'immigration*

¹ Ce qui n'empêche absolument pas les Indigènes de réclamer l'écriture d'une «*histoire plurielle, multiculturelle et multiethnique, métissée*», cf. «Nos exigences» *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 9. On n'attrape jamais un opportuniste avec des formules !

² *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 8.

postcoloniale» ; «*indépendamment de leurs origines effectives, les populations des “quartiers” sont “indigénisées”*».

Ces deux affirmations sont contradictoires :

– la première met l'accent sur la couleur de la peau ou l'«ethnie», comme étalon de toutes les exclusions sociales,

– la seconde dénonce les discriminations sociales qui touchent tous les prolétaires, quels que soient leur couleur de peau, leur passeport et leur lieu de naissance.

Si le PIR daigne élargir le pseudo-concept d'«indigènes» à tous les habitants des quartiers populaires¹, c'est cependant au prolétaire «blanc» de se sentir coupable des crimes de «sa» classe dominante et se débarrasser de son fardeau de complice du racisme, du colonialisme et du «post-colonialisme».

Dans un article larmoyant intitulé «Le mal-être blanc²», Pierre Tevanian affirme que «*les Blancs sont malades d'une maladie qui s'appelle le racisme et qui les affecte tous*» ; qu'«*être blanc, en France, en 2006, c'est être un dominant*» et détenir «*un privilège exorbitant*». Selon lui, il faut devenir un «*traître³ blanc*» ; «*il faut au contraire accepter de se voir renvoyer à la figure son statut de Blanc de la part de non-Blancs*» car «*ce sont eux qui morflent et pas nous*» ! Voilà une «analyse» subtile qui devrait

¹ Il faut remarquer que le PIR a élargi, au fil des années sa définition des «Indigènes» puisque, désormais, chic médiatique oblige, ceux-ci ne comprennent plus seulement les «Noirs», les Arabes, les musulmans et les habitants des quartiers, mais aussi les Roms... Par contre les Asiatiques sont oubliés, y compris dans l'appel de la «Marche de la dignité et contre le racisme» du 31 octobre 2015 (*Vacarme* n° 71, 26 avril 2015).

² *L'IR* n° 10, novembre 2007, p. 6-7.

³ Dans la prose des Indigènes, on trouve souvent des mots comme «déloyauté», «traîtres», «traîtresses», etc. Ainsi Fatiha Dahmani dénonce «*une sorte de trahison par rapport à notre tradition culturelle et/ou religieuse que le féminisme occidental infantilise et criminalise dans un contexte néocolonial tenace*» («Pourquoi je ne peux pas être féministe», *L'IR* n° 5, mars 2007, p. 6).

C'est un thème que des croyants militants peuvent comprendre car ils sont obsédés par les «impies», les «mécréants», les «apostats», etc. C'est aussi une catégorie mentale des mouvements de libération clandestins qui tentent constamment de repérer les «traîtres» à la nation et les indicateurs qui coopèrent avec la puissance coloniale. C'est l'univers des dirigeants nationalistes ou religieux qui veulent contrôler leurs «communautés» afin de mieux les dominer et les racketter. C'est enfin le monde des partis et des Etats totalitaires. Que ce vocabulaire soit repris dans le cadre des mouvements et des luttes antiracistes est plutôt inquiétant.

convaincre les petits salariés, les précaires, les chômeurs, ceux qui touchent le RSA ou le RMI et les petits retraités... «blancs» de rejoindre le FN !

Le pseudo concept d'«indigènes» a un seul avantage symbolique : il «noircit¹» un petit peu les «Blancs» qui adoptent cette idéologie réactionnaire et acceptent la «nécessité épuisante d'un perpétuel retour sur soi». Et c'est le même Tevanian qui nous explique que «*la mauvaise conscience ne fait guère avancer la situation*» !

Les Indigènes, qui n'arrêtent pas de dénoncer la «posture morale» de la «gauche blanche antiraciste», se complaisent eux aussi dans une posture de supériorité morale. Ils veulent supprimer toutes les valeurs d'égalité, de solidarité et de fraternité transmises par les luttes de la classe ouvrière et de les remplacer par l'apologie de la religion, de la race, de la tradition, de la nation, etc.

Ils n'évoquent jamais les discussions qui ont eu lieu dans le mouvement ouvrier sur le colonialisme, le soutien aux mouvements anticoloniaux, le rapport entre révolution socialiste et révolution nationale, la théorie de la révolution permanente, celle du socialisme dans un seul pays et de la révolution par étapes, discussions qui se sont déroulées il y a un siècle et par rapport auxquelles le PIR et l'intelligentsia postmoderne n'ont rien apporté de neuf...

Le PIR se réclame des écrits de Frantz Fanon, Amilcar Cabral, Malcolm X et Angela Davis, de façon totalement acritique. Les Indigènes reprennent les analyses défendues dans les années 60 par les militants du Black Power sur le racisme institutionnel et la situation coloniale des Noirs aux Etats-Unis (analyses, elles-mêmes, déjà amorcées avant la Seconde Guerre mondiale par le nationaliste Marcus Garvey, le panafricaniste et philostalinien WEB DuBois et le trotskiste CLR James, même s'ils en tiraient des conclusions différentes). Ils plaquent ces concepts sur la France, pays où la réflexion a été quasi inexistante à gauche et à l'extrême gauche sur ces questions, notamment en raison d'un universalisme républicain très abstrait et «aveugle aux couleurs».

Cela permet au PIR de jouer sur le complexe de culpabilité de ce qu'ils appellent la «gauche blanche» pour imposer leur politique nationaliste et ethniciste, leurs positions sur des questions comme la Palestine par exemple, mais aussi une version falsifiée de la Résistance française.

¹ «“Indi...gènes” ? “Indi...génat” ? “Indi... génisé” ? Des “concepts” indi...gents !» *NPNF* n° 15, 2005

4. LE PIR EST UNE ORGANISATION NATIONALISTE QUI INVENTE OU GLORIFIE LES IDENTITES ETHNICO-RELIGIEUSES...

Eric : Peux-tu nous donner des exemples de leur nationalisme ?

Yves : Dans une interview, Mme Houria Bouteldja a eu le culot de prétendre que le PIR serait hostile à l'idée d'Etat-nation : *«Nous sommes critiques vis à vis de la constitution de l'Etat nation (...). L'Etat nation n'est pas une solution même dans nos pays d'origine¹ !»*

Il s'agit évidemment d'un mensonge grossier et d'un rideau de fumée.

Tout d'abord le PIR soutient inconditionnellement «contre l'impérialisme» tous les mouvements qui veulent construire un État-nation dans les pays du Sud à commencer par la Palestine, bien sûr, mais aussi l'Algérie, la Guinée-Bissau, le Liban, l'Irak², l'Iran et Mayotte³. Dans son discours pour le 10^e anniversaire du PIR, Houria Bouteldja a même lancé une référence lyrique à la Conférence de Bandoeng de 1955, convoquée justement par les nouveaux **Etats nations** d'Asie et d'Afrique qu'elle fait semblant de critiquer !

De toute façon, vu les penchants islamophiles de Mme Bouteldja, sa prétendue hostilité à l'Etat nation n'annonce rien de très sympathique,

¹ Interview OummaTV le 4 novembre 2013.

² A propos de l'exécution de Saddam Hussein un certain Zulficar va jusqu'à écrire : c'était certes *«un dictateur violent qui a commis des crimes contre son peuple»* mais *«ils l'ont fait exécuter pour démoraliser et priver la résistance sunnite et baathiste d'un leader éventuel»* (*L'IR* n° 4, février 2007, p. 8). S'opposer par principe à la peine de mort et/ou à une exécution sordide comme celles de Saddam ou Kadhafi est une attitude respectable et juste politiquement. Par contre, croire ou laisser croire que Saddam Hussein aurait pu avoir le moindre rôle positif dans la lutte contre l'impérialisme est une ignoble crapulerie. Quant à qualifier Saddam Hussein de «dictateur violent», non seulement cette expression et cet euphémisme sont ridicules mais ils font l'impasse sur le fait que Saddam est responsable de la mort de centaines de milliers d'Irakiens, que ce soit les chiites des Marais, les Kurdes contre lesquels il utilisa des armes chimiques ou les soldats qu'il envoya à la mort dans sa guerre contre l'Iran...

³ C'est ainsi que *L'IR* n° 13, d'octobre 2008, rend compte d'une *«rencontre du MIR avec Youssouf Moussa, leader nationaliste comorien»* article dont le titre et le contenu dénoncent clairement l'impérialisme français et rendent hommage au **nationalisme** comorien...

puisqu'il s'agit justement d'un des thèmes favoris de certains courants de l'islam politique et des salafistes.

Contrairement aux affirmations ridicules de Houria Bouteldja que je viens de citer, Youssef Boussouma, dirigeant du PIR, fait ouvertement l'éloge du nationalisme, du Maroc à la Chine, en passant par la Russie de Staline, la France sous Pétain et la Palestine : *«Comme il fallait soutenir la monarchie de Mohammed V en but à l'ostracisme du pouvoir colonial français, comme nos aînés ont soutenu Staline face au nazisme, Sun Yat Sen en Chine face aux Japonais. Même de Gaulle pendant la seconde guerre mondiale, en dépit de sa nature réactionnaire, a incarné pour toutes les composantes patriotiques, la Résistance française. Y compris pour le Parti communiste, parti des 100 000 fusillés, qui a accepté d'avoir à sa tête un homme de droite. Parce qu'à un moment ce général catholique et plutôt maurassien quelques années auparavant incarne en 1939 l'indépendance nationale de ce pays face aux nazis et aux Anglo-Saxons. C'est le cas aujourd'hui. Hamas incarne la résistance nationale palestinienne et lui au moins est arrivé au pouvoir par les urnes et un véritable mouvement populaire¹.»*

Cette déclaration est un véritable catalogue d'inexactitudes et/ou de falsifications historiques.

De Gaulle n'est devenu une figure (relativement) importante qu'en 1940 (après l'appel du 18 juin passé inaperçu sur le moment) et non en 1939, date à laquelle il ne pouvait «incarner l'indépendance nationale» puisque la France déclara la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 et que l'armistice entre la France et l'Allemagne fut signé le 22 juin 1940 ! De surcroît, Youssef Boussouma reprend à son compte le mythe mensonger du PCF comme parti des «100 000 fusillés» mais en augmentant de **25 000** les chiffres des fusillés invoqués et inventés par les staliniens qui se présentaient en 1945 comme le «parti des 75 000 fusillés» !!! De toute façon, on sait aujourd'hui que **4 500** personnes furent fusillées sous l'Occupation, comme en témoignent les notices biographiques publiées dans *Les fusillés* aux Editions de l'Atelier en 2015. Boussouma dissimule aussi le soutien actif du PCF au Pacte germano-soviétique (du 23 août 1939 au 22 juin 1941) ; la demande de parution du quotidien «communiste» *L'Humanité* aux autorités d'occupation nazies ; et la lettre du dirigeant stalinien François Billoux au maréchal Pétain pour témoigner contre Blum au procès des dirigeants sociaux-démocrates !!

Mais le nationalisme du PIR ne s'arrête pas à l'éloge du général de Gaulle, il s'étend jusqu'à Chirac et son ministre des Affaires étrangères de

¹ Ces curieux critères peuvent s'appliquer à bien des dictateurs ou des politiciens bourgeois, de Hitler à Berlusconi, en passant par Perón ou Victor Orban...

Villepin, comme l'écrit Fadel Dia : (« (...) j'éprouvais même une bouffée d'amour pour la France qui avait tenu tête à l'Amérique, refusé l'inévitable guerre d'Irak et qui s'était fait applaudir par l'Onu ». Et de nous décrire « le plaisir d'entendre "dans le texte" Dominique de Villepin s'adresser solennellement aux représentants du monde à New York et affirmer que si l'âge et la force ne sont pas toujours incompatibles, la sagesse est souvent la marque de ceux qui ont vécu longtemps¹ » !

Le « nationalisme d'inspiration religieuse » du Hezbollah est aussi l'objet d'abondantes louanges. Selon Nicolas Qualander, le Hezbollah serait « le seul mouvement issu de l'islamisme politique à participer systématiquement aux Forums sociaux mondiaux, à être traversé par les débats qui agitent l'ensemble des mouvements antiguerre et anti-impérialistes, (...) à publier les textes de la théologie de la libération latino-américaine » et à « être au centre des aspirations populaires arabes » parce qu'il « a redonné, cinquante ans après la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956, un réel sentiment de dignité politique et morale aux classes populaires arabes ».

Difficile donc de croire une seconde, comme le prétend Houria Bouteldja, que le PIR serait un adversaire déterminé du nationalisme et de l'Etat nation !

¹ L'IR n° 11, 2008, p. 16.

5.... ET QUI VOUDRAIT JOUER LE ROLE D'UN THINK TANK «DECOLONIAL»

Eric : Quel est l'objectif du PIR ?

Yves : Jusqu'ici, à ma connaissance, les Indigènes ne sont pas engagés dans des programmes d'action concrets pour lutter contre le racisme institutionnel, du moins au sein des organisations et institutions «blanches» comme le projet Catalyst¹, par exemple aux États-Unis. Ce programme réformiste a des aspects moralistes mais au moins il ne se contente pas de dénoncer la «gauche blanche» de façon incantatoire.

Plus qu'une action concrète, le PIR cherche plutôt à gagner une certaine hégémonie intellectuelle. Il souhaite que les autres groupes identitaires de gauche le considèrent en quelque sorte comme leur mentor. Comme le dit Houria Bouteldja, l'objectif du PIR est d'imposer l'idée que le racisme est un *«système de domination qui produit des indigènes et des Blancs et donc une société inégalitaire d'un point de vue racial. On aimerait que l'antiracisme se recompose autour de cette idée²»* et *«aujourd'hui on vient de plus en plus vers nous pour organiser des initiatives politiques»*.

Ils se verraient bien devenir une sorte de think tank des comités antiracistes locaux contre les violences policières, des comités de sans-papiers, des différents comités de soutien à la Palestine, de la campagne BDS, de ceux qui luttent contre le racisme anti-Roms et la négrophobie et de certaines associations musulmanes. S'ils arrivaient à fédérer toutes ces luttes ou sensibilités, ils réussiraient à créer ce qu'ils appellent un *«champ politique indigène»* qu'ils opposent au «champ politique blanc» structuré par le racisme d'Etat, même à gauche.

¹ <http://collectiveliberation.org/>

² Cf. site de *Contretemps* «Un juste retour de bâton», interview de Bouteldja et Khiari.

6. LES CONTORSIONS DU PIR FACE A L'HOMOPHOBIE ET AU SEXISME

Eric : Aux Pays-Bas, le mouvement DTM a affirmé à maintes reprises que les personnes qui encouragent activement l'inégalité entre les sexes et l'homophobie doivent pouvoir participer au mouvement antiraciste, mouvement qui croît en ce moment aux Pays-Bas, afin de le rendre «aussi large que possible». Nous, à Doorbraak, nous croyons que ce genre d'«ouverture» met en danger effectivement la croissance du mouvement antiraciste parce que beaucoup de femmes et de personnes du mouvement LGBTQ ne s'y sentiront pas les bienvenus. Peux-tu me dire quelle est la position des Indigènes de la République sur le patriarcat et l'homophobie?

Yves: Il faut d'abord rappeler qu'en France, des questions comme celles des droits des femmes et même de l'homophobie sont brandies constamment par les médias, la droite et la gauche laïque-social-chauvine contre les «musulmans» et les «Arabes», ainsi que les immigrés africains censés être souvent «polygames». Et bien sûr aussi par l'extrême droite, le Front national en tête, du moins depuis que Marine Le Pen a décidé d'investir ce terrain, comme Geert Wilders aux Pays-Bas.

Certes, ces individus n'utilisent pas le terme de «patriarcat», mais les hommes politiques et les intellectuels français les plus médiatiques ont généralement une haute idée de «la galanterie» gauloise, de la «liberté sexuelle» des femmes françaises toutes évidemment avides d'hommages masculins. En fait, ils ne font que défendre le droit des hommes, y compris des dirigeants politiques, de draguer de façon lourdingue, d'imposer un droit de cuissage aux journalistes politiques, voire d'avoir des comportements violents comme l'ont montré les procès du dirigeant socialiste DSK.

Face à de tels adversaires qui prétendent enseigner le «féminisme» aux travailleurs immigrés originaires du Maghreb ou d'Afrique noire, l'extrême gauche n'est pas très à l'aise. De même qu'elle n'arrive pas à dénoncer l'antisémitisme parce que le racisme antimusulmans serait «plus important», qu'il serait «institutionnalisé», et que de toute façon les «Juifs» seraient, selon elle, des «privilegiés¹»; de même elle n'arrive pas à

¹ C'est ainsi que Norman Finkelstein a déclaré que les «*Juifs sont bien insérés dans les réseaux du pouvoir et du privilège. (...) Vous épousez une Juive ou un juif et cela vous ouvre des portes parce que c'est le groupe*

défendre l'égalité des sexes face aux traditions rétrogrades colportées par les organisations musulmanes réactionnaires dans l'immigration, par peur d'être accusée de racisme antimusulmans ou de racisme tout court.

La situation est encore compliquée par le fait qu'une partie des jeunes femmes de culture musulmane qui dénoncent le poids des traditions dans leurs «communautés» en France se sont souvent alliées au Parti socialiste (cf. par exemple SOS Racisme et le mouvement Ni putes ni soumises) ou avec des intellectuels de gauche sociaux-chauvins (cf. les discussions et polémiques autour de la loi de 2004 contre les «signes religieux ostensibles», dirigée en réalité contre le hijab), quand ils ne sont pas ouvertement hostiles à l'immigration.

Enfin, pour ajouter à la confusion, les Femen prétendent elles aussi s'attaquer à l'islam au nom du «féminisme», comme l'a montré leur dernière intervention au «Salon musulman», à Pontoise le 12 septembre 2015 aux cris de «*Personne ne me soumet, personne ne me possède, je suis mon propre prophète.*» Slogan et intervention particulièrement stupides si l'objectif était de toucher des femmes musulmanes et d'ébranler le «patriarcat musulman» prôné par les «imams» réactionnaires présents.

Tu comprendras que de telles interventions ne peuvent que faire le jeu des Indigènes de la République....

En ce qui concerne le sexisme, il faut reconnaître que les Indigènes ont eu raison de dire que la loi de 2004 contre les «signes religieux ostensibles» était une loi contre les femmes musulmanes, une loi raciste, dans le sens où elle a nourri le racisme antimusulmans sans faire progresser la cause de la laïcité dans les esprits.

Il faut signaler d'ailleurs que le PIR ne défend absolument pas la laïcité, bien au contraire, puisque Christine Delphy a pu dénoncer, dans les colonnes du journal du PIR, «*la transformation sournoise de l'athéisme en religion d'Etat*¹» (!). Cette proposition est à la fois mensongère et absurde quand on connaît le poids de l'Eglise catholique en France, comme l'ont bien montré les millions de manifestants catholiques qui sont descendus dans la rue, dans tout le pays, contre le projet de loi Savary, pour défendre les écoles privées en 1984, puis en 2013 contre le mariage homosexuel.

Mais il faut admettre que les Indigènes de la République ont raison de souligner que le hijab n'a pas la même signification dans le monde arabo-musulman et en Occident, et que l'on doit être précis lorsqu'on compare la situation des femmes musulmanes en Iran ou en Arabie saoudite et leur situation en France, par exemple.

ethnique le plus riche aux Etats-Unis» (<http://www.thejc.com/comment-and-debate/comment/131578/i-debated-norman-finkelstein-kings-college-it-was-dire-and-scary>).

¹ «La religion, une affaire privée», *L'IR* n° 6, avril 2007, p. 10.

Je ne peux que répéter ce que j'ai entendu un travailleur anarcho-syndicaliste déclarer dans un débat public à Toulouse: «Ce qui est important ce n'est pas le voile que certaines femmes portent **sur** leur tête, mais celui que, nous, les hommes et les femmes, avons **dans** notre tête.» Ce «voile» symbolisant tous les préjugés sexistes, racistes, sociaux, religieux, nationalistes, qui existent aussi à gauche et contre lesquels nous devons lutter.

Dans le même temps, nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux sur le fait que le port du «hijab», ou pire de la «burqa» ou du «niqab», n'est pas un simple choix religieux d'ordre privé. C'est aussi et en même temps un uniforme, un outil de propagande pour les groupes réactionnaires religieux (salafistes) ou politico-religieux (islamistes), à la fois dans les pays du Nord et du Sud. En tout cas, ce n'est pas une simple question de goût personnel vestimentaire comme le port du string : cette comparaison ridicule figure justement dans un livre d'interviews effectuées par des sympathisants des Indigènes de la République !

Dans un tel contexte, les Indigènes ont beau jeu de dénoncer la droite raciste et la gauche pseudo-universaliste (ce qu'ils appelaient les «fachos de gauche», dans une rubrique de leur journal entre 2005 et 2008) qui ne défendent les droits des femmes que lorsqu'elles sont... musulmanes de religion ou de culture.

Pour ce qui concerne l'homosexualité, Houria Bouteldja, toujours soucieuse de coller au plus près des préjugés propagés par les organisations musulmanes réactionnaires, comme l'UOIF et PSM, avec lesquelles elle souhaite coopérer dans la lutte contre «l'islamophobie», a expliqué que l'homosexualité avait été importée par l'Occident dans les pays arabomusulmans. Elle a déclaré: «*le mode de vie homosexuel n'existe pas dans les quartiers. Ce qui n'est pas une tare*» et «**Le mariage pour tous ne concerne que les homos blancs**¹. *Quand on est pauvre, précaire et victime*

¹ Cela n'a peut-être pas toujours été la position de tous les Indigènes puisque dans un article intitulé «Séropro et Indigène : un cocktail destructif» (*L'IR* n° 11, 2008, p. 8), Reda Sadki, même s'il attribuait la propagation du Sida surtout à la toxicomanie et au partage des seringues, s'il se livrait à une violente dénonciation de la «frange la plus sectaire du mouvement homosexuel», et s'il ne mentionnait à aucun moment l'existence d'homosexuels «indigènes» dans les quartiers populaires, semblait au moins sensible aux difficultés rencontrées par les familles maghrébines et africaines touchées par la maladie et en faisait un motif de participer à la Marche des Indigènes cette année-là.

de discrimination, c'est la solidarité communautaire qui compte. L'individu compose parce qu'il y a d'autres priorités¹.»

Mais ce n'est pas tout : selon Houria Bouteldja, si des «*musulmans* avaient manifesté contre le mariage homo mais en refusant toute alliance avec l'extrême droite ou même la droite, cela nous aurait paru intéressant, car nous aurions eu affaire à des groupes racisés qui osent s'affirmer²». Elle revendique le droit à «l'indifférence» du PIR et des habitants des quartiers populaires vis-à-vis du mariage homosexuel, des luttes des LGBT et de la politisation des questions sexuelles.

Deux sympathisants des Indigènes de la République, Stella Magliani-Belkacem et Félix Boggio Ewanjé-Epée, ont écrit, dans un livre intitulé *Les féministes blanches et l'Empire*, que l'homosexualité, comme identité, était une notion occidentale inadaptée au monde arabe et africain ! Remarque assez comique pour des gens qui n'arrêtent pas de mettre en avant **l'identité** («postcoloniale» ou «non blanche») comme le nec plus ultra de la pensée radicale. Et Boggio Ewanjé-Epée de «*dénoncer la tentative de faire de l'homosexualité une identité universelle qui serait partagée par tous les peuples et toutes les populations*³».

Le problème avec les Indigènes de la République, et la plus grande partie de l'intelligentsia de gauche et d'extrême gauche occidentales influencée par le post-modernisme, le multiculturalisme ou les études subalternes, est qu'ils **ne soutiennent le plus souvent aucune lutte réelle** pour les libertés et l'égalité des femmes, dans aucun pays du monde, même s'ils se présentent comme des individus hypercritiques vis-à-vis de toutes les formes de domination.

Dans le Sud, ils défendent une position timorée parce qu'ils pensent que les femmes sont manipulées par l'impérialisme et/ou par la «gauche blanche» occidentale, en particulier dans les pays qui se disent «musulmans». Ou alors ils prônent un «féminisme musulman» dont le contenu et les contours sont plutôt nébuleux⁴, comme en témoigne l'Appel des féministes indigènes qui dénonce la «*guerre des sexes*», expression qu'on s'attendrait plutôt à trouver sous la plume d'Eric Zemmour ou d'Alain Soral.

¹ <http://www.streetpress.com/sujet/74580-plus-forts-que-frigide-barjot-les-indigenes-de-la-republique-denoncent-l-imperialisme-gay?>

² *Vacarme* n° 71, avril 2015, (<http://www.vacarme.org/article2738.html>).

³ *idem*.

⁴ Cf. sur ce sujet le numéro 46 de Critique internationale (<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2010-1-page-5.htm>).

Dans le Nord, ils sont réticents à s'engager dans les combats féministes parce que les féministes sont principalement «blanches» et appartiennent à la majorité «blanche» qui bénéficie de nombreux «privilèges».

Un «Appel des féministes indigènes¹» a été publié dans *L'Indigène de la République*. A sa lecture on saisit bien les contradictions insolubles dans lesquelles elles se débattent. Après avoir dénoncé «*les diktats de l'universalisme blanc et masculin et du féminisme blanc*»², les «*traîtresses à l'ordre communautaire*», cet appel prend la défense

– de la religion («*Nous refusons les présupposés idéologiques selon lesquels le féminisme serait incompatible avec la foi religieuse, notamment en portant et défendant la parole féministe des femmes croyantes*»³);

– et des traditions familiales et culturelles («*Nous refusons l'injonction à la déloyauté envers les nôtres avec tous les sacrifices que cela suppose : rupture familiale, guerre et concurrence des sexes, mise à distance de nos cultures chaque jour mises en accusation*»⁴).

Employant une langue de bois digne de l'ONU, les «féministes indigènes» affirment : «*Chaque femme est en droit de choisir son mode de vie en continuité, en composition ou en rupture avec sa culture, sa tradition ou sa religion*»⁵.

Pour se composer une posture plus radicale, elles n'oublient pas d'évoquer le «*rapport étroit entre patriarcat et impérialisme*», mais c'est uniquement pour **gommer les siècles d'histoire de domination masculine et de domination religieuse** (musulmane, bouddhiste, hindouiste, juive ou chrétienne) qui ont précédé la pénétration puis la domination des puissances européennes dans les pays du Sud.

Cette attitude **doublement abstentionniste dans la réalité** convient parfaitement aux classes dirigeantes, à la fois dans le «tiers monde» et les principales puissances occidentales, car elle freine, elle limite toutes les tentatives d'initier ou de renforcer la solidarité entre les luttes des femmes pour l'égalité dans le Nord comme dans le Sud.

Dans les années 60, on entendait le même genre de logorrhée et de raisonnements pseudo-radicaux chez les tiers-mondistes, particulièrement chez les maoïstes, voire chez certains trotskistes. Pour ces militants, les ouvriers européens étaient tous «intégrés» par la «société de consommation» ; ils vivaient de l'exploitation des pays du tiers monde, donc aucune solidarité n'était possible ; seules comptaient les luttes des travailleurs immigrés en Occident et celles des paysans du Sud... Là aussi,

¹ IR n° 4, février 2007.

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ *Idem.*

⁵ *Idem.*

aucune solidarité de classe n'était possible, puisque les prolétaires «blancs» (occidentaux) des métropoles impérialistes étaient censés vivre sur le dos des prolétaires «non blancs» du Sud et du Nord.

On retrouve ce point de vue étrié dans la façon dont Sadri Khiari interprète, en juin-juillet 2007, la victoire électorale de Sarkozy comme «une amélioration de ces rapports de forces en faveur du pouvoir blanc, c'est-à-dire aussi d'une partie des classes populaires¹».

Or, dans le même numéro, Said Bouamama écrit fort justement : «La domination raciste contribue à l'occultation de certains clivages sociaux au profit d'autres, encourage à une lecture culturaliste et ethniciste des questions sociales, incite à une concurrence inégale au sein des milieux populaires, pousse les membres des classes populaires "blancs" à se construire en "petits Blancs" et leurs membres issus de l'immigration postcoloniale à ne se définir que par le référent d'origine²».

Le «retournement radical du stigmatisme» que prône le PIR (à la suite de bien d'autres Identitaires de gauche depuis les années 60) mène justement à l'impasse que Bouamama dénonce dans son texte et qu'il attribue à la seule domination raciste : l'hostilité entre «petits Blancs» et «postcoloniaux» se renforce aussi parce que, de part et d'autre, à droite comme à gauche, on ne leur propose que des explications fondées sur la «race» – et peu importe que, pour le PIR, ou pour d'autres théoriciens, il s'agisse seulement d'une «race subjective», d'un «mensonge efficace», ou d'une notion «sociopolitique» et non biologique. Personne ne peut utiliser une notion aussi connotée depuis des siècles que celle de race sans provoquer des dégâts politiques considérables.

De plus, contrairement à ce que croit Said Bouamama, «l'immigration et ses enfants» ne forment nullement un bloc homogène qui ferait uniquement «partie de la classe ouvrière et même de ses parties les plus exploitées et dominées³». La mobilité sociale est réelle au sein de

¹ *L'IR* n° 8, «Vote de classe» ou «Vote de race» ?, p. 3.

² «L'articulation des dominations : une nécessité incontournable pour l'analyse et pour l'action», *L'IR* n° 8, p. 7.

³ On retrouve cette idée sous une forme encore plus caricaturale dans un article de Fatima Ouassak («Les lumières de l'islam de France», *L'IR* n° 9, octobre 2007, p. 6-7) où elle écrit : «Les classes opprimées, Noirs, Arabes, musulmans, deviennent les classes dangereuses». Non seulement l'auteure, dans ce texte, assimile tous les «Noirs» de France à l'islam (alors que les Antillais des DOM sont bien davantage chrétiens que musulmans comme en témoigne l'essor de l'évangélisme dans les banlieues populaires). Mais en plus elle déplore que les «musulmans» ne soient pas représentés dans «les états-majors de l'armée», «les conseils d'administration des grands

l'immigration «postcoloniale» qui est, elle aussi, structurée par la division en classes aux intérêts opposés.

Le PIR, qui se réclame souvent de l'exemple des Black Panthers et a invité Angela Davis à venir en France pour fêter les dix ans d'existence du mouvement, le 8 mai 2015, aurait dû pourtant remarquer que rien n'empêche une société fondée sur le racisme institutionnel, comme les Etats-Unis, de créer, certes sous la pression des luttes, une vaste petite bourgeoisie noire (qui se reconnaît justement dans les discours identitaires qu'apprécie le PIR) et même une bourgeoisie noire, voire de choisir de mettre à la tête de son Etat Barack Obama¹, de ses forces armées Colin Powell et de sa diplomatie Condoleeza Rice, tous Afrodescendants qui mènent une politique aussi impérialiste et colonialiste que les «élites blanches».

En fait, les postmodernes, et donc aussi les Indigènes, ne souhaitent nullement renverser le capitalisme (ni même mettre fin à la domination des hommes sur les femmes, quoi qu'en disent les «féministes indigènes»). En effet, leur «priorité» essentielle, pour ne pas dire leur fonction essentielle, est de faire respecter les «traditions» nationales, ethniques et religieuses «non blanches», sous un prétexte radical : celui de l'anti-impérialisme et de l'anticolonialisme². C'est exactement la position défendue par Tariq

groupes de presse» et «la haute fonction publique». Pas étonnant que son article se termine par un appel à un citoyennisme authentique !

¹ Il faut avoir le cerveau particulièrement encombré par les préjugés raciaux (au sens biologique) pour affirmer que Barack Obama ne serait pas un vrai «Noir» puisque sa mère était «blanche» et que ses ancêtres n'ont pas connu l'esclavage. C'est pourtant l'exercice auquel se livre Walou dans *L'Indigène de la République* n° 13, octobre 2008, p. 8 : «(...) paradoxalement, dans le cas qui nous préoccupe, 1 Noir = 1/2 Noir + 1/2 Blanc. J'ai lu quelque part cette question : pourquoi dit-on qu'Obama est noir alors qu'il est à moitié blanc ? (...) Pourquoi les Européens voient-ils en Obama un Noir non noir ? Parce que : 1) sa mère est blanche ; 2) il ne descend pas d'esclaves. (...) 6°) il n'a pas de grosses lèvres, des grandes dents toutes blanches qui rigolent tout le temps et un large nez épaté. En tant que Noir, Obama a donc des circonstances atténuantes ; c'est un Noir atténué ; inoffensif et même bénéfique comme les virus atténués avec lesquels on fait les vaccins.» Sous prétexte de critiquer l'Obamalâtrie des médias et les illusions de nombreux gens-de-gôche sur les effets positifs de l'élection d'un président afro-américain, Walou exprime en réalité son rejet viscéral, physique, du métissage, exactement comme n'importe suprémaciste blanc...

² En cela, leur démarche relève de la même logique corporatiste-ethnique que celle des Identitaires d'extrême droite. Eux aussi dénoncent

Ramadan¹ qui a approuvé et signé le Manifeste des Indigènes – comme l’a appelé Nad au début de cette interview,.

Il est possible qu’au sein du PIR il y ait eu, ou il y ait encore, des discussions sur cette dénonciation lancinante et obsessionnelle des «féministes blanches», accompagnée de la dénonciation des «traîtresses» (entendez toutes celles qui critiquent les coutumes de leur «communauté d’origine» d’un point de vue féministe, laïque ou révolutionnaire), comme en témoigne une interview passionnante de Kaïssa Titous² menée par le PIR. Titous rappelle la place essentielle des jeunes filles et des femmes maghrébines, à l’initiative et à la tête des mobilisations dans les banlieues ouvrières, durant les années 70 et 80, à la fois contre les violences et les meurtres commis par des flics, pour la solidarité avec leurs fils, frères ou cousins emprisonnés, pour renforcer la solidarité entre tous les habitantes et habitants du quartier, etc.

K. Titous remarque qu’«on n’a jamais vu les féministes en tant que telles en banlieue et être aux côtés des femmes immigrées» mais souligne également que les femmes immigrées des quartiers populaires «ont rencontré des femmes françaises généreuses, syndicalistes, militantes politiques, catholiques ou protestantes, religieuses, associations caritatives, qui les ont accompagnées et souvent aidées – il fut une époque où le mot solidarité voulait dire quelque chose». Kaïssa Titous rappelle qu’«les *a beaucoup chargés* [nos pères, nos maris, nos frères] : *violents avec les*

l’impérialisme américain, Hollywood, les Mcdo. Ils conchient le «sionisme» et Israël, tout en s’extasiant sur les qualités militaires du Hamas ou du Hezbollah. Ils admirent l’Iran des mollahs, la Syrie de Bachar al-Assad ou l’Irak de Saddam Hussein comme des nations qui résistent à «l’Empire». Ils vantent les vertus de l’enracinement dans des «terroirs» (ce que Maurras appelait des «patries charnelles») soumis à un ordre social et religieux éternel ou en tout cas pluriséculaire (dans ce cas un héritage européen-blanc à dominante catholique, orthodoxe ou protestant, selon les pays concernés). Les Identitaires de gauche louent l’islamité, l’arabité, l’africanité ; les Identitaires de droite exaltent la francité, la germanité, la britannicité, l’occidentalité et la chrétienté. Ces démarches reposent sur l’unité entre toutes les classes sociales, à l’exception de quelques «traîtres» («bounties», «oreos» et «Oncle Tom» à l’extrême gauche ; «mondialistes», «licraisés» ou «enjuivés» à l’extrême droite) pour la réalisation de leur projet corporatiste ethnico-religieux.

¹ «40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot», 2007 (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article487>)

² «Nous avons besoin d’un mouvement de combat», *L’IR*, mars 2007, p. 7 et 8. Cette interview, comme tous les textes des treize premiers numéros de l’organe du PIR, est téléchargeable sur leur site.

femmes, polygames délinquants, violeurs, voleurs, machos et maintenant terroristes». Et de conclure par ces paroles pleines de sagesse : *«Sur le fond, je ne suis pas en désaccord avec le mot "blanc" comme référence sociale. C'est juste que je le trouve inefficace. C'est donner des arguments à ceux qui veulent faire crever le mouvement.» En effet «(...) dans mon quartier (...) il y a beaucoup de femmes " blanches" qui sont exploitées, niées, méprisées et très pauvres (...).*»

Malheureusement, ce type de critiques sont ignorées par le PIR, comme en témoigne une réflexion de Nicolas Qualander : *«Beaucoup s'étonnent aujourd'hui du retour de la question de l'identité culturelle : celle de l'islam, chez nombre de fils et filles issus de l'immigration ; celles de l'arabité, ou de l'africanité ; celle de la référence indigène dans la Bolivie d'Evo Morales ou dans le Venezuela d'Hugo Chavez¹.*»

Le PIR s'est construit comme une organisation identitaire et restera sans doute enfermé dans cette définition idéologique.

L'identitarisme (de droite comme de gauche) progresse lentement mais sûrement en Europe et ce n'est pas certainement pas un phénomène positif qui permettra d'organiser plus efficacement les exploités.

Comme l'explique l'anthropologue Jean-Loup Amselle, les idéologies identitaires sont fondées sur le «primitivisme» (l'idéalisation des sociétés dites primitives, sous domination coloniale ou néocoloniale ; et l'idéalisation de la paysannerie du Nord comme du Sud). *«Le primitivisme, sous la forme d'un populisme de l'autochtonie, est donc un schème de pensée éminemment malléable et, à ce titre, il peut être aussi bien récupéré par l'(extrême gauche) que par l'(extrême) droite.»*

¹ «Amilcar Cabral, culture et libération», *L'IR*, n° 2, p. 9, décembre 2006.

7. LE PIR MINIMISE ET MANIPULE L'ANTISEMITISME

Eric : Le mouvement DTM semble ne pas connaître grand-chose à l'antisémitisme et il considère que l'importance historique de la Shoah est fortement exagérée. Selon eux, l'antisémitisme est moins important que le racisme aux Pays-Bas, parce qu'il ne serait pas «institutionnalisé». Quelle est la position des Indigènes sur l'antisémitisme en France?

Yves : Pour comprendre la position du PIR à propos de l'antisémitisme, il faut d'abord se pencher sur leur vision des différentes formes de racisme et sur les divers génocides, vision qui est tellement répandue à gauche et à l'extrême gauche qu'elle n'est presque jamais discutée et remise en cause dans ces milieux.

Comme tous les tiers-mondistes, le PIR partage bel et bien l'idée d'une hiérarchie morale et politique entre les «génocides» et les crimes de guerre. Il considère que les crimes de l'Occident sont plus graves que les autres. Ce parti ne mentionne jamais ceux qui se sont déroulés à l'intérieur des pays du Sud, à commencer par les traites orientales et intra-africaines... ou alors uniquement pour en rejeter la faute sur l'Occident ou en minimiser la portée.

Le PIR considère même, au mépris de la vérité historique, qu'il n'y aurait aucun lien entre l'antisémitisme européen et l'antisémitisme dans les pays dits musulmans : «*Nous refusons d'inscrire les sentiments anti-juifs des indigènes dans la filiation de l'antisémitisme européen. Nous les rattachons à une autre histoire, l'histoire coloniale, l'histoire d'Israël, et l'histoire de l'État-Nation ¹*».

Houria Bouteldja ignore le statut discriminatoire pluriséculaire des dhimmi dans les sociétés musulmanes, statut inventé contre les juifs et les chrétiens bien avant les interventions occidentales. Elle ignore les nombreux passages du Coran qui dénoncent le rôle «criminel» des juifs. Elle ignore les écrits des nombreux théologiens musulmans qui ont construit une image démoniaque du judaïsme à travers les siècles.

Bref, elle ignore que l'antisémitisme a une histoire...

Par exemple, Martial Ze Belinga, du site Afrikara, déclare dans une interview au PIR : «*Les traites orientales qui se sont étendues sur un plus long terme ont été moins intensives avec un impact incommensurablement plus faible sur ces sociétés²*.» Ce type de propos négationnistes, favorisé par le manque de témoignages et de documents écrits sur les traites

¹ *Idem.*

² *L'IR* n° 7, mai 2007, p. 4.

orientales et intra-africaines, ne suscite aucune réaction de Sadri Khiari, son interlocuteur.

Nous pouvons observer le même silence complice lorsque Willy de l'Alliance noire citoyenne profère une énormité : *«les autres traites ne m'ont pas du tout touché¹»*. Comme si les Afro-descendants antillais devaient être indifférents au sort des Afro-descendants mauritaniens, tunisiens ou égyptiens dont les ancêtres ont été victimes de l'esclavage. Indifférents parce que ces derniers vivent dans des pays «musulmans» bien sûr, car l'exemple des Noirs américains est, lui, sans cesse cité comme référence qui «touche» les Antillais !

Bel exemple des absurdités réactionnaires auxquelles mènent les théories identitaires dont l'«antiracisme» est à géométrie variable.

On retrouve le même genre de corporatisme ethnique dans un article de l'écrivain Raphaël Confiant où l'auteur, tout en invoquant la solidarité nécessaire *«entre Noirs français et Antillais restés au pays»* nous explique qu'un *«Noir vivant à Aubervilliers ou à Nanterre ne peut pas savoir ce qui est un bon pour un Antillais vivant à Basse-Pointe (Martinique) ou à Vieux-Habitants (Guadeloupe) et inversement²»* !

L'Argentin «blanc» Alfredo «Che» Guevara qui a pensé la théorie du *foco* notamment pour les Indiens boliviens et combattu à leurs côtés ainsi qu'aux côtés des Africains du Congo, ou le métis martiniquais Frantz Fanon qui a osé soutenir le FLN et réfléchir à la cause algérienne, ont dû se retourner dans leur tombes en lisant de telles insanités identitaires !

De même quand Martial Ze Belinga explique que *«les civilisations européennes puis occidentales sont les seules qui ont la particularité d'avoir rationalisé la hiérarchisation des êtres humains sur la terre»*, il n'a jamais dû lire cette phrase d'Ibn Khaldoun : *«Les seuls peuples à accepter l'esclavage sont les nègres, en raison d'un degré inférieur d'humanité, leur place étant plus proche du stade animal.»*

Face à l'Etat d'Israël, dont les partisans les plus réactionnaires ont tendance à minimiser, ou à faire passer au second plan, d'autres massacres de masse, crimes de guerre ou génocides commis par l'Occident en dehors du judéocide, le PIR, lui, prend une position tout aussi erronée et privilégie la dénonciation des massacres et les crimes de masse contre des «non Blancs» commis par des «Blancs»... en oubliant les autres au nom, bien sûr, de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme.

¹ L'IR n° 4, février 2007, p. 8.

² «Marronnage et Jihad. De la nécessité de soutenir nos luttes respectives», L'IR n° 13, octobre 2008, p. 3.

Eric : Peux-tu nous préciser quel est exactement l'attitude du PIR face à l'antisémitisme ?

Yves : La question de l'antisémitisme est sensible ici parce que ce pays abrite à la fois la plus importante «communauté» juive et la plus importante «communauté» musulmane en Europe ; mais aussi en raison du passé collaborationniste de l'administration, de la police et de la justice françaises avec l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Et de la version mensongère de la Résistance concoctée par les staliniens et les gaullistes à cette période et surtout après...

Nés en 2005, les Indigènes de la République ont donc tout d'abord été prudents quoique, dès l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006, on pouvait noter leur refus d'admettre qu'il s'agissait d'un meurtre antisémite.

Le communiqué du 1^{er} mars 2006¹ dénonçait certes le meurtre d'Ilan Halimi (un «*crime atroce*», «*crapuleux*» selon le MIR) mais embrayait ensuite sur «*le traitement d'exception accordé au racisme anti-juifs*» sans prononcer une seule fois le mot «antisémitisme». Ce texte ayant suscité des critiques, Sadri Khiari répondit dans un long article² et il se demanda «*Pourquoi ce fait divers, certes monstrueux et qui a pu mobiliser – l'enquête dira peut être et dans quelle mesure – des stéréotypes antisémites, pourquoi ce fait divers, donc, a-t-il pu devenir une affaire politique majeure (...) ?*». Répondant à sa propre question, Sadri Khiari dénonça la manipulation politique organisée autour du meurtre par les médias et tous les partis ; «*l'offensive buschienne*³ à l'échelle internationale et (...) celle, combinée, que mène la droite (et que continuerait sans doute de mener la nouvelle gauche plurielle si elle accédait au pouvoir en 2007) contre l'immigration et contre les populations issues des anciennes colonies : les Noirs, les Arabes, les musulmans» ; mais aussi la manifestation rassemblant les partis de la gauche et de la droite contre ce meurtre comme une initiative «raciste»... Sa critique aurait été plus crédible si le MIR avait proposé une manifestation indépendante, ce qu'il se garda bien d'organiser – pas plus, d'ailleurs, que l'extrême gauche, les anarchistes et l'UJFP...

¹ <http://indigenes-republique.fr/meurtre-dilan-halimi/>

² <http://indigenes-republique.fr/reponse-a-philippe-corcuff-concernant-le-communique-des-indigenes-de-la-republique-sur-le-meurtre-dhalimi/>

³ On a un peu de mal à saisir le lien entre, d'un côté, les tortures pratiquées par une quinzaine de jeunes sur un employé juif qu'ils avaient enlevé et qui est mort de leurs traitements barbares, et, de l'autre, «l'offensive buschienne», mais cette prose illustre bien comment les gauchistes noient le poisson quand une question ou un événement les dérange.

En 2012, après que Mohamed Merah eut assassiné trois enfants juifs de 3, 6 et 8 ans, dans une école de Toulouse, Houria Bouteldja trouva le moyen d'écrire un article intitulé «Mohamed Merah et moi» où toute sa compassion allait à la mère du tueur, et où elle n'avait pas un mot particulier pour les parents des enfants juifs assassinés¹.

En effet, elle déclara «*Au nom du Printemps des quartiers, je voudrais également que nous ayons tous ici ce soir une pensée solidaire pour Mme Zoulikha Aziri, mère de Mohamed Merah qui traverse aujourd'hui une épreuve insoutenable.*» Autant le nom, la religion, les origines de la mère de Merah sont explicitement mentionnés et présentés comme significatifs et dignes d'explications «politiques» à la sauce postcoloniale, autant les mères des enfants et de l'adulte juifs assassinés par Merah sont maintenues par Bouteldja dans l'anonymat le plus total («*Au nom de Printemps des quartiers, je voudrais ici exprimer notre profonde tristesse aux familles, aux pères et aux mères des victimes, adultes et enfants de l'effroyable tuerie de Toulouse et Montauban*»). Leur identité juive est niée, la motivation antisémite évidente de Merah est dissimulée. C'est bien cette négation grossière de l'antisémitisme par le PIR et sa porte-parole qui pose problème.

Après s'être assurés de l'aide de juifs de gauche antisionistes comme ceux de l'UJFP² les Indigènes se sont mis à recycler, en toute bonne

¹ Cf. «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses», *NPNF* n° 40-41, mai 2012.

² L'Union juive française pour la paix fait partie de ces organisations identitaires de gauche qui fleurissent depuis quelques années. Elle prétend représenter les «juifs pour la paix en Palestine» mais regroupe en fait de nombreux non-juifs, comme le prévoient d'ailleurs ses statuts. On ne comprend pas bien alors pourquoi cette organisation n'a pas tout simplement pris le nom d'«Union française pour la paix en Palestine» sans faire référence à aucune mention confessionnelle, culturelle, nationale ou ethnique, selon la définition que l'on a de la judéité.

Plus exactement on ne peut le comprendre que si on lit cette déclaration très claire de leur copine Bouteldja : «*Nous, on a toujours été pour que les juifs s'identifient en tant que juifs, même s'il faut reconnaître que c'est une régression. On est arrivé à une telle tension entre "races" qu'il devient urgent pour les juifs de brandir leurs identités ethno-religieuses associées à des identités politiques radicalement antisionistes et antiracistes : "Non, les juifs ne sont pas tous sionistes."*» (<http://www.vacarme.org/article2738.html>, *Vacarme*, n° 71, avril 2015). Sans le vouloir, la porte-parole du PIR met ici le doigt sur l'essentiel : les politiques identitaires constituent une véritable **régression** consciemment souhaitée par leur promoteurs. De plus, elle montre qu'elle ne connaît absolument rien aux multiples définitions de

conscience, à la fois certains raisonnements et une terminologie proche de l'extrême droite concernant les Juifs de France.

Ils expliquent, bien sûr, eux aussi, en France, que l'antisémitisme ne serait pas «institutionnalisé» en France, contrairement au racisme antimusulmans ou anti-Africains qui eux le seraient.

Je remarquerai, au passage, qu'ils n'ont rien compris l'intérêt de la notion de racisme institutionnel. Appliquée aux Noirs américains, ou aux minorités d'origine africaine ou maghrébine dans les pays du Nord, ce concept permet d'aller au-delà des apparences juridiques et constitutionnelles (les discours des Etats occidentaux condamnent officiellement le racisme depuis longtemps) et de mettre au jour et dénoncer les mécanismes discriminatoires non officiels...

Mais on doit aussi l'appliquer au racisme des «non-Blancs» contre d'autres «non-Blancs», par exemple le racisme qui vise les minorités ethniques dans des pays comme la Thaïlande, la Birmanie, la Chine ou le Vietnam. Ou encore les différentes formes de racisme qui opposent entre eux les métis, les Afro-descendants et les Indiens au Brésil, en Colombie, au Pérou ou au Venezuela, racismes qui ne s'expliquent pas uniquement par le rôle des «Blancs occidentaux», n'en déplaît aux partisans du postmodernisme ou des études postcoloniales.

Quand les militants du Black Panther Party proclamaient «*Aucun Vietnamien ne m'a jamais traité de nègre*¹», ils démontraient qu'ils ne connaissaient rien à l'Asie du Sud-Est, au mépris et aux discriminations multiples et systématiques dont sont victimes les populations d'Asie du Sud-Est à la peau plus foncée que les plus «blancs» de leurs compatriotes (notamment les minorités vivant dans les régions montagneuses, ou qui en sont originaires), sans compter les préjugés tenaces qu'ils ont contre les Africains !

Si les Indigènes et les «antisionistes» étaient capables d'un minimum d'imagination et d'esprit critique, ils se demanderaient également pourquoi l'antisémitisme constitue toujours un enjeu politique de masse en France, par exemple pour des agitateurs fascistes populaires comme le «comique» Dieudonné. Mais ils n'ont rien d'intéressant à en dire car leur «antisionisme» non seulement les aveugle mais les incite à des «blagues» antisémites comme en témoigne ce petit entrefilet dans la rubrique

la judéité, en dehors de l'élément «ethnico-religieux». Mais c'est normal puisque c'est le seul qui trouve grâce à ses yeux ! Quant à parler de «races», même avec des guillemets hypocrites, on voit que Houria Bouteldja n'a aucune mémoire et participe de la campagne actuelle de négation de l'antisémitisme qui elle-même fait le jeu des «sionistes» d'extrême droite.

¹ Slogan cité dans *L'IR* n° 1, 2005.

«Braises» : «*On l'a vu cet été, le keffieh palestinien est à la mode. Pas un bobo en ville sans son imprimé quadrillé. Outre que soit vidé de son sens ce symbole de la résistance palestinienne, cela met à mal les artisans palestiniens, dont c'était une source de revenu. En effet, les fichus bon marché et colorés sont désormais produits en Chine et inondent le marché. Qu'un sioniste soit derrière tout ça ne serait pas étonnant*¹.»

Sur l'antisémitisme, le PIR est capable de proclamer tout et son contraire : par exemple, lors de la célébration des dix ans du PIR, Bouteldja a condamné la quenelle de Dieudonné et évoqué les victimes juives «*à qui nous devons du respect comme à tous les morts des crimes de l'Occident*». Elle peut déclarer : «*Une partie du public indigène de Dieudonné croit que les juifs tirent les ficelles. Mais, c'est une ruse de l'État-nation*².» Ou encore : «*Au fond, la Shoah, doit aussi devenir mon sacré. Mais je pose mes conditions : je refuse que la Shoah devienne mon sacré si on ne reconnaît pas mon sacré à moi*³.» Elle dénonce les «*idéologies qui ont exterminé nos ancêtres avant le génocide des juifs et des tziganes*». Mais il s'agit de références superficielles, qui ne structurent pas véritablement sa pensée ni celle des Indigènes de la République.

Prise dans cette logique de corporatisme ethnique, Bouteldja⁴ est allée récemment beaucoup plus loin en prétendant que l'Etat français protégerait «les Juifs» depuis la fin du XIX^e siècle !

Rappelons que la France était un pays gangrené par l'antisémitisme comme l'a prouvé la condamnation inique du capitaine Dreyfus en 1894 et les douze années de polémiques jusqu'à sa réhabilitation en 1906; l'existence de ligues antisémites de masse jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; l'adoption, à l'initiative des juristes français dont Maurice Duverger (qui fit après la Libération une brillante carrière à la fois au «*Monde*» et dans l'Université française⁵), d'une législation encore plus antisémite que la législation nazie en 1940 ; et la déportation grâce à l'aide zélée de la police française de plus de 75 000 Juifs (dont environ 2 000

¹ *L'IR* n° 13, octobre 2008, p. 4.

² *Vacarme* n° 71, avril 2015 (<http://www.vacarme.org/article2738.html>).

³ *Idem*.

⁴ En 2014, elle a reçu le prix de la lutte contre l'islamophobie par la Commission islamique des droits de l'homme. Voir aussi «Les indigènes de la République, le débat sur le colonialisme français et ses conséquences" (Juin 2008) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1170>.

⁵ A ce sujet et à propos de la créativité juridique antisémite gauloise sous Pétain on lira ce livre indispensable : *Vichy, la justice et les Juifs* de Richard H. Weisberg, publié par les Editions des archives contemporaines en 1998 et passé sous silence par les historiens français.

revinrent vivants) dans une indifférence quasi générale, en tout cas à gauche....

Houria Bouteldja défend l'idée absurde et criminelle que l'antisémitisme pourrait avoir un «rôle progressif» (*sic*)¹.

La porte-parole du PIR, comme de nombreux autres militants de gauche, refuse de considérer qu'il nous faut lutter conjointement contre l'antisémitisme et le racisme antimusulmans². Elle prétend combattre la «hiérarchie des racismes» qui serait le fait de la «gauche blanche», mais son raisonnement n'est que le reflet inversé de la position des «sionistes» d'extrême droite.

Seulement deux mois après que quatre Juifs ont été assassinés dans un supermarché casher parisien, Bouteldja a déclaré que les gouvernements français avaient une «politique philosémite³» depuis 1945 – «philosémite» étant traditionnellement un terme codé à l'extrême droite pour désigner les Juifs ou les Gentils-manipulés-par-les-Juifs, de l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, dans les milieux d'extrême droite.

Pour cette militante qui prétend «politiser l'antiracisme» (?!), «les Juifs» (*sic*) seraient utilisés par l'Etat français depuis la Libération⁴ pour «devenir la bonne conscience blanche et faire de la Shoah une nouvelle religion civile», pour dissimuler «la mémoire de la traite négrière», «la mémoire coloniale», «la mémoire du génocide des Tziganes» ; cela nourrirait, selon elle, le «ressentiment envers les Juifs vus, à juste titre, comme les enfants

¹ À cette fin, elle a même utilisé et déformé une citation de CLR James (plus précisément une résolution du Workers Party américain). Cf. «Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou comment penser l'internationalisme domestique ?» (<http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-linternationalisme-domestique/>) La citation manipulée de C.L.R. James se trouve à la fin de ce texte de Bouteldja.

² Sur ce sujet on pourra l'article des Luftmenschen «Des sionismistes qui envahissent la France et autres dangereuses sornettes», *NPNF* n° 50-51, juin 2015.

³ «Racisme (s) et philosémitisme d'Etat ou comment politiser l'antiracisme en France ?» <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-etphilosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/>

⁴ Dans une autre intervention de 2012 où elle répond au CRIF «Le démon antisémite» (<https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMx2j0>), elle faisait remonter le ressentiment des «Arabes» contre les Juifs au décret Crémieux (1870) qui accorda la nationalité française aux Juifs nés en Algérie et pas aux musulmans nés dans cette colonie.

chérés de la République. C'est ici la première source de l'hostilité de la part des sujets postcoloniaux¹ envers les Juifs.»

Évidemment, dans ce texte où elle recycle le vieux langage codé de l'extrême droite française (l'accusation de «philosémitisme²» et la présentation des Juifs comme les «enfants chérés de la République» au mépris de la plus élémentaire vérité historique) et le mélange avec des concepts empruntés aux études postcoloniales et subalternes, Houria Bouteldja n'oublie pas de blâmer «les Juifs» qui seraient devenus «*les porte-parole du monde occidental ou plus exactement – pour utiliser une métaphore ses “tirailleurs sénégalais”, en particulier au moyen d'un autre Etat-nation colonial: Israël, dont la mission est d'assurer les intérêts du monde occidental dans le monde arabe.*».

En dehors de ces arguments réactionnaires, qui rendent systématiquement les Juifs responsables de l'antisémitisme, elle nous présente une image absolument fautive de la gauche française qui, selon elle,

¹ On ne voit pas bien en quoi les «Tziganes» seraient des «sujets postcoloniaux» mais Houria Bouteldja ratisse large et ses connaissances historiques, comme celles de Youcef Boussouma, sont toujours très superficielles...

² Interviewé par le PIR (L'IR n° 10), Yitzhak Laor, auteur de *Le Nouveau Philosémitisme européen et le “camp de la paix” israélien*, La Fabrique, 2007 affirme que : «*ce que j'appelle le “philosémitisme”, (...) n'est ni lié à la propagande menée par Israël, ni à la puissance des Juifs.*» Il ignore visiblement que ces thèmes sont justement au centre de la propagande du PIR, comme en témoignaient encore en juillet 2014 les discussions entre Youssef Boussoumah et Sacha Reingewitz de l'Union des étudiants juifs de France, ce dernier étant sans cesse accusé par le premier de «faire la propagande israélienne», de «défendre le camp israélien», d'être le «représentant du gouvernement israélien», etc. (<https://www.youtube.com/watch?v=pbMnmDbQjsw>). Les interventions de Boussoumah présentent clairement les Français juifs «sionistes» comme une cinquième colonne au service d'un Etat étranger : Israël. Tout comme la droite et l'extrême droite présentaient le PCF et ses militants comme une cinquième colonne de l'URSS ou du bloc soviétique.

Le terme de «philosémitisme» est couramment utilisé par l'extrême droite française depuis un siècle. Cet usage s'inscrit dans une longue tradition antisémite que les Indigènes ne peuvent faire semblant d'ignorer en se cachant derrière les analyses du romancier et critique littéraire israélien Yitzhak Laor, ou les déclarations de leurs copains de l'UJFP qui leur servent de caution politique (cf. par exemple, «Sur le philosémitisme d'Etat» de Rudolf Bkouche qui noie le poisson dans des considérations générales <http://www.ujfp.org/spip.php?article4117>)...

aurait été façonnée et fascinée par la mémoire du judéocide. Houria Bouteldja ignore totalement la manière dont les partis staliniens, la Russie «soviétique» et les «démocraties populaires» ont obligé les Juifs, après 1945, à être enrôlés comme des victimes du fascisme et non comme des victimes de l'antisémitisme.

Et cela fut évidemment valable en France dès la Libération. Comme l'indique le site Mémorial de la Shoah, dans un article intitulé «Les débuts de la construction de la mémoire de la déportation en France» : *«Le 6 août et le 9 septembre 1948, deux lois (...) instaurent (...) une hiérarchie entre les différentes catégories de rentrants»* (les «résistants» et les «politiques»). *«Sans être nommés dans le texte de loi, les Juifs sont implicitement rattachés à la catégorie des “politiques”, qui rassemble, en fait, la masse des victimes de l'arbitraire nazi et vichyste. À ne pas vouloir reprendre les catégories de l'opresseur, le législateur contribue à l'éclipse de la mémoire du génocide juif.»*

Houria Bouteldja ignore à quel point cette vision stalinienne (et même stalino-gaulliste en France) de la question juive (et son sous-texte globalement antisémite comme en témoigne l'histoire des pays du bloc de l'Est) a modelé l'antiracisme européen.

Ce «philosémitisme» imaginaire de la gauche française permet à Houria Bouteldja de justifier son soutien à l'antisémitisme «progressif» (*sic*) des dominés «postcoloniaux», dont elle prétend défendre les intérêts.

On pourrait croire que Houria Bouteldja représente une exception au PIR. Pour se convaincre du contraire, il suffit de lire ce qu'écrivent d'autres militants de ce parti sur son site.

Le premier, Malik Tahar Chaouch¹, se livre à une critique virulente des positions d'Alain Soral en attaquant «le lobby». Le PIR est particulièrement gêné parce que, cet agitateur fasciste qui tente de tendre la main aux musulmans_a repris au moins deux vidéos de Houria Bouteldja sur le site Egalité et Réconciliation. Dans la première, la porte-parole du PIR déclare que l'antisémitisme et le sionisme sont «absolument indissociables» (vieux credo négationniste). Dans la seconde, «Le démon antisémite»², elle enfile les perles sur l'histoire des peuples juifs tout en enjoignant aux Juifs d'être avant tout de bons petits patriotes dans chaque Etat bourgeois. Le sous-texte est clair pour ceux qui sont habitués à analyser les discours antisionistes aux tonalités antisémites (conscientes ou inconscientes, peu importe) : Bouteldja souligne implicitement le risque que les Juifs constituent une sorte de cinquième colonne...

Cette utilisation des paroles de Houria Bouteldja par le fasciste Soral a certainement poussé Malik Tahar Chaouch à expliquer en quoi

¹ <http://indigenes-republique.fr/soral-le-petit-soldat-de-l-empire/>

² <https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMx2j0>.

l'«antisionisme» du PIR différerait de celui des fascistes. Mais le moins qu'on puisse dire est que sa démonstration manque de consistance. En effet, ce militant «indigène» a écrit sur le site du PIR : *«Pourtant, dans le contexte français actuel et, à la différence du vieil antisémitisme européen, l'antisémitisme doctrinaire de Soral n'a pas véritablement de conséquences pratiques. Le "juif" y est un objet flottant, comme il l'est dans les discours philosémites qui dénoncent l'"antisémitisme des banlieues"»¹.*

Sur quelle planète vivent les Indigènes de la République ?

Ce militant du PIR «oublie» la torture puis l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006 par le «gang des barbares» et le meurtre de trois enfants juifs en 2012 par Mohamed Merah à Toulouse – sans mentionner des événements postérieurs à cet article, comme l'attaque de plusieurs magasins juifs et d'une synagogue à Sarcelles par des «antisionistes» en juillet 2014 et les quatre assassinats commis par Coulibaly en janvier 2015.

Malik Tahar Chaouch continue bravement : *«Son actualisation [par Soral] du vieux fonds antisémite de l'extrême droite française consiste plutôt à canaliser les populations postcoloniales vers l'extrême droite, au travers d'un pseudo-antisionisme, tout en dissociant soigneusement le sionisme de l'hégémonisme blanc et de l'impérialisme occidental, c'est-à-dire en le réduisant à un "communautarisme juif" infiltré dans les instances dirigeantes françaises.»*

Mais que fait d'autre le PIR lorsqu'il distribue des autocollants dénonçant la mainmise des «sionistes» sur les médias français, ou attaque de façon monomaniaque le CRIF comme si cette fédération d'associations juives avait un poids déterminant sur la politique de l'Etat français² ?

Poursuivons notre lecture édifiante : *«Or, s'il existe une "religion de la Shoah", il faudrait se demander ce qu'on y défend vraiment : le "judéocentrisme" ou l'Occident ? De ce point de vue, le sionisme doit être avant tout défini comme un projet colonialiste qui a été le vecteur du "blanchissement" des "juifs" (notamment en Europe), devenus alliés de leurs ex-bourreaux.»*

Notons que la prétendue tentative de «blanchissement» des Juifs par le sionisme leur a coûté six millions de morts et l'indifférence criminelle de toutes les puissances (URSS comprises) avant 1945. Et que l'Allemagne

¹ Le 18 février 2014, <http://indigenes-republique.fr/soral-le-petit-soldat-de-l-empire/>

² Cf. sur le site du PIR : <http://indigenes-republique.fr/apres-stephane-hessel-leila-shahid-le-crif-a-t-il-encore-frappe/> ou <http://indigenes-republique.fr/reponse-de-houria-bouteldja-au-crif/> ou encore <http://indigenes-republique.fr/larriere-garde-repond-a-manuel-valls/>. La critique incessante du rôle du CRIF est un thème commun à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

hitlérienne – symbole même de l'impérialisme raciste «aryen» et «blanc» – a tout fait pour empêcher le «sionisme» de réussir son projet politique. Cet argument est donc particulièrement crapuleux.

De plus, Malek Chaouch reprend le terme très douteux de «religion de la Shoah», thème favori des négationnistes et des fascistes. Il amalgame les «juifs» et les «sionistes» (de tendances très différentes), en prétendant que les «juifs» seraient devenus des «alliés de leurs ex-bourreaux». Ce passage n'a aucun sens : tout d'abord les nazis n'étaient plus au pouvoir après 1945, donc les «sionistes» n'ont pu devenir les alliés de leurs «ex-bourreaux» à moins de reprendre les mensonges de Robert Faurisson sur la collaboration entre Hitler et les «Juifs»... Ou à moins de considérer tous les Etats occidentaux comme des «bourreaux» des Juifs, Etats-Unis compris, ce qui est historiquement faux. Enfin, entre 1947 et 1949, c'est l'URSS et non les Etats-Unis qui soutinrent, y compris militairement, la création du nouvel Etat «sioniste» et rendirent sa victoire possible contre les armées arabes. L'URSS n'était pas vraiment représentative de «l'Occident blanc» à l'époque, du moins que je sache.

Dans un texte d'un autre militant du PIR, Sherine Soliman, qui cite abondamment Edward Said, on trouve les mêmes considérations absurdes sur «LE» sionisme et les mêmes amalgames dangereux : *«tout Français issu de l'immigration postcoloniale a de quoi se sentir intimement et racialement infériorisé par le sionisme qui poursuit son entreprise coloniale, et donc infériorisé par la politique française et ses discours soutenant cette idéologie¹»*. En termes clairs, tous les «non Blancs» doivent haïr les «sionistes» (traduire les Juifs).

Comme quoi les militants du PIR ont beau prétendre chasser les raisonnements du fasciste Soral par la porte, ils les font rentrer par la fenêtre sous la plume de Sherine Soliman : en effet, Soral tente, lui aussi, de faire croire aux Français d'«origine immigrée» et «musulmans» que leur condition subalterne (du moins pour ce qui concerne les prolétaires, certainement pas les ministres Rachida Dati ou Najat Vallaud-Belkacem, les hauts cadres de la banque comme Hakim El Karoui ou les hommes d'affaires comme Yazid Sabeg), dans l'Hexagone aurait un rapport étroit avec «le» sionisme, donc avec les Juifs et les juifs.

Les militants du PIR, comme apparemment ceux du mouvement DTM aux Pays-Bas si j'en crois ta question, ne connaissent rien ni à l'histoire de l'antisémitisme ni à celle DES sionismes, et n'hésitent pas à jouer avec le feu pour nourrir les haines identitaires sur lesquelles ils espèrent prospérer pour construire leur «champ politique indigène»...

¹ <http://indigenes-republique.fr/sionisme-et-antisemitisme-postcolonial-une-analyse-essentielle-inspiree-dedward-said-2/>

8. LE PIR DEFEND

LES OBSCURANTISMES RELIGIEUX

Eric : Après la traite transatlantique, la lutte en Palestine semble être le thème le plus important pour les membres de DTM. Certains d'entre eux considèrent les militants du Hamas comme des héros, et refusent de coopérer avec quiconque est en désaccord avec ce point de vue. **Quelle est la situation en France? Les Indigènes considèrent-ils la religion, ou même le fondamentalisme, comme progressistes ?**

Yves : Commençons par la question de la religion.

Le PIR part du présupposé que l'islam serait le principal référent identitaire des «non-Blancs» en France et que cela influence toute leur vision géopolitique du monde.

Dans un article au titre révélateur «Le PIR : un parti de communautés et d'individus», Walou écrit que *«en tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre¹»*.

Sur la même page, un article de Lalla H. («Ma foi musulmane, mon engagement politique») enfonce le clou religieux pour ceux qui n'auraient pas compris : *«Mon islamité est bien plus qu'une source de bien-être, c'est, selon moi, un cadre structuré et structurant mon existence dans une société de plus en plus globalisante où les points de repères volent en éclats continuellement.»* Et l'auteure d'ajouter que sa foi lui permet de s'émanciper «de la culture dominante», affirmation pour le moins curieuse dans un monde où 57 Etats se sont regroupés dans une Organisation pour la conférence islamique, structure qui n'est pas exactement au service des «dominés» musulmans, où qu'ils vivent !

Mais, rassurez-vous, les obscurantistes chrétiens ont aussi leur place au PIR puisque Ezzine Lasslaa affirme (sans nous donner le moindre détail) que *«la théologie noire chrétienne a inversé complètement les valeurs de la chrétienté coloniale²»* en invoquant la lutte de Kimpa Vita, une prophétesse chrétienne contre les colons portugais au Congo. En dehors de ce bref rappel historique (qui passe sous silence que Kimpa Vita faisait allégeance au pape, ce qui n'est pas anodin à l'époque d'un point de vue anticolonialiste), l'auteur ne nous apprend rien sur le rôle et le contenu politique des messianismes d'inspiration chrétienne en Afrique noire !

¹ *L'IR* n° 13, p. 10.

² «Christ noir versus Christ blanc», *L'IR* n°, 201.

Toujours dans le même numéro, Zulficar dresse l'éloge du cheikh Azzdine al Qassam¹, qui «rassemble les trois caractéristiques du héros révolutionnaire par excellence : l'exemplarité de sa vie, la pureté de ses intentions et sa fin sublime». «Tout à la fois chef politique, chef religieux et chef militaire, prédicateur et militant associatif, il est partisan d'un jihad révolutionnaire anticolonial et progressiste. Son souvenir nous invite à revisiter le lien entre le spirituel et le temporel, entre nationalisme et islam, entre religion et émancipation sociale. Un parcours qui fait de lui l'un des principaux baliseurs d'un islamisme de libération à venir.»

De façon cohérente, le PIR privilégie les relations avec «les associations musulmanes comme Présence et Spiritualité Musulmane, l'Union des Organisations Islamiques de France, les associations luttant contre l'islamophobie comme le Collectif contre l'Islamophobie en France ou Mamans Toutes Egales²».

La théophilie du PIR va encore plus loin au point que ce parti se transforme parfois en une officine de propagande religieuse. En effet, Houria Bouteldja dénonce une «hostilité croissante au sacré, laissant la place à une rationalité strictement instrumentale, dépourvue de sens et méprisant toute forme de transcendance». Pour ceux qui n'auraient pas compris quelle religion elle défend, elle précise sa pensée : «L'une des rares figures qui nous réhabilite et sur laquelle nous projetons notre "nous" positif et digne est celle du Prophète. Il nous permet de rester debout car il est justice, droiture et bonté. Il est notre reflet positif³.»

En quelques années, le PIR et sa porte-parole sont clairement passés de l'empathie pour les croyants (formulant au passage un diagnostic civilisationnel qui peut satisfaire aussi bien les obscurantistes catholiques, protestants et juifs) à l'apologie de la foi et de la religion musulmanes.

Cette ultra-sensibilité face aux atteintes portées au «sacré» ne va pas cependant jusqu'à inciter le PIR à se pencher sur les multiples profanations commises par les talibans, les soldats de Boko Haram, Daesh et tous ces

¹ Né en Syrie en 1883, il participe à la révolte contre le mandat français en Syrie, puis contre le mandat britannique en Palestine à partir de 1921. Partisan de la guérilla et de la lutte armée, il meurt en 1935 en combattant les soldats britanniques qui l'encerclaient avec un petit groupe de ses partisans. Icône du mouvement national palestinien actuel, comme en témoigne l'existence des Brigades al-Qassam, branche armée du Hamas.

² Communiqué du 15 avril 2015 : (<http://indigenes-republique.fr/le-bureau-executif-du-mrap-denonce-le-pir-comme-antisemite-analyse-dune-strategie/>)

³ Houria Bouteldja : «Du sacré des Damnés de la terre et de sa profanation» <http://oumma.com/219681/charlie-hebdo-sacre-damnes-deterre-de-profanation>

«damnés de la terre» si respectueux du «sacré»... Ni à expliquer son opinion sur le caractère «sacré» de la vie humaine prôné par le Hamas et le Hezbollah que soutient le PIR.

On remarquera que, dans cet article sur le sens du «sacré» chez les «damnés de la terre», Houria Bouteldja nous propose une curieuse histoire de l'islam ; en effet, à la lire, on pourrait croire qu'il n'y aurait eu aucune réflexion sur la «*distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison*» avant l'intrusion occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes ! Or, les écrits d'Averroès (XII^e siècle) et sa réflexion sur les rapports entre foi et raison sont bien antérieurs à ceux de Descartes (XVII^e siècle) et aux Lumières (XVIII^e siècle)...

Le PIR soutient donc des conceptions obscurantistes en matière religieuse, ignore même l'histoire de la pensée musulmane (ou en tout cas la falsifie), mais ses positions ne valent guère mieux sur la question du nationalisme.

9. LE PIR SOUTIENT L'ISLAM POLITIQUE

Eric : Et qu'en est-il du fondamentalisme et de l'islam politique ?

Yves : Depuis deux cents ans tous ceux qui ont voulu changer le monde et le rendre meilleur ont défendu des conceptions universalistes ; ils ont soutenu que les ouvriers et les paysans avaient des intérêts communs, même s'ils vivaient sur des continents différents et dans des «cultures» différentes.

En 2013 Bouteldja expliqua¹ que le PIR soutenait inconditionnellement la résistance palestinienne, «*quel que soit son visage, qu'elle que soit l'idéologie qui la soutient*»², mais qu'il fallait moduler son soutien à chaque période historique. Selon elle, il y a «*vingt ans ou trente ans*»³ le PIR aurait soutenu le FPLP et George Habache «*un communiste chrétien*» ; il y a dix ans⁴ le Fatah de Yasser Arafat «*un nationaliste arabe*», et en 2008, lorsque Gaza fut attaqué, le PIR a soutenu le Hamas à un moment où «*Israël voulait détruire le Hamas, organisation soutenue et élue par le peuple palestinien*»⁵.

Mais, selon Houria Bouteldja, cela ne veut pas dire que le PIR le soutiendra ad vitam aeternam ou entretiendrait des liens «idéologiques ou organiques» avec cette organisation. On remarquera quand même que, si H. Bouteldja et Y. Boussouma firent venir en France Ali Fayad, un député du Hezbollah, à l'université Paris I Panthéon Sorbonne, en décembre 2009, c'est donc bien que le PIR et le Hamas ont des liens...

Derrière ces belles paroles anti-impérialistes en apparence, il faut quand même voir que pour les Indigènes de la République, comme pour l'immense majorité de la gauche, de l'extrême gauche et même certains anarchistes, la religion constitue un élément de plus en plus important de leurs politiques identitaires et qu'ils n'ont pas une position plus claire sur le rôle des nationalismes au Sud ou au Nord.

¹ Interview OummaTV le 4 Novembre 2013.
<http://oumatv.tv/200802/houria-bouteldja-ne-sommes-integrationnistes>

² *Idem.*

³ Houria Bouteldja connaît bien mal même l'histoire du mouvement de libération nationale palestinien puisque le FPLP était influent dans les années 1970, pas dans les années 1990 !

⁴ Autre erreur de la porte-parole du PIR : le Fatah connut son apogée au début et au milieu des années 1990, avec les accords d'Oslo en 1993 et la création de l'Autorité palestinienne en 1996, pas au début du XX^e siècle !

⁵ Interview OummaTV le 4 novembre 2013.
<http://oumatv.tv/200802/houria-bouteldja-ne-sommes-integrationnistes>

Paradoxalement, alors que les mouvements altermondialistes ont regroupé, au cours des vingt dernières années, des centaines de milliers de militants du Nord comme du Sud pour des actions et d'innombrables réunions contre le «néolibéralisme», s'est répandue l'idée baroque et néfaste selon laquelle les peuples du Nord et du Sud n'auraient rien en commun, que les prolétaires du Nord vivraient sur le dos de ceux du Sud, et que, dans les grands pays occidentaux, les prolétaires «blancs» tireraient leurs «privilèges sociaux et symboliques» de l'exploitation des prolétaires immigrés, le tout accompagné de considérations sur le caractère pseudo-progressiste des religions, notamment de l'islam.

Le PIR partage ces lieux communs réactionnaires qui dominent dans les milieux altermondialistes. C'est ainsi que Nicolas Qualender, sous le titre «Liban, une résistance exemplaire¹» tresse des lauriers au «Parti de Dieu». Dans le même ordre d'idées, on peut citer l'éditorial «Nous ne laisserons pas détruire l'Iran. Organisons la Résistance contre la prochaine guerre américaine²» qui ne contient aucune critique contre le régime iranien, tout comme l'interview de Walid Charara dans le numéro suivant «La guerre contre l'Iran aura bien lieu³».

¹ Dès le n° 1 de *L'IR*, octobre 2006.

² *L'IR* n° 6, avril, 2007, p. 2.

³ *L'IR* n° 9, octobre 2007.

10. LE PIR ESSAIE DE «MARCHER SUR DEUX JAMBES» MAIS PROMET LE CORPORATISME ETHNIQUE ET RELIGIEUX

Eric : Hira et d'autres militants du mouvement DTM affirment qu'ils veulent construire un puissant mouvement «black and brown¹» aux Pays-Bas. Ils n'apprécient guère les organisations «mixtes» qui regroupent les personnes de toutes origines. Ils n'excluent pas la possibilité d'une certaine coopération avec des organisations de la gauche «blanche» qui sympathisent avec leur cause, mais seulement à condition que celles-ci acceptent inconditionnellement la direction du DTM dans la lutte antiraciste et anticoloniale. Comment cela se passe-t-il en France avec les Indigènes de la République?

Yves : Dans une interview² réalisée le 30 octobre 2012 deux dirigeants du PIR, Sadri Khiari et Houria Bouteldja défendent une position classique (et tout à fait justifiée sur certains points), celle des Black Panthers ou des organisations du Black Power : oui à des alliances avec la «gauche blanche», mais il faut préserver une autonomie organisationnelle nécessaire ; rester méfiants vis-à-vis des tentatives de récupération. Ces précautions me semblent élémentaires, même si je ne partage nullement les positions du PIR. Mais ce n'est pas à cause de la couleur de peau des gauchistes, des trotskistes ou des anarchistes que je me méfie d'eux, mais à cause de leurs programmes politiques, de leur dogmatisme et de leurs pratiques antidémocratiques et sectaires !

Sadri Khiari et Houria Bouteldja résumant ainsi leurs points de divergence avec ce qu'ils appellent la «gauche blanche antiraciste», du moins sa fraction la plus radicale: «*antiracisme abstrait*» ; «*engouement pour les sans-papiers*³», «*absence de la question des quartiers populaires*»,

¹ Littéralement «noir et marron». Expression intraduisible puisqu'elle désigne autant les personnes d'origine africaine, que celles qui viennent d'Asie, ou, aux Etats-Unis, d'Amérique latine... à condition qu'elles ne soient pas «blanches».

² <http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>.

³ En fait, ce que le PIR reproche ici à la gauche antiraciste et aux comités de sans-papiers, c'est d'avoir conclu une sorte de pacte implicite de non-agression, de laisser de côté la question du racisme institutionnel et ses implications gênantes pour la gauche, et donc une certaine bonne

«forte timidité sur la question de l'islamophobie», «absence d'une critique du racisme à gauche», timidité vis-à-vis de la Palestine, refus de reconnaître «l'autonomie indigène», trop grande focalisation sur le racisme de la droite et de l'extrême droite.

Pour reprendre une expression maoïste, je dirais qu'ils essaient de «marcher sur deux jambes»,:

– d'un côté, «*le Printemps des quartiers populaires qui est un cadre d'alliance qui accueille des indigènes de tous bords et des organisations blanches*» créé par le PIR «*dans le but de rendre visibles certaines thématiques pendant la campagne présidentielle (...) : les rapports Nord-Sud, la Palestine, les révolutions arabes, la crise économique, les quartiers populaires – et notamment les violences policières –, l'islamophobie, etc.*¹» ;

– et de l'autre, le Front uni de l'immigration et des quartiers populaires, «*autonome vis à vis de la gauche blanche*».

Pour répondre à ta question sur les alliances, le plus simple est de citer Houria Bouteldja : «*(...) la gauche de gauche est aujourd'hui notre principal allié. Comment choisissons-nous nos alliés ? En fait, c'est eux qui nous choisissent : nous attendons qu'ils se positionnent sur nos combats : islamophobie, Palestine, racisme d'État, crimes policiers, etc., et nous observons leur prises de position. Sans surprise, c'est la gauche radicale qui vient à nous*²»

Ce qui me pose problème ce n'est pas qu'une organisation veuille préserver son autonomie, c'est plutôt qu'elle défende une forme de corporatisme ethnique qui ressemble étrangement aux idées de la Nouvelle Droite. Alain de Benoist et les Identitaires d'extrême droite à sa suite font l'éloge des cultures «autochtones» à condition que chacune reste dans son lieu de naissance original, reste fidèle à sa religion, à ses coutumes familiales et à ses traditions. Les Indigènes de la République s'opposent violemment au métissage culturel ou religieux avec le même genre d'arguments que l'extrême droite religieuse ou politique.

Sous prétexte de se livrer à une critique (justifiée et nécessaire) de l'angélisme citoyen antiraciste dominant et du paternalisme qui en découle, Azzedine Benabdellah³, se livre à une véritable apologie de la pureté de la race, au sens ethnique et pas du tout «socio-politique» comme le prétendent les Indigènes pour qui ce concept ne serait, paraît-il, «*ni*

conscience voire un certain paternalisme de la gauche. Critiques tout à fait fondées d'ailleurs sur ce point.

¹Interview dans *Contretemps*, *idem*.

²*Vacarme* n° 71, avril 2015 (<http://www.vacarme.org/article2738.html>)

³<http://indigenes-republique.fr/le-metis-et-le-pouvoir-blanc/>

*positif, ni négatif. C'est un terme descriptif, axiologiquement neutre, comme celui de genre ou de classe*¹»..

Jugez-en plutôt par ces quelques citations : Benabdellah dénonce «*notre disparition graduelle, à travers l'assimilation et son corollaire nécessaire, le métissage*», exactement comme le Front national sauf qu'il parle ici des «non-Blancs» alors que le FN se préoccupe de la pureté des «Français de souche». Ce militant du PIR prétend que le projet colonial aurait eu pour objectif «*la totale dissolution des peuples colonisés*», ce qui est à la fois faux et loufoque. L'exemple de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine montre qu'il était absolument impossible aux colons «blancs» de devenir une majorité démographique dans le Sud ; ou alors il aurait fallu qu'il pratique à la fois un génocide partiel des populations indigènes, non européennes (comme cela s'est passé avec les Indiens d'Amérique), et un métissage systématique avec les survivants de ce génocide (ce que se sont bien gardé de faire les «Blancs» américains), stratégie qui aurait abouti à... faire disparaître la «race» blanche. Ce thème de la «dissolution» des «indigènes» est le reflet inversé du thème paranoïaque fasciste de l'Eurabia, selon laquelle les immigrés extracommunautaires auraient pour projet de «dissoudre» les peuples européens pour mieux les dominer.

Dans les deux cas, on a affaire à des fantasmes identitaires qui concerne beaucoup plus des cultures ou surtout des religions considérées comme éternelles qu'un brassage «ethnique».

Quant à Houria Bouteldja elle est plus «cash» : «*La perspective décoloniale, c'est s'autoriser à se marier avec quelqu'un de sa communauté. Rompre la fascination du mariage avec quelqu'un de la communauté blanche. C'est tout sauf du métissage — une notion que je ne comprends pas d'ailleurs, je ne sais pas ce que c'est. (...) La perspective décoloniale, c'est d'abord de nous aimer nous-mêmes, de nous accepter, de nous marier avec une musulmane ou un musulman, un Noir ou une Noire. Je sais que cela semble une régression, mais je vous assure que non, c'est un pas de géant*²»

Gentiment poussée dans ses retranchements par les questions de la revue *Vacarme*, Houria Bouteldja nous fait alors de nouveau le coup de «l'indifférence», du «ni pour ni contre», comme sur le mariage homosexuel. Au niveau individuel, le PIR serait «indifférent» au métissage, mais pas au niveau social et politique. En bonne gauchiste qui botte toujours en touche et noie le poisson, elle renvoie la question au moment où la planète serait «décolonialisée» selon des frontières «ethnico-religieuses» pour pouvoir débattre de la question. En clair, on instaurerait un apartheid

¹ *Vacarme* n° 71, *idem*.

² *Vacarme* n° 71, *idem*.

mondial et une fois cette ségrégation ethnico-religieuse mise en place on se poserait la question du métissage !

Au nom de la «décolonialité», ce que le PIR défend c'est à la fois la pureté de la race pour les «Noirs» et le maintien de l'emprise de la religion musulmane qui perdrait son pouvoir social et politique si les mariages mixtes entre musulmans et non musulmans se multipliaient.

Comme on le voit, le PIR n'a rien inventé et ne fait que reprendre de vieilles recettes réactionnaires...

11. LE PIR A-T-IL UN AVENIR ?

Eric : Crois-tu que les Indigènes de la République aient un avenir ? Quelle direction pourraient-ils prendre ? Vont-ils continuer à croître ? Ou ont-ils déjà atteint leur influence maximale et celle-ci va-t-elle désormais commencer à diminuer ?

Yves : Le PIR attire beaucoup plus de personnes d'origine arabe ou berbère qu'africaine ou antillaise, du moins pour le moment, dans la mesure où ces différentes «communautés» ont chacune leur propre histoire de résistance contre le colonialisme français.

Par exemple, les Afro-descendants antillais n'ont pas attendu 2005 et la naissance du PIR pour s'organiser, notamment aux Antilles mais aussi dans l'émigration, pour dénoncer l'esclavage et lutter afin pour que son importance historique soit reconnue non seulement par l'Etat mais aussi dans les manuels scolaires, les médias, etc.

Par conséquent, je doute que les Indigènes de la République puissent prendre la tête d'un «mouvement décolonial» de masse rassemblant tous les «non-Blancs» (ceux que vous appelez les «*black and brown*»). Il est probable que chaque «communauté» conservera ses propres groupes ou associations autonomes, d'autant plus que l'Etat français joue les uns contre les autres, quand il s'agit de distribuer des subventions ou d'accorder un brevet de respectabilité ou de représentativité. Quant aux Coordinations de sans-papiers, même si elles peuvent être partiellement influencées par le même type d'idéologie, sans doute garderont-elles jalousement leur indépendance.

Les Indigènes de la République auront bien du mal à exister sur la scène politique officielle s'ils veulent remettre en cause les règles du jeu édictées par les partis de gauche et de droite traditionnels, et, dans une perspective historique plus large et plus longue, par l'Etat français depuis 1789. Mais ils peuvent acquérir un petit pouvoir symbolique de nuisance dans les médias, les maisons d'édition et à l'Université, car ils ne représentent pas une menace sérieuse pour le système capitaliste, bien au contraire. Leur objectif principal n'est pas d'organiser les prolétaires des anciennes colonies françaises, mais de se trouver une petite place dans la superstructure capitaliste en tant que producteurs d'idéologie.

Ce qui me préoccupe le plus ce n'est pas tant l'influence militante du PIR (qui est et restera probablement limitée), mais le courant politico-intellectuel plus large, diffus, auquel ils appartiennent et qu'ils nourrissent de leurs polémiques.

Tous ces gens-là utilisent très bien les médias sociaux et tu peux facilement observer l'impact de leurs idées si tu écoutes les radios «communautaires» musulmanes ou antillaises, ou si tu lis des sites

communautaires comme oumma.com. Leur idéologie identitaire offre une explication facile aux exploités d'origine non européenne qui sont victimes du racisme structurel ou d'un racisme ouvert (à part les Asiatiques qui ne sont pas touchés par leur propagande, même si, selon les pseudo théories du PIR les Chinois, Vietnamiens, Cambodgiens, Pakistanais, Ceylanais, etc., sont certainement des «non-Blancs».

Seule exception : les migrants asiatiques qui ne sont pas touchés par leur propagande (qui sont de toute façon totalement ignorés par le PIR), mais plutôt par celle de la droite. Deux manifestations xénophobes successives ont été organisées en 2010 et 2011 par certains dirigeants et commerçants de la communauté chinoise contre les «Arabes» et les Africains. Même si le texte d'appel en français était modéré, ce n'était pas du tout le cas des commentaires en chinois sur les réseaux sociaux¹.

L'idéologie confuse du PIR ou d'autres groupes identitaires africains, antillais ou maghrébins nourrit l'hostilité non pas contre l'Etat et la bourgeoisie, mais contre la majorité des travailleurs franco-français qui ne sont ni musulmans ni d'origine «extracommunautaire», comme disent les technocrates européens. C'est là que réside l'influence, limitée mais néfaste, du PIR : comme d'autres groupes identitaires de gauche, les Indigènes de la République contribuent à diviser un peu plus les exploités sur des critères raciaux, nationaux, ethniques et religieux, en maniant une rhétorique pseudo radicale.

Ils contribuent également à propager des théories conspirationnistes de la pire espèce: un des membres de leur mouvance, le sociologue Saïd Bouamama, a organisé une réunion, le 27 mai 2015, avec Michel Collon. Et Collon a déclaré² «*Les frères Kouachi ont en réalité été formés et armés par [le ministre français des Affaires étrangères] Fabius et consort pour aller faire la guerre à un gouvernement qui dérangeait les multinationales des États-Unis et d'ailleurs*».

Attaquer nommément Fabius et non la classe dirigeante française, ou même la social-démocratie, a un triple avantage :

1. Tout le monde sait que Fabius est juif et soutient la politique d'Israël, donc on n'a pas besoin de mentionner sa judéité et on ne risque pas de procès pour antisémitisme, mais on fait passer le message ;

2. Fabius, même s'il a été jugé innocent, a comparu en justice pour ses responsabilités lors du scandale concernant les transfusions sanguines

¹ Cf. cet article très consensuel et citoyeniste: <http://www.laviedesidees.fr/Les-manifestations-des-chinois-de.html>. Et une analyse anarchiste très différente : <http://www.non-fides.fr/?Retour-sur-la-recente-flambee>

² <http://www.nordeclair.fr/info-locale/roubaix-charlie-pretexte-a-developper-la-theorie-du-complot-ia50b12891n750168>

(cette affaire avait fait la joie de l'extrême droite qui pouvait ainsi revenir à l'un des plus vieux mythes antisémites, le Juif empoisonneur et tueur) ;

3. Fabius est ministre des Affaires étrangères de la France, donc cela permet de sous-entendre que «les Juifs», les «sionistes» sont derrière les attentats de Paris et plus généralement derrière Daesh, confirmant ainsi la rumeur qui court sur les réseaux sociaux...

Tout en étant un groupuscule, le PIR partage donc toutes les tares politiques du milieu gauchiste et altermondialiste.

*(Interview réalisée en plusieurs étapes par **Eric Krebbers** et terminée au début de novembre 2015. Traduite en néerlandais sur le site de Doorbraak et en anglais sur mondialisme.org)*

ANNEXE :

SUR

LA LUTTE

CONTRE L'ANTISEMITISME EN FRANCE

Je voudrais ajouter quelques remarques à propos de l'histoire de l'antisémitisme dans la gauche française et internationale, en particulier dans les années 1960 et 1970.

Je me souviens bien de la guerre des Six Jours, du 5 au 10 juin 1967. A cette époque, après avoir milité pendant deux ans au Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP, contrôlé par le Parti communiste français), je faisais partie d'un mouvement contre la guerre du Vietnam contrôlé par les maoïstes. Mon meilleur ami appartenait à un groupe sioniste de gauche (l'Hashomer Hatzair) et il amené des tracts à notre lycée que j'ai distribués avec lui sans me poser de questions.

Ces tracts reflétaient en fait le mensonge du gouvernement israélien qui prétendait qu'Israël allait être attaqué par l'Egypte et avait donc été obligé de «riposter à une agression». Je croyais vraiment, comme lui et de nombreuses personnes (juives ou pas) en France et dans le monde, que les Juifs israéliens risquaient d'être massivement exterminés.

Je n'ai pas oublié comment les lycéens maoïstes de l'UJC-ml (et les normaliens qui les encadraient) qui étaient jusqu'alors très sympa avec nous (nous militions activement avec eux dans le mouvement contre la guerre du Vietnam et contre les fascistes d'Occident, même si nous ne pratiquions pas les arts martiaux comme nos aînés maos) ont aussitôt commencé à nous traiter de «flics». Ils essayèrent de convaincre tous les autres élèves que nous travaillions pour la police. Le plus drôle est qu'un certain nombre de ces calomniateurs sont devenus ensuite de célèbres intellectuels de droite, notamment dans la bande des «nouveaux philosophes».

Je ne suis pas convaincu, comme le pense Nad, que la lutte contre l'antisémitisme ait été aussi puissante et influente dans la gauche et l'extrême gauche au cours des années 1960 et 1970. Plus important encore, je doute fort que le mouvement antiraciste ait en quoi que ce soit forcé l'Etat français à s'intéresser au judéocide dans les années 1980 et à modifier ses manuels. D'autres facteurs qui ont joué un rôle beaucoup plus important que le mouvement antiraciste (MRAP et LICRA à l'époque).

Pour commencer, le MRAP a changé de nom en 1977 et supprimé la mention de l'antisémitisme dans son titre sans provoquer d'opposition interne importante. Si l'antisémitisme avait été aussi vital pour les

«antiracistes de gauche» à cette époque, ils n'auraient pas accepté un tel escamotage qui préfigurerait la doxa de l'extrême gauche actuelle.

D'ailleurs, si on lit les témoignages de certains militants juifs d'extrême gauche¹, on découvre que les mêmes maoïstes ou trotskistes qui admiraient telle ou telle fraction «marxiste» de l'OLP furent très choqués quand ils découvrirent que les Palestiniens «marxistes» doutaient que leurs visiteurs juifs puissent soutenir leur lutte. Et, paradoxalement, c'est ce choc qui poussa ensuite certains juifs gauchistes à devenir... «sionistes» ! Si la vigilance par rapport à l'antisémitisme avait occupé une place déterminante dans leur culture politique, ils n'auraient pas été aussi étonnés des réactions de leurs camarades marxistes arabes...

Pour comprendre l'évolution de la place de l'antisémitisme dans les débats de la gauche, il faut prendre en compte un processus international étudié dans des livres comme *Anti-Semitism in the American Far Left* (Stephen H. Norwood, Cambridge University Press, 2013) et *Israël and the European Left* (Colin Shindler, Bloomsbury, 2011), ainsi que des articles comme «The Persistence of Anti-Semitism on the British Left» («La persistance de l'antisémitisme dans la gauche britannique»)², qui inclut une citation très claire: «*A part quelques groupes néonazis marginaux, les manifestations significatives d'antisémitisme sont presque exclusivement un phénomène de gauche plutôt qu'un phénomène de droite.*» Ces lignes ont été écrites par W.D. Rubinstein en 1982 dans *The Left, the Right and the Jews*.

La guerre des Six Jours a représenté une ligne de démarcation, une ligne de partage des eaux, à l'échelle mondiale. Plus rien n'a jamais été pareil, au niveau international, à la fois pour les Juifs et pour les «Gentils». Après cette guerre, l'image romantique d'Israël, perçu comme un pays fondé sur des kibboutzim «socialistes», a progressivement disparu; l'antisionisme de la gauche et l'extrême gauche a cru et pris une tournure de plus en plus antisémite, nourrie par la propagande de l'Union soviétique qui a introduit

¹ Cf. «*Génération*», 2 volumes, de Hervé Hamon et Patrick Rotman, Seuil, 1987 ; ou «*Les Juifs d'extrême gauche en mai*» de Yair Auron, Albin Michel, 1998.

² Ben Cohen, *Jewish Political Studies Review* 16:3-4 (Fall 2004). (<http://www.jcpa.org/phas/phas-cohen-f04.htm>). On peut retrouver le même type d'informations dans l'article classique de Werner Cohn, publié en 1991, «From Victim to Shylock and Oppressor: The New Image of the Jew in the Trotskyist Movement» «Du statut de victime à celui de Shylock et d'opresseur: La nouvelle image du Juif dans le mouvement trotskiste» ([http://www.wernercohn.com/Trotsky.html # 4](http://www.wernercohn.com/Trotsky.html#4)) qui présente de nombreuses citations de groupes trotskistes en Angleterre et aux États-Unis, après la guerre des Six-Jours.

systématiquement l'idée que l'apartheid régnait en Israël, que «le sionisme» (ou pire le ZOG, Gouvernement d'Occupation Sioniste) contrôlait le gouvernement des États-Unis et donc le monde.

Les Juifs qui participaient activement au mouvement des droits civiques aux États-Unis et soutenaient différents mouvements anticolonialistes (le FLN vietnamien par exemple) ont commencé à être maltraités à l'intérieur de ces mouvements anti-impérialistes et antiracistes s'ils ne considéraient pas Israël comme un État raciste-colonialiste-impérialiste équivalant à l'Afrique du Sud. A ce sujet, il suffit de lire ce que les dirigeants du SDS, du SNCC et du Black Panther Party ont écrit et déclaré sur «les Juifs» dans les années 1960.

L'hostilité envers les Juifs (du moins ceux qui hésitaient à (ou refusaient de) se dissocier complètement du «sionisme» et ne voulaient pas la suppression immédiate de l'État israélien) a commencé à croître à l'intérieur de la gauche et à l'extrême gauche **rente ans** avant le début du XXI^e siècle.

En ce qui concerne la politique de l'État français vis-à-vis du judéocide, je voudrais souligner d'autres raisons que «*d'immenses combats antiracistes*» pour expliquer pourquoi l'«Holocauste» a été introduit progressivement dans les programmes scolaires.

Dans les années 60, le MRAP se préoccupait moins de l'antisémitisme en tant que tel, que des fascistes, des collaborateurs d'extrême droite en France et des néo-nazis en Allemagne ou ailleurs, comme on peut le vérifier facilement en consultant sa presse. Sa propagande était centrée sur le racisme anti-Arabs, anti-Africains et anti-immigrés, la dénonciation de l'apartheid en Afrique du Sud et de la ségrégation raciale aux États-Unis. Le MRAP s'est de moins en moins soucié de l'antisémitisme durant les 25 dernières années du vingtième siècle en France. Les spécificités de l'antisémitisme et du judéocide étaient beaucoup plus centrales dans l'aile beaucoup plus conservatrice et moins militante du mouvement antiraciste, la LICRA.

Pour en revenir à la question des programmes scolaires: ceux-ci sont très liés aux recherches universitaires. Comme chacun sait, les historiens préfèrent toujours jouir d'une certaine distance temporelle avec leur sujet. Ces recherches en France étaient un peu problématiques, car elles auraient obligé les historiens français, en traitant du régime de Vichy, à aborder le passé collaborationniste d'une bonne partie des hauts cadres de l'État, encore en vie dans les années 1960 et 1970, et qui servaient la Cinquième République du général De Gaulle, cette icône de la Résistance française soutenue par la gauche. Maurice Papon¹, par exemple, ne fut pas traîné en

¹ Ce haut fonctionnaire ordonna une répression meurtrière le 17 octobre 1961 contre une manifestation à Paris au cours de laquelle près de cent

justice avant 1982 pour son rôle sous Vichy et il ne fut condamné **que seize ans** plus tard.

En fait, le renouvellement des recherches historiques sur le judéocide et sa dimension française a été nourri par des universitaires **américains** qui ont joué un rôle précurseur comme Paxton, Hoffman et Hillberg, ou par l'historien israélien Sternhell, et c'est seulement à la fin des années 80 que le système scolaire a commencé à inclure le judéocide dans les manuels comme l'a exposé Dominique Borne¹. Le passage du temps (quarante ans) explique pourquoi il ne fut possible d'aborder le passé français proche que dans les années 1980.

Un autre élément important est que en France, comme dans de nombreux autres pays, les politiques identitaires ont commencé à croître et influencer les attitudes des militants de gauche dans les années 1970. Cette évolution a évidemment touché les Juifs de gauche et les a poussés à s'intéresser à la culture et à l'histoire de leur famille, voire au judaïsme lui-même (l'ancien dirigeant maoïste Benny Lévy devint un spécialiste de la Torah!). Ce processus identitaire a également stimulé un peu les recherches historiques à propos de l'antisémitisme en France, recherches qui n'étaient pas considérées comme une priorité auparavant – et ne le sont toujours pas d'ailleurs en 2015. Aujourd'hui, il existe des départements d'études juives en Israël, en Allemagne et aux États-Unis, mais seulement un en France (qui de surcroît s'intéresse à des questions moins politiques et actuelles qu'ailleurs), et la plupart des chercheurs universitaires qui s'intéressent à l'antisémitisme sont d'origine juive, ce qui ne suggère pas une très grande vigilance politique chez les historiens non juifs vis-à-vis de ce fléau...

Le regain d'intérêt pour l'antisémitisme et le judéocide est dû aussi à la façon dont l'Etat d'Israël, après le procès Eichmann en 1963, a décidé d'intégrer l'histoire des Juifs d'Europe de l'Est dans l'histoire nationale du peuple juif-israélien (pour renforcer les raisons pour lesquelles l'Etat israélien devait continuer à exister) et de donner une importance primordiale à l'étude de l'Holocauste.

Tous ces facteurs internationaux et les transformations intervenues au sein des mouvements sociaux des années 1970 et à l'intérieur des sociétés européennes (la croissance des politiques identitaires et la disparition de l'identité de classe, comme l'a souligné Nad, après la lourde défaite de la classe ouvrière européenne à cette époque) ont joué un rôle beaucoup plus important dans l'attitude de tous les Etats occidentaux face au judéocide et à l'antisémitisme, que l'influence supposée des mouvements antiracistes

cinquante Algériens furent tués par les flics ou jetés dans la Seine où ils se noyèrent. Cinquante-quatre ans après ce massacre d'Etat, les responsables n'ont toujours pas été jugés ni condamnés.

¹ http://circ-evreux5.spip.ac-rouen.fr/IMG/pdf/dominique_borne.pdf

«de masse» qui auraient lutté contre l'antisémitisme. Si en 1968 nous avons crié «Nous sommes tous des juifs allemands», pour soutenir le dirigeant étudiant franco-allemand Daniel Cohn-Bendit, ce n'était pas parce que la gauche et l'extrême gauche étaient super conscientes de la nocivité de l'antisémitisme, mais pour trois raisons :

- nous étions imprégnés par la tradition antifasciste diffusée par les gaullistes et la gauche socialiste et communiste ;

- nous étions beaucoup moins anti-allemands que nos parents et grands-parents (du moins ceux d'entre nous qui étaient Français depuis deux ou trois générations) qui avaient connu trois guerres en l'espace de 70 ans (1870, 1914, 1839) ;

- et parce que quelqu'un a habilement forgé un mensonge accusant le secrétaire général du Parti communiste français d'avoir dénoncé Cohn-Bendit comme un «Juif allemand».

En fait, Georges Marchais, la canaille stalinienne en question, avait attaqué dans un article l'«anarchiste allemand Cohn-Bendit». Ce type d'attaque relevait du registre normal d'insulte dans la bouche, ou sous la plume, d'un stalinien nationaliste français, dirigeant d'un parti dont le slogan favori, pendant la seconde guerre mondiale, était «A chacun son boche». Mais Marchais n'avait à aucun moment mentionné la judéité de Cohn-Bendit.

Nique la «race» !

Ou comment éclatent les frontières entre l'extrême droite et l'extrême gauche du pouvoir

Dimanche 18 octobre 2015

Le 31 octobre à Paris, a lieu la «marche pour la dignité et contre le racisme», organisée et signée par un certain nombre de groupes et d'individus pour le moins ambigus sur leurs rapports avec l'extrême droite ou l'Islamisme politique et la récupération (mutuelle) de leurs idées, elle marque l'avancée d'une mystification grossière et de plus en plus courante, qui ne peut fleurir que sur le vide et l'ignorance qui caractérisent cette époque décomposée. Parfois il n'y a pas d'ambiguïté, comme par exemple avec Tariq Ramadan (et ses Frères musulmans), maître du double langage et partisan d'un «moratoire» sur la lapidation des femmes. On nous parle de «races» et d'antiracisme dans les mêmes phrases, un boulevard ouvert au XIX^e siècle par certains courants racialisés et colonialistes de gauche, et arpenté depuis quelques années par Dieudonné, Soral et leurs (ex-)amis des Indigènes de la République, avec l'appui de quelques «antifascistes» perdus, et d'investissements divers des actionnaires internationaux de la réaction. Vous allez marcher aux côtés d'un mouvement (le PIR) qui appelle, comme le parti nazi à une autre époque, à la «lutte des races», un concept remis à l'ordre du jour pas des universitaires qui font leurs carrières dans le sillon du philosophe des ayatollah, Michel Foucault, ou du darwiniste social Ludwig Gumplowicz (*der Rassenkampf*).

L'idée de «race», entendue comme classification des différents groupes ethniques de l'espèce humaine, a été abandonnée par les sciences autour du XIX^e siècle, car la variabilité génétique entre individus d'un même groupe est plus importante que la variabilité génétique moyenne entre groupes géographiques éloignés. La race n'est donc pas un critère biologique valide ou crédible depuis déjà longtemps, du moins en ce qui concerne la description de l'espèce humaine. Le terme continue d'être employé pour les autres espèces animales, pour lesquels les «races» sont distinguées à des fins d'élevage et de sélection, une utilisation que nous ne trouvons pas beaucoup plus acceptable, mais ce n'est pas le sujet du jour. L'utilisation des «races» appliquée aux humains, a malgré cela perduré encore quelques décennies dans l'usage courant (entendre, au café du commerce). C'est derrière ce concept que se sont organisées les rafles et l'extermination des juifs et des tziganes d'Europe par les nazis et leurs relais locaux, comme l'État français. Aux «races inférieures», les nazis opposaient la «race supérieure», celle des forts, des nordiques, les

«aryens». Rien de nouveau donc lorsque l'on analyse la nouvelle marotte des Indigènes de la République et leurs amis racialisés : Ledit «philosémitisme d'Etat», d'un État français qui a donné le plus possible des juifs qu'il avait sous la main pour les parquer, les exploiter et les exterminer. On reste sur les plates bandes piégées d'Eric Zemmour, qui lui, nous explique de la même manière que Pétain a «sauvé des juifs» (*sic* !).

Or, le racisme doit être combattu sous toutes ses formes, celui des opprimés comme celui des dominants, celui des Zemmour et des Le Pen comme celui de l'homophobe Bouteldja (qui n'a rien d'une opprimée, mais tout d'une hipster issue de la bourgeoisie universitaire franco-algérienne) et des racistes Soral et Dieudonné (qui s'en mettent plein les poches au passage), mais également le racisme entre opprimés. La destruction des juifs d'Europe, Houria Bouteldja, patronne des indigènes, la décrit comme d'une «*historicité douteuse*». Rendant ainsi hommage au père spirituel du négationnisme pronazi : Robert Faurisson et ses nouvelles mules : Soral et Dieudonné. De même, le discours qui consiste à associer les israéliens (et les juifs !) à l'État d'Israël ou les Palestiniens (et les Arabo-musulmans !) aux autorités palestiniennes, ou alors le sionisme et le judaïsme, les juifs SDF et les juifs banquiers, les fedayin du Moyen-Orient et les Arabes et musulmans d'ici (qui peuvent aussi bien être patrons, militaires, juges ou flics), etc.. Fini la lutte des classes, et place à la lutte des «*rac*es», les «*rac*es sociales», même. Tout n'est que raccourci, parce que les raccourcis sont plus faciles à faire avaler à des ignorants que des pensées complexes, documentées et un tant soit peu sérieuses, sans parler même de révolutionnaires (un truc de Blancs, la révolution ? nous dit-on parfois, sans aucun fondement historique réel...).

Le concept de «*race*» a aussi été utilisé pour justifier, par exemple, les zoos humains dans lesquels, en Europe, on exposait dans des cages les individus de «*rac*es inférieures» (des individus capturés comme du gibier dans les colonies) aux Occidentaux, comme une curiosité exotique, à côté des femmes à barbes et des concours de lanciers de nains. Le colonialisme lui-même était basé sur le concept de «*race*» et sur la prétendue «*sup*riorité» des unes sur les autres, ou selon les points de vue, des autres sur les unes. Ce sont les mêmes conceptions qui ont permis l'esclavage de populations entières par d'autres à travers les âges et à des échelles monstrueuses, comme lors des différentes traites des noirs ou le commerce triangulaire sur lequel les Etats occidentaux (mais aussi d'autres régions du monde, notamment celles où étaient capturés les esclaves) se sont enrichis pendant des siècles. L'utilisation du mot a perduré encore quelques décennies, dans un usage le plus souvent lié à l'ignorance et à l'habitude, jusqu'à ce qu'il ne soit plus utilisé que par des courants racistes (ou racialisés, mais nous

laissons la distinction aux taxidermistes) d'extrême droite, comme les suprémacistes blancs du Ku Klux Klan aux USA ou chez les Afrikaner de l'apartheid sud-africain, mais aussi chez les suprémacistes noirs de Louis Arakan, etc. **Dans tous les cas, il nous paraît important de rappeler que les «races» sont des constructions sociales sans aucun autre fondement que les idéologies et les traditions réactionnaires. Un concept qui n'a jamais servi à rien d'autre qu'à créer des hiérarchies entre les humains sur des critères sociobiologiques orientés, pour d'un côté, gommer les différences entre les classes (au service de la guerre aux pauvres), et séparer les exploités dans de petites communautés fermées où seuls les «siens» comptent, et le reste du monde peut bien crever.**

Aujourd'hui, le concept de «race» semble vouloir faire son retour, mais pas uniquement à droite. Cela fait des années que dans certaines mouvances d'extrême gauche, des racistes d'un genre nouveau sont en train de reprendre le pouvoir. Fondamentalement, le racisme de gauche n'est pas nouveau, il a servi, en «prouvant» l'infériorité des colonisés, à justifier le colonialisme de gauche, entre autres méfaits. La différence avec celui de droite c'est souvent qu'il se veut bienveillant (éduquer les «sauvages», leur apporter «nos» Lumières et autres balivernes civilisatrices et paternalistes) lorsqu'à droite il se veut toujours malveillant, et parfois exterminateur. **Suite à une longue dérive, ce néo-racisme (qui n'a de nouveau que les protagonistes) marque la prise de parti raciste de toute une gauche identitaire qui classe et trie les individus selon leurs origines ou le pigment de leur épiderme, comme la droite identitaire, et leur assigne de façon mécanique, comme les marxistes autrefois avec le prolétariat, une «tâche historique». La seule différence, répétons-le, c'est que le tri se fait pour la promotion à gauche et pour l'exclusion à droite.**

Les nouvelles idéologies de gauche, souvent issues de l'université, comme les *postcolonial studies* (et les *radical studies* en général), l'intersectionnalité, certaines formes de féminismes ou d'«antiracisme» remettent le concept au goût du jour, l'air de rien. La proposition organisationnelle de la non-mixité, par exemple, en est l'un des meilleurs exemples. Cela principalement lorsque les critères de cette non-mixité sont basés sur des critères racistes : noirs, blancs, etc. Mais à partir de quel degré ou pourcentage de mélanine peut-on être considéré comme noir ou blanc, ou ni l'un ni l'autre ? De la même manière, les tailles et les formes du clitoris et du pénis sont tellement variables que nous posons la même question sur le genre : comment enfermer un individu, avec toute sa complexité et son unicité, dans des cases aussi fantoches que «noirs», «blancs», «femmes», «hommes» mais aussi «homosexuels» ou «hétérosexuels», «juifs», «chrétiens» ou «musulmans» ? Un individu

homosexuel, est-il homosexuel à 100 % ou à 33 %, s'il a déjà eu du désir pour un individu du sexe opposé, est-il toujours à sa place en non-mixité homo ? A partir de quel pantone doit-on se considérer comme noir, blanc, jaune ou on ne sait quoi d'autre ? Plutôt U-78566 ou UE-988009 ? Qui décide de qui est «noir» ou «blanc», de qui est l'Untermensch et de qui est l'«aryen» ?

Toutes les catégories qui réduisent les individus à des critères biologiques (ou sociobiologiques) ou à des identités fixes, sont des catégories du pouvoir qui n'ont jamais servi à rien d'autre qu'à séparer les humains entre eux, pas sur des critères de classe, ou sur des critères liés aux choix individuels des uns et des autres, mais sur des critères imaginaires, essentialistes et englobants.

On est «noir» ou «blanc», on est «français», «espagnol», «israélien» ou «palestinien», comme on est «juif», «chrétien» ou «musulman», c'est-à-dire par choix, par assignation ou par intériorisation des catégories du pouvoir. Dans les trois cas, le résultat est le même : le repli identitaire, tribal et communautariste. Mais les identités sont des illusions et des fantômes sur lesquels se sont toujours accrochés les exploités en période de crise sociale, relayant les imaginaires de division du pouvoir pour perpétuer la «paix sociale», l'autre nom de la guerre aux pauvres. Si nous tenons à l'idée d'une rupture avec ce monde de fric et de flics, il nous faudra abandonner toutes ces catégories du pouvoir qui ne servent qu'à diviser pour mieux régner, et donc assurer la domination de l'économie et des États sur les populations.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de nier que, par exemple, les Indigènes de la République ont rejoint les thèses raciales de l'extrême droite, ou bien pour le dire simplement : qu'ils ont rejoint l'extrême droite pour y former une nouvelle tendance qui ne diverge d'avec les autres que sur un seul point : un vieux fond de commerce gauchiste et l'inversion des schémas racistes ordinaires, mais toujours les mêmes vieux schémas pourris de l'intérieur, c'est-à-dire la race, et le plus souvent, l'homophobie, le sexisme et la haine du «juif». Pas étonnant alors que derrière eux, se meuvent des groupes religieux alliés historiques des totalitarismes divers comme les Frères musulmans, en termes de financement comme en termes d'apports idéologiques et pratiques (au même titre que les Black Panthers, la Nation of Islam ou le Hamas).

Révolutionnaires, nous devons remettre la «race» dans les poubelles de l'histoire où nous l'avons trouvée, sous peine de rendre impossible toute transformation radicale de l'existant. A l'heure où les frontières

entre extrême droite et extrême gauche n'avaient pas été aussi floues que depuis la Belle Époque et les thèses immondes de Gobineau sur l'inégalité (et l'existence !) des races, le simple fait que nous ressentions le besoin de ré-exprimer de telles banalités (que les races n'existent pas) à l'occasion d'une manifestation prétendument «antiraciste», devrait être un signal d'alarme assez fort. L'heure est grave, et nous insistons :

Il n'y a pas de races, seulement des racistes !

*Contre toute forme de racisme-racialisme-«racisation»,
Anarchistes contre le racialisme.*

Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche de la dignité contre le racisme avec le soutien d'Angela Davis n'est pas un problème

Vous avez peut être prévu d'aller marcher avec dignité contre le racisme le 31 octobre prochain en répondant à l'appel porté par Amal Bentoussi. Vous n'avez peut être pas prêté particulièrement attention au fait que cette initiative a été lancée par le Parti des Indigènes de la République ou vous avez renoncé à prendre en compte ce que cela signifie. L'appel lui-même se donne d'ailleurs l'air assez normal et évite les formules choc dont le PIR. s'est pourtant fait une spécialité. On pourra tout de même y relever l'énumération significative des «Noirs, Arabes, Rroms et Blancs des quartiers» (fausses évidences et vraies assignations identitaires, dont la dernière est une nouvelle née des sept familles de la racialisation) et tant pis pour les prolétaires, «des quartiers» ou pas, qui ne rentrent pas dans ces catégories, les débordent ou tout simplement les refusent. L'appel du meeting de préparation à Saint Denis nous replace clairement sur les terres du PIR, qui ne laissent comme terrible horizon que la religion et la race, puisqu'on y dénonce les «discriminations systémiques», avec la mise en avant de trois catégories prioritairement discriminées : les «musulmans», les «Noirs», les «Rroms».

On ne marchera donc pas ce jour là pour la «dignité» de tout un chacun. De l'habituel racisme au singulier contre lequel on propose de marcher dans le titre, on passe, à la fin du texte d'appel, aux racismes au pluriel, déclinés ainsi : «l'islamophobie, la négrophobie, la rromophobie galopantes», il ne manque que l'évocation du «philosémitisme d'Etat» pour retrouver à l'identique les déclarations plus que contestables de la porte parole du PIR, à Oslo par exemple. D'ailleurs, dans la présentation des signatures de l'appel on sépare et on hiérarchise les «femmes racisées», puis les stars et «personnalités», puis les «associations de racisées», enfin

les «soutiens» qui sont les personnalités et groupes non racisés ou qui ne sont pas cités à ce titre.

On marchera donc ce jour-là pour la promotion d'un antiracisme repeint aux couleurs de la race.

Effectivement, cette marche n'est pas une promenade de santé, c'est une étape dans l'avancée d'un projet politique en cours.

- Il s'agit pour les initiateurs de se poser en médiateurs universels détenant le monopole des réalités des banlieues et des quartiers populaires, mais aussi de la question des migrants, pour polariser la conflictualité qui peut y prendre place à travers un filtre racial et judiciaire.

- Il s'agit aussi d'une tentative de récupération à la portée bien plus large que celle que SOS Racisme a opérée dans les années 80, et s'en inspirant sans doute : on s'approprie ici ouvertement la marche de 1983 bien sûr, mais aussi les émeutes de 2005, et au-delà, l'ensemble de l'héritage des luttes immigrées, que ce soit sur les questions des papiers, du travail, du logement, ou sur d'autres terrains, qui court sur plusieurs décennies.

- Il s'agit donc de la construction d'enjeux politiques autour de la question raciale avec l'approbation de la présence de personnalités plus qu'infréquentables, officiellement signataires de l'appel : par exemple Tariq Ramadan, ambassadeur des Frères musulmans (dont le Hamas est une des branches), Médine, connu pour ses quenelles de soutien à Dieudonné et sa proximité avec le fasciste et antisémite panafricain Kémi Séba, Ismahane Chouder de Participation et Spiritualité Musulmanes, groupe qui a appelé à la «Manif pour tous» et qui a partie liée avec l'assassinat de militants d'extrême gauche au Maroc dans les années 90, et bien sûr Saïd Bouamama, collaborateur régulier du pro-négationniste Michel Collon, et Houria Bouteldja, porte parole du PIR, coutumière des plateaux télé, de l'éloge de la famille, de l'ordre et de l'obéissance aux structures communautaires et à la religion, ainsi que des invectives antisémites, contre le métissage, homophobes et sexistes.

On ne marchera donc pas ce jour-là seulement avec la dignité, mais aussi avec ses nouveaux amis. Dieudonnistes, panislamistes, profascistes religieux : la dignité a de bien mauvaises fréquentations en ce moment, sans même parler de ceux qu'elle ne présente pas le premier soir.

Nous sommes de plus en plus nombreux aujourd'hui d'horizons relativement variés, révolutionnaires, anarchistes, communistes anti-autoritaires, militants, entre autres, des luttes de l'immigration, épris sans doute davantage d'émancipation que de dignité et de justice, à s'opposer à

la récupération en cours et à refuser la proposition politique portée par cette initiative.

Le 31 octobre, même du pied gauche, ne marchons pas dans cette combine !

Si vous avez encore envie de marcher ce jour-là, regardez ce qu'est la dignité, d'après Sadri Khiari, l'un des fondateurs du PIR, dans son dessin en forme d'autoportrait publié sur leur compte twitter (et ce n'est pas un fake).

Octobre 2015

Crossroads



Autoportrait de Sadri Khiari, du PIR, sur twitter.

Discussion

à propos de la marche

contre le racisme

du 31 octobre

et de la «lettre ouverte»

qui critique cette initiative

Bonjour, j'ai bien reçu votre texte avec lequel je suis d'accord sur de nombreux points. Néanmoins, il me semble que vous grossissez l'importance du PIR, surtout en la comparant à celle de SOS Racisme (qui lui bénéficiait du soutien matériel de l'Etat français et des médias, ce qui n'est pas un point de détail) et en expliquant que cette manif aurait une «portée bien plus large». Le changement de perspective ne date pas de 2005, il est bien antérieur.

1. Il y a toujours eu des courants tiersmondistes, chrétiens, marxistes, socialistes ou staliniens en France. Le PIR s'inscrit dans une vieille tradition française.... ce qu'il fait semblant d'ignorer mais ses critiques ne peuvent partager la même ignorance crasse ou la même arrogance...

2. L'influence des mouvements de libération (féministes, homosexuels, ethniques, etc.) identitaires (de gauche ou de droite) date des années 60. C'est ce courant qui a commencé dans le monde anglo-saxon et s'est ensuite étendu au reste de la planète. Les membres du PIR n'étaient pour la plupart même pas nés.... Donc il faut prendre un peu de distance et ne pas partager la myopie politique des Identitaires de gauche qui prétendent avoir inventé l'eau chaude et falsifient l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales, y compris les luttes des «minorités» ethniques.

3. Les défaites de la classe ouvrière européenne dans les années 70 ont permis à ces mêmes «mouvements de libération» identitaires d'occuper plus de place dans la vie politique, d'autant plus que leurs revendications (lutte contre les différentes dominations : racisme, sexisme, homophobie, etc.) étaient rejetées (ouvertement ou sournoisement) par le mouvement ouvrier traditionnel (le PCF cassait la gueule non seulement aux gauchistes mais aussi aux homosexuels... ; en Italie les militantes femmes sont massivement sorties des organisations d'extrême gauche car elles étouffaient sous l'omerta masculine gauchiste, etc.)

4. La racisation de la société française a toujours existé (je l'ai connue dès que je suis entré à l'école communale, à l'âge de six ans en 1956). Le PIR n'a rien inventé et ne dit rien d'utile ou d'intéressant à ce sujet.

5. A la faveur de ces défaites de la classe ouvrière, des combats idéologiques des années 70 (attaques contre le marxisme l'assimilant au stalinisme ; attaques contre l'idée même de révolution ; affaire des «nouveaux philosophes" ; utilisation des écrits des dissidents de l'Est dans un sens véritablement anticommuniste et non antistalinien, etc.), et des changements intervenant dans la composition de la classe ouvrière (développement du précaire, disparition de branches industrielles entières, apparition de nouvelles structures industrielles beaucoup plus petites, de multiples formes de sous-traitance, etc.), la social démocratie française mais aussi britannique et certainement d'autres PS européens que je ne connais pas suffisamment, comme par exemple la social-démocratie néerlandaise, ont entamé un virage multiculturaliste et soutenu à fond la racisation des populations (d'où le «Black, Blanc, Beur», la «république métissée», etc. ; ou dans le contexte britannique les prébendes données par le Labour aux représentants des minorités ethniques dans les quartiers pour les acheter et les intégrer au jeu politique traditionnel)

6. Le PIR n'arrive qu'au terme d'un long processus historique qu'il n'a nullement inspiré et qu'il essaie de parasiter de façon médiatique sans avoir la moindre influence réelle sur les quartiers populaires dont il se prétend le représentant. Attaquer sans cesse le PIR ou en faire une espèce de «deus ex machina» aux pouvoirs extraordinaires, me semble une erreur (dans laquelle j'ai pu moi-même tomber). C'est un courant confusionniste, réactionnaire, mais groupusculaire. Assimiler son influence à celle de SOS Racisme me semble à la fois ridicule et politiquement inefficace.

7. Il serait plus utile de s'intéresser aux causes profondes de cette racisation de la société française menées par la gauche et la droite, l'extrême gauche et l'extrême droite. S'intéresser donc aux discriminations structurelles dont sont victimes ceux que les multiculturalistes et les Identitaires de gauche de tout poil (dont le PIR n'est qu'une toute petite partie) prétendent représenter de façon démagogique.

8. Se taire sur les discriminations qui se combinent avec l'exploitation classique des travailleurs par les capitalistes ; se taire sur toutes les formes d'oppression (racisme, sexisme, homophobie) ne peut qu'ouvrir un boulevard à tous les courants identitaires petits bourgeois (le gros mot est lâché mais il est parfaitement justifié pour qualifier les Identitaires de gauche) et carriéristes. C'est recommencer les mêmes erreurs qu'ont commises les mouvements d'extrême gauche des années 60 et 70. Entre la dénonciation sectaire et le suivisme opportuniste, il existe une autre voie : celle qui consisterait à se demander comment s'articulent les différentes formes de domination et d'exploitation. Et surtout déployer toute son

énergie pour que les exploités de toutes origines et de toutes croyances ne soient pas exclus des luttes de classe : soit directement («vous ne souffrez d'aucune discrimination») soit indirectement («vos problèmes sont secondaires») ou «la Révolution résoudra toutes ces questions»).

Les Identitaires de gauche bénéficient d'une pub et d'un buzz sans rapport avec leur influence réelle dans la société et les luttes parce que les courants qui se réclament de la lutte de classe et de la révolution communiste n'ont pas su répondre à certaines questions fondamentales. Dénoncer les Identitaires de gauche est un travail très salutaire mais il n'a de sens que si l'on répond à ces questions à la fois sur le plan théorique et dans les combats quotidiens contre le capitalisme et l'Etat.

Amitiés

Yves

*** REPONSE DES SIGNATAIRES DE LA LETTRE OUVERTE**

Nous avons pris connaissance du texte que vous avez rendu public en même temps que vous avez publié la lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème sur votre site et honorons ici votre proposition de «droit de réponse».

Nous ferons bref et ne répondrons que peu sur le contenu qui pour l'essentiel fait dire au texte ce qu'il ne dit pas et part dans des digressions qui vous importent sans doute mais sont bien loin de la réflexion minimale et circonstancielle que le texte propose (c'est le cas pour les points 1, 4, 5, 6, 7, 8, pour les points 2 et 3 il semble que le texte est à cet endroit particulièrement mal compris).

D'ailleurs, écrit dans l'objectif ferme mais restreint d'interroger les contradictions ou la complaisance plus ou moins aveugle des signataires de la marche, et de mettre ceux qui comptent l'accompagner devant certaines contradictions il pourrait même se réduire à une question encore plus directe : quel antiracisme partager avec le représentant des Frères musulmans ou un partisan de Dieudonné ?

A ce contenu simple, sans plus d'ambition que celle d'interroger la proposition politique dont vous nous concèderez que cette marche est porteuse, vous répondez par une remise en cause peu amène aux allures de commentaire presque amical. «Ignorance crasse», «arrogance», «myopie politique du PIR» que vous insinuez que le texte pourrait partager... si la nuance et la contextualisation se comprennent aisément, on est ici en droit de se demander si vraiment toute malveillance se doit d'être explicitée et

rendue immédiatement publique, surtout si on est «d'accord sur de nombreux points» ?

Les arguments lassants selon lesquels : le PIR n'est pas l'ennemi principal, ... c'est bien peu de gens, ... ils ne représentent vraiment pas grand-chose, sont de plus en plus courants pour justifier le silence, voire la complaisance désormais largement répandue face au PIR.

Nous nous demandons, à la lecture de cette réponse qui développe vos propres points de vue sans proposer aucun argument critique de la marche, si finalement cette initiative est pour vous critiquable. Si tel est le cas – et que ce point fait partie de ce que nous partageons – on aimerait savoir par quel type de discours, de critique ou de pratique ? Le discours n'est pas tout et croire à sa toute-puissance peut réserver d'assez mauvaises surprises... Il est à craindre d'ailleurs que votre réponse serve plutôt de contre-feu que de soutien à l'initiative portée par la lettre ouverte (cela a déjà eu lieu).

Ceci étant dit, bonne continuation.

Crossroads, 20/10/2015

* **REPONSE** de *Ni patrie ni frontières*

Bonjour,

J'ai bien lu votre lettre. Désolé si certaines formulations de ma lettre peuvent sembler vous mettre dans le même panier que le PIR et vous ont paru relever de la malveillance. Ce n'était pas du tout mon intention et je vous prie de m'excuser de mes formulations maladroites. Et je n'aurais pas publié votre tract si je m'en sentais aussi éloigné ! Donc ne tournons pas autour du pot et discutons des vraies questions ou des divergences politiques plutôt que de questions de forme, procédé courant pour éviter de débattre du fond...

Je ne reviens pas sur mes objections de fond à votre texte objections que vous qualifiez de «digressions» ce qui est très ennuyeux car cela semble indiquer que vous pensez qu'on peut traiter d'une question politique comme celle du racisme structurel en ignorant son histoire et son lourd passif à gauche, à l'extrême gauche et dans le mouvement libertaire.....

Vous me demandez ce que je pense de cette manifestation et si je la soutiens et pensez que ma critique pourrait être un «contrefeu» mis au service du PIR. Je vous signale que la partie du portail de revues mondialisme.org réservée à *Ni patrie ni frontières* ne présente pas des positions sur toutes les questions. Je suis un individu et non un groupe et je dois dire que, même si je faisais partie d'un groupe, je suis vacciné contre les groupes qui ont des positions sur toutes les questions. J'interviens seulement sur certains problèmes qui me semblent être la source de clivages importants et qui me tiennent à cœur personnellement.

Vu ce que j'écris depuis des années sur les questions du racisme, de l'antisémitisme et les critiques que j'ai adressées à tous les identitaires de gauche (et pas seulement au PIR) le risque que l'on me transforme en «PIRophile» ou en «PIRomane» me semble très limité. Quant à mon «silence» ou à ma «complaisance» par rapport au PIR, hum, je crains que vous vous trompiez de personne.... Ou alors que vous n'ayez lu aucun des textes que j'ai écrits sur ces questions depuis 2002.

Le même genre d'objection (si tu ne critiques pas c'est que tu es pour) m'avait été adressée quand j'avais critiqué les apologistes de la pseudo «victoire du non au Traité constitutionnel européen» (TCE). Certains libertaires s'étaient empressés de m'accuser de faire de la propagande pour le oui.... alors que mon propos était de montrer les convergences nationalistes entre extrême gauche, libertaires et extrême droite sur le TCE et de souligner qu'il aurait été possible de mener une campagne internationaliste en partant d'autres positions politiques et d'autres pratiques que celles défendues par l'extrême gauche et les libertaires.

Sur cette manifestation précise lancée par le PIR et ses amis plus ou moins proches, plutôt que de la dénoncer (ou plus exactement tout en la dénonçant), il me semblerait plus utile d'en organiser une, ou encore, de dire ce que l'on fait soi-même (ou ce que l'on souhaiterait faire soi-même) contre les discriminations racistes quotidiennes en France aujourd'hui.

Pour ma part je suis engagé dans le soutien aux sans papiers depuis 2008 et j'essaie d'apporter ma minuscule pierre à la lutte contre les discriminations dont les «étrangers» dits sans papiers sont victimes. C'est une façon de lutter contre le racisme structurel en France qui n'en exclut pas d'autres. Plutôt que de dénoncer toutes les initiatives réformistes autour de la question de «l'immigration illégale», il me semble plus important de participer à la base au soutien des sans papiers en exprimant des positions politiques différentes... quand je le peux et quand cela intéresse mes interlocuteurs.

Donc plutôt que de critiquer l'initiative du PIR il aurait été plus utile à mon avis d'appeler à une autre manifestation ou simplement de souligner ce que vous faites (ou ce que vous proposez aux autres de faire) au quotidien contre le racisme et les discriminations structurelles. Votre silence total sur cette question pratique essentielle combiné à une critique d'une initiative de la mouvance du PIR ne peut que pousser les «gens qui veulent faire quelque chose» à aller quand même à la manif, même à reculer...

Il s'est passé un phénomène comparable (toutes proportions gardées bien sûr) quand après l'assassinat des membres de l'équipe de *Charlie Hebdo* puis celui des quatre personnes juives présentes dans l'hypermarché casher en janvier 2015, certains se sont empressés de dénoncer toutes les initiatives des réacs ou des réformistes tout en ne proposant aucune action

publique pour dénoncer les assassinats des 7 et 9 janvier 2015, le racisme antimusulmans ET l'antisémitisme. Le choix était donc simple : soit on restait chez soi et on ne faisait rien du tout, soit on allait à des manifestations appelées par des réacs....

Il me semble que, même si nous sommes peu nombreux, et défendons des positions à contre-courant il ne faut pas rester seulement dans le ciel pur des idées mais proposer ou même lancer des initiatives concrètes contre le racisme et les discriminations. Sinon nous ne sommes pas crédibles du tout et ne pouvons nous plaindre que les Identitaires de gauche occupent le terrain.

Y.C., 20/10/2015

Marche au pas !

A priori, condamner une «marche de la dignité et contre le racisme», c'est être du côté des indignes et des racistes. C'est un peu comme approuver la faim dans le monde, l'injustice, la guerre, les crimes policiers... Cette manifestation n'est pourtant qu'une grosse arnaque qu'il faut dénoncer. Afin de s'en rendre compte, il est d'abord indispensable de refuser de céder à l'émotion ou au chantage de faire le jeu du racisme d'Etat. Il s'agit ensuite de se pencher sur les registres idéologiques, les pratiques et les visées politiques des organisations et personnalités signataires de l'événement (idiots utiles mis à part). Le constat est alors sans appel : ceux qui nous harangent ici sont des charognards identitaires, des coteries politicardes, des businessmen, des valets arrogants de la domination de classe. Dans les traces des liquidateurs de la lutte du prolétariat, ces avides candidats à l'encadrement du troupeau nous appellent à marcher au pas d'un capitalisme revigoré grâce à l'instauration d'un multiculturalisme auxiliaire du déchainement marchand. Voyons ça de plus près...

Une marche dans les pas des saboteurs de la lutte des classes

Les prolétaires les plus pauvres d'origine immigrée subissent des discriminations de toutes sortes, à l'embauche, au logement, de même qu'un surplus de violence policière débouchant régulièrement sur l'assassinat. Beaucoup habitent dans des zones urbaines de relégation que l'Etat désigne sous l'insipide formule de «quartiers». Une oppression spécifique à l'encontre d'une combinaison entre origine géographique et classe sociale est ainsi bel et bien à l'œuvre, il serait stupide ou franchement réactionnaire de le nier. Les partisans de la «marche» considèrent que ce particularisme n'est qu'une forme de continuation du système colonial, qu'il faut supprimer par un combat «décolonial».

1) Leur diagnostic est pourtant faux : Durant les 50 ans qui nous séparent des derniers accès à l'indépendance des anciennes colonies, les capitalistes ont opéré un écrasement des salaires (directs et indirects) à l'échelle mondiale. Les travailleurs ex-colonisés ont représenté une main d'œuvre peu formée et bon marché. Leur émigration en France a donc eu lieu dans le cadre général d'un rapport salarial défavorable au prolétariat, ce qui a permis au patronat de maintenir la situation de ces exploités, de leurs familles, dans le cœur du processus de dégradation généralisée des conditions de vie. Substituer à cette analyse celle du «racisme d'Etat», c'est occulter la responsabilité des capitalistes en déplaçant le problème sur le terrain inoffensif de la morale. 2) Leur remède est empoisonné : plaquer le colonialisme sur la situation actuelle des prolétaires des quartiers conduit les «décolonialistes» à ériger les mouvements de libération nationale en

modèles. Ils se gardent bien d'expliquer pourquoi ces forces politiques, dès leur victoire, ont toutes instauré des dictatures, et qui plus est très complaisantes avec l'ancien colon. Plusieurs de ces régimes se sont instaurés sur les charniers des prolétaires révolutionnaires qui s'activaient à transformer la lutte anticoloniale en révolution sociale, notamment au Vietnam ou en Algérie. Ce mensonge qu'avancent le PIR et autres autodésignés «indigènes» permet d'épargner la bourgeoisie en vantant une alliance avec elle, par l'intermédiaire de ses représentants «non blancs». C'est aussi un point de connivence avec les survivances des bureaucraties staliniennes que sont le PCF et autre NPA. Ce n'est pas le seul.

Une marche au pas identitaire.

Les organisateurs de cette manifestation ne s'arrêtent pas à des analyses erronées et de fausses solutions. Ils participent activement à répandre la lèpre identitaire parmi les prolétaires, ce qui arrange la bourgeoisie dont l'une des stratégies permanente consiste à diviser les exploités pour mieux les soumettre. Bouteldja se satisfait publiquement que plus personne ne parlerait de classe sociale dans les «quartiers». Une telle affirmation en dit long sur la caution que cette hipster homophobe, racialisiste et intégriste religieuse porte à l'ordre en place. C'est aussi là le but non déclaré de la nébuleuse identitaire dont elle fait partie : chasser la conscience de classe pour mieux fabriquer une identité religieuse, raciale, culturelle, sur laquelle les filiales françaises de l'organisation d'extrême-droite la Confrérie des Frères musulmans (CMF, UOIF, et dont l'une des stars est Tariq Ramadan) ainsi que toute une petite bourgeoisie électoraliste et pro Union européenne comptent capitaliser. L'identité est dès lors une véritable geôle que vise à régenter de nouveaux interlocuteurs de l'Etat. Ce système fonctionne déjà aux USA ; d'où la présence à cette manifestation de différents universitaires américains, émissaires d'un modèle multiculturaliste. Le schéma de récupération des luttes qui se dessine est alors le suivant : faire des oppressions spécifiques des foyers d'affirmation communautaristes, dont la gestion est économiquement rentable (l'essor du marché de l'identité religieuse et culturelle en est la traduction) et pourvoyeuse de pacification sociale (des habitants qu'on invite à se percevoir avant tout en tant que membre d'une communauté d'identité, en quête d'intégration à la bonne marche capitaliste). Tout cela est curieusement conforme aux préconisations de la Commission européenne en matière de rapport des institutions avec les religions mais aussi de «gouvernance» à partir des principes de subsidiarité et de «démocratie participative». Peu importe qu'au passage des discours et des organisations d'extrême-droite soient de la partie.

Une marche au pas capitaliste

En 2012, EELV, le PCF ainsi que le NPA ont tous appelé à voter pour François Hollande alors que n'importe qui pouvait facilement savoir qu'il

appliquerait à l'identique le programme d'un Sarkozy vainqueur, c'est-à-dire une politique de guerre impitoyable contre les prolétaires. Ce sont ces partis politiques ou certains de leurs membres de gauche, ainsi que des directions syndicales leur étant affiliées, telles que SUD, qui appellent à défiler le 31 octobre avec les racialisés du PIR et les intégristes religieux (dont certains sont habillés en rappers). Hormis le soutien électoral qu'ils ont apporté au PS au second tour des élections présidentielles, ces formations politiques appliquent sans vergogne l'austérité (autre mot pour la régression sociale) dans les collectivités territoriales qu'elles gèrent, tout en feignant de la pourfendre. Avec un zèle à faire pâlir la droite et l'extrême-droite, elles mettent également en œuvre les grands projets de rénovation urbaine et institutionnelle, comme la métropole du Grand Paris, dont commencent déjà à pâtir les populations pauvres et les agents publics. Comme par hasard, beaucoup de leaders de collectifs (comme les «collectifs citoyens») présents à la manifestation ont joué de leur appartenance au quartier, pour tenter de contrer le fort abstentionnisme qui y prévaut et faire voter au final les habitants en faveur des partis qui aujourd'hui les dépouillent.

Cette «marche» n'est qu'une écœurante démonstration de mise au pas du prolétariat. Ce sera sans nous.

Collectif Identité j't'emmerde

Modèles d'interprétation du racisme et conséquences politiques actuelles

Dans un livre consacré à l'histoire de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires (League of Revolutionary Black Workers¹) de Détroit (James A. Geschwender, *Class, Race and Worker Insurgency*, Cambridge University Press, 1977 – cf. la critique p. 353 de cette revue), l'auteur décrit, dans son introduction, quatre grands modèles d'interprétation du racisme aux Etats-Unis. Il en existe certainement d'autres, d'autant que ce livre a été écrit il y a plus de trente ans, mais il nous a semblé utile de reprendre son analyse et de vérifier dans quelle mesure ces modèles peuvent s'appliquer à la France.

Ces quatre modèles américains étaient pour Geschwender :

- le modèle assimilationniste ;
- le modèle explicatif centré sur les préjugés ou le racisme des individus «blancs» ;
- le modèle «classiste» qui rend l'exploitation capitaliste responsable du racisme ;
- le modèle qui souligne la place de la «colonie interne» ou de la «nation opprimée immergée» que constituent les Afro-américains.

Si l'on analyse la façon dont la gauche, l'extrême gauche, l'ultragauche et les libertaires analysent la question du racisme en France, on retrouve de nombreux éléments de ces modèles d'interprétation et d'action, et souvent un mélange de ces analyses dans ces différents courants.

1. Le modèle assimilationniste

Comme l'explique Geschwender, c'est le modèle dominant aux Etats-Unis mais il en est de même en France. Selon les sociologues ou les politiciens qui le défendent, la question du racisme serait secondaire ; ses

¹ On trouvera toutes sortes d'informations et de documents de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires et des analyses en anglais sur le site libcom <https://libcom.org/tags/league-revolutionary-black-workers>

partisans refusent même d'envisager l'existence d'un racisme structurel ou institutionnel¹. Les Noirs aux Etats-Unis (en France, les Antillais, les Africains, les Maghrébins, les Asiatiques) sont une des nombreuses minorités qui constituent la nation bourgeoise². Chacune a dû subir les épreuves plus ou moins pénibles de «l'intégration» et finalement aucune minorité n'a été ou n'est vraiment plus discriminée que les autres.

Traduction française : «Les Polonais, les Italiens, les Portugais, les Espagnols en ont bavé mais s'en sont sortis financièrement et socialement (ici on insère quelques noms ou exemples à l'appui de ce raisonnement) ; les Maghrébins, les Africains, les Asiatiques suivront le même chemin, inutile donc de faire tant de boucan autour de la question du racisme.»

Pour que «l'intégration» dans la nation bourgeoise réussisse, il faut donc que les immigrés et leurs descendants «fassent des efforts» pour assimiler la culture dominante (donc, en France, les valeurs républicaines-universalistes-nationalistes locales).

Dans un premier temps, les minorités seront certes victimes de préjugés puissants mais, à long terme, toutes finiront par «s'intégrer» et cela fabriquera de bons petits Américains (ou de bons petits Français). Si des minorités religieuses ou ethniques ne s'assimilent pas, c'est donc principalement leur faute, même si elles rencontrent une hostilité plus ou moins violente de la majorité «autochtone».

Aux Etats-Unis, trois raisons principales sont avancées par les assimilationnistes pour expliquer les «problèmes» des minorités, et surtout des Afro-Américains :

– les minorités ne savent pas s'organiser en communautés efficaces (en France, c'est plutôt : les minorités n'adhèrent pas aux syndicats, partis et

¹ Sur le racisme institutionnel, cf. «Racisme institutionnel et action affirmative» (NPNF n° 21/22, 2007). Une «bonne» illustration en a été fournie par la façon dont la famille de la policière municipale antillaise de Montrouge a été traitée par les plus hautes autorités de l'Etat (Valls et Hollande en tête) pendant un an. Cf. «Attentats de janvier 2015 : Clarissa Jean-Philippe, l'abandonnée de Montrouge» de Marion Van Renterghem dans *Le Monde* du 5 janvier 2016. L'accumulation de gaffes, d'humiliations involontaires et de discriminations symboliques ou matérielles subie par la famille de cette policière antillaise est «exemplaire» des effets du racisme «structurel» français. On imagine ce qui peut arriver, et ce qui arrive tous les jours, aux Afrodescendants qui n'ont pas le «bonheur» de porter l'uniforme !

² Je me permets d'ajouter «bourgeoise» derrière nation (bien qu'il s'agisse pour moi d'un pléonasmе), parce que la majorité des militants de gauche et d'extrême gauche considèrent qu'il y aurait de bons et de mauvais nationalistes....

associations existants ; les immigrés ne «veulent pas fréquenter des Français» et préfèrent «rester entre eux» – les Chinois – ou «se marier entre eux» – les Turcs – ; ils ne font «pas d’efforts pour apprendre la langue», etc.) ;

– elles ne votent pas assez aux élections (en France, on se souvient de ces multiples associations, journalistes et politiciens qui, après les émeutes de 2005, mirent l’accent sur l’importance de s’inscrire sur les listes électorales) ;

– elles ne créent pas d’entreprises et de réseaux économiques suffisamment puissants.

Comme le remarque Geschwender, ce modèle assimilationniste refuse d’admettre qu’il existe des différences importantes dans le traitement par l’Etat américain (ou français dans notre cas), par les patrons et par la société, de façon plus générale, entre les immigrés européens et les immigrés non européens. On pourrait ajouter aujourd’hui entre immigrés «chrétiens» et «musulmans».

La question est évidemment beaucoup plus complexe que le simple clivage Européens/non Européens, puisque ce sont justement des immigrés ou des citoyens européens (les Juifs) qui ont été victimes du plus important génocide au sein de ce continent.

Cette réserve faite (et ce n’est pas un point de détail dans l’histoire des racismes européens !), il est évident que l’importation de telle ou telle catégorie de main-d’œuvre ou l’ouverture des frontières à l’immigration est étroitement liée, du moins dans l’histoire du capitalisme, à des besoins de main-d’œuvre qualifiée (les artisans suisses, belges et allemands en France au XIX^e siècle) ou surtout non qualifiée (les plantations du Sud aux Etats-Unis, puis l’industrie américaine et européenne après la première et la seconde guerre mondiale). Elle correspond à la nécessité d’exploiter de nouveaux salariés. Cette exploitation s’accompagne d’une propagande idéologique pour justifier les discriminations sur le marché du travail, les bas salaires, l’impossibilité de grimper dans la hiérarchie, la ségrégation spatiale, etc.

Dans le cas français, on a toujours justifié le choix de certaines nationalités dans tel ou tel secteur industriel, voire à tel ou tel poste, en se servant de critères «culturels» racistes, que ce soit dans le bâtiment, les mines, l’automobile, la sidérurgie ou plus récemment la sécurité, l’aide à domicile ou le nettoyage. Ces critères racistes ont d’ailleurs été «théorisés» aussi bien sous la Troisième, la Quatrième et la Cinquième République, généralement par des hauts fonctionnaires républicains de gauche, en tout cas pas d’extrême droite¹.

¹ Cf. Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, Fayard 2007, Pluriel, 2014.

Ces critères racistes ont contribué à créer, ou à entretenir, des préjugés qui ont permis eux-mêmes de maintenir la division entre les travailleurs de diverses origines. Pour la majorité des travailleurs franco-français, voire ceux dont les parents ont été naturalisés, par exemple, il était et il est encore «normal» qu'ils occupent des positions d'ouvriers professionnels, d'employés, de contremaîtres ou de chefs d'atelier et que les (nouveaux) immigrés occupent des postes de manœuvres, de concierges, de femmes de ménage, de balayeurs, de vigiles ou d'ouvriers non qualifiés.

Le modèle assimilationniste fait l'impasse sur ces préjugés et discriminations encouragés par la classe capitaliste, mais aussi sur l'impact de cette situation sur la capacité des immigrés, ou des descendants d'immigrés, à s'assimiler à la nation bourgeoise.

Des réflexes identitaires d'autodéfense apparaissent également chez les travailleurs immigrés (qu'ils soient de nature nationaliste, ethnique ou religieuse) qui rendent évidemment beaucoup plus difficile l'assimilation (plus ou moins) désirée par la bourgeoisie. Face à ces réactions identitaires des minoritaires apparaissent aussi des réactions identitaires chez les membres de la majorité «autochtone», y compris chez les prolétaires.

S'il est, pour le moment, beaucoup moins favorable à l'organisation en communautés que le modèle anglais ou américain, le modèle républicain français est tout aussi *color blind*, «aveugle aux couleurs» car il nie l'importance des préjugés, des discriminations racistes et du racisme institutionnel. Et cette attitude relativisant le racisme est répandue aussi bien à gauche, voire à l'extrême ou à l'ultra-gauche, qu'à droite.

2) Le modèle d'explication centré sur les préjugés ou le racisme des individus «blancs»

Ce modèle est assez répandu en France, dans la mesure où, que ce soit dans les explications du MRAP, de la LICRA ou de SOS Racisme, ou bien dans les interventions des journalistes, artistes et intellectuels de gauche, il est assez courant de dénoncer les préjugés individuels des Français contre telle ou telle catégorie de population... sans creuser beaucoup plus la question et s'attaquer aux causes structurelles du racisme dans la «patrie des droits de l'homme».

Ce modèle est, depuis trente ans, au centre de «l'humour» propagé par Canal Plus, le Djamel Comedy Club, toutes sortes de feuilletons ou de films tentant de ridiculiser le racisme (mais n'attaquant jamais les fondements du nationalisme républicain français¹).

¹ Cf. «Les comiques «antiracistes» surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre», *NPNF* n° 8-9, mai 2004 ; et, sur la question plus générale du nationalisme de gauche, «La triste farce de la victoire du non» (*NPNF* n° 13-14, 2005) et le numéro 33-34-35 de *NPNF* intitulé «Les

Comme le note Geschwender, ce modèle d'interprétation est populaire parce qu'il repose sur une vision très optimiste. Dans la mesure où ce modèle sépare complètement racisme et exploitation capitaliste, il attribue la principale cause du racisme à une réaction de rejet, à une simple méconnaissance ou incompréhension de «l'Autre»¹.

Il suffirait donc **d'éduquer** la majorité dominante pour que les membres des minorités soient vus de façon sympathique voire empathique par cette même majorité. Dans une telle perspective, l'humour des comédiens de stand up d'origine maghrébine ou africaine ; les séries ou les films dégoulinant de bonnes intentions antiracistes ; les grands discours sur le multiculturalisme ou «l'interculturalité», accompagnés de fêtes ou repas «ethniques» ; les concerts antiracistes, les discours sur la «République métissée», la «diversité» ou la «France multiethnique ou multiculturelle», occupent une place centrale pour améliorer le fumeux «vivre ensemble».

Comme le fait remarquer Geschwender, ce modèle est centré surtout sur les tares ou les défauts individuels des racistes ou des personnes qui ont des préjugés plus ou moins ancrés dans leur cerveau ; il cherche à les amener à s'amender, à comprendre qu'ils sont dans l'erreur. Ce modèle, qui a une dimension morale, voire moralisatrice, fait l'impasse sur l'utilité et la fonction politique, sociale et économique du racisme.

Ce modèle est parfaitement acceptable par une partie de la droite dite «républicaine» puisqu'il ne remet pas en cause le système capitaliste. Il s'accompagne, dans le meilleur des cas, de la mise en place d'un arsenal juridique permettant aux associations antiracistes de traîner devant la justice tel ou tel individu raciste et de le faire condamner. En soi, cette démarche purement légale n'est pas négative, même si elle a une portée politique très limitée. Par contre, elle tend à faire du racisme uniquement une question individuelle, à occulter ses dimensions sociales, et à décourager toute lutte collective en dehors des prétoires. Ce qui pose quand même de gros problèmes pour des militants qui souhaitent détruire le système capitaliste...

3) Le modèle «classiste» qui rend l'exploitation capitaliste responsable du racisme

Ce modèle est plus utile que les deux précédents dans la mesure où il permet de comprendre pourquoi les patrons vont chercher de la main-d'œuvre dans d'autres pays (qu'il s'agisse des esclaves africains ou des travailleurs salariés du tiers monde, des «sans papiers» ou de ceux qui ont

pièges mortels de l'identité nationale» (2011) dont l'article «L'identité nationale, un mythe rance et dangereux. Une vieille question jamais réglée à gauche».

¹ Cf. «Haine de l'autre, racisme et religion», *NPNF* n° 40-41, 2012.

une carte de séjour). Il permet de comprendre pourquoi les capitalistes et l'Etat jouent sur la compétition entre les différentes catégories de salariés, propagent eux-mêmes des préjugés racistes, y compris dans le secteur du tourisme¹.

Aux Etats-Unis, le modèle «classiste» permet de comprendre pourquoi les travailleurs issus des différentes immigrations européennes se sont opposé aux travailleurs d'origine africaine (arrivés souvent en Amérique bien avant eux, du moins si l'on parle de l'immigration européenne, latino-américaine ou asiatique au XX^e siècle), et pourquoi ces derniers ont considéré que les ouvriers blancs étaient leurs ennemis. Il explique pourquoi certains travailleurs noirs sont parfois allés jusqu'à accepter de servir de briseurs de grève, voire d'hommes de main des milices patronales, pour briser les luttes des ouvriers blancs avant la Seconde Guerre mondiale.

Le modèle «classiste» permet aussi de comprendre pourquoi les multinationales et les Etats occidentaux pillent les ressources des pays du Sud, soutiennent des dictatures sanguinaires, fomentent des coups d'Etat, tout cela au nom de la défense de la «civilisation» (chrétienne) hier, de la «démocratie» aujourd'hui, ou de la lutte contre le terrorisme islamiste. En tant que membres d'une classe internationale aux multiples facettes, les bureaucrates, les bourgeoisies d'Etat et les capitalistes privés ont des intérêts communs à défendre au-delà des frontières et des intérêts des peuples qu'ils sont censés défendre.

Le modèle «classiste» a enfin pour utilité principale, essentielle même, de mettre en avant une communauté d'intérêts objective entre les prolétaires, les exploités, de toutes origines et de toute nationalité, puisque leur ennemi, le Capital, est le même.

Le principal inconvénient de ce modèle est qu'il ne permet pas d'expliquer l'ascension sociale d'une partie significative des personnes issues des minorités nationales et/ou ethniques : qu'il s'agisse de la création d'une classe moyenne noire aux Etats-Unis ou d'une bourgeoisie en France, le modèle classiste qui a tendance à assimiler tous les travailleurs originaires d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie au prolétariat (ou, version branchée, aux «dominés») se trouve réduit à néant quand des fractions significatives des immigrés ou des descendants d'immigrés non européens se constituent en communautés, en groupes de pression sur des

¹ En témoigne ce stage que j'ai suivi à Air France à la fin des années 70 : sous prétexte d'apprendre aux employés de l'aéroport les caractéristiques «culturelles» de la clientèle on nous inculquait en même temps des stéréotypes sur les Américains, les Japonais, les Antillais, les Maghrébins, etc. Cf. <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1323> «Comment fonctionne le racisme quotidien dans les aéroports d'Orly et Roissy»

bases ethniques, religieuses ou ethnico-religieuses, et deviennent à leur tour d'«excellents» exploitateurs, en particulier de leurs coreligionnaires ou de leurs compatriotes.

Dernière limite du modèle purement classiste : il repose sur l'idée que le racisme serait un phénomène uniquement européen, seulement lié à l'expansion du capitalisme. Malheureusement, il n'en est rien : pour ne prendre qu'un exemple, la blancheur de la peau a toujours été considérée à la fois comme un critère de beauté et un critère de classe en Asie parce que seuls celles et ceux qui travaillaient dehors, aux champs ou dans la rue, avaient la peau «bronzée» par le soleil. Ils étaient considérés comme racialement inférieurs aux nobles, aux princes et aux membres des cours royales qui eux ne travaillaient pas, même si les «théories» raciales les plus sophistiquées ont été inventées en Europe.

4) Le modèle de la «colonie interne» ou de la «nation opprimée immergée».

Ce modèle est très à la mode aujourd'hui puisqu'il est à la base des lectures dites «décoloniales» des réalités européennes, mais la plupart des militants ignorent ses origines puisque ses «inventeurs» les dissimulent sciemment. Elles sont pourtant faciles à dénicher, puisqu'elles proviennent des thèses de l'Internationale communiste et en particulier celles du Parti communiste américain (PCA) entre 1928¹ et 1957, d'un théoricien trotskiste (CLR James) durant les années 30 et d'intellectuels nationalistes afro-américains durant l'entre-deux-guerres et après la seconde guerre mondiale.

Ces thèses avaient un grand pouvoir d'attraction au départ pour les militants les plus déterminés : elles permettaient d'offrir des perspectives aux Noirs américains, soit en les incitant à lutter pour la création d'un ou de plusieurs Etats au sein des Etats-Unis où ils seraient majoritaires et exerceraient le pouvoir ; soit à justifier le retour en Afrique (la «patrie originelle» totalement idéalisée) ; soit à légitimer des revendications et une lutte radicale concernant un partage plus égalitaire du pouvoir national aux Etats-Unis. Toutes ces théories rendaient les Noirs américains fiers de leur histoire et de leurs combats, ce qui n'était pas du tout négligeable. Elles permettaient d'expliquer aussi comment, de même que les empires britannique ou français avaient réussi à former et/ou acheter des élites

¹ Dès 1922, dans ses «Thèses sur la question nègre», l'Internationale communiste déclarait : *«C'est pourquoi le 4^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les "thèses sur la question coloniale".»* Les premiers jalons du tournant ultérieur du PCA, puis aujourd'hui des études postcoloniales, furent donc posés par des communistes «blancs» russes...

locales, pour maintenir leur domination dans les colonies, la classe dominante américaine pouvait (et peut toujours d'ailleurs) recruter parmi la minorité noire des partisans qui acceptent de collaborer pour justifier sa domination à condition de bénéficier de prébendes suffisantes.

Ce raisonnement peut s'appliquer évidemment aussi aux minorités non européennes présentes au Royaume Uni, aux Pays-Bas ou en France aujourd'hui, voire à d'autres pays n'ayant pas de passé colonial mais qui attirent une main-d'œuvre issue du Sud cherchant à s'installer durablement sur le continent européen.

Loin d'avoir inventé une théorie radicalement nouvelle, les partisans actuels de la «décolonialité» ne font que reprendre des positions élaborées à la fois par des intellectuels «blancs» européens (les dirigeants de la Troisième Internationale) et par des intellectuels afro-américains il y a soixante-dix ans. Mais reconnaître de telles origines intellectuelles en partie «blanches» serait démolir tout leur bel édifice «théorique» prétendument «non blanc».

Evidemment pour que cette vieilleries idéologique ait un look branché, on assaisonne aujourd'hui le discours «décolonial» de considérations postmodernes (issues elles aussi pour une grande part de l'intelligentsia «blanche» occidentale : Foucault, Derrida, Deleuze and Co n'étaient pas vraiment issus des «minorités postcoloniales» !), de termes comme «déconstruction» et «déconstruire» qui sont quand même nettement plus sexy que de se réclamer de l'Internationale communiste dirigée par des «Blancs» ou du trotskiste puis panafricaniste antillais CLR James, un quasi inconnu, de surcroît fervent partisan de la dialectique hégélienne ! On y ajoute aussi des références aux mouvements de libération nationale de l'ancien tiers monde (mouvements qui, comme la Troisième Internationale, se situaient aussi, malgré leurs discours nationalistes, dans la tradition d'un certain universalisme occidental... «blanc») qui ont encore un impact sur la jeunesse grâce aux images d'Epinal transmises par la propagande de gauche et d'extrême gauche...

Mais soyons honnêtes : en dehors de ce bricolage idéologique et de cette falsification grossière, cette position qui tend à dramatiser la situation des minorités non européennes en Occident en les comparant à celle de colonisés a tout de même un petit aspect positif, malgré ses dimensions identitaires réactionnaires ; en effet, elle appelle à une lutte radicale (surtout sur le plan verbal et au service de démagogues carriéristes, mais pas seulement) au sein des métropoles capitalistes européennes. Il ne s'agit pas d'un discours victimaire (du moins pas toujours) mais d'un discours qui est fondé sur la revendication de l'égalité, de la justice et de la dignité. On est très loin de la lutte de classe et de la solidarité entre tous les prolétaires ; on est à des kilomètres de l'action directe et de l'auto-organisation véritable, mais cela pourrait être un début : disons un commencement démocratique-

radical sur des questions importantes ignorées par la gauche, l'extrême gauche et les anarchistes depuis des décennies.

Malheureusement, comme les deux premiers modèles d'interprétation, le modèle «décolonial» reste fondamentalement citoyeniste¹, c'est-à-dire favorable à l'union entre toutes les classes au sein des communautés dites «non blanches». Son objectif est d'obtenir la reconnaissance par l'Etat, par ses institutions et ses politiciens, que tout de même, il nous faudrait plus de juges, de flics, de chefs, de journalistes, de députés et de patrons «issus de l'immigration» pour que tout aille mieux (apparemment, les partisans de la décolonialité et leurs soutiens gauchistes européens n'ont rien appris de l'exemple américain, y compris de la présence de Barack Obama, Condoleeza Rice et Colin Powell au sommet de la plus importante puissance sur cette planète...).

Il suffit à cet égard d'écouter le débat organisé par mediapart avec les organisateurs de la marche contre le racisme et pour la dignité du 31 octobre 2015. Aucun des intervenants ou intervenantes n'a prononcé le mot de travailleur, d'ouvrière ou de prolétaire. Tous et toutes n'avaient à la bouche que des mots comme «non Blancs» et «Blancs», «musulmans», etc. Ils n'ont apparemment aucune conscience du fait que la société capitaliste est structurée en classes sociales aux intérêts opposées et pas simplement en pseudo «races» (imaginées par les exploités) ou en religions structurées qui font le jeu de l'ordre établi. Si la révolte contre les discriminations racistes, contre les crimes du colonialisme et du néocolonialisme, est toujours positive au départ, il est catastrophique qu'elle soit dévoyée et se fixe pour unique objectif un simple partage du gâteau capitaliste...

Y.C., 27/10/2015

¹ Cf. «Citoyennisme attraction fatale», *NPNF* n° 10, 2004.

Du «Black-Blanc-Beur» à la «race sociale» : la confusion s'épaissit chez les gauchistes gaulois

La Marche pour la dignité et contre le racisme du 31 octobre 2015, l'utilisation croissante de concepts comme «racisés», «race sociale» et «racialisation» dans toutes sortes de milieux, le lobbying du PIR et d'un certain nombre d'intellectuels désireux de devenir médiatiques ont poussé certains marxistes ou anarchistes à traiter de «racistes» ceux qui ne partageaient pas leurs analyses fondées sur «la classe». Je crains que lancer cet anathème ne suffise pas si ces camarades continuent soit à considérer le racisme comme une question secondaire que la Révolution résoudra spontanément ; soit à passer nettement plus de temps à dénoncer les antiracistes que les racistes ; soit à ignorer les acquis de la réflexion théorique sur le racisme depuis 50 ans tout en ne proposant rien de concret pour lutter contre ce fléau.

Ce texte essaie, au-delà des polémiques sectaires et stériles, de retracer les origines assez différentes du concept de «race sociale» dans le monde anglo-saxon et en France, et les mésinterprétations dont il est l'objet de la part de ses adversaires comme de ses thuriféraires gaulois.

Les origines françaises de la mode du concept de «race sociale»

Il était une époque (le début des années 80) où toute la gauche et une bonne partie de l'extrême gauche trouvaient «génial» et «branché» d'employer des nouveaux termes comme «Black, Blanc, Beur». Une génération et quelques années plus tard, ces termes fondés sur des phénotypes, des caractéristiques physiques (évidentes aux yeux de tous sauf des gauchistes décérébrés), font partie du vocabulaire courant de tous, à droite comme à gauche. Du rappeur Saïdou au ministre de l'Intérieur Manuel Valls, d'Alain Finkielkraut à Houria Bouteldja, d'Alain Soral à Dieudonné, tout le monde politique et intellectuel utilise ces concepts, mais aussi les «citoyens ordinaires».

La social-démocratie française, pleine de bonnes intentions multiculturalistes dans les années 80 et tant abhorrée aujourd'hui par les

partisans de la pseudo théorie de la «race sociale» qui en sont les héritiers idéologiques, a en fait préparé le terrain. Elle a mâché le travail à tous ceux qui aujourd'hui nous expliquent benoîtement que le terme de «race sociale» ne serait absolument pas lié à des phénotypes ou à des caractéristiques physiques. Ce sont les mêmes qui aussitôt affirment que les «Blancs» auraient des privilèges auxquels les «Noirs» ou les «non-Blancs» n'auraient pas accès...

Le règne de l'incohérence

Ainsi Obama serait donc un «Blanc» social ? et le chômeur lillois, depuis 5 générations, qui vote Marine Le Pen serait un «Noir» social ? le roi d'Arabie saoudite serait un «Blanc» social et un «musulman» (donc un non-Blanc social) et le routier lyonnais «de souche» un Blanc «privilegié» mais aussi un non-Blanc social (puisque prolétaire) ? Qui peut croire que de telles absurdités, de tels tours de passe-passe, nous aident à lutter contre l'exploitation et contre le racisme ?

Qui peut croire une seconde que reprendre à son compte des termes bien ancrés dans les mentalités les plus réactionnaires, utilisés sans complexes par les politiciens de droite et d'extrême droite, pourrait être innocent ?

Une telle légèreté est étonnante de la part de militants ou d'intellectuels tellement à cheval sur l'usage des mots. Leur conception complètement idéaliste, selon laquelle changer l'orthographe des mots en la «genrant» contribuerait à changer les mentalités (ils ignorent d'ailleurs que de nombreuses langues asiatiques ne connaissent pas de différence entre masculin et féminin et que cela n'a jamais rien changé aux rapports de domination des hommes sur les femmes.... cherchez l'erreur), ne s'applique mystérieusement plus à des termes connotés racistes depuis des siècles comme «Noirs» et «Blancs»....

Indifférents à la moindre cohérence théorique, les partisans de la prétendue théorie de la «race sociale» ajoutent, à la liste établie au départ par les intellectuels identitaires anglosaxons, les «musulmans» et les «roms» au catalogue des «non-Blancs».

La liste des «racisés» ressemble de plus en plus à un inventaire à la Prévert, car selon les sensibilités on peut y ajouter – en retrancher – toutes les sous-catégories que l'on veut... En effet, curieusement en France, jamais les prolétaires chinois, pakistanais, bengalis, etc. ne sont mentionnés par ceux qui évoquent la «racisation».

On se demande par quel miracle les prolétaires asiatiques vivant en France («non blancs» eux aussi) échapperaient au racisme structurel ou au racisme tout court. Il suffit d'ailleurs d'écouter les blagues de certains comiques actuels pour constater que les Chinois en prennent plein la gueule sans que cela soulève la moindre protestation des antiracistes «décoloniaux»...

Toute cette gymnastique intellectuelle prétentieuse serait comique si, derrière ces manœuvres idéologiques, ne gisaient pas autant de problèmes non résolus d'un point de vue théorique et politique pour tous ceux qui prétendent changer radicalement la société.

a) **SOS Racisme**

En France, le multiculturalisme a eu un aspect sympa (en dehors du fait qu'il était financé par le PS au pouvoir, donc par l'Etat). Même les Indigènes de la République reconnaissent parfois, au détour d'une interview, qu'à une époque SOS Racisme a eu une petite dimension positive et éducative. Et, de leur point de vue identitaire qu'ils défendent, ils ont raison : le Parti socialiste et ses associations satellites, ses intellectuels compagnons de route ou ses propagandistes stipendiés, ses médias complices (*Libération* en tête) ont transformé les qualifications purement raciales de «Black Blanc Beur» en étiquettes antiracistes dans l'esprit de nombreux jeunes révoltés par la propagande xénophobe du Front national et qui prenaient lentement conscience du racisme structurel français (terme à l'époque pratiquement inconnu puisque la gauche et l'extrême gauche ignoraient superbement ces phénomènes).

Le lavage des cerveaux a commencé par la petite main jaune de SOS, les concerts antiracistes géants, la propagande médiatique antiraciste mobilisant artistes, cinéastes, musiciens, comiques, etc. Et progressivement il est apparu parfaitement normal de qualifier les hommes et les femmes selon leurs... phénotypes.

b) **De nouvelles niches dans le champ intellectuel**

Parallèlement on a vu s'organiser une offensive dans le monde universitaire, qui après l'épuisement du structuralisme, a adopté les théories postmodernes (déconstruction, post-colonialisme, etc.). Cette offensive a pris le relais, au niveau théorique, de l'antiracisme gentillet et bisounours des années 80 qui a imprégné pas mal de monde, et ce bien au-delà des cercles militants. Les universitaires de gauche partisans de la déconstruction, dont les écrits étaient parfois tout aussi incompréhensibles que ceux des plus obscurs disciples du psychanalyste Jacques Lacan durant les années 70, ont réussi à se donner une allure plus radicale en se reconnectant avec l'anti-impérialisme des années 50 et 60 et l'identitarisme plus musclé des Afro-Américains, que ce soit ceux du SNCC, des Black Panthers et d'une pléthore de mouvements nationalistes-culturels outre-Atlantique (qui sait, par exemple, en France que les Afro-Américains disposent aujourd'hui de leur propre fête de «Noël», sous le nom de Kwanza, devenue désormais une affaire commerciale juteuse et très «mainstream» alors qu'il s'agissait au départ d'une initiative très marquée par le nationalisme identitaire noir... ?).

c) **Rap et islam new look**

La culture rap et hip hop afro-américaine est apparue, elle aussi, comme «super sympa» aux yeux de la gauche et de l'extrême gauche françaises. Et ce d'autant plus que le rap «français» ne se construisait pas sur des bases mono-ethniques comme aux Etats-Unis mais pluriethniques. Cette nouvelle évolution musicale a contribué à dépasser les discours officiels multiculturalistes parfois assez intellos et éthérés, à leur donner un côté identitaire plus affirmé, plus dur aussi au niveau verbal, comme dans les pays anglo-saxons, mais de façon subreptice et inconsciente. Ce nouveau facteur de la culture de masse a rendu le terme de «Black» absolument incontournable pour les jeunes, fussent-ils maghrébins, poussant évidemment ces derniers à s'inventer une nouvelle identité et à se définir eux-mêmes comme «rebeus». La culture rap a pris la succession de SOS Racisme ou s'est mélangée à l'antiracisme de l'Etat-PS.

Dernière influence, le nouvel intérêt pour l'islam chez les jeunes générations, intérêt qui a rajouté encore une couche de confusion et de division identitaire chez les jeunes prolétaires – d'origine maghrébine ou pas d'ailleurs...

Désormais, les jeunes peuvent combiner antiracisme virulent et sympathique (en tout cas vivement encouragé par les médias de gauche), fascination pour l'esprit revendicatif des rappers (quelles que soient leur nationalité ou leurs origines, puisque le rap est devenu mondial) et plongée dans l'identitarisme religieux sous toutes ses formes (sectaire-religieuse, nationaliste ou plus politisée). Cette nouvelle quête identitaire leur est apparue d'autant plus justifiée que leur foi était maltraitée et méprisée en France par l'Etat et les médias ; cette situation de «communauté minoritaire» pouvait leur faire croire que l'islam était effectivement une religion de pauvres et d'opprimés, de «rebeus», terme quasiment synonyme de Français de seconde zone... et de troisième génération.

Les émeutes de 2005 et l'incapacité des politiques à y répondre par des mesures sociales radicales n'ont fait que confirmer et accélérer ces tendances diffuses, d'origines diverses, puisqu'elles combinaient les stratégies de l'élite politique socialiste et de la gauche intellectuelle multiculturaliste, celles des rappers révoltés en quête de reconnaissance médiatique et celles de jeunes chercheurs de gauche en quête de chaires à l'université et de places dans les médias et les maisons d'édition.

De nouvelles petites forces politiques identitaires (CRAN, PIR, CCIF, etc.) sont nées et leurs représentants les plus dotés de réseaux ont cherché à occuper le champ médiatique, avec un certain succès d'ailleurs. Les pseudo théories de la «race sociale», importées des Etats-Unis, ont donc utilement servi à ces carriéristes français pour consolider le travail de démolition multiculturaliste commencé par SOS Racisme et sa division des exploités en Blacks, Blancs, Beurs (BBB). On est passé du BBB au BNBMR,

Blancs, Non-Blancs, Musulmans, Roms (jusqu'ici les courants identitaires de gauche ne se sont pas sérieusement investis dans la défense concrète des Roms, il s'agit juste pour eux d'une pose).

Le processus de justification idéologique du fractionnement identitaire des exploités selon des lignes raciales (sans guillemets) et religieuses est désormais bien au point en France, et il accompagne évidemment une évolution matérielle et sociale qui se manifeste à l'échelle de toute l'Europe. Evolution marquée par un individualisme croissant, une atomisation accélérée, une structuration de plus en plus éclatée des tâches dans les entreprises et à l'extérieur (diminution de la taille des unités de production, développement du télétravail et de l'auto-entrepreneuriat, informatisation, etc.) qui favorisent la renaissance des communautés imaginées, qu'elles soient régionales, religieuses (juives, chrétiennes et musulmanes) ou ethniques.

Une riposte à la fois pauvre, dogmatique et peu informée

Faute d'effectuer une nécessaire révolution mentale, et de remettre en cause leur incapacité historique à analyser à la fois les racines profondes du racisme, les politiques identitaires de gauche comme de droite dans le monde anglo-saxon (depuis déjà un demi-siècle quand même !), et l'influence multiséculaire néfaste des religions, certains anarchistes ou marxistes se sont tout à coup mis à traiter sur les réseaux sociaux tous les partisans, sincères ou pas, de la théorie bidon de la «race sociale» de «racistes».

Ils ont un peu donné l'impression que le véritable danger actuel n'était pas le racisme mais l'antiracisme, esquive classique que l'on retrouve d'ailleurs aussi dans d'autres courants d'extrême gauche (et parfois chez les mêmes) sur la question de l'antisémitisme actuel. Le véritable ennemi de nombreux «antisionistes» n'est pas du tout l'antisémitisme mais ceux qui en dénoncent la permanence et les mutations actuelles.

C'est ainsi que des sites ou des blogs comme Non Fides, racialisateursgohome, Vosstanie, Travail contre capital, Incendo et quelques autres se sont précipités dans cette discussion complexe sans vraiment avoir de billes et sans avoir étudié auparavant le sujet du racisme en profondeur ni en France, ni aux Etats-Unis, ni en Grande-Bretagne.

Ultime, radicale et ridicule erreur.

Cela confirme ainsi que même les défenseurs les plus radicaux de «la classe» [ouvrière] baignent dans le climat idéologique créé par la social-démocratie française des années 80... sans s'en rendre compte. Ils croient qu'en traitant de «racistes» les partisans de la théorie néfaste de la «race sociale», en ne faisant pas l'effort d'étudier les origines de ces bricolages idéologiques, leurs succès et leurs avatars dans la gauche anglo-saxonne, en ne s'interrogeant pas sur les profondes transformations de la «force de travail» des pays capitalistes avancés, en ne se livrant à aucune autocritique

sérieuse, ils pourront remporter la bataille politique acharnée qu'il va nous falloir mener contre ces prétendues évidences «sociales» reposant en fait sur des phénotypes et sur le «bon sens» lié à l'observation des différences physiques entre les êtres humains – traduire des «races» qui ont été si longtemps enseignées ou reconnues comme ayant des bases scientifiques et biologiques.

Origines positives du concept de race sociale et évolution négative actuelle

Les opposants à la théorie de la «race sociale» sont tout aussi peu sérieux que leurs partisans.

Les premiers, marxistes ou anarchistes, ont du mal à admettre qu'en 150 ans ils n'ont rien produit de vraiment utile pour comprendre et combattre spécifiquement le racisme¹ ... Les progrès fondamentaux dans la compréhension du racisme ont été réalisés par des militants tiers-mondistes et des universitaires le plus souvent extérieurs au champ militant, du moins celui qui se réclame de la lutte de classe. Cela devrait quand même poser question aux défenseurs de l'orthodoxie marxiste ou anarchiste.

De l'autre côté, chez les partisans de la «race sociale», et surtout chez les nouveaux convertis dans les milieux militants en France, règne une méconnaissance totale (volontaire ou involontaire peu importe) de l'histoire de cette notion...

Ses inventeurs voulaient seulement, au départ, montrer que les races étaient des constructions sociales (entre parenthèses, les classes sociales sont aussi des constructions sociales tout comme la nation, l'Etat ou même la famille !) et surtout que ces constructions sociales n'avaient pas de fondement biologique ou génétique. Ce qui est parfaitement juste. C'est d'ailleurs déjà ce qu'on trouve dans des articles scientifiques publiés par l'UNESCO dès les années **1951-1952** pour définitivement démontrer la fausseté du racisme. Tous les partisans et opposants à la pseudo-théorie de la «race sociale» devraient commencer par lire *Le racisme devant la science*, publié chez Gallimard en 1960, il y a plus d'un demi-siècle.

C'est seulement après ce tournant international dans les sciences dures et les sciences sociales, tournant que l'on peut dater approximativement du milieu des années 1950 que certains ont commencé à s'en servir comme un outil militant – et pas toujours à bon escient et de façon très cohérente.

¹ Je ne résiste pas à l'envie de vous conter cette anecdote : un militant ultragauche chevronné me téléphone pour me faire part de ses critiques et, dans le cours de la conversation, il me lance : «*C'est vrai que tu as du sang noir...*». Les lecteurs comprendront pourquoi que je suis sceptique sur la capacité des «marxistes» (ou des anarchistes d'ailleurs) à comprendre le racisme...

Le seul problème est qu'on ne peut pas dire qu'une chose n'existe pas, qu'elle n'a aucun fondement scientifique (disons le Saint Esprit, par exemple...) et en même temps la décrire très précisément avec des termes physiques, car les notions de «Blanc» et de «Noir» ne sont pas des concepts comme prolétaires, bourgeois ou petits bourgeois. Il est impossible d'identifier un membre d'une classe sociale donnée à son aspect physique ou à sa couleur de peau. Même un prolo aux mains calleuses peut devenir un capitaliste. Un Blanc par exemple ne deviendra jamais un Noir et vice versa.

Des notions comme celles de Noir ou de Blanc sont immédiatement perceptibles à la vue, d'autant plus si on les accompagne de la description de certains traits physiques, comme on le faisait encore il y a cinquante ans, y compris dans les manuels scolaires républicains-universalistes français. C'est pourquoi, si on les utilise dans un but militant, même avec les meilleures intentions du monde, il est pratiquement impossible de se démarquer ensuite des préjugés communs chez les braves gens antiracistes.

Cette interprétation devient encore plus douteuse (et là devient effectivement raciste) quand on s'oppose au métissage, comme le PIR, mais comme aussi beaucoup de nationalistes noirs américains, africains, indiens d'Amérique latine, etc. Dans ce cas, on passe bien dans le domaine du biologique, de la pureté de la race, passage dissimulé par la défense de la culture nationale, ethnique ou religieuse, exactement comme l'extrême droite...

Il s'opère désormais à l'extrême gauche et chez certains anarchistes le même phénomène qui s'est opéré à l'extrême droite. Cette dernière n'ose plus utiliser les caractéristiques ou dénomination raciales (rappelons, à ce propos, les mots ignobles de Marx sur «le négro-juif Lassalle¹» et prétend

¹ *«J'ai maintenant acquis la certitude, comme le prouvent la conformation de son crâne et la pousse de ses cheveux, qu'il descend des nègres qui se joignirent à Moïse lors de la traversée de l'Égypte (à moins que sa mère ou sa grand-mère n'aient eu des relations avec un nègre). Il est certain que ce mélange de Juif et d'Allemand avec la substance de base du nègre devait donner un curieux résultat. L'importunité du camarade est également typique du nègre»*, lettre à Engels du 30 juillet 1862. Le jésuitisme des néotrotskistes du NPA dans leur revue *Contretemps* mérite une mention particulière et une citation complète tant leur hypocrisie est flagrante (et tant leur omission de la dimension antisémite de ce passage est révélatrice). Voici en effet ce qu'écrit Kevin Anderson : *«À une seule reprise cependant, il semble qu'il ait utilisé le mot en n, comme un terme péjoratif. On trouve cette occurrence dans une attaque contre l'attitude de Lassalle devant la guerre civile : dans une lettre à Engels du 30 juillet*

désormais qu'il existe des différences culturelles fondamentales entre les peuples et donc que ces peuples ne doivent pas se mélanger pour mieux préserver leur originalité et leur spécificité.

L'extrême gauche, elle, s'est engagée sur le même terrain glissant avec son utilisation ridicule de la théorie des races sociales fondées sur... la couleur de la peau. Il est assez normal qu'elle en vienne, comme le PIR, à s'opposer au métissage au nom de la défense des cultures des ex-colonisés, des traditions nationales ou religieuses. On revient alors effectivement à des conceptions racistes cachées, même si ce n'est nullement l'intention des braves militants «blancs qui se battent la coulpe de ne pas appartenir à la bonne «race sociale».

Car, quoi qu'ils en disent, c'est bien de cela qu'il s'agit dans l'imaginaire militant : la culpabilité de ne pas appartenir à la bonne «race sociale». Cela rappelle furieusement les discours stalinien du XXe siècle ou anarchistes/syndicalistes/ouvriéristes du XIXe siècles contre les petits bourgeois ou les intellectuels qui devraient faire amende honorable de leur origine sociale ou constamment prouver qu'ils ne sont pas en train de «trahir la classe ouvrière» dont leur organisation ou groupuscule défend les «intérêts historiques».

Ces réserves une fois exprimées, si nous voulons contrer la diffusion néfaste des théories de la «race sociale», il va falloir se mettre sérieusement au boulot, camarades, et ne pas nous contenter de simples invectives !

Y.C., décembre 2015

PS. Le concept de race aux Etats-Unis n'a JAMAIS rompu avec ses bases biologiques, y compris dans les statistiques démographiques, les quotas dans les universités et dans la fonction publique et jusque dans la mention sur les passeports et les formulaires administratifs.

Reprendre ce concept dans un pays comme la France qui n'a pas été structuré par l'esclavage (si l'on excepte bien sûr les Antilles) et toutes ses catégories et sous-catégories raciales, c'est donc vouloir introduire de force

1862, il fait référence à la peau foncée de Lassalle (ce qui était pourtant aussi le cas de Marx lui-même) utilisant le mot en n, afin de dénoncer l'attitude condescendante de Lassalle devant la cause nordiste.»

Difficile de trouver plus de contre-vérités et de mensonges quand on a la citation de Marx sous les yeux. Et ce monsieur appelle pompeusement son article «Sur la dialectique de la race et de la classe. Les écrits de Marx sur la guerre civile, 150 ans plus tard»... (<http://www.contretemps.eu/interventions/sur-dialectique-race-classe-%C3%A9crits-marx-sur-guerre-civile-150-ans-plus-tard>)

Si la dialectique consiste à falsifier les citations de Marx, Anderson est certainement un fin dialecticien....

de pseudo concepts foireux, sous des prétextes sociologico-militants ; c'est donner une légitimité pseudo scientifique aux préjugés racistes qui eux ont toujours existé dans l'Hexagone.

Ce n'est pas un hasard si le terme de «métis» n'existe pas aux Etats-Unis, ou plus exactement s'il est souvent considéré comme une insulte car il met en avant des critères raciaux biologiques. Les Etats-Unis sont en effet le pays de la «règle d'une seule goutte de sang» (*one drop rule*) selon laquelle une personne aux phénotypes «caucasiens» était considérée comme noire si l'un de ses ascendants était noir... Tous les Etats du Sud (mais aussi certains Etats du Nord), après la guerre de Sécession, adoptèrent de telles lois pour justifier la ségrégation qu'ils pratiquaient dans tous les lieux et espaces publics et en exclure aussi les «Blancs d'apparence»... On est bien face à un racisme biologique qui conditionne les mentalités depuis trois siècles et qui conditionne aussi les luttes contre les discriminations en Amérique, puisque encore aujourd'hui un des arguments antiracistes aux Etats-Unis est de dire aux Blancs que 30% d'entre eux ont eu trois ancêtres noirs parmi leurs sexaïeux (en remontant cinq générations).

Ce qui n'est pas le cas du tout en France où le métissage est valorisé depuis longtemps...

Considérer aussi les «musulmans» comme une «race sociale» c'est introduire une seconde équivoque tout aussi délétère. Qui sait qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis par exemple le terme de «*muslims*» désigne dans le vocabulaire courant, y compris celui des gauchistes, les «Arabes» au sens le plus large (et le plus faux), et inclut donc les Turcs, les Berbères, les Iraniens, voire les Pakistanais et les Bengalis. Il s'agit donc là aussi d'un concept très vague qui mélange des références ethnobiologiques parfaitement assumées (puisque nous sommes dans des pays où les théories des races biologiques sont considérées comme admissibles), des références à des identités nationales et une assignation religieuse arbitraire et fantasmée, trahissant une xénophobie et une ignorance crasse.

Mais tout cela les partisans des «races sociales» n'en ont rien à faire tant ils sont persuadés de détenir le Saint Graal de la Vérité sur le racisme...

**Idéologues
et militants
du
social-chauvinisme :
de Jean-Claude Michéa
au Parti de Gauche,
de *Marianne* à ATTAC,
de *Politis* au PRCF,
de Frédéric Lordon
au *Monde diplomatique*,
d'Emmanuel Todd
au MPEP et au PCF...**

PRESENTATION ¹ : Le «social-chauvinisme» est une vieille expression polémique utilisée durant la Première Guerre mondiale par les socialistes marxistes internationalistes (Lénine, Luxembourg, etc.) pour dénoncer les sociaux-démocrates qui soutenaient leurs bourgeoisies nationales respectives en usant d'une phraséologie pseudo-radical... Aujourd'hui on retrouve le même type d'arguments sociaux-patriotes chez

¹ Une première version de ce texte a été diffusée sous forme de brochure aux Journées iconoclastes de Toulouse, organisées par la CNT-AIT les 29, 30 et 31 mai 2015, et a servi de base à une intervention orale beaucoup plus brève. Cette seconde version est plus longue ; de nombreuses citations y ont été ajoutées afin d'illustrer certaines affirmations du texte initial et aussi de tenir compte des discussions et critiques qui ont suivi l'exposé. Un grand merci aux camarades de la CNT-AIT et à l'équipe d'animation du squat de La Chapelle pour leur accueil chaleureux !

– des intellectuels (Todd, Lordon, Michéa, Ariès¹, les équipes du «*Monde diplomatique*» et de «*Politis*», à gauche mais aussi les mêmes arguments nationalistes chez des républicains de droite, Taguieff, Finkielkraut, etc.)²

– et des organisations (ATTAC, PCF, Parti de Gauche, MPEP, etc.).

¹ Dans son livre *Misère du sarkozysme* (Parangon, 2005), au sous-titre révélateur : *Cette droite qui n'aime pas la France*, et à la couverture bleu-blanc-rouge pour les lectrices et lecteurs qui n'auraient pas compris son orientation social-patriote, Paul Ariès dénonce dans le sarkozysme une «*greffe sans aucun rapport avec notre terroir*». Allusion xénophobe à la fois aux origines hongroises du père de Sarkozy (cf. la citation explicite plus loin), au «néo-conservatisme» ou au «néolibéralisme» qui seraient seulement des produits **importés**, en clair anglo-saxons ou allemands.

Ou alors qui seraient des idéologies défendues uniquement par les «*descendants directs ou par procuration des émigrés*» contre-révolutionnaires royalistes après 1789 !!! Ariès reprend ici à son compte, en l'inversant et en la transplantant dans le champ politico-idéologique actuel, la vieille théorie monarchiste des «deux races» celle des Francs germains conquérants (à l'origine de la noblesse parée évidemment de tous les mérites par ses représentants) et des Gaulois roturiers réduits en esclavage parce qu'ils ne formaient qu'une populace ignare et abrutie aux yeux des envahisseurs francs. Sieyès inversa l'interprétation monarchiste de l'histoire de France en présentant la Révolution française comme une revanche des Gaulois «de souche» (le Tiers-Etat) vaincus contre les descendants de leurs envahisseurs germains (les aristos).

Sous un vernis de gauche anti-sarkozyste, on voit comment les sociaux-patriotes comme Ariès se nourrissent de vieilleries idéologiques transmises par des historiens comme Michelet ou des écrivains comme Eugène Sue, vieilleries réactionnaires qui n'intéressent plus que des idéologues d'extrême droite comme Alain de Benoît ou Soral, ou des groupuscules royalistes.

² On lira avec profit *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard* de Philippe Corcuff (Textuel, 2014), plus précisément la quatrième partie qui a un rapport avec notre sujet. L'auteur, universitaire membre de la Fédération anarchiste mais sans doute soucieux de faire preuve de gentillesse et de diplomatie vis-à-vis des intellos qu'il critique, se montre très (trop) prudent dans ses critiques vis-à-vis des Lordon, Michéa, Todd and Co. Ses critiques pointent dans la bonne direction, même si elles sont tellement enrobées de précautions qu'elles perdent de leur efficacité.

Les membres de cette mouvance :

– critiquent «l’oligarchie» (vieux concept d’extrême droite), la dictature de la finance¹ et la Bourse (*idem*);

– ils prônent un capitalisme industriel, productif, national et un Etat fort menant une politique keynésienne d’indépendance nationale, sans oublier, bien sûr, la défense des PME «bien de chez nous».

Pour ce faire, ils s’affublent d’un masque critique, anticapitaliste ou altermondialiste, toujours chauvin.

Démystifier ces discours et ces organisations est essentiel dans une période où la compétition économique entre les Etats européens ne fait qu’attiser les régionalismes, les nationalismes, et la xénophobie sous toutes ses formes.

Les débats en juin/juillet 2015 autour d’une éventuelle sortie de la Grèce de l’UE ont permis à tous les sociaux-chauvins de se déchaîner contre «l’Allemagne», comme si un seul pays était responsable de l’austérité en Europe et ce à cause des cupides «retraités allemands». Sur sa couverture, l’hebdomadaire *Marianne* affubla Mme Merkel d’un casque à pointe. Quant au dirigeant du Parti de gauche, il déclara, le 12 juillet 2015, sur BFM TV: «*Pour la troisième fois dans l’histoire de l’Europe, l’obstination d’un gouvernement allemand est en train de détruire l’Europe. Evidemment ça n’a rien de comparable avec la seconde guerre mondiale. On ne parle pas de la même idéologie mais c’est toujours le même esprit de système, la même arrogance, le même aveuglement qui fait qu’on en est là.*»

Eternel faux-cul, Mélenchon prétend à la fois que «*cela n’a rien à voir avec la seconde guerre mondiale*» tout en évoquant «*la ligne de l’Axe*», allusion claire aux alliés du Troisième Reich. Eric Coquerel, pourtant social-chauvin lui aussi, se montra un poil plus malin que son chef en expliquant que Merkel et Hollande avaient défendu la même politique, l’un jouant le rôle du méchant flic, l’autre celui du gentil flic.

¹ «*La dictature de la finance, ça suffit en Europe l’humain d’abord*» ; «*Interdisons les licenciements boursiers, l’alternative à l’austérité c’est possible*» : ces deux slogans que l’on retrouve sur des affiches du PCF ont un contenu délibérément vague. Mais ceux qui croient que le PCF est favorable à la suppression des banques devraient lire le tract de la Fédération de Paris du PCF (<http://paris.pcf.fr/66970>). Sous le titre «*Les banques pour une relance sociale, pas pour la fraude fiscale*», ce tract affirme : «*Je rêve d’une banque qui ne s’engraisse pas avec mes agios, publie la liste des évadés fiscaux, aide la Grèce, ne joue pas nos vies en Bourse, n’organise pas la fraude fiscale*». Bref le PCF rêve d’une banque qui ne soit pas capitaliste... En fait de «rêve», il s’agit plutôt d’une escroquerie politique !

Aujourd'hui, seuls des militants¹ dits «ultragauches» et, curieusement, quelques groupuscules «maoïstes» utilisent encore les expressions de «social-patriotes» ou de «social-chauvins» dans leurs polémiques. Depuis longtemps, il n'est plus à la mode de critiquer le nationalisme à l'extrême gauche : pour ce courant politique, en particulier pour la plupart des trotskistes et des maoïstes, mais même aussi pour certains communistes libertaires², le nationalisme a des vertus révolutionnaires, qu'il s'agisse de la Résistance stalino-gaulliste durant la Seconde Guerre mondiale, du FLN

¹ Exception à signaler : deux intellectuels proches du NPA Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem, auteurs de *Les femmes blanches et l'empire* (la critique de cet ouvrage sur le site de *Dissidences* a été reproduite dans *NPNF* n° 50-51, juin 2015) s'en sont récemment servis dans un article de la revue *Contretemps* intitulé «De l'injure au concept». Ils attribuent cette prétendue «injure» à Lénine et prétendent évidemment, en toute modestie, être les premiers à en faire un véritable «concept». Pourtant, cette notion a été utilisée par toute la gauche marxiste internationaliste durant et après la Première Guerre mondiale (Luxembourg, Gorter, Pannekoek, Trotsky, Bordiga, Korsch, etc.) et bien des groupes se situant dans la tradition des Gauches communistes allemande et italienne. Mais on comprend vite pourquoi ils passent sous silence les apports de cette tradition théorique révolutionnaire : en effet, ils détournent le concept pour le réduire à la critique du seul nationalisme occidental dit «impérialiste», et font les yeux doux aux nationalismes du tiers monde et aux idéologies identitaristes actuelles notamment au Parti des Indigènes de la République.

² Comme dans cet article de *Courant alternatif* n° 162, d'octobre 2006 «Un été meurtrier, les dessous d'un conflit», qui admirait le fait que les combattants du Hezbollah soient «*particulièrement entraînés physiquement et moralement*», qu'ils effectuent des «*retraites calculées en bon ordre*», qu'ils aient des «*dirigeants prêts au sacrifice et non des dirigeants par satellite*», qu'ils se soient «*donné les moyens de connaître le potentiel militaire israélien*». Le même texte faisait l'éloge de «*la rapidité et la vigueur d'un combattant qui n'attend pas l'ennemi mais qui le contourne, qui le pique, qui frappe avant de cacher*», «*des armes antichars portatives, pas forcément très récentes, mais bien efficaces quand même*» et se réjouissait de la destruction de «*34 chars Merkava IV en une seule journée*» ! Deux mois plus tard, un autre article tenta – maladroitement – de rattraper la bourde (cf. notre article «Contorsions libertaires face au Hezbollah et au nationalisme arabe», *NPNF* n° 18-19-20, 2007) mais on voit bien aujourd'hui à quoi sert aussi le Hezbollah : à maintenir au pouvoir le boucher Assad et à l'aider à continuer à massacrer la population syrienne.

algérien, des sandinistes nicaraguayens ou plus récemment du Hamas, du Hezbollah, de la «Résistance irakienne», ou du chavisme vénézuélien¹.

De surcroît, ce concept de social-chauvinisme est plutôt péjoratif, et, à ma connaissance, seuls des groupes fascistes comme Égalité et Réconciliation se proclament avec fierté «sociaux-patriotes» ou «patriotes sociaux» quand ce n'est pas carrément «national socialiste» comme Alain Soral.

¹ La plupart des militants ignorent que le slogan d'extrême gauche et la chanson des Quilapayun *El pueblo unido jamás será vencido* (Le peuple uni ne sera jamais vaincu) que l'on scandait si fréquemment dans les années 70 ressemble étrangement à un vieux slogan du mouvement péroniste «*Unido el pueblo es invencible*» (Uni le peuple est invincible).

ORIGINES ET ACTUALITE DU CONCEPT DE SOCIAL-CHAUVINISME

Au départ, le «social-chauvinisme» désignait tous les sociaux-démocrates qui, en 1914, lors du déclenchement du conflit et pendant la Première Guerre mondiale, s'étaient rangés du côté de leur bourgeoisie parce que

- ils avaient voté les crédits de guerre,
- ils avaient renoncé à toute propagande antimilitariste ou même simplement pacifiste,
- ils ne prétendaient plus participer à une grève internationale contre la guerre,
- et ils accusaient au choix, suivant leur nationalité, l'Allemagne, la France, la Russie ou l'Angleterre d'être les seuls responsables du déclenchement de la première guerre mondiale, afin de pouvoir, chacun dans sa patrie, blanchir les responsabilités de leur propre bourgeoisie.

Et cette critique du soutien à l'Union sacrée par de petites minorités révolutionnaires était commune à des marxistes internationalistes et à certains anarchistes¹ pendant la Première Guerre même si je n'ai pas retrouvé le terme de social-chauvinisme dans la littérature anarchiste de l'époque.

Pourquoi reprendre ce vieux concept, qui peut sembler daté, voire périmé, pour l'intitulé de cette intervention ?

Aujourd'hui en 2015, il me semble que les positions des courants que les médias appellent poliment «nationaux-républicains» ou «souverainistes» (des intellectuels comme Alain Finkielkraut, Pierre-André

¹ Cf. les trois critiques de l'Union sacrée et du *Manifeste des seize* prônant la poursuite de la guerre (signé notamment par Kropotkine) reproduites dans le n° 3 de *NPNF* «Réponse du groupe anarchiste international de Londres au *Manifeste des seize* («la patrie n'est que le nom poétique de l'Etat», «nous répudions l'hypocrite distinguo des guerres offensives et défensives») ; «L'Internationale anarchiste et la guerre» («La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées»; «tous les parias (...) ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux» et «Réponse de Malatesta au Manifeste des seize», tous trois écrits en 1916.

Taguieff, Régis Debray, Élisabeth Lévy, Pascal Bruckner, Alexandre Adler, des publications comme *Marianne* ou *Causeur*), ces positions coïncident avec celles de tout un éventail politique qui va de la gauche à l'extrême droite¹. S'il fallait en dresser une liste il faudrait y inclure :

– les social-chauvins, au sens presque chimiquement pur, considérés comme des références à gauche voire à l'extrême gauche (Frédéric Lordon², Jean-Claude Michéa, Paul Ariès, Emmanuel Todd et Bernard Cassen – tous universitaires sauf Michéa, ex-enseignant du secondaire –, des publications comme *Politis* ou *Le Monde diplomatique* qui sont la Bible du gauchiste voire du libertaire moyen) ;

– des sites comme Bellaciao, Le Grand Soir, et des dizaines d'autres ;

– des souverainistes de gauche (J.-P. Chevènement, Max Gallo, le Mouvement Politique d'Éducation Populaire de Jacques Nikonoff qui est une scission d'ATTAC) ;

– des souverainistes de droite (Nicolas Dupont-Aignan et son parti Debout la République ; François Asselineau et son Union Populaire Républicaine, UPR)

¹ Un colloque sur un sujet apparemment assez proche s'est tenu en décembre 2014 en Belgique. On trouvera la présentation ici, dans un langage universitaire ampoulé: http://www.fabula.org/actualites/colloque-international-les-nouveaux-reactionnaires-genese-configurations-discours_61977.php. Les interventions du colloque n'ont pas été publiées pour le moment mais la présentation pointe quelques phénomènes intéressants :

– ce qu'ils appellent les «nouveaux réactionnaires», et qui sont en fait des social-patriotes, sont des «gens de réseau» comme l'on dit aujourd'hui. Ils cumulent responsabilités éditoriales, chroniques ou invitations très fréquentes à la radio et à la télévision, chaires à l'université, etc. Les effets de leur propagande nocive sont donc multipliés ;

– ils sont en général de «bons clients» pour la télévision dans la mesure où les chaînes organisent des débats bidons où nos sociaux-patriotes se font une spécialité d'avoir un ton agressif (Lordon), grandiloquent (Finkelkraut), vulgaire (Soral), de lancer des bons mots ou des «petites phrases», de se livrer à des attaques personnelles normalement prohibées dans les médias, etc. Bref de «faire du cinéma» pour les médias et de susciter le «buzz» pour leur cause ;

– ces «nouveaux réactionnaires» utilisent beaucoup l'arme du pamphlet, devenu une niche profitable pour les maisons d'édition qui publient de petits livres de 100, 150 pages dans lesquels un auteur se la joue «contestataire» ou «rebelle»...sur le papier.

² Cf. l'article des Luftmenschen «Faut-il jeter le *Diplo* avec l'eau du complot» (2012), *NPNF* n° 42-43, juin 2014.

– des souverainistes d’extrême droite (comme le SIEL, Souveraineté Indépendance et Liberté, qui est désormais dans le Rassemblement Bleu Marine),

– des fractions au sein des partis de gauche traditionnels comme le parti de Jean-Luc Mélenchon et le PCF (par exemple des courants dans le PCF comme le Pôle de Renaissance Communiste en France¹ dont fait partie Annie Lacroix-Ruiz),

– certains théoriciens marxistes comme Costanzo Preve² qui a passé les dix dernières années de sa vie à fréquenter l’extrême droite internationale, mais aussi à pérorer dans des réunions d’extrême gauche contre la guerre en Irak ou contre les crimes de guerre de l’armée israélienne, tout en voyant son *Histoire critique du marxisme* encensée par des sites comme *Contretemps* du NPA, *L’Humanité*, *Les lettres françaises*, et en participant au V^e Congrès Marx International à l’université de Nanterre en octobre 2007 aux côtés de centaines d’intellectuels marxistes venus de tous les pays ;

– des partis nationaux-populistes comme le Front national, – et même des courants fascistes (les Identitaires, des sites comme Fdesouche et Egalité et Réconciliation, des politiciens comme Soral et Dieudonné).

¹ Comme le proclame son programme, : «*Un pôle patriotique et internationaliste, antiraciste, antifasciste et anti-impérialiste. Dans la tradition du Front populaire et de la Résistance communiste, le PRCF, présidé par L. Landini (ancien officier FTP-MOI), unit le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau au drapeau tricolore de la Révolution française. Il s’agit de mettre la classe ouvrière, dans toutes ses composantes française et immigrée ensemble, au cœur de la vie politique nationale, de sortir la France du broyeur de l’euro et de l’Europe du capital, de reconstruire notre pays sur les bases rassembleuses qui furent celles du programme du Conseil national de la Résistance à la Libération, de nouer de nouveaux traités internationaux progressistes, d’affronter le grand capital maastrichtien, de remettre à l’ordre du jour la transformation socialiste de la France, de soutenir la reconstruction du Mouvement communiste international et du Front anti-impérialiste mondial.*» Pour cela il faut «produire en France», organiser la «résistance linguistique au tout-anglais patronal» et réaliser une «large alliance antimonopoliste pour mettre en place un programme de rupture progressiste».

² Cf. «J.-P. Cruse, D. Collin, C. Preve : souverainisme (1) et xénophobie vont de pair ! Réponse aux dérobades du Militant» et «Qui diable peut, à gauche, pleurer la disparition du “marxiste” social-chauvin Costanzo Preve, l’ami d’Alain de Benoist», tous deux dans *NPNF* n° 42-43, juin 2014.

Cette liste peut sembler hétéroclite et un tantinet «sectaire» mais elle correspond malheureusement à une série de positions politiques que l'on pourrait résumer en sept slogans. Certains de ces slogans partent de constatations évidentes (par exemple, le rôle criminel de l'OTAN) mais c'est pour mieux défendre des thèses réactionnaires (dans ce cas, soutenir l'impérialisme russe censé être plus bienveillant vis-à-vis des peuples que l'impérialisme américain, vieille idée répandue à gauche pendant 70 ans par les staliniens et certains trotskistes, et récupérée aujourd'hui par l'extrême droite et les fascistes) :

- Non à l'OTAN et à la domination américaine sur le monde !
- Non à l'Union européenne et aux traités européens !
- Non à l'Euro !
- Non à la dictature des marchés financiers !
- Oui à un Etat fort, dotée d'une armée puissante¹ et d'une police efficace !
- Oui à la défense nucléaire !
- Oui au protectionnisme et à un capitalisme national productif !

La circulation et l'usage identique de concepts communs dans ces milieux très divers qui vont de la gauche à l'extrême droite ne font qu'entretenir, le plus souvent délibérément, la confusion politique. En effet, ces gens-là préparent des alliances contre nature entre la droite et la gauche, voire entre l'extrême droite et l'extrême gauche, alliances qui se dessinent d'ailleurs très bien dans les sommets et les réunions altermondialistes ou dans les prétendues manifestations de soutien à la Palestine. Il suffit de penser notamment à l'usage dangereux de concepts comme ceux d'«oligarchie», de «bankster» de «marchés financiers», voire même de «néolibéralisme», etc., qui servent le plus souvent de masques idéologiques à des positions réactionnaires.

¹ Comme l'affirment les ultras du «Réveil français, groupe de réflexion stratégique au service de toutes les organisations patriotiques», dont le site porte en exergue une citation de Jean Jaurès («A celui qui n'a rien, la patrie est son seul bien») l'armée est «une institution, qui assure en dernier recours, la survie de la Nation». Il est aisé de comprendre pourquoi les sociaux-chauvins chérissent tant ce corps de répression.

UN EXEMPLE CHIMIQUEMENT PUR : LE CAS DU SOCIAL-CHAUVIN EMMANUEL TODD

Deux exemples peuvent illustrer ces convergences : celui d'un intellectuel connu et celui d'un groupuscule «castoriadien».

En ce qui concerne le premier, il s'agit du «visionnaire» auto-proclamé Emmanuel Todd¹, personnage considéré comme une référence à gauche et à l'extrême gauche.

Todd est intervenu à une journée d'études² organisée en 2008 par Debout la République le mouvement de Nicolas Dupont-Aignan. Il a participé à une réunion dont la tonalité était clairement d'extrême droite, même s'il affirma hypocritement, ce jour-là, que ses co-intervenants et son public faisaient partie d'une «*tradition nationale, gaulliste*» – tout est dans la virgule.

Loin d'adresser la moindre critique aux idéologues présents, il a au contraire rendu hommage aux analyses des économistes réactionnaires³ sur le libre échange et le néolibéralisme, personnages qui avaient pris la parole avant lui, Gréau et Lafay.

¹ Cf. sur Emmanuel Todd : «A propos du dernier livre d'Emmanuel Todd : les “anti-Charlie” primaires auraient-ils enfin trouvé leur “Taguieff” ?» dans ce même numéro.

² «Comment sortir de la régression économique et sociale» http://www.dailymotion.com/video/x6qrm9_emmanuel-todd-sur-la-regression-eco_news).

³ Signalons qu'à cette réunion avec Todd étaient aussi présents

- Jean-Pierre Gérard, membre de la direction de Debout la République, économiste qui intervient régulièrement sur Radio Courtoisie, radio qui fédère tous les courants de l'extrême droite,
- et Jacques Sapir, économiste, consultant pour le ministère de la Défense nationale. Il a d'abord soutenu le Front de gauche, puis soutient désormais Dupont-Aignan depuis 2012. C'est un partisan de la «démondialisation», de la sortie de l'euro et un défenseur de Poutine. En août 2015, il s'est distingué en affirmant que «*voilà plusieurs années que l'on ne relève aucun caractère raciste ou xénophobe*» dans la propagande du FN, ce qui montre la lucidité extraordinaire de cet intellectuel «de gauche». En bon arriviste, il explique à propos des dirigeants du FN «*Je ne les rencontrerai qu'en cas de demande précise de leur part sur des questions économiques.*» Ben voyons...

Qui sont ces individus ?

– Jean-Luc Gréau est un ex-dirigeant de la FNEF, syndicat issu de l'UNEF en 1961. Ce syndicat, soutenu par le pouvoir de l'époque, rassemblait des étudiants gaullistes, de droite et du centre et aussi des étudiants hostiles à l'indépendance de l'Algérie. Economiste, Gréau a travaillé pour le CNPF et il se définit lui-même comme un «libéral de droite».

– Quant à Gérard Lafay, cet économiste est membre du Forum pour la France du général Pierre-Marie Gallois¹. Ce forum regroupe des monarchistes, des bonapartistes, des politiciens de droite comme le député UMP homophobe Jacques Myard, par ailleurs lui aussi grand admirateur de Poutine et Assad, et des zozos d'extrême droite comme P.M. Couteaux aujourd'hui au Rassemblement Bleu Marine. Tous ces gens-là sont évidemment favorables à la sortie de l'euro et au protectionnisme,

Mais Todd n'est pas le seul intellectuel de gauche à frayer avec des groupes politiques d'extrême droite. C'est ainsi que le philosophe marxiste Denis Collin, ex-dirigeant trotskiste², aujourd'hui animateur de l'Université populaire d'Evreux, a donné une conférence en 2009 au Local de Serge Ayoub, alias Batskin, une conférence «sur le marxisme et la nation». Collin a pris la peine non seulement de venir dialoguer avec des fascistes – on aurait pu espérer qu'au moins il les flinguerait d'un point de vue théorique –, mais en plus il leur a servi une version du marxisme fascisto-compatible !

¹ Ce général est considéré comme une référence en matière de stratégie aussi bien par Radio Courtoisie sur les ondes de laquelle il intervient fréquemment que par le mensuel gaullo-tiersmondiste *Le Monde diplomatique*.

² Il a appartenu à l'OCI (Organisation communiste internationaliste, groupe qui compta dans ses rangs Jospin, Cambadélis et quelques autres politiciens), qui s'appelle aujourd'hui le POI, Parti ouvrier indépendant, et développe une rhétorique social-chauvine permanente (Cf. le livre de Karim Landais publié par nos soins : *De l'OCI au Parti des travailleurs*). On trouve l'un de ses textes et l'une de ses interventions sur le site du MPEP, autre groupe social-chauvin. Collin est un membre du Comité national de résistance à l'Union européenne aux côtés du négationniste Claude Karnooh, de l'historienne stalinienne Annie Lacroix-Ruiz, du gaulliste Thierry Delbos, et d'une pléiade de staliniens pur jus et de sociaux-chauvins du MPEP.

Ces convergences entre intellectuels de gauche et intellectuels de droite, voire d'extrême droite, sont toutes fondées sur la reconnaissance de la nécessité de l'existence de nations, de frontières nationales, d'économies nationales et d'Etats nationaux.

TROIS CITATIONS de Mâles Blancs Européens Défunts¹, j'ai nommé Lénine et Trotsky.

Pourquoi introduire ici trois citations d'articles de Lénine et Trotsky, écrits en 1914, 1915 et 1917, donc il y a un siècle, à une période très éloignée et très différente puisque c'était pendant la première guerre mondiale ?

Ces trois citations décrivent bien les points fondamentaux de l'idéologie social-patriote, ou social-chauvine.

«Les opportunistes (c'est-à-dire la direction de la Deuxième Internationale socialiste) ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant (...) que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois (allusion à la SDN aujourd'hui à l'ONU...) ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois (...), et en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables.» (Lénine, «La guerre et la social-démocratie russe», 28 septembre 1914)

Cette première citation situe clairement les lignes traditionnelles de clivage entre réformistes et révolutionnaires au début du XX^e siècle, mais

¹ En anglais, on emploie l'expression *Dead White European Males* pour désigner dans les milieux postmodernes, féministes, identitaires de gauche, tout «écrivain, philosophe ou personnalité significative dont l'importance et les talents ont été exagérés parce qu'il appartenait à un groupe ethnique et à un genre dominants à une période historique donnée» (définition de l'*Oxford Dictionary*). Ce qualificatif a une efficacité polémique redoutable pour disqualifier toute personne qui ne s'agenouille pas devant l'idéologie postmoderne ou identitaire...

elles sont toujours valables, pour l'essentiel au début du XXI^e siècle, même s'il n'y a plus de «révolutionnaires» aujourd'hui, c'est-à-dire de gens qui aient effectivement participé à des révolutions ouvrières armées...

La deuxième citation qui va suivre convient parfaitement pour critiquer les idées véhiculées par n'importe quelle affiche du Front ou du Parti de Gauche, n'importe quel tract d'ATTAC ou des Indignés, ou n'importe quel article du *Monde Diplomatique*. Elle montre que les social-chauvins français de toutes tendances ont toujours présenté leur pays comme un exemple à suivre, dans l'ignorance totale des mouvements ouvriers des autres pays européens (et bien sûr dans l'ignorance totale des questions coloniales).

«Jusqu'à la fin de ses jours, [Édouard] Vaillant [élu sous la Commune de Paris] considéra que la France était la terre promise de la révolution sociale ; et c'est précisément pour cette raison que [Vaillant] voulait la défendre jusqu'au bout. (...). Dans l'ensemble, il ne faut pas oublier qu'à côté du réformisme le plus vulgaire, il y a aussi dans le social-patriotisme un messianisme¹ révolutionnaire qui chante les exploits de son Etat national, parce qu'il considère que sa situation industrielle, sa forme "démocratique" ou ses conquêtes révolutionnaires l'appellent précisément à conduire l'humanité au socialisme ou à la "démocratie".» Léon Trotsky, «Sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe», 1915.

N'importe quel discours exalté de Mélenchon correspond à cette description de l'exception française, de l'exemplarité gallo-républicaine.

La troisième citation s'applique parfaitement à beaucoup d'altermondialistes et d'Indignés actuels, à leurs formules vagues qui se résument en fait à une bonne application des principes de la Charte de l'ONU, à la victoire des 99% de gentils citoyens sur le 1% de méchants spéculateurs....

«Les sociaux-patriotes ont beaucoup travaillé à élaborer des formules percutantes (...) en proposant aux masses des objectifs tels que "défense de la patrie", ou l'"établissement d'un arbitrage international" (...) le social-patriotisme (...) a inlassablement mobilisé les slogans idéalistes pour les intérêts du capitalisme.» Léon Trotsky, «Le programme de la paix», mai 1917

Aujourd'hui ces «slogans» idéalistes correspondraient à des expressions passe-partout comme «développement durable», «démondialisation», «économie sociale et solidaire», «décroissance» ou même «autogestion» puisqu'ils sont tous parfaitement compatibles avec une vision nationaliste et étatique.

¹ On trouvera dans le «bêtisier social-chauvin» (un peu plus loin) plusieurs exemples de ce «messianisme» de pacotille.

**... ET DEUX DES 21 CONDITIONS D'ADHESION
A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE...
QUI NE FURENT PAS RESPECTEES
LONGTEMPS EN OCCIDENT**

«6. Tout Parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.»

«8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.»

Encore aujourd'hui, en 2015, deux des critères avancés par l'Internationale communiste permettent aisément de repérer les sociaux-chauvins parmi ceux qui se refusent à

– *«nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées»*

– et à *«entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.»*

Ce qu'il y a de commun entre tous ces discours social-chauvins de gauche ou de droite c'est qu'ils invoquent la «nation», la «république sociale» pour défendre les intérêts du «peuple». Le Front de gauche lui veut qu'on fasse «place au peuple» voire que le «peuple prenne le pouvoir». Ce sont des slogans particulièrement ineptes puisque, par définition, le peuple rassemble toutes les classes sociales y compris les petits patrons, les cadres, les flics et les militaires. Sous prétexte de lutter contre la «finance spéculative», contre la «mondialisation» les sociaux-chauvins d'aujourd'hui nous préparent les gouvernements d'union nationale de demain.

QUAND UN GROUPE «CASTORIADIEN» FANTASME SUR L'IDENTITE NATIONALE

Sur un plan idéologique, peut-on être un défenseur de la Nation, un patriote (quel que soit le sens que l'on donne à ce mot), et vouloir ne serait-ce que lutter efficacement contre le Front national – je ne parle même pas de lutter contre le capitalisme ? À mon avis, c'est impossible.

Pas plus qu'on ne pouvait intervenir efficacement dans le débat lancé sur l'identité nationale lancé par Sarkozy et l'UMP en soutenant un imaginaire patriotisme de gauche, ou en défendant l'idée que la nation serait un cadre civilisationnel indispensable, pour ne pas dire indépassable, comme l'a fait un groupuscule castoradien (Lieux communs) qui bénéficie d'une petite aura antidogmatique dans les milieux libertaires et anarchistes.

Ces militants commencent par affirmer dans leur texte¹ : *«cette question de l'identité est une vraie question que l'on aurait tort d'évacuer»*. «Une vraie question» ? On se croirait dans un débat sur France Culture... Méfiance, donc... Ils expliquent que les *«symboles – folklore, hymne, drapeau»* ne sont plus *«porteurs de sens»* sans nous préciser si c'est une malédiction ou un progrès qu'ils ne soient plus *«porteurs de sens»*, mais la réponse ne fait guère de doute si on lit le reste du texte.

Ils dénoncent *«l'immigration “culturellement offensive”*», expression plutôt obscure et inquiétante – visent-ils le rap, le raï, le zouk, le couscous, ou peut-être la pizza, les nems ou les sushis ? Ils mettent d'ailleurs l'immigration sur le même plan que le *«regain du protectionnisme, des nationalismes, des intégrismes»*. Arrivés à ce point, on a le tournis, on ne comprend plus s'ils sont nationalistes, antinationalistes ou a-nationalistes...

Ils enchaînent alors sur la défense d'une *«identité ouverte»* (expression aussi confuse et suspecte que celle de *«laïcité ouverte»*), identité qui, serait selon ces *«castoriadiens»*, *«fondée sur un enracinement libre dans une histoire, individuelle ou collective, élaborée à travers une acceptation des différences»*. Aïe, aïe, aïe ! nous voilà devant une bouillie onusienne, consensuelle et indigeste.

Et ils finissent leur texte en revenant à la notion de l'identité nationale qu'ils avaient semblé vilipender un peu au début avec cette phrase grandiloquente: *«Nous sommes libres de choisir la “certaine idée” de notre*

¹ «Post-scriptum sur l'identité nationale», daté du 6 avril 2010 et apparemment diffusé aussi en tract dans plusieurs manifestations. (<https://collectiflieuxcommuns.fr/359-post-scriptum-sur-l-identite?lang=eo>)

identité nationale que nous privilégions (...). Lors de la Révolution française, cette idée [de nation, Y.C.] était une idée révolutionnaire par laquelle le peuple proclamait son droit à décider lui-même de son sort».

On dirait du Mélenchon, vous ne trouvez pas ?

Bref, ces libertaires antidogmatiques réussissent la performance de passer, dans un texte très court, du multiculturalisme le plus insipide aux clichés des social-patriotes gaulois à la Chevènement, Mélenchon et Montebourg. Comment de telles contorsions sont-elles possibles ?

Pour tenter de répondre à cette question, il faut évoquer certains aspects de l'histoire de la gauche française, et revenir en arrière puisque nous sommes partis des social-chauvins de 1914 pour arriver aux élucubrations récentes d'un groupuscule «castoriadien».

La partie suivante présentera quelques informations sur les positions défendues par les «socialistes» et les «communistes» français qui sont nos ancêtres politiques, du moins pour ceux d'entre nous qui ne sont pas issus d'une tradition anarchiste ou anarchosyndicaliste.



- Castoriadis mène à tout... à condition d'en sortir.

Sur la tradition sociale-chauvine française : QUELQUES POINTS DE REPERE

Le 4 août 1914, lors des funérailles de Jaurès, Léon Jouhaux, à l'époque secrétaire confédéral de la CGT, s'écrie : *«Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom de ceux qui vont partir (...) [il fait ici allusion aux appelés qui vont partir se battre sur le front], je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvages qui déchaînent l'horrible crime»*.

Il ne faut jamais négliger cette capacité à combiner positions pseudo-radicales et vraiment réactionnaires dans le même discours pour comprendre comment fonctionne le social-chauvinisme aujourd'hui. Par exemple, pourquoi Syriza a intégré un parti d'extrême droite¹, raciste, anti-immigrés dans son gouvernement et surtout pourquoi cette intégration a été soutenue, justifiée, par presque tous les partis de gauche et d'extrême gauche en Europe.

Comme nous disent les auteurs de l'article² dont est extraite la précédente citation de Jouhaux : *«Il faut lire ces lignes comme le premier morceau de bravoure du socialisme de guerre et comprendre que seule l'Allemagne impériale était mise en cause [sous-entendu par Jouhaux et les sociaux chauvins de l'époque, Y.C.]. En quelques jours, les dirigeants socialistes inventent de toute pièce un Jaurès d'Union sacrée. Lors du meeting SFIO (...) du 2 août 1914, (...) Jean Longuet (...) affirme qu'il faut entrer en guerre "pour la France de la démocratie [...], [la France] de 1793, de juin 1848, (...) la France de Jaurès"»*.

Là encore, vous remarquerez l'usage de ces références historiques classiques de la gauche pour justifier une politique de collaboration de classes. Pour que le tableau social-chauvin soit complet, il ne manque plus

¹ Il s'agit d'Anel «le parti des Grecs indépendants» que tous les médias présentent pudiquement et faussement comme un parti «souverainiste». Député pendant des années de Nouvelle Démocratie (parti de la droite conservatrice qui contribué à ruiner l'économie grecque), son dirigeant Panos Kammenos est un grand ami de Nicolas Dupont-Aignan. Qui se ressemble s'assemble...

² Jean François Claudon et Julien Guérin, «Jaurès, enjeu de mémoire (1914-1920)», *Démocratie et socialisme*, novembre 2014 (<http://www.democratie-socialisme.fr/spip.php?article3398>).

que la mention de la Commune, présentée pendant des décennies comme une insurrection nationale antiprussienne par les historiens du PCF (même si c'est effectivement une des composantes de son déclenchement, c'est loin d'être la seule)....

Continuons notre lecture: *«Lors de la première conférence de guerre tenue par la SFIO, Dubreuilh affirme sans vergogne que “la conviction s’était formée chez Jaurès à la veille de sa mort que le gouvernement français n’avait aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre”»*.

Les socialistes actuels du PS pourraient tenir aujourd'hui exactement le même discours sur les interventions de l'armée française en Irak, au Mali, en Côte-d'Ivoire, en Libye, interventions toutes justifiées par la lutte contre l'islamisme radical, contre le terrorisme et pour la démocratie, la transparence, l'Etat de droit, etc. Et d'ailleurs c'est exactement ce qu'ils racontent.

A partir de 1914, donc, il n'y a plus rien à espérer de la social-démocratie internationale – n'en déplaise aux trotskistes qui pratiquèrent l'entrisme dans ces partis à partir des années 30 jusque dans les années 60 voire plus tard dans certains pays.

Pour ce qui concerne l'autre aile du mouvement ouvrier, ce que l'on appelle le parti «communiste» français, la défense de la patrie, de l'armée et de l'industrie de guerre devint progressivement l'axe fondamental de sa politique à partir de 1934. A partir de cette date, le PCF pose les fondements d'une politique nationaliste, favorable à l'impérialisme français, politique qui ne s'est jamais démentie depuis, à part la brève parenthèse de 22 mois qui s'étend du pacte germano-soviétique (23 août 1939) à l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS (22 juin 1941)¹.

Avant 1934

Pendant la décennie 1924/1934, et surtout à partir de 1928², le PCF, défend les intérêts de l'Union soviétique³ qui craignait d'être attaquée par

¹ Pour plus de détails on pourra lire la contribution détaillée de Georges Vidal, «Le PCF et la défense nationale à l'époque du Front populaire, 1934-1939», *Guerres mondiales en conflits contemporaines*, n° 215, 2004/3, PUF, disponible sur le site CAIRN.info et dont j'ai utilisé ici les informations.

² Années qui correspondent à ce que Trotsky appelait la «troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste», durant laquelle l'Internationale communiste poussa les partis stalinisés à des actions putschistes, à des grèves insurrectionnelles, un peu partout dans le monde.

³ C'est ainsi que le 1^{er} août de chaque année le PCF organisait une «journée internationale contre la guerre impérialiste et pour la défense de

les puissances occidentales. La stratégie du PCF prend pour cible non seulement l'armée mais «*tous les secteurs de l'économie, de la société, de la culture et de l'Etat qui [étaient] liés, de près ou de loin, à la défense nationale¹*». Le PCF dispose d'une structure clandestine («l'appareil anti») chargée de la propagande sur ces questions, structure qui mobilise environ 8% de son budget. Il organise des cellules dans l'armée (qui regroupent peu de militants, environ 300 soldats répartis dans 62 cellules); il diffuse clandestinement des tracts et des journaux communistes dans les casernes; le PCF tient une rubrique régulière, alimentée par des lettres de soldats et de réservistes dans *L'Humanité*; ces lettres dénoncent les mauvaises conditions de vie et de «travail» des personnels militaires; le Parti réclame des droits politiques pour les soldats ainsi que le passage de deux ans à un an de service militaire obligatoire.

Après 1934

A partir de l'été 1934, à la fois pour des raisons de politique intérieure (amadouer le Parti radical) et extérieure (satisfaire les besoins diplomatiques de l'URSS), le PCF tient un discours de plus en plus social-chauvin². Il abandonne l'idée de «détruire l'armée» et se met en tête de «la transformer». Le prétexte idéologique de ce tournant chauvin lui a été fourni par Dimitrov, dirigeant de l'Internationale communiste, lors d'une réunion avec Marcel Cachin dirigeant du PCF : il fallait, paraît-il, gagner le soutien des paysans majoritaires parmi les appelés, car on ne pouvait pas faire la révolution sans les campagnes.

Le PC renonce à tenir des manifestations devant les casernes et à dénoncer, par exemple, les effets des épidémies de grippe sur les conscrits. Le Parti commence à voter les crédits de guerre, à faire des propositions pour la modernisation de l'armée qu'il appelle à devenir républicaine et il veut la purger des officiers fascistes. Il se présente comme «*le défenseur de l'institution militaire face à l'extrême droite*»; il finit même par abandonner la revendication que les journaux communistes soient diffusés dans l'armée et invoque la «neutralité» (*sic* !) de la Grande Muette; il avance quelques propositions concrètes pour la fortification des frontières, pour une armée «forte, moderne et motorisée», tout en tenant surtout un

l'Union soviétique», les deux causes étant évidemment inséparables pour lui.

¹ G. Vidal, *op. cit.*

² Il adopte une attitude plus modérée «(...) vis-à-vis des militaires de carrière et des cadres de réserve. Dans sa propagande, le PCF commence en effet à affirmer avec prudence que tous les officiers ne sont pas fascistes et qu'un lien solide unit le "peuple" aux sous-officiers et aux engagés-rengagés» (G. Vidal, *op. cit.*).

langage pacifiste jusqu'en 1938. Un langage pacifiste, mais jamais un langage de classe, c'est-à-dire toujours un discours fondé sur l'illusion qu'il suffirait que les «démocraties» européennes s'unissent¹ avec la grande Union soviétique pour qu'on puisse empêcher la guerre mondiale.

Deuxième événement important pour le chauvinisme du mouvement ouvrier français : la Résistance

La Résistance marqua une autre étape fondamentale de ce social-chauvinisme à la française grâce à la collaboration politique et militaire qui s'établit entre la droite et l'extrême droite gaullistes, les quelques socialistes résistants, les démocrates chrétiens et les stalinien français. Collaboration qui conduisit à l'adoption du CNR en mars 1944.

Comme l'explique Claire Andrieu, *«Mouvement identitaire national, la Résistance a pour but de reconquérir les droits qui vont avec l'identité nationale, la souveraineté nationale. L'enjeu était de retrouver l'Etat qui convenait à la nation, et de sortir de la double infériorité juridique créée par l'occupation nazie et par la dictature vichyste².»* Il s'agissait de mener un *«travail de reconstruction souterraine d'un Etat-nation qui soit acceptable par l'ensemble des composantes nationales», par toutes les classes donc, y compris la bourgeoisie. Cela représente certes une «performance démocratique»,* comme le souligne cette historienne, mais surtout une performance contre-révolutionnaire qui n'a rien à voir avec l'image radicale que la propagande stalinienne, puis gauchiste, et aujourd'hui altermondialiste a construite autour de la Résistance française³.

¹ Le PCF tient exactement le même langage que Jaurès juste avant d'être assassiné, dans son dernier article du 30 juillet 1914 : <http://www.parti-socialiste.fr/articles/le-dernier-article-de-jean-jaures-sang-froid-necessaire>

² «La Résistance comme mouvement social», p. 415-426, in *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, ouvrage collectif dirigé par Michel Pigenet et Danielle Tartakowski, La Découverte, 2012, édition de poche 2014.

³ Le fait de critiquer la politique nationaliste de la Résistance française et notamment du PCF ne signifie évidemment pas qu'il fallait adopter une position pacifiste (du type : que ce soit les puissances de l'Axe ou les Alliés qui gagnent la guerre, le résultat sera le même car tous sont des militaristes bellicistes, position formellement juste mais concrètement suicidaire) ou attentiste (il faut attendre que la démocratie bourgeoisie soit rétablie), du moins pour les groupes qui possédaient une taille suffisante pour se lancer dans des actions armées contre les troupes allemandes, la police et/ou la Milice.

Un groupe révolutionnaire ne peut assurer sa sécurité et paraître crédible aux yeux des travailleurs sous une dictature, de surcroît soutenue par la

Cette collaboration entre les classes se traduit par le fameux programme du CNR¹, remis à la mode lors des discussions contre le TCE

présence de troupes étrangères, sans recourir à la lutte armée ou au moins à des actions armées. Mais pas sur des bases de collaboration de classes...

Cela suppose de tenter aussi une propagande défaitiste en direction des troupes étrangères, comme le tentèrent une poignée de militants trotskistes courageux, cf. *Seuls les fous n'ont pas peur : Scènes de la guerre de trente ans, 1915-1945* (Syllepse, 2001) de Georg Scheuer, dont le groupe, les RKD, en rupture partielle avec le trotskisme, défendit des positions internationalistes ; et André Calves, *Sans botte ni médailles*, (La Brèche, 1984) qu'on peut trouver sur différents sites dont marxists.org. Sur cette période, on pourra aussi consulter les textes du groupe Barta, dont se réclame Lutte ouvrière actuellement qui sont disponibles sous forme de livres et sur marxists.org et le livre de Pierre Lanneret *Les internationalistes du «troisième camp» pendant la deuxième guerre mondiale*, Acratie, 1995.

¹ Ce programme qui s'intitule *Les jours heureux* (en référence à une pièce de théâtre de Claude-André Puget qui eut un grand succès en 1938 et à un film éponyme de Jean de Marguenat sorti en 1941) a été réédité aux éditions La Découverte. Le texte original est suivi par toute une série d'articles plus récents qui critiquent (avec raison bien sûr) la politique antisociale de Sarkozy... pour mieux réhabiliter celle du général de Gaulle !

Ce général qui, arrivé au pouvoir en 1958, se fit tirer l'oreille pour accorder enfin l'indépendance à l'Algérie (entre 350 et 400 000 Algériens furent tués pendant la guerre coloniale que menait l'armée française) ; dont la police massacra environ deux cents Algériens à Paris le 17 octobre 1961 sans compter les huit manifestants de Charonne le 8 février 1962 ; qui décora le sinistre Papon en juillet 1961 et lui conserva par la suite toute son estime ; qui réprima violemment la grève des mineurs en 1963, les mouvements étudiants en 1968 ; qui maintint toute une partie des colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Nouvelle-Calédonie, etc.) dans le giron de l'Empire français décadent ; qui alla se faire consoler par le général tortionnaire Massu à Baden Baden le 30 mai 1968 ; qui tint à de nombreuses reprises de propos racistes (cf. «Le temps des bouffons gaullogauchistes», *NPNF* n° 25-26, 2008) ; c'est ce même de Gaulle qui est présenté par ces auteurs «de gauche» et ces «citoyens résistants» comme un fervent adversaire des «féodalités financières»...

Notons enfin que le programme du CNR n'évoque pas une seule fois le génocide des Juifs, pas même les persécutions commises contre les Juifs français ou étrangers par les nazis et le régime de Vichy. Et qu'il ne revendique ni le droit de vote des femmes, ni l'indépendance des colonies...

en 2005 et par Stéphane Hessel dans sa brochure *Indignez-vous* en 2010. Or l'application de ce programme extrêmement modéré, dont se gargarisent beaucoup de gens de gauche et d'extrême gauche, si elle a abouti à des réformes importantes (Sécurité sociale, 40 heures, retraite par répartition¹, etc.) a surtout coïncidé, au départ, avec une féroce répression anti-ouvrière entre 1944 et 1947.

Les premiers gouvernements d'union nationale, soutenus par le PCF, la SFIO et le MRP, de 1944 à 1947, comptent en effet plusieurs ministres communistes qui vont user de leur influence pour mettre au pas la classe ouvrière : au ministère du Travail puis à la Sécurité sociale, Ambroise

Un bel exemple de cécité politique qu'une certaine gauche nous présente comme un modèle à imiter.

¹ Ce que la journaliste de gauche Emmanuelle Heidsieck appelle le «pacte social français» et dont elle vante les vertus dans l'article qu'elle a écrit pour le livre collectif *Les jours heureux* (La Découverte, 2011) repose sur une mystification : ce sont les salariés bien portants qui aident les malades, les actifs qui aident les retraités ou les chômeurs, les célibataires sans enfants qui aident les pères et mères de famille, etc. Même si les rôles changent entre les individus au cours des différentes étapes de leur vie, fondamentalement, ce système ne repose nullement sur une imaginaire «solidarité entre tous» comme Mme Heidsieck le prétend, car il ne touche nullement aux profits des patrons, petits, moyens ou grands. Les prestations sociales se contentent de piocher (et de façon très inégalitaire puisque le salariat repose sur une échelle de rémunérations très large et que ni l'héritage, ni la propriété privée, ni l'actionnariat ne sont remis en cause) dans une fraction du travail impayé par les capitalistes pour financer les allocations diverses versées aux salariés malades, chômeurs, malades ou retraités.

Signalons enfin, comme le note d'ailleurs Martine Orange (*Les Jours heureux, op. cit.*, p. 75), que l'idée d'un système de retraites fut mise en avant à la fois par Roosevelt dès 1935 dans le Social Security Act et par Churchill en 1941, deux politiciens qui n'étaient pas vraiment inspirés par un idéal de gauche ou réformiste. Par contre, ils étaient fort soucieux de maintenir la paix sociale... tout comme le gouvernement de Vichy qui instaura «une caisse de retraite par répartition pour les travailleurs les plus pauvres» (*idem*). Toutes les mesures prétendument «sociales» prônées par le CNR correspondaient en fait à une nouvelle phase du capitalisme et de la gestion de la force de travail (ce que n'explique aucun des auteurs de l'ouvrage collectif *Les jours heureux* tant ils sont imprégnés par l'idéologie social-patriote) et nullement à un idéal de justice sociale **réelle** et encore moins à un combat déterminé pour l'abolition du capitalisme et des inégalités.

Croizat ; à la Production industrielle : Marcel Paul (pour les années 1945-1946); à l'Économie nationale, puis à d'autres postes similaires: François Billoux jusqu'en mai 1947. Sans compter Charles Tillon¹ (successivement ministre de l'Air, de l'armement et de la Reconstruction) et Auguste Lecœur (sous-secrétaire d'État à la production charbonnière).

A l'époque, l'objectif du Parti communiste et de la CGT est strictement le même : garantir l'unité nationale, obliger les ouvriers à travailler pour des salaires de misère, dans des conditions extrêmement précaires et en acceptant le joug d'une hiérarchie qui n'a qu'un seul mot à la bouche : la productivité. C'est ainsi que, dès 1944, Benoît Frachon, futur secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967, lance «*la grande bataille de la production*». Il n'est plus question de faire grève puisque, comme le déclare Gaston Monmousseau, la grève serait devenue tout à coup «*l'arme des trusts*».

Le PCF n'est pas en reste puisque, le 27 juillet 1945, Maurice Thorez affirme à Waziers devant les mineurs : «*produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe*».

Comme l'explique l'historien Michel Pigenet, «Associés aux commissions du premier plan, les syndicalistes y avalisent la priorité donnée aux investissements par rapport à la consommation.» Traduction : les prolétaires doivent se serrer la ceinture. «*Dans la continuité de l'option patriotique du temps de la Résistance, le syndicalisme communiste assimile les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la nation*².» En clair, le Parti soumet les travailleurs aux objectifs des patrons et de l'Etat. «*A l'usine Berliet de Vénissieux, le journal de l'entreprise se réfère au modèle stakhanoviste de travail intensif [importé de l'URSS stalinienne, Y.C.] et rappelle à l'ordre les équipes ou les individus qui ne remplissent pas les normes. (...) A Elbœuf, où le Syndicat du textile appelle à une heure gratuite de travail au titre de l'effort de guerre, des cégétistes adhèrent quelques temps à l'association professionnelle proche du patronat*³.»

La CGT s'oppose systématiquement aux grèves : que ce soit celle des fonctionnaires en décembre 1945, qualifiée de «provocation» par les

¹ Rappelons aux amnésiques que Charles Tillon, icône gauchiste au début des années 70, était ministre de l'Air au moment du massacre de Sétif et qu'il n'a pas démissionné de son poste suite à ce massacre (on retrouvera ses lamentables explications dans cet article : <http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-faucoup/120513/8-mai-1945-les-massacres-de-setif-et-le-temoignage-que-m-avait-livre-charles-tillon>)

² Michel Pigenet, «La Libération. Les mobilisations sociales à l'heure de la Reconstruction», p. 427-437, in *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours, op. cit.*

³ *Idem.*

syndicalistes staliniens ; la grève des rotativistes de la presse parisienne (du 26 janvier au 1^{er} février 1946) attaquée par le ministre stalinien Croizat ; et même la grève des ouvriers de Renault qui commence le 25 avril 1947 et qui sera au départ combattue par la CGT. Les syndicalistes staliniens menacent de prison les mineurs qui déserteraient les puits le dimanche et ils défendent le salaire au rendement, une des pires formes d'exploitation.

Pendant cette période d'application du programme du CNR, entre 1945 et 1947, le pouvoir d'achat moyen recule de 30% environ. Le pain est rationné : on a droit à 350 grammes de pain par jour en 1944, 300 grammes en janvier 1946 et finalement 200 grammes en octobre 1947... Quant aux retraites, l'inflation est telle que les nouveaux bénéficiaires ont du mal à se nourrir.

De plus, c'est le gouvernement d'union nationale, inspiré par le si généreux «programme du CNR», qui a le premier introduit dans la loi française l'obligation de parler français pour être naturalisé 100% Gaulois.

Il existe une **tradition patriotique d'extrême gauche** depuis au moins la Commune de Paris, si l'on ne veut pas remonter à 1792 et à Valmy où, comme le dirait Mélenchon, une armée populaire mit en échec les armées coalisées de l'Europe monarchique.

D'ailleurs, lorsque certains s'indignent parce que le Front national récupère le patriotisme de Jaurès¹, il faut souligner que ce dirigeant socialiste avait une pensée très confuse au sujet du nationalisme et du patriotisme.

Prenons par exemple un passage de son livre *L'armée nouvelle*. Jaurès s'y révèle un démagogue hors pair tout en restant particulièrement fumeux : *«Quand un syndicaliste révolutionnaire s'écrie au récent congrès de Toulouse : "A bas les patries! Vive la patrie universelle!" il n'appelle pas de ses vœux la disparition, l'extinction des patries dans une médiocrité immense, où les caractères et les esprits perdraient leur relief et leur couleur. Encore moins appelle-t-il de ses vœux l'absorption des patries dans une énorme servitude, la domestication de toutes les patries par la patrie la plus brutale, et l'unification humaine par l'unité d'un*

¹ La phrase «*A celui qui n'a rien, la patrie est son seul bien*» figure sur une affiche du FN depuis 2009, accompagnée du commentaire : «Jaurès aurait voté Front national». Le FN est régulièrement accusé de ne pas avoir fourni de source et donc d'avoir fabriqué la citation de toutes pièces. Or, l'historien Vincent Duclert nous affirme que la «*phrase a été sortie de son contexte*» – ce qui signifierait donc qu'elle serait bien de Jaurès ; quant à son collègue Gilles Candar, il explique qu'«*on peut trouver des centaines d'occasions où Jaurès s'affirme patriote. Mais pour lui, les patries doivent avoir des relations harmonieuses en allant vers l'horizon de la république universelle.*» Ces précisions ne nous rassurent pas du tout...

militarisme colossal. En criant : “A bas les patries !” il crie : “A bas l'égoïsme et l'antagonisme des patries ! A bas les préjugés chauvins et les haines aveugles ! A bas les guerres fratricides ! A bas les patries d'oppression et de destruction !” Il appelle à plein cœur l'universelle patrie des travailleurs libres, des nations indépendantes et amies¹.»

On a là un bon exemple de discours radical en apparence, social-chauvin en réalité, qui va jusqu'à récupérer l'antipatriotisme d'un syndicaliste révolutionnaire pour justifier le patriotisme... Du grand art !

Cette tradition patriotique d'extrême gauche s'est exprimée de façon caricaturale pendant la Résistance où le PCF créa en 1941 une organisation destinée à attirer les non communistes, organisation qui s'appelait... le Front national et avait pour objectif d'anéantir «le Boche et la cinquième colonne». Le PCF remit en selle le mythe de Jeanne d'Arc, et cette idéologie a perduré jusqu'à aujourd'hui².

On oublie aussi que pendant les années 60 et 70, grâce à leur influence militante et intellectuelle, les «mao-spontanistes» de la Gauche prolétarienne³ se présentaient comme «les nouveaux partisans», dans la grande tradition de la Résistance gaullo-stalinienne, qu'ils sollicitèrent à des titres divers l'aide de gaullistes de gauche (Maurice Clavel, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jacques Debu-Bridel), qu'ils comparaient la situation de l'après 1968 à celle de l'Occupation⁴ et allèrent jusqu'à créer un mouvement qui s'appelait la Nouvelle Résistance populaire.

¹ «Patriotisme et internationalisme» extraits réunis par des social-patriotes qui veulent nous faire croire que les nations seraient des entités éternelles et que l'on pourrait construire «une fédération profitant des spécificités de chaque pays, dans le respect absolu de la liberté et de l'autonomie de chacun» http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/patriotisme-et-internationalisme-1911/

² Cf. la prise de position des élus PC et Front de gauche au conseil municipal d'Orléans en janvier 2015 : <http://npa45.org/2015/02/10/pour-une-jeanne-darc-proletarienne-ou-les-derives-du-pcf-front-de-gauche/>

³ Créée en 1968 après la dissolution de l'UJCM la GP se dissout définitivement en 1973.

⁴ Suite à l'arrestation de Geismar, on peut lire dans un numéro de *La Cause du Mineur*, supplément à *La Cause du peuple* n° 30, d'octobre 1970 : «Paris occupé. 5000 soldats, casqués, bottés, le fusil à l'épaule, quadrillent les rues. L'île de la Cité en état de siège. Non, ce n'est pas une description de la capitale en 1941, c'est bien en 1970 que nous sommes. L'armée d'occupation c'est l'armée des patrons, les CRS. Pas Pétain, mais Pompidou. Aujourd'hui, c'est le 20 octobre. On juge Geismar, on craint les Francs-Tireurs.» (cf. Jean-Paul Etienne, *La Gauche prolétarienne, 1968-1973, Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, thèse de doctorat en

Le 15 mai 1970 La Cause du peuple comparait le régime Pompidou au fascisme : «*Ne nous y trompons pas, si les bourgeois qui occupent notre pays semblent aujourd'hui moins féroces que les nazis.*» Et après la dissolution de la Gauche prolétarienne le 27 mai 1970, les maos prétendirent avoir «*défini et appliqué une pratique politico-militaire originale, une guérilla originale que nous avons appelée lutte violente de partisans. (...) Du point de vue militaire, c'est une guérilla non armée qui ne vise pas à détruire les forces militaires de l'ennemi, mais ses forces politiques et idéologiques, même si cela passe la plupart du temps par des victoires militaires partielles sur lui.*» (Cahiers prolétariens n° 1, janvier 1971). Au-delà du charabia et des contorsions «dialectiques», on est bien dans une tentative de mimétisme vis-à-vis de la Résistance française (les «*francs-tireurs prolétariens de la guerre de classe*», Cahiers de la Gauche prolétarienne n° 2, mai 1970) et d'une vision fantasmatique de la guérilla en Chine (la «*guerre de partisans sans armes préparant la guerre de partisans les armes à la main*¹», compte rendu du Comité national de la GP d'octobre 1969).

Quant aux courants plus ouvertement «mao-staliniens» (PCMLF, PCRML) ils n'étaient pas en reste, à la «gauche du PCF», et ils continuèrent leur décervelage chauvin.

Lorsque les grosses organisations maoïstes des années 70 disparurent² une partie de leurs rescapés se reconvertirent dans toutes sortes de comités de soutien «anti-impérialistes» (principalement en faveur de la Résistance palestinienne) mais aussi dans le mouvement altermondialiste – ce qui explique en partie la tonalité nationaliste de ses animateurs de base voire de ses dirigeants, du moins en France.

S'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche (à l'exception de Lutte ouvrière), c'est bien celle de la Résistance chauvine, pas celle d'une résistance ouvrière armée comme dans certaines régions en Italie durant la Seconde guerre mondiale. La Résistance gaullo-stalinienne continue à influencer la vision politique des militants français actuels, et elle est très présente dans la littérature, au cinéma et à la télévision. C'est d'ailleurs la seule lutte armée sur le

sciences politiques disponible sur le Net). Les «Francs-Tireurs» maos de 1970 se considéraient comme les héritiers des FTP dirigés par Charles Tillon.

¹ Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de la thèse de J-P. Etienne, *op. cit.*

² Le PCMLF fut fondé en 1967 et s'est dissous définitivement en 1988, après de nombreuses scissions et alors qu'il avait pris le nom en 1985 de Parti pour une alternative communiste. Le PCRML fut créé en 1974 et s'est dissous en 1983.

territoire «national» qui puisse encore être un peu concrète pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents «a fait» la Résistance.

Enfin, au niveau de la propagande quotidienne de la gauche et de l'extrême gauche, la Résistance et son produit politique nocif, l'antifascisme à la sauce stalinienne, maoïste voire «autonome», continuent à exercer une influence, comme en témoignent :

- la nazification constante de tous les adversaires politiques pratiquée par les militants y compris libertaires (du «CRS-SS¹» de Mai 1968 au «Netanyahou=Hitler» d'aujourd'hui),

- la référence constante au «pétainisme» (toujours présente chez le maoïste Badiou, mais aussi chez le social-chauvin Todd et d'innombrables intellectuels de gauche) et aux «collabos»,

- et la référence à la «fascisation rampante²» ou à «Vichy³» dans l'extrême gauche, chez nombre d'anarchistes, dans le mouvement «antifa» lorsque ces militants adressent des critiques aux politiciens ou aux idéologues de droite.

Toutes ces références au vocabulaire de la Résistance montrent bien que nous n'avons toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes que cela implique.

A propos de cet antifascisme des Partis stalinien, tant idéalisé aujourd'hui, il faut rappeler que, dans tous les pays de l'Est, après la Seconde Guerre mondiale, y compris en RDA, en Allemagne de l'Est, les partis communistes au pouvoir (qui bénéficiaient pourtant de l'appui de l'Armée rouge et n'étaient donc pas dans une position de faiblesse sur le plan militaire), recyclèrent une grande partie des cadres des régimes profascistes dans les administrations des nouvelles «démocraties populaires», notamment dans la justice, la police et l'armée.

¹ L'origine de ce slogan remonte en fait à la grève des mineurs de 1948, durant laquelle les grévistes comparèrent la répression conduite par les CRS après-guerre contre eux à celle menée par les SS contre les mineurs en 1941.

² Fascisation théorisée par la GP et son dirigeant de l'époque André Glucksman : *«Désormais, c'est la fascisation elle-même qui est l'œuvre de l'appareil d'État. Police, justice, monopole de l'information, bureaucraties autoritaires qui assuraient jadis les assises de la "révolution fasciste" doivent se battre maintenant aux avant-postes.»* On retrouve ce même genre d'analyse chez le PCMLF qui qualifia le référendum-plébiscite sur les régions organisé par de Gaulle en 1969 de «référendum de fascisation»

³ Cf. les articles «Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy 2»; «Sarkozy = Vichy 2 ? Débat», *NPNF* n° 21-22, 2007 et «Le temps des bouffons gaullo-gauchistes» *NPNF* n° 25-26, 2008.

De plus, dans les pays européens «démocratiques», aucun des grands partis communistes, à commencer par le PCF et le Parti communiste italien, ne s'est vraiment battu pour une purge radicale (ne parlons pas d'une destruction...) des appareils d'Etat apparus à l'issue des combats de leur Résistance bourgeoise. Ce ne fut d'ailleurs pas non plus le cas des partis communistes espagnol et portugais lorsqu'on restaura la «démocratie» dans leurs pays respectifs au milieu des années 70.

L'«antifascisme» des partis staliniens, tant admiré par l'extrême gauche, est un antifascisme opportuniste : il a servi à tromper les travailleurs qui voulaient en découdre à l'issue de la guerre ; à les obliger à rendre les armes et à faire confiance aux institutions des Etats «démocratiques», à l'Est comme à l'Ouest ; et il ne peut absolument pas être une source d'inspiration pour nos combats aujourd'hui contre l'extrême droite, même si l'on doit reconnaître et respecter le courage des militants staliniens de base et tenir compte de leurs illusions et des manipulations dont ils furent victimes.

Pour finir, ce texte va tenter une description un peu plus détaillée des points communs entre les différents courants social-chauvins. Mais il faut d'abord commencer par évoquer rapidement le cas d'Alain Finkielkraut.

DIX POINTS COMMUNS ENTRE LES SOCIAL-CHAUVINS

La plupart des intellectuels social-patriotes de gauche passent leur temps à invectiver Alain Finkielkraut, à écrire des articles voire des livres entiers contre lui, alors qu'ils sont, pour l'essentiel, sur la même longueur d'onde. Ce n'est d'ailleurs pas très étonnant car, après une brève période maoïste, Finkielkraut, notre philosophe de «l'identité malheureuse» a fait partie de la mouvance antiraciste durant des années et, aussi incongru que cela puisse paraître, il ne renie pas ses engagements de gauche, son choix de voter Mitterrand, etc., bref des «valeurs» et des comportements qu'il partage avec beaucoup de ses critiques actuels.

La seule véritable différence entre Finkielkraut et ses critiques, c'est que lui défend ouvertement l'identité nationale¹ alors que les social-patriotes de gauche la défendent souvent de façon honteuse.

¹ Dans son livre *L'identité malheureuse* (Stock 2013), compilation indigeste de citations hétéroclites enrobées de commentaires décousus, Alain Finkielkraut déplore l'absence de contrôle des flux migratoires, le regroupement familial, «l'augmentation continue des demandeurs d'asile et de la poursuite des arrivées clandestines», phénomènes qui auraient, selon lui, «changé» la France. Mais il critique aussi les effets destructeurs de l'économie de marché sur les rapports humains et l'éducation, la médiocrité de «l'industrie du divertissement», une société qui transforme les êtres humains en «consommateurs insatiables». Il fait l'éloge de la «galanterie», de la «délicatesse de comportement» des mâles français vis-à-vis des femmes («payer l'addition», «tenir la porte», «céder le pas», «saluer la maîtresse de maison» avant le maître). Et évidemment considère que «l'exclusion de la féminité» dans les cités populaires contribue en partie à la violence de... vous-savez-qui, ces gens qui pratiquent le «dénî de sensibilité» (*sic*) et «l'interdiction d'être galant» (*resic*). Il vante (comme Castoriadis) le «rapport critique à soi (...) constitutif de la civilisation européenne» et cite à la fois l'anthropologue antiraciste Claude Lévi-Strauss et le fasciste antisémite Renaud Camus. Finkielkraut prétend que seules les origines «exotiques» seraient valorisées en France par la gauche, dénonce le «sentiment antifrançais qui est en train de se répandre» et la «désintégration nationale» en cours. Ce processus de destruction serait favorisé par les «nouvelles élites, surbookées et hyper-connectées» qui se seraient «délestées de l'héritage des siècles» et ne seraient «bourgeoises (...) que par leur goût du confort».

Mis à part quelques remarques qui relèvent d'un racisme antimusulmans mal assumé et quelques citations d'auteurs sulfureux que les sociaux-

Car il s'agit bien, à gauche du moins, d'une défense doublement honteuse de l'identité nationale :

– honteuse à la fois parce qu'elle aboutit inéluctablement à la xénophobie sous une forme ou sous une autre (comme en témoignent les politiques de la gauche au pouvoir mais aussi les déclarations ambiguës de certains intellectuels de gauche évoquées un peu plus loin) ;

– mais honteuse aussi parce que les partisans de l'identité nationale à «gauche», ou ceux du patriotisme républicain, ce qui revient strictement au même, défendent souvent leur position, en catimini, comme s'ils en avaient honte, tant le rapprochement est évident entre leurs positions et les raisonnements de la droite et de l'extrême droite, surtout dans la période actuelle.

On peut repérer au moins dix points communs à tous les social-chauvins de droite ou de gauche :

1) La dénonciation exclusive du rôle de la puissance américaine et de l'OTAN au détriment de la dénonciation du rôle des autres puissances – vieille tradition stalinienne.

Comme le déclarait déjà le dirigeant du PCF Jacques Duclos dans un meeting le 20 janvier 1950, après avoir eu le culot de rendre hommage à Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht : *«Dans le monde actuel divisé en deux camps, le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, les préparatifs de guerre se précisent chaque jour davantage et requièrent de notre part une action sans cesse accrue pour la défense de la paix»*. Selon cette vision du monde, il existerait deux camps le «camp impérialiste» et le «camp anti-impérialiste», le second étant évidemment composé d'Etats progressistes et pacifiques qu'il faut soutenir inconditionnellement.

Cette vision n'a pas beaucoup changé aujourd'hui : c'est celle que défendent des puissances émergentes comme l'Iran, ou les régimes latino-américains (le Venezuela de Chavez et Maduro, le Brésil de Lula et Dilma Roussef, l'Argentine de Cristina Kirchner, etc.). Et c'est aussi celle de l'essentiel de l'extrême gauche, des altermondialistes et autres Indignés.

2) La sympathie pour les objectifs géopolitiques de l'Etat russe et parfois même le soutien ouvert à ses dirigeants. Ce qu'on a pu constater

patriotes de gauche évitent de mentionner dans leurs écrits, les tirades patriotiques et nationalistes de Finkelkraut n'ont rien à envier à celles d'un Mélenchon, d'un Michéa, d'un Todd, d'un Lordon ou d'un Ariès qui pense que la droite voudrait que la France se *«désintoxique de sa propre identité»*. (Sur Finkelkraut, cf. aussi «Finkelkraut-Dieudonné : A chaque "communauté" son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera», *NPNF* n° 18-19-20, 2007).

au moment de la guerre en Yougoslavie où les social-chauvins de gauche soutenaient généralement la Serbie, et aujourd'hui adoptent des positions «tièdes» face à l'invasion de la Crimée et aux manœuvres téléguidées par la Russie en l'Ukraine. On observe d'ailleurs les mêmes positions chez Syriza qui tente de se gagner les faveurs de la classe dirigeante russe.

Une citation de Todd suffira, tant elle contient de contre-vérités historiques : «*Si vous vous penchez sur l'histoire de la Russie, vous comprenez que son rôle dans les affaires mondiales — et en particulier européennes — a toujours été positif (...). Grâce à son arsenal nucléaire, la Russie est aujourd'hui le seul pays capable de contenir les Américains. Sans elle, le monde aurait connu un sort catastrophique* ¹..»

3) La dénonciation chauvine du rôle de l'Angleterre et/ou de l'Allemagne

Pour des social-chauvins comme Todd ou Mélenchon, il y aurait un «modèle allemand», celui de l'ordolibéralisme (qui n'est pas radicalement hostile à l'intervention de l'Etat contrairement à ce qu'ils prétendent). Tous les problèmes de la société française proviendraient de ce modèle que l'Allemagne voudrait imposer à tous les autres Etats. En 1996, Jean-Pierre Chevènement dénonçait déjà le risque que l'Europe soit transformée en «*Zollverein, prolongement du territoire allemand*» et dénonçait «*un certain alignement sur les thèses allemandes*».

Dix-huit ans plus tard, en décembre 2014, Jean-Luc Mélenchon continue sur la même ligne en envoyant un tweet à la chancelière allemande: «*Maul zu Frau (ferme ta grande gueule, femme). Mme #Merkel. La France est libre. Occupez-vous de vos pauvres et de vos équipements en ruine*». Dans son récent pamphlet contre les Allemands, *Le hareng de Bismarck (Le poison allemand)*, Jean-Luc Mélenchon explique que l'Allemagne a une population de plus en plus réduite et vieillissante, qu'elle a besoin de la zone euro pour maintenir son hégémonie, et piller la main-d'œuvre qualifiée des pays de l'Europe de l'Est et du Sud qu'elle contribue à ruiner. Pour Mélenchon, l'ennemi principal est le «capitalisme financier», «les Allemands» qui sont «lourdauds», ne font plus d'enfants et sont des vieillards racistes, mais pas le capitalisme lui-même. Mélenchon multiplie les allusions aux traditions de l'Allemagne impériale (d'où le titre de son dernier ouvrage) et même au Troisième Reich, tout en prétendant ne pas être antiallemand.

Todd n'est pas en reste, puisqu'il pense que l'Allemagne veut rien moins qu'«asservir l'Europe». Pour lui, «*l'Allemagne est dans une stratégie nationale de prise de contrôle de l'Europe et d'isolement de la*

¹<http://fr.sputniknews.com/opinion/20141014/202702019.html#ixzz3b8jC6U7K>

France» ; «les ministres français vont à Berlin pour savoir ce qu'ils doivent faire» ; «L'Europe a aujourd'hui sa propre dynamique. Elle n'a pas d'armée, mais elle est dirigée par l'Allemagne. (...) Depuis l'époque de la réunification, l'Allemagne a mis la main sur la quasi-totalité de l'ancien espace de domination soviétique et l'utilise à ses propres fins économiques et industrielles¹.»

BETISIER SOCIAL-CHAUVIN

Dominique Reynié, le très réactionnaire prof de Sciences Po, candidat malheureux aux régionales de 2015 sur une liste Les Républicains-UDI, a compilé, dans *Le Vertige social-nationaliste. La gauche du non* (La Table ronde, 2005) un certain nombre de citations révélatrices de l'idéologie social-patriote dont voici quelques échantillons :

«A l'heure de la Constitution européenne libérale, il est question que des saisonniers polonais puissent venir travailler en France à des prix polonais.» (Démocratie et socialisme, publication dirigée par Gérard Filoche ex-trotskiste membre de la gauche du PS, 3 janvier 2005)

«(...) ce sont les moins bien payés de Pologne, de Tchécoslovaquie, de l'Estonie, de Lettonie et d'ailleurs qui deviennent les concurrents de nos smicards» (Henri Emmanuelli, Arte info, 25 mars 2005)

«Vous vous rendez compte ce que c'est que les salaires en Roumanie ? (...) On lâche la misère des pays de l'Est contre nos salariés les plus vulnérables» (H. Emmanuelli, TF1, journal de 20 heures, 23 mai 2005)

«(...) on n'a pas annoncé aux Français qu'il fallait, n'est-ce pas, qu'ils perdent leur emploi pour pouvoir en fournir aux pays entrants» (H. Emmanuelli, France 2, «Question ouverte», 12 mai 2005)

«Moi, je n'ai rien contre aucun Turc, ni d'ailleurs contre aucun citoyen de quelque pays du monde que ce soit.» Après cette introduction hypocrite, Mélenchon dévoile le fond de sa pensée xénophobe : «Je sais seulement que ceux qui veulent faire entrer aujourd'hui la Turquie dans l'Europe le veulent pour **projeter une masse de 80 millions de personnes, qui ont des salaires et des droits bien plus bas que ceux de l'Europe, sur le dos des autres²** en se disant que, le temps que les Turcs arrivent, les Polonais et les autres qui viennent d'arriver dans l'Europe auront vu leurs droits sociaux remonter, donc on disposera une nouvelle fois d'une manière de presser sur le citron des pauvres gens qui vivent de leur travail. Quant au reste, les Turcs auraient tort de se gêner en quelque sorte, parce que véritablement

¹ <http://fr.sputniknews.com/opinion/20141014/202702019.html#ixzz3b8kly3Xj>

² Les passages mis en gras l'ont été par nos soins.

les dirigeants européens sont prêts à leur lécher les pieds, s'ils le souhaitent, dans la mesure où ils ont besoin d'eux pour réaliser la sale besogne que je viens de vous expliquer.» (Jean-Luc Mélenchon, RMC, 2 mai 2005).

Comme le souligne Reynié, cette argumentation est très proche d'un tract du Mouvement pour la France qui affirme : *«Selon un sondage turc [...], 44% des Turcs déménageraient très probablement dans un autre pays de l'UE si la Turquie venait à adhérer. L'immigration annoncée serait de grande ampleur.»*

Les partisans de la gauche du non (complices de la droite et de l'extrême droite du non, vu la proximité de leurs argumentaires) n'ont pas seulement pris pour cibles les Turcs, mais aussi les musulmans en attaquant l'article II-70 du TCE qui *«autorise les citoyens à manifester leur religion ou leurs convictions, individuellement ou collectivement, en public ou en privé»*. Ainsi, le sénateur socialiste Michel Charasse déclara : *«Un fonctionnaire, à la poste par exemple, pourra subitement prier derrière son guichet face aux usagers, un élève pourra étaler en classe et sans crier gare un tapis de prière pour accomplir son rite, etc.»* (Le Figaro, 20 octobre 2004)

Les «étrangers» ne sont pas non plus épargnés par la gauche altermondialiste : *«L'électricien polonais, le promoteur hongrois, le charpentier letton pourraient ainsi ouvrir en France des chantiers où les conditions de travail, de sécurité, de respect d'un cahier des charges, etc., échapperaient aux règles de la législation sociale française (...). Cela s'appelle du dumping social.»* (Bernard Langlois, directeur de Politis, 10 février 2005).

Dans toutes ces citations ce qui apparaît clairement, c'est l'incapacité des sociaux-patriotes à imaginer une solidarité de classe entre les prolétaires de différentes nations, des pays les plus riches aux plus pauvres, et leur volonté (peut-être inconsciente chez certains et en tout cas pas assumée) d'entretenir les divisions et les rivalités entre les diverses fractions de la classe ouvrière mondiale.

Pour faire passer la pilule auprès de leur base, les dirigeants sociaux-patriotes se réfugient souvent dans une pseudo rhétorique universaliste, qui n'est que la magnification du chauvinisme français : *«La France, par quoi elle vaut ? Par ses principes universels.»* (J.-L. Mélenchon, meeting du 17 mars 2005). Déclaration qui rejoint l'opinion de la dirigeante du PCF, Marie-George Buffet : *«(...) la France quelque part, était la voix de tous ceux et de toutes celles qui par le monde refusaient la guerre en Irak»* (RTL, 11 avril 2005), celle d'Henri Emmanuelli *«Le peuple français a perdu sa dimension messianique»* ou celle du député socialiste François Mitterrand qui vanta, le 27 juin 1975, à l'Assemblée nationale *«cet*

indéfinissable génie qui permet à la France de concevoir et d'exprimer les besoins profonds de l'esprit humain». Rien de moins...

Dans *Qu'est-ce qu'être français*, ouvrage collectif publié par l'Institut Montaigne, Max Gallo identifie dix points cardinaux qui «dévoilent ce que signifie être français», le dixième étant évidemment l'universalisme¹ : *«Tous ces éléments conduisent à penser que l'universalisme – les valeurs humanistes et universelles – est un trait qui définit le Français».*

Et ce sont les mêmes intellectuels ou politiciens de gauche qui critiquent les dirigeants américains lorsque ceux-ci emploient ce type d'arguments pseudo-universalistes, invoquent une prétendue «mission» civilisatrice, pour exporter leur «démocratie» au Proche et au Moyen-Orient à coups de bombes, de meurtres ciblés et d'interventions «humanitaires» et/ou militaires !!!

4) La **dénonciation du TCE et en général des institutions européennes en termes chauvins** (les social-chauvins dénoncent «la technocratie de Bruxelles», la «classe expertocratique transnationale», prétendument indépendante des gouvernements européens, la BCE contrôlée par l'Allemagne, etc.). Mélenchon, dans *Le Hareng de Bismarck*, tout en critiquant sans cesse le «tribalisme» des Allemands, multiplie les exemples statistiques pour démontrer que «les Allemands» occupent une place disproportionnée dans les institutions européennes. Et ce social-chauvin vante la vocation pseudo-universaliste de la France : *«la France est une nation singulière. Elle a été bien fondée. Pourquoi notre pays serait-il complexé par la part de gloire universaliste qu'il s'est acquise ?»*

5) L'**exaltation du rôle de l'Etat français autant à l'intérieur** (les social-chauvins prônent une politique à la fois colbertiste et protectionniste) qu'à l'extérieur. *«Le premier danger c'est que la France soit transformée en roue de secours du char impérial qui est la première cause des perturbations du monde. La France, la France de la VI^e république que nous voulons construire, la France n'est pas une nation occidentale.. Elle ne l'est ni du fait de son peuple bigarré, ni du fait qu'elle est présente dans tous les océans du monde, du fait qu'elle existe, vit et rayonne à proximité*

¹ Les neuf autres points cardinaux de l'identité française, pour Max Gallo, sont le droit du sol, l'Etat, la citoyenneté, l'école, la laïcité, la menace d'éclatement de la nation, la langue française et l'égalité des femmes. Sur huit de ses dix points, la droite, l'extrême droite relookée (Marine Le Pen) et la gauche social-chauvine peuvent parfaitement communier ensemble dans le culte de la Nation française.

des cinq continents : la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, la Réunion, Mayotte, les Caraïbes, la Guyane française qui a la plus longue frontière de France, huit cents kilomètres avec le Brésil. Non la France n'est pas une nation occidentale, elle est une nation universaliste.»

Dans ce passage extrait de son discours prononcé à Toulouse le 5 avril 2012¹, on retrouve la rhétorique national-républicaine, gaulliste, qui a justifié toutes les aventures coloniales et les expéditions militaires de la France, soutenues par un argument classique depuis la Révolution française et Napoléon I^{er} : la France aurait une «vocation universelle» et universaliste. Mélenchon ne prône même pas l'indépendance pour les «confettis de l'Empire» que sont les DOM et TOM. Il ne se demande pas non plus pourquoi sur les 29 pays où le français est la langue officielle, ou bien l'une des langues officielles, 23 sont des anciennes colonies de l'Empire français et se situent presque toutes en Afrique.

Le danger de défendre l'Etat dont on est citoyen est assez évident surtout dans la période actuelle où la désignation d'ennemis extérieurs (la mondialisation, l'Union européenne, tel ou tel Etat voyou, les mouvements djihadistes internationalistes) se combine parfaitement avec la dénonciation d'ennemis intérieurs (immigration, «islamisation» voire islam, «terroristes maison»). En s'identifiant totalement à l'Etat les social-patriotes se retrouvent prisonniers d'une logique qui leur échappe, même s'ils avaient les meilleures intentions du monde, car ils ne veulent surtout pas être accusés d'être des traîtres à la nation ou à la patrie, d'autant plus que c'est leur principal grief contre la classe dominante, qu'ils appellent, eux, «les élites», «la caste», ou «l'establishment».

6) La **défense du protectionnisme français ou européen**, donc la défense soit de l'impérialisme français (Mélenchon) soit d'un impérialisme européen (Todd), *«la bonne région économique pour réguler le capitalisme devenu fou»* et imposer la *«préférence communautaire»*.

7) Le soutien à **l'armée française, voire la glorification de son rôle, de la défense nucléaire**, etc. (*«la France possède l'arme nucléaire, nous avons toutes sortes de qualités»*, selon Todd).

¹ Mélenchon a prononcé ce discours le 5 avril 2012 à Toulouse, soit **deux semaines** après les assassinats dans cette même ville du rabbin Sandler, de ses deux fils Gabriel et Aryeh et de la petite Myriam, assassinats commis le 19 mars 2012 par Mohammed Merah dans l'école Ozar Hatorah. Le chef du Parti de Gauche n'a pas jugé bon de dénoncer l'antisémitisme meurtrier à cette occasion. Tout un symbole de ses priorités.

On remarquera, à ce propos, que le programme du CNR *Les Jours heureux* considéré comme une référence essentielle par les sociaux-chauvins actuels, ne mentionne à aucun moment les crimes du colonialisme français. Au contraire il prétend «rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle», puissance, grandeur et mission qui ne pouvaient et ne peuvent être assurées que par une armée bien équipée, disposant de bases militaires postées un peu partout sur la planète, d'une flotte militaire conséquente et aujourd'hui de porte-avions nucléaires et de satellites espions. Les sociaux-patriotes du CNR ne réclamaient nullement l'indépendance des colonies mais «l'extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales», ce qui n'engage à rien. La politique de la SFIO (puis du PS actuel) et du PCF vis-à-vis des territoires contrôlés, directement ou indirectement, par l'impérialisme français jusqu'à aujourd'hui est bien fidèle au programme social-chauvin et social-impérialiste du CNR.

8) La réticence voire l'**hostilité vis-à-vis de l'immigration** (seule exception : le Parti de Gauche et certains secteurs du PCF) mais aucune critique de la préférence nationale ou européenne dans la Fonction publique ; le plus **souvent les social-chauvins tiennent des propos xénophobes** que l'on retrouve chez des ultragauches et des radicaux assez inattendus.

Je vous laisse deviner qui a écrit en 1985 le texte suivant et que j'ai trouvé cité sur deux grandes pages dans un mensuel néonazi français. Ce texte est exemplaire parce qu'il mêle des considérations radicales sur l'aliénation, la mondialisation (à l'époque le phénomène existait déjà, même si le mot n'était pas aussi répandu), à des propos que pourrait tenir n'importe quel social-chauvin sur la «décadence de la culture» et la «perte d'identité nationale» des «autochtones».

«(...). *Nous ne pouvons plus assimiler personne : ni la jeunesse, ni les travailleurs français, ni même les provinciaux ou les vieilles minorités ethniques (Corses, Bretons, etc.) car Paris, ville détruite, a perdu son rôle historique qui était de faire des Français. (...) On se gargarise, (...) de la riche expression de «diversités culturelles». Quelles cultures ? Il n'y en a plus. Ni chrétienne ni musulmane ; ni socialiste ni scientifique. (...) Il n'y a plus, à regarder un seul instant la vérité et l'évidence, que la dégradation spectaculaire mondiale (américaine) de toute culture. (...) Certains mettent en avant le critère de «parler français». Risible. Les Français actuels le parlent-ils ? Est-ce du français que parlent les analphabètes d'aujourd'hui (...) ? Ne va-t-on pas clairement, même s'il n'y avait aucun immigré, vers la perte de tout langage articulé et de tout raisonnement ? Quelles chansons écoute la jeunesse présente ? (...) Nous nous sommes faits américains. Il est normal que nous trouvions ici tous les misérables*

problèmes des Etats-Unis, de la drogue à la Mafia, du fast-food à la prolifération des ethnies. (...) (...) Le risque d'apartheid ? Il est bien réel. Il est plus qu'un risque, il est une fatalité déjà là (avec sa logique des ghettos, des affrontements raciaux, et un jour des bains de sang). Une société qui se décompose entièrement est évidemment moins apte à accueillir sans trop de heurts une grande quantité d'immigrés que pouvait l'être une société cohérente et relativement heureuse. (...) Mais on comprend bien pourquoi tous les responsables politiques (y compris les leaders du Front national) s'emploient à minimiser la gravité du "problème immigré".. (...) Combien y a-t-il d'étrangers de fait en France ? (...) Il est évident qu'il y en a tellement qu'il faudrait plutôt se demander : combien reste-t-il de Français et où sont-ils ? (Et qu'est-ce qui caractérise maintenant un Français ?) Comment resterait-il, bientôt, des Français ? On sait que la natalité baisse. N'est-ce pas normal ? Les Français ne peuvent plus supporter leurs enfants. (...) D'autre part, la contraception est répandue, l'avortement est libre. Presque tous les enfants, aujourd'hui, en France, ont été voulus. Mais non librement ! (...) les Français, qui ont accepté cela sans beaucoup de révolte (sauf en 1968) sont malvenus à dire qu'ils ne se sentent plus chez eux à cause des immigrés ! Ils ont tout lieu de ne plus se sentir chez eux, c'est très vrai. C'est parce qu'il n'y a plus personne d'autre, dans cet horrible nouveau monde de l'aliénation, que des immigrés. (...). La France est assurément regrettable. Mais les regrets sont vains¹.»

– **Après Guy Debord, un autre social-chauvin ; Jean-Claude Michéa**, un intellectuel qui se réfugie derrière Rousseau pour attaquer le «*cosmopolitisme*» et qui dénonce le «*nomade attalien*» (expression qui fait furieusement penser au stéréotype du «*Juif errant*»), deux emprunts au vocabulaire de l'extrême droite antisémite, comme s'en réjouit le site fasciste Agoravox qui reproduit des extraits de la vidéo où il tient ses propos.

J'ai déjà signalé, dans un autre texte, que Michéa défendait des positions abstentionnistes, donc pour moi douteuses, à propos de l'Affaire Dreyfus² et je ne développerai pas ici puisque ce qui m'intéresse aujourd'hui c'est la position de Michéa face à l'immigration. Non pas tant que Michéa soit un grand penseur révolutionnaire, mais parce qu'il impressionne, malgré son inculture ou ses manipulations historiques, un certain nombre de militants de gauche ou libertaires...

¹ Guy Debord, 1985, *Oeuvres complètes*, Gallimard, 2006, p. 1588-1591.

² Cf. «A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton pâte», *NPNF* n° 42-43, 2014 et «*Les mystères de la gauche*. De la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa», *NPNF* n° 50/51, juin 2015.

Michéa oppose les travailleurs français aux travailleurs immigrés en attaquant «*les syndicats de la fonction publique*» (et donc aussi les fonctionnaires de gauche) qui ne seraient pas conscients «*du privilège aujourd'hui incroyable que d'être à peu près entièrement protégés contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère*». Il n'hésite pas à critiquer violemment RESF parce que ce réseau militant serait essentiellement composé de fonctionnaires (ce qui est faux) : «*De fait, l'existence par exemple, d'un "réseau éducation sans frontières" (ou de toute autre association caritative essentiellement animée par des fonctionnaires) n'a par elle-même rien de très surprenant. Ses membres n'ont presque jamais en effet à assumer personnellement le prix réel de leur bonne volonté humanitaire.*» (*Les mystères de la gauche*).

Affirmation réitérée dans une réunion puisqu'il aurait déclaré, selon le compte rendu résumé que présente l'un de ses fans :

«*Selon lui, l'idée de s'installer en France, pour un travailleur clandestin, dans le seul but de se proposer comme main-d'œuvre à exploiter par le patronat ne constitue pas un projet philosophiquement défendable et qu'il s'agit, en outre, d'une sorte de désertion vis-à-vis de sa collectivité d'origine, à qui son courage et sa force de travail vont manquer. Qu'en croyant faire preuve d'"humanisme", de «"compassion" ou de "générosité" envers les clandestins, en réalité, (...) RESF se fait le complice de l'exploitation par le patronat d'une main-d'œuvre sans défense et de la constitution d'un véritable sous-prolétariat.*» (Souligné par nous.)

Michéa, qui se gargarise tant de la solidarité des «gens ordinaires», ne sait visiblement pas reconnaître cette solidarité quand des habitants «ordinaires» se mobilisent localement pour soutenir les parents d'enfants scolarisés, les jeunes majeurs arrêtés par la police et enfermés dans les CRA, les mineurs qui dorment dans la rue dès que le tribunal décide qu'ils sont majeurs en raison de tests osseux douteux, les demandeurs d'asile qui campent sous des tentes dans des conditions inhumaines, les familles enfermées dans les centres de rétention ou les Roms traqués par les flics, diffamés par les médias et victimes d'un racisme particulièrement tenace.

9) **La dénonciation des «grandes féodalités économiques et financières» qui contrôlent l'économie»** (programme du CNR), **d'une prétendue «oligarchie», des «élites nomades», des «élites mondialisées», des «élites déterritorialisées», d'une «hyperclasse des banques et des multinationales»,** ou des 1% (ce dernier thème est repris par Todd) qui exploiteraient les «99%» de la population.

Ce que Mélenchon résume en déclarant : *«Il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre¹.» «C'est le peuple qui doit décider pas l'oligarchie².»* Même s'il a proposé récemment de remplacer le terme d'«oligarchie³» par celui de «caste», on est toujours dans le même registre : *«La critique de la caste c'est plus performant que de dire l'oligarchie qui est un mot en trois syllabes (...). Ce qui compte c'est d'être le peuple, être dans une nouvelle manière d'organiser le champ politique, le peuple contre la caste, le peuple contre l'oligarchie.»*

Todd est sur la même longueur d'onde : «On est passé en régime oligarchique» ; le journal *Le Monde* est une «composante de l'oligarchie» (Europe I, avril 2015) ; *«L'oligarchie s'assoit sur le suffrage universel»* (*Herodote.net*, mai 2014).

Cette expression est employée par l'extrême droite, par les social-chauvins et même par Castoriadis, elle est donc particulièrement floue. Pour ce qui concerne l'extrême droite, elle lui permet de faire l'impasse sur la division de la société en classes antagonistes, ayant des intérêts matériels inconciliables et d'opposer l'oligarchie au «peuple». Riposte Laïque dénonce *«l'oligarchie pseudo-républicaine»*. Ce terme est très utilisé aussi en Amérique latine, à gauche et à l'extrême gauche, et va toujours de pair avec un appel à l'union nationale contre... «l'oligarchie».

En général «l'oligarchie» est, comme le dit Mélenchon, *«une classe dominante sans patrie»* : et il ajoute *«les élites sociales françaises collaborent avec enthousiasme au dénigrement de leur patrie»*. Encore et toujours, on retrouve cette idée que les exploités ne sont pas vraiment français, point de départ de tous les raisonnements xénophobes et antisémites.

C'est ainsi que Paul Ariès écrit dans *Misère du sarkozysme : «Le sarkozysme serait-il la revanche des émigrés de l'Ancien Régime ? De Sarkozy le Hongrois à Balladur le Turc en passant par le prince polonais Poniatowski, cette "droite de droite" semble vouloir violenter l'histoire.»* On remarquera ici, chez cet intellectuel de gauche, le même type de

¹ <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/03/09/il-y-a-loligarchie-dun-cote-et-le-peuple-de-lautre/>

² <https://www.lepartidegauche.fr/laradiodegauche/radiomedia/medias-c-est-le-peuple-qui-doit-decider-pas-oligarchie-j-melenchon-invite-la-matinale-france-inter-30284>

³ Ceux qui douteraient que le terme oligarchie soit très connoté extrême droite pourront se reporter au site fasciste et aux écrits d'Alain Soral. On ne s'étonnera pas que ce terme soit aussi utilisé par Eric Zemmour (*«L'oligarchie s'assoit sur le peuple»*) et le MPEP (*«François Bayrou, l'homme en réserve de l'oligarchie»*), comme par d'innombrables sites d'extrême droite.

raisonnement que ceux du Front national, centrés sur les origines ethniques de ses adversaires politiques. Sans compter que ces appréciations xénophobes contiennent de multiples erreurs : la mère de Sarkozy est française, pourquoi donc tenir compte seulement de l'origine du père de Sarkozy sinon par xénophobie ? Les Balladur sont d'origine arménienne et non turque.

Quant à Poniatowski, si j'en crois la notice Wikipédia (au moins pour cela on peut leur faire confiance), «*Par son père, il descend de Talleyrand (lui-même descendant de Colbert et d'Étienne Marcel), du duc de Morny — demi-frère et premier ministre de Napoléon III, ainsi que de l'impératrice Joséphine par sa fille Hortense de Beauharnais — tandis qu'il compte parmi ses ancêtres maternels Pierre-Paul Riquet, ingénieur français qui au XVII^e siècle traça le canal du Midi.*» Pas mal pour l'arbre généalogique d'un «Polonais» selon Monsieur l'intellectuel de gauche Paul Ariès !

Dans le même ouvrage, Ariès pousse encore plus loin le recyclage de deux thèmes classiques de l'extrême droite contre la gauche («parti de l'étranger», «cosmopolitisme») puisqu'il écrit que Sarkozy lutte «*contre la conception française de ce que devrait être la droite*» car il veut la transformer en une force «*néoconservatrice cosmopolite*». Selon Ariès, il y aurait donc une droite légitime et une droite illégitime parce que antifrançaise et cosmopolite. On croirait lire un article de Rivarol ou de Présent !

Quant aux prestigieux et courageux signataires¹ de «l'Appel des résistants aux jeunes générations du 8 mars 2004», ils n'ont apparemment tiré aucun bilan de l'échec de la politique préconisée par le Conseil national de la Résistance ; ils limitent leur critique du capitalisme mondialisé actuel à la «*dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie*» et voudraient que nous entamions l'hymne de l'unité nationale entre les ouvriers et les patrons, entre les militants de tous les partis, pour une «*démocratie, sociale et culturelle*», totalement irréalisable en régime capitaliste.

10) L'apologie d'un capitalisme productif, national

Déjà le programme du CNR vantait le combat pour «*une France plus pure et plus forte, capable d'entreprendre au lendemain de la Libération,*

¹ Lucie et Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant et Maurice Voutry. Cf. pages 183-185, *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui. Les Jours heureux, Le programme du CNR de mars 1944 : comment il a été écrit, et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère sa démolition*, La Découverte, 2011.

la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie». Pour ce faire, il fallait que le «peuple tout entier» se révolte contre l'occupant nazi et le régime de Vichy et que des «arrêts de travail» soient «réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers»! Après la victoire de la Résistance, «*tous les patriotes, sans distinction d'opinions politiques*» s'engageraient à soutenir «*l'intensification de la production nationale*» et le gouvernement d'union nationale devait promouvoir une «élite véritable, non de naissance mais de mérite», quitte à ce que certains «ouvriers possédant les qualifications nécessaires» assument «les fonctions de direction et d'administration» des entreprises.

Le CNR défendait ardemment l'union nationale, l'union Capital-Travail ; la gauche social-patriote continue dans la même lignée.

C'est ainsi que dans *La confrontation. Argumentaire anti-FN* (Le Temps des cerises, 2012), le dirigeant du MPEP¹ et ex-dirigeant d'ATTAC Jacques Nikonoff écrit : «*En ce sens, on ne peut retenir l'idée selon laquelle les travailleurs n'auraient pas de patrie. Formule que Marx a d'ailleurs nuancée, et même contredite. L'histoire a cruellement démenti cette assertion : gouvernements d' "union sacrée" en 1914 ; constitution d'une "patrie du socialisme" en URSS... Par ailleurs les multiples luttes de résistance et de libération nationales contre les envahisseurs et les colonisateurs ont démontré que la nation pouvait mériter, notamment aux yeux des travailleurs, qu'on se mobilise pour elle. Il n'y a qu'à observer l'exemple de la Palestine et des pays qui constituaient l'URSS.*»

On remarquera que, dans les exemples fournis par Nikonoff, les «travailleurs» ne jouent aucun rôle déterminant ni dirigeant dans ces processus politiques ou ces Etats.

Et, quand il passe au registre économique, il enfile des perles du genre : «*la guerre commerciale est une guerre qu'il ne faut pas gagner, mais qu'il ne faut pas perdre non plus*» (?) ; «*Je ne dis évidemment pas qu'il faut désarmer la France et lui faire perdre des parts de marché*», «*La notion de compétitivité est totalement liée à la mondialisation*», comme si le marché et la concurrence capitalistes pouvaient être abolis au sein de chaque Etat...

Le sociologue Emmanuel Todd défend le même genre de conceptions idéalistes réactionnaires : «*Le capital financier, contrairement à l'idéologie*

¹ Depuis le mois de juin 2015, le MPEP s'appelle désormais le Parti de l'émancipation du peuple et invite à «*Démondialiser et sortir de l'Otan – Reconquérir la souveraineté nationale – Ni Union européenne, ni euro, ni FN*».

dominante, n'est pas productif de profit (...) Le vrai système capitaliste permet au capital productif de s'octroyer une part de la valeur ajoutée par les entreprises du secteur privé. (...) Le capitalisme financier, ploutocrate, fondé sur l'accumulation de faux capital non productif, produit par la transformation de déficits en créances et réserves, ce capitalisme est illégitime. Il est parasitaire (...). Nous pouvons même envisager un capitalisme responsable (philanthropique ?) fondé sur la richesse et la compétence à en produire qui serait apte à dépasser le simple appât du gain (l'accumulation irrationnelle de richesses) pour répondre aux inégalités qu'il génère (...).¹»

Quant aux «économistes atterrés» ils écrivent dans leur *Nouveau manifeste* (Les Liens qui libèrent, 2015) : «*Il ne s'agit pas de chercher à supprimer le marché ou à se passer de l'initiative privée.*» Voilà qui devrait rassurer les grandes fortunes françaises, les Bolloré, Arnault, Dassault, Niel, Mulliez, Perodo, Castel, Decaux, Peugeot, Bolloré, Drahi, Pinault, Bettencourt, Dumas, et quelques autres.

Il s'agit, paraît-il, pour ces économistes de gauche de créer des «*entreprises d'un type nouveau, fondées non sur la recherche du profit mais sur des objectifs d'utilité sociale et environnementale*» : aux mutuelles et coopératives, viendraient s'ajouter des «*réseaux d'échanges monétisés ou non, Amap, covoiturage*», etc.

Bref, on ne touche surtout pas aux fondements du capitalisme national, quitte à prôner des réformettes comme l'augmentation des pouvoirs du comité d'entreprise, le respect des «*exigences sociales et environnementales*», et la création d'un «*fonds d'investissement public financé par une taxe sur les bénéfices des sociétés*» qui «*permettrait d'orienter les capitaux vers des activités productives socialement utiles*»... De belles paroles, comme dans le programme du CNR de 1944, mais tellement vagues, et dont les conséquences seront si insignifiantes, qu'on sait d'avance qu'elles ne changeront rien de fondamental pour la domination des patrons et l'exploitation des travailleurs.

Ce petit tour d'horizon des principaux thèmes du social-chauvinisme permet de comprendre que notre tâche ne sera pas facile et qu'il va nous falloir lutter à contre-courant des idées reçues et dominantes.

¹ Décembre 2012, retranscription partielle d'une interview sur RTS, <http://claude-investlogic.blogspot.com.es/2012/12/que-reste-t-il-du-capitalisme.html> interview complète ici : <http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/l-invite-du-journal/4195279-emmanuel-todd-demographie-historien.html>

POURQUOI LE SOCIAL-CHAUVINISME A UN BOULEVARD DEVANT LUI

Pour conclure, il faut souligner quatre facteurs internationaux qui ne peuvent que contribuer à développer le social-chauvinisme particulièrement en Europe : le chômage, les interventions militaires occidentales, la montée de l'islam politique et la difficulté de construire une puissance européenne, c'est-à-dire un impérialisme européen.

La crise économique mondiale se traduit par :

* **une augmentation régulière du chômage** d'où une hostilité de plus en plus grande vis-à-vis des populations étrangères ou même d'origine étrangère. Face à la montée des mouvements nationaux-populistes comme le Front national, la gauche est désarmée et a du mal à se dépêtrer avec sa conception de la nation ou de la patrie.

* l'intervention des pays occidentaux (dont la France) dans des pays où l'islam est la religion dominante pour ne pas dire une religion d'Etat ; pour justifier ces guerres (Irak, Afghanistan, Mali) il faut souder les rangs et se trouver des justifications : guerre contre le terrorisme et pour la démocratie, justifications qui peuvent prendre soit le chemin d'un «conflit de civilisations» que l'on déplore tout en l'alimentant ; soit pousser à mettre en avant le rôle prétendument civilisateur de l'universalisme républicain, dans le cas français. Dans tous les cas, une telle atmosphère ne peut que renforcer les discours social-chauvins.

* **la montée de l'islam politique et plus particulièrement du djihadisme internationaliste** (que certains appellent «clérico-fascisme» en comparaison avec Franco, Salazar, Horthy, etc.). Les attentats en Europe (Madrid, Londres, Paris) donnent l'occasion aux classes dominantes locales de développer les discours sur l'unité nationale et aux social-chauvins de broder leurs variations sur ce thème.

* **la concurrence entre les pays européens et la difficulté et peut-être l'impossibilité de construire un Etat fédéral européen** : d'où la création de boucs émissaires (les discours anti-Grecs en Allemagne ; les discours anti-allemands en France, en Italie ou en Grèce, anti-Français et anti-allemands au Royaume Uni etc.).

Le nationalisme est une idéologie politique qui prétend répondre à de multiples attentes : la préservation ou l'augmentation du bien-être individuel et collectif, la défense des droits de tous les citoyens d'une

nation ou d'un Etat, l'indépendance d'un peuple, les pulsions xénophobes et identitaires, la croyance mystique, quasi religieuse, en une communauté d'intérêts et de valeurs, etc. La liste est longue et notre combat ne va pas être facile d'autant que ces idées sont bien implantées, sous des masques divers, dans les milieux de gauche, syndicaux, associatifs, que nous pouvons fréquenter dans notre vie de tous les jours.

Y.C., 30 mai- 20 juillet 2015

Lettre d'un lecteur à propos de «Idéologues et militants du social-chauvinisme»

Dans le texte intitulé «Idéologues et militants du social-chauvinisme» j'ai critiqué les positions de Guy Debord sur l'immigration et l'identité nationale. Un lecteur m'a envoyé une lettre que je reproduis bien volontiers. J'y répondrai quand j'aurai lu la lettre de Debord dont il parle et qui n'est pas mentionnée dans ses «Oeuvres complètes» puisqu'elle est apparemment parue ensuite. J'essaierai de trouver aussi le livre d'Oublamer pour me faire une opinion et rectifier éventuellement le tir... si je me suis trompé dans mon appréciation. Y.C.

Bonjour,

Tout en ne reprenant pas à mon compte l'expression «social-chauvinisme» (trop connotée historiquement), je suis pour l'essentiel d'accord avec ce que vous écrivez dans votre billet du 21 juillet.

En revanche, rattacher Debord à ce courant «social-chauvin» (même si c'est «comme ça en passant») est absurde, pour ne pas dire grotesque. Il paraît possible dans le cas présent que vous avez-vous été abusé, comme d'autres avant vous. Je vais m'expliquer. Mais auparavant deux mots sur Meziouz Ouldamer, puisque ce texte de Debord (repris dans ses œuvres complètes avec la mention «notes pour Mezioud») lui est destiné.

Ce militant politique algérien, emprisonné par le régime Bendjedid, s'est réfugié en France dès sa sortie de prison en 1984. Il adresse alors un manuscrit (*Offense à président*) aux Éditions Gérard Lebovici. Celles-ci le transmettent à Debord pour lecture. Son avis est favorable et l'ouvrage paraîtra l'année suivante. Debord et Oublamer se rencontrent en octobre 84 et sympathisent. Durant l'automne 1985, Oublamer lui envoie le plan détaillé d'un projet de livre (*Le cauchemar immigré*, qui paraîtra un an plus tard aux Éditions Lebovici), projet ayant fait l'objet auparavant de discussions entre eux.

Debord lui répond le 22 novembre, et joint à cette lettre ces fameuses «notes pour Mezioud». On ne peut comprendre ces «notes» sans avoir préalablement pris connaissance de cette lettre. Debord conseille à son correspondant d'écrire ce livre dans «le style de ce que d'aucuns pourraient appeler le cynisme», et l'incite pour ce faire à relire le *Rapport de Censor*

(livre qui a eu d'importantes répercussions une décennie plus tôt en Italie et auquel Debord a collaboré). L'écrire comme s'il s'agissait d'un auteur au-dessus de la mêlée, au «ton parfaitement impassible», qui n'en transmet pas moins quelques vérités difficiles à entendre. Ainsi pour l'intégration des immigrés («Il n'y aura pas d'intégration»). Les «notes pour Mezioud» illustrent dans le détail, en l'argumentant, le contenu de la lettre de Debord. Ce qui signifie pour résumer que le propos de Debord ne peut en aucun cas être pris au pied de la lettre. Il s'agit d'un procédé auquel a déjà eu recours un Machiavel (pour ce citer que lui). Ni auparavant, ni par la suite, Debord ne s'est exprimé de cette manière. Donc citer ces «notes» sans dire un mot et plus sur le contexte dans lequel elles ont été rédigées est fautif.

Si vous avez eu entre les mains l'édition des *Oeuvres complètes* de Debord (qui inclut ces «notes sur "la question des immigrés"») sans les faire précéder de la lettre de Debord à Oublamer, ou sans apporter les précisions que je viens d'évoquer), vous avez en toute bonne foi été abusé par ce texte (puisque l'édition se révèle ici fautive). Mais si vous connaissez le tome 6 de la *Correspondance* de Debord (publié quelques mois après les OC), la dite correspondance comprenant la lettre suivie des «notes», alors cela devient incompréhensible. (...)

Un lecteur, 8 août 2015

«Le Hareng de Bismarck»... ou le poison nationaliste

Publié le 03/06/2015 sur le site de l'Initiative Communiste-Ouvrière

Le Hareng de Bismarck (le poison allemand) est le titre du dernier livre de Jean-Luc Mélenchon. Si dans quelques interviews, il tempère à peine son propos pour dire qu'il n'a rien contre les Allemands, dans le fond, ce n'est pas seulement contre Angela Merkel ou la bourgeoisie allemande que se dirige sa plume, mais bien contre tous les Allemands, riches ou pauvres, bourgeois ou prolétaires. Comment comprendre autrement la phrase «*L'Allemagne marche en tête pour la malbouffe : l'épidémie d'obésité frappe en Allemagne davantage que partout en Europe*», qui non seulement est fautive concernant l'obésité, mais semble oublier que c'est en Allemagne que date la plus vieille loi du monde sur la qualité de la nourriture avec le Reinheitsgebot de 1516 ? Bien des déclarations de ce pamphlet sont du même tonneau, affirmées sur un ton péremptoire mais fausses (ainsi, contrairement à ce qu'affirme Mélenchon, le volume de déchet par habitant est plus élevé en France qu'en Allemagne). Mais qu'importe, Mélenchon fait fi de toute réalité chiffrée dans son pamphlet pour charger l'acte d'accusation de l'Allemagne, responsable du chômage, de la crise, des problèmes écologiques, et du rhume des foins.

Un tel pamphlet serait risible s'il s'agissait d'une rédaction bâclée d'un lycéen ayant dû subir l'intégrale de *Derrick* en VO pendant ses cours d'allemand ; de la plume d'un politicien ayant malheureusement une certaine influence dans les cercles de ceux qui veulent changer ce monde, elle instille le poison du nationalisme.

A l'entendre ou à le lire, l'Allemagne serait en train d'imposer un modèle et de dominer l'Europe et en particulier la France. Ainsi dans une interview au *Point*, Mélenchon explique que l'Allemagne «*impose un modèle économique, l'ordo-libéralisme*». Ordo-libéralisme ! Voilà un mot qui fait peur ! En fait, il s'agit simplement des théories économiques de la revue *Ordo*, publiée après guerre, et qui, pour reconstruire l'économie capitaliste après la crise de 1929 et près d'une décennie de guerre, cherchent à trouver un compromis entre intervention étatique dans l'économie et libéralisme débridé, bref une sorte de version germanique du keynésianisme. Rien à voir avec le mouvement ouvrier et le socialisme, certes, mais rien de pire que le modèle gaulliste ou autre qui ont inspiré les différents Etats bourgeois après la deuxième guerre mondiale. Mais surtout, s'il est vrai que l'Union européenne est tout sauf égalitaire, la France est, avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, une des principales puissances

impérialistes dans cette union. La France qui dispose d'un des plus puissants complexes militaro-industriels, qui envoie ses troupes au Mali et ailleurs, dont les multinationales comme Bolloré, Total ou Areva contrôlent des pays entiers, serait donc «un pays dominé» ?

Toute une partie de la thèse de Mélenchon revient à opposer non pas les prolétaires et les bourgeois, les ouvriers et les patrons, mais les «Français» aux retraités allemands. C'est ainsi qu'il écrit qu'il faudrait «*assumer la divergence d'intérêts et de projet entre un peuple vieillissant comme l'Allemagne et un peuple en explosion démographique comme la France qui formera bientôt la première population du continent* ». Sans parler des projections démographiques discutables du leader du Parti de Gauche, faut-il rappeler qu'en Allemagne comme en France, ou ailleurs, la grande majorité des retraités sont des ouvriers et employés en retraite ? L'ouvrier en retraite de Volkswagen est-il l'ennemi de l'ouvrier de PSA ?

Dans une interview publiée dans *Politis*, Mélenchon va même plus loin et, comme tous les nationalistes, ne rejette l'impérialisme allemand que pour glorifier l'impérialisme français. Ainsi, à la question «*Votre projet n'est-il pas de substituer à l'Europe allemande une Europe française ?*», il répond «*Oui, pourquoi pas ?*». Puis, à «*Que serait une «Europe française» comme vous dites ?*», il répond : «*Ce serait une Europe qui emprunterait aux Français un certain nombre de réponses trouvées dans leur histoire.*» C'est là un des vieux thèmes des nationalistes selon lequel la France aurait une histoire exceptionnelle. De gauche, Mélenchon citera peut-être la Révolution française ou même la Commune de Paris. Mais le point de vue ouvrier, le point de vue communiste, ajouterait les Communes de Berlin et de Munich à celle de Paris, les mutins de Kiel à ceux du Chemin des Dames, la grève générale contre le putsch de Kapp à celle de juin 1936, ou le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est de 1953 à la grève générale de mai 1968, tout comme on pourrait ajouter mille autres exemples, de Petrograd à Tunis en passant par Budapest, Sanandaj et Seattle, où, partout dans le monde, les prolétaires sont montés à l'assaut du ciel.

Aujourd'hui, en France, nous subissons depuis des décennies les attaques anti-ouvrières du patronat et des gouvernements à son service. Ce ne sont pas les actionnaires de BMW mais la famille Peugeot, bien tricolore, qui gèle les salaires et licencie à PSA. Ce n'est pas Merkel mais Hollande qui après l'ANI, le CICE et la loi Macron se prépare à remettre en cause les instances représentatives du personnel. Ce n'est pas à Berlin mais à Paris que la décision a été prise de remettre en cause les RTT des hospitaliers de l'AP-HP. Comme le disait Karl Liebknecht depuis le Reichstag en 1914 : «*l'ennemi principal est dans notre propre pays !*» C'est ici, dans nos ateliers, nos bureaux, nos hôpitaux, sur nos chantiers et devant les agences Pôle Emploi que nous devons nous mobiliser contre le chômage, les licenciements, les bas salaires et la dégradation de nos conditions de travail.

Cette lutte, elle ne peut qu'être menée contre nos propres patrons et notre propre gouvernement, en solidarité avec les mêmes luttes que mènent nos sœurs et frères de classe d'Outre-Rhin. Ainsi, les salariés d'Amazon en France ont déjà eu le soutien de leurs camarades allemands, tout comme des ouvriers d'Opel sont venus manifester aux côtés des travailleurs de PSA Aulnay.

Face aux attaques de la bourgeoisie, en France, en Allemagne comme partout dans le monde, nous n'avons rien à gagner à nous laisser diviser par les discours chauvins et nationalistes, fussent-ils de gauche. Au contraire, nous avons tout à gagner à rejeter le poison nationaliste, et à tendre, au delà du Rhin, de la Méditerranée ou de l'Atlantique, une main fraternelle à tous les damnés de la terre et forçats de la faim, à toutes celles et à tous ceux qui souffrent du régime capitaliste, à toutes celles et à tous ceux, qui se mettent en grève, luttent et résistent.

«Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !».

Initiative communiste-ouvrière

Antisémitisme de gauche : définition et fonctions politiques

PRESENTATION

De nombreux intellectuels de gauche ou d'extrême gauche considèrent que l'antisémitisme serait un fléau en voie de disparition¹. Alors pourquoi diable s'intéresser à «l'antisémitisme de gauche²» ?

Pourtant, cet antisémitisme **DE** gauche, et pas simplement **A** gauche, existe depuis près de deux siècles. Il a pris différentes formes dont il faudrait à la fois retracer en détail l'histoire au sein du mouvement ouvrier,

¹ C'est ainsi que Dominique Vidal est suffisamment cynique pour titrer en février 2015, à la une du mensuel gaullo-tiersmondiste *Le Monde diplomatique* : «Un antisémitisme virulent mais marginal». Mais il n'est hélas pas le seul à minimiser l'antisémitisme : cf. «Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe» (*NPNF* n° 48-49, 2015) et «Prendre conscience de la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé actuel» (*idem*).

² Cf. la compil' n° 1 de *NPNF* : «*Question juive*» et *antisémitisme, sionisme et antisionisme* (anthologie), et les cinq derniers numéros de la revue, plus particulièrement la traduction d'une interview de Moishe Postone et «Les sources de l'antisémitisme de gauche anticapitaliste et/ou anti-impérialiste» (*NPNF* n° 44-45). Sinon pour ceux qui aiment les électro-chocs théoriques et le dépaysement ces deux textes dont je ne partage pas toute l'orientation mais qui comprennent des réflexions très utiles sur le sionisme et l'antisionisme : «De la contradiction fallacieuse sioniste/antisioniste» <http://progressisme-info.blogspot.fr/2014/02/de-la-contradiction-fallacieuse.html?m=0> et «Quand parfois «l'anti-antisémitisme» fait échapper à l'antisémitisme mais pas au racisme antimusulmans», 2014 <http://progressisme-info.blogspot.fr/2014/08/quand-parfois-lanti-antisionisme-fait.html?m=0#more>

mais aussi souligner les continuités et les discontinuités jusqu'à l'antisémitisme mondialisé actuel.

L'antisémitisme planétaire, qui sévit aujourd'hui dans la grande communion émotionnelle et politique du cyberspace, d'Internet, fédère toutes les formes d'antisémitisme, du vieil antijudaïsme religieux chrétien et musulman jusqu'à l'antisémitisme racial, social, nationaliste, anticapitaliste et anti-impérialiste. Ces convergences permettent à des groupes et à des individus très différents politiquement, voire aux opinions totalement opposées, de communier dans la même haine (assumée ou pas, peu nous importe): celle du Juif (ou d'Israël, ce qui d'un point de vue symbolique revient au même)...

Sans une telle vision d'ensemble de l'antisémitisme, et plus particulièrement de l'antisémitisme de gauche qui nous occupe aujourd'hui, il est impossible de comprendre :

- la portée de l'assassinat d'Ilan Halimi (délibérément réduit à un fait divers par la gauche et l'extrême gauche¹ en 2006),
- la portée des meurtres commis par Merah en 2012, Nemmouche en 2014, Coulibaly et les frères Kouachi en 2015 (à propos desquels la gauche et l'extrême gauche ont surtout botté en touche et parlé des risques d'augmentation de... «l'islamophobie»),
- mais aussi il est impossible de saisir le sens des alliances – a priori contre nature – entre l'extrême droite islamiste, les Identitaires de gauche comme le PIR, la mouvance autour du politicien raciste et fasciste Dieudonné et l'extrême gauche qui se dit «antisioniste²».

¹ A part de rares exceptions comme Hapoel et le PCMLM. Cf. les articles de 2006 dans *NPNF* : «Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste» ; «Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi»; «Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf : le racisme dans sa continuité»; «Ilan Halimi : meurtre antisémite ou 'fait divers' ?» (débat) dans *NPNF* n° 18-19-20, 2007.

² L'antisionisme est une absurdité politique et conceptuelle : autant la critique féroce du sionisme avait un sens AVANT la création de l'Etat d'Israël, autant aujourd'hui être «antisioniste» signifie soit que l'on veut retourner dans les années 30 à bord d'une machine à remonter le temps et faire comme si le judéocide n'allait pas avoir lieu (démarche sympathique mais hélas utopique) et convaincre les Juifs de s'assimiler en Europe – ce qu'ils ont d'ailleurs déjà tenté désespérément ; soit que l'on est pour l'expulsion des Israéliens de Palestine... et dans ce cas mieux vaudrait avoir un bon plan B à disposition. Le terme d'antisionisme lui-même est aussi incongru dans un sens que si un mouvement se créait aujourd'hui aux Etats-Unis au nom de l'anti-jeffersonisme ou en Allemagne au nom de l'anti-bismarckisme ou de l'antiprussianisme...

L'«antisémitisme de gauche» n'existe pas pour la plupart des militants ; qu'ils soient anarchistes, trotskistes, autonomes, «antifa», «ultragauches» ; qu'ils soutiennent la thèse de l'islamophobie, qu'ils soient partisans de la «décolonialité», etc., presque tous les militants d'extrême gauche nient l'existence non seulement de l'antisémitisme mais aussi, et encore plus farouchement, celle de l'antisémitisme de gauche – qui est pour eux un mythe inventé par les «sionistes», le Mossad et les néoconservateurs¹.

¹ Selon Pierre Stambul de l'UJFP *«La dernière défense des partisans de la politique israélienne, c'est de brandir l'antisémitisme, c'est de dire que critiquer Israël, c'est de l'antisémitisme, c'est de s'appropriier le génocide nazi et de l'utiliser pour empêcher toute critique.»* (<http://www.ujfp.org/spip.php?article3146>) Si les universitaires néoconservateurs ou réactionnaires américains, israéliens ou européens sont les seuls à s'intéresser à l'antisémitisme, et notamment à l'antisémitisme au sein de la gauche ou de l'extrême gauche... à qui la faute ? Quand les partis «communistes» niaient l'existence de camps de concentration en URSS, il se trouvait aussi beaucoup de bonnes âmes pour expliquer qu'il s'agissait d'une invention des services secrets américains puisque seules les publications anticommunistes en parlaient...

DEFINITION DE L'ANTISEMITISME. PASSERELLES POSSIBLES ENTRE ANTISIONISME ET ANTISEMITISME

Il existe plusieurs définitions de l'antisémitisme et de ce que certains appellent aujourd'hui la «judéophobie». Je ne vais pas entrer dans ces débats terminologiques et me contenterai de vous présenter une définition très proche de celle de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Mais tout d'abord je voudrais préciser que la notion d'antisémitisme n'a pas été définie par des idéologues ou des politiciens juifs... mais par un théoricien nationaliste allemand au XIX^e siècle. En effet, à l'époque, on parlait en Allemagne de «*Judenhass*» (haine des Juifs) et il a semblé plus subtil à Wilhelm Marr d'inventer le concept d'antisémitisme.

Ce terme n'avait d'ailleurs pour lui rien de péjoratif puisque, après avoir fréquenté les milieux anarchistes et athées puis créé une Union secrète des travailleurs suisses ; après avoir milité dans différents partis bourgeois favorables à l'unification de l'Allemagne en un seul Etat républicain ; après s'être marié trois fois avec des femmes juives ou d'origine juive, il a fini par écrire en 1879 un livre – *La victoire de la judaïté sur la germanité¹, analysée d'un point de vue non religieux* – et par créer un mouvement qui s'appela la Ligue des antisémites mais connu une existence fort brève.

Ce concept d'antisémitisme (qui ne figure d'ailleurs pas dans le livre précité) avait un petit parfum «scientifique» à l'époque, puisque des linguistes, notamment allemands, avaient découvert des parentés entre plusieurs langues, qu'ils baptisèrent «sémitiques²». Et cela conduisit ensuite les idéologues et les historiens à parler de «peuples sémites» pour désigner à la fois les Arabes et les Juifs. Cette notion de «peuples sémites»

¹ Ce livre a été traduit en anglais et est disponible sur le Net : <http://www.kevinmacdonald.net/Marr-Text-English.pdf>.

Traditionnellement on distingue «judaïté» (référence à la religion juive) et «judéité» (référence à tous les traits définissant «l'identité juive»... traits évidemment variables selon les points de vue politiques et philosophiques et religieux adoptés par ceux qui se considèrent «juifs» ou «Juifs»)

² Il s'agit notamment de l'akkadien, l'ougaritique (langues ayant disparu), l'arabe, l'amharique, l'hébreu, le maltais et le tigrigna, qui concernent des peuples très divers et ayant des histoires très différentes.

(que l'on trouve dans *L'Encyclopédie anarchiste* publiée durant les années 30) n'est plus prise au sérieux par aucun historien aujourd'hui, sauf par des nationalistes palestiniens et des gauchistes ou des antisionistes ignorants. Par contre, le terme d'antisémitisme, ambigu dès l'origine, continue à être utilisé.

Avant d'aborder la définition même de l'antisémitisme, il reste encore un problème à régler. En effet, affirmer que l'antisémitisme équivaut à la «haine des Juifs» ne nous avance guère, car qu'est-ce qu'un «Juif» ? Si vous posez la question aux premiers concernés, vous obtiendrez des réponses contrastées voire inconciliables. Donc, il faut prendre le risque de ne pas plaire à tout le monde si l'on veut débroussailler un peu cette question.

Pour la plupart des antisionistes, être juif c'est au mieux pratiquer la religion juive (donc être croyant si ce n'est pratiquant fervent), au pire une vague référence culturelle, un peu comme les fans de mangas, d'échecs ou de foot, j'exagère à peine. Evidemment une telle définition est commode : elle évacue complètement la question de l'antisémitisme (puisque les Juifs ne sont pas victimes aujourd'hui de persécutions spécifiquement religieuses¹) et permet de se protéger contre toute accusation d'être soi-même antisémite ou de colporter des clichés antisémites....

Pour ma part, je pense qu'il existe un peuple juif. Il est composé de tous ceux qui ressentent un fort sentiment d'appartenance à ce peuple, aussi imaginaire soit-il à mes yeux ou aux yeux des antisionistes. Ce peuple rassemble tous ceux qui se considèrent juifs : qu'ils parlent ou ne parlent pas l'hébreu ; qu'ils habitent en Israël ou dans un autre pays ; qu'ils aient effectué leur service militaire dans Tsahal ou pas ; qu'ils aillent régulièrement à la synagogue ou n'y mettent jamais les pieds ; que leur mère soit juive ou pas ; qu'ils aient un passeport israélien – tout cela est secondaire s'ils se sentent juifs...

La définition que je propose ici de la judéité n'est donc ni raciale², ni ethnique, ni linguistique, ni territoriale, ni religieuse, ni nationale... Elle ne

¹ Du moins en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. Quant aux Etats qui se disent musulmans, ils ont poussé la plupart des Juifs à partir en mobilisant toutes sortes de pressions (des attentats contre des synagogues au racket étatique en passant par des mesures discriminatoires), ce qui fait que les Juifs d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient sont partis en Europe, en Amérique ou en Israël, abandonnant des pays où ils vivaient depuis des centaines d'années, si ce n'est davantage.

² On remarquera que Shlomo Sand, dans sa tentative de démontrer que le peuple juif n'existe pas, a recours à une définition raciale ou ethnique (les Juifs seraient des convertis et descendraient d'autres peuples sans rapport avec les Hébreux donc... le peuple juif n'existe pas). Il applique par

correspond pas à la définition de Staline partagée par tant de nationalistes sur cette planète, définition selon laquelle : «*La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture*»¹»

Pour ma part je préfère des définitions plus souples comme celles

– de Benedict Anderson² qui définit la nation comme une communauté politique imaginée, souveraine et limitée. Elle est «*imaginée parce que même les membres de la plus petite nation ne se connaîtront jamais tous (...) bien que chacun vive dans l'image de leur communion*» ;

– ou bien la définition de Max Weber pour qui la création d'une nation dépend de l'existence de «*sentiments de communauté et de solidarité*», notamment la «*croissance en une ascendance commune*» et la croyance en une «*communauté de destin politique*», au sein de certaines collectivités qui tendent donc à vouloir être autonomes et à utiliser la violence pour former un Etat.

Les notions de peuple et de nation sont évolutives et dépendent fortement des luttes politiques et militaires dont l'issue n'est jamais gravée dans le marbre. L'éclatement de la Yougoslavie en plusieurs Etats-nations ou de la Tchécoslovaquie en deux Etats le confirme – pour ne pas parler des velléités d'indépendance de l'Ecosse ou de la Catalogne. Aucune frontière nationale n'est définie pour l'éternité, aucune identité nationale n'est immuable, aucun peuple ne reste le même pendant des siècles.

Comme l'explique Gérard Noiriel dans son livre *Qu'est-ce qu'une nation ?*, jusqu'au XVIII^e siècle, il n'existait pas de différence très nette entre les termes de nation, de race et de peuple. Ce sont les philosophes des Lumières puis les révolutionnaires français et européens du XIX^e siècle qui ont tenté de préciser ces concepts, notamment celui de nation, pour finalement arriver au terme d'Etat-nation.

Le «sionisme» est l'un de ces courants politiques (tout comme les nationalismes du tiers monde un peu plus tard mais dans le Sud), un mouvement de libération nationale particulier, qui s'est engouffré dans ces discussions puis dans un combat politique et militaire pour la création d'un Etat juif. Le nationalisme juif a pris des formes très diverses au cours de

contre cette définition raciale et biologique aux Palestiniens pour démontrer leurs droits génétiques sur la terre dont ils ont été chassés...

¹ Staline, *Le marxisme et la question nationale* (1913, extraits) : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_1996_num_41_1_402958

² Benedict Anderson, *L'imaginaire national, Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 2002, (1983).

son histoire, et son contenu¹ continue à évoluer depuis la création de l'Etat d'Israël.

Il n'existe pas de définition scientifique, incontestable, de concepts comme ceux de nation ou de peuple, car l'acception de ces termes varie en fonction des périodes, des contextes, des luttes entre les peuples eux-mêmes et des affrontements politiques et militaires entre les grandes puissances. «Le sionisme» a de fait imposé la notion de peuple juif aux autres nations ou Etats, à commencer par l'Union soviétique sans l'aide militaire de laquelle Israël n'existerait pas, n'en déplaise aux antisionistes amnésiques. (On oublie aussi que le Parti communiste français salua, à l'Assemblée nationale, la lutte de l'Etat juif contre «*les féodalités arabes et l'impérialisme britannique*».) Force est donc de constater qu'il existe aujourd'hui un peuple juif, au sein d'Israël et en dehors de ses frontières étatiques, même si l'on pense que la création d'un Etat juif en Palestine a eu et aura encore des conséquences catastrophiques.

Avec une telle définition du peuple juif, il est évident que mon opinion ne peut coïncider avec celle de l'antisioniste moyen : celui-ci considère en effet qu'il n'existe ni peuple juif, ni peuple israélien, seulement une catégorie vague qui s'appelle temporairement les Israéliens – et que les Arabes et les Palestiniens, eux, appellent «les juifs» (*yahud*) faisant référence au judaïsme et au statut discriminatoire de *dhimmi* que les musulmans leur ont imposé pendant des siècles.

Pour la majorité des antisionistes, le terme d'«Israéliens» possède à peu près autant d'épaisseur politique et historique que les spectateurs rassemblés, un soir, le temps d'un match au Stade de France... C'est une catégorie temporaire. Pas étonnant alors qu'ils ne comprennent pas les Juifs qui, eux, sont convaincus d'entretenir un lien plurimillénaire avec leur judéité même s'ils sont athées ou agnostiques, ou s'ils sont en désaccord avec la politique israélienne...

¹ *Israël, la fabrique de l'identité nationale*, d'Aver Ben Amos (Editions du CNRS 2010, et Biblis poche, 2014) décrit de façon passionnante comment l'identité nationale juive et donc israélienne a été littéralement fabriquée à partir de la fin du XIX^e siècle, non sans de nombreuses incohérences et de multiples virages idéologiques, au gré de la composition ethnique et politique de la classe dominante et des classes exploitées en Israël-Palestine (il est intéressant de noter que l'Etat d'Israël considère qu'il existe un peuple juif composé de plusieurs ethnies). Un tel processus de construction artificielle d'une nation est commun à toutes les nations et à tous les Etats-nations, n'en déplaise aux «antisionistes» qui pensent qu'il s'agit d'une spécificité israélienne particulièrement monstrueuse et illégitime. A ce sujet, on pourra lire *La création des identités nationales en Europe* d'Anne-Marie Thiesse, Seuil, 1998.

Ces précisions faites, venons-en à la définition de l'antisémitisme proprement dit.

L'antisémitisme est une idéologie fondée sur l'hostilité, consciente ou inconsciente, vis-à-vis des «Juifs¹» pour des raisons religieuses, sociales, nationales, raciales et/ou économiques.

P.A. Taguieff a identifié sept mythes antijuifs² :

1. la «*haine du genre humain*», le refus de se mélanger avec les autres, la volonté de vouloir construire une communauté à part ;

2. le «meurtre et le cannibalisme rituels», «impliquant une cruauté de groupe ou une disposition au meurtre des non-Juifs» ;

3. le déicide ;

4. la «condamnation à une errance perpétuelle», d'où le mythe du «juif errant», les «accusations de nomadisme et de cosmopolitisme» ;

5. «*la perfidie, l'usure et la spéculation financières*» d'où découlent des notions comme celles de «parasitisme» ou de propension à exploiter autrui ;

6. «la tendance à conspirer, à fomenter des complots motivés par la volonté de dominer» le monde ;

7. «l'idée d'une supériorité raciale».

Qu'une personne soit véritablement «juive» (de religion, de culture ou de sensibilité personnelle) n'a aucune importance pour l'antisémite; ce qui compte pour lui, c'est de lui attribuer des caractéristiques négatives imaginaires, voire parfois même des qualités positives, mais pour finalement le discriminer et l'exclure de la société. Il peut sembler étonnant d'évoquer les «qualités positives» de l'antisémitisme ; pourtant, Wilhelm Marr (1819-1904), l'inventeur du mot, admirait les Juifs qui étaient, selon lui, assez intelligents pour... dominer le monde!

Donc méfions-nous des raisonnements «philosémites»... Ils cachent parfois un antisémite qui s'ignore ou un antisémite déclaré.

A cette définition très générale de l'antisémitisme, j'ajouterai que l'antisionisme (si l'on entend par là l'hostilité à l'existence même de l'Etat d'Israël) peut **parfois**³ conduire à des conclusions antisémites:

¹ Rappelons que, en français, le mot «Juifs» (avec une majuscule) renvoie aux membres du ou des peuple(s) juif (s), voire à ceux qui se sentent de fortes affinités culturelles avec les cultures juives, et le mot «juifs» aux pratiquants du judaïsme (convertis inclus). Les deux termes sont loin de se recouper, le second étant plus restrictif que le premier.

² Cf. *Une France antijuive ?* CNRS Editions, 2015.

³ Un lecteur s'est dit scandalisé par l'usage de l'adverbe «parfois» vu l'énormité des assertions qui suivent. Pourtant on trouve ce type de propos dans toutes sortes d'écrits antisionistes, dans des textes écrits par des Juifs marxistes ou anarchistes (de Bernard Lazare à Norman Finkelstein en

- lorsque les Juifs sont accusés d'exagérer l'importance du judéocide ;
- lorsque certains (à commencer par les antisionistes) veulent priver les Juifs d'exercer leur droit à l'autodétermination, droit qu'ils reconnaissent à tous les autres peuples sur cette planète;
- lorsque de vieux clichés séculaires hostiles à la religion juive ou des clichés antisémites classiques (raciaux, dans le style nazi, pour simplifier) sont utilisés pour caractériser Israël ou les Israéliens;
- lorsque la politique des gouvernements israéliens est **systématiquement** comparée à celle des nazis ou lorsque «certains dirigeants sionistes» sont accusés d'avoir été complices des nazis¹ sans

passant par Abraham Léon) et des déclarations de... Juifs sionistes de gauche ou de droite. Il s'agit donc de faire la différence entre,

- d'un côté, celles et ceux qui tiennent des discours fondamentalement antisémites, sont des antisémites militants, et donc clairement des adversaires ;

- et, de l'autre, ceux qui utilisent des clichés antisémites dans des discours ou des écrits contre le sionisme, clichés qu'ils peuvent puiser dans la littérature juive (cf. des romans comme *David Golder* d'Irène Nemirovsky et les explications ampoulées des spécialistes qui affirment tranquillement que pour se faire accepter dans le milieu littéraire français l'auteure *devait* utiliser des clichés antijuifs – une explication qui en dit long sur la prégnance de l'antisémitisme en France avant la Seconde Guerre mondiale ; ou le *Journal* de Victor Klemperer dont certaines citations sont utilisées par l'extrême droite et l'extrême gauche, tout en dissimulant ses opinions réactionnaires) ;

- mais aussi aussi les sionistes de gauche ou de droite (cf. les citations dans *Le Septième Million* de Tom Seguev où Ben Gourion et Jabotinsky expriment leur mépris, quasi racial, pour la mentalité et le comportement des «juifs de ghetto» en Europe ; pour un récapitulatif détaillé sur cette question on pourra lire cet article très riche en contenu : «Le débat historiographique en Israël autour de la Shoah : le cas du leadership juif» par Raya Cohen <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php%3Ffrubrique95&lang=fr.html>)

Les antisionistes qui entendent lutter sincèrement contre l'antisémitisme ne peuvent être rangés dans la même catégorie que les antisémites militants.

¹ Comme le fait, de manière totalement irresponsable, Pierre Stambul de l'UJFP car il sait que ce type d'arguments sont employés par les négationnistes : «*Nous savons que l'instrumentalisation du génocide nazi par les sionistes est une escroquerie. Les sionistes n'ont joué qu'un très faible rôle dans la résistance juive au nazisme. Certains de leurs dirigeants*

fournir le moindre exemple, la moindre explication du contexte des accords Haavara en 1933 ;

– lorsque les Juifs sont dénoncés comme une «cinquième colonne», un «lobby» composé d'individus «cosmopolites» seulement loyaux envers Israël ou le sionisme, etc.

On peut être sûr qu'un discours antisioniste est antisémite¹ lorsqu'il conjugue ces cinq critères à la fois... Quand il n'en contient qu'un seul, il faut tenter de découvrir les arrière-pensées de ceux qui tiennent ce type de propos et analyser leur contexte...

Depuis 2002, la revue *Ni patrie ni frontières* a publié une quinzaine d'articles dans le cadre d'une série intitulée «Limites de l'antisionisme», textes qui fournissent des exemples concrets de ces «dérapages» ou de ces virages antisémites.

Analyser l'antisionisme actuel et ses «dérapages» et ses limites n'a guère d'intérêt si l'on n'essaie pas d'analyser **d'abord** ce qu'ont écrit certains théoriciens marxistes et anarchistes sur ladite «question juive».

se sont fortement compromis avec le nazisme.»
(<http://www.ujfp.org/spip.php?article3146>)

Sur cette question du rapport **éventuel et non automatique** entre antisionisme et antisémitisme, la définition de l'historien Todd Engelman peut aussi être utile. Selon lui, les antisionistes tiennent des raisonnements antisémites

«1. *Quand ils remettent en question la légitimité de l'Etat juif, mais jamais celle d'un autre État ;*

2. *Quand ils contestent la légitimité du nationalisme juif ou israélien, mais jamais celle d'autres nationalismes, au Moyen-Orient ou ailleurs.*

3. *Quand ils diabolisent l'Etat juif, en transformant le conflit israélo-arabe en une question morale, un problème que les Juifs, et seulement eux, auraient créé et dont les Juifs, et seulement eux, seraient responsables.*

4. *Quand ils expriment une préoccupation obsessionnelle, exclusive et disproportionnée pour les fautes des Israéliens et les souffrances des Palestiniens – au point que ce conflit entre deux petits peuples se transforme en un combat cosmique, manichéen, entre les forces du Bien et du Mal.»*

Le terme de «fautes» employé par Engelman est à la fois inadéquat et obscène quand il s'agit de qualifier les crimes de guerre de l'armée israélienne.

Propos et analyses antisémites chez Marx, Proudhon et Bakounine

Les quelques citations qui suivent visent à montrer que les penseurs révolutionnaires du XIX^e siècle et du XX^e siècles (qu'ils soient anarchistes ou marxistes) ont eu du mal à analyser sereinement la religion juive et la place du peuple juif dans l'histoire. Il n'est donc pas étonnant que la question de l'antisémitisme de gauche revienne régulièrement sur le tapis, ou plus exactement, qu'elle soit régulièrement dissimulée **sous** le tapis, car elle obligerait les marxistes et les anarchistes à remettre en cause certains des écrits de leurs pères fondateurs et surtout à reconnaître les limites de leur pensée.

*** PROUDHON**

– *«Le Juif est par tempérament anti-producteur, ni agriculteur, ni industriel, pas même vraiment commerçant. C'est un entremetteur, toujours frauduleux et parasite, qui opère, en affaires, comme en philosophie, par la fabrication, la contrefaçon, le maquignonnage. Il ne sait que la hausse et la baisse, les risques de transport, les incertitudes de la récolte, les hasards de l'offre et la demande. Sa politique en économie est toute négative, c'est le mauvais principe. Satan, Ahriman, incarné dans la race de Sem.»* (Césarisme et Christianisme, 1860).

Dans les Carnets de Proudhon, le 26 décembre 1847, on trouve cet autre passage exterminationniste: *«Race qui envenime tout, en se fourrant partout, sans jamais se fondre avec aucun peuple. Demander son expulsion de France, à l'exception des individus mariés avec des Françaises ; abolir les synagogues, ne les admettre à aucun emploi, poursuivre enfin l'abolition de ce culte. Ce n'est pas pour rien que les chrétiens les ont appelés déicides. Le juif est l'ennemi du genre humain. Il faut renvoyer cette race en Asie ou l'exterminer. [...] Par le fer, ou par la fusion, ou par l'expulsion, il faut que le juif disparaisse. Tolérer les vieillards qui n'engendrent plus. [...] Ce que les peuples du Moyen Age haïssaient d'instinct, je le hais avec réflexion et irrévocablement. La haine du juif [...] doit être le premier article de notre foi politique (...)».*

*** MARX**

«Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. (...) Une organisation de la société qui supprimerait les conditions préalables du trafic, et donc la possibilité du trafic, aurait rendu

le Juif impossible. (...) Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial actuel et général, qui a été porté jusqu'à son niveau présent par l'évolution historique, à laquelle les Juifs ont collaboré avec zèle sous ce rapport détestable (...). Par lui et sans lui [le Juif], l'argent est devenu une puissance mondiale et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés, dans la mesure où les chrétiens sont devenus des Juifs. (...) L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant lequel aucun autre dieu n'a le droit de subsister. Le judaïsme atteint son apogée avec l'achèvement de la société bourgeoise. (...) L'essence véritable du Juif s'est réalisée et sécularisée universellement dans la société bourgeoise (...)», «La question juive», 1844.

Je vous épargne la correspondance privée de Marx qui abonde en propos tels que : «le petit Juif», «le Youpin», le «Juif de bourse», «le Juif Süss d'Egypte», «ce négro-juif de Lassalle», etc.

*** BAKOUNINE**

«Les Juifs constituent aujourd'hui en Allemagne une véritable puissance [...]. Inquiets, nerveux, curieux, indiscrets, bavards, remuants, intrigants, exploitants, comme le sont les Juifs partout, agents de commerce, politiciens, journalistes, courtiers en littérature en un mot, en même temps que courtiers de finance, ils se sont emparés de toute la presse de l'Allemagne, à commencer par les journaux monarchistes les plus absolutistes et, depuis longtemps ils règnent dans le monde de l'argent et des grandes spéculations financières et commerciales. [...] Tout ce monde juif qui forme une seule secte exploitante, une sorte de peuple-sangsue, un parasite collectif dévorant et organisé en lui-même, non seulement à travers les frontières des États, mais à travers même toutes les différences d'opinions politiques [...]». Michel Bakounine, «Lettres aux internationaux de Bologne, 1872».

Face à ces prétendus «dérapages» marxistes et anarchistes avancent de piètres arguments :

– Si l'on retire les citations antisémites de l'œuvre de ces trois penseurs, ou d'autres, il reste un édifice conséquent, **donc** il n'y a pas de lien automatique entre antisémitisme et anticapitalisme¹ ; ou variante trotskiste : certes, il y a des réflexions antisémites dans la correspondance de Marx mais on en trouve aussi chez le dreyfusard Durkheim, Hannah Arendt et Isaiah Berlin, donc circulez il n'y a rien à voir² ;

– Ils avaient des **amis juifs**³ (!!) **donc** ils n'étaient pas antisémites (on remarquera qu'il s'agit là de l'excuse type des racistes) ;

– Beaucoup d'anarchistes et de marxistes étaient ou sont juifs (!) **donc** les idées marxistes et anarchistes n'ont aucun lien avec l'antisémitisme⁴ ;

– Marx s'est montré toute sa vie antisémite dans sa correspondance⁴, mais Bakounine seulement à partir du moment où Marx l'a attaqué **de façon injuste**¹ (!?) ;

¹ Ce type de justification peut s'appliquer au sein même d'une œuvre ; ainsi certains marxistes expliquent que, certes, les stéréotypes antisémites abondent dans la seconde partie de *La question juive* de Marx, mais que la première partie, elle, serait inattaquable puisque Marx y défend l'égalité des citoyens juifs avec tous les autres citoyens et l'abolition de toutes les discriminations qui les visent.

² On trouvera ce raisonnement et bien d'autres dans l'édition de *La Question juive* aux éditions La Fabrique pour laquelle Daniel Bensaïd a écrit une préface et une postface apologétiques.

³ «Comme Marx et Engels rabaissant les Hongrois et les Slaves, Bakounine divisait les peuples à partir de préjugés culturels sur de prétendus instincts révolutionnaires. L'aveuglement poussa Bakounine à un antisémitisme vulgaire de réduction des marxistes à un conglomerat majoritairement allemand et juif. Néanmoins, Bakounine avait des proches juifs russes.» (Note de Fondation Pierre Besnard au bas d'un texte de Bakounine «Le principe de commandement et ses effets»)...

⁴ «L'antisémitisme de Bakounine est un phénomène tardif dont les causes peuvent être expliquées sinon excusées, et qui a été condamné par son entourage. En revanche, chez Marx il est un phénomène permanent (...).» (Note de René Berthier dans *Bakounine avant l'anarchiste*)

– Marx, Proudhon et Bakounine étaient certes très hostiles à la religion juive, au contenu idéologique de cette religion, mais ils **ne détestaient pas les Juifs en tant qu’individus** ou en tant que peuple ;

– de toute façon, les écrits les plus graves de Proudhon dans ses «*Carnets*» n’ont été rendus publics **qu’après sa mort**, donc cela n’a pas eu d’influence sur le mouvement anarchiste (affirmation inexacte puisque *Césarisme et christianisme* a été publié de son vivant).

– dénoncer «l’affinité élective» entre les Juifs et l’argent était au XIX^e siècle une «banalité littéraire» (Roman Rosdolsky cité par le trotskiste Daniel Bensaïd) !

– il est anachronique de parler d’antisémitisme pour des écrits publiés avant l’invention du mot lui-même : or, les antisémites des années 1870, même les athées comme Marr, puisèrent généreusement dans les stéréotypes chrétiens apparus bien avant la naissance du mot. De plus, la haine des Juifs avait un contenu social depuis des siècles ;

– même si certaines formulations sont «malheureuses, quand Marx, Proudhon ou Bakounine les ont prononcées le marxisme et l’anarchisme n’avaient pas encore leur pleine maturité et les mouvements anarchistes et marxistes étaient balbutiants ;

– **le judéocide n’avait pas encore eu lieu**, quand ces textes sont parus, donc appeler à la «disparition» des Juifs n’avait pas du tout le même sens au XIX^e siècle qu’aujourd’hui.

¹ «*Les dérives antisémites de Bakounine feront l’objet d’un travail particulier. Jusqu’en 1868-1869 elles sont absentes de son œuvre. Il conviendra donc de déterminer les circonstances qui ont provoqué l’apparition de propos antisémites. L’antisémitisme de Bakounine est directement lié aux campagnes de calomnies dont il a été l’objet après le congrès de Bâle de l’AIT en 1869 (...). L’argumentaire antisémite de Bakounine est d’une absence totale d’originalité mais reste cependant fidèle à son explication culturelle et linguistique des caractères propres à chaque peuple : l’oppression subie par les Juifs a façonné leur histoire et modelé leurs comportements collectifs. Les juifs constituent une “formidable puissance”, dit Bakounine : argument usuel de l’antisémitisme. (...)*» Note de René Berthier incluse dans *Bakounine avant l’anarchiste 1836-1842*. On retrouve une réflexion identique du même auteur dans une autre note du même texte : «*Les propos antisémites de Bakounine apparaîtront beaucoup plus tard et seront liés aux calomnies de Marx et de son entourage, et en particulier de Moses Hess, calomnies que Bakounine attribuera aux “ Juifs allemands”.*» (<http://libertaire.free.fr/RBerthier40.html>)

Je vous laisse estimer la validité – ou plutôt la vacuité abyssale – de ces arguments présentés à la fin du XX^e siècle alors que désormais nous avons le recul historique suffisant pour comprendre la portée létale de certains raisonnements.

Ce qui m'intéresse, et ce sur quoi il me semble important de réfléchir, c'est plutôt le fait de savoir si on peut lire encore le même genre de considérations antijuives dans les articles de militants d'extrême gauche ou anarchistes aujourd'hui. Si c'est le cas, il ne s'agit plus alors d'avoir une aimable discussion académique sur la signification exacte de textes écrits il y a cent cinquante ans, mais plus utilement de nous interroger sur une prédisposition récurrente chez les militants de gauche, d'extrême gauche ou anarchistes à prendre les Juifs comme boucs émissaires de leurs frustrations personnelles, sociales et politiques. En effet, si je reprends les arguments que je viens de citer en défense des pères fondateurs du marxisme et de l'anarchisme :

- considérer que le fait d'avoir des amis juifs ou des camarades juifs vaccine contre l'antisémitisme ;
 - affirmer qu'être juif empêche toute complicité active ou passive avec l'antisémitisme ;
 - penser qu'une parole antisémite privée est moins grave qu'une parole publique ;
 - considérer qu'on est moins antisémite que les militants de l'organisation d'à côté et donc moins sujet à la critique ;
 - croire que la critique de la religion juive donne le droit de lancer n'importe quelle affirmation raciste contre les juifs ;
 - prétendre que l'antisémitisme est seulement temporaire, éphémère, chez un individu ou uniquement le produit d'une réaction exagérée face à une injustice subie,
- toutes ces «excuses» sont fréquentes aujourd'hui face à des comportements ou des écrits antisémites chez des militants d'extrême gauche ou libertaires.

Par contre, dans ces mêmes milieux, elles ne sont jamais avancées publiquement pour expliquer/excuser des attitudes ou des écrits homophobes, sexistes ou antimusulmans... Force m'est de constater qu'aujourd'hui ce ne sont pas les analyses subtiles d'Elisée Reclus¹, les positions les plus intelligentes de Marx, Proudhon et Bakounine qui influencent les militants marxistes et anarchistes quand ils se penchent sur la «question juive» et a fortiori sur le sionisme, mais les préjugés réactionnaires de leurs pères fondateurs... Deux poids, deux mesures ?

¹ On lira à ce propos *Géographie et Anarchie* de Philippe Pelletier, Editions libertaires, 2013, notamment les pages 407 à 436.

Antisémitisme à gauche (Michel Dreyfus) et antisémitisme de la gauche (P.A. Taguieff) : pistes utiles mais explications très insuffisantes

Je voudrais maintenant aborder les écrits de deux intellectuels qui se sont penchés sur l'antisémitisme «à gauche» (Michel Dreyfus) et l'antisémitisme «de la gauche» (Pierre-André Taguieff).

La démarche de Michel Dreyfus, louable dans ses intentions initiales, est décevante dans ses résultats concrets : en effet, tout en citant un nombre impressionnant de propos antisémites tenus par des penseurs marxistes et anarchistes depuis le XIX^e siècle, en nous livrant donc une compilation très utile de citations, son interprétation est contestable, parce qu'il se contente d'une analyse de la psychologie individuelle des grands noms du socialisme, du «communisme» et de l'anarchisme. Il blanchit les sociaux-démocrates et les staliniens et accable quelques groupuscules ou personnalités anarchistes, syndicalistes révolutionnaires ou ultragauches n'ayant joué aucun rôle significatif dans l'histoire du mouvement ouvrier. Et surtout il se refuse à analyser les causes théoriques de l'antisémitisme dans la gauche et l'extrême gauche.

Pour illustrer ma critique du livre de Michel Dreyfus, je vais citer quelques passages d'articles écrits par Jaurès avant l'Affaire Dreyfus, puisque ce dirigeant socialiste est toujours présenté comme LE socialiste courageux face à la vague d'antisémitisme qui déferla sur la France à la fin du XIX^e siècle.

Je vous rappelle que le capitaine Dreyfus fut condamné en **1894** mais que sa condamnation ne commença à soulever de l'indignation qu'à partir de **1898** et de la publication du «*J'accuse*» de Zola.

Voici donc quelques citations de Jaurès. Certes il avait des «amis juifs» (déjà l'argument est inusable) et se moquait publiquement de l'antisémite Drumont, **mais** il entretenait aussi une relation amicale avec l'antisémite militant Maurice Barrès...¹ :

– *«Ils votent en bloc comme juifs, et ils votent pour les candidats opportunistes d'abord parce que l'opportunisme a développé la puissance*

¹ On les retrouvera en partie dans un article du site Jaures.info de Gilles Candar sur «Jaurès et l'antisémitisme» http://www.jaures.info/dossiers/dossiers.php?val=23_jaures+lantisemitisme

de la finance et qu'il est ainsi, si l'on peut dire, la forme politique de l'esprit juif; ensuite parce que c'est lui, depuis quinze ans, qui est le maître de la République et que les juifs algériens peuvent ainsi recevoir de lui les innombrables faveurs gouvernementales et administratives». (Jean Jaurès, éditorial politique de «La Dépêche, journal de la démocratie», mercredi 1^{er} mai 1895, n° 9751, «La question juive en Algérie»).

– *«Dans les villes, ce qui exaspère le gros de la population française contre les Juifs, c'est que, par l'usure, par l'infatigable activité commerciale et par l'abus des influences politiques, ils accaparent peu à peu la fortune, le commerce, les emplois lucratifs, les fonctions administratives, la puissance publique»* (Idem).

– *«Ceux-ci [les Juifs], il est vrai, étaient puissants avant la conquête française ; les créanciers le sont toujours et ils ont choisi dans le monde le rôle de créanciers ; mais leur puissance ne s'étalait pas, et elle rencontrait certaines barrières. Aujourd'hui, elle s'affirme presque insolemment, et elle est servie par le pouvoir politique qui, jadis, la réprimait»* (Idem).

– *«Nous savons bien que la race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas par la fièvre du prophétisme, nous savons bien qu'elle manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corruption et d'extorsion».* (Jean Jaurès, dans un discours à Londres, en juin 1898). Mais il ajoute : *«Mais nous disons, nous : ce n'est pas la race qu'il faut briser, c'est le mécanisme dont elle se sert, et dont se servent les exploiters chrétiens (...) car enfin dans la juiverie comme dans la chrétienterie, il y a les grands et les petits.»*

Ne serait-ce que ces quelques citations auraient dû conduire Michel Dreyfus à aller beaucoup plus loin dans sa critique de ce qu'il appelle l'antisémitisme A gauche et qui est en fait **l'antisémitisme DE gauche**.

Venons-en maintenant à P.A. Taguieff.

Ce sociologue et politologue a commencé sa carrière en effectuant un travail utile sur l'évolution des idéologies racistes, notamment en soulignant l'évolution de la «pensée» fasciste sous l'impulsion de la Nouvelle Droite. Il a mis en évidence (notamment dans *La Force du préjugé*, La découverte, 1988) le passage d'un racisme pseudo-scientifique, biologisant, à un racisme culturel, différentialiste. Malheureusement, il s'est mis à détester la gauche, l'extrême gauche et tous ceux qui critiquaient l'Etat d'Israël. Ce biais irrationnel a affecté et affecte encore ses recherches, puisqu'il multiplie les remarques polémiques dans ses livres au point qu'on a beaucoup de mal à démêler ce qui relève du pamphlet et ce qui relève d'une réflexion théorique méthodique et dépassionnée.

Il faut noter aussi que Taguieff puise constamment des citations dans un site américano-israélien anglophone, MEMRI, l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient (il en existe aussi une version française : memri.fr). Ce site

effectue un travail colossal de traduction de textes et de vidéos originellement en arabe, en urdu, en farsi, etc. Ce site et l'association qui la finance sont dirigés par un ancien haut cadre du FBI, Oliver Revell. Celui-ci ne cache pas qu'il a créé son organisation en accord avec les services secrets israéliens¹ et son site web annonce lui aussi franchement la couleur². Il n'y a donc pas le moindre «complot sioniste» à découvrir ici puisqu'il s'agit d'une officine officielle de propagande et de guerre psychologique. Mais un chercheur sérieux ne peut que se montrer sceptique vis-à-vis des informations diffusées par une telle association, si elles ne sont pas corroborées par d'autres sources fiables.

Or, les citations antisémites les plus ignobles qu'utilise Taguieff pour expliquer que le monde musulman est gangrené par l'antisémitisme proviennent toutes du site MEMRI. Il prend pour argent comptant un site géré par des individus qui se situent à la droite ou à l'extrême droite du Likoud ! Ce n'est pas vraiment un choix «scientifique» très judicieux ou qui inspire la confiance...

En dehors de l'utilisation par Taguieff de sources israéliennes et américaines suspectes, ou en tout cas très biaisées dans leur présentation, ses raisonnements eux-mêmes posent un problème plus grave.

Taguieff prête à tous les anarchistes, trotskistes, altermondialistes ou gauchistes des **intentions** maléfiques et conspirationnistes. Un tel parti-pris l'empêche et empêche ses lecteurs de comprendre vraiment l'antisémitisme de gauche. En effet, pour lui, tous les anarchistes, les militants d'extrême gauche et les altermondialistes

- haïssent la démocratie au nom d'utopies totalitaires qu'ils voudraient imposer par la force à l'humanité ;
- détestent l'Occident et tous ses acquis intellectuels, quels qu'ils soient ;
- sont prêts à s'allier au Hamas ;
- ont la «culture de l'excuse» (donc ils considèrent avec bienveillance les délinquants, les criminels et les terroristes) tout comme «les

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=Q61R3cDhLNQ> Dans cette interview d'Oliver «Buck» Revell, celui-ci explique comment, après avoir rencontré des responsables des services secrets israéliens et Netanyahou, il eut l'idée de créer sa société et son site.

² «*Le bureau des conseillers et des directeurs du MEMRI inclue un groupe de personnalités qui se sont distinguées au gouvernement, dans les médias, l'administration de la justice et l'université. Il compte des anciens premiers ministres, des ministres de la Justice, des procureurs, des experts en contre-terrorisme, d'anciens hauts fonctionnaires américains tels qu'un directeur de la CIA, un ministre de la Marine, un directeur des opérations du FBI, des ambassadeurs, etc.*». Que du beau linge !

sociologues, journalistes, enseignants, travailleurs sociaux, magistrats engagées à l'extrême gauche» (on se demande, dans ce cas, pourquoi la population pénitentiaire augmente sans cesse),

– veulent saper la nation française, comme toutes les nations européennes, raison pour laquelle le nationalisme israélien serait leur ennemi.

Ce dernier argument, qui revient de façon lancinante dans ses livres, est particulièrement absurde : en effet, les gauchistes et les altermondialistes soutiennent la plupart des mouvements ou des régimes nationalistes de gauche sur cette planète. Ce ne sont pas du tout des antinationalistes par principe, même en France, puisqu'ils se réclament de la Résistance stalino-gaulliste...

Cet argument stupide est matraqué dans tous les écrits d'universitaires de droite, pro-américains, ou pro-israéliens et dans d'innombrables articles de journalistes et de leaders d'opinion hostiles à tout changement de l'ordre social. Pour ces chiens de garde du capitalisme, un trotskiste ou un anarchiste est forcément un partisan du totalitarisme et appartient à une cinquième colonne qui veut saper la nation¹.

On voit que le parti-pris idéologique grossier de Taguieff l'a amené très loin de ses positions antiracistes républicaines de gauche initiales.

En lisant ses livres on découvre aussi qu'un certain nombre de ses arguments sont très proches des critiques que l'extrême droite et la droite adressent à l'extrême gauche ou aux anarchistes...

Ces passerelles idéologiques peuvent nous aider à comprendre certains points communs qui se dégagent entre ces courants «contre-révolutionnaires», au sens précis du terme. On peut déceler au moins trois points de convergence importants :

– la défense inconditionnelle des Etats en général – et plus particulièrement des politiques des gouvernements israéliens ;

¹ Cf. ces réflexions extraites d'un article de Shmuel Trigano («Le poids de l'idéologie ambiante» in *Qu'est-ce qu'un acte antisémite ?*, Pardès, 2014): la «*finalité principale*» du postmodernisme «*est la déconstruction du sujet occidental dont la nation est la forme la plus significative*». Pour Trigano, Israël serait devenu «*l'expression la plus forte et la plus avancée*» de la nation et «*la plus diabolique*» parce qu'elle est «*située au cœur du monde arabe, hors des terres occidentales*». Dans le même ouvrage, Bat Yeor, la «théoricienne» de l'Eurabia (une sorte de «Grand Remplacement», comme le fantasme le fasciste Renaud Camus) pousse ce type de «raisonnement» délirant encore plus loin en expliquant que la Communauté puis l'Union européennes auraient favorisé «l'immigration portes ouvertes» (!) et la «destruction de l'Etat-nation, de ses garde-fous et institutions démocratiques».

– l’hostilité aux travailleurs immigrés étrangers et à leurs descendants français sous un prétexte religieux ;

– l’hostilité à l’immigration qui saperait les fondements mêmes des nations (c’est ainsi que Taguieff va jusqu’à écrire que le «*jeune issu de l’immigration peut dès lors s’accorder un droit particulier à l’insulte et à l’agression, mais aussi à l’émeute, à l’insurrection, au vandalisme, à la délinquance*¹». Et c’est le même Taguieff qui a écrit un livre intitulé *Prêcheurs de haine* !).

Après avoir précisé pourquoi je ne partage ni les analyses ni les présupposés de Dreyfus et Taguieff, je vais essayer d’expliquer quelle est la fonction politique de l’antisémitisme de gauche et pourquoi il peut apporter des satisfactions, des «récompenses émotionnelles», symboliques, aux militants qui le propagent.

¹ *Une France antijuive ?*, CNRS Editions, 2015.

Fonctions politiques de l'antisémitisme de gauche

La difficulté et l'originalité de l'antisémitisme de gauche, surtout depuis 1945, est qu'il ne s'assume pas du tout comme tel, bien au contraire. Il se présente comme antiraciste et comme le meilleur défenseur des droits de l'homme¹. Le philosophe Vladimir Jankélévitch le disait déjà dès 1957, sous une forme provocatrice : *«L'antisionisme est un incroyable aubaine, car il nous donne la permission – et même le droit, et même le devoir – d'être antisémite au nom de la démocratie. (...) Et si les juifs étaient eux-mêmes des nazis ce serait encore mieux².»*

L'antisémite de gauche aujourd'hui pourrait parfaitement reprendre à son compte la définition du mouvement BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions, qui se présente comme un *«mouvement antiraciste, éthique et citoyen, qui milite pour le respect du droit international et des droits humains»*. Et son chantage est le suivant : *«Soit vous êtes antiraciste et contre Israël, soit vous êtes raciste, colonisateur, pro-américain, etc.»*

Depuis le judéocide en effet, il est difficile de s'affirmer publiquement de gauche, d'extrême gauche ou anarchiste ET de tenir des propos ouvertement antisémites.

Cette situation n'est due ni

- à une imaginaire «dictature du politiquement correct»,
- ni à de prétendues «lois liberticides» qui empêcheraient les historiens de travailler sereinement sur le judéocide,
- ni à de prétendues «lois mémorielles» qui étoufferaient la liberté d'expression de comiques soi-disant «provocateurs»,
- ni bien sûr à une mythique «industrie de l'Holocauste» ou «religion de l'Holocauste»,
- ni à des manipulations de l'opinion par de prétendues «officines sionistes»...

Vous aurez sans doute remarqué que toutes les expressions que je viens d'employer sont propagées par l'extrême droite et l'extrême gauche, ce qui

¹ Ce constat est expliqué en détail dans le dernier livre de P.A. Taguieff : *Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe*, CNRS Editions, 2015 mais également par de nombreux autres auteurs anglo-saxons depuis plusieurs années. On se reportera par exemple aux sites <http://fathomjournal.org/> ou <https://engageonline.wordpress.com/> mais il en existe bien d'autres... en anglais.

² <https://citibile.wordpress.com/2007/07/31/vladimir-yankelevitch-limpresctibptible/>

devrait quand même poser un problème à ceux qui se prétendent révolutionnaires, anticapitalistes, anti-impérialistes, etc.

L'explication me semble plus simple et plus prosaïque : après l'assassinat de six millions de Juifs au nom d'une idéologie exterminationniste antijuive, il est devenu impossible de se dire publiquement antisémite tout simplement parce que l'on ne peut plus nier que les mots et les discours racistes contre les Juifs ont conduit à un génocide mené avec tous les moyens techniques du capitalisme industriel...

Plusieurs éléments conscients, inconscients ou semi-conscients peuvent expliquer l'antisémitisme de gauche.

Le premier élément est constitué par les trous noirs dans la critique théorique du capitalisme, l'analyse des religions et des questions nationales par les marxistes et les anarchistes.

Le second élément est ce qu'Eve Garrard appelle «les plaisirs de l'antisémitisme».

Le troisième élément repose sur les façons dont l'antisémitisme peut renforcer l'identité de classe et l'identité nationale des prolétaires.

A) FAIBLESSES THEORIQUES DE LA CRITIQUE DU CAPITALISME, DE L'ANALYSE DES RELIGIONS ET DES QUESTIONS NATIONALES

Ces faiblesses ont permis et permettent encore des glissement insensibles, inconscients souvent, de l'anticapitalisme, ou de la critique des religions à l'antisémitisme

– **La première faiblesse consiste à cibler systématiquement des bourgeois ou des capitalistes juifs** (les Rothschild, plus récemment Fabius, DSK, Madoff ou Moscovici¹) ou des idéologues réactionnaires juifs (BHL, Finkielkraut, Glucksmann, Attali) et à croire que ces attaques systématiques, véritablement obsessionnelles, contre des individus juifs pourraient nourrir une critique efficace du système capitaliste sans déclencher en même temps les ressorts conscients ou inconscients de l'antisémitisme.

Une telle attitude traduit une incapacité à expliquer et dénoncer les rapports sociaux capitalistes sans faire appel à une personnalisation outrancière de l'ennemi de classe. Ce problème concerne d'ailleurs **toutes les dénonciations personnelles outrancières voire paranoïaques** des exploités, quelles que soient leurs origines nationales ou religieuses. On peut aussi suggérer que cette attitude relève plus prosaïquement de la

¹ Dénoncé par Mélenchon comme «quelqu'un qui ne pense plus en français (...) qui pense dans la langue de la finance internationale».

paresse intellectuelle des militants et surtout de leurs dirigeants ou de leurs penseurs de référence.

– La deuxième faiblesse consiste à cibler systématiquement des banquiers, des spéculateurs ou des financiers, juifs ou pas d’ailleurs, mais on remarquera quand même que les militants d’extrême gauche et anarchistes actuels ne font guère attention lorsqu’ils choisissent leurs cibles.

Ce ciblage systématique de «la finance», des marchés financiers, de la Bourse, trahit là aussi une compréhension très partielle, limitée, de ce qu’est vraiment le système capitaliste. Il est facile, et dangereux, de réduire la nocivité du capitalisme à la cupidité de quelques individus ou à la cupidité des seuls actionnaires ou des seuls «marchés financiers». Cette attitude conduit inéluctablement à opposer un méchant capitalisme financier, improductif, parasitaire, à un gentil capitalisme industriel, productif, et de préférence national. Une telle idéologie est très répandue dans les milieux altermondialistes, dans les syndicats mais aussi à l’extrême gauche¹.

La troisième faiblesse théorique est la difficulté des marxistes et des anarchistes à analyser efficacement les questions nationales, religieuses et ethniques.

Pour ce qui concerne l’analyse du judaïsme, l’étude de la composition sociale différenciée des communautés juives à travers l’histoire, les positions du Bund sur l’autonomie nationale et culturelle, l’analyse des différentes tendances du «sionisme», bref tous les débats qui se sont déroulés au sein de l’intelligentsia juive et du mouvement ouvrier juif au XIX^e et au XX^e siècle, et ce avant le judéocide et avant la création de l’Etat d’Israël, les militants et les théoriciens anarchistes et marxistes ont peu participé, du moins de façon productive, à ces débats, et surtout ils ont presque toujours nié l’existence d’une question nationale juive.

Jusqu’à la révolution russe de 1917 et même jusqu’à la Révolution espagnole de 1936, on peut comprendre que marxistes et anarchistes européens et américains se soient surtout préoccupés de faire la révolution socialiste dans les principales métropoles impérialistes et aient jugé que les questions posées par les minorités nationales étaient secondaires par rapport à la suppression du capitalisme qu’ils pensaient être moribond. On

¹ Cette tradition remonte à loin puisque comme le remarque l’historien Pierre Nora dans l’hebdomadaire *Le un* n° 58 du mercredi 27 mai 2015 «(...) *Guy Moquet, qui a bien été fusillé en 1941 à Châteaubriant, mais dont on sait tout de même que, lors de son arrestation, il portait des tracts expliquant que de Gaulle était le fruit de la “City judaïsante de Londres”*».

notera quand même que, dans toute l'Europe centrale, ces questions étaient fondamentales et qu'avec la création de l'URSS elles ont pris une ampleur encore plus grande. Dans un tel cadre, l'antisémitisme et le sionisme (comme réponse à l'antisémitisme européen) ont pu apparaître comme des questions secondaires, même si l'on peut trouver quelques textes prémonitoires dans les années 30 de Léon Trotsky ou d'Emma Goldman¹.

Mais, depuis la naissance de l'Etat d'Israël, la réflexion sur ces questions n'a pas avancé dans les milieux anarchistes et marxistes, au contraire, elle a plutôt reculé. Il est comique par exemple de voir des organisations comme l'Organisation communiste libertaire, le NPA, l'UJFP ou d'autres antisionistes se réclamer de l'héritage du Bund tout en ignorant totalement, ou en passant sous silence, les positions théoriques et politiques de cette organisation ouvrière juive implantée en Russie et en Pologne et dont les effectifs avant la révolution russe dépassaient ceux du Parti bolchevik ! En effet, le Bund était certes hostile à la création d'un Etat juif en Palestine et au sionisme mais c'était surtout un farouche partisan d'une «autonomie nationale et culturelle» pour les Juifs d'Europe de l'Est.... Or, pour qui sait lire, dans «autonomie nationale et culturelle» il y a quand même le mot «nationale» il me semble...

Cette négation totale de l'existence d'un peuple juif, ou d'une question nationale juive en Europe, repose sur l'ignorance de l'histoire des Juifs : cette méconnaissance on la retrouve aussi bien chez les théoriciens marxistes du XIX^e et du début du XX^e siècle (de Marx à Trotsky en passant par Kautsky qui a pourtant écrit un livre sur la question juive²) que chez des théoriciens anarchistes comme Proudhon et Bakounine. Philippe Pelletier dans son livre, *Géographie et anarchie*, explique que Reclus a eu des analyses plus subtiles mais j'ai quelques doutes sur l'influence de ses analyses sur les militants anarchistes de base...

Au XX^e siècle, surtout après le judéocide et avec l'essor des mouvements de libération nationale, puis du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis, l'antiracisme est devenu une valeur très importante à gauche et à l'extrême gauche dans les années 60. Malheureusement, l'argumentaire concernant l'antisémitisme est resté simpliste. On retrouve encore aujourd'hui, dans des publications anarchistes ou marxistes, des articles expliquant que tous les Juifs pendant des siècles étaient commerçants, usuriers ou intermédiaires du commerce, à cause des interdictions de l'Eglise et que ces interdictions expliqueraient les discriminations, persécutions et pogromes dont les Juifs étaient victimes.

¹ Cf. *Question juive et antisémitisme, sionisme et antisionisme*, compilé de NPNF, 2008.

² En allemand *Rasse und Judentum* («Race et judéité»), en anglais «Les Juifs sont-ils une race ?» disponible sur marxists.org.

Ni la presse militante, ni la plupart des intellectuels de gauche ne s'intéressent à la stratification sociale des communautés juives au Moyen Age ou même plus tard au XIX^e et au XX^e siècles. Pourtant les Juifs étaient et sont toujours membres de toutes les classes sociales y compris la classe ouvrière.

On voit même aujourd'hui des Juifs antisionistes expliquer que les Juifs ne feraient plus partie des dominés, rejoignant ainsi les clichés antisémites les plus stupides : «*Les Juifs européens d'aujourd'hui ne sont plus des parias ou des dominés (...) L'antisémitisme n'a bien sûr pas disparu, mais il n'est plus l'instrument des dominants pour écraser les dominés.*»¹. S'il n'y a plus de dominés juifs c'est donc que tous les Juifs seraient devenus des dominants ou bien des complices des dominants ? C'est effectivement ce que pensent Mme Houria Bouteldja et le Parti des Indigènes de la République².

Il ne faut donc pas s'étonner que les préjugés sociaux antisémites fleurissent face à une ignorance aussi générale, à un désintérêt aussi manifeste pour l'histoire des Juifs ou aux calculs politiques cyniques de ceux qui sont montés en marche dans le train des Identitaires de gauche (le Parti des Indigènes de la République), comme l'UJFP et Pierre Stambul cité ci-dessus.

Pour ce qui concerne le contenu précis et le rôle des religions (qu'il s'agisse du judaïsme ou de l'islam d'ailleurs) on décèle chez les anarchistes comme chez les marxistes les mêmes défauts surtout :

1) **une ignorance du contenu concret des religions** : c'est ainsi que l'on trouve dans presque tous les écrits antisionistes actuels :

– l'idée absurde selon laquelle la notion biblique de «peuple élu» serait une notion élitiste (réflexion qui rappelle la remarque du catholique maurassien Charles de Gaulle sur les Juifs, «peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur»);

– alors qu'une branche, mais pas toutes, du judaïsme reconnaît comme juifs seulement celles et ceux dont la mère est juive, ce fait est présenté comme la «preuve» que la religion juive serait «raciste» au sens nazi (!?) du terme ;

– les massacres racontés dans la Bible «prouveraient» que les Juifs auraient le génocide dans le sang³, etc.

¹ Pierre Stambul, «Israël contre les juifs» <http://www.ujfp.org/spip.php?article3885>

² Cf. «Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la République réussissent leur examen d'entrée dans l'extrême droite gauloise», *NPNF* n° 50-51, juin 2015.

³ On peut lire, entre autres, de tels propos criminels dans *Le Monde libertaire*, organe de la Fédération anarchiste, sous la plume de Jacques

Bref les clichés les plus énormes de l'antisémitisme chrétien perdurent dans la propagande dite «antisioniste».

2) **un matérialisme grossier** : aussi bien chez les marxistes que chez certains anarchistes, on retrouve l'idée que les religions se réduiraient au pouvoir des appareils religieux. Il suffirait de s'attaquer à la base matérielle des religions pour que celles-ci n'aient plus un rôle nocif voire disparaissent. C'est d'ailleurs l'illusion qu'ont eue les bolcheviks en s'attaquant à l'Eglise orthodoxe, au judaïsme et à l'islam... avec le succès qu'on connaît. Lorsque les antisionistes présentent «l'Etat hébreu¹» comme une sorte de monstre, qui combinerait en quelque sorte les caractéristiques militaires, religieuses et géopolitiques d'un Pentagone et d'un Vatican pour les Juifs (tout en affirmant qu'il n'existe aucun lien rationnel, matériel et justifié entre les Juifs disséminés dans le monde et Israël !), on peut se demander s'ils ne sont pas persuadés que supprimer l'Etat d'Israël mettrait fin à l'emprise culturelle et religieuse du judaïsme...

3) **et une adhésion naïve au rationalisme des Lumières** : l'idée que si les gens croient en Yahweh, Jésus ou Allah, c'est parce qu'ils sont mal informés et ne disposent pas de connaissances scientifiques et historiques suffisantes. C'est ainsi que l'on trouve souvent des critiques

Langlois dont plusieurs livres ont paru aux Editions libertaires, maison d'édition dans laquelle publient de nombreux militants ou proches de la Fédération anarchiste publient leurs ouvrages. Cf. «Quand *Le Monde libertaire* ouvre ses colonnes à la rhétorique antisémite» (NPNF n° 46/47, octobre 2014).

Ces propos de Jacques Langlois d'ailleurs sont tout à fait conformes aux résultats effarants d'un sondage réalisé en 2011 par l'université de Bielefeld dans sept pays d'Europe, sondage selon lequel 38% des Italiens, 39% des Néerlandais, entre 40 à 50% des Hongrois, des Allemands et des Portugais, et 63% des Polonais pensent qu'Israël mène une «guerre d'extermination des Palestiniens». En 2012, une étude du Centre d'études de l'Holocauste et des minorités religieuses «*montra que 38% des Norvégiens étaient d'accord avec l'idée selon laquelle Israël se comporte envers les Palestiniens de la même manière que les nazis l'ont fait envers les Juifs*» (Manfred Gerstenfeld, «La perversité du nouvel antisémitisme» in *Qu'est-ce qu'un acte antisémite ?*, 2014, Pardès). La propagande antisioniste à tonalité antisémite est efficace...

¹ On remarquera que les antisionistes trouvent scandaleux qu'Israël se définisse comme un Etat juif (moi aussi d'ailleurs puisque je suis contre **tous** les Etats) mais considèrent normal que 57 Etats se définissent comme islamiques. Et ce sera certainement aussi le cas du 58^e, la Palestine.

particulièrement virulentes de l'obscurantisme juif, du machisme juif, du communautarisme juif, mais que les mêmes militants refusent d'avoir un regard critique sur l'islam... religion dont l'obscurantisme s'inspire pourtant de la religion hébraïque... jugée la plus bornée de toutes par les antisionistes !

B) A propos des «plaisirs de l'antisémitisme»

Un récent article de la philosophe Eve Garrard¹ m'a incité à reprendre les trois hypothèses qu'elle propose dans son texte pour voir si elles fonctionnent. Comme elle le souligne justement, les arguments antiracistes traditionnels sont toujours très rationnels et partent du point de vue implicite, voire explicite, que l'on pourrait lutter contre l'antisémitisme en s'appuyant sur des chiffres et des faits vérifiables, sur des preuves scientifiques.

J'ai déjà évoqué l'amateurisme (voire le je-m'en-foutisme) historique des antiracistes en ce qui concerne l'antisémitisme. Mais que faire si les antisémites se moquent joyeusement de toutes les discussions rationnelles ? Que faire, par exemple, s'ils prennent leur pied en colportant des informations fausses sur «les Juifs qui ne sont pas venus travailler dans les tours du World Trade Center le matin du 11 septembre» ? Comment analyser les «récompenses émotionnelles» que procurent aux antisémites les théories du complot, les comparaisons entre les Juifs et les nazis, ou l'affirmation selon laquelle les «Juifs n'ont vraiment rien appris de l'Holocauste» ? Que faire s'ils s'étonnent benoîtement, comme beaucoup d'antisionistes, que «les persécutés sont devenus des persécuteurs²» ?

A propos des leçons que «les Juifs» n'auraient pas su tirer de l'Holocauste Eve Gerrard remarque que *«l'Holocauste n'était évidemment pas un exercice éducatif (...) mais que, s'il y a bien des cancre dans ce domaine, ce serait plutôt ceux qui, encore une fois, souhaitent attirer*

¹ «The pleasures of antisemitism», paru dans la revue électronique *Fathom*, <http://fathomjournal.org/the-pleasures-of-antisemitism/>

² «Les Juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humiliés, persécutent les Palestiniens» (tribune de Daniele Sallenave, Edgar Morin et Samir Naïr intitulée «Israël-Palestine, le cancer», parue dans *Le Monde* du 4 juin 2002). Les auteurs, sincèrement antiracistes et hostiles à l'antisémitisme et tous trois habitués à peser le poids des mots, ne se rendent pas absolument compte de l'impact de leur comparaison. Ils se retrouvent ainsi en compagnie du sinistre abbé Pierre, le pote du négationniste Garaudy, qui déclara : «Je constate qu'après la constitution de leur Etat, les Juifs de victimes, sont devenus bourreaux.» (*La Vie*, 29 mars 1991).

l'attention et susciter l'hostilité contre les Juifs» en utilisant le prétexte de l'antisémitisme.

A ma connaissance, peu de spécialistes du racisme et de l'antisémitisme se sont posé la question des «récompenses émotionnelles» de l'antisémitisme, à part Gérard Noiriel dans son livre-bilan (*Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX-XX^e siècle). Discours publics, humiliations privées*, 2007 réédité en poche Pluriel) et plus récemment dans un petit ouvrage sur *Qu'est-ce que la nation ?* (Bayard, 2015) où il souligne la nécessité d'inventer de nouvelles formes de communication et de lutte antiracistes qui tiennent compte des émotions et des perceptions identitaires des dominés lorsqu'ils ont des préjugés racistes ou antisémites.

Selon Eve Garrard, l'antisémitisme repose sur trois piliers qui procurent du plaisir à ceux qui partagent ces préjugés, ces clichés, ces haines. Mais son hypothèse peut certainement s'appliquer aussi aux autres formes de racisme.

1. Le premier de ces piliers est la haine

C'est l'élément le plus évident. Le grand avantage de la haine est à la fois qu'elle offre une cible et des compères potentiels qui partagent avec l'antisémite la volonté de discriminer, frapper, expulser ou détruire l'objet de son ressentiment. Les antisémites éprouvent un grand plaisir à prendre les Juifs comme exutoire de leurs frustrations personnelles et sociales. Ils sont heureux de condamner les actes des «sionistes», se sentent ainsi supérieurs aux «Juifs» complices du «génocide des Palestiniens». Pour ceux qui auraient du mal à comprendre le côté jouissif de la haine, Garrard rappelle le harcèlement dans les cours de récréation ou dans les entreprises.

2. La fidélité à une tradition et sa défense.

Comme le note Garrard, cette dimension attire sans doute davantage les gens de droite que ceux de gauche, puisqu'il existe une très vieille tradition chrétienne antijuive dans la culture européenne et que la droite et l'extrême droite ont beaucoup utilisé l'arme de l'antisémitisme depuis le XIX^e siècle. Il n'y a qu'à regarder le catalogue de n'importe quel éditeur fasciste pour constater que les antisémites de droite ont un fonds littéraire impressionnant qui effectivement perpétue une longue tradition.

Mais ce réflexe de s'inscrire dans une tradition peut aussi jouer à gauche, non pas pour revendiquer officiellement ses sympathies pour l'antisémitisme de gauche, mais plutôt pour justifier tout ce que de grands penseurs révolutionnaires ont écrit, même s'il s'agit de stupidités ou d'analyses totalement erronées. Il est fascinant de voir à quel point les marxistes tentent de défendre à tout prix *La Question juive* de Marx ou *La conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon, par rigidité,

dogmatisme, volonté d'éviter de faire un seul pas de côté par rapport à leur tradition théorique et de faire l'économie de réfléchir.

Gerrard ajoute qu'aujourd'hui la défense des droits de l'homme est l'alibi favori des antisémites. On ne critique plus les Juifs pour des raisons ouvertement raciales ou religieuses mais parce qu'ils ne respectent pas les droits de l'homme en Israël. Et quand ils les respectent, ils sont aussi dénoncés: c'est ainsi que les Gay Pride en Israël sont considérées par les antisionistes comme du «*pink-washing*», c'est-à-dire d'utiliser la défense des droits des homosexuels pour cacher la colonisation¹.

Dernière dimension de la tradition antisémite (de gauche, celle-là) : l'assimilation du Juif aux riches (cf. l'anticapitalisme antisémite que l'on retrouve dans les citations de Jaurès ou Marx incluses dans ce texte) a été remplacée par l'assimilation du Juif au colon. Israël devient ainsi l'Etat le plus guerrier, le plus colonisateur, le plus raciste et le plus pro-impérialiste de la planète, ce qui permet de détester les Juifs puisqu'ils soutiennent cet Etat.

3. Le souci de la pureté politique.

Pour ce qui concerne l'extrême gauche et les anarchistes, nous savons à quel point les militants qui appartiennent à des groupes politiques minoritaires et/ou persécutés ont besoin de sentir qu'ils ont raison contre tous, de se sentir les seuls porteurs de la Vérité, d'être les porte-drapeaux de solutions qui vont sauver l'humanité de la Catastrophe Finale. Ce type de besoin psychologique ne prédispose pas vraiment à la nuance et est plutôt un catalyseur de passions.

Comme le note Garrard, ce souci de pureté politique est très présent à gauche. La comparaison systématique entre Israël et l'Afrique du Sud fait partie de ce répertoire nécessaire pour atteindre une image de soi immaculée. Les antisionistes se présentent comme les champions des Palestiniens, eux-mêmes présentés comme des victimes emblématiques. Et quand les antisionistes sont victimes de poursuites judiciaires (par exemple un dirigeant du NPA, pour avoir appelé à une manifestation interdite ; ou des militants de la campagne BDS pour être intervenus dans des supermarchés et avoir appelé au boycott de certains produits israéliens qui y sont distribués), alors non seulement les antisionistes sont **du côté des victimes** mais ils **deviennent eux-mêmes des victimes**. Un bonus intéressant qui permet, par la même occasion, à des antisémites de jouir d'une situation fort confortable en utilisant le prétexte de l'antisionisme :

¹ Cf. dans *NPNF* n° 50-51, juin 2015, p. 81, le commentaire à ce sujet dans l'article de Florent Schoumacher et Christian Beuvain : «Recodifier le féminisme à partir de la «race»? Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*».

Dieudonné, jouant les victimes après que deux de ses spectacles ont été interdits et ses escroqueries fiscales dévoilées, en offre un excellent exemple.

En ce qui concerne l'antisionisme et ses éventuels penchants antisémites, Israël est présenté par les antisionistes comme le principal fauteur de guerre de la planète. De là à penser que l'élimination définitive de «l'entité sioniste» résoudrait les problèmes du Proche et du Moyen-Orient et que l'éradication du prétendu «lobby juif» abattrait les Etats-Unis, puissance qui domine le monde et qui est présentée comme responsable de la plupart des maux de l'humanité, il n'y a que quelques pas à franchir...

C) IDENTITE DE CLASSE, IDENTITE NATIONALE ET ANTISEMITISME

De ce point de vue, c'est-à-dire du point de vue de l'utilité de l'antisémitisme, je vais essayer ici de reprendre l'analyse de Michèle Lamont dans *La dignité des travailleurs. Exclusion, race et immigration en France et aux Etats-Unis* (Presses de Sciences Po, 2002). Cette sociologue a réalisé en 2002 une étude comparée entre le racisme des ouvriers blancs américains contre les prolétaires noirs et le racisme des ouvriers français contre les travailleurs immigrés dans l'Hexagone. Lamont ne cherche pas du tout à démontrer que les arguments racistes sont faux ; elle tente d'expliquer qu'ils sont efficaces, qu'ils ont une utilité pour ceux qui les propagent, en dehors même de toute adhésion à un groupe politique raciste ou antisémite.

Elle part d'une hypothèse intéressante : le racisme serait, en quelque sorte, un plus, un élément idéologique important pour les travailleurs qui leur permettrait de renforcer leur identité sur trois plans : **leur identité de prolétaires, leur identité de classe et leur identité nationale.**

Je vais essayer d'appliquer son hypothèse sur le racisme à l'antisémitisme ouvrier, qu'il soit de gauche, ou de droite d'ailleurs.

*** L'antisémitisme peut permettre aux ouvriers d'expliquer leur échec scolaire et leur position sociale subordonnée ;** l'ouvrier antisémite est persuadé que les Juifs réussissent mieux que lui et ne seront jamais obligés comme lui de faire un métier manuel, salissant et épuisant, à cause de leur prétendu rapport privilégié à l'argent ; si le travailleur antisémite pense que «les Juifs» constituent une élite, ou même seulement une communauté très soudée, une telle idée ne peut que renforcer chez lui la croyance que «les Juifs» ont toutes les bonnes places dans l'encadrement, dans le patronat, ou au sommet de l'Etat, et que lui, prolétaire assumé, est victime des «Juifs». D'ailleurs quand Norman Finkelstein explique tranquillement que les *«Juifs sont bien insérés dans les réseaux du pouvoir*

et du privilège. (...) Vous épousez une Juive ou un juif et cela vous ouvre des portes parce que c'est le groupe ethnique le plus riche aux Etats-Unis¹», les antisémites n'ont plus grand-chose à ajouter après de tels propos ineptes, surtout quand le même «juif antisioniste» explique que la façon dont les Juifs sont stigmatisés «n'a pas de conséquences sociales» et qu'on doit apprendre à vivre avec cette stigmatisation parce que «c'est la vie et qu'il faut s'y habituer». Et c'est le même «grand penseur» qui nous explique – comme d'innombrables antisionistes – qu'Israël serait le seul responsable de l'antisémitisme !

* L'antisémitisme peut aussi renforcer l'identité de classe d'un travailleur, s'il croit à la propagande contre la «finance juive», contre les grands médias «monopolisés par les juifs» (ou, en langage crypté, les sionistes); s'il pense que «les juifs «sont responsables des crises financières («les juifs», c'est bien connu, contrôlent la Bourse de Wall Street qui elle-même contrôle le monde...); l'ouvrier antisémite peut parfaitement se considérer comme appartenant à une classe, la classe des ouvriers exploités par la classe des bourgeois juifs. L'antisémitisme peut ainsi contribuer à renforcer une conscience de classe... réactionnaire.

* L'antisémitisme peut servir à renforcer l'**identité nationale des exploités y compris dans un contexte colonial** (j'y reviendrai un peu plus loin à propos de l'Algérie).

Au XIX^e siècle les antisémites avaient coutume de dénoncer le «cosmopolitisme» des juifs, c'est-à-dire le fait qu'il n'avaient pas de patrie, ne voulaient se mélanger avec personne, avaient des coreligionnaires partout, etc. C'est le fameux mythe du «juif errant» que Chavez² utilisa d'ailleurs dans un discours en décembre 2005 contre ses opposants politiques qu'il traita de «juifs errants».

L'extrême droite a toujours employé cet argument xénophobe contre les militants ouvriers juifs anarchistes ou socialistes au XIX^e siècle, les accusant d'être des «traîtres à la patrie» en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine Cette accusation a été facilitée par le fait qu'un grand nombre d'ouvriers anarchistes ou socialistes émigrèrent pour des raisons politiques ou économiques et qu'ils eurent un rôle important dans l'émergence du mouvement ouvrier et syndical dans de nombreux pays. Le rôle des militants juifs dans le mouvement anarchiste, dans la révolution russe, dans la Troisième Internationale et dans le mouvement stalinien au

¹ <http://www.thejc.com/comment-and-debate/comment/131578/i-debated-norman-finkelstein-kings-college-it-was-dire-and-scary>

² «Chavez antisémite ? Le fond du problème» (2006) in *Compil n° 6 de NPNF*.

XX^e siècle a nourri cette image du Juif révolutionnaire, «antisocial», «marginal». Qu'il soit militant clandestin, conspirateur terroriste, agitateur syndical, ou bolchevik au couteau entre les dents, le Juif révolutionnaire fut toujours présenté comme un individu indifférent au devenir de la nation qui l'accueillait et indifférent à la prospérité des entreprises et de l'économie capitaliste. En clair, un «parasite»...

Au XXI^e siècle l'antisémitisme continue à jouer ce rôle xénophobe, nationaliste, puisque les résultats de tous les sondages en Europe affirment que «les Juifs» seraient d'abord et avant tout loyaux envers l'Etat d'Israël. On retrouve là un vieux thème, celui du Juif considéré comme un élément irréductiblement «étrange» et «étranger» : autrefois, on le disait «apatride», «cosmopolite», «oriental», «sémite» ou «asiatique» et on le jugeait incapable et indigne de rentrer dans le moule de la Nation. Désormais, au XXI^e siècle le Juif (pardon le «sioniste») est considéré comme une menace pour la paix mondiale et internationale.

Curieusement, l'UJFP et beaucoup de Juifs antisionistes alimentent inconsciemment ce climat délétère : en expliquant sans cesse que «les Juifs» n'ont aucun lien avec Israël, ces militants¹, sous prétexte de lutter contre les préjugés antisémites, se présentent comme des individus qui ne sont pas soumis à une force supranationale, démoniaque, omniprésente et toute-puissante : le «sionisme». L'UJFP considère le sionisme exactement comme les maccarthystes considéraient le communisme, comme une idéologie étrangère servant des intérêts étrangers : le sionisme serait une idéologie pernicieuse financée par un Etat étranger et même par deux Etats étrangers (les Etats-Unis et Israël), cherchant à créer des cinquièmes colonnes sionistes un peu partout dans le monde, cinquièmes colonnes qu'il est bien sûr du devoir des «antisionistes» de débusquer et démasquer, alors qu'ils font les yeux doux à tous les militants des autres causes nationalistes (les Basques d'ETA, les Kurdes du PKK, etc.).

¹ Rappelons que l'Union juive française pour la paix n'organise pas seulement des Juifs, comme le précisent d'ailleurs ses statuts. Il aurait été cependant plus honnête de choisir, par exemple, une appellation comme l'Union française pour la paix en Palestine. Cette ambiguïté délibérée permet aux militants non juifs de l'UJFP de se faire passer (ce qui est très rémunérateur symboliquement) pour des descendants des victimes du judéocide ou, encore mieux, des militants du Bund assassinés par les nazis. Quand on sait que les mêmes «antisionistes» dénoncent «l'escroquerie» des sionistes israéliens qui manipuleraient l'Holocauste pour justifier la colonisation (alors qu'une bonne partie de ces sionistes sont, eux, des descendants de rescapés ou de victimes du judéocide et des descendants de militants du Bund), on ne peut qu'exprimer un certain scepticisme devant l'indignation de l'UJFP.

J'ai dit tout à l'heure que l'antisémitisme pouvait servir à **renforcer l'identité nationale des couches populaires y compris dans un contexte colonial**. Je vais vous citer ici le passage d'un article sur l'antisémitisme de Jaurès qui illustre bien ce point de vue :

«La masse des électeurs juifs en Algérie est entièrement acquise aux républicains modérés, ceux qu'on appelait "opportunistes" dans les années 1880 et qui adoptent souvent l'étiquette de "progressistes" dans les années 1890. Le vieil ami de Gambetta, Gaston Thomson, allié aux Crémieux, est leur homme. Contre lui et ses amis, socialisme et antisémitisme en Algérie ne se distinguent guère dans ces premières années 1890. Les antisémites affirment même agir au nom des masses indigènes et européennes contre leur ennemi commun, le juif. Incontestablement, Jaurès est alors assez séduit par ce mouvement algérien, alors qu'en métropole il n'avait aucune sympathie pour les antisémites liés au boulangisme et à l'Église catholique. Il le pressent sans doute davantage susceptible d'évoluer vers un socialisme complet, et en tout cas permettant d'assurer la protestation nécessaire contre le dépouillement abusif dont est victime le peuple arabe. Il explique ainsi que «sous la forme un peu étroite de l'antisémitisme se propage en Algérie un véritable esprit révolutionnaire» (Jean Jaurès, «Choses algériennes», La Dépêche, 8 mai 1895) L'union entre colons européens et Arabes paupérisés, qu'il voit se former et qu'il appelle de ses vœux, doit poser "la question sociale" dans toute son ampleur¹.»

On voit ici donc que l'antisémitisme peut effectivement servir à renforcer l'unité des exploités, dans un contexte colonial, voire même des sentiments anticolonialistes. Mais Jaurès, à propos de l'Algérie, avait tout autant tort de spéculer sur la dimension prétendument révolutionnaire de l'antisémitisme anticolonial des masses arabes que ces étudiants anarchistes français des ESRI qui, dans un texte écrit en 1899 («Antisémitisme et sionisme²»), se demandaient : *«Un socialiste, un anarchiste peuvent-ils*

¹ Cf. l'article de Gilles Candar sur «Jaurès et l'antisémitisme» http://www.jaures.info/dossiers/dossiers.php?val=23_jaures+lantisemitisme

² On remarquera que dans ce texte (cf. Compil n° 1 de *NPNF*, 2008), tout comme les marxistes, les anarchistes, au début du XX^e siècle, n'offrent aucune donnée chiffrée sur l'importance numérique supposée des Juifs dans le commerce, la presse et la banque. On nage dans l'imprécision et la subjectivité. Si le texte mentionne dans sa dernière partie les «prolétaires juifs» à propos de leur attirance possible pour le sionisme, les ESRI n'ont rien de concret à opposer aux pogromes et aux manifestations d'antisémitisme dans les sociétés d'alors, sinon d'attendre la Révolution Sociale, ce qui est tout de même un peu court. Comme les marxistes, les

logiquement être antisémites ? Doivent-ils même se mêler à un mouvement antisémite, avec l'espoir de détourner ce mouvement de son but primitif vers un résultat plus conforme à leurs aspirations ?».

Question politiquement suicidaire pour quiconque veut lutter pour une révolution sociale...

D) L'ANTISEMITISME DE GAUCHE «A LA FRANÇAISE»

Pour finir, je voudrais aborder la question de l'antisémitisme de gauche, à la française. Si vous lisez le livre de Michel Dreyfus *L'antisémitisme à gauche*, vous trouverez d'innombrables citations ainsi que dans deux livres de Marc Crapez *La gauche réactionnaire. Mythes de la plèbe et de la race dans le sillage des Lumières* (Berg International, 1997) et *L'antisémitisme de gauche au XIX^e siècle* (Berg International, 2002).

Cet antisémitisme de gauche, à la française, puise à la fois dans le fonds chrétien antijuif, dans l'athéisme voltairien, et dans l'anticapitalisme social, voire parfois dans le nationalisme pour les franges du mouvement ouvrier les plus sensibles à cet aspect. Ces questions sont désormais assez bien étudiées, du moins pour qui veut s'informer. Ce qui l'est beaucoup moins, et pour cause, c'est la façon dont les staliniens français, y compris et surtout les staliniens juifs, obligèrent les Français juifs après la guerre à se considérer comme des victimes du pétainisme et du nazisme, des sympathisants de la Résistance ou des résistants, mais pas comme des victimes spécifiques de l'antisémitisme racial des nazis et de leurs collaborateurs français.

C'est d'ailleurs un élément que Jean-Paul Sartre avait très justement noté dès 1944 : *«La France entière se réjouit ou fraternise dans les rues, les luttes sociales semblent provisoirement oubliées ; les journaux*

ESRI nient l'existence d'un antisémitisme significatif chez les ouvriers, attitude systématique encore aujourd'hui chez de nombreux militants. Ils se concentrent presque exclusivement sur une seule cause économique (qu'ils n'illustrent par aucune statistique), négligeant d'autres pistes explicatives. Et enfin ils considèrent les Juifs comme une communauté religieuse et non comme un peuple qui aurait donc une question nationale à résoudre, que cela nous plaise ou pas. Malgré ces réserves, qui ne sont pas simplement liées au moment historique où ce texte a été écrit (moment qui explique, par exemple, pourquoi les auteurs parlent d'une «race juive» tout en étant opposés à toute théorie des races), cette contribution possède de nombreuses qualités. La critique du sionisme, qu'il soit de droite ou de gauche, est en effet prémonitoire. Et la description de la fonction politique de l'antisémitisme est habilement expliquée, même si elle est parfois un peu caricaturale.

consacrent des colonnes entières aux prisonniers de guerre, aux déportés. Va-t-on parler des Juifs ? Va-t-on saluer le retour parmi nous des rescapés, va-t-on donner une pensée à ceux qui sont morts dans les chambres à gaz (...) ? Pas un mot. Pas une ligne dans les quotidiens, c'est qu'il ne faut pas irriter les antisémites. Plus que jamais la France a besoin d'union¹»

Des questions comme l'inventivité raciste² des juristes français sous l'Occupation, qui fixèrent des critères de définition de la judéité plus sévères mêmes que ceux des nazis vis-à-vis des Juifs en Allemagne ;

– l'importance idéologique de l'antisémitisme en France pendant la Seconde Guerre mondiale ;

– la façon dont d'innombrables cadres antisémites de l'Etat français sous Pétain échappèrent à toute condamnation ou furent rapidement graciés ;

– le peu d'écho qu'eut la parole des déportés juifs survivants après la Libération et les légendes colportées sur le prétendu silence des déportés juifs, alors que des dizaines d'ouvrages et de témoignages furent publiés dans l'immédiat après-guerre ;

– les innombrables difficultés administratives que rencontrèrent les Juifs lorsqu'ils tentèrent de récupérer leurs ateliers, leurs boutiques ou leurs appartements «aryanisés», c'est-à-dire expropriés,

toutes ces questions et bien d'autres concernant le sort spécifique des Français juifs, persécutés, déportés, assassinés en tant que Juifs et non pas en tant que résistants antifascistes, furent passées sous silence ou minorées pendant des décennies par tous les partis politiques et les universitaires, y compris ceux de gauche.

Sur ce plan-là, l'extrême gauche et les anarchistes n'ont pas su combattre la tendance dominante, bourgeoise antifasciste, délibérément aveugle aux conséquences spécifiques de l'antisémitisme nazi et fasciste sur les Juifs. Et il faut se demander pourquoi, du moins si l'on a un minimum d'esprit critique...

On vit même *Le Libertaire* publier des articles favorables à Céline lorsque celui-ci fut jugé par la justice française³ ; un négationniste et un antisémite patenté, Paul Rassinier, put écrire pendant des années à la fois dans la presse anarchiste et dans des journaux d'extrême droite jusqu'à ce que des anarchistes allemands obligent la Fédération anarchiste à

¹ Citation extraite de *Réflexions sur la question juive* de J-P. Sartre citée par P.A. Taguieff dans *Une France anti-juive ?*, CNRS Editions, 2015.

² Cf. le livre peu connu de Richard Weisberg, *Vichy, la justice et les Juifs*, Editions des Archives contemporaines, 1998.

³ «Louis-Ferdinand Céline et *Le Libertaire*» (2011)

<https://florealanar.wordpress.com/2011/01/26/un-peu-dhistoire/>

l'exclure¹. Et encore récemment la FA a dû pilonner² un numéro spécial contenant un article favorable au fasciste antisémite Dieudonné.

Pour ce qui concerne les milieux marxistes, dans les années 70, on eut l'affaire du négationnisme, de la librairie et du groupe «ultragauche» La Vieille Taupe dont quelques militants nouèrent une alliance politique durable avec un antisémite et un négationniste qui écrivait déjà dans la revue fasciste *Défense de l'Occident*. Ils élargirent quelques années plus tard cette alliance politique à Roger Garaudy, ex-philosophe officiel du PCF, quand celui-ci commença à tenir des discours antisémites et négationnistes.

Au début des années 2000, avec la transformation de Dieudonné de «comique» en politicien fasciste et ses alliances avec l'extrême gauche antisioniste, cette tradition négationniste et antisémite de gauche non seulement s'est perpétuée mais s'est considérablement élargie grâce à la veulerie de l'extrême gauche et de la majorité du mouvement anarchiste³, à la complicité des médias, au talent de démagogue de Dieudonné et à la puissance d'impact des réseaux sociaux.

Derniers contributeurs involontaires à la diffusion de l'antisémitisme de gauche, mais non des moindres, certains antisionistes juifs de gauche ou d'extrême gauche qui sont les plus virulents négateurs de l'existence de l'antisémitisme en France, de l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006 aux exécutions djihadistes de 2015 en passant par les meurtres de Merah à Toulouse.

Il faut dire qu'ils sont particulièrement aidés par les médias, ces médias contrôlés par «les sionistes» selon le PIR. Ce processus est bien expliqué par Jean Szlamowicz⁴ : *«(...) dès qu'un Juif est agressé, la majorité de la presse commence par nier le caractère de l'agression (les Juifs sont paranoïaques), ensuite par l'attribuer à l'extrême droite, ensuite par l'atténuer (les agresseurs ne savent pas ce qu'ils font, ce sont des déments solitaires), puis par l'excuser (le chômage, le racisme), avant de retourner le schéma victimaire (ce sont les agresseurs qui sont abandonnés*

¹ Pour plus de détails sur toutes ces questions on pourra lire «Increvables négationnistes (1948-2014)», *NPNF* n° 46/47.

² «Quand Michel rime avec Quenelle» (2014), *NPNF* n° 42-43.

³ La CNT-AIT et plus récemment le groupe Regard Noir de la FA – même si je suis loin de partager toutes les analyses de ces derniers – constituant de notables exceptions.

⁴ Jean Szlamowicz, «Détournements sémantiques et esquives rhétoriques. L'argumentation du nouvel antisémitisme» in *«Qu'est-ce qu'un acte antisémite ?»*, ouvrage collectif publié en 2014 chez Pardès sous la direction de Shmuel Trigano et qui rassemble une pléiade d'auteurs réactionnaires.

par la République, qui sont victimes de racisme), et, in fine, de rendre Israël responsable des actes antisémites (les agresseurs ne font qu'exprimer leur solidarité politique contre l'occupant).»

Ces antisionistes juifs de gauche ou d'extrême gauche ne font que répéter ces mêmes discours des médias dominants (médias qui seraient, selon eux, «contrôlés par les sionistes» ou «favorables aux sionistes» qui profiteraient (!) de l'antisémitisme). Ils entretiennent des liens étroits avec des individus qui prônent une instrumentalisation consciente de l'antisémitisme comme Jean Bricmont¹, sinistre personnage qui dénonce «la sionisation de la France», autre synonyme de «l'enjuivement», notion fasciste; ils manifestent, comme on l'a vu encore en été 2015, avec des partisans du Hamas ; ils n'hésitent donc pas à s'allier avec des antisémites déclarés qui croient aux mensonges répandus par le Protocole des sages de Sion (faux forgé sans doute par la police tsariste et best-seller dans les pays arabo-musulmans) ; ces antisionistes juifs de gauche sont les premiers à organiser des réunions ou des manifestations pour «lutter contre tous les racismes»... sans mentionner l'antisémitisme. Ils sont les premiers à dénoncer ce qu'ils appellent «l'islamophobie» et à comparer la situation des musulmans aujourd'hui en Europe à celle des Juifs dans les années 30 au mépris de la vérité historique la plus élémentaire ; les premiers à nous faire croire que 1,6 milliard de musulmans et 57 Etats musulmans (dont au moins un, le Pakistan, est détenteur de la bombe atomique) fermeraient leurs frontières aux musulmans occidentaux (comme les Etats-Unis et l'Europe le firent avec les Juifs) s'ils étaient victimes de persécutions et que s'annonçait un génocide semblable à celui que subirent les Juifs en Europe. Une telle négation acharnée de l'antisémitisme, négation portée par des Juifs de gauche ou d'extrême gauche, ne peut que renforcer les préjugés antisémites qui se diffusent à toute allure sur les réseaux sociaux et dans les manifestations.

Pour conclure, je vais citer les quatre points que souligne Norman Geras dans un article sur «l'antisémitisme comme alibi²». Ceux qui, à gauche, nient l'existence de l'antisémitisme ont recours à quatre arguments particulièrement dangereux :

1. L'antisémitisme n'est que la conséquence du conflit israélo-palestinien (en clair, les Juifs sont responsables de l'antisémitisme) ; cet argument oublié pourtant une considération élémentaire : *«pour s'en prendre aux Juifs quand on éprouve une insatisfaction (sociale,*

¹ «La véritable raison pour laquelle Jean Bricmont soutient la liberté d'expression des antisémites et des néonazis» (NPNF n° 42-32).

² <http://fathomjournal.org/alibi-antisemitism/>

économique, symbolique, etc.) il faut déjà être antisémite¹» et c'est la diffusion de discours politiques et/ou religieux contre les juifs qui amènent des individus à tuer des «sionistes» ;

2. –Si le négationnisme est répandu dans les pays arabes c'est parce que l'Occident favorise trop Israël, et que les Arabes ont l'impression que les sionistes exagèrent l'importance du judéocide ; sur ce dernier point Pierre Stambul en rajoute une couche pour «expliquer» l'antisémitisme de Dieudonné : *«La bonne question n'est pas : "Est-il antisémite ?" mais "Comment et pourquoi l'est-il devenu ?". Je pense qu'au départ, c'est "la concurrence des victimes", l'idée juste qu'on a minimisé un crime aussi long et épouvantable que l'esclavage et la traite des Noirs alors que la Shoah (je préfère le terme "génocide nazi"²) est devenue quelque chose qu'on doit célébrer, parfois sans prendre le recul pour en comprendre les ressorts. Dieudonné est devenu monomaniac de la dénonciation de l'esclavage. Les sionistes sont devenus monomaniacs de la Shoah au point de nier les autres génocides.»*

Vous avez bien lu, Dieudonné est devenu antisémite à cause des sionistes ! Et Dieudonné, qui n'a jamais été victime de la traite négrière est mis par ce «Juif antisioniste» sur le même plan que les rescapés ou les victimes du judéocide !!!

3. Le contenu conspirationniste et antisémite de la propagande du Hamas ou d'autres mouvements nationalistes arabes n'est pas important, ce ne sont que des phrases sans conséquence.

4. Les islamo-djihadistes sont fous, leurs actes relèvent de la pathologie mentale et non de l'antisémitisme.

Pour conclure, je voudrais dire que le fait qu'ici, à Toulouse, une dirigeante du CRIF, organisation visée publiquement par des menaces de mort, ait pu être éjectée d'une manifestation de gauche qui prétendait dénoncer l'antisémitisme est un symptôme très clair de ce qui est en train de se passer.

Le fait que Dieudonné puisse tenir des meetings politiques fascistes et antisémites depuis des années et qu'il trouve à l'extrême gauche, à l'ultragauche ou chez certains anarchistes des militants pour défendre sa «liberté d'expression» et affirmer qu'il ne serait qu'un simple

¹ Jean Szlamowicz, *op. cit.*

² Il existe un mot plus précis le «judéocide» mais Pierre Stambul ne veut pas l'employer... Pourquoi ? D'ailleurs il n'y a pas eu qu'un seul génocide nazi mais plusieurs....

«provocateur» au goût douteux, démontre à quel point le virus de l'antisémitisme est efficace. Il va nous falloir beaucoup d'endurance, de détermination, de conviction et d'énergie pour l'éradiquer dans nos propres rangs. En tout cas pour ceux d'entre nous qui ne croient pas aux vertus révolutionnaires de l'antisémitisme....

Y.C., 27/05/2015

(Ce texte a été distribué sous forme de petite brochure lors d'une intervention – évidemment plus brève ! – dans le cadre des «Journées iconoclastes» organisées par la CNT-AIT à Toulouse les 29, 30 et 31 mai 2015. Il a été légèrement remanié ensuite. Un grand merci aux camarades de la CNT-AIT et à l'équipe d'animation du squat de La Chapelle pour leur accueil chaleureux !)

La CNT et l'édit d'expulsion des Juifs (Barcelone, 1938)

Nous publions ci-dessous la traduction, par Françoise Bonnet (que nous remercions pour son travail), d'une correspondance entre Ben-Krimo, anarchiste de Tanger, et Mariano R. Vázquez. L'objectif de cette publication n'est pas d'accabler la CNT en choisissant un thème d'opprobre (l'antisémitisme) mais de stimuler la réflexion sur les ambiguïtés des anarchistes vis-à-vis de la «question juive».

Correspondance¹ entre Ben-Krimo² et Mariano R. Vázquez³, Espagne, mai-juin 1938⁴, quelques semaines avant la Conférence d'Évian

Barcelone, le 15 mai 1938
Au camarade Mariano R. Vázquez,
Secrétaire du Comité national
Salud
Cher camarade,

Comme je te l'avais personnellement proposé, j'ai brossé un bref aperçu du problème séfarade et de ce qu'il est possible de faire pour nos frères. Dans l'urgence naturelle du moment, j'ai pris soin d'être le plus concis et précis possible. Je crois que la question mérite d'être examinée avec

¹ Notes préliminaires 1 à 4. Nous avons examiné une copie de ces documents qui se trouvent au CDMH (Centre documentaire de la mémoire historique) à Salamanque sous la référence PS-BARCELONA, 811,12. Les lettres de Ben-Krimo sont dactylographiées et signées de son nom d'emprunt. La lettre attribuée à Mariano R. Vázquez est dactylographiée sur papier libre, sans signature ni tampon.

² Ben-Krimo, pseudonyme de Léon Azerrat Cohen.

³ Mariano R. Vázquez, secrétaire général de la CNT de 1936 à 1939.

⁴ Le 15 avril 1938, les franquistes atteignent la Méditerranée. L'Espagne républicaine est coupée en deux. En juin, la frontière française est fermée. L'état se resserre.

attention. Dans cette confiance, je la soumetts à la considération du Comité national, sans vouloir épuiser le sujet, ni hâter son examen.

Cordialement,

Signé : **Ben-Krimo**

LE PROBLÈME SÉFARADE

Bref aperçu de ce que la question a été, ce qu'elle est et ce qu'elle peut être pour l'Espagne.

Antécédents historiques

La question séfaraïde commence avec l'expulsion des Juifs d'Espagne. En 1492, les Rois catholiques signent un édit au terme duquel les israélites vivant dans la péninsule sont contraints d'abandonner la terre de leurs ancêtres. Toute la rigueur de cette loi inspirée par l'Église catholique s'abat sur ceux qui ne s'y plient pas, à l'exception – bien entendu – de ceux qui choisiront la conversion au catholicisme. Les exilés arrivent sur le littoral méditerranéen ; nombre d'entre eux s'installent en Afrique, en Italie, dans les provinces du Levant et dans tout le Proche-Orient. D'autres encore partent pour l'Amérique. Les Juifs séfaraïdes sont estimés à quelques millions¹, ils vivent disséminés un peu partout dans le monde et, cinq siècles après leur expulsion d'Espagne, ils cultivent toujours avec amour la vieille langue castillane.

Aspect politique

Depuis la prise de Tétouan², le problème des Séfaraïdes suscite l'attention de quelques minorités. Certes, ils sont peu nombreux à se

¹ Au début de la Seconde Guerre mondiale, il y aurait eu de 270 000 à 450 000 judéo-hispanophones, d'après Salvador Santa Puche in *Una lengua en el infierno: el judeo-español en los campos de exterminio* (article en ligne).

² «C'est à l'occasion de la guerre d'Afrique (1859-1860) que se produit le premier contact entre Espagnols de la péninsule Ibérique et Séfaraïdes de la Méditerranée. La crise hispano-marocaine et la menace que fait peser le Maroc sur les places de souveraineté espagnole, en l'occurrence Ceuta, ont débouché sur l'envoi d'un corps expéditionnaire en Afrique du Nord. L'affrontement militaire décisif a lieu aux portes de Tétouan. Sous la conduite du général O'Donnell, les Espagnols vainqueurs entrent le 6 février 1860 dans la ville. Ils y sont confrontés à des habitants parlant un castillan archaïque qui les reçoivent comme des libérateurs. Ce sont les Juifs de Tétouan victimes, deux jours avant l'arrivée des troupes d'occupation, d'un pogrom et d'une mise à sac de la judería de la part de la population musulmane.» Danielle Rozenberg, *L'Espagne contemporaine et la question juive : Les fils renoués de la mémoire et de l'histoire*, Toulouse, Presse universitaire du Mirail, 2006.

soucier réellement du retour de nos frères en Espagne. Comme paladin de la cause séfarade, nous pourrions citer le célèbre docteur Ángel Pulido¹, auteur d'un livre merveilleux intitulé «*Espagnols sans patrie*». Castelar² s'intéressa lui aussi au problème. Il y eut même au Parlement quelques interventions, presque toujours allusives à cette question. Mais rien qui ne prît effet comme nous l'aurions souhaité. Des politiciens, des hommes de science et des voyageurs, mais aussi des journalistes et des écrivains furent nombreux à s'y pencher eux aussi. Ils le firent tous sous un angle politique ou sentimental. Et, comme nous le disions, pratiquement aucune conclusion intéressante n'en fut tirée. Advint alors la République.

Les élections sont convoquées. Devant la Chambre qui débat du problème religieux, Fernando de los Ríos³, alors ministre de la Justice, rend un hommage admiratif aux Séfarades en déclarant que «*la décadence de l'Espagne [avait commencé] avec l'expulsion de nos frères*». Les députés approuvent sa déclaration, debout et à l'unanimité. Le député de Cordoue, Antonio Jaen Morente⁴, présente lui aussi une proposition de loi qui sera approuvée par les Cortes et communiquée à une commission d'instruction publique. Une invitation publique à enseigner dans une université espagnole est également adressée au grand savant juif allemand Einstein par de los Ríos, devenu ministre de l'Instruction. Tout cela au moment où les Juifs font l'objet de persécutions en Allemagne. Partout dans le monde, la presse commente la généreuse proposition selon l'orientation de chaque journal. Plus récemment encore, une campagne voudrait permettre aux Séfarades de rentrer en Espagne. Hélas, à tant de noblesse et d'enthousiasme, il est répondu par de l'indifférence.

Aspect juridique et conclusions

Du point de vue juridique, tout le monde admet que les Séfarades sont espagnols et qu'ils méritent que ce statut leur soit publiquement reconnu. Qui plus est lorsque nous savons que les israélites sont persécutés à feu et à sang par le fascisme. Et que l'Espagne lutte aujourd'hui contre cette forme d'oppression des peuples. Nous disons «juridiquement» à plusieurs titres, mais tout spécialement pour ce que l'infâme édit d'expulsion – toujours en vigueur⁵ – signifie et pour les persécutions dont les Juifs sont victimes dans la plupart des pays fascistes et philo-fascistes comme l'Allemagne, l'Italie,

¹ Ángel Pulido (1852-1932), sénateur républicain acquis aux idées d'Emilio Castelar.

² Emilio Castelar (1832-1899), libéral républicain.

³ Fernando de los Ríos (1879-1949), socialiste.

⁴ Antonio Jaen Morente (1879-1964), socialiste.

⁵ Il le restera officiellement jusqu'en 1967, cf. Danielle Rozenberg, *op. cit.*

la Pologne, la Roumanie, aujourd'hui l'Autriche ainsi que d'autres pays plus connus de tous. Cela étant, l'Espagne, l'Espagne d'aujourd'hui, peut :

- 1) abroger l'Édit, réclamer publiquement les Juifs expulsés ;
- 2) intensifier sa propagande antifasciste auprès de tous les israélites, puisque l'antisémitisme est l'une des pierres angulaires du fascisme ;
- 3) créer des organismes mettant en relation les différents centres séfarades du monde et le peuple espagnol, représenté par son gouvernement et par l'intermédiaire de son ministère de l'Instruction publique ;
- 4) informer directement – sous forme de conférences, débats, meetings, allocutions et brochures – tous les Juifs hispanophones du déroulement de la guerre en Espagne et de nos activités en faveur des Séfarades ;
- 5) susciter une prise de conscience chez ces Espagnols disséminés un peu partout dans le monde à partir de tous les supports que l'on estimera fidèles à nos luttes pour la Liberté de toute l'Humanité¹ : cinéma, théâtre, projection de films et promotion de pièces de théâtre dans les pays où les foyers séfarades sont les plus importants et conservent le mieux notre langue castillane. Comme, par exemple, en Roumanie, Grèce, Bulgarie, Turquie, Hongrie, Amérique latine, Amérique du Nord et dans d'autres pays où le judaïsme a beaucoup d'influence. Tout cela, naturellement, avec des personnes compétentes, sensibles au problème séfarade.
- 6) tirer des leçons des persécutions fascistes visant le judaïsme ;
- 7) parler aux Juifs de l'antisémitisme fasciste, plus précisément de l'antijudaïsme de Hitler et autres dictateurs de type totalitaire ;
- 8) continuer à soutenir les écoles, centres culturels, *casas* d'Espagne et autres activités présentes dans les Balkans, où les Juifs reçoivent une éducation dans une ambiance espagnole ;
- 9) dans la plupart de ces pays, soutenir la presse éditée en caractères hébraïques mais en castillan ;
- 10) inviter les professeurs d'université juifs, les savants, en un mot ceux que le fascisme persécute, à faire autant de suggestions qu'ils le voudront en faveur de la cause séfarade ;
- et 11) formaliser toutes les suggestions faites en ce sens, compte tenu des intérêts de l'Espagne, de l'antifascisme et de toutes les victimes de l'Oppression et de la Barbarie.

Note.- À ces quelques lignes – écrites au rythme que la guerre nous impose –, je pourrais joindre des centaines de textes prouvant tout ce que j'expose autant que ce que je suggère simplement. Néanmoins, persuadé de l'importance du problème, et sans pouvoir m'étendre davantage dans ce contexte qui est le nôtre, convaincu aussi que ces considérations mériteront naturellement l'attention de mes camarades, je remets à plus tard le soin

¹ Nous avons conservé les majuscules de l'auteur.

d'exposer tout ce qui peut encore être dit sur un sujet aussi palpitant et toujours aussi actuel que celui des Séfarades.

Signé : **Ben-Krimo**.

À l'attention du camarade Ben-Krimo

Barcelone, le 20 mai 1938

Cher camarade,

J'accuse réception de ta lettre du 15 courant et t'informe qu'après avoir étudié ton projet avec intérêt et sympathie, nous avons la conviction – nous en étions d'ailleurs déjà persuadés – qu'il est important de travailler dans ce domaine pour recueillir une plus grande adhésion à notre cause et à notre lutte.

Il convient néanmoins de préciser que nous ne pouvons pas battre le fer contre le vieil édit sur l'expulsion des Juifs d'Espagne et réclamer son abrogation pour ouvrir les portes du pays à tous ceux qui souhaiteraient s'établir ici. **Ce n'est pas possible, car cela reviendrait incontestablement à prendre l'une des décisions les plus contre-révolutionnaires que nous puissions prendre. Nous savons parfaitement qu'un capitalisme d'une importance considérable s'installerait immédiatement ici, ravivant en conséquence les vieux systèmes d'exploitation¹.** Nous allons probablement perdre du terrain sur nos conquêtes sociales et assister au retour d'une partie du système antérieur au 19 juillet. Mais de là à ce que nous œuvrions en faveur de l'instauration d'une domination capitaliste en Espagne – **et il n'en serait pas autrement si nous ouvrions la porte aux Juifs** –, il y a un abîme.

Hormis ce problème de principe, on peut faire tout le travail de ralliement, de propagande et de divulgation que l'on voudra dans les milieux séfarades, tout en reconnaissant qu'aucun Juif n'est fasciste et que, puisqu'ils sont tous ennemis du fascisme, ils sont déjà amplement convaincus.

Pour réaliser ce travail, il est convenu avec le camarade Bernardo Pou, chef du service de la propagande du ministère de l'Instruction publique, que tu iras travailler dans la section correspondante. Tu peux donc te mettre en rapport avec lui pour commencer le moment venu.

Fraternellement, Pour le Comité national, **Mariano R. Vázquez**
Secrétaire

¹ Ce passage, comme le suivant en caractères gras, est souligné par nous.

Réponse du 5 juin 1938, Barcelone
Au camarade Mariano R. Vázquez
Secrétaire du Comité national
Salud

Cher camarade,

J'ai bien reçu ta réponse à ma lettre évoquant les possibilités de travailler sur la question juive et sur la propagande qu'il conviendrait de préparer. Je partage certaines de tes considérations ; quant aux autres, j'y reviendrai plus tard, quand nous pourrons échanger nos impressions ou quand les circonstances nous permettront de nous étendre davantage. La guerre exige à présent rapidité et concision. Autrement dit, elle nous impose son propre rythme. Je ne parlerai donc pas de ta lettre maintenant, mais de la nécessité de passer à des choses concrètes – un penchant que j'apprécie chez toi – en faisant en sorte que les camarades comprennent bien ce que je vais t'expliquer.

L'arrière-garde factieuse se trouve dans une situation intenable. Et le Maroc – notre zone d'influence – est actuellement une véritable poudrière. Sur ce volcan – prêt à exploser d'un jour à l'autre –, toute la presse de ces derniers jours, presse étrangère comprise, nous livre des informations qui ne sont pas complètement fantaisistes... Je pense que nous pouvons marquer des points si nous savons profiter de cette agitation et de cette inquiétude, qui menacent les envahisseurs et ceux qui ont trahi l'Espagne, pour placer tous les Marocains à nos côtés dans ce combat et partager la même généreuse destinée.

Nous avons des camarades dans toute la zone française, en Algérie et en Tunisie. Avec leur aide et celle de Marocains qui nous sont proches, avec aussi des israélites de ma connaissance, je serais en mesure de réaliser dans ce secteur un travail intéressant pour l'Organisation et pour la cause antifasciste. Mais, en attendant de l'entreprendre de manière « officielle », je pourrais travailler par l'intermédiaire d'organismes que l'Espagne possède à l'extérieur. Je pense que ce serait intéressant pour tout le monde. Ce que je fais savoir au Comité national, dont tu voudras bien me transmettre l'opinion.

Fraternellement

Signé : **Ben-Krimo**

Polémiques



A propos de quelques nouveaux mensonges de M. Jean Bricmont

Dans une vidéo récente («L'antisémitisme de la tragédie à la farce») où il est interviewé par Mme Silvia Cattori¹ (1) M. Jean Bricmont explique, à propos de l'interdiction d'un spectacle de Dieudonné au Zénith de Nantes, le 9 janvier 2014, qu'un membre «d'origine juive» du Conseil d'Etat aurait pris tout seul la décision d'interdire le spectacle de l'humoriste fasciste à Nantes.

Mais aussitôt il nous confie que les «origines n'ont aucune importance» pour lui. Pourquoi donc en parler si elles n'ont vraiment aucune importance ? Dans son interview parue sur le site "Hors-Série" associé à «Arrêt sur images» il en rajoute une couche en évoquant des historiens «d'origine juive» (Arno Mayer, Yehuda Bauer, Pierre Vidal-Naquet), à l'appui de son plaidoyer pour la liberté d'expression des négationnistes et du fasciste Bruno Gollnisch. (Les propos de Bricmont se trouvent reproduits notamment ici : <http://www.hors-serie.net/edito.php>)

Quels sont les sinistres individus qui, en France comme en Belgique ou ailleurs, soulignent systématiquement les «origines juives» des intellectuels, des journalistes, des hommes politiques et des industriels, tout en jurant qu'ils ne sont pas antisémites et que les Juifs ne les intéressent pas ? Les opposants à l'antisémitisme ou ses partisans honteux ?

Signalons de plus que M. Bricmont pratique la désinformation car deux autres membres du Conseil d'Etat, pour ce qui concerne l'interdiction du spectacle de Dieudonné à Nantes en janvier 2014, ont approuvé la position du juge des référés (lui aussi membre du Conseil d'Etat).... Il ne s'agit donc en aucun cas d'une décision individuelle comme il le prétend mensongèrement dans cette vidéo. Nous ne nous abaisserons pas au niveau des statistiques ethno-racistes de M. Bricmont pour établir quelles étaient leurs origines.... Nous laissons cette enquête à ses fans..

M. Bricmont déclare qu'il est «ridicule» qu'une ex-candidate du Front national ait été condamnée pour racisme en Guyane en juillet 2014 mais ne dit pas un mot pour dénoncer la propagande du journal d'extrême droite

¹ Sur Sylvia Cattori on pourra lire l'entrée qui lui est consacrée dans L'inventaire de la confusion, *NPNF* n° 36-27.

«Minute» et du FN contre la ministre de la Justice. Curieuse omission pour ce monsieur qui se prétend anticolonialiste !

Il embraye sur une pièce de théâtre antisémite représentée par des étudiants de l'université de La Rochelle le 3 avril 2013, et déclare candidement «je n'ai pas vu la pièce». Néanmoins, il affirme à propos de la même œuvre qu'il s'agirait de discours «soi-disant» antisémites. Il reproche à Daniel Schneiderman¹ de ne pas avoir lu son livre mais se permet lui-même d'avoir un avis sur une pièce dont il ignore totalement le contenu... Cohérence ?

Pour Jean Bricmont, fin connaisseur de l'histoire de la physique allemande (du moins selon ses dires) «*Même en Allemagne nazie on pouvait discuter de la physique juive* (sic)». Il précise tout de même un peu plus loin que le nazisme était radicalement hostile à la liberté d'expression !!! C'est le même individu qui nous explique que Pétain et Hitler sont morts, et qu'il ne faut plus les évoquer à tout bout de champ, mais qui nous cite en exemple les discussions sur la «physique juive» (une notion nazie qui n'a rien de scientifique) sous Hitler... à propos de la liberté d'expression au XXI^e siècle.

Ces propos décousus du sieur Bricmont illustrent la confusion politique totale de cet intellectuel qui voudrait qu'on le prenne au sérieux quand il se mêle de questions philosophiques ou politiques tout en multipliant des réflexions incohérentes et inconsistantes.

Pas besoin d'une «machine à diaboliser» (sic) pour analyser ces propos de comptoir dans lesquels peut se reconnaître n'importe quel antisémite...

Y.C., 11/11/2014

Autres articles sur le sieur Bricmont parus dans la revue *Ni patrie ni frontières* et sur le site mondialisme.org : «Sur Jean Bricmont» (extrait de *L'Inventaire de la confusion, Ni patrie ni frontières* n° 36-37) 24 novembre 2011 et «La véritable raison pour laquelle Jean Bricmont soutient la liberté d'expression des antisémites et des néonazis» (8 mai 2013), *Ni patrie ni frontières* n° 42-43.

¹ A ce sujet on lira <http://www.arretsurimages.net/brevues/2014-10-11/Bricmont-Auschwitz-un-auteur-conteste-sa-citation-id18050> et la lamentable défense de Judith Bernard responsable du magazine «Hors série» de juin 2014 où Bricmont, avec un air patelin, sème le doute négationniste et tient des propos antisémites sur le juge des référés membre du Conseil constitutionnel. <http://www.hors-serie.net/edito.php> Ce dernier texte allie l'ignorance historique crasse (sous prétexte qu'elle n'est pas historienne...), la mauvaise foi et la bonne conscience «liberté-d'expressionniste» si j'ose ce néologisme...

L'UJFP pratique la politique de l'autruche face aux tenants de l'antisémitisme de gauche

«Benjamin Netanyahu, maître à penser de Monsieur Yves Coleman : mondialisme.org¹ réussit son examen d'entrée dans l'extrême droite sioniste» tel est le titre d'un article paru sur le site de l'UJFP (<http://www.ujfp.org/spip.php?article4304>) et quelques autres.

L'auteur (Jean-Marc Capellero-Rabinovitz) fait flèche de tout bois et m'accuse tour à tour d'être complice de Netanyahu, d'Ulcan (le persécuteur de Pierre Stamboul et de bien d'autres), du RAID, du Mossad, de l'extrême droite israélienne, et évidemment (le tableau n'aurait pas été complet sans cela) d'être... antisémite.

Pour appuyer sa démonstration loufoque, JMCR² nous balance un florilège de citations de Juifs et d'Israéliens réactionnaires et racistes. Florilège qui aurait un intérêt si l'auteur avait affaire à un «sioniste», ce que je ne suis pas, ou à quelqu'un ayant des illusions sur l'Etat d'Israël et Tsahal, ce qui n'est pas du tout mon cas. Car critiquer «les limites de l'antisionisme» ne signifie pas être «sioniste». Mais ces subtilités élémentaires échappent à notre polémiste primaire à la pensée binaire.

Le plus curieux, dans cet article, est qu'il ne répond pas vraiment à un texte que j'aurais consacré à l'UJFP mais qu'il défend, par la bande, les

¹ Signalons que mondialisme.org est un portail de revues dont *Echanges et mouvements* et *Temps critiques* et que ces revues ne sont en aucun responsables des articles publiés dans la partie du site réservée à *NPNF*.

² Qui est apparemment membre d'Alternative libertaire, ce qui explique sans doute le ton insultant de son article. J'avais en effet osé critiquer, crime de lèse-majesté suprême, les positions de cette organisation (et d'autres) au moment du référendum sur le TCE, en 2005, comme l'auteur y fait lui-même allusion au détour d'une note. Cela m'avait valu la qualification de «Philippe Val d'ultragauche» (<http://raforum.info/spip.php?article3575&lang=en>) de la part d'un membre de ce groupuscule. En bon mouton, JMCR reprend l'antienne de la calomnie lancée par son collègue.

Indigènes de la République¹. «Par la bande», parce qu'il s'agit d'une défense masquée, indirecte, du PIR, et aussi «par la bande» parce qu'il s'agit d'un article de copinage, d'un pote qui défend ses amis de la bande alliée, celle du PIR, au nom de l'UJFP.

Cette démarche est plutôt tortueuse mais elle illustre bien les mœurs de l'extrême gauche : les «gauchistes» ne défendent pas des principes politiques, seulement des amis temporaires ou des alliés de circonstance, quelles que soient leurs positions par ailleurs... Le PIR cherche à radicaliser de plus en plus son antisémitisme et à lui donner une apparence respectable pour un public de gauche et d'extrême gauche. Ce groupuscule a besoin, pour cela, de la caution de «Juifs non juifs», expression qu'utilisait Isaac Deutscher pour se désigner et désigner certains juifs de gauche ou d'extrême gauche «antisionistes».

Mais à l'époque ceux-ci misaient sur l'unité entre les travailleurs juifs et arabes pour abattre tous les Etats du Moyen-Orient, pas simplement Israël. Ils étaient favorables à une révolution socialiste. Et ces «Juifs non juifs» ne soutenaient pas inconditionnellement des mouvements nationalistes laïques arabes, ou encore moins islamistes, antisémites comme le font le PIR aujourd'hui et une bonne partie de l'extrême gauche. Plus les frontières d'Israël s'accroissent par la force militaire et les agressions régulières de Tshal, plus les gouvernements israéliens se montrent sans pitié avec les civils palestiniens et avec les Arabes d'Israël, plus la haine contre les Juifs s'accroît et est manipulée par toutes sortes de forces réactionnaires dans le monde.

En France cette haine est meurtrière (d'Ilan Halimi² au massacre de l'hypermarché casher, les exemples ne manquent pas), mais elle ne se

¹ Le titre de l'article paraphrase celui de mon texte sur... le PIR : «Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la République réussissent leur examen d'entrée dans l'extrême droite gauloise», *NPNF* n° 50-51, 2015.

² Cf. «Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste», *NPNF* n° 18-19-20, 2007. Déjà, le 25 février 2006, l'UJFP s'était «distinguée», comme presque toute l'extrême gauche, par sa négation du caractère antisémite du meurtre d'Ilan Halimi («*le caractère antisémite de ce meurtre n'est pas avéré*» ; l'UJFP «*déplore que certains accréditent d'office la thèse du crime antisémite*»). Cf. son communiqué incroyable sur oumma.com : <http://oumma.com/Ilan-Halimi-contre-tous-les>). Trois ans plus tard (<http://www.ujfp.org/spip.php?article1289>), l'enquête terminée, l'UJFP admit enfin qu'il s'agissait d'un acte antisémite, mais pas pour tous les participants à cette séquestration et à ces tortures, manifestant ainsi une curieuse indulgence pour des salopards qui torturèrent un Juif pendant trois semaines, le laissant pour mort, afin de lui

réduit pas du tout au conflit dit «israélo-palestinien», conflit totalement asymétrique¹ entre une armée professionnelle, suréquipée, disposant de l'arme atomique, soutenue par les Etats-Unis, et des mouvements de guérilla à la puissance militaire bien inférieure, même si leurs intentions criminelles et antisémites sont indéniables.

Cette haine antijuive a acquis une audience mondiale, notamment en France, grâce à une vieille tradition antisémite-anticapitaliste², qui se régénère et se transforme avec la crise économique mondiale depuis les années 70 et la montée des nationalismes en Europe depuis une vingtaine d'années. La haine antijuive est un fond de commerce très rentable, du moins si l'on en croit les centaines de milliers de gens qui regardent les vidéos de Dieudonné sur le Net ou qui payent pour écouter ses discours politiques antisémites, en «live» ou sous forme de DVD.

La haine antisémite croît en France et le Parti des Indigènes de la République a décidé de ne pas laisser à Dieudonné, Soral et au Front national le monopole de l'exploitation de l'antisémitisme franchouillard. Il veut apporter sa propre petite pierre et en recueillir les fruits. Et l'antisionisme uniquement orienté vers la Palestine ne lui suffit évidemment pas. Il lui faut élargir sa cible, d'autant plus que ce même groupuscule a des sympathies religieuses-identitaires de plus en plus affirmées du moins si l'on en croit les déclarations de Mme Bouteldja. Or, comme l'on sait, alimenter un conflit ou des problèmes sociaux graves avec des considérations religieuses est la meilleure façon d'opposer les exploités les uns aux autres.

En 2012, au moment des meurtres antisémites de Toulouse, dans un article intitulé «Mohammed Merah et moi³» Mme Bouteldja avait réservé

extorquer de l'argent sous prétexte que sa «communauté» était riche. L'UJFP en profita pour attaquer le manque d'indépendance de la justice et les pressions du CRIF... renforçant ainsi, sans même s'en rendre compte, la vision complotiste selon laquelle l'Etat français (justice comprise) serait sous le contrôle des «Juifs». Pour comprendre à quel point la gauche veut absolument nier l'antisémitisme en France et aime couper les cheveux en quatre, on pourra lire la transcription de cette table ronde organisée en 2006 par la revue *Mouvements* avec la participation de Richard Prasquier, alors membre du bureau exécutif du CRIF, Richard Wagman, président de l'UJFP et Laurent Lévy, très proche des Indigènes de la République. <http://mouvements.info/les-emotions-publiques-lantisemitisme-dans-laffaire-ilan-halimi/>

¹ Il faut d'ailleurs manier avec des pincettes cette notion d'«asymétrie».

² Cf. «Multiplicité des formes de l'antisémitisme et “antisémitisme mondialisé” actuel», *NPNF* n° 46/47, octobre 2014.

³ <http://indigenes-republique.fr/mohamed-merah-et-moi/>

toute sa compassion à la mère du tueur¹, ignorant la douleur des parents des trois enfants (Gabriel, Arieh et Myriam) que Merah avait assassinés froidement au nom d'une prétendue solidarité avec la Palestine que certains gauchistes prirent et prennent encore au sérieux.

La même année, le PIR mobilisa l'intellectuel trotskisant Enzo Traverso pour effectuer une «lecture décoloniale de la Shoah²» (?!). Dans cette conférence, Traverso expliqua que Hitler et les nazis détestaient les Arabes : on se demande bien pourquoi le médecin personnel du Führer passa six heures à examiner Al Husseini pour lui délivrer un certificat d'aryanité ; pourquoi le dirigeant palestinien bénéficia d'une tribune radiophonique et de moyens financiers importants pendant toute la seconde guerre mondiale ; pourquoi Himmler organisa 10 000 musulmans bosniaques au sein de la SS ; pourquoi al Husseini fut si proche après-guerre de l'avocat néonazi François Genoud ; pourquoi plusieurs centaines d'anciens responsables nazis (anti-Arabes, donc, selon Traverso) se réfugièrent en Egypte ou ailleurs et occupèrent des postes importants dans l'appareil d'Etat et l'économie après-guerre au Moyen-Orient...

En 2014, Mme Bouteldja falsifia³ les écrits du trotskiste CLR James et du Workers Party prétendant que celui-ci aurait cautionné l'antisémitisme des Noirs américains, antisémitisme jugé «progressif» (*sic* !!!) par la porte-parole du PIR.

Puis, en mars 2015, Mme Bouteldja en rajouta une couche pour expliquer que les Juifs français étaient les chouchous de la République depuis le décret Crémieux⁴, rejoignant ainsi les propos du «socialiste» Roland Dumas et d'une pléthore de politiciens français antisémites depuis Drumont....

On utilise souvent l'expression d'«idiots utiles» pour désigner ceux qui apportent de l'eau au moulin de leurs adversaires. Pour ce qui concerne l'aide que l'UJFP apporte aux antisémites du PIR et à leurs falsifications historiques grossières, on ne peut parler d'idiotie. Il s'agit plutôt d'une ligne politique consciente d'aide à un groupuscule qui falsifie l'histoire pour mieux attiser la haine contre les «Blancs», à commencer par les prolétaires «blancs», juifs compris.

¹ «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses», *NPNF* n° 40-41, mai 2012.

² http://www.dailymotion.com/video/xp4jth_pour-lecture-decoloniale-de-la-shoah-enzo-traverso_news

³ Cf. «Mme Bouteldja falsifie CLR James au service d'un "antisémitisme progressif"... imaginaire !», *NPNF* n° 44-45, septembre 2014.

⁴ <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-et-philosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/>

Car pour le PIR les Juifs, fussent-ils de l'UJFP, font partie des «Blancs» groupe social (selon lui) qui opprimerait les «non-Blancs». Le PIR ne va pas encore, comme Dieudonné, jusqu'à expliquer que «les Juifs» auraient été les principaux organisateurs et bénéficiaires de la traite transatlantique. Il se contente (pour le moment) de soutenir le Hamas dont la Charte repose sur le Protocole des Sages de Sion et les passages les plus antijuïques du Coran.

L'UJFP est composée de ce que le PIR appelle des «Blancs», qu'ils soient juifs ou non juifs. Or, pour mériter la sympathie (ou du moins l'indulgence) du PIR quand on est «Blanc» (donc automatiquement complice de l'esclavage, du colonialisme et du néocolonialisme) et «juif» (donc automatiquement complice du «sionisme» et de tous les crimes de guerre de l'armée israélienne), les militants de l'UJFP, comme bien d'autres individus d'extrême gauche, ont décidé, en bons pénitents du gauchisme, de porter la lourde croix de leur «blanchitude» et de leur «judéité» intrinsèquement criminelles et racistes aux yeux du PIR.

L'avenir nous dira quelle sera la prochaine «pénitence» que devront effectuer les militants de l'UJFP pour mériter l'indulgence de leurs alliés antisémites du PIR...

Cette attitude ne les protégera pas (si tel est leur calcul) contre l'antisémitisme que veut entretenir le PIR à gauche et à l'extrême gauche. Pendant les années 20 et 30, de nombreux Juifs modérés ou réactionnaires ont fait le dos rond, pensant ainsi éloigner la menace ou ne pas attirer l'attention des racistes. Certains d'entre eux d'ailleurs partageaient les préjugés sociaux, xénophobes, voire racistes, de la droite et de l'extrême droite allemande ou française. Tous n'étaient pas des «progressistes», encore moins des révolutionnaires, loin de là, mais beaucoup étaient politiquement aveugles.

Aujourd'hui, ce sont certains juifs d'extrême gauche, en France comme aux Etats-Unis, qui font le dos rond à leur tour et ignorent la montée de l'antisémitisme. Ils n'y voient qu'un fantasme, une manifestation de paranoïa juive ou plus trivialement un complot du Mossad. L'histoire se répète, hélas, et certains militants n'ont absolument rien appris.

C'est très dommage pour eux, comme pour nous tous, car l'extrême droite («blanche» ou «non blanche», qu'elle tienne un langage «sioniste» ou «antisioniste») ne nous fera pas de cadeaux. Ramper devant elle en faisant passer ses lubies réactionnaires pour des théories radicales ne nous vaudra que leur mépris et leurs coups.

Y.C., 23/7/2015

POST-SCRIPTUM du 24 juillet 2015

Finalement, la nuit portant conseil, la diatribe de l'UJFP n'est pas si loufoque que cela. Entre identitaires de gauche (et parfois de droite), on se serre les coudes.

L'UJFP, tout comme les Indigènes de la République, le CRAN, le CRIF et quelques autres groupes, occupe un créneau identitaire¹. Or, c'est bien connu, entre identitaires on se déteste féroce­ment, mais on peut aussi conclure des alliances tactiques.

Ainsi la Nation de l'­Islam de Louis Farrakhan fit-elle alliance (temporairement) avec le Ku Klux Klan. Ou les protestants antisémites mais évangélistes américains peuvent-ils faire alliance avec les sionistes d'extrême droite. Ou encore les Naturei Karta antisionistes avec Dieudonné.

Tous ces gens-là ont au moins UN point commun : ils mettent en avant leur identité religieuse, ethno-religieuse, raciale, ethno-politique, comme la SEULE solution aux problèmes de leur communauté d'appartenance, imaginaire, fantasmée, et se méfient comme de la peste de toute démarche soulignant l'importance de l'union entre tous les exploités, quelles que soient leur couleur de peau, leur religion, leur absence de religion, leur nationalité, etc.

Dans ce cadre, effectivement la polémique «loufoque» de l'UJFP a un sens : adeptes des politiques identitaires ou identitaristes (ce qu'on appelle «*identity politics*» en anglais et qui n'est vraiment ni de droite ni de gauche d'ailleurs), les militants de l'UJFP tirent à vue sur celles et ceux qui défendent un point de vue non identitaire... même s'ils sont, comme c'est mon cas, à la fois «descendants d'esclaves» (titre fort recherché dans les milieux identitaires de gauche), métis (des «traîtres» pour leurs potes du PIR qui ne savent pas qu'au moins deux de leurs idoles, Malcolm X et Frantz Fanon, étaient métis) et portent un nom... juif et... non juif... comme le mien

Trois raisons pour des identitaires de gauche ou de droite d'utiliser l'arme de la calomnie à mon égard car les identitaires haïssent le métissage (qui ruinent tous leurs espoirs d'incarner une identité pure ou en tout cas vendable sur le marché politique) et «pensent» dans une logique binaire, mais jamais en termes d'opposition de classe.

¹ A ce sujet, on lira dans «Dix points de clivage et sources d'interrogation après les 17 exécutions djihadistes des 7,8 et 9 janvier 2015» (NPNF n° 48-49, avril 2015) une note assez longue critiquant déjà les positions identitaires de Pierre Stambul dans son article «Israël contre les Juifs», critique publiée le 26 février 2015 donc **plus de trois mois avant** sa garde à vue en juin 2015 suite à une provocation d'Ulcan. Je me permets d'introduire cette précision temporelle face aux insinuations diffamatoires contenues dans l'article de l'UJFP.

Quand l'UJFP manipule sans précaution ni rigueur la pensée complexe et paradoxale de Yeshayahou Leibowitz

Dans une récente polémique sectaire d'un membre de l'UJFP (et d'Alternative libertaire), l'auteur cite quelques phrases isolées de Leibowitz, en se gardant bien de les placer dans leur contexte et surtout dans le cadre de la pensée complexe et parfois contradictoire ou pour le moins paradoxale de ce philosophe israélien

Trois exemples :

– dans la longue interview réalisée par Joseph Algazy en 1994 et publiée à l'époque chez Le Monde éditions sous le titre *La Mauvaise conscience d'Israël*, il affirme tantôt qu'il existe un peuple juif, tantôt qu'il n'en existe plus ;

– de même, quand il déclare : «*Quiconque transforme le nationalisme en valeur doit savoir qu'il prend le chemin de la bestialité*», on a un peu de mal à comprendre son attachement à un Etat majoritairement juif et au sionisme même si, pour lui, il s'agit d'un «mouvement de libération» qui n'est pas «national» ou plus exactement qui ne serait devenu nationaliste qu'après la Guerre des Six Jours de 1967...

– Et enfin lorsqu'il dit : «*Hitler était une personnalité morale par excellence : parce qu'il a agi en fonction d'un jugement de valeur. Il était, je le répète, profondément convaincu qu'imposer le pouvoir de la race allemande sur le monde entier constituait la valeur suprême et donc que tous les moyens pour y parvenir étaient bons. Cela dit, je suis évidemment persuadé qu'il fallait le tuer comme un chien enragé*».... je ne connais pas beaucoup d'antisionistes de gauche ou de militants d'extrême gauche qui seraient d'accord avec cette définition très particulière de la morale !

Quiconque fait preuve d'un minimum d'esprit critique admettra que Yeshayahou Leibowitz n'est pas un intellectuel récupérable par les discours automatiques de l'UJFP ou de tout groupe libertaire ou marxiste, tant sa pensée philosophique et religieuse est éloignée de toute croyance en des lois de l'histoire, et tant il réduit l'histoire aux folies des hommes et au hasard («(...) *l'histoire humaine ne suit aucune direction. Les choses se*

déroulent de manière accidentelle... (...) Oui, absolument accidentelle ! La seule logique, ce sont les folies des hommes.»

Nous ne pouvons que conseiller aux lectrices et lecteurs intéressés de lire ce texte entièrement s'ils veulent juger sur pièces et non en se fiant aux citations bidouillées par l'UJFP ou par d'autres «antisionistes» nettement moins sympathiques¹.

S'ils lisent cette interview, ils découvriront que le concept de «judéonazisme» est fort peu et fort mal expliqué par Leibowitz ici, même si Joseph Algazy lui demande à plusieurs reprises de le préciser. Ce terme a donc des fondations pour le moins fragiles d'un point de vue théorique.

Apparemment, pour Leibowitz, un Etat qui «*légalise l'usage de la torture*» serait «nazi».

A ce compte-là, il faudrait qualifier l'Etat américain de nazi et l'Etat français aussi, depuis les années 50, depuis que la théorie de la guerre contre-révolutionnaire est enseignée dans les écoles militaires gauloises, depuis qu'elle a été mise en pratique sur le terrain en Indochine et en Algérie et a été enseignée à des officiers d'autres pays.

¹ Le site fasciste Egalité et Réconciliation, le 14 août 2010, a mis en ligne une vidéo de Yeshayahou Leibowitz, vidéo que les soralien furent obligés de retirer mais en laissant quand même le commentaire hypocrite suivante : «*Yeishayahou Leibowitz, né à Riga en 1903 et mort en 1994 est un chimiste, philosophe et écrivain israélien, considéré comme l'un des intellectuels les plus marquants de la société israélienne, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique, et la religion.*» Mais ce qui comptait pour les fascistes d'Egalité et Réconciliation c'était le titre qu'ils ont pieusement conservé : «*Yeshayahou Leibowitz – "Israël judéo-nazis"*»

Il est donc dangereux et politiquement irresponsable de manipuler sans précaution quelques phrases de Yeshayahou Leibowitz, de récupérer l'un de ses concepts («judéonazis» ou même «sionazis» que l'on peut bricoler en servant de certaines phrases de l'interview réalisée par Joseph Algazy puisque Leibowitz explique qu'Israël serait en marche vers le fascisme et que certains dirigeants auraient une idéologie fasciste) sans en expliquer le contexte, et de tenter, à partir d'une ou deux citations isolées, de le mobiliser au service de «l'antisionisme», fut-il de gauche, version UJFP.

On se retrouve alors en fort mauvaise compagnie, c'est-à-dire en compagnie d'antisémites qui ne connaissent rien à la pensée de Leibowitz (dont ils se foutent d'ailleurs complètement et qu'ils méprisent), qui vont jusqu'à publier certains livres de Karl Marx, Bernard Lazare et Abraham Léon chez Kontre Kulture (maison d'édition d'Alain Soral) pour mieux semer la confusion, mais qui se réjouissent d'avoir trouvé un Juif (de surcroît israélien) qui emploie le pseudo-concept de «judéonazis».

Et seraient «nazis» aussi tous les Etats latino-américains qui ont pratiqué et autorisé la torture – Brésil, Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay – ou la pratiquent encore (à commencer par la Colombie depuis 1948) ; sans oublier la Syrie d'Al-Assad, l'Irak de Saddam Hussein, et bien des pays d'Afrique ou d'Asie

Il existe un second élément, encore plus fragile, qui justifie pour Leibowitz l'étiquette judéo-nazie *«la conception selon laquelle il est interdit de désobéir à un ordre légal, c'est une conception fasciste, nazie»*, déclare-t-il.

Dans ce cas, avec un critère aussi large et vague, tous les Etats du monde sont susceptibles de devenir, ou sont déjà, «fascistes» ou «nazis».

En dehors de l'effet polémique très efficace au sein de la société israélienne pour lutter contre la colonisation des «Territoires occupés», la torture et les exactions et crimes de guerre de Tsahal, l'amalgame «judéo-nazis» est donc très douteux et politiquement catastrophique, surtout en dehors d'Israël, notamment dans des pays comme la France où l'antisémitisme est très répandu, où un parti d'extrême droite antisémite recueille 6 millions de voix et où un prétendu comique, agitateur fasciste chéri par la gauche et l'extrême gauche pendant des années, mène une propagande antisémite constante et remplit des salles de spectacle en propageant le négationnisme et en regrettant que tel ou tel journaliste n'ait pas péri dans les fours crématoires...

A l'UJFP de nous fournir donc une analyse serrée de ce terme aussi peu rigoureux que celui de «fasciste» que la gauche et l'extrême gauche française utilisent fréquemment contre n'importe quel politicien de droite (du général de Gaulle à Sarkozy en passant par Pompidou et Giscard) ou alors de nous fournir des références détaillées, autres que polémiques. Mais je doute qu'elle le fasse jamais...

Cette interview de Leibowitz est consultable en quatre parties sur le site http://www.defeatist-diary.com/index.asp?p=lang_new10268, [10269](#), [10270](#) et [10271](#).

D'ailleurs, quiconque veut se livrer au même petit jeu que celui de l'UJFP, c'est-à-dire piocher quelques citations éparées sur Internet, pourra aisément démontrer que Leibowitz ne partage pas les thèses de l'UJFP sur des points capitaux comme en témoignent les citations suivantes extraites de l'interview réalisée par Joseph Algazy (les passages soulignés l'ont été par mes soins, Y.C.).

«L'État d'Israël est le cadre constitutif de l'indépendance nationale et politique que le peuple juif avait perdue il y a deux mille ans. C'est également la définition que je donne du sionisme. Mais j'ajoute aussitôt que la création de l'État d'Israël n'a pas résolu le problème du peuple juif, ni la crise d'identité dont il souffre...»

«Joseph Algazy : Alors, *pourquoi s'efforcer, aujourd'hui encore, de faire venir en Israël des Juifs de l'ex-Union soviétique ou d'Éthiopie ?* Pour les sauver de quel danger ?

Yeishayahou Leibowitz : *Pour renouer, par cet acte, avec l'indépendance nationale et politique du peuple juif.»*

«Jusqu'à la création de l'État d'Israël, nous n'avons pas expulsé par la force un seul Arabe de sa terre !»

«Yeishayahou Leibowitz : Avions-nous pour mission de réformer le régime ottoman ? Nous avons établi l'État d'Israël en soixante années, des années 1880 du XIX^e siècle aux années quarante du XX^e siècle. *Durant toute cette période, nous n'avons expulsé par la violence aucun Arabe de sa terre.* Pas parce que nous sommes des justes : parce que nous n'avions pas le pouvoir ni la force de le faire.

Joseph Algazy : Vous trouvez juste que les fellah aient été expulsés de la terre qu'ils cultivaient ?

Yeishayahou Leibowitz : On a versé de l'argent pour acquérir cette terre...

Joseph Algazy : ...Au féodal, pas aux fellah qui furent dépossédés de la terre qu'ils travaillaient pour gagner leur pain.

Yeishayahou Leibowitz : *La terre n'appartenait pas aux fellah. Ils n'avaient qu'à s'en prendre aux féodaux qui vendaient la terre. Encore une fois, ce n'était quand même pas aux Juifs de réformer le système ottoman ni de transformer la réalité dans laquelle ces fellah vivaient.»*

«Joseph Algazy : Que répondriez-vous à un jeune Palestinien accusant les immigrants juifs d'avoir dépossédé des Arabes de leurs terres bien avant 1948 ?

Yeishayahou Leibowitz : *Je ne pourrais que lui répondre que, avant 1948, il n'y a pas eu, en Eretz Israël, de colonisation juive par la violence.»*

«Je suis conscient que *l'ensemble d'Eretz Israël est la terre d'Israël*, et je sais en même temps très bien que ce n'est pas réalisable : parce qu'un autre peuple vit en Eretz Israël. (...) le fait est que *l'indépendance nationale et politique du peuple juif ne peut s'accomplir, dans la pratique, que sur une partie seulement d'Eretz Israël.* De même, si *le peuple palestinien veut réaliser son indépendance nationale et politique — et c'est, de toute évidence, le cas —, il ne pourra y parvenir que sur une partie seulement de la Palestine.»*

«Les Arabes étaient responsables de la guerre de 1948 comme de ses conséquences, et nous sommes responsables de ce qui se passe aujourd'hui»

«L'État d'Israël aujourd'hui n'est pas l'État du peuple juif, mais l'appareil d'un pouvoir violent sur un autre peuple. Moi, au contraire, *je*

veux que l'État d'Israël soit uniquement l'État du peuple juif. Le “Grand Israël” ne peut pas être l'État du peuple juif.»

«Je n'ai aucune ligne rouge quant à ce qui est négociable. Les frontières sont négociables. ***Ma seule ligne rouge, c'est l'indépendance nationale et politique. C'est-à-dire que je n'accepterai jamais la Charte de l'OLP, parce qu'elle nie l'indépendance nationale et politique du peuple juif.***»

«Joseph Algazy : Admettons qu'Israël, tout en refusant de se retirer des territoires occupés, accepte d'accorder aux habitants palestiniens des droits politiques et civiques, est-ce que...

Yeishayahou Leibowitz (Haussant le ton.) Non ! ***Octroyer des droits politiques et civiques aux Palestiniens des territoires occupés, cela voudrait dire que 40 % de la population de l'État d'Israël seraient désormais arabes.***

Joseph Algazy : Pourquoi cela vous dérangerait-il ?

Yeishayahou Leibowitz : ***Parce qu'alors l'État d'Israël cesserait d'être l'État du peuple juif. Je ne veux pas d'un tel État.*** La seule solution, je le répète, c'est qu'Israël se retire de tous les territoires occupés.»

«Yeishayahou Leibowitz : Les Juifs qui vécurent en Orient jusqu'à il y a une ou deux générations étaient loin de la civilisation occidentale. D'où un écart entre leur niveau de développement et celui des Juifs d'Occident. Autre source de tensions entre ashkénazes et sépharades, les différences dans les manières de vivre et les coutumes. Mais il n'existe pas pour autant, en Israël, ni séparation ni discrimination.

«Joseph Algazy : ***Les sépharades se plaignent néanmoins de subir une attitude de discrimination...***

Yeishayahou Leibowitz : ***...Ce n'est pas vrai.*** Si discrimination il y a, elle se joue au niveau psychologique. Je parlerais plutôt d'éloignement.»

«Joseph Algazy : Israël ne pratique pas l'apartheid, dites-vous. Il n'en mène pas moins une politique de discrimination nationale envers les Arabes citoyens de l'État d'Israël.

Yeishayahou Leibowitz : Cette discrimination est dénuée de base légale. D'ailleurs, aucun État, aucune loi n'est en mesure de résoudre les problèmes des rapports humains. ***Jamais il n'y a eu, chez nous, de législation d'apartheid à l'encontre des habitants arabes citoyens de l'État d'Israël ; et personne n'a imaginé leur imposer une politique d'apartheid.***»

Pour terminer, je reproduirai ci-dessous une note qui figurait déjà en 2008 dans *L'Inventaire de la confusion*, n° 36/37 de *Ni patrie ni frontières*.

*** A PROPOS DE L'EXPRESSION
«JUDEONAZIS»
QUE LES «ANTISIONISTES»
REPRENNENT
DE YESHAYAHOU LEIBOWITZ
(1903-1994)**

Leibowitz était devenu, dans la seconde partie de sa vie (après 1959), favorable à un Etat totalement laïque, à une séparation complète entre la religion et l'Etat, car il avait le plus grand respect pour la Halakha, les lois et les règles religieuses juives, au centre de ses recherches, mais par contre aucun respect pour l'Etat (soyons clairs, il n'était pas anarchiste !).

Il s'était posé des questions morales dès le massacre de Qibya en Cisjordanie (le 14 octobre 1953, 38 femmes et enfants et 32 hommes furent tués par un commando de Tsahal dirigé par Sharon, en représailles contre un attentat palestinien à la grenade qui avait tué une femme et ses deux enfants en Israël).

Il avait réfléchi aux meurtres de civils innocents perpétrés par l'armée israélienne, «fussent-ils légitimement justifiés».

Il s'interrogeait sur la «malédiction» que de tels actes pouvaient constituer pour l'Etat juif et établissait une comparaison avec un précédent biblique : lorsque Dinah, fille du patriarche Jacob, fut violée, ses frères (Simon et Lévi) tuèrent tous les hommes de la ville où l'agression s'était déroulée. Jacob ne leur pardonna jamais ce massacre et les tribus de Simon et Lévi furent très durement sanctionnées, privées de territoire pour l'une, obligées de vivre dans le désert pour l'autre.

En même temps, Leibowitz pensait que le sionisme, c'était *«la volonté des Juifs qui refusent que le peuple juif continue à être dominé par les gentils»* (ou «les païens» préférerait-il dire, selon son traducteur).

Il n'accordait aucune valeur morale à l'Etat israélien, conscient que ce n'était qu'un appareil politique de coercition et de violence MAIS il pensait qu'il pouvait avoir au moins une utilité : **garantir la continuité de l'existence du peuple juif.**

On voit donc que les «antisionistes», de gauche ou de droite, qui le citent n'ont rien compris à la pensée de Leibowitz et ne l'utilisent que pour de basses polémiques.

Et s'il employa des termes aussi forts que celui de «judéonazis», ce fut pour exprimer son indignation morale contre les guerres et les entreprises colonisatrices d'Israël après 1967, pas pour servir la soupe aux fascistes ni aux antisémites de gauche !

Y.C., 25/7/2015

A propos du dernier livre d'Emmanuel Todd : les «anti-Charlie» primaires auraient-ils enfin trouvé leur «Taguieff» ?

**Qu'est-ce qu'un «Taguieff»
dans le petit monde de l'intelligentsia française ?**

Un professeur cultivé, intelligent, brillant, qui défend avec passion ses orientations idéologiques en brandissant avec véhémence des travaux et une méthode qu'il considère comme scientifiques... donc incontestables par le commun des mortels, tout en cherchant à tout prix à faire rentrer la réalité dans ses schémas préconçus et en faisant preuve d'une insigne mauvaise foi.

Pierre-André Taguieff, après avoir joué un rôle important dans la définition d'un nouvel argumentaire contre le racisme contemporain de l'extrême droite, et avoir notamment souligné l'émergence d'un «racisme différentialiste» (racisme fondé sur la culture et la civilisation et non plus, du moins officiellement, sur la «race» du moins au sens biologique du XIX^e siècle), s'est tout à coup pris de passion pour le nationalisme israélien (ce que certains appellent à tort «le sionisme», alors qu'avant 1948 il existait plusieurs «sionismes», y compris un «sionisme» favorable à une fédération judéo-arabe en Palestine et non à un Etat juif). Depuis lors, Taguieff multiplie les pamphlets érudits pour nous expliquer que toute critique virulente contre les gouvernements israéliens est, consciemment ou inconsciemment, antisémite.

Pour ce faire, il accumule les citations, mais surtout les amalgames politiques les plus rocambolesques et souvent injustifiés entre extrême droite et extrême gauche. Soyons honnêtes : si on lit ses bouquins, et qu'on ne prend pas ses philippiques antigauchistes au sérieux, on acquiert quand même des connaissances utiles (ou du moins des **pistes** à vérifier) sur l'antisémitisme de gauche, et les dérives antisémites de **certain**s antisionistes.

Malheureusement, Taguieff est tellement obnubilé par sa passion pro-israélienne qu'il perd tout esprit critique quand il traite des crimes de guerre de Tsahal, crimes qu'il réduit toujours à de simples actions de «légitime défense», des réponses à des «provocations» palestiniennes, etc. De plus,

son point de vue républicain-chauvin (cohérent avec son soutien au nationalisme israélien et avec sa complaisance pour le nationaliste-raciste new look Alain de Benoist) l'empêche de se livrer à une critique efficace du nationalisme, du chauvinisme et de l'extrême droite en Europe. Pourtant, ses rappels à l'ordre conceptuels et méthodologiques sont très utiles, au moins pour nous inciter à être moins brouillons et émotifs quand nous distribuons généreusement l'étiquette de «fasciste» ou même «d'extrême droite» sans nous demander si la réalité actuelle est exactement la même que dans les années 1920/1930. (On lira à ce propos les deux derniers livres de Pierre-André Taguieff «*Du diable en politique. Réflexion sur l'antilepnisme ordinaire*, CNRS Editions, 2014, et *La revanche du nationalisme*, PUF, 2015 – même si, hélas, l'auteur passe trop de temps à critiquer les approximations de l'antifascisme actuel et fort peu à proposer une analyse nouvelle pour mieux combattre l'extrême droite et les nationaux-populistes ou les «néo-populistes» du XXI^e siècle.)

Todd et Taguieff : bonnet blanc et blanc bonnet au niveau de la méthode «scientifique»

Emmanuel Todd, dans son dernier livre – *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse* (Seuil, 2015) – adopte la même attitude que Taguieff vis-à-vis de ses lectrices et lecteurs. Lui aussi prétend utiliser des arguments scientifiques, donc être un universitaire au-dessus des querelles et des passions partisans. Sa méthode d'analyse serait incontestable, ses connaissances seraient nourries par des décennies de recherche, nous explique-t-il modestement. Donc taisez-vous et écoutez, ou plutôt lisez au garde-à-vous.

A la différence de Taguieff, il reconnaît au moins dans son introduction que son dernier livre a été écrit à chaud et a donc une tonalité polémique – dimension que Taguieff ne reconnaît jamais. Mais contrairement à Taguieff, qui affiche clairement de livre en livre sa cible (l'extrême gauche et la gauche antisionistes), Todd est plus retors dans cet ouvrage car il veut se faire passer pour le porte-parole de la souffrance non seulement des «musulmans» («*groupe faible discriminé*», porteur d'une «*religion des faibles*»... ce que contredisent les chiffres de l'enquête qu'il cite lui-même p. 187) mais aussi des couches populaires qui ont voté non au TCE et se seraient, selon lui, abstenus massivement de défilé le 11 janvier 2015, car le 11 janvier n'aurait mobilisé que les «classes moyennes».

Non seulement, son livre nous ressert les analyses de la prétendue «gauche du non» (gauche social-chauvine qui allait d'une partie du PS à l'extrême gauche, NPA, POI, etc., en passant par quelques libertaires opportunistes et les altermondialistes chauvins d'ATTAC et Cie) mais, comme cette même gauche social-patriote, il dissimule le fait que le non au référendum de 2005 sur le TCE n'aurait pu gagner sans l'appui (involontaire) des 6 millions d'électeurs de Le Pen et de Villiers, sans ce

front unique¹ qui se réalisa dans les urnes entre la gauche social-chauvine et l'extrême droite, entre les socialistes nationaux et les nationaux-socialistes, pardon les «patriotes» du FN.

Todd prétend dénoncer l'unité nationale manipulée par le gouvernement socialiste lors de la manifestation du 11 janvier 2015, mais il n'a rien à objecter à l'unité nationale réalisée lors du référendum de 2005. Il ne dénonce pas cette unité nationale du 11 janvier 2015, au nom d'une opposition de principe à l'union entre les bourgeois et les prolétaires, entre l'extrême droite et l'extrême gauche, mais seulement pour des raisons tacticiennes parce qu'il est un déçu du hollandisme (ce qu'il n'a pas l'honnêteté de rappeler en préalable à ses attaques au vitriol à la fois contre la personnalité de Hollande, son gouvernement et le PS). En bon partisan de l'Etat bourgeois, il défend d'ailleurs la «*retenue admirable de la police qui n'avait pas plus tiré sur les gosses des banlieues [en 2005] que sur les jeunes bourgeois de mai 1968*» !

Malgré des préoccupations différentes sur certains points, les sociaux-chauvins Todd et Taguieff recherchent les mêmes effets de sidération et d'anesthésie de l'esprit critique chez leurs lecteurs et lectrices, du moins dans leurs pamphlets au vernis scientifique.

Une pluie d'arguments d'autorité pour impressionner les crédules

Plutôt que de nous assener des milliers de citations hétéroclites et tirées souvent de leur contexte, et d'accumuler les définitions conceptuelles sans vraiment les mettre en application dans des analyses concrètes comme Taguieff, Todd, lui, emploie une autre méthode qui relève elle aussi de l'argument d'autorité pour lecteurs et lectrices souhaitant gober ses propos sans en vérifier la validité : il nous assène des dizaines de cartes, et des centaines de pourcentages issus de statistiques électorales ou des calculs aléatoires de *Libération* et du ministère de l'Intérieur le 11 janvier 2015, et nous demande de croire les yeux fermés à ses considérations «anthropologiques²» brouillonnes et confuses comme étant déterminantes et omni-explicatives.

¹ Cf. «La triste farce de la victoire du non», *NPNF* n° 13-14, novembre 2005.

² Les références à «l'anthropologie» sont très à la mode dans les milieux gauchistes ou libertaires. Elles remplacent, comme argument d'autorité et surtout comme pose commode dans des polémiques superficielles, le marxisme «scientifique» néostalinien ou léniniste dans sa tentative de tout expliquer, ou bien, du côté libertaire, les références à des penseurs anarchistes-mâles-«blancs»-européens, comme Proudhon, Bakounine et Kropotkine.

Leur avantage ? Elles ont un côté branché, non dogmatique, très utile dans les cercles gauchistes ou libertaires qui veulent rejeter le «marxisme»

Il nous joue le même genre d'air que de nombreux marxistes dogmatiques nous ont fait entendre pendant des décennies. Ce n'est plus : Tout s'explique «en dernière instance» par «l'infrastructure» («infrastructure» réduite de surcroît à une explication économique mécaniste et ignorant une compréhension fine et complexe des rapports sociaux) ou la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, mais tout s'explique par les «structures familiales» et par «l'anthropologie».

Une méconnaissance confondante de l'histoire du mouvement ouvrier

Cette mono-causalité impérialiste (sur le plan du savoir) donne des résultats assez cocasses : c'est ainsi que Todd lie les sentiments d'hostilité des Italiens du Nord aux «immigrés» du Mezzogiorno à un bouleversement des structures familiales et religieuses dans les années 1980 (cf. p. 35) alors que ce thème était déjà traité par Gramsci dans les années 30 et que n'importe quel connaisseur superficiel du monde ouvrier italien aurait pu repérer ce phénomène dans les années 50 (c'est d'ailleurs ce que firent les inventeurs de l'«opéraïsme» : Panzieri, Tronti, etc. !).

Quant à la France, il nous explique à grand renfort de cartes colorées et de considérations «anthropologiques» que le clivage politique électoral à propos de l'Union européenne serait lié à des structures familiales spécifiques, alors que le clivage de classe qu'il évoque lui-même (pour simplifier, bourgeois et petits-bourgeois éduqués d'un côté, ouvriers et employés de l'autre) se manifeste dans tous les pays d'Europe, quelles que soient leurs structures familiales dites «égalitaires» ou «inégalitaires» et que les structures religieuses héritées du passé soient catholiques ou protestantes.

De même, il prétend que la politique procapitaliste de la gauche française serait liée à une «crise religieuse» et à des structures familiales spécifiques, tout en admettant que ces attaques contre les droits sociaux, l'absence de lutte contre le chômage, l'accentuation de la précarisation et la flexibilisation du travail se déroulent dans tous les pays capitalistes

(ou l'anarchisme originel, surtout ses tendances communistes libertaires) mais n'ont pas les capacités théoriques de s'attaquer vraiment à cette tâche difficile. A ce propos, on pourra lire «Soulèvements arabes : il est temps de dire Bye, bye Castoriadis» (*NPNF* n° 40-41, mai 2012), texte qui épingle certaines prétendues considérations «anthropologiques» sur les «Arabes» et les «musulmans».

Ces réserves faites, bien sûr, les facteurs anthropologiques, tout comme les facteurs psychologiques, ont toute leur place dans une explication exhaustive des diverses formations sociales capitalistes, à condition de ne pas les transformer en un déterminisme «à la Todd».

avancés, quelles que soient leurs structures familiales et religieuses... Il écrit en effet que «*la crise de l'égalité est un phénomène mondial*» et qu'il «*reste à identifier (...) le facteur commun à toutes les sociétés avancées*» (p. 111-112) ce qui ôte tout intérêt à ses considérations sur le rôle déterminant des facteurs «anthropologiques», du moins de la façon dont il nous les expose de façon dogmatique...

On remarquera au passage que Todd use et abuse du terme de «familles égalitaires». Ce concept suscite et entretient la confusion puisqu'il ne fait référence ni à l'égalité hommes/femmes au sein des familles, ni évidemment à un quelconque égalitarisme social et politique pratiqué par les membres de ces familles, mais à l'égalité entre frères au niveau de l'héritage. Structures familiales «égalitaires» qui sont de surcroît tantôt foncièrement hostiles aux femmes, tantôt plutôt défavorables aux hommes, tantôt liées à des régions qui votent à gauche, tantôt à des régions qui votent à l'extrême droite, tantôt catholiques, protestantes ou musulmanes... Ce terme ambigu d'«égalitaires» matraqué dans tout son ouvrage, permet donc à Todd de glisser sans cesse de considérations démographiques et «anthropologiques» à des considérations politiques arbitraires sans aucun rapport avec les précédentes...

A propos du Parti socialiste, Todd qui pourtant avait appelé à voter Hollande en 2012 et voyait en lui un «*nouveau Roosevelt*» (on se demande ce qui a changé chez le président de la République depuis 2012... à part les illusions déçues de l'auteur), a opéré un énième tournant politique¹ puisqu'il voit désormais en Hollande un représentant du «catholicisme zombie».

Todd ignore l'histoire de la SFIO (ancêtre du Parti socialiste né en 1969) car il nous explique que le grand changement idéologique et «anthropologique» de la social-démocratie française serait postérieur à l'année 1965 (cf. p. 55 et 57). Toute personne s'intéressant au mouvement ouvrier français² sait que les tendances «révolutionnaires» ont toujours été ultra-minoritaires au sein de la social-démocratie française, et ce bien avant

¹ Emmanuel Todd, comme Michel Onfray, est une girouette politique qui n'arrête pas de changer d'avis et de coups de cœur politiques (le PCF, Villepin, Debout la République, le Modem, Mélenchon, Hollande... qui sera le suivant ?) : sa seule cohérence est son social-patriotisme anti-américain et antiallemand, dans la bonne tradition gaulliste chère à la droite, au PCF et au *Monde diplomatique*.

² On pourra lire à ce sujet les textes de Rosa Luxembourg sur le mouvement ouvrier français écrits avant et pendant la première guerre mondiale, soit les tomes 2 et 3 des *Oeuvres complètes* publiés aux éditions Smolny. Visiblement Todd ne les a pas lus, ou, plus vraisemblablement, il est allergique à toute critique révolutionnaire de la social-démocratie !

1914 (sinon on ne comprend rien du tout à l'importance du syndicalisme révolutionnaire¹ !). Si l'on veut absolument dater le changement de nature définitif de la social-démocratie française, son passage du côté de l'ordre bourgeois, ce ne sont pas les années 1960 qu'il faudrait prendre comme date décisive mais **1914** quand les dirigeants socialistes français (comme d'ailleurs presque tous les dirigeants socialistes européens) choisirent de soutenir leur propre bourgeoisie durant la première guerre impérialiste mondiale, attitude qui ne fut pas vraiment une surprise pour ceux qui avaient suivi les débats autour de l'entrée du «socialiste» Millerand dans le gouvernement Waldeck Rousseau en... **1899**.

Mais évidemment un social-chauvin² comme Todd ne peut accepter ce type d'analyse (répandue depuis un siècle dans le mouvement ouvrier européen !). En effet, elle n'a rien à voir avec les structures anthropologiques et familiales censées tout expliquer puisque cette position pro-impérialiste, pro-bourgeoise, pro-étatique et contre-révolutionnaire de la social-démocratie fut adoptée dans presque tous les pays d'Europe, quelles que soient encore une fois leurs structures familiales et religieuses plurisécularisées... **il y a déjà cent ans**.

Todd ignore non seulement l'histoire du PS mais aussi celle du PCF dont il fut membre dans les années 1967-1969. En effet il écrit, sans rire, que le PCF était «libéral dans ses mœurs³» : Todd n'a jamais entendu parler des positions du PCF hostiles à l'avortement, au féminisme, au mouvement des homosexuels ni entendu parler des coups de poing que son SO (pour être précis celui de la CGT mais dans ces années-là c'était la même chose) distribua généreusement contre les militantes du MLF le 1^{er} mai 1976 et celles et ceux du FHAR, le 1^{er} mai 1971....

¹ Cf. «Socialisme et syndicalisme en France (1876-1914)», six articles du Parti communiste international publiés dans la revue *Programme communiste* en 1963, 1964 et 1982 et reproduits dans le n° 30/31/32 «Travailleurs contre bureaucrates» de la revue *NPNF*.

² Cf. «Sociaux-patriotes d'hier et d'aujourd'hui : permanence et récurrence des idées réactionnaires» (*NPNF* n° 42/43).

³ Une petite anecdote personnelle à ce sujet : pendant plusieurs années j'ai diffusé des tracts aux portes de l'île Seguin et j'étais chaque semaine accueilli par un «Alors pédé, tu viens faire ton stage de révolutionnaire» du secrétaire de la CGT Renault, par ailleurs membre du PCF jusqu'à nos jours. A la suite de quoi la direction appelait les flics et je passais ma matinée, pendant plusieurs mois, au commissariat de Boulogne-Billancourt pour un contrôle d'identité et avoir diffusé dans une propriété privée (le trottoir devant l'usine étant considéré privatif)... Un vrai «libéral dans ses mœurs» ce bureaucrate syndical, sans doute ?

Pour couronner le tout, Todd affirme que «*la notion d'inégalité absolue d'hommes prisonniers de leur race, conçue par le nazisme, est inconcevable par les libéraux anglo-américains*» dans une tentative dérisoire pour opposer les structures familiales allemandes et anglo-saxonnes. On aimerait bien qu'il nous explique comment non seulement l'esclavage a pu perdurer aussi longtemps aux Etats-Unis mais surtout comment la ségrégation raciale continue à sévir dans la société américaine, pourquoi l'appartenance raciale figure sur les passeports et les documents administratifs aux Etats-Unis, les formulaires d'inscription scolaires, les demandes d'emploi, etc.

Dans la rubrique des absurdités historiques, il faut signaler aussi cette référence à «*la Russie de Poutine sœur en égalité capable comme elle [la France] de soutenir la vision d'un monde de nations égales*». Les ex-chefs de l'Armée rouge et ceux de l'armée russe actuelle ont dû se frotter les mains devant un tel éloge de leurs capacités à respecter l'intégrité des nations environnantes.

Bref, tout comme Taguieff, Todd écarte toutes les données historiques qui nuisent à sa «thèse» et fait l'impasse sur l'histoire du mouvement ouvrier français et européen, et même sur l'histoire tout court. Mais cela ne nous étonne pas, car c'est le cas de l'immense majorité des intellectuels et universitaires «de gauche»¹....

Un seul bon conseil en conclusion : «Il ne faut pas trop me prendre au sérieux»

Pour ce qui concerne ce que Todd appelle «l'islamophobie» et que je préfère nommer le «racisme antimusulmans²», il brouille aussi les cartes puisque l'on apprend que le PS et le FN seraient les vecteurs de «l'islamophobie» bien que leurs électeurs soient issus de structures familiales différentes «inégalitaires» et «égalitaires»... Todd affirme que «l'islamophobie» serait à la fois un produit spécifique des classes moyennes «catholiques zombies inégalitaires» et des classes populaires issues de familles «égalitaires» qui votent de plus en plus FN. Il prétend que les électeurs de l'UMP et du FN proviendraient du même terreau. Il pense que le Front de gauche pourrait, en défendant une autre politique, capter les voix des électeurs dits «musulmans» (issus de familles «égalitaires»), puis il nous explique que les «musulmans» n'existent pas, et

¹ Cf. «Les Mystères de la gauche (1) : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa» *NPNF* n° 50-51.

² Cf. «De l'usage réactionnaire de la notion d'«islamophobie» par certains sociologues de gauche et... Amnesty International»; «Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe»; et Sacha Ismail «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans» (ces trois textes se trouvent dans *NPNF* n° 48-49, avril 2015).

enfin que l'antisémitisme croîtrait dans les populations «musulmanes» en France mais aussi dans les classes moyennes supérieures, issues pourtant les premiers de structures familiales égalitaires et les secondes de structures familiales inégalitaires.

Bref, Todd, au gré de ses coups de gueule, de ses emportements atrabilaires et de ses passions, dénonce presque toutes les forces politiques (sauf le MODEM...) et quelques personnalités médiatiques¹, pour finalement arriver à des **propositions gaullistes classiques** (la xénophobie² en moins, ce qu'«oublie» Emmanuel Todd) et **humanistes sympathiques** qui n'ont absolument rien à voir avec le ton violent de son livre et ne nécessitent aucune étude anthropologique préalable, aucune carte, et aucun déluge de statistiques.

Après avoir dénoncé non seulement *Charlie Hebdo* (dont l'assassinat de l'équipe serait en quelque sorte justifié par sa position «laïciste» et «islamophobe»³) mais aussi tous ceux qui sont descendus dans la rue le 11 janvier 2015 (curieusement il oublie d'évoquer les manifestations spontanées massives du 7 janvier) tout en expliquant que ces millions de personnes ne savaient vraiment pas ce qu'elles faisaient mais en même temps étaient islamophobes, racistes et potentiellement antisémites ; après avoir dénoncé pêle-mêle l'euro, le néo-libéralisme, la domination de

¹ Tout en expliquant que l'anthropologie s'applique à des groupes et non à des individus, Todd se sert de données familiales personnelles pour déboulonner avec humour Valls, Hollande, Zemmour et Finkelkraut. Un tel procédé peut passer dans un pamphlet mais n'est pas vraiment très rigoureux pour un «scientifique» qui veut nous convaincre de la validité du déterminisme anthropologique et de sa neutralité scientifique....

² Pour un florilège de citations racistes du général de Gaulle qu'ignore visiblement Todd, on lira «Le temps des bouffons gaullo-gauchistes» dans *NPNF* n° 25-26, 2008,.

³ C'est ainsi que Todd se livre à une comparaison douteuse entre les assassinats commis par Mohamed Merah à Toulouse et ceux perpétrés par les frères Kouachi en ces termes : «*il est clair qu'assassiner des enfants, des hommes, simplement parce qu'ils sont juifs, est plus ignoble encore que de massacrer une rédaction engagée dans un combat*». Curieuse gradation dans l'ignoble...

Pour notre position sur «*Charlie Hebdo*» on pourra lire ces deux articles écrits en 2012 : «*Charlie Hebdo, les “musulmans” et la liberté d'expression : faux débats et vraies questions*» (*NPNF* n° 48/49, avril 2015) et en 2015 : «*D'une authentique émotion de masse à la manipulation politico-médiatique*» (*NPNF* n° 48/49); et ce texte de Barry Finger «*Charlie Hebdo vu à travers le prisme déformant d'un certain anti-impérialisme*», *NPNF* n° 50-51, juin 2015.

l'Allemagne sur l'Europe, le conservatisme des mœurs aux Etats-Unis, le poids politique des retraités, etc., Todd arrive finalement à une conclusion tout à fait acceptable pour n'importe quel politicien bourgeois (à part son obsession pour la sortie de l'euro présentée comme une solution miracle alors qu'il admet lui-même que la crise économique internationale du capitalisme frappe tout autant la Grande-Bretagne – et la Russie aurait-il pu ajouter – que les pays de la zone euro) :

– il faut revenir à une Europe des nations, fondée sur des monnaies nationales ;

– il ne faut être ni raciste antimusulmans ni antisémite ;

– il faut interdire le port du hijab dans les écoles mais ne pas stigmatiser les «musulmans» ;

– il faut que la tendance française aux mariages mixtes (dans tous les sens du terme) continue à s'accroître ;

– l'échec de l'intégration est toujours celui de la société d'accueil et non la responsabilité des immigrés ;

– la présence de personnes de culture musulmane peut être une chance pour la France et permettre que ce pays reste ouvert à toutes les cultures et les religions ;

– il faut ne pas trop donner de pouvoir aux religions car quand même le rationalisme a du bon pour la paix civile, mais en même temps il faut sortir de la «phobie du religieux» (?) car l'athéisme «*n'aboutit qu'à définir un monde dépourvu de sens et une espèce humaine sans projet*» et qu'il est «*générateur d'angoisse*» ;

– et enfin il ne faut pas trop se prendre au sérieux...

Ce conseil est finalement le seul conseil utile que Todd donne à ses lectrices et lecteurs et en parcourant cette conclusion digne du programme du MODEM on se dit «Tous ces efforts statistiques, toutes ces cartes électorales, tous ces raisonnements “anthropologiques” pour aboutir à des conclusions politiques gaullo-humanistes aussi banales» !

Y.C., 18/05/2015

Pourquoi «*Appelez-moi François*» est une mystification cinématographique et historique

Roberto Massari : «Desaparecidos», appelez-moi Bergoglio

Cet article a été publié sur le site *utopia rossa* (<http://utopiarossa.blogspot.fr/2015/12/desaparecidos-chiamatemi-bergoglio-di-7.html>) et traduit de l'italien par Fabienne Melmi. Nous publions des extraits de ce texte car, en ces temps de «papophilie» aiguë en faveur du sieur François alias Bergoglio, et vu le silence total dans l'Hexagone sur le travail d'enquête effectué par le journaliste argentin de Pagina 12 Horacio Verbitsky (un seul article en français de lui a été publié dans «*Courrier international*», rien dans le reste de la presse française si ce n'est la reprise de la version papale, sans la moindre contre-enquête sérieuse) il faut proclamer haut et fort que François se comporte vis-à-vis des «disparus» argentins exactement comme son prédécesseur Pie XII vis-à-vis du judéocide. Et qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie du national-catholicisme prégnante dans les hautes sphères de l'armée et de l'Église argentines depuis des décennies (NPNF).

Depuis plusieurs décennies, les «desaparecidos» (disparus) argentins appellent Jorge Bergoglio (Provincial de l'ordre des jésuites au moment de leur mort), mais il ne daigne pas leur répondre.

Et aujourd'hui, alors qu'il est devenu pape, François ne semble même pas avoir l'intention de présenter des excuses pour son comportement et celui de la haute hiérarchie catholique dans les années les plus féroces de la dictature militaire (1976-79, dans le cadre d'une dictature qui a duré de 1973 à 1983). Ce furent les années les plus favorables à sa carrière ecclésiastique: il fut en effet «Provincial» – la plus haute autorité nationale des jésuites – justement entre 1973 et 1979, année durant laquelle, à la tête du Conseil épiscopal latino-américain, à Puebla, il s'est battu en première ligne pour condamner les partisans de la théologie de la libération. À partir de cette année fatidique, sa carrière connut une ascension permanente, jusqu'à arriver au poste suprême qu'il occupe désormais.

Ces jours-ci, doit sortir un film – *Appelez-moi François*, dirigé par Daniele Luchetti et produit par Taodue, propriété du groupe Mediaset de Berlusconi – qui revient sur ces événements tragiques. Ce film se fixe pour objectif précis d’absoudre le pape François précisément par rapport à ce qu’il a fait (et surtout, par rapport à ce qu’il n’a pas fait) durant les pires années de la dictature. Il n’évoque même pas les accusations spécifiques concernant la séquestration de deux frères jésuites (Jalics et Yorio), accusations qui ont été immédiatement lancées contre lui par les parties concernées et ensuite reprises au début de ce millénaire dans deux livres du célèbre journaliste Horacio Verbitsky¹ (...).

Appelez-moi François est le fruit d’une opération cinématographique maladroite pour camoufler les responsabilités de Bergoglio, même si le film n’hésite pas à montrer une partie des fautes commises par la hiérarchie catholique face aux massacres de ces années terribles. Le réalisateur, en fait, se livre à une opération politique très précise: d’un côté, il abandonne la haute hiérarchie catholique argentine au jugement de l’Histoire (vu que ses fautes sont indéfendables et appartiennent à un passé toujours plus éloigné) ; de l’autre, il essaye désespérément de sauver le soldat Bergoglio (après tout, ce n’était qu’un subordonné, un jésuite soumis à une discipline quasi militaire envers son supérieur, Pedro Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus de 1965 à 1983).

Il faut cependant dire que même la dénonciation des responsabilités de l’Église dans le film est tendancieusement insuffisante, étant donné que jamais n’apparaît le nom du numéro un de la hiérarchie catholique, qui fut le principal complice de l’armée: Pio Laghi, nonce apostolique en Argentine de 1974 à 1980. Pour avoir une idée de son rôle (objet de controverses même dans les milieux catholiques), il suffit de dire qu’il jouait au tennis avec le général Massera, membre de la loge maçonnique P2, tandis que les militaires faisaient «disparaître» quelque 30 000 personnes, dont beaucoup subirent des tortures indicibles et des traitements inhumains de toutes sortes avant d’être exécutés.

C’est certainement une ironie de la société du spectacle que la tâche d’absoudre le pape argentin d’Asti soit confiée à un metteur en scène laïque, connu pour ses nombreux films dénonciateurs (*Le Porteur de serviette*, *Mon frère est fils unique*, *La Scuola*), dont personnellement je reste un grand admirateur, en dépit de ce film catastrophique. Luchetti fait partie de ces artistes qui n’ont jamais compris ce qu’ était le stalinisme, se

¹ Rappelons que ce journaliste commença son travail d’investigation dès 1990 sans aucun rapport avec l’élection du pape François qui eut lieu en 2013, soit vingt-trois ans plus tard. Il est l’auteur de plusieurs livres sur l’histoire de l’Église catholique en Argentine (*NdT*).

déclarent encore «nostalgiques de l'ancien PCI», et se vantent d'avoir fait partie de la FGCI [Fédération des jeunesses communistes italiennes] (...).

C'est vraiment le candidat idéal dont avait besoin le Vatican: un metteur en scène laïque, jusqu'ici honnête et digne de confiance, qui ne soit pas passible d'accusations de clientélisme ou de cléricisme, et prêt à effectuer le sale boulot. Opération qui est arrivée «miraculeusement» à bon port, même si cela s'est effectué à travers un canal berlusconien (...).

Ce film n'a même pas le mérite de dénoncer les méfaits de l'armée argentine, d'éveiller les consciences sur cette question en dehors des frontières du pays. En effet, la question est déjà mondialement connue. Elle a fait l'objet d'une grande publicité et a été débattue non seulement dans des centaines et centaines d'enquêtes journalistiques (qui ne semblent jamais finir, grâce au travail des mères et grands-mères de la Place de Mai), mais aussi à travers des livres, des procès dans les tribunaux de différents pays (en Europe, y compris en Italie), des représentations théâtrales, des documentaires et de nombreux films qui ont commencé à émerger juste après la fin de la dictature.

Voici une liste de quelques longs métrages, excluant donc les documentaires: *L'Histoire officielle* de Luis Puenzo (1985); *La Nuit des crayons brisés* d'Héctor Olivera (1986); *La jeune fille et la mort* de Roman Polanski (1994); *Garage Olimpo* de Marco Bechis (1999); *Figli - Hijos* de Marco Bechis (2001); *Disparitions* de Christopher Hampton (2002); *Buenos Aires 1977* d'Adrián Caetano (2006); *Complici del silenzio* de Stefano Incerti (2009).(...)

L'autre grand absent de ce film – en plus du Vatican (de Paul VI jusqu'en 1978, puis de Jean-Paul II, et de la Curie romaine depuis toujours) et des personnalités de la haute hiérarchie catholique argentine – c'est justement le pouvoir, le vrai, celui qui a utilisé les militaires assassins pour mettre un terme à une période de grande révolte sociale, commencée à l'époque du Cordobazo¹ (1969) et qui a continué avec le retour de Perón en 1973.

Jorge Rafael Videla² apparaît dans une interview à la télévision, mais aucun parti politique, aucun membre du haut commandement, aucun

¹ *Cordobazo* : mouvement de protestation populaire qui commença en Argentine dans la ville industrielle de Cordoba en mai 1969 durant la dictature du général Onganía. S'étendit à d'autres villes et toucha aussi bien les ouvriers que les étudiants (*NdT*).

² Jorge Rafael Videla (1925- mort en prison en 2013) : général qui dirigea l'Argentine après le coup d'Etat du 24 mars 1976, jusqu'en 1981, année où il est remplacé par le général Roberto Viola. Condamné à la prison à perpétuité en 1985, amnistié par Menem en 1989, de nouveau condamné à la prison à vie en 2010. Sous son impulsion et celle de ses

secteur de l'armée, aucune entreprise ni aucun groupe financier n'est mis en cause: pas même cette aile droite de la bureaucratie syndicale (avec ses voyous criminels) qui a bénéficié d'énormes avantages suite à l'assassinat systématique des avant-gardes ouvrières. (...)

Luchetti fonde une grande partie du film sur la représentation filmique de ce que Bergoglio a pu penser de certains meurtres, des arrestations, des rencontres avec tant de pauvres gens, etc. Ce procédé rend le film surtout monotone et répétitif. (...)

La souffrance intérieure de Bergoglio est présentée comme un fait incontestable ; on attribue au responsable jésuite des mots et des réflexions, tous les mêmes, présentés comme incontestables, sans aucune absence de lien, sans aucun changement d'opinion ni le moindre moment d'héroïsme (mental) ou d'opportunisme (mental lui aussi).

Cette démarche contribue certainement à construire l'image d'un saint que certains ont déjà timidement reconnu dans la figure d'acteur du futur pape. (Cette intention hagiographique s'exprime aussi dans le type de gros plans attrayants choisis, dans la modestie des costumes, la simplicité essentielle des mouvements.)

D'ailleurs, avouons-le (...): cette enquête rétrospective sur ce que peut avoir éprouvé Bergoglio devant l'extermination de ses compatriotes et (...) peut-être aussi face à leur propre impuissance à y mettre fin, n'apparaît aujourd'hui, de nombreuses années après ces événements, que parce que Bergoglio est devenu pape en 2013. (...)

Appelez-moi François est une mystification cinématographique grossière. Malheureusement, ce film imprègnera l'imagination des spectateurs car il montre la plupart du temps Bergoglio occupé à cacher des personnes (généralement des séminaristes), à faire sortir des individus recherchés de la ceinture de Buenos Aires, bref, à agir clandestinement pour sauver des vies.

Et c'est sur ces légendes posthumes et ces témoignages de complaisance (...) que repose la véritable arnaque du film:

a) en effet on ne possède aucune preuve documentée de ces prétendues activités secrètes de Bergoglio (et de toute façon il ne peut y en avoir – il s'agit donc d'une mystification historiographique). On dispose seulement de rapports verbaux enregistrés des dizaines d'années après les événements et surtout après l'élection du pape François;

b) les actions mises en scène dans *Appelez-moi François* ne sont absolument pas des actions qu'on pourrait attendre d'un «Provincial», d'un responsable suprême des jésuites, qui aurait voulu empêcher

complices, Videla mit en place un régime à la fois anticommuniste, antisémite et national-catholique, créa 500 centres de torture et poussa près de 500 000 personnes à s'exiler (*NdT*).

l'extermination de milliers de personnes: un membre éminent de la hiérarchie doit passer par les voies hiérarchiques, mais il doit également mettre à profit sa propre fonction, utiliser l'arme de la dénonciation publique. Et, si ça ne suffit pas, il doit également avoir recours au scandale public, pour sauver des vies humaines.

Si Bergoglio avait agi ainsi, il n'aurait pas sauvé seulement une douzaine ou deux personnes (comme c'est montré dans le film, hypocritement et peut-être même à tort), mais il en aurait sauvé des centaines, voire des milliers si son exemple avait pu devenir contagieux et se propager à d'autres prélats, à d'autres membres de la hiérarchie. Bien sûr, il aurait risqué d'être tué, mais, en l'absence de cet engagement, ce sont des milliers de personnes qui ont été tuées à sa place, et, parmi elles, aussi des prêtres de base.(...)

Appelez-moi François est un film servile, de la pure propagande, étudiée, commissionnée par le Vatican ou par ceux qui avaient l'intention de faire un cadeau à François (peut-être pour le protéger des complots de palais à l'intérieur de la Curie, dont on parle depuis quelque temps). Ce film sera toujours utile, aujourd'hui comme à l'avenir, pour dissimuler le passé de ce pape témoin direct actif/passif d'une des plus grandes et plus cruelles tragédies de l'après-guerre.

Et puisque la société du spectacle dans son ensemble – dont François me semble incarner un excellent agent manipulateur – valorise une image sympathique, humaine et agréable de ce pape pour les masses catholiques et non catholiques (à un moment, par ailleurs, où tend à augmenter l'opposition catholique à l'Islam), la mystification de ce film aura certainement une grande influence, même sur les non-croyants, et aussi sur les téléspectateurs laïques qui pardonneront facilement à ce film d'être aussi monotone, rhétorique, hagiographique et cinématographiquement peu agréable à regarder. (...)

Roberto Massari

La discussion continue....

Un débat s'est engagé avec Patsy et l'échange se trouve dans le numéro précédent de *Ni patrie ni frontières* et sur Internet.

Patsy m'a envoyé une réponse le 30/12/2015 sous le titre «Divergences ou nuances ?» et dont le texte est reproduit dans les pages suivantes.

J'y répondrai... mais pas tout de suite, faute de temps et de place dans ce numéro, donc dans quelques mois. Pour synthétiser l'esprit de ma future réponse je dirai simplement que, en cette période d'énorme confusion politique, il faut se donner des priorités claires et se démarquer radicalement de la pensée *Monde Diplo*, altermondialiste, gauchiste, etc. Or, Patsy et moi n'avons pas les mêmes priorités (ni le même cadre d'expression : une revue de 200 à 300 pages offre beaucoup plus d'espace pour s'exprimer qu'une émission de radio et un billet de 5 minutes) donc chacun de nous «tord le bâton» dans un sens différent en fonction de ce qui lui semble prioritaire de mettre en avant...

La revue *NPNF* essaye de s'attaquer, depuis treize ans, aux tares politiques de l'extrême gauche et du mouvement libertaire en traduisant ou reproduisant des textes sur des questions qui fâchent comme en témoigne le dernier numéro (52/53) sur «les causes immédiates et lointaines des attentats du 13 novembre 2015». Les textes publiés dans la revue vont généralement à contre-courant des consensus mous gauchistes ou libertaires, que ce soit sur *Charlie Hebdo*, le terrorisme d'extrême gauche des années 70, le terrorisme islamique actuel, le rôle véritablement néfaste des religions (y compris donc l'islam), l'anti-impérialisme réactionnaire, le tiers-mondisme, l'athéisme, l'antisionisme, etc.

Sur toutes ces questions, Patsy et moi avons sans doute beaucoup de points communs (et je m'en réjouis !) mais nous ne les exprimons pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la même vivacité ! Pour ma part, il me semble fondamental de remettre en cause les discours automatiques qu'on entend si souvent à l'extrême gauche ou dans les mouvements libertaires, altermondialistes, quitte à ébranler nos certitudes.... Remettre en cause ces discours automatiques demande une certaine pugnacité pas toujours favorable à des rapports policés entre camarades ou compagnons...

Je pense que nous n'avancerons pas si nous ne procédons pas à un grand ménage dans nos propres idées...

Y.C., 31/12/2015

Divergences ou nuances ?

Comme tu m'y as invité amicalement, je me suis attelé à la lourde tâche de répondre à tes nouvelles critiques et remarques qu'ont suscitées mes réponses à ta première interpellation. Comme il n'est pas dans mon intention d'inventer le mouvement perpétuel, pour ma part, j'en resterai là après cet ultime et fastidieux exercice d'«autodéfense» qui m'a demandé des heures de labeur à l'heure de la dinde et du marron !

J'espère que les lecteurs (courageux, intrépides, masochistes) de Ni Patrie ni frontières trouveront un intérêt à se plonger dans nos échanges et ne verront pas en eux la manifestation de deux ego coupant les cheveux en quatre, mais plutôt la volonté de deux militants de partager leurs sentiments et impressions sur un sujet d'actualité sanglante.

1. Sur le rôle principal (pour moi)/secondaire (pour toi) joué par le néoconservatisme dans l'émergence du djihadisme moderne

Tu considères que les relations internationales contemporaines jouent un rôle secondaire dans l'émergence du djihadisme. A te lire, on ne sait si tu adhères à la thèse du choc des civilisations (j'en doute) ou si tu tends à réduire l'actuel conflit à une guerre arabo-persane, voire même à une guerre interne à une religion (wahhabisme vs chiisme ?) ; c'est ce que tu sembles sous-entendre en parlant des «conflits internes (...) bien antérieurs aux années 1980» qui seraient donc les «principaux responsables de la situation actuelle». Sans nier la valeur heuristique d'une telle approche, elle tend à diluer les faits/événements dans le temps long de l'Histoire ; or, pour être opératoire, elle nécessite impérativement à mon sens un bornage chronologique, ce que ton «bien antérieurs aux années 80» n'est pas. Jusqu'à quand juges-tu donc utile de remonter pour expliquer le djihadisme actuel ? Au démantèlement de l'Empire ottoman (Traité de Sèvres en 1920) ? Au milieu du 18^e siècle (naissance du wahhabisme, support idéologico-théologique de la volonté de puissance des Saoud) ? Au début du 16^e siècle (quand les Safavides «convertissent» l'Iran au chiisme) ou en 680, date de la bataille de Kerbala ?

Concernant l'influence fondamentale de l'Occident sur l'évolution du monde musulman contemporain, je citerai trois exemples à titre d'informations. La Nahda, ce puissant mouvement intellectuel de réforme qui secoue l'Islam au XIX^e siècle, ne peut se comprendre si on l'extrait du contexte qui le voit naître : un contexte marqué par la domination à la fois politique, économique, coloniale de l'Occident, notamment la fugitive occupation de l'Egypte par Napoléon Bonaparte. La Nahda est donc une réponse musulmane (modérée et salafiste) aux défis posés aux sociétés musulmanes par la modernité occidentale. Second exemple : le

nationalisme iranien qui émerge au début du XX^e siècle et va amener les Palhavi au pouvoir puise son inspiration aussi bien dans les Lumières (il faut singer l'Europe pour se développer économiquement, se construire une histoire commune pour «inventer» la nation) que dans la détestation de l'impérialisme (monarchie cupide soumise aux desiderata anglais ou russe) ou dans une critique de l'Islam (comme obstacle au Progrès), ou l'exaltation d'un Iran pré-islamique fantasmé. Troisième exemple, toujours en Iran, concerne la façon dont Khomeiny a utilisé les outils de la modernité politique occidentale pour construire son hégémonie politique : l'Iran est donc devenue une République (autoritaire) avec un parlement, des élections, des compétitions électorales âpres, des apparatchiks, du clientélisme...

J'ai écrit ceci et je me permets de souligner les mots essentiels : «Le fanatisme religieux **moderne** est en **grande partie** le produit de la politique néo-conservatrice américaine parce que c'est elle qui lui a apporté le carburant nécessaire à son **expansion**.» «Moderne» parce que je m'intéressais à Daech et non aux formes de radicalisme islamique ayant parcouru l'histoire de l'Islam. «Grande partie» veut dire que d'autres facteurs que «l'impérialisme» expliquent l'existence de ces mouvements. «Expansion» signifie que ces forces existaient à l'état latent, donc pré-existaient à l'offensive néoconservatrice. Quant aux autres facteurs explicatifs, j'en donne une liste qui me semblait intéressante, mais tu n'en dis curieusement rien, te focalisant sur ce que tu appelles ma «lecture purement événementielle» des choses.

Dire, par exemple, que «le sionisme herzlien (comme idéologie et mouvement) est en grande partie le produit de l'antisémitisme (pogroms à l'Est, affaire Dreyfus à l'Ouest) parce que c'est lui qui...», ou que «le nazisme (comme idéologie et mouvement) est en grande partie le produit de la défaite allemande de 1914 parce que...» ne signifie pas :

- que j'ignore que le sionisme est énoncé alors que le nationalisme et l'idéologie coloniale irriguent les sociétés européennes, ou qu'il y eut en Posnanie, trente ans avant Herzl, un rabbin nommé Zvi Kalisher qui prônait la migration vers Israël ;

- que l'idéologie völkisch parcourait de larges strates de la société allemande, y compris (voire surtout) dans les milieux éduqués où on célébrait la germanité et cultivait l'entre soi antisémite.

2. Sur l'Arabie saoudite

Là encore, tu me prêtes des positions qui ne sont pas les miennes. Où ai-je écrit que je considérais l'Arabie saoudite comme un «simple gardien des lieux saints» ? Nulle part. Dans ma réponse, je te parlais des relations entre les pèlerins et l'Arabie saoudite parce que tu reprochais aux dits pèlerins de ne pas se saisir du pèlerinage pour critiquer le wahhabisme. J'ai écrit «Les pèlerins vont à La Mecque parce que c'est un lieu saint de l'Islam et non un

lieu saint du wahhabisme.» C'est important parce que : le pèlerinage à La Mecque concerne tous les musulmans qu'ils se réclament du sunnisme, du chiisme, du soufisme ou de je ne sais quoi, même si cela irrite le régime saoudien qui voudrait le réserver aux seuls sunnites ; les pèlerins pour être des gens a priori pieux ne sont pas pour autant des fondamentalistes ; fondamentalisme dont une fraction seulement confond «les deux registres» (le politique/le religieux), puisqu'il y a un fondamentalisme de retrait du monde qui vit sa foi dans l'entre soi et dont la motivation essentielle est la pureté de l'âme et non la construction du califat (ex : les mystiques soufis, les salafistes quiétistes).

Quand je lis, sous ta plume, à propos de cette absence de critique du wahhabisme à La Mecque, la critique suivante : «comme si le lieu de la discussion était le problème principal», je me demande si j'ai affaire au même homme qui a écrit quelques jours plus tôt : «Le wahhabisme, grand-père spirituel de Daech, n'est jamais remis en cause par les millions de pèlerins de toutes origines qui vont à La Mecque. Cela pose quand même un problème politique sérieux qu'on ne peut dissimuler...» Tu me répondras peut-être qu'un «problème politique sérieux qu'on ne peut dissimuler» n'est pas synonyme de «problème principal», mais tu me permettras de te faire remarquer que c'est toi qui a abordé la question du lieu (qui plus est comme élément central de ton argumentation – 14 lignes sur 22 lignes ! – et ce, dès la dixième ligne !), pas moi ! Il est évident que si tu m'avais interpellé sur la stratégie d'hégémonie théologico-politique du royaume des Saoud, j'en aurais parlé et dans des termes sans doute très proches des tiens. Mais voilà, tu as choisi de me parler de La Mecque, je te réponds là dessus alors, par pitié, ne m'en fais pas le reproche !

Je ne pense pas que le wahhabisme soit «si peu critiqué» comme tu le dis. Tout dépend en fait de ce que l'on range sous l'étiquette «wahhabite». Qui est donc wahhabite ? Le pouvoir saoudien ? Mais l'est-il toujours depuis qu'il permet à des apostats de disposer de bases militaires sur son sol ? En tout cas, il ne l'est plus aux yeux de Al-Qaida et de Daech, ou encore de Boko Haram. Autrement dit le salafisme djihadiste est une critique radicale (et sacrément puissante !) du wahhabisme institué/incarné par l'État des Saoud.

Les mouvements wahhabites/salafistes sont en expansion parce qu'ils profitent de la puissance financière des Etats du Golfe, et qu'ils incarnent un Islam anti-impérialiste, revancharde, révolutionnaire, qu'ils portent un souffle que la jeunesse (ou les cadets sociaux) ne retrouve pas forcément dans le soufisme, le confrérisme ou le fondamentalisme quiétiste. Les mouvements wahhabites/salafistes fustigent également les «autorités musulmanes» modérées qui se compromettent avec des pouvoirs délégitimés dans des pays en crise. Si tu t'intéresses à Boko Haram, tu apprendras que le leader spirituel du groupe Mohamed Yusuf s'est attaqué

en premier lieu aux dignitaires musulmans et aux chefs traditionnels de l'État de Borno (jugés corrompus et à la solde de la kleptocratie au pouvoir à Lagos) parce que ceux-ci tournaient en ridicule ses prétentions théologiques. Courroucé, il prit les armes, voulut leur régler leur compte (quelques centaines de morts de part et d'autre), fut arrêté et fusillé, sans procès.

Le problème n'est pas tant de savoir si le «wahhabisme» est, ou pas, ou pas assez, critiqué, que de savoir d'où partent les critiques. Si les théologiens qui fustigent le wahhabisme sont des notables religieux parfaitement intégrés dans des régimes corrompus jusqu'à la lie, il y a peu de chances que cela détourne de l'islam radical une jeunesse avide de changement social.

Tu écris qu'il n'est pas possible de comparer l'influence de l'Arabie saoudite à celle du Vatican. L'ai-je fait ? Non, je ne parlais d'ailleurs pas du Vatican comme Etat-entreprise théologico-politique, mais comme lieu de pèlerinage. Je t'ai juste fait remarquer qu'il y a «des lieux qui se prêtent mal à l'activisme politique. Les lieux saints sont de ceux-là.» Ni plus, ni moins. Il n'en demeure pas moins que le Vatican (et plus largement le catholicisme), même s'il n'est plus aussi fort qu'auparavant, continue à jouer un rôle central partout sur le globe, y compris sur le Vieux continent sécularisé : la démocratie chrétienne demeure une force politique centrale, et le revivalisme chrétien se marie fort bien au nationalisme grégaire d'un Orban par exemple. Et si on élargit la chose au christianisme, on est bien obligé d'admettre que le fondamentalisme protestant est un acteur central du mouvement de (re)christianisation (parfois agressif) auquel on assiste aujourd'hui, y compris en des territoires où l'Islam est extrêmement bien implanté (Nigeria, Ouganda, Liban, et même en Israël !). Les entreprises religieuses se livrent ainsi une concurrence féroce pour gagner des parts de marché, pour conserver leurs clientèles ou imposer une seule dimension spirituelle sans le cadre national (il en va ainsi avec les bouddhistes radicaux birmans qui redoublent ces derniers temps de violence à l'égard de la minorité musulmane des Rohingyas).

Sur les points 3, 4, 5 et 6, je n'ai pas grand-chose à dire. Je te rassure, je n'ignore évidemment pas le rôle de l'athéisme et du rationalisme dans la lente érosion de l'omnipotence du catholicisme. Me prendrais-tu pour un perdreau de l'année, moi, humble spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier, né en Vendée de surcroît ? Concernant la laïcité en Islam (du moins dans certains coins), je me suis contenté de souligner qu'à ma connaissance la revendication laïque était portée par les secteurs éduqués et urbains (éloignés donc des «larges masses» rurales plus conservatrices) ou instrumentalisée par des pouvoirs corrompus.

J'avoue n'avoir jamais lu une seule ligne de Tariq Ramadan ou des Indigènes de la République. Sur le premier, j'ai regardé il y a quelques

mois son «débat» avec Caroline Fourest, et je l'ai trouvé plus convaincant, malheureusement, que son agressif et insupportable contradicteur (elle semble incapable de laisser son interlocuteur finir ses phrases. C'est usant et pour moi rédhibitoire) censé être plus proche de mes convictions. Quant aux Indigènes, je ne connais pas grand-chose de leur thèses (c'est peut-être l'avantage de la province...), même si je pense que certains font partie de ceux que j'appelle les «dirigeants auto-proclamés des «discriminés» ou des «racisés» qui font leur beurre médiatique en découpant la société française en tranches identitaires.»

Pour le reste, d'accord avec toi pour ne pas mettre tous les théologiens musulmans, et plus largement tous les croyants, dans le même sac à opprobre. D'accord également avec le fait de soutenir les courants ultra-minoritaires qui défendent un point de vue de «classe».

Concernant le point 8, là encore, tu ne me lis pas correctement. Je trouve même que le type de procédé que tu utilises est particulièrement malhonnête et grossièrement manipulateur ; mais comme je te considère comme quelqu'un de probe, je mettrai cette erreur sur le compte de l'impulsivité !

Tu me reproches ainsi d'être réducteur en écrivant : «Chacun sait pourtant que l'extrémisme religieux fleurit sur la désespérance sociale, la corruption, la violence étatique et les politiques discriminatoires.» Et pour soutenir ton point de vue, tu me cites Coulibaly. Or, si tu reviens à mon texte, tu verras que cette explication sociopolitique est reliée à la phrase suivante : «Ca, c'est pour les jeunes des pays où l'Islam est la religion dominante» ; ce qui, tu en conviendras, n'est pas le cas de la France. En revanche, concernant les djihadistes de l'hexagone (citoyens ou pas), comme Coulibaly et consorts, j'avance d'autres explications, dans le paragraphe qui suit : «Ici, dans notre pauvre hexagone (chômage de masse, «démocratie» spectacle, discriminations tous azimuts...), la démarche est plus individuelle. Tout jeune cherche à donner un sens à sa vie. L'adolescence (remember!), c'est une période étourdissante : sexe, drogue, rock'n'roll, crise mystique et désir de transcendance, emballement politique, addictions diverses, dépression, suicide... Certains malheureusement pensent trouver un sens à leur vie dans une pratique religieuse rigoriste qui en fait des êtres à part, des élus ; une caste en somme qui voit dans le millénarisme une solution à sa crise identitaire.»

Une fois que tout est mis dans le bon ordre, que le texte cesse d'être tripataouillé, ta critique tombe d'elle-même. Quant à mes explications (qui mêlent des aspects sociaux et psychologiques, donc individuels et collectifs), je les trouve ni automatiques, ni commodes, ni inopérantes, même si elles sont of course lapidaires. Et sous ta plume, je n'ai pas lu mieux (pas encore !).

9. Sur l'aspect «anti-corruption» de l'Islam politique, tu considères que

c'est une «vaste blague» et pour appuyer tes propos, tu t'appuies sur la façon dont Daech gère son territoire. Passons sur le fait que tu mêles Daech à Ennahda à cette affaire, ce qui me semble douteux car ces deux entités sont d'une nature complètement différente.

Là encore, la question n'est pas tant que ce soit une «vaste blague» ou que la politique soit soluble dans la morale et l'intégrité, mais que les gens adhèrent aux discours sur la Morale, la Vertu. Pourquoi y adhèrent-ils ? Parce qu'ils subissent depuis des lustres la corruption, le clientélisme, la répression. Parce que la charia des uns n'est pas forcément celle des autres. Parce qu'il y a un désir d'ordre (social, culturel) et sans doute un fort désir de communion identitaire (le fantasme de l'Oumma). Tu me reproches dans la foulée de passer sous silence le système totalitaire mis en place par Daech (ce qui expliquerait son acceptation – contrainte – par les populations). Pourquoi voulais-tu que j'aborde cette question alors que je me focalisais sur l'islam radical, celui qui se présente aux élections, comme Ennahda (mais je pourrais y ajouter l'AKP turc, Liberté et justice en Egypte, ou le Parti de la justice et du développement marocain) et pas sur le salafisme djihadiste !

Dans ton point 10, tu écris «Comparer l'engagement des islamistes à celui des gauchistes (...) c'est insulter ces militants.» Relis-moi par pitié ! «Comme le souligne Olivier Roy, il y a quarante ans, l'anti-impérialisme était gauchiste et la jeunesse s'enflammait pour Guevara, Mao ou le Camarade Léon ; aujourd'hui, c'est Daech (ou plutôt la «défense résolue des musulmans martyrisés par l'autoritarisme d'Assad») qui semble faire fantasmer une partie de la jeunesse musulmane. Après, l'endoctrinement, le charisme de quelques barbus font le reste. Quelle régression, non ?»

Où vois-tu l'ombre d'une comparaison dans ce constat établi par ce chercheur reconnu, brillant (et ex-maoïste de surcroît) ? Il n'y en a pas ! Il indique juste que malheureusement, nous avons changé d'époque : si hier, plein de jeunes rêvaient de se battre pour «le communisme», aujourd'hui, des milliers de jeunes musulmans européens partent massacrer des gens au nom d'Allah. On peut être d'accord ou pas avec ce constat mais en tout cas, je ne vois pas comment on peut soutenir qu'il compare les deux formes d'engagement (ça, c'est toi qui le fais dans ta réponse).

Venons-en maintenant au point 11 qui cache ton «plus grand désaccord» avec moi (mazette, vu toutes les critiques dont tu m'as accablées pendant trois pages...). Je t'ai lu et relu et je n'arrive pas à voir véritablement où se niche ce foutu «grand désaccord» dont tu parles, parce que là encore, tu as une drôle de façon de te servir de mes propos. Tu écris : «Tu envisages un certain nombre de mesures diplomatiques voire d'interventions militaires qui pourraient être efficaces si elles étaient menées par des Etats n'ayant pas d'intérêts dans tel ou tel conflit. Je crois que c'est là mon plus grand désaccord avec toi.» Or, mes propos renvoient explicitement à une situation

qui n'est absolument pas celle de l'Irak et de la Syrie mais... du Burundi. J'ai écrit : «Le Burundi est au bord de l'explosion, et le risque d'un scénario à la rwandaise se profile à l'horizon. Au Burundi, la question qui se pose n'est pas socialisme ou barbarie, mais Génocide ou pas. Si la communauté internationale décidait d'envoyer une force d'interposition composée de soldats n'appartenant pas à des pays ayant des intérêts géopolitiques à défendre là-bas, avec un cahier des charges précis, je ne serai pas, crois-moi, en première ligne pour réciter nos traditionnels brevaires anti-impérialistes.»

Tu utilises donc cette phrase pour illustrer à quel point nous sommes en «grand désaccord». Why not ! Sauf que dix lignes plus loin, tu écris : «Entendons-nous bien : il est évident que si tel ou tel Etat empêche un génocide, je ne vois aucune raison de dénoncer bruyamment son intervention militaire.» Bref, entre moi qui ne serai pas «en première ligne» et toi qui ne «[dénoncera pas] bruyamment», où se niche notre «grand désaccord» sinon dans ta façon d'agencer à ta guise mes propos ?

Concernant la situation syro-irakienne, je me suis contenté d'exposer ce qu'il me semblait **devoir** se passer (j'évoquais un scénario de «très basique realpolitik») dans un futur proche, ce qui n'a strictement rien à voir avec le fait de «soutenir tel ou tel Etat» et de facto, «de renoncer à toute critique radicale du monde capitaliste». Est-ce le fait de ne pas avoir précisé que ce scénario serait développé par les actuels belligérants (Américains, Russes, Français, «pays arabes»...) et non par une force d'interposition «n'appartenant pas à des pays ayant des intérêts géopolitiques à défendre là-bas» qui t'a entraîné à agencer de cette façon mes propos ? Ne pas le préciser me semblait aller de soi puisqu'à ma connaissance, ce scénario n'a jamais été évoqué, le but d'une intervention internationale n'étant pas de s'interposer entre deux belligérants (ce qui reviendrait de facto à sanctuariser le territoire de l'État islamique) mais de liquider Daech.

Bref, j'ai beau te lire (et me relire), je n'arrive pas à voir où se niche ce foutu «grand désaccord» entre nous, sinon dans ton désir, peut-être inconscient, de le faire advenir par tous les moyens !

Il est temps pour moi de mettre un terme à cette amicale controverse. L'Histoire retiendra qu'un texte d'intervention radiophonique de 4 000 caractères aura provoqué un échange de près de 40 000 caractères. Je te remercie de nouveau d'avoir pris de ton temps (que je sais aussi précieux que le mien !) pour décortiquer mes propos, même si je regrette que tu l'aies fait à quelques occasions de façon insuffisamment rigoureuse ou scrupuleuse. J'espère que tu n'auras pas trouvé dans les propos ci-dessus l'occasion de me faire ce reproche ! Ceci étant dit, je laisse les lecteurs (s'il en reste !) juger de la nature et de la profondeur de nos «divergences», voire de nous faire part de leurs analyses ; car là est bien l'enjeu, non ?

Patsy, 30/12/2015

**DANS
L'ANGLE MORT
DU
13 NOVEMBRE**

DECEMBRE 2015

6-7 janvier 2015 – 13 novembre 2015 : une continuité ?

Sans vouloir extrapoler ou sur-interpréter¹, on peut remarquer une certaine continuité dans les objectifs des attentats de janvier et ceux de novembre 2015. Les premiers étaient étroitement ciblés (journalistes de *Charlie* et Juifs de l'hypermarché casher) et hautement symboliques ; les seconds relèvent d'un ciblage beaucoup plus large sur les lieux de plaisir de l'Occident². Il s'agit d'une sorte d'«extension du domaine de la lutte» quant à l'ampleur de l'entreprise et ses résultats mortifères. On peut aussi remarquer une continuité au niveau du théâtre des opérations : la France constitue une cible privilégiée et ce n'est pas nouveau, même si des attentats au Liban et à Bamako au Mali ont eu lieu à peu près au même moment.

Les réactions sont aussi beaucoup plus unanimes que pour *Charlie*, la preuve en est qu'il ne s'agissait pas, à l'époque, d'une réaction d'une quelconque «communauté nationale» et qu'il y avait bien un fractionnement de la population sur des bases à la fois ethnico-religieuses (Arabes/musulmans), sociales (centre/périphéries) et politiques (gêne à l'extrême gauche, chez les écologistes et les «alter»). D'ailleurs, il semblerait que les langues se délient. Beaucoup de ceux qui pensaient que les membres de *Charlie* et même peut-être que les Juifs de l'Hypercashier l'avaient bien mérité, mais qui ne voulaient pas s'exprimer à l'époque parce qu'ils y voyaient un manquement au politiquement correct, ou une marque d'absence d'empathie, ou encore une occurrence de stigmatisation, ne se

¹ Le Bataclan avait été menacé dans un communiqué d'Al-Qaida de 2012 et le groupe californien qui passait ce vendredi venait de se produire à Tel-Aviv, mais ce n'est pas, pour le moment du moins, une piste suivie par l'enquête alors pourtant que la tournée du groupe avait été l'occasion d'attaques de la part des membres du BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) et de Roger Waters, musicien du *Pink Floyd*, le tout se terminant en injures relayées par les médias. En tout cas, ce que l'on peut dire sans trop s'avancer c'est que c'est la foule qui a été visée, pas les musiciens

² Si on en croit le communiqué de l'EI du 14/11/2015 : «*Dans une attaque bénie dont Allah a facilité les causes, un groupe de croyants des soldats du Califat [...] a pris pour cible la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, à Paris.*» On remarquera quand même le ton assez détaché laissant supposer une autonomie des groupes, pour ne pas dire plus, car dans cette action on ne voit pas de rapport avec les frappes récentes en Syrie puisque les attentats ont été préparés avant l'intervention. D'ailleurs aucun objectif militaire n'a été visé. On notera aussi une pauvreté idéologique de contenu qui transforme Paris en capitale de la croix alors que la France est dénoncée le plus souvent comme le pays de la laïcité et de l'athéisme !

gênent pas aujourd'hui pour le faire. En marquant bien la différence entre les deux événements, ils justifient ainsi, implicitement, un accord sur la légitimité des fins des attentats de janvier, si ce n'est sur les méthodes employées¹. En fait, les attentats du 6-7 janvier n'ont pas toujours été perçus comme «terroristes» parce que justement ils étaient clairement ciblés et que finalement certains pouvaient y voir des objectifs politiques (lutte contre l'islamophobie, antisionisme primaire). Les victimes, dans cette perspective, n'étaient donc pas vraiment «innocentes» alors que celles du 13 novembre le seraient parce que tout le monde, n'importe quel consommateur ou passant, pouvait être touché par les mitraillages. La réaction n'est donc pas la même, plus politique les 6-7 janvier, plus compassionnelle le 13 novembre.

Par ailleurs, il est beaucoup plus facile aujourd'hui pour les personnes qui partagent cette position, de dire qu'il n'y a pas de lien entre les actes de novembre et l'islam parce qu'on considère que leurs auteurs n'appartiennent plus au genre humain, et que la légitimité de leurs motifs religieux n'est pas reconnue. Ils ne seraient que des «monstres» ou des «fous» dont les bonnes âmes médiatiques ou politiques se demandent bien quelle société a pu les produire. Certains gauchistes ou alternatifs donnent une réponse toute faite : c'est la société capitaliste qui est fautive, c'est la «fracture sociale», etc., comme si tous les pauvres étaient des terroristes, comme si tous les pauvres étaient musulmans et donc comme si tous les musulmans étaient terroristes. Il est quand même étonnant de voir que ceux-là mêmes qui critiquent tout amalgame sur la question comme potentiellement islamophobe, reprennent inconsciemment cet amalgame mais à rebours, transformant ainsi des corrélations forcément complexes à analyser en simples relations de cause à effet ! Or critiquer cette référence au capitalisme en général n'explique pas ce qui réunit la djihadiste diplômée de San Bernardino, les frères Kouachi, l'ex-officier de Saddam Hussein, le converti de Toulouse parce qu'alors on ne tient pas compte d'un processus de globalisation qui concerne des zones géographico-politiques dont la place dans le processus global n'est pas identique. «La faute au capitalisme» n'est alors qu'une formule toute faite pour trouver une cohérence d'ensemble, une fois usée la vieille rhétorique de la théorie de l'impérialisme, aujourd'hui contredite par la globalisation. De même, rabattre systématiquement tous ces événements sur des causalités sociales est devenu la «boîte à outils» de la sociologie de gauche utilisée pour l'analyse de tous les faits ou actions. Elle serait un garde-fou contre les

¹ De la même façon que les communistes non staliniens disaient qu'il n'y avait pas de rapport entre Marx et sa descendance marxiste-léniniste puis stalinienne, beaucoup de musulmans disent qu'il n'y a pas de rapport entre l'islam et l'islamisme radical.

explications psychologisantes sans portée politique parce qu'elles ont tendance à circonscrire les oppositions ou la révolte à des comportements de déviance.

Mais cette recherche des causes sociales reste prisonnière de son *credo* sociologiste et progressiste qui la rend peu à même de déchiffrer le nouveau à l'œuvre.

Une perspective politique introuvable

Ce qui est patent, mais bien évidemment dur à reconnaître, c'est que ce genre d'événements nous met tout simplement hors-jeu et on peut dire ceux de novembre 2015 bien plus encore que ceux de janvier. Dans cette situation que nous subissons au plus haut point, toute position «programmatische», sous condition même qu'elle puisse être fondée en principe, s'avère artificielle et velléitaire. Il en est ainsi pour ceux qui défendent encore une position «défaitiste révolutionnaire» dans la tradition des Gauches communistes des années 1920-1930¹. Cela découle de ce qui précède. Pour eux, la guerre ne peut être qu'une guerre entre États dans laquelle les pays impérialistes ne peuvent que l'emporter. Une vision théorique renforcée sur le terrain par le fait que les luttes de libération nationale qui avaient semblé inverser cette tendance, ne sont plus vraiment d'actualité, laissant place à une désagrégation des différents blocs issus de la Seconde Guerre mondiale puis de la Guerre froide.

Pourtant, ce qui caractérise les actions militaires depuis 2001, c'est d'être bien plus des opérations de police² que des guerres asymétriques ou dissymétriques. Ces deux dernières caractérisations en provenance d'experts en stratégie militaire nous paraissent en effet peu opératoires. Pour qu'il y ait guerre, il faut deux armées et des territoires suffisamment définis pour qu'il y ait, par exemple, contestation du tracé des frontières officielles, ou alors il peut s'agir d'une guerre civile. Ce sont donc des termes très marqués idéologiquement mettant sur le même plan artisans terroristes, groupements terroristes très organisés et disposant d'effectifs non négligeables, mouvements de libération nationale et armées impérialistes, à commencer par l'armée américaine. C'est à la fois différent de la situation algérienne pendant laquelle la France niait l'existence de la

¹ Cf. un tract disponible sur <http://matierevolution.org/IMG/pdf/-58.pdf> et notre critique dans «Vernissage d'une antiquité : le défaitisme révolutionnaire», disponible sur notre site ici :

<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article335>

² Cf. dans le n° 3 de *Temps critiques* (1991), l'article de J. Wajnsztein «Guerre du Golfe et nouvel ordre mondial» [tempscritiques.free.fr/spip.php?article19] et celui de Riccardo d'Este «La guerre du Golfe comme opération de police internationale» [tempscritiques.free.fr/spip.php?article22].

guerre et traitait tout moudjahid en terroriste et de la situation au Vietnam où il n'y avait qu'un déséquilibre entre des forces politiques et militaires étatiques (le Vietcong était soutenu par le Vietnam du Nord) visant à garantir ou au contraire à modifier des tracés de frontières.

C'est que du côté des puissances et du pouvoir la désignation des ennemis n'est plus claire ; l'ennemi est-il encore extérieur ou en partie intérieur ? En effet, si officiellement les puissances occidentales désignaient clairement leurs ennemis de l'extérieur (bloc soviétique pendant la guerre froide) et de l'intérieur (prolétariat), la réalité s'avère beaucoup plus complexe aujourd'hui et les politiques des grandes et moyennes puissances (occidentales et autres) ressemblent à un jeu d'échecs ou de go, où l'ennemi est moins fixe qu'il n'y paraît : États-amis hier—État-voyous demain pour ce qui est de l'extérieur ; «nouvelles trajectoires révolutionnaires» des ennemis de l'intérieur et enfin, un terrorisme international qui brouille les pistes entre intérieur et extérieur, ce qui n'était pas le cas des mouvements traditionnels de lutte armée, qu'ils soient nationalistes (ETA et IRA) ou prolétariens internationalistes (RAF et BR ou PL).

La dimension politique¹ retrouve ici son caractère incontournable par rapport à la dimension militaire et au rapport de forces brut. Mais la crise de la forme État-nation et la difficulté à affirmer des positions traditionnelles de souveraineté dans le cadre de la globalisation (les décisions sont souvent interétatiques ou le fait de conférences internationales) font que la position de facilité à court terme, pour chaque État, apparaît comme celle du tout sécuritaire même si elle comprend une grande part d'esbroufe et qu'elle est techniquement difficile à mettre en place sans attaquer les bases du double consensus libéral et démocratique. Pour ne prendre qu'un exemple actuel, ouvrir les frontières aux réfugiés et plus généralement aux migrants comme le préconisait encore l'Europe quelques jours avant les attentats n'est plus chose facile quelques jours après ces mêmes attentats, quand le principe de libre circulation des marchandises et des hommes d'hier s'avère difficilement compatible avec la surveillance politique et policière des flux aux frontières.

Mais, de «notre côté», les choses ne sont pas plus claires. S'opposer directement à la guerre comme ce fut le cas encore pour le Vietnam alors que la conscription existait toujours ne constituait déjà plus qu'une possibilité indirecte au moment de l'intervention en Irak de forces militaires professionnelles spéciales opérant sur le principe du zéro mort

¹ D'où, au niveau théorique, le retour en grâce des théories de Carl Schmitt sur l'état d'exception permanent et leur mise en pratique dans le *Patriot Act* de 2001 et peut-être dans les projets de réforme constitutionnelle du gouvernement français en cette fin d'année 2015.

parmi les forces d'intervention¹. Cette possibilité est maintenant devenue très problématique dans une configuration où s'affrontent professionnels technologisés et dronés d'une part, combattants fanatisés, et bien armés aussi, d'autre part. Les «lois de la guerre» ne sont d'ailleurs plus respectées ni par les uns ni par les autres (sévices à Guantánamo et bombardements d'hôpitaux d'un côté, gazage des civils, viols, esclavage, exécutions sauvages de l'autre). En conséquence, pratiquer le «défaitisme révolutionnaire²» s'avère sans objet sur lequel l'exercer ; et brandir le refus de l'unité nationale, comme si elle constituait un aspect central du problème, n'est plus qu'une tentative de maintenir des principes invariants dans n'importe quel contexte alors que, dépourvus d'effets pratiques du fait de l'absence de sujets à même de l'exercer, ils ne relèvent plus que du slogan politique ou sectaire.

C'est peut-être par conscience de ce décalage qu'Erri de Luca³, pourtant peu soupçonné de compromission avec l'État vu ses positions contre la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin et ses démêlés avec la justice à ce propos, en est venu à prendre une position alternative pour le moins troublante.

Néanmoins, elle apparaît assez cohérente avec son actuel démocratisme-révolutionnaire si on nous permet cette formule qui frise l'oxymore. Il propose en effet, l'organisation d'une défense citoyenne sur le modèle antifasciste des rondes de quartiers dans l'Italie des années 1970, dont le but était de neutraliser les fascistes ou les trafiquants de drogue) par des actions à la base. S'il s'agit cette fois de neutraliser des terroristes et non pas des fascistes, la finalité est la même : éviter ce qu'il nomme un risque de militarisation excessive de l'État et donc sa droitisation extrême. Les dispositifs stratégiques imaginés par l'ancien dirigeant du service d'ordre de *Lotta Continua* refont surface, mais reconvertis en usage citoyen dans l'État de droit, de façon à nous sauver de l'état d'exception expérimenté un

¹ Bien sûr, un objectif inatteignable, néanmoins un nombre de morts bien inférieur à celui occasionné par la guerre du Vietnam, nombre de morts qui fut à la base d'abord d'un puissant mouvement anti-guerre et de désertion, puis d'une démoralisation plus grande encore de la part des troupes et des familles. Nous disons possibilité indirecte car il est beaucoup plus difficile d'agir sur un corps qui fait profession des armes que sur une masse de conscrits.

² Cf. Notre texte précédent : «Vernissage d'une antiquité : le défaitisme révolutionnaire».

³ Cf. *Libération* du 15/11/2015 «Il faut lancer l'alerte au niveau zéro de la société» http://www.liberation.fr/france/2015/11/15/erri-de-luca-il-faut-lancer-l-alerte-au-niveau-zero-de-la-societe_1413478. Puis dans *Le Monde* du 12/12/2015, il parle d'une nécessaire «mobilisation désarmée».

temps par l'État italien au cours des «années de plomb¹». Sans partager ce propos, le réduire à un appel à la délation auprès de la police, comme le font déjà certains, est un réflexe révolutionnariste qui consiste à penser qu'en rester à la dénonciation abstraite de l'État, de la société capitaliste, de Daech est bien supérieure à la délation concrète des terroristes eux-mêmes, mais sans rien proposer d'autre qu'un mot d'ordre lui-même abstrait qui présuppose une guerre (de classe ?) entre deux ennemis, d'une part un État-policier et d'autre part des «révolutionnaires» qui le combattent. Mais qui peut croire à une telle fiction ?

Actes de radicalisation islamiste ou actes fascistes ?

Même s'ils n'y ont adhéré que de l'extérieur et s'ils connaissent à peine l'islam, les tueurs de Paris ont agi en pensant accomplir une mission politico-religieuse qui mêle transcendance (la mystique sous-jacente à l'acte sans laquelle l'origine de la violence n'est pas reconnaissable) et immanence de l'acte de commando (un acte qui parle de lui-même comme dans l'attentat kamikaze). À la limite, la signature organisationnelle de l'acte est superfétatoire comme on a pu le voir les 6-7 janvier, car la référence majeure est celle au djihad islamique vécu sur le mode intense (et hurlé), et non pas à une organisation spécifique, même s'il semble bien y avoir là aussi des enjeux politiques de concurrence entre les différents groupes².

Que les commandos d'Allah puissent, par ailleurs, provenir de la petite voyoucratie de banlieue et être rattachés à ce que Marx appelait le *lumpenproletariat* ne représente qu'une vue partielle, très influencée par le contexte français³ où la tendance dominante et récurrente consiste à

¹ Sur cette question, on peut se rapporter au livre de Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La révolution et l'État*, Dagorno, Paris, 2000

² Ceci est peut être amené à changer en fonction du devenir de Daech.

³ En tout cas au Royaume-Uni la discussion est bien différente. En témoigne l'article de Matt Carr sur le site de la *Stop the War Coalition*, coalition soutenue par une grande partie de la gauche et de l'extrême gauche britanniques. «Le mouvement djihadiste qui a fini par engendrer Daech est beaucoup plus proche de l'esprit de l'internationalisme et de la solidarité qui animait les Brigades internationales que la campagne de bombardements de Cameron — sauf que le djihad international prend la forme d'une solidarité avec les musulmans opprimés, plutôt qu'avec la classe ouvrière ou la révolution socialiste». (cf. :

<http://stopwar.org.uk/index.php/news/ground-hogday-as-uk-parliament-joins-syria-war-declaring-a-bogus-moral-purpose>). Nous n'inventons rien, vous avez bien lu ! ; et d'autres voix, *a priori* d'un autre bord politique viennent en fait converger vers un soutien généralisé à la religion en

chercher des causes économiques et sociales aux actes perpétrés tant l'image des «classes dangereuses» de la banlieue imprègne, positivement ou négativement, les argumentaires depuis la révolte de 2005... Mais les terroristes du 11 septembre qui avaient des connaissances scientifiques et des brevets de pilote d'avion ne faisaient pas partie de la voyoucratie ni ceux aujourd'hui de San Bernardino, près de Los Angeles, qui sont techniciens¹. Une partie des terroristes européens qui partent en Syrie non plus et même en France, Coulibaly, l'assaillant de l'Hypercashier, gagnait 2200 euros par mois, était doté d'une voiture, avait voyagé dans plusieurs pays et travaillait pour une multinationale américaine ; deux des individus impliqués dans les tueries du 13 novembre étaient des petits patrons de bar.

Il ne faut pas que ce discours, en grande partie convenu à gauche, nous fasse oublier la spécificité historique et politique de ce terrorisme-là et donc son lien avec l'islamisme militant. On ne peut qu'être stupéfait des déclarations d'Alain Badiou sur les assassins du Bataclan qui ne seraient que les Lacombe Lucien d'aujourd'hui². Les antiennes staliniennes sur

général et à l'islam en particulier. *«Ainsi, le cardinal catholique Cormac Murphy-O'Connor se prononce désormais sur les questions politiques, sans le moindre complexe. L'État britannique dispose maintenant d'une loi qui élimine une grande partie des distinctions entre les appels à la haine raciste et ethnique à l'encontre des personnes, d'un côté, et, de l'autre, l'expression de l'hostilité à l'égard de leurs idées religieuses. Cette loi a été adoptée sous l'influence d'un Premier ministre crypto-catholique pour apaiser l'islam britannique ; soucieux d'apaiser le fanatisme islamique, cette loi fait partie d'une vaste offensive contre les libertés démocratiques bourgeoises traditionnelles, principalement motivée par la guerre contre le terrorisme islamiste»* (Sean Matgamma de l'AWL in «L'islam politique, le fondamentalisme chrétien, le marxisme et la gauche aujourd'hui» sur : <http://mondialisme.org/spip.php?article2397>). L'AWL est un petit groupe trotskiste autonome.

¹ Un article du journal *Le Monde* sur les habitants d'origine somalienne installés durablement à Minneapolis montre un changement entre les jeunes souvent désocialisés partis rejoindre le djihad des *chebabs* il y a dix ans et les départs pour la Syrie d'aujourd'hui qui sont le fait d'individus beaucoup mieux intégrés socialement.

² Cf. son intervention publique du 23 novembre à son séminaire sur les derniers «événements» de Paris, disponible sur : <https://soundcloud.com/sofiepetridis191/23-novembre>

C'est toujours le même vice de raisonnement sur l'État chez les marxistes, «alter» et autres mouvances «d'extrême gauche». Badiou nous explique que :

l'impérialisme et le fascisme ne sont pas des sésames politiques. L'application du qualificatif de «fascistes» aux djihadistes actuels est un signe de cécité politique. En effet, la définition du fascisme par Badiou est fantaisiste et anhistorique : «une pulsion de mort articulée dans un langage identitaire», avec en plus un caractère gangstériste, ce qui est franchement risible. Si tout fanatisme religieux est «fasciste», on va en compter beaucoup de par le monde, de ces fascistes, car les conflits religieux, parfois très violents, sont légion. D'autre part, les mouvements islamistes ne se battent pas sur le terrain du nationalisme, contrairement aux États dictatoriaux (laïques ou religieux) de la région¹. Nous avons d'ailleurs parlé de tendance à la communauté despotique pour figurer l'objectif de ces mouvements et plus particulièrement de Daech (cf. *op. cit.*).

Il n'y a donc rien, dans ces mouvements, qui soit caractéristique du fascisme : nationalisme et corporatisme, de même que fascisme ne peuvent pas être assimilés à un mouvement religieux. Cette analyse du «fascisme» anti-occidental est abracadabrante.

La mystique de la mort qui habite ces engagements djihadistes soudains n'est d'ailleurs ni fasciste, ni religieuse à proprement parler —, même si on

1) L'État est faible économiquement et politiquement. Il déplore le «dépérissement» de l'État à cause des «puissances transnationales» qui n'aiment pas l'État. Et d'ailleurs, l'État ne peut rien contre elles.

2) L'État est fort économiquement et faible politiquement. Les États sont «les gestionnaires locaux» de ce vaste réseau mondial, les «fondés de pouvoir du capital» et ils sauvent des banques d'une taille considérable «too big to fail» au lieu de les laisser sombrer.

3) L'État est fort économiquement et politiquement. L'État est une puissance redoutable : les États riches détruisent les États pauvres pour s'emparer de leurs richesses. L'État a pour fonction de «discipliner la classe moyenne», classe qui est le vecteur de l'arrogance occidentale sur laquelle s'appuient nos États pour légitimer leurs guerres et massacrer massivement à coups de drones des civils innocents.

On retrouve là encore le paralogisme cité par Freud : un homme emprunte un chaudron, et il le rend fêlé. Devant le tribunal sa défense se résume en trois points : 1) je n'ai jamais emprunté le chaudron ; 2) il était fêlé au moment de l'emprunt ; 3) je l'ai rendu intact.

Si la clé de voûte du texte de Badiou (de son «élucidation intégrale»), c'est la frustration que crée le «désir d'Occident», la motivation profonde de son auteur est peut-être aussi de l'ordre du désir : celui d'un État qui réponde à l'Idée pure (platonico-badiouienne) qu'il s'en fait.

¹ Tout au plus certains partent-ils d'un ancrage particulariste régional comme les talibans ou le Hamas et le Hezbollah.

peut la retrouver dans le *Viva la muerte* des phalangistes espagnols ou dans le sacrifice des membres des commandos d'Allah¹.

Cette affirmation non fondée de Badiou sur un fascisme islamiste occasionne quelques tours de passe-passe. Tout d'abord, celui de nier indirectement l'importance de l'événement de Paris. En effet, pour Badiou, les victimes de Paris ne sont que quelques morts qui ne représentent pas grand-chose par rapport aux dizaines de milliers de victimes de l'impérialisme au Moyen-Orient et ce ne serait que leur qualité d'Occidentaux qui leur conférerait une «survaleur». Il confond ici deux choses : d'un côté, les morts occidentaux au combat qui sont effectivement «survalorisés» alors que leur proportion n'est que de 1 pour 20 par rapport aux autres combattants, et de l'autre les morts de Paris qui ne sont pas des combattants mais des civils. On voit mal la pertinence d'une comptabilité macabre qui a pour finalité de comparer le nombre de ces victimes à celui des derniers attentats au Liban, en Tunisie, au Mali et maintenant à San Bernardino. Ensuite, celui d'exempter l'islamisme radical de toute

1 Si on en croit Farad Khosrokhavar dans *Les nouveaux martyrs d'Allah*, Flammarion, coll. «Champs», 2002, «*Une minorité des martyrs de type Al-Qaida s'y reconnaît [il veut dire socialement, ndlr]. Mais une grande partie des membres de ce réseau ne peut être rangée dans cette catégorie. Leur subjectivité n'est pas celle d'individus marginalisés, ou misérables, exclus ou rejetés par la société. Ils sont souvent issus des couches moyennes et n'ont aucun problème majeur d'intégration. Ils sont dans la plupart des cas bien au-delà et non en deçà de la moyenne de nos concitoyens.*» p. 10. Khosrokhavar souligne l'importance de la tradition du martyr en islam. Cette tradition n'est pas née au XIX^e siècle, elle existe dans le sunnisme comme dans le chiisme. Et elle ne se limite pas au martyr défensif. L'islam a toujours valorisé le martyr offensif contre d'autres musulmans (chiites contre sunnites) et contre les infidèles.

Pour lui depuis les années 70, avec la révolution iranienne notamment, une «*nouvelle dialectique s'instaure entre la personne et la communauté*» (cf. p. 50-51). «*Shariati (militant chiite d'extrême gauche qui va influencer d'abord le Hamas et le Hezbollah) mêle constamment deux registres qu'il lie étroitement. D'une part prévaut chez lui l'appel direct à l'individu, à la personne responsable. Les notions de "construction de soi révolutionnaire" ou de "conscientisation" sont primordiales dans sa vision militante de la religion où le rôle de l'individu est essentiel. En second lieu il lie cet individu à qui il confie la tâche de mener à bien la révolution à un islam qu'il appelle maktab et qui se caractérise par l'exigence du sacrifice de soi pour un idéal placé au-dessus de la vie.*». Il s'agirait d'acquérir une «dignité dans la mort» quand elle est déniée aux musulmans dans la vie.

implication en Europe comme au Moyen-Orient dans les événements actuels.

Son nouveau compère, Slavoj Žižek ne semble d'ailleurs pas en reste, même si sa démarche est plus subtile et son questionnement plus fondé quand il déclare :

«Penser en réaction à la tuerie de Paris implique de laisser tomber l'autosatisfaction du libéral laxiste et d'accepter que le conflit entre libéralisme et fondamentalisme religieux soit au final un faux conflit, un cercle vicieux dans lequel deux pôles se génèrent et se présupposent l'un l'autre. Ce qu'a dit Max Horkheimer, dans les années 1930, à propos du fascisme et du capitalisme — si l'on se refuse à critiquer le capitalisme, alors on devrait aussi se taire sur le fascisme — peut tout à fait s'appliquer au fondamentalisme actuel : ceux qui ne sont pas prêts à critiquer la démocratie libérale devraient aussi se taire sur le fondamentalisme religieux» (Slavoj Žižek¹).

Est-ce si sûr qu'on puisse établir une telle substitution au-delà d'une facilité de langage ou d'un schématisme simplificateur ? Nous ne le pensons pas et pour une double raison. Tout d'abord le fondamentalisme musulman n'est pas une nouvelle forme de fascisme. Nous nous en sommes déjà expliqués à propos de la prise de position de Badiou et aussi dans notre texte récent à propos du défaitisme révolutionnaire. Même s'ils n'y ont adhéré que de l'extérieur et s'ils connaissent à peine l'islam, les tueurs de Paris ont agi au nom de l'islam et non pas au nom d'une certaine vision de l'islam puisque, pour eux, il n'y en a qu'une de légitime, celle qui correspond le plus à ce qu'il faut bien appeler leur rage. Tout juste peut-on leur nier la qualification d'islamisme radical puisque le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne prennent pas les choses à la racine !

Ensuite, démocratie libérale et capitalisme sont-ils équivalents ? Dans l'absolu, non. Le capital peut se développer sous des dictatures et sans parler du lien avec les fascismes historiques, le «grand capital», les firmes multinationales (FMN) peuvent le tirer dans ce sens. Mais pour «faire système» il est nécessaire de répondre à certaines conditions que favorisent effectivement et la démocratie politique et la démocratie économique, c'est-à-dire le libre exercice des lois du marché. Que l'une et l'autre soient largement formelles ne change rien à la chose. L'erreur du Marx communiste (il a été démocrate-révolutionnaire jusqu'en 1846) et du marxisme à sa suite, a été de ne considérer justement cette démocratie comme n'étant que virtuelle parce que soumise aux rapports de force et finalement parce que n'étant que bourgeoise. C'est une position qui était à la rigueur tenable à l'époque du front classe contre classe découpant la

¹ Cf. Slavoj Žižek : *Quelques réflexions blasphématoires. Islam et modernité*, Jacqueline Chambon, 2015.

société capitaliste industrielle selon un antagonisme supposé irréductible qui conduisit les Gauches communistes à refuser le parlementarisme politique (les Gauches italienne et germano-hollandaise) et même le syndicalisme (la Gauche germano-hollandaise des conseils ouvriers), mais qui n'est plus aujourd'hui que programmatique.

Démocratie et société capitalisée

Force est de reconnaître aujourd'hui que cette démocratie s'est avérée beaucoup moins formelle que nous ne l'avions prévu, qu'elle n'est pas une forme passive au service d'une classe, mais une force politique du capital en général. C'est ce que Tronti a rappelé dans *La politique au crépuscule* (L'Éclat) en cherchant à expliquer les raisons des défaites des derniers assauts prolétariens des années 1960-1970. Nous croyons l'avoir montré aussi avec notre concept de société capitalisée dans laquelle la démocratie est déconsidérée du point de vue politique (le «déficit de démocratie» reconnu par tous les médias et politologues, le «tous pourris» du peuple) mais plébiscitée dans sa forme sociétale parce qu'elle pousse à la créativité, à l'innovation et qu'elle permettrait la réalisation des désirs les plus fous, etc. Appuyée sur les NTIC et l'individualisation accrue qui en est la conséquence, elle réaliserait, «à la base», une sorte de démocratie sociale et culturelle en dehors de tout projet de démocratie directe à caractère politique. Cette basse tension du rapport individu/ communauté produit, entre autres, l'individu-citoyenniste sur lequel, finalement, l'État a tendance à se décharger comme on peut le voir sur les questions environnementales où il en appelle aux attitudes citoyennes, de la part des entreprises comme des ménages.

La position d'Erri de Luca s'inscrit bien dans cette perspective à la différence près qu'elle ne constitue pas une réponse à la demande de l'État, mais une tentative de prendre les choses en mains, de proposer une alternative. Mais si on ne peut cautionner un «citoyennisme à la base», il faut pourtant reconnaître que sa position questionne notre rapport à l'État, à la police et à la justice. C'est déjà quelque chose qu'Yves Coleman avait pointé dans un texte précédent en critiquant le fait qu'on puisse se réjouir par principe de la mort de flics¹.

Dans le même ordre d'idées, le signe égal est à bannir. Il est au minimum source de schématisation, au pire erreur politique. Ainsi du tract NPA de Montreuil signé du 14 novembre et renvoyant «barbares impérialistes» et «barbares islamistes» terroristes dos à dos («deux violences tout aussi aveugles»), avec quand même une condamnation plus franche des impérialistes («violence plus meurtrière» en tenant la même comptabilité que chez Badiou). Toutefois la «ligne» du tract n'est pas claire

¹ «Camarades, votre LOI DU TALION ne sera jamais la mienne !», *NPNF* n° 48/49, avril 2015 : <http://mondialisme.org/spip.php?article2228>.

puisque c'est tantôt la barbarie impérialiste qui est à l'origine de tout parce qu'elle est «la cause» et donc engendre l'autre, tantôt elles se nourrissent mutuellement ; et, en conclusion, comme le tract ne peut pas appeler à la lutte contre le terrorisme (ce n'est qu'une méthode) ni contre l'islamisme (l'islam est «la religion des pauvres»), il n'appelle qu'à la lutte contre l'impérialisme. Le dictateur Assad dénoncé en chemin comme «le plus grand responsable du martyre du peuple syrien», passe entre les gouttes et sort quasi indemne de la diatribe finale du NPA.

Société capitalisée et religion

La société capitalisée est largement sécularisée et son procès d'individualisation, en sa phase actuelle, ne peut manquer de transformer profondément la place et le rôle des institutions religieuses. En effet, celles-ci sont en voie de résorption comme toutes les institutions dans la société capitalisée d'ailleurs. En effet, elles ne déterminent plus une norme fixe servant de repère à tous et dans leurs formes officielles, leurs discours sont souvent inaudibles (cf. l'exemple de la Grande Mosquée de Paris, de celle de Mollenbeck qui fut l'objet de fortes luttes d'influence, mais aussi pour les catholiques, la parole du Pape) par rapport à ceux d'associations de terrain.

C'est aussi le rapport des croyants à la religion qui se transforme. Il passe de moins en moins par la médiation des dites institutions, car même en ce qui concerne l'islam, la communauté des croyants est de plus en plus une fiction, puisqu'elle ne correspond pas au nouvel agencement des croyances et des pratiques chez les croyants. Ceux-ci allient tendances individualistes (le port d'un certain type de voile comme signe de mode branché par exemple) et références communautaires religieuses au sein d'une religion culturalisée très présente par exemple dans les pays anglophones ou hispaniques. D'où la difficulté, particulièrement pour les pouvoirs publics en France où la séparation État/ religion est stricte, à promouvoir de réelles institutions pour une religion comme l'islam, relativement nouvelle à l'échelle du pays. En effet, dans les pays anglo-saxons ou du nord de l'Europe, les tendances multiculturalistes dominantes permettent une sorte d'adéquation entre offre et demande religieuse puisque l'État ne s'interpose pas comme médiation et que les associations religieuses remplissent leur rôle dans ce qu'on appelait la société civile à l'époque de la société bourgeoise. Il n'y a donc pas dans ce cas de véritable résorption, car le mode de développement antérieur du capital et de l'État ne l'impose pas. Ce n'est quand même pas un hasard si la «révolution du capital» à partir des années 1980 se fait sur les bases du modèle anglo-saxon. Il n'y a donc pas de «problème» tant que cette immédiateté produit son «harmonie naturelle» entre tous les intérêts sur le modèle de l'échange sur le marché. Ce n'est pourtant pas toujours le cas comme lorsque le livre

de S. Rushdie *Les versets sataniques* a été brûlé publiquement à Bradford dans le Yorkshire.

D'ailleurs, dans certains pays multiculturalistes comme la Grande-Bretagne, la Suède¹ ou le Canada, la religion musulmane est au centre des débats politiques et crée des clivages dans les grands partis politiques, etc. Ils concernent les *faith schools* (écoles confessionnelles) et la création de tribunaux islamiques en Grande-Bretagne, les tribunaux islamiques au Canada et les considérations des multiculturalistes anti-islamophobes en Suède, cette dernière étant d'ailleurs en train de revoir (à contrecœur, mais pour cause d'attentats de Paris, cf. *Le Monde* du 10/ 12/ 2015) sa politique traditionnelle d'ouverture des frontières aux migrants en général et favorable aux réfugiés en particulier, depuis les Hongrois de 1956.

On s'aperçoit aujourd'hui que les pays qui ont épousé le plus précocement les thèses et valeurs multiculturalistes sont bien loin de gérer paisiblement les questions religieuses. Seuls les États-Unis semblent constituer une exception à cet égard. Et peut-être aussi le Danemark...

La situation est différente en France dans la mesure où l'État se pose comme médiation suprême et crée ses propres institutions, y compris religieuses, comme on a pu le voir pendant la Révolution française, puis avec la séparation officielle État/ religion et l'édiction du principe de laïcité. Devant la situation actuelle d'un éclatement des associations religieuses islamiques sous les coups de l'influence salafiste relayée par des pays comme l'Arabie saoudite et trouvant écho dans les lieux de culte auprès des jeunes des «quartiers», la tendance est alors forte, pour l'État de vouloir créer une véritable institution islamique de France qui ne soit pas une émanation d'un État étranger alors que jusque-là il n'en finançait pas l'édification et n'en avait pas le contrôle. Mais comment procéder alors que cela serait contradictoire avec la tendance actuelle à la résorption des institutions en général et non pas à leur création ou à leur croissance ?

On ne peut que faire le rapport entre une société capitalisée qui promeut

¹ C'est ainsi que le sociologue Ahe Sander écrit : «*Les Suédois doivent se rendre compte que la Suède va accueillir un nombre croissant d'individus et de groupes que l'on ne pourra pas fondre dans le creuset suédois, et dont les musulmans et les groupes islamiques offrent d'excellents exemples ; toute tentative de les assimiler par la force, de les couler dans le moule traditionnel suédois sera contre-productif car cela ne fera que les pousser à s'agréger plus fortement autour de leur religion et de leur ethnicité, ce qui — du point de vue des artisans de la forge nationale suédoise — aggravera encore le problème*» (citation extraite de son article «The status of Muslim communities in Sweden», dans l'ouvrage collectif *Muslim communities in the new Europe*, Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowski (dir.), Ithaca Press, 1997).

à différents niveaux des combinatoires plutôt que des processus spécifiques autonomes et des pratiques religieuses qui relèvent du bricolage. Mais le phénomène de sécularisation a trop été assimilé à un processus inéluctable et unilatéral de rationalisation alors que la réalité sociale symbolique est irréductible à la réalité matérielle¹.

Retour ou recours au religieux ?

Toutes les théories révolutionnaires modernes, à l'inverse des mouvements millénaristes, ont rabattu le religieux sur le social, la politique ou l'économie et sont parties de l'hypothèse d'une disparition progressive de la religion et d'une sécularisation des sociétés. La politisation du monde semblait devoir y succéder que ce soit à travers le nationalisme révolutionnaire, comme dans certains pays arabes, ou en Turquie, ou encore à travers l'internationalisme prolétarien censé remettre la religion sur ses pieds en faisant descendre le ciel sur la terre, fût-ce au prix du recours à l'idéologie. La notion de «retour du religieux» se comprend en ce sens ; il y a retour parce qu'un sens de l'histoire et du progrès allant vers toujours plus de rationalité apparaît maintenant pour ce qu'il a été. Une tendance de long terme certes, mais, dont la vigueur durant environ deux siècles a masqué ses limites et produit nombre d'illusions quant aux perspectives révolutionnaires qu'elle portait. Nous nous sommes déjà expliqués là-dessus en critiquant d'une part l'aspect sommaire de cette vision qui reposait sur une dialectique primaire du dépassement² et en insistant, d'autre part, sur une perspective de communauté humaine et de révolution à titre humain qui ne se limite ni à la simple défense d'intérêts, ni à l'abolition de la propriété des moyens de production, pas plus qu'à la redistribution des richesses.

Il nous faut ici apporter quelques précisions. Nous sommes d'accord avec la thèse de Georges Corm selon laquelle le religieux n'a jamais disparu dans l'immense majorité des pays de la planète. Mais, d'après lui, l'aspect nouveau ne tiendrait qu'à un recours au religieux comme outil politique. Il servirait premièrement de solution alternative à la faillite des populismes progressistes pratiqués par les États autoritaires de l'aire musulmane, deuxièmement de réponse par défaut aux déstructurations apportées par le processus de globalisation dans ces mêmes régions et troisièmement de résistance à l'éclatement de l'aire musulmane sous les coups de boutoir non seulement des grandes puissances, mais aussi des

¹ Le symbole n'est pas la réalité mais un rapport étroit avec elle qu'il exprime d'une autre façon (cf. S. Trigano : *Qu'est-ce que la religion ?*, Flammarion, 2001, p. 50).

² Cf. sur notre blog la discussion en cours sur ce sujet ainsi que le dernier texte de J. Guigou sur Hegel et la dialectique. [<http://blog.tempscritiques.net/>]

puissances régionales¹. Il résulte de tout cela que la crise générale de la forme État-nation y prend un caractère encore plus tragique. Malheureusement ce n'est pas la fin de l'État et de la domination qui l'emporte, mais le retour des tribalismes et des guerres de religion.

Parallèlement, en Europe et aux États-Unis, des phénomènes comme «la Manif pour tous» ou les *Tea parties* font fonction de défense des «valeurs», ou de «nos valeurs», même si les personnes qui y participent ne font pas appel directement à la religion, celle-ci étant incluse dans les valeurs traditionnelles occidentales.

On peut douter qu'il y ait retour de la religion en raison de sa nature propre, c'est-à-dire de la foi et du prosélytisme. Il s'agit plutôt du resurgissement de positionnements politiques, pratiques de lobbying et demandes d'ordre juridique visant à réduire la séparation État/ religion. Cela vaut pour l'aire musulmane après la chute des États laïques, l'apparition de nouveaux États peu consolidés issus de l'ancienne Yougoslavie (Macédoine et Kosovo par exemple dans lesquels les départs en Syrie sont nombreux) et de l'ancienne URSS (Tchéchénie), régions dans lesquelles l'activité fondamentaliste est forte ; mais aussi pour Israël où le poids des Juifs ultra-orthodoxes pèse de plus en plus lourd au sein de l'État. Cela vaut aussi, même si c'est dans une moindre mesure pour les pays qui forment le cœur du capitalisme, si l'on en croit, par exemple, les dernières mesures répressives prises dans le monde anglo-saxon sous la pression d'institutions religieuses qui élèvent la voix quand la parole politique est grevée par les soucis d'ordre électoraliste.

Il est très difficile d'échapper à ce cadre de réflexion. La réaction la plus courante peut être de l'ordre du jugement régressif (on croyait en avoir fini, eh bien non, c'est le retour de l'obscurantisme), où alors va conduire à un abandon total de toute position politique (ben quoi, le voile intégral c'est pas pire que la mini-jupe !) au profit d'une équivalence entre des pratiques diverses, inspirée, certes, par l'idéologie postmoderne, mais qui pousse en fait sur le terreau toujours fertile de la culpabilité judéo-chrétienne arrosé de quelques gouttes d'idéologie victimaire.

¹ Pour un «digest» de ses positions, cf. : «Des conflits géopolitiques sous couvert de religion», in *Le Monde des religions.fr* :

http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/des-conflits-geopolitiques-sous-couvert-de-religion-22-07-2015-4867_118.php ; et sur le blog de *Mediapart* :

<https://blogs.mediapart.fr/segesta3756/blog/161115/entretien-avec-georges-corm-le-point-sur-la-situation-au-moyen-orient-200515> (20/10/15). Et sur le lien entre grandes puissances et puissances régionales dans la tentative d'aboutir à un nouvel ordre mondial, cf. note 5 et les deux articles cités du n° 3 de *Temps critiques*.

On n'entend donc guère de commentaires sur les raisons de l'échec d'une critique révolutionnaire de la religion. Le même constat peut être établi sur la question de la nation. En conséquence, la gauche n'existe plus sur ces questions et l'extrême gauche fait n'importe quoi pour espérer exister. Par contre, les tendances postmodernes expliquent la persistance de la religion ou au moins du religieux par sa transformation en religion civile comme aux États-Unis ou en une manifestation comme une autre du «croire» minimaliste d'aujourd'hui. Ce ne serait plus les religions des grands récits dont le christianisme fut un exemple, mais le religieux sans rapport obligé à une institutionnalisation. La religion fonctionnalisée comme le travail, en quelque sorte. Ces idées sont en cohérence avec les thèses déconstructionnistes qui servent, volontairement ou non, de soubassement idéologique à l'individualisme démocratique.

Pourtant le développement de divers fondamentalismes religieux montre que ce religieux minimaliste mais supposé partout présent, sous forme culturelle sur le modèle foucauldien ne représente qu'une dimension des nouvelles formes de religiosité. Il y a bien aussi et à nouveau, transformation de forces religieuses en forces politiques, y compris dans des pays où il existe des cercles rationalistes importants. C'est le cas depuis longtemps avec les Frères musulmans dont le terrain d'opération restait celui des pays de religion musulmane dominante, mais cela a changé avec des stratégies de pénétration au sein des immigrations européennes, telle celle des groupes proches de Tariq Ramadan, dans les milieux intellectuels surtout, ou celle autour d'Hassan Iquioussen plutôt dans les milieux populaires. C'est aussi le cas plus récent de groupes salafistes qui peuvent servir, même si la majorité d'entre eux restent quietistes, de passerelles vers une radicalisation politique, voire djihadiste ; c'est enfin le cas de l'EI dont le côté religieux, voire messianique (la vision d'une grande bataille finale contre les Croisés dans le désert de Syrie) ne semble destiné qu'à mieux asseoir une soif de puissance et de domination despotique¹.

Mais c'est maintenant dans les pays anglo-saxons qu'on peut assister à des phénomènes de même nature. Ainsi, les Églises protestantes américaines sont des forces si puissantes que, il y a quelques années, *Time Magazine* se demandait en Une de couverture, s'il ne fallait pas remettre l'organisation de la Sécurité sociale entre les mains des Églises. En effet, les Églises et les convictions religieuses structurent la vie quotidienne d'une fraction importante des Américains. Ce ne sont pas simplement des bricolages individuels ou individualistes comme dans le phénomène *new age*. Les Églises dont les fidèles sont afro-américains jouent un rôle actif de pompiers sociaux chaque fois qu'il y a des émeutes, etc.

¹ Cf. le texte de J. Guigou : *État islamique ou communauté despotique ?*, disponible ici : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article334> .

Toutefois, si le prosélytisme religieux se porte bien dans ses versions les plus orthodoxes ou rigoristes qui viennent compenser une tendance générale à l'*aggiornamento* pour ses tendances les plus proches de l'*establishment*, il faut bien reconnaître que c'est uniquement dans sa forme islamiste radicale qu'est prônée la Guerre sainte.

On peut élargir cela à la question des identités. Dans les bidonvilles du monde entier on meurt zoulou, indien ou afro-américain et non pas prolétaire. Si l'on éprouve à cet égard de l'indignation ou de la révolte, cela ne doit pas se faire seulement au nom de valeurs humanistes universalistes, ce qui serait défensif, mais en se plaçant dans la perspective de la communauté humaine¹. Et parallèlement au retour de la question religieuse,

¹ Dans l'histoire des mouvements révolutionnaires les termes les plus souvent utilisés pour désigner l'ensemble des êtres humains — autrement dit l'espèce humaine — étaient ceux d'humanité et de genre humain (cf. «L'Internationale sera le genre humain», par exemple). Pour l'internationalisme prolétarien seule l'émancipation du genre humain pouvait permettre de combattre et de dépasser les valeurs bourgeoises du peuple et de la nation. Le fondement théorique de cette perspective communiste se trouvant dans les écrits de Marx de 1848 où l'on lit ceci : «L'être humain est la véritable communauté des hommes». Mais les échecs du premier grand assaut prolétarien et l'adhésion des classes ouvrières aux nationalismes, notamment français et germanique, puis les fascismes et le stalinisme s'accompagnèrent d'un effritement et souvent de la quasi-disparition de la référence au genre humain comme devenir-autre de la société dominée par le capital.

Pourtant, les luttes des Gauches communistes (en Italie et en Allemagne) dans les bouleversements politiques engendrés par les deux conflits mondiaux se réfèrent au communisme comme «la véritable communauté des hommes». C'est le cas de J. Camatte après son départ du PC Internationaliste (bordiguiste) en 1966. Il donne à la notion de communauté humaine une extension et un approfondissement tels qu'ils l'ont conduit à faire de l'*Homo Gemeinwesen* (communauté humaine en allemand) le successeur d'un *Homo sapiens* complètement capitalisé selon lui. On lira sur le site de la revue *Invariance* les définitions que J. Camatte donne de la notion d'individualité/*Gemeinwesen*. Dans sa théorie il n'y a pas de séparation entre l'individualité et la *Gemeinwesen*. C'est d'ailleurs dans cette lignée qu'à *Temps critiques*, nous avons développé la notion de tension individu/communauté. Camatte se distingue par là même de la philosophie politique, des religions et du sens commun pour qui les individus existent d'abord en dehors du social puis seulement dans les rapports sociaux. Pour le christianisme et les religions monothéistes, par

on assiste aussi au retour du populisme, autre forme dévoyée de la tension individu/ communauté. Il s'attaque à l'État, mais conserve la nation comme concrétion d'une société globale à portée de main en l'absence de toute perspective utopique, cette dernière ayant un temps figuré l'unité du moi et du monde. Cette perspective utopiste a été entretenue pendant longtemps par les mouvements millénaristes chrétiens ou juifs ; elle s'est parfois transformée en une forme profane (le «socialisme utopique», la «mission» du prolétariat), mais c'est aujourd'hui difficile de la maintenir, aussi bien dans sa perspective politique que religieuse. Ainsi, un islam actuel dominé par ses propres guerres de religion internes ne peut ressusciter aucune «communauté des croyants» qui retrouverait ses caractères universalistes et ouverts (a-nationaux et non racistes). En prônant une nouvelle Guerre sainte les groupes djihadistes essaient pourtant de donner chair et force à une nouvelle communauté des croyants. Cette communauté serait non seulement débarrassée de ses États corrompus (Ben Laden, d'origine saoudienne, accusait son pays d'origine d'occuper illégalement les lieux saints de La Mecque) et des «États impies» (les «croisés»), mais reconstruite en chassant, en chaque individu, tout ce qui rappellerait la vie d'avant. C'est ce que veut réaliser Daech à travers son projet de grand Califat, c'est-à-dire en bref, l'établissement d'une communauté despotique.

Pour de nombreux individus se réclamant de la «gauche», il n'est pas question d'aborder cela de front, car ce serait risquer de tomber dans l'islamophobie. Il s'agit donc d'éviter de critiquer la religion, mais de faire avec... Il leur faut alors construire des explications sociopolitiques permettant de mettre en place des stratégies d'intervention (cf. par exemple, la majeure partie des groupes trotskistes anglo-saxons dans les manifestations pro-palestiniennes et antisionistes ; cf. aussi en France l'évolution des positions de la LCR puis du NPA sur ce point).

Pourtant, ce qui est urgent, c'est de reconnaître la réémergence du fait religieux sous ses différentes formes.

Non, la religion n'a pas été dépassée

Beaucoup de cultes et pratiques religieuses ne séparent pas forcément ce qui est de l'ordre du privé et ce qui est de l'ordre du public

exemple, la «créature de Dieu» existe d'abord en dehors du social dans la création divine, puis dans la société. C'est le sens du mot d'ordre évangéliste «rendons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu». C'est aussi le cas du diktat : «l'individu n'est rien en dehors du Parti, il est tout dedans», utilisé dans ses variantes successives léniniste, trotskiste, stalinienne et maoïste. Dans un texte récent *Temps critiques* revient, sur le parcours théorique de la revue *Invariance* et le confronte aux thèses défendues par *Temps critiques* :
[<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article306>]

(fondamentalistes de diverses obédiences : chiite, salafiste, juive orthodoxe) ; ce qui est d'ordre religieux ou ce qui est d'ordre politique.

La modernité capitaliste détruit partout les anciennes communautés et leurs médiations, mais là où la destruction des anciens rapports sociaux est plus forte que la reconstruction de nouveaux modes de vie et de représentations (autour du salariat, de l'individu, du bonheur, de l'argent et de la consommation), ou *a fortiori* quand les possibilités mêmes de cette reconstruction sont absentes (cf. actuellement en Libye, dans certaines zones du Mali, de la Somalie, maintenant du Yémen) resurgit une tension individu/ communauté d'une intensité qui n'a rien de commun avec celle des sociétés capitalisées. Même si elle se trouve «polluée» à la fois par ses formes ethnicistes, tribales, communautaristes ou par un mélange de tout cela, c'est la communauté des croyants qui apparaît comme à la fois la plus immédiate, la plus concrète et en même temps comme la plus indestructible, car la plus abstraite et qui par là même peut échapper à toutes les destructions et guerres.

Dans un monde sans cœur dans lequel règne la séparation et l'atomisation la religion peut devenir, dans certaines conditions, une des médiations du vivre ensemble quand les solidarités organiques (au sens de Durkheim) censées lier les individus dans les démocraties modernes, entrent en crise ; quand les institutions sont résorbées¹. La religion retrouve alors son sens latin originel (*religare*) qui est de relier les individus en dehors même d'un culte, mais dans le cadre communautariste. Modernisée c'est alors sous la forme de la communauté des croyants que se forme dans un cadre restreint et particulariste cette liaison qui permet de satisfaire et de détendre en quelque sorte la tension individu/ communauté qui s'exprime plus ou moins intensément suivant les périodes historiques. Dans ses formes particularistes et restreintes, la tension est toutefois neutralisée par la suppression d'un des deux termes. L'individu s'y retrouve de fait réduit au rang de simple atome sans individualité. Dans la communauté des croyants cette tension vers un devenir-autre (ce qu'on a pu appeler la commune, l'association, le communisme, la communauté humaine) ne peut pas se manifester puisque la perspective est bornée par l'adhésion à la croyance en une particularité qui fait que le Nous des croyants s'oppose au Eux des impies, des mécréants et des infidèles.

L'appel à «nos valeurs» est aussi vain que l'appel au prolétariat...

... même s'il peut rencontrer des points d'accroche plus concrets sur le terrain. Mais vouloir opposer simplement à cette puissance de captation de la religion l'idée d'autonomie des individus, la raison, etc. est de peu de secours quand cette autonomie ne peut être que celle d'un sujet conçu sur le

¹ Cf. l'article de J. Guigou «L'institution résorbée», *Temps critiques* n° 12, disponible ici : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article103>

modèle du sujet bourgeois à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, sujet dont la crise est annoncée depuis maintenant un siècle, que ce soit dans la littérature avec *L'homme sans qualité* de Musil ou par la psychanalyse avec Freud ; ou d'un sujet de la révolution doué lui-même d'une essence ou d'un messianisme qui n'est pas sans rappeler la religion qu'il critique pourtant au travers de son athéisme militant et progressiste, un sujet révolutionnaire devenu aussi introuvable que la classe censée le représenter.

La plupart des individus formés à l'humanisme des Lumières ont tendance à croire que les individus assument leur humanité selon une conception abstraite de l'homme, alors qu'ils la vivent dans le cadre de ce que l'on appelle les cultures traditionnelles. Et ce n'est pas, comme le font les marxistes, en appréhendant les individus en fonction de leur place dans les rapports sociaux de production que l'on corrige cette erreur ; on ne fait alors que passer d'une forme de réductionnisme à une autre, qu'abandonner le registre anthropologique/naturaliste pour celui de l'économicisme. Reconnaître cette trivialité, à savoir que tout homme est un être social historique et culturel, devrait logiquement conduire à repenser la question des luttes contre le rapport social capitaliste et à y intégrer différents niveaux de résistance à condition qu'ils ne relèvent pas principalement du conservatisme révolutionnaire comme ce fut parfois le cas dans les années 1920-1930.

Il faut en prendre acte pour pouvoir reposer la question de la révolution à titre humain et donc celle de la communauté humaine. Mais dire cela est abstrait et ne permet pas de préciser une «position» par rapport au «retour» de la religion ou de certaines formes de religiosité et de saisir ce qu'elles disent du refus de ce qui serait un parachèvement de la société du capital. Au minimum, il faut éviter d'hypostasier la religion, au niveau théorique comme pratique, sous peine de se retrouver confronté au fondamentalisme religieux d'un côté, au sectarisme laïque de l'autre. Il faut se souvenir qu'une culture (et la religion à l'époque moderne en est une) n'existe pas en soi et de façon désincarnée, mais pour autant qu'elle est intériorisée par des individus ou groupes sous forme de traditions. La question religieuse n'a jamais été absente du fond culturel des sociétés, pas même des sociétés dites laïques et modernes qui se sont construites à partir des théologies rationnelles. Le marxisme lui-même est eschatologique et s'est développé sur la base du salut dans les pays catholiques plus qu'ailleurs, ce qui n'est pas un hasard.

Nous ne pouvons plus aujourd'hui nous ranger derrière ceux qui pensent que toute tradition doit être balayée par la modernité et *a fortiori* par la néo-modernité qui s'affirme actuellement par un vide historique (la fin de la grande histoire), politique (la fin des grandes idéologies) et culturel (puisque tout serait culturel). Mais il est très difficile de réactiver des bases arrière historiques, politiques et culturelles qui nous permettent justement

de rendre moins abstraites les perspectives de communauté humaine, alors que leurs fondements matériels, qui déjà à l'époque ne représentaient pas des garanties de réussite, n'existent pratiquement plus aujourd'hui et en tout cas pas dans les pays dominants. Il en était ainsi de formes d'agriculture et de vie paysanne qui, sans remonter à la commune villageoise russe (*mir*) de la fin du XIX^e, pouvaient encore laisser penser qu'elles constitueraient peut-être les prémisses d'autre chose ; il en a été ainsi aussi des «forteresses ouvrières» des années 1960-1970 à partir desquelles certaines fractions ouvrières ont poussé au plus loin l'insubordination.

Ces bases ont donc été largement surestimées par un programme prolétarien reposant soit sur un essentialisme de la classe (sa mission révolutionnaire), soit à l'inverse sur la seule conscience de ses intérêts ; et ses principes malmenés par l'histoire comme nous pensons l'avoir montré dans notre texte précédent : «Vernissage d'une antiquité : le défaitisme révolutionnaire» en ce qui concerne la question du rapport à la nation.

La théorie révolutionnaire et la dialectique des luttes de classes nous ont fait croire au dépassement de toutes les entraves. Mais le capital, même quand il se révolutionne, ne dépasse rien. Il intègre (d'abord la bourgeoisie puis la classe ouvrière) et englobe (la religion). C'est pour cela que, par rapport à ce dernier point, nous nous sommes penchés depuis longtemps sur la question du rapport entre communautés de références, individus et références communautaires¹ afin de dégager des passerelles vers la communauté humaine.

Temps critiques, décembre 2015.

¹ Cf. *Temps critiques* n° 10 (automne 1996) : Phil Agri et Léon Milhoud, «Sur les rapports individus/communauté, le temps des confusions» : <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article216>.

Ce texte a été distribué en juillet 2014 aux participants d'une série d'ateliers de discussion organisés chaque année par l'AWL (Alliance for Workers Liberty) à Londres : «Ideas for Freedom» (Des idées pour la liberté). Durant ces trois jours de débats, l'une des réunions portait sur la montée des partis d'extrême droite en Europe et leur influence parmi les travailleurs au Royaume-Uni, en Grèce et en France. L'article a été légèrement actualisé en fonction des résultats du FN aux élections régionales de décembre 2015 et suite à la lecture d'un ouvrage collectif qui a pour ambition de procéder à un bilan exhaustif : Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique (sous la direction de Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer), Les Presses de Sciences Po, 2015.

Du Front national et de sa démagogie «sociale»

Ce texte commencera par une remarque liminaire sur le titre du débat d'aujourd'hui. Ensuite, nous tenterons de décrire comment le Front national attire, et parfois même recrute, des travailleurs, puis nous évoquerons certaines idées fausses au sujet de ce parti d'extrême droite et enfin nous exposerons schématiquement et critiquerons les soubassements théoriques des deux principales conceptions actuelles de l'antifascisme en France.

Sur le titre du débat d'aujourd'hui

Notre débat d'aujourd'hui s'intitule «L'extrême droite est-elle en train de remporter l'adhésion des travailleurs européens?»

Cette question est pleine de pièges et je n'en mentionnerai que trois.

Premier piège: qu'est-ce que l'extrême droite? Ce terme désigne-t-il la droite fasciste ou néo-fasciste? ou bien tous les courants nationalistes radicaux en Europe, habituellement étiquetés comme «nationaux-populistes»? En d'autres termes, ciblons-nous l'UKIP britannique ou l'Aube dorée néo-nazie? Le PVV néerlandais xénophobe de Geert Wilders¹, ou des groupes fascistes italiens comme Casa Pound¹?

¹ Cf. *La Fable de l'illégalité*, recueil d'articles publié en 2008 par *Ni patrie ni frontières* et notamment les articles de Gerrit de Wit, «Geert Wilders, un politicien populiste et d'extrême droite» (2005) et «Qui est

Deuxième piège: qu'entendons-nous exactement par «les travailleurs»? Ce texte n'abordera pas cette question, mais il est évident que des définitions de classe claires sont essentielles pour définir une politique antifasciste radicale. Par conséquent, nous ne devrions pas nous étonner que l'antifascisme conduise à des alliances peu productives, lorsqu'elles reposent sur des concepts aussi vagues que ceux de «peuple», «progressistes», «républicains», «démocrates», etc.

Troisième piège, implicite dans la formulation du débat d'aujourd'hui: comment pouvons-nous mesurer l'influence de cette «extrême droite» sur les travailleurs, en dehors des résultats électoraux qui offrent une vision biaisée des réalités sociales et même des opinions des électeurs et électrices?

Les principales sources d'information sur le Front national sont des articles ou des livres écrits par des journalistes ou des chercheurs en sciences sociales qui ont été temporairement en contact avec le Front national, ou qui ont même été actifs pendant un moment à l'intérieur de cette organisation, soit ouvertement, à visage découvert, soit sous une fausse identité. A partir de leurs expériences et des interviews qu'ils ont réalisées, il est possible de formuler quelques hypothèses sur les motivations des travailleurs qui adhèrent au Front national, ou qui votent pour ce parti d'extrême droite. Néanmoins, je ne suis pas en mesure de vous donner une réponse exhaustive et définitive à la question au centre de ce débat, seulement de vous fournir quelques éléments de discussion.

vraiment Geert Wilders ?» (2007). Ainsi que Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas : le «Parti pour la Liberté vous exclura aussi» ! -

¹ Cf. Dans le n° 36/37 de *Ni patrie ni frontières* l'article de Mouvement communiste sur «La Casa Pound».

Front national et classe ouvrière française

Jusqu'à présent, le Front national n'a jamais réussi à créer ses propres sections d'entreprise ou à former des syndicats FN au sein de la classe ouvrière ou même parmi d'autres classes comme la petite bourgeoisie traditionnelle (commerçants, artisans, etc.). Dans les années 1990, il a tenté de créer un syndicat de policiers qui a vécu quelques années (de 1995 à 1998) avant d'être finalement dissous. Le Front national a essayé de construire des syndicats dans les transports publics à Paris et à Lyon (1996), dans les prisons (1996-1998), à La Poste, dans le secteur de la santé, chez les locataires, les enseignants et les petits patrons, mais tous ces projets ont échoué... pour le moment.

Les membres du FN ont adhéré aux syndicats les plus réactionnaires, certains syndicats maison, des syndicats de la droite chrétienne comme la CFTC, traditionnellement anticommunistes comme FO ou de cadres comme la CGC. Au cours des dix dernières années, ils ont aussi recruté à l'intérieur de la CGT, de SUD, de l'UNSA, etc. Cette évolution est apparue au grand jour lorsque ces militants ont annoncé leur candidature sur les listes du FN aux élections municipales de 2014. Souvent, tout le monde était au courant dans l'entreprise et à l'Union locale, mais les dirigeants de la CGT ne voulaient pas attirer l'attention des médias parce qu'ils sont dans une position très inconfortable sur les questions du racisme et de l'immigration¹. Rappelons, par exemple, que la Bourse du travail de Paris a été occupée pendant quatorze mois en 2008/2009 par la CSP75 (Coordination parisienne des travailleurs sans papiers). Donc, tout ce qui concerne les migrants est une question très controversée dans le mouvement syndical, y compris dans la CGT.

Il existe actuellement seulement quelques villes en France où le Front national a réussi à devenir localement enraciné dans des quartiers populaires, mais aux dernières élections municipales en mars 2014, le Front national a gagné 1 500 conseillers municipaux et 14 maires.

Rappelons que la France dispose de 36 785 maires et 536 519 conseillers municipaux, de sorte que le Front national a encore du chemin à parcourir pour vraiment conquérir le pouvoir au niveau local. Néanmoins, ses résultats aux élections régionales de décembre 2015 vont certainement

¹ Sur ce sujet, on pourra notamment consulter la collection du *Journal de la Bourse occupée* (<http://bourse.occupee.free.fr/> de juin 2008 à mai 2009) et celle de *La voix des sans papiers* dans la rubrique «Vagabondages» <http://mondialisme.org/spip.php?rubrique131>.

beaucoup lui faciliter la tâche et risquent de lui donner les moyens de mieux s'implanter, si ses élus ne commettent pas d'énormes erreurs de gestion et se montrent de fins tacticiens : en effet, le Front national, même s'il n'a conquis aucune présidence de région, a encore augmenté son nombre de voix à l'échelle nationale par rapport aux présidentielles de 2012 ; et le FN est passé de 118 à 358 conseillers régionaux sur 1 800, ce qui représente une progression considérable et un pouvoir de nuisance accru. Le FN dispose aussi de 2 députés, 2 sénateurs et 61 conseillers départementaux sur 4 108.

Jusqu'à présent, les militants du Front national ont éprouvé des difficultés à apparaître publiquement comme tels. Ils rencontrent toutes sortes de problèmes, à l'intérieur de leur propre famille, au travail, dans leur immeuble, dans leur quartier dès qu'ils sont repérés comme des partisans du FN. Certains affirment qu'ils perdent leur emploi, ou que l'ambiance de travail devient tellement désagréable qu'ils sont obligés de démissionner ou qu'ils se voient refuser une promotion ou une augmentation de salaire, etc. D'autres racontent que leurs pneus de voiture ou les fenêtres de leur logement sont endommagés, qu'ils sont menacés physiquement, insultés, que leur maison ou leur voiture sont couverts de graffitis, etc.

Que ces histoires soient partiellement vraies ou totalement inventées n'a guère d'importance ; ces rumeurs ou ces fortes réactions réelles contre le Front National ont empêché ses militants d'agir ouvertement pour leur parti du moins jusqu'à une période récente dans de nombreux endroits. Les femmes mariées, par exemple, utilisent souvent leur nom de jeune fille afin de ne pas être reconnues quand elles représentent le Front national aux élections municipales; les militants ne distribuent pas de tracts et ne collent pas d'affiches dans le quartier où ils habitent, mais dans un coin éloigné de leur domicile, etc. Ceci est peut-être l'une des rares conséquences positives de la propagande antifasciste républicaine menée contre le Front National et le présentant comme un parti fasciste (cf. la dernière partie de cet article).

En fait, les villes où il est plus facile pour le Front national d'agir au grand jour sont celles où la gauche réformatrice, généralement le Parti socialiste, est «victime» de plusieurs facteurs négatifs cumulés :

– l'équipe dirigeante municipale s'est totalement discréditée par sa corruption: voitures de fonction avec chauffeur, repas gratuits au restaurant, voyages coûteux aux frais des contribuables, embauche de parents et d'amis dans l'administration locale, emplois fictifs, nombre excessif d'emplois temporaires financés par l'État, refus d'organiser des appels d'offres dans le cadre de contrats pour le secteur public (sur toutes ces questions, les élus FN seront à leur tour jugés par leurs électeurs et

sympathisants et on peut douter qu'ils adopteront une attitude exemplaire¹...);

– des maires socialistes ont été lourdement condamnés par la justice ou, pire, mis en prison ;

– le Parti socialiste est divisé entre plusieurs fractions engagées dans des luttes fratricides, jusqu'au point de falsifier les résultats des élections internes au parti ; le Parti socialiste utilise de plus en plus des agences de publicité pour promouvoir sa politique au lieu de mobiliser ses militants ;

– l'influence du Parti communiste est faible, ou a baissé de façon spectaculaire, en particulier parmi les travailleurs migrants et leurs enfants devenus français :

– le maire et les conseillers municipaux de gauche sont coupés de leur électorat populaire et de la classe ouvrière. Ils ont commencé, comme à Vitrolles, à courtiser les patrons et à vouloir imposer des projets pharaoniques pour leurs circonscriptions (dans ce cas, un stade) ;

– le chômage atteint un niveau très élevé,

– les syndicats et les associations locales sont très faibles, en crise, etc.

Ce type spécifique de circonscriptions a été délibérément pris pour cible par le Front national en raison des faiblesses évidentes de la gauche et du mouvement ouvrier, mais aussi à cause de la destruction de tous les liens sociaux (par exemple, autrefois, dans le Nord de la France, l'Eglise catholique et les patrons organisaient et contrôlaient tous les aspects de la vie quotidienne des mineurs: magasins de la compagnie, logement et système de santé assurés par l'entreprise, colonies de vacances, équipes sportives, etc. Ainsi, la disparition des mines a porté un coup fatal à tous les liens sociaux).

Pour illustrer la politique du Front national, il peut être utile d'analyser deux exemples très différents: Vitrolles, dans le sud de la France et Hénin-Beaumont dans le nord.

– **Vitrolles**

Dans les années 90, Vitrolles a été un élément essentiel dans la lutte entre le secrétaire général du Front national (Bruno Mégret) et son

¹ Les mairies FN sont étroitement surveillées par leurs adversaires, comme en témoigne ce blog mediapart.fr/journal/france/dossier/les-villes-fn-la-loupe ou antifabzh.lautre.net/roazhon/2015/05/dossier-un-an-apres-les-municipales-zoom-sur-les-mairies-dextreme-droite/. On sait déjà que les maires FN tentent, de façon plus ou moins détournée, d'appliquer certains éléments de leur programme : préférence nationale (tentative de supprimer certaines allocations ou certains droits aux «musulmans»), laïcité antimusulmane (refus des repas halal dans les cantines scolaires) et prochrétienne (crèche dans une mairie), établissement de fichiers discriminatoires, etc.

président Jean Marie Le Pen. Bien que ce technocrate partisan de l'union avec le RPR ou Démocratie libérale fût soutenu à ce moment par de jeunes «nationalistes-révolutionnaires» (traduire : des fascistes pur jus), Bruno Mégret voulait conclure des alliances électorales avec la droite afin de devenir plus tard la force hégémonique dans cette alliance. Jean-Marie Le Pen, lui, défendait une stratégie très différente: il désirait provoquer une grave crise institutionnelle au cours de laquelle il pourrait apparaître comme le sauveur charismatique de la Nation française. (Certains politologues comme Pascal Perrineau pensent même qu'il n'a jamais vraiment voulu le pouvoir. Cette hypothèse est peu vraisemblable : un politicien peut-il se démenier pendant plus d'un demi-siècle uniquement pour satisfaire son ego et semer la pagaille autour de lui ? En bon fasciste classique, Jean-Marie Le Pen a toujours préféré entretenir le flou et la confusion sur ses intentions réelles.)

Dans les années 1960 et 1970, Vitrolles s'est rapidement développée et ce petit village s'est transformé en une agglomération assez chaotique de 3000 habitants. Elle a attiré des travailleurs qui avaient été licenciés dans le nord de la France et leur a offert un nouvel emploi dans l'industrie sidérurgique à proximité de l'Etang de Berre; mais aussi des travailleurs qui avaient quitté Marseille pour acheter une maison à crédit, etc. Cette ville n'avait pas une vieille tradition «communiste» (stalinienne) ou social-démocrate même si un socialiste (Jean-Jacques Anglade) avait été maire de Vitrolles pendant quatorze ans (1983-1997).

Dans cette région, les «pieds-noirs» ont toujours joui d'une certaine influence depuis qu'ils sont venus vivre en France, principalement dans le Sud. Politiquement cette région se distingue, depuis des décennies, par une coopération étroite entre le Centre, la droite et l'extrême droite, situation assez inhabituelle par rapport au reste du pays. Ce climat politique très spécial a profité au Front national, le transformant plus tôt qu'ailleurs en une force localement «respectable» comme en témoignent les accords électoraux signés en 1986 et 1988 entre le Front national, UDF (centre) et le RPR (gaullistes).

A Vitrolles, on pouvait aussi observer une différence croissante et même un conflit entre deux catégories de travailleurs:

- ceux qui vivaient dans les nouveaux quartiers regroupant de petites maisons récemment construites, et qui appartenaient souvent à la couche supérieure de la classe ouvrière ; ces catégories craignent de perdre leur emploi, de dégringoler dans l'échelle sociale et de ne plus pouvoir payer leur crédit immobilier;

- ceux qui vivaient dans les quartiers plus anciens, dans des HLM comportant une forte proportion de travailleurs étrangers, de chômeurs, de familles monoparentales mais aussi des associations militantes qui tentaient de préserver l'unité entre les habitants, quelles que fussent leurs origines.

L'objectif du Front national à Vitrolles était d'approfondir les différences et les divisions entre ces deux fractions de la classe ouvrière, le second groupe étant dénoncé par le FN comme des «parasites», des «tricheurs» de la Sécurité sociale, des gens «paresseux qui ne veulent pas travailler et vivent des aides sociales» ; et le premier groupe étant salué par le FN comme celui des Françaises et des Français qui triment dur.

L'objectif personnel de Mégret était d'utiliser les moyens matériels de la municipalité (personnel, voitures, téléphones, imprimerie) afin de prendre la direction du Front national.

Le maire du Parti socialiste (Jean-Luc Anglade) avait ruiné les finances locales, mais Mégret et son épouse Catherine ne firent pas mieux lorsqu'ils furent élus et gèrent la ville entre 1997 et 2002. En dehors de leur incompétence financière qui plomba encore davantage les finances de Vitrolles, ils fermèrent également plusieurs centres culturels considérés comme «trop à gauche», cessèrent de soutenir financièrement de nombreuses associations locales, renommèrent rues et avenues, ouvrirent de petits musées afin de glorifier le colonialisme français ou les «traditions provençales», généralisèrent la vidéosurveillance (dont l'installation avait été lancée par le maire socialiste) et doublèrent le nombre de policiers municipaux. Ils licencièrent quatre-vingts employés municipaux et ne renouvelèrent pas les contrats de cent cinquante autres salariés. Les époux Mégret menèrent une véritable guerre culturelle à l'intérieur des bibliothèques publiques, interrompant les abonnements à des publications de gauche ou même simplement «libérales», achetant des centaines de livres publiés par des éditeurs d'extrême droite, refusant même d'acheter des ouvrages pour enfants si l'auteur avait le malheur de porter un nom «étranger», etc.

Leur gestion brutale souleva une forte opposition à l'intérieur d'une minorité de la population locale (la majorité des habitants avaient peur) : il s'agissait souvent de gens qui n'avaient milité auparavant dans aucun parti et prirent de nombreux risques, en affrontant pendant cinq ans les voyous fascistes embauchés par le maire Catherine Mégret et son mari, Bruno Mégret. Mais en 2002, le cauchemar prit fin (ainsi que dans deux autres villes – Toulon et Marignane – gérées par le Front national), les Mégret perdirent les élections municipales et la gauche regagna la ville de Vitrolles.

– Hénin-Beaumont

Plus ou moins en même temps, une tentative similaire de gagner une municipalité en s'appuyant sur fort soutien local fut organisée à Hénin-Beaumont, dans le nord de la France. Depuis les années 1970, les principales industries (mines, textile et sidérurgie) ont progressivement

disparu dans cette région. Aujourd'hui 60% de la population locale sont des pauvres, donc des personnes non imposables ; 23% reçoivent le RSA¹.

A Hénin-Beaumont, cette tentative de conquérir une municipalité fut menée d'une manière beaucoup plus douce par un représentant de commerce² (Steeve Briois); il n'essaya pas de conduire une bataille idéologique aussi violente que celle de son ami Mégret, du moins ce ne fut pas son activité principale. Il commença par enquêter sur la façon dont le maire socialiste gérait les finances locales. Et quand son enquête en 2002 et sa dénonciation publique conduisirent à un procès contre le maire, il se rendit au tribunal tous les jours, bourrant la salle d'audience avec des militants du Front national, et commentant l'événement sur son blog tous les jours. Il organisa également plusieurs «happenings» sur le marché local; par exemple, il collecta publiquement des oranges pour l'élu socialiste condamné à trois ans de prison.

En 2003, Steeve Briois et le Front national commencèrent à s'intéresser aux grèves locales et aux fermetures d'usines. Briois essaya de se présenter aux portes de ces entreprises et même d'y pénétrer, mais ne fut pas bien reçu, à l'époque, par les travailleurs et les syndicalistes de la CGT. Néanmoins, il donna localement une «image plus sociale» au Front national, ce qui était le principal résultat recherché pour lui et son parti.

Steeve Briois devint conseiller municipal en 1995, conseiller régional en 1998, député européen en 2014 et maire de Hénin-Beaumont en mars 2014. Au cours de cette longue lutte, il fut fortement soutenu au cours des cinq dernières années (2009-2014) par Marine Le Pen (dirigeante toujours suivie

¹ Selon l'OCDE, le Revenu de solidarité active serait un revenu réservé aux pauvres pour les inciter à retourner à la vie active. Il s'agit en fait d'un système disciplinaire qui contrôle les travailleurs précaires de toutes sortes de façons, y compris l'intimidation, le chantage, la psychiatrisation, etc. Rappelons que le RSA atteint seulement 524 euros par mois pour une personne seule, 673 euros pour un parent isolé, 786 livres pour un couple de chômeurs, et 1100 euros s'ils ont deux enfants, sommes ridicules qui rendent impossible de pouvoir à la fois se nourrir et se loger décemment.

² Comme Briois l'explique lui-même «*La politique, c'est vendre un idéal. Quand l'idéal s'appelle Front national, c'est peut-être plus dur à vendre, on a un boulet au pied au départ avec le logo FN, mais cela devient un challenge. Ici, on vend du Le Pen. On fait de la publicité comparative : il y a des périodes de soldes, des têtes de gondole pour attirer le chaland. La politique, c'est du marketing, je n'y peux rien, c'est la société qui est comme ça. La différence avec le commerce, c'est que nous, ce qu'on vend, c'est gratuit. La seule chose que je demande aux gens, c'est de se déplacer le dimanche matin pour aller voter, c'est tout. C'est une sorte de contrat de confiance entre les électeurs et nous.*»

par des dizaines de journalistes, atout essentiel pour un candidat, surtout s'il ne jouit pas d'une forte implantation locale...). Les méthodes de Briois étaient très différentes de celles de Bruno Mégret et il n'utilisa pas autant de voyous fascistes du type skinhead, ou du moins il leur apprit à adopter un code vestimentaire plus respectable et à essayer de rester «cool» face à leurs adversaires politiques; il recruta parmi d'anciens militants locaux, socialistes, communistes ou de droite, grâce à son long et patient travail en tant que conseiller municipal.

Les diverses campagnes qu'il a menées dans cette ancienne ville ouvrière¹ leur ont permis, à lui et à Marine Le Pen, d'apparaître comme beaucoup plus «modérés» que Mégret et son équipe à Vitrolles dans les années 1990.

Comme Briois avait toujours vécu dans cette ville, et qu'il avait commencé à militer à l'extrême droite dès l'âge de seize ans (il en a aujourd'hui quarante-trois), tout le monde le connaissait. De plus en plus de gens ont commencé à apparaître ouvertement comme des partisans et des électeurs du Front national. C'est devenu plus facile pour eux lorsque Marine Le Pen a commencé à changer l'image publique de son parti et à convaincre l'opinion, avec l'aide complaisante et intéressée² des médias,

¹ En fait, Hénin-Beaumont résulte de la fusion entre deux communes: Hénin-Liétard, une ville ouvrière traditionnelle, et Beaumont-en-Artois, un village entouré de champs et de fermes. Les votes du Front national sont beaucoup plus élevés dans les zones rurales et le village de Beaumont que dans la ville ouvrière de Hénin-Beaumont elle-même. Dans ces zones rurales, il n'y a ni gare, ni route principale à proximité, ni antenne de police, ni bureau de poste, ni magasin, ni café. Très peu de migrants vivent dans ces zones, mais les habitants sont endoctrinés par toutes les images sensationnalistes propagées par les différentes chaînes de télévision sur les incidents, les émeutes ou les crimes impliquant de prétendus «musulmans» ou «Arabes» en France. Les gens sont obligés d'avoir une voiture (et parfois deux dans la même famille) ce qui représente un investissement coûteux, étant donné le prix de l'essence. Ils pensent qu'ils n'ont plus d'avenir, sont abandonnés par l'État, sentiment exploité par le Front national à chaque élection. Il faut également ajouter que sur les huit villes entourant directement Hénin-Beaumont, trois ont élu un maire PS, trois un maire PCF et une un maire du Modem. Donc, Hénin-Beaumont est encore une exception, même s'il s'agit d'une très dangereuse exception.

² On ne soulignera jamais assez leur rôle dans la prétendue «dédiabolisation» du Front national, de Marine Le Pen et de sa nièce Marion Maréchal-Le Pen. Et cela a été particulièrement clair lors des mois qui ont précédé les élections régionales de décembre 2015. Il est évident que les péripéties de cette famille d'extrême droite constituent un sujet en

que le Front national se préoccupait des intérêts des travailleurs – et pas seulement de ceux des patrons. Jean-Marie Le Pen avait tenté une opération similaire en 2002, mais à cette époque le programme économique du Front national défendait beaucoup plus ouvertement l’initiative privée et la diminution de l’intervention de l’Etat dans l’économie et la société.

En fait, depuis ses origines, le FN inclut une pluralité de courants : des néolibéraux¹ aux catholiques traditionalistes en passant par les nationalistes-révolutionnaires. Jean-Marie Le Pen a toujours tenté de satisfaire toutes ses sensibilités à la fois y compris en se livrant à la démagogie «sociale», comme en témoignent les quelques faits suivants :

- en 1992, le FN adopte «51 mesures pour faire le point sur le social» ;
- le slogan «Le social, c’est le Front national» date des années 90 ;
- le 1^{er} Mai 1996, Jean-Marie Le Pen déclare : *«Il convient de saluer ici la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail. Saluons la mémoire des mineurs, des marins, des cheminots, des métallos, des Français fiers de leur métier, attachés à leur outil de travail et y voyant par leur effort de transformation de la société non plus l’instrument de leur servitude, mais le moyen de leur libération.»* ;

- la fête de Jeanne d’Arc est célébrée le 1^{er} Mai, date hautement symbolique, depuis 1998 ;

- Jean-Marie Le Pen aime bien proclamer *«Socialement je suis de gauche, économiquement de droite et, nationalement, je suis de France»*, mais après la défaite de Jospin au premier tour des présidentielles de 2002, élection présidentielle, il est allé un peu plus loin en s’adressant plus spécifiquement aux travailleurs (parmi une longue énumération de «victimes de l’establishment») : *«N’ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus. (...) Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l’euro-mondialisme de Maastricht.»*

Sa fille n’innove donc guère en la matière, même si elle a décidé d’abandonner – pour le moment – la rhétorique antisémite de son père.

or pour les médias, notamment les chaînes de télévision, et le moins qu’on puisse dire est qu’ils roulent tous pour le FN en lui accordant une place démesurée et en dissimulant sciemment sa proximité idéologique évidente avec de vieux thèmes fascistes ou d’extrême droite dissimulés derrière une mince couche de fard laïco-républicain.

¹ Ainsi le premier programme du FN en 1972 envisageait de *«réduire le secteur public et nationalisé au strict minimum»*.

L'équilibre entre les propositions dites «(néo)libérales» (ouvertement favorables au capitalisme privé) et celles qui semblent défendre le maintien de l'Etat-providence est très instable dans les discours publics et les programmes du FN. Deux éléments fondamentaux restent constants dans sa politique:

- il veut réserver les prestations sociales et les services publics aux Français, voire aux «Français de souche» (expression dont le sens varie) ;
- il souhaite concentrer la répression de «l'Etat fort» contre les pauvres (jugés «fainéants»), les «étrangers», les «musulmans» et les «Français de papier» (récemment naturalisés).

Comme le soulignent plusieurs auteurs des *Faux-semblants du FN*, Marine Le Pen ne défend les services publics que pour prôner une conception profondément inégalitaire, xénophobe et antimusulmane de l'Etat-nation.

– Une démagogie sociale fébrile

Au cours des dernières années, le programme économique du FN n'a pas beaucoup changé¹, mais la rhétorique officielle de Briois et de Marine Le Pen a essayé d'apparaître plus compatible avec les besoins des travailleurs: Briois a démagogiquement affirmé qu'il était fier de Jaurès, de Pierre Mauroy (Premier ministre socialiste d'origine ouvrière, né à Cartignies, dans le Nord), de plusieurs maires socialistes locaux et de célèbres résistants durant la Seconde Guerre mondiale. Soutenu par Marine Le Pen, il a prétendu que le Front national soutenait le maintien des 35 heures et de la retraite à 60 ans ; que le FN voulait «taxer les riches» ; qu'il demandait la création d'une échelle mobile des salaires; que le FN défendait l'idée de nationaliser les banques si nécessaire et d'obliger les entreprises à rendre les subventions publiques si elles délocalisaient leurs actifs (dans le Nord de la France, plusieurs entreprises ont pris l'argent de l'Etat puis ont disparu avec la caisse) ; qu'il dénonçait les «maux du capital financier»; et que le FN exigeait que les prix des produits de base soient contrôlés par l'État.

Un programme qui pourrait être défendu par le Parti communiste, le Parti de Gauche et même les trotskistes du NPA, de LO et du POI !

Mais nous ne devons jamais oublier que le Front national affirme aussi, depuis de nombreuses années, tout comme le MEDEF et les économistes officiels, que les entreprises paient des cotisations et des taxes «trop»

¹ Cf. Collectif antifa rennais, «Le FN, une arnaque antisociale au service de la classe dominante», 2014 (un bon argumentaire sur le prétendu «tournant social» du FN) <http://www.antifabzh.lautre.net/roazhon/2014/02/le-tournant-social-du-fn-genealogie-dune-imposture/>.

favorables aux salariés, que les syndicats ont «trop» de pouvoir et que les grèves doivent être «réglementées», en clair quasiment interdites.

Nous verrons donc dans les années à venir si le Front national poussera plus loin cette démagogie «sociale» ou, plus vraisemblablement, s'il maintiendra une attitude bonapartiste traditionnelle d'équilibre entre les intérêts opposés des classes sociales qu'il prétend représenter en prononçant de belles paroles et en avançant des réformettes symboliques pour les exploités mais en promettant de gros cadeaux aux exploités.

– Rétablissement des liens sociaux

Le Front national distribue régulièrement dans les quartiers ouvriers des tracts contre l'insécurité (braquages de banque, cambriolages, incidents nocturnes ou diurnes impliquant de jeunes migrants, de jeunes Franco-Arabs ou Franco-Africains, émeutes dans les banlieues, etc.), l'Islam et l'immigration. Mais, si cette propagande classique de la droite et de l'extrême droite rencontre un certain écho parmi les travailleurs, cela ne suffit pas vraiment à faire la différence sur le plan local.

Lorsque le Front national a des conseillers municipaux dévoués comme à Hénin-Beaumont, ils agissent à peu près de la même façon que les partis communiste et socialiste autrefois : ils font du porte à porte, ils écoutent patiemment les doléances des gens, ils notent soigneusement leurs griefs, ils essaient d'exercer des pressions sur les services sociaux¹ afin que les gens obtiennent un nouvel appartement, une aide ménagère à la maison pour une personne âgée, une aide financière afin de pouvoir envoyer leurs enfants dans une colonie de vacances ou payer une partie de leurs dettes, etc.

Les conseillers municipaux du Front national s'appuient sur un réseau de correspondants de quartier qui les informent de tous les petits problèmes (du feu de circulation qui ne fonctionne pas à une bagarre impliquant des «musulmans» dans la rue ou dans un café). Bien entendu, ces «correspondants» peuvent aussi espionner et ficher tous les opposants politiques, ce qui permettra, le moment venu, des actions punitives musclées.

Les militants du FN organisent des banquets payants pour le 14 Juillet. Ils vendent des pin's, des briquets, des foulards représentant Jean-Marie ou Marine Le Pen. Le Front national repose sur une gigantesque pompe à fric : en témoigne le récit de cette retraitée aux revenus modestes, militante acharnée qui participe à toutes les distributions de tracts et à tous les collages d'affiches du FN, mais est obligée de faire des ménages pour aller aux banquets organisés par son parti !

¹ «Grâce à moi, les travailleurs sociaux ont moins de travail. Nous sommes très proches des gens, comme avant, quand c'était le parti de Jaurès», dit Briois.

Quand il en a les moyens financiers, le Front national ouvre des sièges locaux qui sont utilisés à la fois à des fins politiques et comme des centres de la vie sociale locale où les habitants du coin peuvent venir discuter, boire un café, plier des tracts, coller des enveloppes, etc. Leurs sièges deviennent des endroits très animés car ils recréent des liens qui avaient disparu ; ils tentent de jouer, toutes proportions gardées, le même rôle que les «maisons du peuple» (dirigées par les partis socialistes ou communistes) ou les «Bourses du travail» des syndicats. Le Front national organise des «apéros», des anniversaires, etc. Evidemment, ce côté «gentil» du Front national est présenté et promu par les médias, publicité gratuite qui lui attire la sympathie des électeurs voire de nouveaux adhérents.

Steeve Briois ne manque pas aussi d'effectuer le tour des différentes fédérations du Front national pour promouvoir le modèle «Hénin-Beaumont» dans d'autres régions où le FN cherche à s'implanter.

– Le programme xénophobe du Front national n'a absolument pas disparu

Le FN propose des solutions xénophobes qui sont malheureusement séduisantes pour ceux qui sont au chômage ou ont peur de perdre leur emploi. Il veut expulser tous les sans-papiers ; restreindre les droits sociaux des travailleurs «étrangers» (surtout s'ils sont chômeurs, délinquants, parents de délinquants, de «mauvais parents», etc.) ; retirer la nationalité française aux étrangers naturalisés qui ont commis des crimes de sang ; étendre au secteur privé la politique de l'Etat français dans la fonction publique: ce que le FN appelait auparavant la «préférence nationale» a été rebaptisé «priorité nationale», voire «priorité citoyenne», par Marine Le Pen, mais son contenu est exactement le même.

Evidemment, les maires et conseillers municipaux du FN ne peuvent appliquer toutes ces mesures aujourd'hui, parce qu'elles sont illégales et contraires à la Constitution. Ils ont donc successivement utilisé deux tactiques:

– Ils ont d'abord essayé, comme à Vitrolles dans les années 1997-2002, de mettre en œuvre ces mesures discriminatoires par la force et ont été condamnés par les tribunaux à payer de lourdes amendes qui ont contribué à la faillite de la ville, de sorte que cette tactique s'est retournée contre eux. Mégret a fait ce choix à Vitrolles, non pas parce qu'il pensait qu'il pourrait vraiment gagner mais afin de montrer à l'opinion publique que «l'establishment de l'UMPS» ne défendait pas les intérêts du «peuple français»;

– aujourd'hui, sous la direction prétendument «modérée» de Marine Le Pen, les militants du Front national présentent ces mesures comme une solution concrète pour résoudre le problème du chômage quand ils parviendront au pouvoir et seront en mesure de changer les lois et la Constitution.

À Hénin-Beaumont, dans le nord de la France, comme Mégret l'a fait dans le Sud, et comme le font d'autres maires aujourd'hui (par exemple Robert Ménard à Béziers), le Front national tente également de réactiver des traditions locales qui ont disparu, comme un défilé de chars fleuris ou une fête organisée autour de thèmes médiévaux; pendant des années, Briois a participé à chaque bal local et dansé avec les vieilles dames qui y participaient ; il a mémorisé tous les noms qu'il pouvait stocker en mémoire et n'oublie jamais de serrer la main de ses électeurs ou de les embrasser sur les deux joues chaque fois qu'il les rencontre.

Se soucier des traditions ouvrières et populaires locales est un excellent moyen pour le Front national d'obtenir des votes et également de renforcer son programme et sa propagande nationalistes.

– Le Front national s'inspire de l'idéologie du Parti communiste dans les années 50, 60 et 70

Pour résumer, le Front national copie, dans certaines régions ouvrières, les techniques d'organisation mais aussi une partie de la politique du parti stalinien durant les années 1950 et suivantes : un puissant nationalisme (rebaptisé patriotisme pour faire plus «à gauche»); un attachement aux traditions locales, paysannes ou ouvrières; la volonté de défendre les emplois locaux; la critique uniquement des «mauvais patrons» – c'est-à-dire des patrons étrangers, des multinationales ou des spéculateurs de la Bourse, mais surtout pas des capitalistes français. Officiellement, aujourd'hui, le Front national affirme ne pas être raciste (en fait, il l'a toujours prétendu), mais ses militants peinent à contrôler leurs préjugés xénophobes et spécialement antimusulmans et anti-roms tant ils leur collent à la peau.

De toute façon, leurs idées ne sont pas très éloignées de ce qu'écrivit Georges Marchais, dirigeant du Parti communiste français, en 1981: *«La cote d'alerte est atteinte [...] C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante [...] la crise du logement s'aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles immigrées, plongées dans la misère, deviennent insupportables pour les budgets des communes.»*

Une des rares nouveautés, depuis que Marine Le Pen dirige le parti fondé par son papa, est que le Front national a récemment introduit une

petite dose de «tolérance» dans l'idéologie traditionnellement conservatrice de l'extrême droite sur certaines questions sociales. «Tolérance» envers

– le divorce (Marine Le Pen a divorcé deux fois et n'est pas mariée avec son compagnon actuel ; cela lui vaut l'hostilité des militants catholiques traditionalistes du FN mais tout le monde sait que les catholiques du XXI^e siècle divorcent à peu près autant que les autres Français – les plus pratiquants un peu moins, 13% au lieu de 17% – et même que les femmes catholiques avortent) ;

– l'avortement (Marine Le Pen prétend ne pas vouloir supprimer la loi Veil **mais** Louis Aliot s'oppose à ce qu'il appelle les «IVG de confort» et à leur remboursement, ce qui est une manière détournée de s'opposer au droit à l'avortement ; quant à sa patronne, elle est favorable au déremboursement des IVG de ces mêmes prétendues « IVG de confort» car *«Il y avait une femme sur 10 il y a dix ans, il y en a 2 sur 10 aujourd'hui qui se servent de l'avortement comme d'un véritable moyen contraceptif»*, ce qui supposerait de soumettre à un interrogatoire policier toutes les femmes qui souhaitent interrompre leur grossesse) ;

– et l'homosexualité (certains de ses proches collaborateurs sont gays; elle a été interviewée dans un magazine gay, etc.). Mais elle veut supprimer le «mariage pour tous».

Il est intéressant de noter que l'extrême droite et le Parti stalinien ont longtemps partagé les mêmes positions réactionnaires sur des questions comme la famille, l'avortement, les droits des homosexuels et lesbiennes, et que le Parti communiste a formé plusieurs générations de travailleurs et de militants sur ces bases prétendument «morales» conformes au programme du Front National.

– **Une «droitisation des ouvriers» et un relookage de l'extrême droite qui ont commencé dans les années 1970 en Europe**

Néanmoins cette modernisation de l'extrême droite gauloise n'est pas un phénomène purement français, elle s'est produite dans d'autres pays sous diverses formes et a été influencée par l'apparition de nouveaux partis nationaux-populistes et les initiatives de la Nouvelle Droite¹.

¹ Dans l'article consacré aux rapports entre le FN et la Nouvelle Droite que l'on trouve dans le livre collectif *Les faux-semblants du Front National*, Jean-Yves Camus minimise l'influence de la Nouvelle Droite sur les courants néofascistes et tente, tout comme Pierre-André Taguieff avant lui, de présenter Alain de Benoist comme un intellectuel au-dessus du marais fascisant, raciste, fasciste et néofasciste. Malheureusement pour lui, les citations et les exemples qu'ils donnent montrent au contraire que De Benoist est bien un théoricien d'extrême droite même s'il enrobe son racisme culturel de nombreuses références à des théoriciens de gauche !

Les batailles conceptuelles autour du concept de «national-populisme» n'ont guère d'importance tant qu'il est clair que

1) ces partis sont les pires ennemis des travailleurs, des syndicats et des organisations de gauche ;

2) que ces partis attirent les électeurs les plus nationalistes, racistes, antisémites, sexistes, homophobes, xénophobes et antimusulmans, avec des nuances diverses et sous des emballages différents ;

3) que très probablement tout mouvement néofasciste de masse, s'il doit apparaître, recrutera dans cet électorat et chez ces militants.

Évidemment, dans les pays comme les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, où il n'y a jamais eu de parti communiste de masse, et où la social-démocratie a toujours mené une politique de collaboration de classe très étroite avec les patrons et l'État, cela n'a pas pris la même forme qu'en Italie, en Espagne ou au Portugal, qui ont eu des partis stalinien de masse et des partis socialistes militants, du moins à un moment donné de leur histoire.

Mais dans toute l'Europe, on a vu apparaître de nouveaux partis d'extrême droite qui souvent ne viennent pas directement d'une tradition fasciste même si certains de leurs dirigeants ou de leurs cadres ont un passé fasciste : le Vlaams Belang en Belgique, le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, le Parti de la liberté (FPO) en Autriche, l'UDC en Suisse, le Parti du progrès en Norvège, le Parti du peuple au Danemark, etc. Cette évolution est due au fait que les sociétés européennes ont connu des changements massifs dans la composition interne de la classe ouvrière, dans la nature du mouvement ouvrier et dans l'organisation spatiale et sociale des villes et des quartiers populaires.

Le vote de la classe ouvrière pour la gauche décline dans toute l'Europe depuis la fin des années 1970 et n'est donc absolument pas un phénomène franco-français [cf. Jean-Michel de Waele et Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisement de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, 2011].

En France, au milieu des années 1980, cette évolution a été renforcée par un changement dans le rapport de forces entre le vote ouvrier pour la droite et celui pour l'extrême droite. Et cette évolution ne se limite absolument pas à la France. Le profil des «*working class Tories*», les travailleurs conservateurs, a été analysé dès les années 1970 en Grande-Bretagne: ces travailleurs aiment leur entreprise, admirent leur patron, et reconnaissent la légitimité des «élites» et de leur compétence. Ces travailleurs réactionnaires britanniques n'ont évidemment pas disparu avec le développement de la crise, bien au contraire.

Les transformations structurelles du capitalisme et de l'économie mondiale ont accéléré la transformation de la classe ouvrière; l'extrême droite européenne a donc concentré son attention sur les perdants de la mondialisation: les travailleurs non qualifiés, les agriculteurs et les

commerçants pauvres, les travailleurs indépendants, les travailleurs précaires de toutes sortes. Ce que certains appellent le «nativisme du bien-être» (*Welfare nativism*) et qu'il vaudrait mieux traduire par une «conception chauvine de l'Etat-providence» (l'idée que l'Etat doit protéger les nationaux avant tout) s'est développé de plus en plus et il prend pour cibles:

– les migrants, censés menacer le niveau des salaires et des prestations sociales, mais aussi miner l'identité nationale ;

– et les «musulmans», censés précipiter la disparition des Etats nations, provoquer des guerres civiles intra-européennes voire favoriser la domination de l'islam.

Les nouvelles générations de travailleurs¹ qui, depuis le milieu des années 1970, ont connu le chômage de masse et la précarisation de leurs conditions de vie et de travail, et qui ont assisté au déclin des syndicats, à la transformation finale de la social-démocratie en un simple appendice de l'Etat bourgeois, et à l'effondrement des partis communistes, sont beaucoup plus sceptiques envers la gauche ou l'extrême gauche que leurs parents et leurs grands-parents. Ils veulent «donner une chance» aux partis nationaux-populistes ou aux partis d'extrême droite «rénovés» comme le Front national parce que leurs valeurs sont beaucoup plus conservatrices que celles des travailleurs nés avant la Seconde Guerre mondiale ou jusqu'au début des années 60².

Donc, pour toutes ces raisons et bien d'autres, nous avons encore une bataille longue et difficile idéologique et politique à mener.

¹ Le débat fait rage entre les spécialistes du FN. Certains comme Pascal Perrineau avancent la thèse du «gaucho-lepénisme» (les électeurs ouvriers, actifs et retraités – soit 20% du corps électoral – ont basculé en partie de la gauche au FN) ; d'autres comme Nonna Mayer défendent l'idée d'un «ouvriéro-lepénisme» (les électeurs ouvriers de droite et les jeunes électeurs ouvriers sans étiquette ont basculé à l'extrême droite). Pour plus de détails on peut se reporter à l'article de Florent Gougou («Les ouvriers et le FN. Les logiques d'un réalignment électoral») dans *Les faux-semblants du Front National*, op. cit. Les partisans de la seconde thèse ont des arguments assez convaincants.

² Comme plusieurs camarades de l'AWL l'ont souligné lors de notre atelier commun avec Theodora Polenta et Matt Cooper, l'extrême droite et les partis nationaux-populistes proposent un «grand récit» réactionnaire qui peut donner aux travailleurs l'impression qu'ils offrent à la fois une explication et une solution à leurs problèmes.

A propos de certains clichés et idées préconçues sur le Front national

Le Front national s'oppose-t-il au «système»? Est-il «ni de gauche ni de droite» ?

Durant la majeure partie de son histoire, le principal dirigeant du Front national a entretenu des contacts discrets et entamé des négociations avec la plupart des chefs de la droite, de Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing en passant par Charles Pasqua (notamment quand ce dernier était ministre de l'Intérieur). Jean-Marie Le Pen a souvent négocié avec la droite sur le plan national ou au niveau local. A plusieurs reprises il a recruté d'anciens politiciens de droite en leur demandant de payer cash leur entrée à l'intérieur du Front national. Pendant plusieurs années, le Front national a été financé par la secte Moon. Le Front national ne peut en aucune façon être considéré comme un parti «antisystème», même si, comme les fascistes français dans les années 1930, il fait semblant de n'être «ni de droite ni de gauche».

Ce parti «indépendant» vit en fait des financements publics généreux, qu'ils soient français ou européens, encaissés lors des élections à l'issue desquelles il dépasse un certain pourcentage de voix. Il n'a aucune indépendance financière par rapport à l'Etat, au contraire c'est l'Etat et l'UE qui le nourrissent. Par exemple, près de 6 millions d'euros proviennent de l'argent des contribuables chaque année après les élections législatives françaises, somme à laquelle il faut ajouter plusieurs autres millions d'euros tous les ans pour les élections européennes – rappelons que le FN a 24 députés européens.

Quant à sa prétendue indépendance vis-à-vis de la classe dominante, le FN dépend de la fortune personnelle de Jean-Marie Le Pen qui a organisé toutes sortes de manœuvres spéculatives douteuses avec l'argent des membres du Front national. Il a, à cette fin et avec sa fille, créé une entreprise personnelle (la Cotelec) ; et il a également détourné l'héritage d'un capitaliste aux idées fascistes, un vieillard alcoolique et mythomane (Hubert Lambert) et conclu ensuite un accord opaque avec la famille quand ce sinistre individu lui a laissé sa fortune après sa mort.

Jean-Marie Le Pen, son ex-femme, sa femme et ses filles, qui vivent tous ensemble dans un énorme et luxueux manoir d'une riche banlieue parisienne appartiennent évidemment tous aux «élites» qu'ils dénoncent, à la bourgeoisie, compte tenu de leur statut social, de leurs propriétés, de leurs privilèges matériels à l'intérieur de leur propre parti, etc.

Le Front national est-il plus antimusulmans qu'antisémite ?

Selon les périodes et l'influence variable des fascistes à l'intérieur du Front national, au niveau local, mais aussi dans sa direction, l'accent mis sur l'une ou l'autre forme de racisme ou d'antisémitisme a varié. Depuis 2011, année où Marine Le Pen est devenue la présidente du Front national, l'antisémitisme officiel (mais pas le racisme, comme en témoignent ses propos contre le métissage) a publiquement diminué dans les discours officiels. Marine Le Pen a essayé plusieurs fois de se rendre en visite officielle en Israël; elle a contacté les dirigeants de la communauté juive américaine, elle fait des appels du pied aux électeurs juifs, etc. Mais lorsqu'on lit des témoignages précis sur les militants et les cadres locaux du FN et les propos qu'ils tiennent dans les réunions internes, on constate que l'antisémitisme et même le négationnisme n'ont absolument pas disparu au Front national. D'ailleurs tous les sondages confirment que le FN est le parti qui attire le plus d'électeurs antisémites et racistes. Il est seulement interdit d'exprimer publiquement des sentiments anti-juifs sur Facebook, sur des sites Web locaux du Front national, dans les réunions publiques ou les conférences de presse, etc. Donc l'antisémitisme se porte très bien au FN, simplement il est réservé aux discussions internes au parti.

Selon Wikipédia en anglais, le vieux Front national aurait été autrefois un parti néofasciste qui ne voulait pas vraiment prendre le pouvoir par le biais des élections et nouer des alliances avec la droite républicaine (nous avons déjà expliqué pourquoi ces affirmations sont fausses). Mais, toujours selon le Wikipédia anglophone, le «nouveau» Front national aurait, depuis 2011, abandonné tout espoir de prendre le pouvoir par la force et serait devenu un parti de «centre-droit» !

Décidément la propagande frontiste infecte même les cerveaux anglophones...

Le programme et la stratégie du Front national ont connu de nombreux rebondissements. A court terme, si un parti fasciste de masse apparaît en France, une grande partie de ses militants et sympathisants viendront très certainement des rangs du Front national. Pour l'instant, Marine Le Pen tente d'opérer le même genre de mutation politique que Gianfranco Fini lorsqu'il a transformé le MSI néofasciste italien en Alleanza Nazionale mais on ne voit pas le FN ou même le RBM (Rassemblement Bleu Marine) se transformer à court terme en un parti de centre droit classique (de toute façon, quand on écoute les discours tenus par Sarkozy et ses amis on se dit que, au niveau du racisme et de la xénophobie, les différences sont vraiment ténues).

Même si de nombreux groupes néofascistes critiquent le Front national parce qu'il serait trop modéré, «sioniste» ou «pro-américain», ils ont encore

de nombreux amis et alliés à l'intérieur du Front national, comme on a pu le constater, par exemple, pendant les manifestations de masse organisées en 2013 contre le mariage gay.

Le Front national est-il devenu le «premier parti ouvrier» en France?

Le FN ne contrôle aucun syndicat à l'échelle nationale ni même aucune fraction importante dans un syndicat, même s'il compte des syndicalistes dans ses rangs qu'il préfère organiser en réseaux extérieurs qu'en fractions internes aux syndicats, probablement faute d'effectifs et de cadres suffisants. Rappelons qu'en 1998 le Cercle national de défense des travailleurs syndiqués, présidé par un cadre de la CFTC, comptait seulement 1 500 adhérents se répartissant entre la CGT, FO, la CGT et la CFDT. Le FN n'a pas réussi à créer une organisation militante de jeunes travailleurs. Il ne joue aucun rôle dans les grèves ou les luttes pour de meilleures conditions de vie dans les banlieues populaires. Il n'est pas en mesure – pour le moment – de contrôler des pans entiers du territoire comme la social-démocratie et le Parti communiste l'ont fait au cours de leur histoire, ou comme les nazis l'ont fait dans les années 30 avant de prendre le pouvoir. Nous devons évidemment nous soucier de son influence électorale et idéologique croissante (par exemple, ses résultats électoraux ont encouragé la droite «républicaine» à adopter une partie de son programme sur l'immigration, «l'insécurité» et l'islam ; et le gouvernement socialiste a même repris une de ses mesures phares, la déchéance de nationalité, après les attentats du 13 novembre 2015), mais il ne faut pas paniquer ou être paralysés par la progression du Front national.

Les effectifs du Front national progressent-ils constamment depuis sa fondation en 1972?

Si nous regardons à la fois ses résultats électoraux et le nombre de cartes placées l'image est un peu plus complexe. En 1972, le FN avait environ 2000 sympathisants encartés, mais dix ans plus tard (1982 et 1983) moins de 250. Son influence a commencé à augmenter en 1984 grâce aux chaînes de télévision nationales et au président «socialiste» Mitterrand qui a cyniquement aidé Le Pen après que le leader du Front national se fut plaint du «boycott» dont il souffrait sur les chaînes publiques de radio et de télévision.

Le FN atteignit 20 000 détenteurs de cartes en 1989 et 42 000 en 1998, juste avant la scission entre Mégret et Le Pen. Ensuite ses effectifs plongèrent à nouveau (12 800 en 2000) et commencèrent à remonter seulement dix ans plus tard, en 2010 (20 000). Depuis lors, la progression a été impressionnante et permanente: 51 551 cartes payées en juillet 2015 soit dix mille de plus qu'en 1998.

Si l'on considère les résultats électoraux du FN, ils ne coïncident pas exactement avec ses hauts et ses bas en termes d'effectifs. Ceci est lié à la relation spéciale qui s'est établie entre les électeurs, le parti et son chef (Jean-Marie Le Pen, et maintenant sa fille Marine Le Pen). Le Front national a toujours obtenu de meilleurs résultats aux présidentielles qui correspondent davantage à sa nature autoritaire, aux électeurs qui souhaitent se regrouper autour d'un leader bien-aimé, qui a toujours mis en avant son nom, promu son visage (y compris son bandeau sur l'œil pendant quelques années) et son corps sur toutes les affiches électorales, souvent sans même mentionner le nom de son parti.

Et sa fille suit exactement le même chemin que celui de son père, puisqu'elle met en avant son nom beaucoup plus que celui du FN et qu'elle a même créé une structure ad hoc, le Rassemblement Bleu Marine, qui est à la fois :

- une pompe à fric ;
- une structure pour ratisser plus large que le FN et permettre aux membres de groupuscules néofascistes de se respectabiliser à travers la participation aux élections ;
- et une entreprise de promotion ultra personnalisée. Cette attitude découle à la fois des valeurs néo-fascistes des Le Pen (père et fille, en attendant la petite-fille) et du système présidentiel français, lui-même influencé par les techniques modernes de marketing qui vendent les politiciens aux électeurs de la même manière qu'elles vendent des voitures aux consommateurs.

Le Front national est-il un parti raciste ou... nazi¹?

La plupart des électeurs du FN, en particulier dans les quartiers ouvriers, prétendent ne pas être racistes. Ils disent qu'ils ont des amis arabes ou africains (ce qui est parfois vrai), mais expriment explicitement leur haine contre les Roms et les Roumains. Ils expliquent leur vote pour le FN comme un simple «vote de protestation» (une explication commode propagée par des médias complaisants mais qui ne tient plus la route en 2016); ils pensent que Marine Le Pen est très différente de son père raciste et antisémite, ou ils invoquent parfois un argument «démocratique»: «Après tout, ils méritent aussi d'avoir leur chance et de prouver ce qu'ils sont capables de faire.»

Les cadres du Front national ont un système de défense encore plus absurde: «Nous ne sommes ni racistes ni antisémites. Mais il est normal de discriminer. Prenons un exemple très simple: un homme tombe amoureux d'une femme, il discrimine automatiquement les autres femmes. La même

¹ Allusion à un vieux slogan gauchiste : «F comme fascistes N comme nazis !»

chose se passe dans un restaurant, lorsque vous choisissez un plat, vous discriminez les plats que vous ne commandez pas.» Et personne n'éclate de rire dans une réunion du Front national lorsqu'un cadre du parti tient un «raisonnement» aussi stupide.

Le Pen, aussi bizarre que cela puisse paraître à certains gauchistes, n'a jamais diffusé une propagande raciste à 100% au sens nazi du terme – même s'il a édité des chants nazis (et aussi révolutionnaires) lorsqu'il était le patron d'une maison de disques ; il n'a jamais prôné une France totalement gauloise, même s'il a encore récemment lancé une «blague» nazie sur la façon dont le virus Ebola pourrait résoudre les problèmes de l'Afrique ; en fait, il a toujours tenu des propos racistes¹ afin d'attirer l'attention des médias, de conserver l'appui de ses partisans fascistes à l'intérieur et à l'extérieur du FN, et d'embarrasser les membres de son parti qui voulaient conclure des alliances avec la droite «respectable».

La source de cette contradiction apparente, ou plus exactement des multiples facettes de ce sinistre personnage, est peut-être qu'il appartient à ces politiciens d'extrême droite comme Roger Holeindre² qui ont participé aux guerres coloniales françaises et appris à «apprécier» (d'une façon très paternaliste-raciste évidemment) les auxiliaires arabes, asiatiques et africains de l'armée française. Le Front national a toujours essayé de se présenter comme le meilleur ami des harkis, en particulier avant chaque élection, même si la majorité d'entre eux votent plus pour la droite que pour l'extrême droite.

Le Pen a toujours défendu une ligne «assimilationniste» radicale, pas l'expulsion ou l'emprisonnement de toute personne qui ne serait pas franco-française depuis des siècles ; en d'autres termes, Le Pen tolère les «bons» immigrés et descendants d'immigrés qui travaillent dur et sont de grands patriotes (des chauvins comme lui), mais il n'en veut pas «trop» sur le sol français («*J'aime les étrangers... quand ils sont chez eux*», a-t-il déclaré).

Sur ce point précis, il a combattu, au sein de son parti, ceux qui refusaient que des Franco-Africains ou des Franco-Arabes adhèrent au Front national, et a fortiori fassent partie de la direction ou soient candidats aux élections pour le FN. Cela peut expliquer pourquoi Le Pen est parfois

¹ «(...) *aux Jeux olympiques, il y a une évidente inégalité entre la race noire et la race blanche [...], c'est un fait. Je constate que les races sont inégales [...], c'est une banalité*» ; «*Les Noirs sont plus doués pour le sport et la danse que les Blancs.*»

² Ouvrier métallurgiste, engagé volontaire au moment de la guerre d'Indochine, militant de l'OAS, ce journaliste a été un des piliers du FN mais il a démissionné en 2011 parce qu'il désapprouvait la montée en puissance de Marine Le Pen. Il a rejoint le Parti de la France de Carl Lang.

considéré par certains travailleurs franco-maghrébins ou antillais, ou même par certains immigrés « étrangers » comme n'étant pas raciste... Et son amitié avec l'humoriste négationniste et antisémite franco-africain Dieudonné a certainement aidé à adoucir son image raciste.

Tout le monde sait que Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, est allé en 2005 à La Courneuve parce qu'un jeune y avait été tué par une balle perdue. Ce jour-là, il a déclaré ce quartier serait «nettoyé au Karcher». Plus tard, Sarkozy a utilisé le mot «racaille» pour qualifier ceux qui l'ont hué à Argenteuil.

Mais peu de gens savent que Jean-Marie Le Pen a donné une conférence de presse très courte (trente minutes, Le Pen n'est pas téméraire) à Argenteuil en 2007 et a déclaré: *«Si certains veulent vous karchériser ou vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Vous êtes les branches de l'arbre France, vous êtes des Français à part entière. Il n'y a pas de beuritude, pour moi vous n'êtes ni des potes ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France faisant partie de notre République. Vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent d'appliquer la préférence nationale...»*. Cette déclaration a suivi son discours de 2006 à Valmy où il s'était adressé aux «Français d'origine étrangère».

Alain Soral, à cette époque membre du Comité central du Front national, créa en 2007 une association, «Egalité et Réconciliation», afin de convaincre les Franco-Maghrébins que la politique de «préférence nationale» n'était pas dirigée contre eux. Une tâche difficile évidemment, mais dans ce domaine il a en tout cas remporté certains succès d'audience sur Internet. Il voulait évidemment recruter des Franco-Maghrébins, afin que le Front national ne puisse plus être étiqueté comme raciste, ou en tout cas que cela soit plus difficile.

De tels calculs politiques semblent à première vue difficiles à comprendre, compte tenu des déclarations répétées de Le Pen sur l'inégalité raciale. Mais nous devons admettre que son double, voire triple, langage fonctionne parfois, y compris avec des gens qui devraient normalement le considérer comme un raciste. Donc, si le Front national n'est pas un parti nazi au sens du NSDAP allemand, il est un parti raciste et antisémite¹, certainement pas un parti de «centre-droit» comme le prétend le Wikipédia anglophone !

¹ Même si Marine Le Pen a déclaré au *Point* en 2011 : *«Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire.»* Et en 2014 au torchon *Valeurs actuelles* : *«Il existe – pourquoi le nier? – une suspicion d'antisémitisme qui pèse sur le Front*

C'est un parti d'extrême droite parce que :

- il est entièrement construit autour d'un chef qui a tous les pouvoirs au sein du parti et n'écoute que lui-même ou... elle-même ;

- il propage une idéologie nationaliste-raciste que des sociologues distingués peuvent appeler «nativiste» s'ils le souhaitent, sans que ce curieux concept change quoi que ce soit à sa nature extrême-droitière ;

- il défend, de fait, des valeurs chrétiennes comme tous les courants réactionnaires en France depuis 1789. Le FN ne fait que s'adapter à des évolutions sociétales, aux accommodements avec le dogme décidés par les Eglises (elles-mêmes poussées par leurs fidèles), pour mieux souligner la plasticité et le caractère fondamentalement démocratique du christianisme par rapport à la rigidité, au dogmatisme et au fanatisme de l'islam ;

- sa démagogie sociale, si elle ne prend plus pour cible les Juifs, reprend le thème de la lutte des «petits» contre les «gros», du «peuple» contre les «élites» (le Système, l'UMPS, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc.), thème commun à toutes les extrêmes droites.

L'influence du Front national progresse-t-elle parmi les Franco-Africains, les Franco-Asiatiques et les Franco-Maghrébins ?

Pour commencer, il faut savoir que les étrangers qui obtiennent des titres de séjour et de travail deviennent parfois xénophobes ou se comportent comme des «Oncle Tom», et se mettent à tenir des discours nationalistes français une fois qu'ils obtiennent leurs papiers. «Oui, il y a trop d'étrangers en France», disent certains Algériens à propos des Maliens,

national et que je conteste avec la plus grande force (...). Je ne cesse de le répéter aux Français juifs, qui sont de plus en plus nombreux à se tourner vers nous: non seulement le Front national n'est pas votre ennemi, mais il est sans doute dans l'avenir le meilleur bouclier pour vous protéger, il se trouve à vos côtés pour la défense de nos libertés de pensée ou de culte face au seul vrai ennemi, le fondamentalisme islamiste.» Ces déclarations ne sont qu'un rideau de fumée... qui semble marcher chez une petite minorité des électeurs juifs [cf. Jérôme Fourquet, «Le “verrou” du vote FN cède chez les électeurs juifs, pas encore chez les musulmans» (2015), slate.fr, <http://www.slate.fr/story/109031/electeurs-juifs-musulmans-front-national> et aussi son article dans *Les faux-semblants du Front National*, op. cit.]. Quant au racisme, il est toujours bien présent dans les discours publics Marine Le Pen n'en déplaise aux journalistes complaisants. Ainsi, en novembre 2014, au moment du Congrès du FN, «MLP» affirmait : «L'idéologie du métissage a un seul effet : camoufler l'extinction de la diversité des sociétés humaines», aussitôt approuvée sur son compte Twitter par un certain Marchal : «L'idéologie du métissage n'a qu'un but: La disparition de la race blanche!»

certains Chinois à propos des Marocains, certains Turcs à propos des Sénégalais, etc. Le nationalisme est très puissant dans la société française (n'en déplaise aux pleureuses de publications comme *Marianne* et *Causeur*), dans les médias, et encore plus lorsque la droite est au pouvoir.

Parmi les Français d'origine maghrébine, africaine, chinoise ou turque, et parmi les migrants qui ont une carte de séjour et de travail, les opinions politiques dépendent de leur niveau d'intégration sociale. Certains petits patrons, petits commerçants ou petits cadres chinois (ou franco-chinois) ou algériens (ou franco-algériens) tiennent des discours ultra-libéraux et disent des choses horribles à propos des «étrangers»... c'est-à-dire de leur parentèle (même s'ils ne s'en rendent pas compte) !!! Ils pourraient donc (théoriquement) voter pour le Front national, mais il ne s'agit sans doute pas d'un phénomène massif pour le moment.

Quant à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale, ils sont déchirés entre

- leur volonté d'être «intégrés» dans la société française à n'importe quel prix (comme leurs amis et voisins de la même origine qui ont réussi à trouver un bon travail, à habiter dans un meilleur quartier, etc.)

- et des attitudes racistes (dures ou molles suivant les cas) copiées sur celles de leurs amis ou collègues franco-français ou influencées par le racisme institutionnel caché qui façonne la société française. Pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, la religion est évidemment un moyen efficace de se façonner une identité plus forte, généralement une identité musulmane. Il est peu plausible que ce genre de personnes puisse être attiré par le Front national parce que ce parti, pour le moment, préfère courtiser des juifs réactionnaires que des musulmans réactionnaires.

Evidemment cela pourrait changer¹, mais dans ce cas le Front national s'éloignerait encore davantage du modèle fasciste classique des années 1930, tout en restant un parti d'extrême droite très dangereux...

Il est probablement plus facile dans une société où les mérites du multiculturalisme sont officiellement vantés par l'Etat (ou l'ont été pendant des décennies, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons et dans une bonne partie de l'Europe occidentale) de se définir d'abord par son origine nationale que cela ne l'est dans une société nationale-républicaine comme la France. Par conséquent, en France, ce sont davantage les migrants les plus pauvres ou les descendants de migrants les plus pauvres qui donnent la priorité à leurs origines religieuses et / ou ethniques car ils ont peu

¹ Marine Le Pen s'est rendue en Egypte et a rencontré en mai 2015 le cheikh Ahmed Al-Tayeb, imam de la mosquée d'Al-Azhar depuis 2010. Mais il ne semble pas que cette visite ait provoqué un flux d'adhésions «musulmanes «au FN...

d'espoirs de grimper dans l'échelle sociale et d'être considérés comme des citoyens égaux, comme de «vrais» Français s'ils sont naturalisés.

Les «Bac + 5» d'origine étrangère, eux, savent que, s'ils veulent réussir dans la société française, ils doivent montrer qu'ils sont fiers d'être français et mettre de côté leurs origines religieuses/ethniques. Parce que, pour le moment, il n'y a pas de vraiment de place pour le multiculturalisme dans les élites françaises quoiqu'en disent le Front national et de nombreux intellectuels de droite ou laïco-républicains de la gauche xénophobe...

Il existe aussi une autre solution, au moins pour ceux qui ont assez d'argent ou qui ont conçu un projet commercial ou industriel financé par leur famille, leurs amis ou leur communauté: devenir un commerçant, homme d'affaires ou un industriel prospère; dans ce cas, leur réussite sociale ne repose pas sur leurs diplômes, sur l'acceptation de la hiérarchie franco-française à l'intérieur des entreprises ou de l'État. Ils peuvent se libérer du pesant modèle national-républicain français et être fiers de leurs origines et de leur religion. Ce modèle est peu répandu en France, mais il va certainement croître vu les résistances de la société française et son racisme institutionnel.

Si le Front national, sous la direction de Marine Le Pen, décidait de prendre une certaine distance avec ses positions les plus xénophobes et nationalistes, si ce parti était vraiment capable de changer et de faire ce qu'il prétend, sans s'effondrer totalement et perdre l'essentiel de ses militants, il pourrait attirer non seulement des Franco-Français, mais aussi des gens d'autres origines.

Mais cela conduirait forcément à une scission ou à une purge massive à l'intérieur du Front national. Il n'est pas sûr du tout que Marine Le Pen soit capable d'effectuer un tel tournant politique radical, ni même qu'elle le désire véritablement, entre autres parce que son père contrôle tout l'argent du FN. Il s'agit non seulement d'un problème psychologique («œdipien», comme le prétendent les médias) mais surtout d'un problème d'ordre financier vital. Une telle politique d'ouverture, même relative, provoquerait inévitablement une scission. Marine Le Pen a-t-elle envie de revivre une catastrophe financière, militante et électorale, semblable à celle qui eut lieu avec l'exclusion de Mégret et de ses partisans ? Et les jeunes ex-fascistes qui sont aujourd'hui ses plus proches collaborateurs apprécieraient-ils une telle «ouverture» et l'arrivée massive de militants franco-arabes ou franco-africains à l'intérieur du parti? Il est permis d'en douter...

Sans oublier le fait que le Rassemblement Bleu Marine (organisation ad hoc construite en dehors du Front national autour de Marine Le Pen) comprend des groupes et des individus qui sont des racistes antimusulmans déclarés à commencer par les (ex-)Identitaires candidats du RBM à Paris, Tours et au Mans, ou ceux de Riposte Laïque et Résistance républicaine à

Hayange, Saint-Cyr-sur-Mer et Puteaux. Ils ne voudraient certainement pas de militants «arabes» dans leurs réunions...

Le Front National peut-il devenir «gay friendly» comme les populistes néerlandais d'extrême droite Pim Fortuyn et Geert Wilders?

Apparemment, plusieurs proches collaborateurs de Marine Le Pen sont gays et Steeve Briois, l'«exemplaire» maire Front national de Hénin-Beaumont, serait homosexuel, même s'il n'a pas encore effectué son coming-out. Marine Le Pen a soutenu toutes ses batailles politiques et lui a rendu visite des dizaines de fois dans sa ville au cours des cinq dernières années (elle a essayé d'être élue à plusieurs reprises dans cette région). Cela peut expliquer pourquoi elle n'a pas participé aux grandes manifestations contre le mariage «pour tous». Rappelons tout de même que, malgré son image *gay friendly*, Marine Le Pen s'est engagée à supprimer le mariage entre personnes de même sexe. Quant à Jean-Marie Le Pen, il considère que les homosexuels ont une «*attitude communautariste*», «*se conduisent comme des hétérophobes (...) qui détestent ceux qui ne sont pas comme eux*» et que l'homosexualité nous conduira, «*si elle se développe, à la disparition du monde*» !

Marine Le Pen utilise la peur de l'Islam et du fondamentalisme qui existe chez certains homosexuels et lesbiennes pour attaquer tous les musulmans d'une manière insidieuse et sournoise. Elle a ainsi déclaré qu'«*il est pas facile d'être homosexuel dans certains quartiers*», ciblant clairement les banlieues populaires qui abritent une forte proportion de personnes originaires du Maghreb et dites «musulmanes». Sa supposée sympathie pour les gays, qui se traduit par le fait qu'elle ne réclame pas la suppression du PACS, est plus une attitude opportuniste que l'expression d'un changement de politique. Car l'homophobie se porte bien au sein du Front national, comme en témoignent les gays qui y militent...

Pourquoi et quand Marine Le Pen fait-elle appel à des valeurs de «gauche» ?

Elle se livre à ce type d'acrobaties :

1) lorsqu'elle veut attaquer l'Islam et les musulmans: le Front national «défend» les femmes mais seulement quand il s'agit de dénoncer la façon dont celles-ci sont traitées dans les pays du Golfe (son «féminisme» s'arrête aux frontières de l'Hexagone et ne concerne pas les femmes vivant en France sauf évidemment si elles sont... musulmanes !) ;

2) lorsqu'elle «défend» les Juifs... seulement pour expliquer que l'antisémitisme est populaire parmi les Arabes et les musulmans vivant en France (elle n'a jamais remis sérieusement en cause le fonds antisémite du

Front national depuis des décennies et le ménage qu'elle effectue en interne est jusqu'ici très superficiel) ;

3) et quand elle «défend» les homosexuels... pour attaquer l'Islam et ses raisonnements homophobes (seul problème : ces raisonnements trouvent leur origine dans l'Ancien testament¹, texte homophobe, qui est une référence aussi pour les chrétiens et les juifs : *«Tu ne coucheras point avec un homme comme on couche avec une femme. C'est une abomination»*, Lévitique, ch. 18, v. 22).

Le Front national ignore-t-il la «culture jeunes», y compris celle des jeunes travailleurs?

Absolument pas. Contrairement à la politique de l'extrême droite jusqu'à la fin des années 1990, les nouveaux dirigeants jeunes du Front national essayent d'exprimer des vues plus tolérantes à l'égard de la culture des jeunes, notamment du rap et de ce qu'ils appellent les musiques «métissées», terme traditionnellement connoté positivement à gauche et négativement à l'extrême droite. Les jeunes Français ne font pas confiance aux politiciens de gauche et de droite, ils ne s'intéressent pas aux programmes politiques à la télévision et discutent peu de politique entre eux. En présentant de nombreux jeunes candidats aux élections municipales de mars 2014 et départementales de décembre 2015, Marine Le Pen a essayé et apparemment réussi à attirer une partie de la jeunesse, y compris des jeunes travailleurs, en partie parce que les autres partis (y compris la gauche et l'extrême gauche) ont présenté des candidats pour la plupart âgés de plus de 40 ans. Ainsi, elle a envoyé un message: le Front national est en mesure de changer les choses maintenant. Marion Maréchal Le Pen, 22 ans, est aujourd'hui la plus jeune députée du Parlement français.

¹ Ceux qui souhaitent rire un peu en découvrant quelques-unes des absurdités contenues dans la Bible pourront lire ce texte et apprécieront l'extrait du feuilleton «West Wing» qui l'accompagne : <https://brouillonsdeculture.wordpress.com/2011/08/07/a-tous-les-homophobes-citant-la-bible/>

Sur l'antifascisme en France

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement antifasciste a été fortement influencé par le maoïsme et le trotskisme, mais aujourd'hui l'influence maoïste a disparu, même si l'on peut dire qu'une partie des ex-maos se sont recyclés dans le syndicalisme, ATTAC, et d'autres mouvements «alter» ou «citoyens». Ce qui nous intéresse aujourd'hui est de savoir comment lutter contre l'influence des idées et des organisations d'extrême droite et des groupes fascistes au sein de la classe ouvrière. Malheureusement, le mouvement antifasciste (qu'il soit influencé par les trotskistes, d'un côté, ou, de l'autre, par les anarchistes et les «autonomes¹») en France est très confus.

Commençons par les tares du mouvement antifasciste d'extrême gauche:

– ce mouvement ne s'est jamais orienté vers la classe ouvrière et, à la «belle époque» (les années 60 et 70), son terrain d'action a toujours été les lycées et les universités, jamais les entreprises ;

¹ L'«autonomie», et plus précisément «l'autonomie ouvrière», est un courant marxiste radical influencé par l'opéraïsme né à la fin des années 1950 parmi des intellectuels communistes et socialistes italiens. Il a donné naissance à divers groupes en Italie, certains défendant une ligne réformiste, d'autres prônant une combinaison entre luttes ouvrières locales (à la fois dans les entreprises et dans les quartiers) et autodéfense armée. Avec les années, certains éléments de cette idéologie ont voyagé et séduit des anarchistes ou des libertaires français qui s'appellent eux-mêmes «autonomes». Cependant, la plupart d'entre eux ignorent qui étaient les «pères fondateurs» et quelles étaient les positions des divers courants impliqués dans l'«autonomie» durant les années 1960 et 1970 pour une raison très simple : les textes et les témoignages les plus importants n'ont jamais été traduits en français et c'est le théoricien le moins intéressant (Toni Negri) dont les idées ont été le plus propagées à l'échelle internationale, spécialement après qu'il se fut mis à défendre des théories réformistes. Les éditions Les nuits rouges ont cependant publié trois ouvrages qui donnent une idée partielle mais consistante de ce qu'était le courant spécifique de l'Autonomie ouvrière : Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, 2005 ; Emilio Mentasti. *La Garde rouge raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, 2009 ; et Devi Sachetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie, 1960-1980)*, 2012.

– il n’a jamais tiré les leçons théoriques et stratégiques des erreurs commises dans les années 1920 et 1930 lorsque les travailleurs furent confrontés à des mouvements fascistes classiques;

– et l’extrême gauche a toujours eu une attitude opportuniste envers l’héritage des mouvements de résistance dominés par les stalinien pendant la Seconde Guerre mondiale et leur politique purement bourgeoise, contre-révolutionnaire à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Donc, en termes d’actions et de propagande, l’extrême gauche a toujours été, au moins depuis la naissance du Front national en 1972, il y a plus de quarante ans, un allié permanent de la social-démocratie, du stalinisme et des républicains bourgeois. Même si l’extrême gauche a souvent tenté d’organiser des manifestations contre les réunions du Front national, sa coopération avec la gauche réformatrice a seulement augmenté la confusion politique et limité la «lutte antifasciste» à des objectifs purement juridiques: lois contre le racisme, l’antisémitisme et le négationnisme ; interdiction de certains groupuscules fascistes; manifestations unitaires ou réunions avec un objectif républicain, antiraciste, au contenu très modéré ; campagnes de presse contre le Front national présenté comme un parti «non républicain», etc. Évidemment, ces campagnes n’ont pas été à 100% négatives mais la propagande révolutionnaire en était absente.

Malheureusement, même sur des questions aussi élémentaires que l’antisémitisme et le négationnisme, les mouvements antifascistes de la gauche radicale se sont révélés totalement inefficaces, en particulier depuis la création de l’Internet et depuis que toutes sortes de réseaux sociaux réactionnaires et d’agitateurs fascistes se cachent derrière la cause de «l’antisionisme». Cette incapacité idéologique du mouvement antifasciste a été clairement démontrée par l’influence massive d’individus comme Alain Soral, nationaliste-révolutionnaire proche du Front national, qui anime un site influent et est invité sur les chaînes publiques de télévision ; et Dieudonné, agitateur antisémite qui soutient également le Front national et a conquis une audience massive grâce à ses vidéos sur le Net et à ses spectacles publics.

La gauche radicale organisée en tant que telle, si nous mettons de côté ses alliances politiques douteuses avec les réformistes de gauche et les démocrates bourgeois, n’a jamais mené une bataille idéologique sérieuse à l’intérieur des usines, des bureaux, des lieux de travail contre le Front national. Pendant de nombreuses années, par exemple, un groupe trotskiste comme Lutte Ouvrière a refusé non seulement de participer à toutes les manifestations de rue contre le FN (soi-disant parce qu’il était inefficace de contrer sa présence dans les rues et sa propagande et parce que c’était une perte de temps par rapport à la construction du Parti léniniste-bolchevik que LO était censée construire), mais elle a refusé de dénoncer explicitement les idées réactionnaires défendues par le Front national (le racisme,

l'antisémitisme, le nationalisme, etc.) dans ses «bulletins d'entreprise» et a préféré se limiter à une propagande très vague.

En ce qui concerne les autres groupes de la gauche radicale, la Ligue communiste révolutionnaire (dont les éléments se retrouvent aujourd'hui au NPA), après une période de confrontations de rue permanentes qui a conduit à son interdiction en 1972, elle a privilégié les alliances avec des intellectuels réformistes et les partis socialistes et communistes. Quant au troisième courant trotskiste, l'OCI-PT ces questions ne l'ont apparemment jamais intéressé...

Il existe aussi un deuxième courant antifasciste, que l'on peut appeler d'anarchiste et d'«autonome». Même s'il emploie un langage plus radical et est moins compromis avec les formes sociales-démocrates et staliniennes de l'antifascisme, ce courant est lui aussi très confus.

Soit il réduit grossièrement le Front national aux partis fasciste et nazi des années 20; soit il élargit tellement sa définition du fascisme qu'il embrasse tous les partis de droite et même parfois de gauche. Et pour couronner le tout, ses militants expliquent souvent que nous subirions un «totalitarisme mou» en Occident. Par conséquent, un tel régime n'aurait plus besoin de mener des confrontations violentes avec la classe ouvrière; ni d'écraser les syndicats et de détruire les partis «ouvriers»; ni de financer des groupes paramilitaires ou des milices armées; il pourrait réussir à s'imposer grâce à des élections démocratiques, et spécialement à travers un contrôle social mis en œuvre par les médias, les installations de surveillance vidéo et la concentration de tous les fichiers informatiques entre les mains de l'Etat.

Cette critique du «totalitarisme soft» conduit à deux hypothèses totalement contradictoires:

Première hypothèse : le totalitarisme soft dominerait déjà dans les sociétés capitalistes occidentales actuelles. Ou du moins, il serait technologiquement profondément enraciné dans nos vies quotidiennes. Cette thèse repose sur trois piliers:

a) **les arguments situationnistes** et post-situationnistes au sujet de l'aliénation des travailleurs en tant que consommateurs et à propos de la «société du spectacle»,

b) **les théories de Foucault** sur notre «servitude volontaire» et l'influence de différents micro-pouvoirs (ces relations personnelles qui renforcent les hiérarchies sociales dans la famille, à l'école, au travail, etc.),

c) **l'écologie anti-technologique** qui prédit la disparition prochaine de la démocratie capitaliste, quand elle n'affirme pas que le processus est déjà achevé.

Cette combinaison d'éléments empruntés à ces trois sources idéologiques, mélangées dans des proportions diverses selon les groupes ou les individus concernés, rappelle la théorie maoïste de la «fascisation» du

système, populaire à l'extrême gauche dans les années 70, mais relookée, avec des arguments et un vocabulaire à la mode.

Après cette première conclusion très pessimiste à propos de la domination actuelle de ce «totalitarisme soft», ses défenseurs nous livrent une conclusion plus optimiste, complètement contradictoire avec la première hypothèse:

Deuxième hypothèse: Nous ne pouvons ni renverser ni détruire par la force la domination omniprésente du totalitarisme soft et ses puissantes tendances fascistes, mais nous serions capables de «changer le monde sans prendre le pouvoir» (Holloway, Negri) et nous pourrions construire des coopératives, des communes, et des zones libérées, etc. !!! Cette proposition est absurde si l'on croit en la validité de la première conclusion... mais apparemment cette idéologie fonctionne et est très populaire, y compris dans les mouvements «alter».

Ces idées confuses sur le fascisme et le totalitarisme sont répandues parmi les jeunes anarchistes ou les jeunes récemment politisés (et aussi parmi les militants plus âgés qui ont renoncé à tout point de vue de classe) et ils conduisent à au moins trois principales conséquences négatives:

–à **des alliances sans principes avec les réformistes et les démocrates bourgeois** (dans ce cas, les antifascistes anarchistes ou «autonomes» ne se comportent pas mieux que les antifascistes trotskistes).

–à **un nouveau «terrorisme» d'extrême gauche** (comme c'est apparemment le cas en Grèce). Évidemment, il ne s'agit pas d'être des pacifistes ni de refuser par principe d'utiliser la violence contre les fascistes, surtout quand ils commencent à tuer des travailleurs (en Grèce, par exemple, des travailleurs migrants) sans que l'État ou le mouvement ouvrier ne réagisse.

En même temps, il faut être sûr que ce genre de contre-violence soit compris par les travailleurs, au moins par une minorité significative d'entre eux. Le groupe révolutionnaire impliqué dans de telles actions violentes doit être parfaitement conscient de ses limites, étant donné le contexte politique. Parce que, en fin de compte, l'utilisation de la violence armée par une minorité minuscule et clandestine n'aura aucun effet magique sur la volonté des travailleurs de lutter pour la révolution sociale et d'écraser le fascisme.

–à **des expériences locales, à petite échelle, coupées à la fois géographiquement** (quand elles ont lieu dans des villages ou zones rurales) et socialement de la vie professionnelle et quotidienne des travailleurs dans les villes et les banlieues. En fait, les communautés autogérées exemplaires ont toujours été un modèle populaire chez les anarchistes. Dans un tel cas, compte tenu de l'occupation actuelle du territoire, il est douteux qu'elle puisse efficacement combattre la propagande électorale du Front national (ou de tout autre parti xénophobe) dans les zones rurales ou péri-urbaines, à

moins que ces communautés autogérées incluent de nombreux travailleurs africains ou asiatiques qui pourraient contrebalancer l'image négative construite par les médias et renforcée par les mensonges de l'extrême droite ou des groupes fascistes. Mais ce n'est pas vraiment le cas...

– QUE POUVONS-NOUS FAIRE ET DIRE CONTRE L'EXTRÊME DROITE?

Nous devons revenir à de vieilles idées révolutionnaires de base:

– Les élections ne devraient pas être notre principal champ d'activité, contrairement à la tradition de l'extrême gauche française au cours des quarante dernières années.

– Nous devons toujours défendre des principes et des mots internationalistes, ou mieux anationalistes, au lieu de courtiser les préjugés nationalistes comme c'est le cas dès que l'extrême gauche prend position sur des questions nationales ou internationales (du TCE à la Palestine) ; nous devons mener une lutte culturelle et idéologique contre l'extrême droite, mais aussi contre tous ceux qui, à gauche ou dans le mouvement ouvrier, propagent, consciemment ou inconsciemment, ce type d'idées.

– Notre classe n'est pas les «99%» de l'humanité, mais la classe ouvrière, ce qui signifie qu'une révolution sociale impliquera des choix drastiques et ne pourra satisfaire également les besoins immédiats de tout le monde sur cette planète, de l'ancien capitaliste ou de l'ancien cadre au paysan pauvre, à l'ouvrier et au chômeur.

– Il n'y a pas de raccourcis: les campagnes électorales, les alliances politiques douteuses avec les réformistes au nom de l'antiracisme ou de l'antifascisme ne remplaceront jamais notre propre propagande socialiste et le travail local d'organisation dans les quartiers populaires, à l'intérieur des lieux de travail, dans les écoles et les universités, pour le soutien des luttes des travailleurs migrants et l'auto-organisation.

– Nous ne pourrons jamais «transformer le monde» si nous ne détruisons pas l'État. Aucune coopérative ouvrière, aucune association pour le commerce équitable, aucune «zone libérée» ne nous libérera jamais de la domination capitaliste.

Y.C., juin 2014 (remanié et actualisé en janvier 2016)

Quelques livres utiles (sans compter d'innombrables articles universitaires que l'on peut consulter sur des portails comme Persée ou revues.org)

Alain Bihr, *Pour en finir avec le Front national*, Syros, 1992

Alain Bihr, *Le spectre de l'extrême droite : les Français dans le miroir du Front national*, Paris, Les Éditions de l'Atelier et Les Éditions ouvrières, 1998

Jean-Michel de Waele et Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, 2011

Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du Front national*, Nouveau Monde éditions, 2012

N. Lebourg et J. Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, Nouveau monde, 2012

Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, Denoël 2012

Valérie Igounet, *Le Front national, de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Seuil 2014. Blog de l'auteure <http://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/>

Haydée Saberan, *Bienvenue à Hénin-Beaumont*, La Découverte 2014

Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique*, CNRS, 2014

Serge Bernstein et Michel Winock (sous la direction de), *Fascisme français ?* CNRS 2014

Gérard Perrier, *Vitrolles : un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002)*, Arcane 17, 2014

Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Les Presses de Sciences Po, 2015.

La vague raciste qui frappe les Pays-Bas rencontre une certaine opposition

Les Pays-Bas connaissent en ce moment une vague de racisme, qui prend parfois des formes ouvertement violentes, lors d'actions et de mobilisations de rue, principalement contre des réfugiés et leur installation dans des centres d'accueil¹.

Des mobilisations de rue au caractère particulièrement intimidant ont eu lieu dans des villes ou des villages où des conseils municipaux devaient débattre pour savoir s'ils allaient ouvrir dans leur commune un centre de demandeurs d'asile ou un centre d'accueil d'urgence pour les réfugiés. Lorsque des réfugiés sont installés dans une maison ou un bâtiment, il arrive fréquemment que ces édifices soient l'objet d'actes de vandalisme. Pendant ce temps, les responsables de l'Etat évoquent la question des réfugiés d'une manière particulièrement néfaste : au lieu de les présenter comme des personnes essayant d'échapper aux horreurs de la guerre et aux

¹ Note d'Eric Krebbers suite à une demande de précision : «*Ces centres sont en principe situés dans des bâtiments en dur (bureaux vides, gymnases, camps de vacances, etc.) utilisés temporairement, sauf à Nimègue, où 3 000 réfugiés sont «logés» dans des tentes. L'Etat néerlandais pousse les petites villes à accepter de loger beaucoup de réfugiés (plus elles sont petites, plus il insiste pour qu'elle en accepte), comme s'il voulait que les habitants protestent contre leur présence. Durant la dernière décennie, l'Etat a fermé de nombreux centres d'accueil, et la pénurie actuelle de lieux est dû à ces décisions et pas au nombre de réfugiés. Dans les années 90, il y avait beaucoup plus de réfugiés qu'aujourd'hui (et il y avait de la place pour eux à l'époque). Les protestations actuelles fournissent des arguments au gouvernement pour durcir sa politique contre les réfugiés, «parce que les gens ne veulent pas en accepter plus». En ce sens, la campagne de Wilders est très utile pour l'Etat néerlandais. Le problème pour l'Etat est: comment obtenir des racistes qu'ils se calment et arrêtent leurs manifestations quand celles-ci ne sont plus nécessaires et que sa politique change (ce qu'il est en train de faire maintenant). Il est peu probable que Wilders et ses partisans acceptent de rentrer dans le rang et ils risquent plutôt d'étendre leur mouvement encore davantage.»*

persécutions, ils en parlent comme s'il s'agissait d'individus venus tenter l'aventure, trouver un emploi et jouir des avantages de la Sécurité sociale.

Combinant mobilisations de rues et agitation parlementaire, le politicien Geert Wilders est le dirigeant d'un parti qui est à la fois le plus petit et (dans un certain sens) le plus important du pays. Le plus petit, car le PVV ne dispose que d'un seul membre, Wilders lui-même. Le plus grand, parce qu'il attire davantage d'électeurs dans les sondages d'opinion que n'importe quel autre politicien. Et c'est son parti qui dicte les termes des débats, et pousse les partis politiques traditionnels à se rapprocher de plus en plus de la droite raciste. Il est très révélateur que, pour la seconde fois, Wilders ait été récemment choisi comme «L'homme politique de l'année» dans le cadre d'un sondage d'opinion très médiatisé dans les médias publics.

Wilders et son Parti de la liberté, le PVV, encouragent la population à prendre les réfugiés comme boucs émissaires de ses problèmes, et ils jouent un rôle absolument central dans ce qui se passe actuellement. Cet individu a commencé sa carrière au sein du VVD (un parti libéral de droite), organisation tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition. Il l'a quitté parce qu'il était violemment opposé à l'admission de la Turquie dans l'Union européenne et en raison de son antipathie viscérale pour tous les musulmans. Il a alors capitalisé une forte popularité autour de sa personne, et plus tard de son parti, le PVV, en dénigrant constamment les musulmans et en menant des campagnes alarmistes contre les réfugiés. Il a avancé différentes propositions discriminatoires, comme une taxe visant les femmes portant le hijab ou l'interdiction de la construction de mosquées, ce qui lui a valu une grande célébrité pour ces infamies. Si son parti détenait 9 des 150 sièges à la Chambre des députés en 2006, il est passé à 24 sièges en 2010. Cette année-là, le VVD et le CDA chrétien-démocrate formèrent un gouvernement de coalition de droite. Le PVV de Wilders soutint du bout des lèvres ce gouvernement, mais il le prit en otage pour lui imposer une politique d'asile extrêmement restrictive. Lorsque ce gouvernement décida de procéder à des coupes budgétaires importantes, Wilders, craignant de perdre le soutien de ses électeurs parce qu'il ne s'était pas opposé à des politiques d'austérité impopulaires, rompit son alliance avec les deux partis au pouvoir. Le gouvernement tomba, et la popularité de Wilders chuta également, au moins pendant une courte période. Le PVV passa de 24 à 15 sièges en 2012.

Mais Wilders regagna sa popularité en renforçant ses discours anti-immigrés, antimusulmans et anti-réfugiés, et en combinant le tout avec une rhétorique hostile envers l'Union européenne. Son langage devint de plus en plus cru. Il s'abaissa jusqu'à demander à ses partisans juste avant les élections municipales de 2014: «Alors, vous voulez davantage de Marocains ou moins de Marocains?» Et la foule lui répondit en criant:

«Moins, moins, moins!» Cette manifestation de haine ouverte contre des personnes en raison de leur origine choqua beaucoup de Néerlandais, enclencha une mobilisation antiraciste significative et provoqua même des dissensions au sein du PVV car certains de ses partisans pensaient que Wilders était allé un peu trop loin. Mais ce durcissement lui a probablement permis de consolider une base de soutien inconditionnel parmi les racistes. Et il a commencé alors à inciter ses partisans à descendre dans les rues et à occuper les places, afin de montrer leur soutien à sa politique en dehors des bureaux de vote et des réseaux sociaux.

Déjà, en septembre 2013, le PVV avait organisé un rassemblement anti-gouvernemental au moment du Prinsjesdag (Jour du prince, où l'on annonce officiellement le nouveau budget gouvernemental). Environ 1 400 personnes y participèrent. Parmi elles, de nombreux militants d'extrême droite et des différents groupes fascistes et néo-nazis. Wilders ne se démarqua absolument pas par rapport à ce type de soutien, aux saluts nazis, aux symboles fascistes que portaient certains manifestants. Il ne protesta pas non plus quand certains de ses partisans ce jour-là essayèrent d'attaquer les manifestants de gauche qui organisaient leur propre mobilisation contre le gouvernement et ses politiques de droite.

Les dimensions fascistes¹, et pas seulement parmi les nombreux partisans de Wilders, mais dans l'ensemble de ses méthodes, sont de plus en plus claires. Le PVV n'est pas simplement un parti électoral de droite. Il attise le racisme à l'extérieur des bureaux de vote. Il attaque les musulmans et les réfugiés. En même temps il combat toute force politique qui s'oppose à lui et qui soutient les réfugiés et les migrants, même les manifestants les plus doux, parce qu'ils font, selon lui, partie de «l'élite de gauche, multiculturaliste» qui doit être balayée. Attaquer, en employant un langage violent, les minorités ethniques, «l'Islam» donc les musulmans, la gauche et un «establishment» prétendument dominé par la gauche, toutes ces

¹ *Note de NPNF* : nous ne partageons pas le point de vue de ce camarade (tout comme d'ailleurs une partie des militants de Doorbraak), puisque, à notre avis le PVV pose des problèmes assez proches de ceux du Front national (cf. notre article sur le FN dans ce numéro). Mais au-delà des discussions sur les étiquettes (national-populiste ou fasciste ?), ce qui est le plus important, aux Pays-Bas comme en France, c'est de souligner la complémentarité évidente entre les discours de l'extrême droite national-populiste et les actes des fascistes, même si ces derniers n'ont pour le moment qu'une dimension groupusculaire. Après tout le NSDAP n'aurait pu conquérir le pouvoir en Allemagne après 1933 sans l'appui du Zentrum et d'une grande partie de la droite allemande. Donc la vigilance s'impose même si les situations nous semblent très différentes.

méthodes nous incitent à dresser un parallèle de plus en plus clair avec celles employées par d'autres forces fascistes d'hier et d'aujourd'hui.

D'autre part, la distance s'amenuise entre Wilders d'un côté, et d'autres forces de l'extrême droite européenne. En novembre 2013, Wilders a accueilli Marine Le Pen, la dirigeante du Front national français, à La Haye¹. A l'époque, les antifascistes qui contestaient ce rapprochement entre deux dirigeants fascistes ont été attaqués par des policiers anti-émeute.

Tous ces éléments font partie du contexte des événements qui ont commencé en 2015 et qui continuent en 2016. Le nombre de personnes atteignant les Pays-Bas, et fuyant, par exemple, les horreurs de la guerre en Syrie ou la répression de l'Etat policier érythréen, a augmenté au cours de l'été et l'automne 2015, et cela a provoqué des réactions diverses. On a d'abord assisté à une explosion d'empathie et de générosité, surtout après que la télévision a montré les images d'un enfant kurde syrien qui s'était noyé en tentant de traverser la Méditerranée et dont le corps s'était échoué en Turquie. Bientôt, cependant, l'atmosphère est redevenue très raciste. Wilders a annoncé sa campagne #KomInVerzet! (#Commençons-la-Résistance) qui appelait la population à s'opposer aux autorités locales qui voudraient ouvrir des centres de réfugiés ou des centres d'accueil pour les demandeurs d'asile. Certes, il recommandait, très discrètement, que cette résistance soit «pacifique», mais l'accent principal était mis sur la «résistance», et celle-ci n'a pas du tout été pacifique.

A Oranje, un petit village où les autorités voulaient héberger temporairement un grand nombre de réfugiés, une foule en colère a bloqué un bus de réfugiés, et ne s'est calmée un peu que lorsque les manifestants se sont rendu compte que des enfants se trouvaient à l'intérieur du car. En outre, la voiture du vice-ministre co-responsable de la décision a été bloquée par l'un des manifestants. Dans la ville de Steenbergen la situation s'est révélée encore pire. Lors d'une audience publique convoquée par les autorités municipales, des gens ont insulté violemment, entre autres, une femme très courageuse qui a pris position en faveur des réfugiés. Une pierre avait déjà été lancée contre les fenêtres de sa maison, et elle avait été mise sous protection policière après cet incident. Non seulement, les cris de haine proférés contre elle avaient une tonalité raciste, mais elle a été explicitement menacée de viol par les manifestants.

La violence a atteint un niveau encore supérieur à Geldermalsen, le 16 décembre 2015. Ce jour-là, la municipalité devait voter la décision de construire un logement pour accueillir 1 400 demandeurs d'asile dans la commune. Rapidement, les opposants ont accroché un peu partout des banderoles dans la ville pour s'opposer à cette décision. Une des banderoles avait été confectionnée par Identitair Verzet (Résistance identitaire), petit

groupe fasciste d'origine récente et très actif dans les mobilisations anti-réfugiés.

Dans la soirée du 16 décembre 2015, le conseil municipal de Geldermalsen s'est réuni pour débattre avec les habitants de la ville. Dans le même temps, une foule de plusieurs centaines de personnes s'est rassemblée pour protester contre l'ouverture d'un centre de demandeurs d'asile. Les estimations varient de plusieurs centaines à 2 000 manifestants. Un groupe important – plusieurs dizaines de personnes, peut-être une centaine ou plus – a attaqué les clôtures placées autour de l'hôtel de ville, jeté des feux d'artifice bruyants et des pierres contre le bâtiment. Les racistes se sont battus avec les policiers anti-émeute. Quatorze personnes ont été arrêtées. C'étaient des habitants de Geldermalsen et des villes et villages alentour. Le racisme qui a explosé dans les rues de Geldermalsen ne se limite pas aux actions de quelques fascistes venus de loin, il a un racisme à base locale et les fascistes sont en train de construire sur cette base: à la fois à Steenberg en et à Geldermalsen, la présence de militants de la NVU (Nationale Volksunie, Union nationale populaire) a été remarquée. La NVU est une organisation ouvertement néo-nazie qui sévit depuis les années 1970. Son dirigeant se vante désormais ouvertement du fait que ses militants participent activement aux mobilisations contre l'ouverture de centres d'accueil pour les réfugiés.

Wilders a continué à s'opposer à la création de nouveaux centres avant, pendant et après les événements de Geldermalsen ou d'ailleurs. Il refuse de condamner la violence de ceux qui sont, en réalité, ses partisans. Et dans les deux cas, à Geldermalsen et à Steenberg, les autorités municipales ont revu à la baisse leur projet de loger des réfugiés, soit en aménageant un centre beaucoup plus petit, soit en reportant toute discussion à ce sujet pour le moment. La pression raciste a clairement contribué à ces résultats catastrophiques et Wilders a toutes les raisons d'être satisfait.

L'image se précise au fil du temps. L'agitation raciste par en haut, à travers les discours de Wilders, interagit avec les actions de rue racistes. Certes, cette interaction est informelle, mais évidente. L'ensemble du phénomène dévoile ce qui était jusque-là plus ou moins caché: une forme de fascisme à ses débuts. La présence visible des fascistes de Riposte Identitaire (Identitair Verzet) et de la NVU est seulement un symptôme d'un problème plus profond. Le tableau d'ensemble montre quel genre de vent mauvais souffle ces jours-ci.

Et ce sont des jours assez effrayants. On a assisté à un certain nombre d'attaques violentes contre des réfugiés eux-mêmes, contre des communautés de migrants et les bâtiments où ils logent. Le 9 octobre, un groupe d'environ vingt personnes masquées a attaqué un centre d'accueil temporaire de réfugiés à Woerden en lançant des œufs et des feux d'artifice très bruyants. Le 17 décembre, à Pannerden ils ont attaqué une maison où

vivait une famille d'origine immigrée avec des enfants. Encore une fois, ils ont utilisé des feux d'artifice très bruyants, qui ont un effet effrayant. Les agresseurs ont laissé un mot avec une photo de Geert Wilders, et un texte indiquant entre autres : «Ce n'est que le début.» Le 19 décembre, des membres de Riposte identitaire (Identitair Verzet) ont attaqué une mosquée à Dordrecht. Une des bannières proclamait: «Minder, Minder» («Moins, moins») – allusion transparente au discours de Wilders prononcé juste avant les élections municipales de 2014, comme nous l'avons expliqué plus haut.

L'interaction entre l'extension du racisme populaire, les actions des groupes fascistes, et les incitations à la haine de Wilders se renforce. Tout cela indique qu'une vague fasciste monte aux Pays-Bas. Pegida, organisation d'extrême droite qui se fait passer pour un groupe respectable de «citoyens concernés» et inquiets de la progression de l'«Islam», a tenté d'organiser des marches à Utrecht et Rotterdam, et leurs démarches font partie de cette vague fasciste. Heureusement, ces efforts ont été contrés de façon relativement efficace par les antifascistes, avec le slogan «Laat Ze Niet Lopen» («Ne les laissons pas défiler»). Quatre fois, les racistes ont essayé de défiler, avec environ 150 personnes lors de leur plus grosse mobilisation. A chaque fois, des dizaines, voire des centaines, d'antifascistes ont organisé des contre-manifestations, crié des slogans à leur passage, essayé de les bloquer, etc.

D'importantes forces de police ont assuré l'«ordre», c'est-à-dire qu'elles ont empêché les antifascistes d'affronter ces manifestations racistes, mais d'un autre côté les nazis n'ont pu exercer la violence contre leurs adversaires comme ils le souhaitent. La «neutralité» de la police est une blague, et il est ridicule d'affirmer qu'il faudrait protéger les manifestations fascistes «légitimes». Cependant, la conception du «maintien de l'ordre» que défend la police se heurte parfois aux ambitions des fascistes. Cela pourrait changer si le fascisme devenait plus puissant, mieux organisé, acquérait davantage de légitimité aux yeux des autorités. Cette dynamique rend la montée de Wilders et de son PVV encore plus dangereuse : ils peuvent donner au fascisme exactement la façade de légitimité qui manque aux groupes ouvertement nazis et aux organisations-paravents comme Pegida.

Il est à craindre que l'année 2016 verra ces tendances se maintenir. Pegida a déjà annoncé deux initiatives, l'une à Apeldoorn le 17 janvier 2016, et l'autre à Amsterdam le 6 février 2016. Et cette semaine, un nouvel abri temporaire pour les réfugiés doit ouvrir à Kaatsheuvel. Les opposants ont déjà suspendu des banderoles hostiles, comme à Geldermalsen. L'attitude des autorités est particulièrement écœurante à l'égard des enfants qui passent en bicyclette devant ce centre pour se rendre dans une école réservée aux élèves ayant des besoins spéciaux. Des bénévoles

accompagneront les enfants, pour rassurer les parents qui semblent préoccupés par le «risque» posé par ces réfugiés pour leur progéniture vulnérable¹. De cette façon, l'idée que les réfugiés seraient dangereux bénéficie, encore une fois, de la «compréhension» des autorités, et donc se renforce dans l'opinion publique. De cette façon, le racisme obtient une reconnaissance officielle, et il n'est pas question pour nous de rester sans réagir, c'est le moins qu'on puisse dire.

Y a-t-il une riposte face à cette vague de racisme? Elle se met lentement en place, comme l'ont déjà montré les actions contre Pegida. Des manifestations encourageantes de solidarité avec les réfugiés ont été organisées à La Haye, le 1^{er} novembre 2015, à Nimègue, le 21 novembre 2015. Toutes deux ont attiré plusieurs centaines de manifestants, y compris des réfugiés, et elles avaient un caractère à la fois militant et parfois presque festif. Ces deux manifestations soulignent la possibilité de repousser la vague fasciste et en même temps de construire des liens de solidarité entre les gens de différents milieux et origines – des liens de solidarité qui sont de la plus haute importance.

Peter Storm, blogueur sur les sites Ravotr, Libcom, Doorbraak et quelques autres, 6/01/2016

* Livres

James A. Geschwender, *Class, Race, and Worker Insurgency – The League of Revolutionary Black Workers* (Classe, race et insurrection ouvrière – La Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires), Cambridge University Press, 1977 (2009).

James A. Geschwender était professeur de sociologie à l'université Wayne State de Détroit de 1964 à 1968. Il a été en contact avec plusieurs membres fondateurs de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires, dont certains ont suivi ses cours. Son livre raconte la brève histoire de ce mouvement, de sa naissance en 1969 à sa disparition en 1973, sur la base de documents et d'entretiens prolongés avec plusieurs membres de la Ligue, avec lesquels Geschwender est resté en contact. Ce n'était pas pour lui simplement un sujet d'étude académique : il connaissait ces militants ; il sympathisait avec leur lutte ; il discutait avec eux des possibilités d'un mouvement révolutionnaire noir fondé sur les ouvriers d'industrie. Comme il le dit dès la première page, il n'aurait cependant pas pu faire partie de la Ligue, parce qu'il était blanc ; mais en même temps il ne s'est jamais senti dans la position de l'intellectuel blanc donnant des conseils aux ouvriers noirs pour l'organisation d'un mouvement révolutionnaire noir, ne serait-ce que parce que les fondateurs de la Ligue avaient les idées claires sur ce qu'ils voulaient faire.

Son livre comporte des chapitres purement historiques, dans lesquels il décrit le contexte dans lequel la Ligue s'est formée, et des chapitres plutôt théoriques, où il s'interroge sur les modèles de stratification sociale et raciale qui permettent de rendre compte de la réalité sociale des ouvriers noirs dans l'industrie américaine. Son intérêt pour cette question le pousse à accorder beaucoup de place à la description de l'idéologie de la Ligue, et aux contradictions ou aux tensions internes qu'il y percevait. Selon lui, ces contradictions internes ont affaibli la stratégie de la Ligue et sont l'une des principales causes de sa disparition, sans minimiser la forte hostilité des patrons de l'industrie automobile, de la direction des syndicats, et de la police de Détroit.

Modèles d'interprétation du racisme

Dans un premier chapitre, Geschwender dresse une sorte de bilan des différents modèles d'interprétation de la question raciale aux États-Unis. La notion de «race» elle-même fait évidemment partie du problème, puisqu'elle suppose que l'on rapporte les caractéristiques de certains groupes sociaux à des déterminants biologiques, ce qui n'est souvent rien d'autre qu'une façon de donner un vernis «objectif» à des formes

d'exploitation. Il ne paraît pourtant pas possible de décrire la situation des ouvriers de l'industrie automobile dans les années 60 en faisant abstraction de la question «raciale», parce que cette dimension est devenue un déterminant de la stratification sociale.

Geschwender remarque que les sociologues qui se sont penchés sur ces questions se sont surtout intéressés aux *relations* entre les différents groupes identifiés comme des groupes raciaux, mais pas vraiment à la question de la *stratification* raciale, c'est-à-dire à la question de savoir comment la distribution inégale du pouvoir dans la société en vient à recouvrir en partie la division de la société en groupes identifiés comme des groupes raciaux.

Cela dit, il distingue quatre modèles d'interprétation de la question raciale.

– Le premier, le modèle *assimilationniste*, admet qu'il existe des minorités raciales discriminées, mais considère que ces groupes finissent par être intégrés grâce aux efforts individuels déployés par leurs membres pour s'assimiler les normes et les valeurs nationales. Selon ce modèle, les individus appartenant à ces minorités sont responsables de leurs problèmes et de leur non-intégration. Comme le remarque fortement Geschwender, cette analyse pose un gros problème : elle passe totalement sous silence la réalité de l'exploitation. Or, on ne peut ignorer deux éléments décisifs : 1) les ouvriers noirs américains descendent d'esclaves importés aux États-Unis pour répondre à un besoin de main-d'œuvre docile et bon marché dans les plantations de coton ; 2) les industriels de l'automobile ont consciemment exploité les divisions raciales pour lutter contre la pénétration des syndicats dans leurs usines (voir plus loin dans cet article).

– La même critique peut être adressée au second modèle, qui voit dans les *préjugés* des Blancs l'unique source du racisme. Ce genre d'analyses ne blâme pas les membres des minorités raciales pour leur mauvaise volonté à s'intégrer, mais continue à faire du racisme un problème fondamentalement individuel : on incrimine les représentations erronées qui sont dans la tête des gens, et la lutte contre le racisme serait donc avant tout un problème d'éducation. Là encore, même s'il n'est jamais inutile de lutter contre les préjugés, ces analyses négligent totalement la fonction du racisme dans la stratification sociale.

– Le troisième modèle considère que l'*exploitation capitaliste* serait le principal problème. En effet, le système capitaliste ne peut fonctionner que sur la base de la prolétarianisation de certaines catégories de population. L'importation d'une main-d'œuvre immigrée permet de créer une catégorie de prolétaires qui ne peuvent plus compter sur des formes de solidarité traditionnelles pour se défendre (avantage évident dans le cas des Africains importés comme esclaves dans les plantations du Sud). Cela permet aussi

de créer des divisions entre «immigrés» et «nationaux», ou entre différents groupes d'immigrés, pour s'assurer d'une force de travail docile. Ce modèle rend compte d'une bonne partie de la réalité du racisme dans les pays capitalistes.

– Le quatrième modèle est celui de la *colonie intérieure* et il s'inspire des analyses développées par le Parti communiste, dès la fin des années 20, sur la question noire aux États-Unis. Il était fondé avant tout sur l'analyse de la situation des travailleurs noirs dans les plantations du Sud, situation qui partageait certains traits communs avec ceux des travailleurs indigènes dans les colonies : concentration dans un territoire étendu, dépendance à l'égard de capitalistes blancs, expérience commune de l'oppression. Ce modèle met en valeur la force du sentiment d'appartenance à un peuple opprimé dont la culture a été niée. Il permet également de comprendre le rôle de la stratification sociale à l'intérieur de la communauté opprimée, avec l'apparition d'une classe moyenne dont le rôle dans le maintien de l'oppression est analogue à celui des élites indigènes dans les colonies soumises au régime de l'«*indirect rule*» (gouvernement indirect) : plutôt que d'installer une administration coloniale, le pays colonisateur s'efforçait d'acheter ou de faire émerger des élites locales qui maintenaient l'ordre au moindre coût pour le pays colonisateur et sa loyauté était garantie par différents privilèges.

D'après Geschwender, la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires s'est principalement inspirée des deux derniers modèles d'analyse de la stratification raciale pour mener ses combats. L'auteur considère cependant que le lien entre ces deux types d'analyse n'a jamais vraiment été établi, ce qui expliquerait certaines tensions internes à l'idéologie de la Ligue.

Les ouvriers noirs dans l'industrie automobile.

Après ce chapitre plutôt théorique, Geschwender situe le contexte historique dans lequel est née la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires. Il décrit en particulier la situation des ouvriers noirs dans l'industrie automobile à Détroit, en rappelant un certain nombre de faits essentiels, sur lesquels nous nous attarderons un peu parce qu'ils nous paraissent nécessaires pour comprendre l'émergence de la Ligue en 1968. Ils donnent des éléments pour comprendre l'histoire des ouvriers noirs des usines automobiles de Détroit.

L'industrialisation du Michigan commence avant la première guerre mondiale, mais au départ ce sont surtout des vagues d'immigrants européens qui fournissent les contingents d'ouvriers nécessaires, les Noirs étant principalement confinés dans les travaux de gardiennage. La première guerre mondiale provoque une forte augmentation de la demande pour la production de matériel de guerre (chars, etc.) en même temps qu'une partie de la main-d'œuvre se trouve mobilisée. Durant ces années s'effectue une importante migration de prolétaires noirs du Sud agricole et

ségrégationniste vers les villes industrielles du Nord, et en particulier vers Détroit. En 1910, il y avait 569 ouvriers noirs dans l'industrie automobile à Détroit ; en 1919, il y en a 11 000. Cela provoque une très importante concentration géographique du prolétariat noir dans l'industrie lourde, dans les postes les moins qualifiés, les moins bien payés, les plus durs et les plus dangereux (en particulier dans les ateliers de fonderie, mais très rarement même sur les chaînes).

Durant cette période, Henry Ford emploie une stratégie particulièrement cynique. Dans les années 20, l'usine Ford Rouge employait plus de travailleurs noirs, et à des postes un peu plus qualifiés, que les usines des autres grands constructeurs automobiles de Détroit (Chrysler, General Motors, etc.). Lors des grèves, les ouvriers noirs sont souvent utilisés comme briseurs de grèves, d'autant plus qu'ils n'ont pas le sentiment que leurs intérêts soient défendus par les syndicats, majoritairement blancs. Ford avait aussi pris soin d'embaucher des Noirs «loyaux» dans son service du personnel, département qui jouait aussi le rôle de service de sécurité maison. Et il finançait des pasteurs noirs qui remplissaient en échange la fonction de «recruteurs» chargés de sélectionner des ouvriers dociles auxquels on faisait comprendre que M. Ford n'aimait ni les syndicats ni les démocrates, et qu'il valait mieux avoir les mêmes opinions que lui pour garder son travail. Ford utilise ainsi consciemment les ouvriers noirs pour lutter contre l'organisation syndicale des travailleurs de ses usines et pour s'assurer une main-d'œuvre docile (la main-d'œuvre noire restant sous-employée, il est facile de remplacer un ouvrier récalcitrant par un autre ; d'autre part, la possibilité de remplacer un ouvrier blanc par un ouvrier noir est utilisée comme une menace pour ôter aux ouvriers blancs l'envie de se syndiquer).

Dans les années 30, l'United Automobile Workers (Syndicat des ouvriers de l'industrie automobile) mène une lutte très dure pour obtenir le droit de représenter les ouvriers dans les usines des principaux constructeurs automobiles. Un grand nombre de grèves sur le tas ont lieu dans les années 1936-1937. Les prolétaires noirs sont plutôt hostiles aux syndicats, perçus comme des groupements d'hommes blancs destinés à s'occuper des problèmes des Blancs. Ils sont sceptiques à l'égard des déclarations de principe des dirigeants syndicaux en faveur de l'égalité raciale. Des grèves comme celle de l'American Can à Toledo (grève dans un département où travaillent beaucoup de Noirs, qui sont tous licenciés après l'échec de la grève) renforcent l'idée que les travailleurs noirs n'ont rien à gagner à ces luttes. Peu d'ouvriers noirs participent donc aux grèves sur le tas des années 30, et les patrons essaient fréquemment de les utiliser comme briseurs de grève. Les syndicalistes sont conscients de cette situation et savent qu'ils ne pourront gagner la bataille du droit syndical avec l'hostilité des ouvriers noirs. On notera aussi le rôle important des

militants du Parti communiste dans la lutte pour le droit syndical, et l'intérêt tout particulier du PC pour les militants noirs.

Ce n'est qu'en 1941 que l'UAW finit par pénétrer dans les usines Ford, au terme d'une lutte violente : une grève spontanée éclate pour réclamer le droit syndical ; des ouvriers noirs balayent les piquets de grève ; et des représentants nationaux de la communauté noire viennent à Détroit négocier avec l'UAW. Finalement, Henry Ford est contraint d'accepter l'UAW dans ses usines, mais cela n'a aucune conséquence sensible sur les conditions de travail des ouvriers noirs jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis. En fait, bien que l'UAW défende officiellement les luttes pour l'égalité raciale, en particulier dans ses résolutions nationales, ses pratiques au niveau local sont plus ambiguës. Ainsi la ségrégation sera appliquée dans l'union locale d'Atlanta jusqu'en 1962, bien que cela fût en contradiction avec la ligne nationale. Et malgré les beaux discours syndicaux, les ouvriers noirs de l'industrie automobile continuent à être employés aux postes les moins qualifiés, les moins bien payés, les plus durs et les plus dangereux. En même temps, l'union locale de l'usine Ford Rouge devient la plus grande union locale du monde et celle qui comporte la plus forte proportion de travailleurs noirs.

L'entrée en guerre des États-Unis dans la seconde guerre mondiale provoque de nouveau des transformations et des luttes. Un certain nombre de femmes noires sont embauchées dans les usines. Les ouvriers noirs sont obligés de se battre pour obtenir des postes conformes à leur ancienneté dans les usines de guerre. Des grèves sauvages éclatent dans plusieurs usines quand des ouvriers noirs sont promus dans des départements jusqu'alors entièrement blancs, la direction nationale de l'UAW étant souvent obligée d'intervenir pour contraindre les ouvriers blancs à reprendre le travail sous peine de licenciements. Des événements du même genre ont lieu jusqu'à la fin des années 40.

On peut citer ici le témoignage de Jordon Sims, qui raconte les conditions d'embauche en 1948 : *«Quand je suis arrivée à Eldon (l'une des usines de Chrysler), on m'a fait comprendre la chance que j'avais. Quelques décennies plus tôt un Noir n'aurait jamais été considéré comme assez qualifié pour travailler sur des machines dans un endroit aussi sophistiqué que Chrysler, parce que, selon eux, un Noir n'avait pas les capacités intellectuelles pour effectuer de telles tâches (...). Ils m'ont dit que j'avais une sacrée chance. Ils ne m'envoyaient pas au Département 25, dans le service du gardiennage ou ce genre de choses. Ils allaient me faire bosser sur une machine, à cause de mes capacités exceptionnelles. N'est-ce pas dingue qu'à cause de cette bon dieu d'usine tu doives avoir fait tout ça simplement pour devenir conducteur de machine – et que les ouvriers blancs pauvres aient ce genre d'idées dans la tête ? Le type m'a dit que c'était le maximum de ce qu'un Noir pouvait espérer dans l'industrie.*

On ne parlait même pas de travail qualifié, juste de travailler sur une machine... à la limite, une machine simple qui ne fait qu'une seule opération, mais une machine qui fait plusieurs opérations – alors là, il fallait carrément être un génie.»

Ce compte rendu ne peut détailler l'historique des relations raciales à Détroit en dehors des conditions propres aux usines. Nous rappellerons simplement que, depuis le dix-neuvième siècle, l'histoire de la ville a été marquée par de nombreuses luttes (pour le droit de vote, pour le droit à l'éducation), les discriminations systématiques (les accidents violents relatifs à la ségrégation dans le logement augmentent des années 30 aux années 60), la violence (avec plusieurs émeutes raciales, des violences policières, et une forte présence du Ku Klux Klan, qui avait 200 000 membres dans le Michigan en 1936 et est crédité d'au moins 50 meurtres de Noirs dans ce même État entre 1933 et 1936). Les années 1964-1967 sont une période d'émeutes raciales dans tous les États-Unis. L'émeute de Détroit en juillet 1967 (qui n'opposa pas la communauté noire à la communauté blanche, mais à la police – certes majoritairement blanche) fut l'une des plus violentes et des plus meurtrières, avec 43 morts (9 Blancs, 34 Noirs) et de très nombreuses destructions. Elle ne laissa pas seulement un sentiment de tristesse et de colère, mais aussi une certaine fierté parce que la population noire avait répondu aux attaques de la police, et inventé de nouvelles formes d'action et d'organisation pour lutter contre une oppression qui n'avait pas cessé.

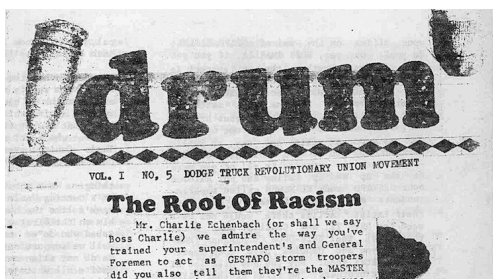


Vie et mort de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires.

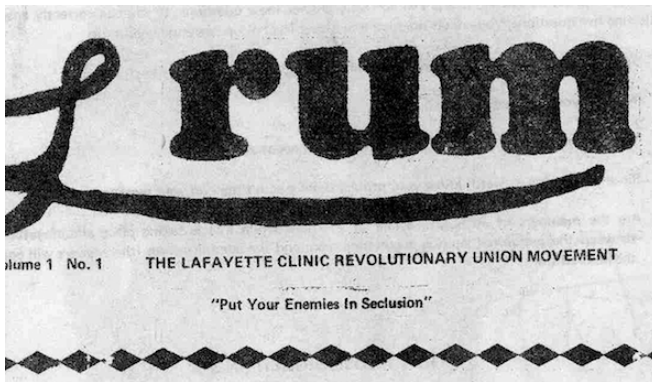
Le 2 mai 1968, une grève sauvage éclate à l'usine Dodge Main (une usine Chrysler) pour protester contre l'augmentation des cadences sur les chaînes de montage. La grève est déclenchée par un petit groupe de femmes polonaises qui décident spontanément de quitter le travail. La grève est interracial, mais la répression touche plus fortement les ouvriers noirs : sur sept ouvriers licenciés, seuls deux ne sont pas réintégrés, et ils sont tous deux noirs.

Un groupe de militants ouvriers noirs décide alors de créer une organisation autonome pour lutter contre l'oppression des travailleurs noirs. C'est la naissance du Dodge Revolutionary Union Movement (Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge) dont l'acronyme DRUM («tambour») explique les tambours qui décorent la lettre hebdomadaire que crée immédiatement l'organisation. Cette publication dénonce la surexploitation des ouvriers noirs et met directement en cause les bureaucrates de l'UAW. Quelques semaines après sa naissance, DRUM organise un boycott très suivi contre plusieurs bars aux pratiques racistes autour de l'usine, puis une grève de trois jours dont les piquets de grève laissent passer les ouvriers blancs tout en faisant pression sur les ouvriers noirs pour qu'ils restent à l'extérieur. La grève est considérée comme un succès, non en termes de satisfaction des revendications, mais en termes d'éducation politique et de développement de la solidarité noire.

Deux autres syndicats révolutionnaires voient rapidement le jour : Ford Revolutionary Union Movement (FRUM) et Eldon Avenue Revolutionary Union Movement (ELRUM) – l'usine d'Eldon Avenue étant particulièrement stratégique puisqu'il s'agit de l'unique usine de fabrication d'essieux et de boîtes de vitesses de l'empire Chrysler : bloquer sa production équivaut à bloquer toute la chaîne de production. Une grève sauvage est organisée par ELRUM à l'usine d'Eldon Avenue en janvier 1969 : la production est totalement arrêtée, vingt-six ouvriers seront licenciés. Le groupe de militants investis dans ces mouvements ressent bientôt la nécessité d'une organisation qui pourrait coordonner les actions dans les différentes usines.



En juin 1969, la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires est créée. Elle poursuit la stratégie de confrontation avec la direction des usines et avec l'UAW. Au printemps 1970 plusieurs grèves sauvages sont menées dans l'usine d'Eldon Avenue sur les conditions de sécurité, particulièrement mauvaises. En mai 1970, un ouvrier de 22 ans est écrasé par un chariot chargé d'une tonne et demi de métal ; l'enquête interne révèle de graves manquements dans l'entretien du matériel ; ELRUM déclenche une grève sauvage. D'autres syndicats révolutionnaires sont créés, en particulier dans les secteurs de la santé et chez les travailleurs des journaux, ainsi que dans l'industrie sidérurgique en dehors de Détroit. La Ligue n'organise pas seulement des manifestations, des boycotts et des grèves, elle présente aussi des candidats à plusieurs élections syndicales, ce qui permet de mettre en évidence l'hostilité de l'UAW à l'égard de cette organisation autonome qui demande des comptes à la bureaucratie syndicale au nom des ouvriers noirs.



Qui sont les fondateurs de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires ? Son comité exécutif comprend sept militants : General Baker Junior, Luke Tripp, John Watson, John Williams, Ken Cockrel, Mike Hamlin et Chuck Wooten.

Si tous sont issus de familles ouvrières ou prolétaires, plusieurs sont nés dans des États du Sud des États-Unis. Une partie d'entre eux travaillent en usine, l'un d'entre eux est conducteur de camions. Ken Cockrel, qui s'était engagé dans l'armée sans avoir terminé ses études au lycée, a bénéficié d'un programme spécial pour reprendre des études au niveau universitaire ; il devient avocat et défendra de nombreux militants dans des procès. Les quatre premiers se connaissent depuis longtemps : ils ont milité dans différentes organisation liées au mouvement des droits civiques ; ils ont

suivi ensemble un séminaire de Martin Glaberman¹ sur le *Capital* à Wayne State University. General Baker fut l'un des premiers à refuser la conscription pour aller combattre au Vietnam.

Selon Geschwender, plusieurs membres du comité exécutif entretenaient des contacts avec l'université, ce qui explique en partie la façon dont ils analysent les conditions d'exploitation des ouvriers noirs. Car si ces derniers subissent directement l'oppression raciale (ils savent que les ouvriers blancs bénéficient de différents privilèges, en termes de poste de travail, et donc de conditions de sécurité, de rémunération, d'avancement, etc.), ils n'ont pas nécessairement une perception aussi claire de l'oppression de classe (justement masquée par les divisions raciales), ce qui les rend plus sensibles au discours des nationalistes noirs qu'à un discours mettant l'accent sur leur appartenance à une classe exploitée par le Capital. Par contre, la plupart des membres du Comité exécutif de la Ligue connaissent les analyses marxistes, ce qui ne les empêche pas d'éprouver une certaine sympathie pour des mouvements noirs nationalistes, comme les Black Panthers. Pour l'auteur, la difficulté d'articuler ces deux dimensions aurait finalement conduit à la dissolution de la Ligue. En tout cas, cette organisation ne partage pas l'enthousiasme des Black Panthers pour les révoltes des jeunes Noirs appartenant au sous-prolétariat urbain. Pour la Ligue, s'enthousiasmer pour de tels mouvements, c'est commettre une erreur tactique fondamentale, car les prolétaires noirs n'ont du pouvoir que dans l'usine, sur le lieu de la production : dans certaines usines de production automobile, 70 pour cent de la main-d'œuvre est noire, et ces entreprises sont situées au cœur du capitalisme américain. Le pouvoir d'arrêter la production représente une arme de première importance dans la lutte. De plus, la concentration de 10 000 ouvriers noirs travaillant au même endroit et partageant les mêmes griefs et les mêmes problèmes quotidiens leur donne une force considérable susceptible d'être mobilisée de manière efficace et durable.

C'est sur cette base d'analyse que la Ligue se constitue. Elle se définit comme une organisation marxiste-léniniste, mais son idéologie incorpore des éléments nationalistes. La Ligue veut constituer une organisation révolutionnaire d'ouvriers noirs dans le but liquider le racisme, le capitalisme et l'impérialisme. Ces différents problèmes sont vus comme

¹ Un de ses derniers ouvrages, coécrit avec Seymour Faber, *Le salariat (travailler pour la paie), les racines de la révolte*, a été traduit dans *Echanges* (<http://www.mondialisme.org/spip.php?rubrique26>), avant d'être publié aux éditions Acratie. On trouvera sur le Net une brève notice biographique sur Martin Glaberman (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article1486>) et de nombreux articles (en anglais) : <https://www.marxists.org/archive/glaberman/>

organiquement liés, car si la classe capitaliste blanche possède les moyens de production, la plupart des Blancs et à peu près tous les Noirs doivent vendre leur force de travail pour vivre. Mais les ouvriers blancs profitent de certains privilèges liés à la couleur de leur peau, ce qui fait qu'ils ont intérêt au *statu quo*.

Les ouvriers noirs sont dans leur très grande majorité les descendants d'esclaves ayant travaillé dans les plantations du Sud des États-Unis. Le statut d'esclave ayant été exclusivement réservé aux Noirs, les questions de classe et de race se sont trouvées mêlées, puisqu'une forme d'oppression économique en venait ainsi à pouvoir être identifiée directement par la couleur de la peau (Geschwender note d'ailleurs que c'est l'une des raisons qui ont pesé dans le choix d'esclavagiser les Africains : la couleur de leur peau permettait de les repérer facilement s'ils s'enfuyaient). La fin de l'esclavage n'a pas mis fin à la prolétarianisation des Noirs en Amérique, puisqu'ils restent concentrés dans les secteurs les plus durs de l'industrie lourde.

On a vu comment, dans l'industrie automobile en particulier, les divisions raciales ont été consciemment utilisées pour discipliner la force de travail. Mais pour la Ligue, cette concentration dans l'industrie lourde offre aussi des possibilités d'action particulièrement efficaces, car la lutte contre des conditions de travail très éprouvantes pourrait se transformer en une lutte pour le contrôle du processus de production, à condition de convaincre les ouvriers qu'on ne peut pas contrôler les conditions de travail sans contrôler les moyens de production. Cette tâche d'éducation politique était au cœur du projet de la Ligue.

Geschwender qualifie l'idéologie de la Ligue de «syncrétiste», et il insiste sur le fait que les ambiguïtés et les contradictions internes sur la question du nationalisme noir ont considérablement affaibli le groupe et ont finalement conduit à sa dissolution. En juin 1971, John Watson, Ken Cockrel et Mike Hamlin démissionnent pour rejoindre une autre organisation marxiste-léniniste noire : le Black Workers Congress. Les dissensions internes portaient en particulier sur la tolérance à l'égard des tendances les plus réactionnaires du nationalisme noir, sur la nécessité d'un programme sérieux d'éducation politique des militants, sur la question de la coopération avec des militants radicaux blancs. Mais il semble qu'une autre ligne de fracture, non mentionnée par Geschwender, concernait le fait de privilégier ou non les actions concernant les conditions de travail à l'usine. En tout cas, la fin de la Ligue n'a pas signifié la fin du militantisme des ouvriers noirs à Détroit. Geschwender mentionne plusieurs actions menées par des ouvriers noirs durant l'année 1973 autour de graves problèmes de sécurité dans les usines Chrysler. Certaines de ces actions sont lancées par des militants noirs qui développent un discours clairement socialiste, mais sur des questions concrètes liées aux conditions de travail dans l'usine la

participation des ouvriers blancs concernés ne semble pas poser de problème.

Dans son chapitre de conclusion, Geschwender se pose la question de savoir comment articuler les analyses en termes d'exploitation capitaliste et les analyses en termes d'oppression raciale pour en faire des instruments de lutte contre toutes les formes d'exploitation.

*** Camille Estienne**

Sommaire

Présentation	1
Wildcat : Sur la classe ouvrière mondiale	3
Proposition de Charte mondiale des migrants	37
La voix des sans papiers : La lutte des réfugiés de La Chapelle. Demandeurs d'asile ou sans papiers ?	39
La voix des sans papiers : Nous sommes tous des réfugiés économiques !	44

Dialogue autour du PIR et de l'articulation entre antiracisme et lutte de classe	49
Avant-propos de Nad	50
1. Sur les origines et l'évolution des Indigènes de la République	61
2. Le PIR partage et propage l'idéologie identitaire dominante	70
3. Critiques violentes contre la gauche mais propositions politiques très modérées	75
4. Le PIR est une organisation nationaliste qui invente ou glorifie les identités ethno-religieuses...	80
5.... et qui voudrait jouer le rôle d'un think tank «décolonial»	83
6. Les contorsions du PIR face à l'homophobie et au sexisme	84
7. Le PIR minimise et manipule l'antisémitisme	93
8. Le PIR défend les obscurantismes religieux	104
9. Le PIR soutient l'islam politique	107
10. Le PIR essaie de «marcher sur deux jambes» mais promeut le corporatisme ethnique et religieux	109
11. Le PIR a-t-il un avenir ?	113
Annexe : Sur la lutte contre l'antisémitisme en France	116

Non Fides : Nique la «race» !	121
Crossroads : Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème	126
Discussion à propos de la marche contre le racisme du 31 octobre et de la «lettre ouverte» qui critique cette initiative	129
Collectif l'identité j't'emmerde : Marche au pas	135

Modèles d'interprétation du racisme et conséquences politiques actuelles	138
Du «Black-Blanc-Beur» à la «race sociale» : la confusion s'épaissit chez les gauchistes gaulois	147

Idéologues (Michéa, Lordon, Todd, Mélenchon) et militants du social-chauvinisme (Parti de Gauche, MPEP, PCF)	157
Origines et actualité du concept de social-chauvinisme	162
Un exemple chimiquement pur : le cas du social-chauvin Emmanuel Todd	166
Quand un groupe «castoriadien» fantasme sur l'identité nationale	171
La tradition sociale-chauvine française : quelques points de repère	173
Dix points communs entre les social-chauvins	185
Pourquoi le social-chauvinisme a un boulevard devant lui	199
Lettre d'un lecteur à propos de Guy Debord	201

Initiative communiste ouvrière : «Le Hareng de Bismarck»... ou le poison nationaliste	203
---	-----

Antisémitisme de gauche : définition et fonctions politiques	207
Définition de l'antisémitisme. Passerelles possibles entre antisionisme et antisémitisme	210
Propos et analyses antisémites chez Marx, Proudhon et Bakounine	217
Piètres arguments marxistes et anarchistes	219
M. Dreyfus et P.A. Taguieff : utiles mais très insuffisants	222
Fonctions politiques de l'antisémitisme de gauche	227

La CNT et l'édit d'expulsion des Juifs : correspondance entre Ben- Krimo et Mariano R. Vázquez. (Barcelone, 1938)	246
--	-----

Polémiques	253
A propos de quelques nouveaux mensonges de Bricmont	254
L'UJFP pratique la politique de l'autruche face aux tenants de l'antisémitisme de gauche	256
Quand l'UJFP manipule sans précaution ni rigueur la pensée complexe et paradoxale de Yeshayahou Leibowitz	262

A propos du dernier livre d'Emmanuel Todd : les «anti-Charlie» primaires auraient-ils enfin trouvé leur «Taguieff» ?	268
Roberto Massari : «Desaparecidos», appelez-moi Bergoglio	277
Patsy : Divergences ou nuances ?	283

<i>Temps critiques</i> : Dans l'angle mort du 13 novembre	291
---	-----

Du Front national et de sa démagogie «sociale»	313
FN et classe ouvrière	315
Clichés sur le FN	330
Antifascisme en France	341
Peter Storm : Vague raciste aux Pays-Bas	347

Livres

Camille Estienne : A propos du livre de James A. Geschwender, <i>Class, Race, and Worker Insurgency – The League of Revolutionary Black Workers</i> , Cambridge University Press, 1977	354
---	-----

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revue (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revue (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 : Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

- N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €
 N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €
 N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €
 N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014) : Antisémitisme de gauche et antisionisme 12 €
 N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes (2015) 10 €
 N° 48-49 : Exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier : Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe – Libertaires et «islamophobie» (avril 2015), 10 €
 N° 50-51 : Nos tares politiques tome 4 (juin 2015) : Fictions autogestionnaires – Vieux dogmes – Extrême gauche face au racisme antimusulmans et à l'antisémitisme – Pierre Tevanian, jésuite postmoderne 10€
 N° 52-53 : Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 (décembre 2015) 12€

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
 La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
 Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies thématiques

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme, 2008, 336 p., 10 €
 Compil' 2 : Islam, islamisme, «islamophobie», 2008, 344 p., 10 €
 Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie, 2008, 360 p., 10 €
 Compil' 4 : De la violence politique, 2009, 300 p., 10 €
 Compil' 5 : Religion et politique, 2010, 400 p. 12 €
 Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes, 12 €

Livres

- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
 Karim Landais, Anarchisme et anarcho-indépendantisme
 Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
 Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010, 12 €

– G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €

– Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €

– Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €

– *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

– *L'anarchisme d'État et la Commune de Barcelone*, A. Guillamon, H. Rüdiger, H. Oehler, 2015, 10 €

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Frais de port gratuits en France – et à l'étranger (du moins pour le tarif livres, assez lent)

Copyright © Juliette Sméralda
Dépôt légal : 3gt"tko gwtg"4238
ISBN 978-2-9535699-6-4

Livres imprimés sur des papiers labellisés
- Certification garantissant une gestion durable de la forêt -
Fabriqué en France



Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Marseille - France
www.imprimerieclip.fr
numéro d'impression 16013537